

H
R3282

12/7 256X4

REVUE HISTORIQUE

CE B4 1962
LIBRARY
DARTMOUTH COLLEGE

SOMMAIRE

Jean MALLON — L'archéologie des monuments graphiques.	297
Jacques DROZ — La légende du complot illuministe et les origines du romantisme politique en Allemagne	313
A.-J. TUDESQ — La Banque de France au milieu du XIX ^e siècle. Étude des structures sociales	339
Alexander GIEYSZTOR — Aspects territoriaux du premier État polonais (IX ^e -XI ^e siècle)	357
B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ — Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité	383
Jean DELUMEAU — Les progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI ^e siècle	399
Roland LAMONTAGNE — La politique indigène de La Galissonnière	411
A. KRIEDEL — Le socialisme international en juillet 1914. A propos d'un débat récent	417
Lieutenant-Colonel DE BUTTET — Les méthodes de travail du Dépôt de la Guerre	421
Les centres de recherches historiques — Le Centre d'Études supérieures de Civilisation médiévale de l'Université de Poitiers, par René CROZET et Edmond-René LABANDE	427
L'orientation actuelle des études historiques — Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Âge, par Jacques HEERS	433
Bulletin historique — La politique coloniale de l'Angleterre du XVIII ^e siècle à la veille de la guerre de 1914, par Henri BRUNSCHWIG	443
Correspondance	461

85^e année — T. CCXXVI Octobre-Décembre 1961



ion trimestrielle

ES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR : PIERRE RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT, DOYEN HONORAIRE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

Rédacteur en chef : Maurice CROUZET

Secrétaire de la Rédaction : Philippe VICIER

RÉDACTION :

90, boulevard Saint-Germain (Presses Universitaires de France),
le mercredi, de 10 h 30 à 12 heures

Administration : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Abonnements : Presses Universitaires de France, Département des périodiques,
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e). — Tél. : ODÉON 64-10

Revue trimestrielle. — ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1962

France, Communauté : NF 25 »

Étranger : NF 28 »

États-Unis et Canada : \$ 5,60 — Grande-Bretagne et Commonwealth : £ 2.

Le numéro : NF 7,50

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Page
T. K. DERRY and Trevor I. WILLIAMS. A short History of technology (Maurice Daumas).	43
Piceni e la civiltà etrusco-italica (I) (B. Chevalier).	44
Dominique SOURDEL. Le virat abbaside de 749 à 936 (Claude Cahen).	46
Paul LEMERLE. Prolegomènes à une édition critique et commentée des « Conseils et Récits » de Kékauménos (Jean Souillard).	49
E. W. BOVILL. The Golden Trade of the Moors (Claude Cahen).	49
Hilda GRASSOTTI. Apostilas a « El testimonio » de Valdeavellano. Notas para el estudio de las concesiones beneficiarias castellano-leonesas (M. Defourneaux).	49
Luis GARCIA DE VALDEAVELLANO y ARCIMIS. Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval (Id.).	49
Historia Mundi. T. VIII : Die überseeische Welt und ihre Erschliessung (Henri Brunschwig).	49
Georges DETHAN. Gaston d'Orléans, conspirateur et prince charmant (Victor-L. Tapié).	49
P. K. KEMP et Christopher LLOYD. The Brethren of the Coast. The British and French Buccaneers in the South Seas (Henri Brunschwig).	49
Bryan LITTLE. Crusoe's Captain (Id.).	49
Lucien CUYSSENS, O. F. M. Sources relatives au début du jansénisme et de l'antijansénisme, 1640-1643 (Victor-L. Tapié).	49
Chanoine Aimé LEBRAND et Lucien CUYSSENS, O. F. M. La correspondance antijanséniste de Fabio Chigi, nonce à Cologne, plus tard pape Alexandre VII (Id.).	49
René TAVENEAUX. Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789 (J. Girel).	49
Paul BOIS. Les paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques, depuis l'époque révolutionnaire, dans la Sarthe (Jacques Godechot).	49
Frances ARMYTAGE. The Free Port System in the British West Indies. A Study in Commercial Policy, 1766-1822 (François Crouzet).	49
T. C. BARKER and J. R. HARRIS. A Merseyside Town in the Industrial Revolution. St. Helens, 1750-1900 (Id.).	49
C. Northcote PARKINSON. War in the Ea-tern Seas, 1793-1815 (Id.).	49
Miguel ARTOLA. Los orígenes de la España contemporánea (M. Defourneaux).	49
Hans JURBETSCHE. Die Franzosenpartei im Spanischen Unabhängigkeitskrieg (Id.).	49
Domenico DEMARCO. Il Banco delle Due Sicilie (1803-1863). Storia del Banco di Napoli, tome II (Paul Guichonnet).	49
David S. LANDES. Bankers and Pashas. International Finances and economic imperialism in Egypt (Henri Brunschwig).	49
Henry PELLING. America and the British Left. From Bright to Bevan (François Crouzet).	49
Alberto CARACCIOLLO. Il Parlamento nella formazione del Regno d'Italia (Paul Guichonnet).	49
Alberto AQUARONE. L'Unificazione legislativa e i coccidi del 1865 (Id.).	49
Giuseppe TALAMO. La Scuola dalla legge Casati alla inchiesta del 1864 (Id.).	49
Paolo ALATRI. Nitti, d'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920) (Id.).	49
Charles DE GAULLE. Mémoires de guerre. III : Le salut (1941-1946) (A. J. P. Taylor).	49
Frank N. TRAGER. Marxism in South-East Asia, a study of four countries (Jean Chesneaux).	49
Richard PARES. The historian's business and other essays (Henri Brunschwig).	49

Comptes rendus critiques.

Pour le détail, voir <i>supra</i>	468
Notes bibliographiques	507
Recueils périodiques et Sociétés savantes	543
Chronique	559
Index bibliographique	578
Table des matières	585

L'archéologie des monuments graphiques

Il est une vérité première qui domine les monuments graphiques de toute nature : leurs caractères externes s'opposant à leurs caractères internes comme l'« existence » s'oppose à l'« essence », c'est par cette « existence », et par elle seule, que l'historien accède aux textes. On ne croit pas trahir la pensée d'une équipe comme celle de la revue *Scriptorium* si l'on prétend que c'est de cette idée simple qu'elle est partie, de nos jours, en mettant l'« archéologie du manuscrit » à la base des préoccupations de « l'historien des lettres médiévales ».

Seulement, des médiévistes ont, ce faisant, ouvert une voie plus large, la voie de l'« archéologie » des monuments graphiques, en réagissant contre une attitude « trop cérébrale » et « trop ignorante sinon méprisante des faits matériels », attitude qui a été « trop souvent adoptée par les historiens du XIX^e siècle ».

Ces termes vifs, qui sont de M. Delaissé¹ traitant d'une étude sur un manuscrit du XIV^e siècle de la Chronique de Knighton, valent tout aussi bien s'il s'agit, par exemple, des lois romaines qui nous sont seulement connues par des tables de bronze et qui nous sont parvenues, pour la plupart, très incomplètes : elles ont été commentées sans que jamais les débris des bronzes aient donné lieu à une étude archéologique d'ensemble sur la présentation matérielle de ces lois. Dans le cas particulier de la loi d'Urso, Hübner a comme décollé le texte de la matière : il a publié au siècle dernier ce qui a été retrouvé des tables sans se soucier de rapprocher entre elles les cassures de fragments que pourtant il a vus de ses yeux et tâtés de ses mains, sans chercher, par un examen du clouage, des « caches » comme de la condi-

1. *Bulletin codicologique* 1960, n° 591 (*Scriptorium*, XIV, p. 372).

Jean Mallon

tion matérielle des éléments, notamment de leurs bords, à connaître leur mode de fabrication et leur mode d'assemblage. Or, si un tel souci conduit parfois, comme j'ai pu l'éprouver¹, à des résultats qui étendent leur utilité jusqu'à la critique du texte, il trouve aussi, et toujours, sa justification en lui-même, dans l'étude du monument graphique en tant qu'« objet » archéologique. On a, en la publiant, rogné les bords de la table claudienne de Lyon². Pour mesurer le chemin parcouru depuis Hübner, il suffit de voir comment se publie aujourd'hui une plaque de bronze du I^{er} siècle récemment mise au jour à Senlis en quatre-vingt-sept morceaux et comment on reconstitue le socle dont cette plaque a occupé la face antérieure³.

S'il y a une tendance très nette, dans notre siècle, à revenir sur le « mépris » justement dénoncé par M. Delaissé, cette tendance est encore sporadique, car, comme nous le verrons, elle se heurte à des structures traditionnelles et à des réflexes très anciens, créés par l'organisation même des sciences humaines. Sans doute de nombreux savants apportent-ils aujourd'hui le plus grand soin, avant de courir au texte, à étudier la condition matérielle des monuments qu'ils publient — on a vu, en 1952, les éditeurs des *Tablettes Albertini*⁴ pousser ce soin jusqu'à faire procéder à une identification botanique du bois sur lequel ont été écrits ces contrats au V^e siècle de notre ère — mais il s'agit d'initiatives nécessairement décousues, prises à l'occasion de monographies visant principalement des contenus textuels. Sans doute aussi, des études de plus en plus nombreuses s'axent-elles sur des problèmes particuliers, proprement matériels, comme celui des origines du *codex* par exemple qui chevauche plusieurs langues et des contenus textuels très variés ainsi que plusieurs écritures et des matières subjectives diverses : il n'en reste pas moins qu'une telle étude ne saurait, non plus que « l'histoire du livre » elle-même, isoler son matériel, car on ne peut progresser dans ces problèmes sans faire appel à des monuments qui ne sont ni des *codices* ni même des livres : ici

1. Les fragments de El Rubio et leur appartenance à la *lex Coloniae Genetivae Juliae*, dans *Emerita*, XII, 1944, p. 193-230.

2. Philippe FABIA, *La table claudienne* (Musées de Lyon). Lyon, 1930, avec une planche hors texte.

3. André PIGANIOU, Une inscription romaine inédite de Senlis sur un socle de bronze, dans *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1959, p. 450-456, avec une Note d'ordre technique de M. Édouard Salin, *Ibid.*, p. 456-457.

4. Chr. COURTOIS, L. LESCHI, Ch. PERRAT et Ch. SAUNAGNE, *Tablettes Albertini, actes privés de l'époque vandale (fin du V^e siècle)*. Paris, 1952 ; cf. la note de M. Saccardy, p. 8, n. 1.

L'archéologie des monuments graphiques

l'exemple des tables d'Urso vaut encore, puisque, en fin de compte, leur assemblage imite, dans le bronze, un *volumen* de papyrus déroulé sur un mur¹ et qu'il n'existe pas au jour un seul *volumen* latin antérieur au III^e siècle dont se soient conservés d'aussi importants morceaux.

L'« existence » des monuments graphiques est sans doute un sujet trop vaste pour qu'on l'étreigne bien, mais il ne dépend pas de nous qu'il ne puisse pas être fractionné, et nous devons, au moins, garder en nous-mêmes le sentiment de son indivisibilité, sentiment qui stimulera et aiguïsera notre curiosité dans les rencontres que nous ferons et dans nos tâtonnements. En d'autres termes, jamais nous ne devons nous dire, devant des inscriptions gravées au ciseau, « je ne m'intéresse qu'aux livres et documents » ; devant des papyrus, « je ne m'occupe que d'inscriptions » ; devant des livres, « je ne m'intéresse qu'aux documents » ; devant des exemples grecs, « je ne m'intéresse qu'aux latins » ; devant des monuments sumériens, « je ne m'intéresse qu'à l'Occident », ou « au Moyen Age », ou à « l'Antiquité classique » : l'« archéologie » des monuments graphiques se présente comme un sujet ayant son unité, en quelque sorte verticale, tout au long des temps historiques ; il n'est possible de limiter ce sujet qu'horizontalement, du côté qui regarde les caractères internes — teneur, langue — en réduisant ceux-ci à la valeur d'une importante mais simple circonstance.

* * *

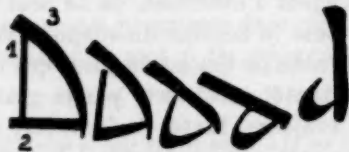
On mesure alors combien on désignerait mal l'objectif en le définissant comme représenté par « l'écriture » : l'écriture étant impalpable entre le support et l'agent d'exécution, on ne peut pas plus la séparer de l'agent qu'on ne peut la décoller du support, pierre, cire, papyrus ou autre. Or, en fait, nous ne tenons du passé que des « supports », où l'écriture se montre tantôt recouverte par la gravure au ciseau qui ne la travestit pas toujours, tantôt à découvert quand il s'agit de monuments qui nous sont parvenus écrits à la pointe ou à l'encre, et les agents ont disparu sans qu'il soit permis de ne pas chercher à connaître leurs procédés, leurs disciplines, leurs maintiens, tout comme nous connaissons les supports avec lesquels ces agents ont fait bloc.

1. Cf. plus haut, p. 298, n. 3.

Jean Mallon

Il nous est donc interdit de ne pas poser des questions aussi peu secondaires que peu faciles : quelles ont été les postures des hommes écrivant (accroupis, assis, debout)? Comment, du fait de ces postures, les supports se sont-ils trouvés placés entre leurs mains? Autrement dit, quels « angles » ont formé les instruments avec l'axe de ces supports? De quels instruments s'est-on servi (ciseau, style, calame, etc.)? Dans le cas du ciseau, a-t-on préparé le travail de gravure et comment l'a-t-on fait? Dans les cas où il s'agit de calames, y avait-il diverses manières de les tailler? Comment les instruments étaient-ils tenus entre les doigts? Entre le pouce et l'index? Entre l'index et le majeur? Y a-t-il eu des changements dans la façon de les tenir? Y avait-il, dans l'ordre et le sens des traits des diverses écritures, des disciplines ayant déterminé l'évolution de leurs formes? Toutes ces questions sont solidaires, sont à poser ensemble, et on ne saurait assez se défendre contre la tentation de juger aucune d'elles comme futile sous prétexte qu'il est souvent très difficile d'y répondre.

Pour prendre, à titre d'exemple, un cas familier, le signe *d* qu'imité notre imprimerie ne saurait procéder d'un *D* fait d'un trait vertical flanqué d'une courbe. Il nous serait resté inexplicable si l'on n'avait pas observé une règle dans l'exécution de la forme originelle qui comportait d'abord une équerre, puis un trait incurvé oblique : on traçait d'abord un trait vertical de haut en bas (trait 1), *suivi, à partir de sa base, d'un trait horizontal dirigé vers la droite* (trait 2), ce qui donnait une équerre ; et ensuite, à partir du haut du trait vertical, on terminait la lettre par un trait oblique légèrement incurvé (trait 3), allant rejoindre, au bas et à droite, l'extrémité du trait horizontal de l'équerre préalablement exécutée.



L'équerre (1 + 2), en s'amollissant et en se ratatinant, a donné progressivement une petite boucle, puis le dernier trait s'est trouvé rejeté vers une position verticale par un changement soudain de l'angle que formait l'instrument avec l'axe du support : ce changement d'angle se manifestant simultanément dans toutes les lettres

L'archéologie des monuments graphiques

de l'alphabet, j'ai cru pouvoir expliquer ainsi¹ une transformation complète qui, sous le Haut Empire, préfigure l'écriture latine moderne. La question s'est alors posée de savoir à quoi ce changement d'angle, à son tour, était, lui-même, dû, s'il était imputable, par exemple, au remplacement du *volumen*, encombrant et impossible à incliner, par le *codex*, dont les cahiers sont plus mobiles ; et, là-dessus, M. Robert Marichal², non sans garder quelque goût pour cette dernière explication que j'avais suggérée en 1939 et qui me paraît aujourd'hui très difficile à soutenir, a posé, en 1948, la question des diverses façons de tailler les calames ou de les tenir entre les doigts. Ces techniques sont aussi modestes que difficiles à connaître et aussi difficiles à connaître qu'indispensables à préciser. Il nous appartient de les étudier en interrogeant en même temps les caractères internes des monuments sur les circonstances diverses dans lesquelles elles ont été choisies et employées. Le but est de connaître les « métiers graphiques » tels qu'ils étaient pratiqués avant l'utilisation de machines qui ont été inventées à partir du xve siècle de notre ère. Il n'y a pas d'autre voie si l'on veut déterminer des catégories réelles et des relations concrètes entre les monuments qui doivent, à ces métiers, leur existence. Nous trouvant en possession de tablettes, rouleaux, « codices » ou autres épaves de l'activité graphique de l'homme, il s'agit pour nous de les remettre à la place où nous les voyons figurés par des sculpteurs, des mosaïstes ou des peintres : sur les genoux du scribe accroupi du Louvre par exemple, ou sur ceux de l'écrivain assis du Bardo, ou encore sur le pupitre des évangélistes qui ornent à pleine page les manuscrits du haut Moyen Age. De même qu'il faut faire rentrer les manuscrits dans les *scriptoria* d'où ils sont sortis, de même il faut replacer les inscriptions exécutées au ciseau dans les ateliers où des textes, préalablement rédigés, ont été ensuite ordonnancés sur des pierres, puis gravés.

1. Observations sur quelques monuments d'écriture latine calligraphiés dans les cinq premiers siècles de notre ère, dans *Arts et métiers graphiques*, janvier 1939, p. 37-40, avec deux tableaux.

2. Robert MARICHAL, dans Marius AUDIN, *Somme typographique*. Paris, 1948, p. 61-112 (où l'on trouvera reproduits les deux tableaux illustrant mon article de 1939 cité à la note précédente), cf. p. 80 et sq. Sur la manière dont se pose maintenant, à mes yeux, le problème de la réforme de l'écriture latine sous le Haut-Empire, cf. le compte rendu donné dans *Scriptorium*, XI, 1957, p. 320-323, de : *Pauli Sententiarum fragmentum Leidense...* ediderunt... G. G. ARCHI, M. DAVID, E. LÉVY, R. MARICHAL, H. L. W. NELSON, Leiden, 1956, 112 p. (*Studia Gaiana*, vol. IV).



Se préoccupera-t-on de savoir s'il s'agit, en l'espèce, d'épigraphie ou de paléographie?

Remettre les monuments graphiques dans la main de l'homme, cela n'a, en vérité, pas de nom dans la langue des savants et aucune des « sciences humaines », telles qu'elles sont actuellement organisées, ne regarde en face « l'homme écrivant », pas même dans le cadre d'une période et d'une zone. Pour l'Antiquité latine par exemple, le matériel graphique est dépecé — et jusqu'aux temps carolingiens — entre plusieurs de ces sciences qui séparent les monuments écrits en un seul temps sur papyrus et sur parchemin de leurs pareils écrits sur argile, cire, plomb, bois, parois, terre cuite, pour noyer ces derniers parmi les monuments exécutés, comme les inscriptions gravées au ciseau, en plusieurs temps. Oublieux de l'homme, ce partage se fait selon des critères très secondaires et dans des vues d'exploitation très divergentes : il n'est, pour s'en convaincre, que de se reporter aux définitions, héritées du XIX^e siècle, que la paléographie, médiéviste d'origine, et l'épigraphie, « antiquaire » de fondation, donnent d'elles-mêmes¹, chacune d'elles voulant écarter le matériel attribué à l'autre et se tenant même à distance des épaves exhumées d'Égypte par la « papyrologie » ; des monuments qui n'ont pas péri sont déclarés « périssables » pour justifier à toute force leur disjonction de monuments dont les matières, depuis qu'on s'est aperçu qu'elles n'étaient pas toutes « dures », sont dites « durables ». Un test très simple montrera à quel point des critères fragiles et incertains sont entrés dans la langue : une missive du I^{er} siècle écrite sur un papyrus trouvé en Égypte ne sera qualifiée d'« épigraphique » par personne, mais un vieux réflexe applique encore ce terme à une missive de la même époque écrite aussi à l'encre et exactement de la même façon sur une tablette de bois trouvée en Angleterre².

1. Giulio BATTELLI, *Lezioni di Paleografia*, Città del Vaticano, 1949, in-8°, p. 3 ; Raymond BLOCH, *L'épigraphie latine* (Coll. « Que sais-je? »). Paris, 1952, p. 5.

2. « ... the mention of Londinium and Durobrivae must be among the earliest epigraphic records of these names and on this score alone the tablet is noteworthy » (Eric G. TURNER et Otto SKUTSCH, A roman writing-tablet from London, dans *The Journal of Roman Studies*, L, 1960, p. 108-111 et pl. XI). Le test est d'autant plus significatif que les auteurs ont, dans cette excellente étude, parfaitement fait les rapprochements qu'il fallait avec les papyrus latins d'Égypte écrits de la même manière, qu'on trouve réunis dans ma *Paléographie romaine* (Madrid, 1952), pl. VI 1, XI 1, XIII 1 et 2, et surtout VIII 1, X 1.

L'archéologie des monuments graphiques

Des cloisons aussi inconsistantes ont bien commencé, tout de même, à craquer ; elles n'ont pas disparu de l'esprit de tous les chercheurs et elles subsistent, étanches, dans les programmes d'enseignement.

Elles ne seront abolies que si un intérêt scientifique est centré sur l'homme écrivant, solidaire de toutes les épaves, sans exception, que nous tenons de lui. Seul, le critère archéologique qui distingue l'écriture en un seul temps de l'exécution en plusieurs temps semble permettre de former deux groupes de monuments graphiques, mais sans qu'on puisse, pour autant, étudier l'un de ces groupes dans l'ignorance de l'autre. Si par exemple un épigraphiste du xx^e siècle admet avec peine qu'un artisan du ii^e ait pu, sur la tombe d'un ménage¹, « écrire » les capitales ISAC pour *hic (sita)* à la fin de l'épithaphe de l'un des conjoints, et les capitales ISACV pour *hic s(itus)* à la fin de l'épithaphe de l'autre, c'est que cet épigraphiste n'a pas coutume de lire des documents dits « paléographiques » ou « papyrologiques » alors que l'artisan du ii^e siècle en avait un sous les yeux pendant qu'il travaillait sur la pierre : les capitales ISAC et ISACV révèlent que les deux textes avaient été rédigés en minute dans une écriture courante du même type que celle des papyrus latins d'Égypte où le signe *h* et le groupe *is* ont un aspect, en effet, semblable, et où *i* et *a* se confondent ainsi que *s* et *u*. Les équivoques de l'écriture courante répondent à l'appel du contexte des signes insolites qui terminent, sur la pierre, l'une et l'autre épithaphe ; elles lèvent l'hypothèque d'une inadmissible violence sur une explication de ISAC par *hic* comme de V par *s(itus)* à qui elles rendent son caractère d'explication naturelle ; enfin, elles coupent court aux perplexités de l'éditeur des *Inscriptions latines de l'Algérie* (I, 827), selon qui il faudrait « peut-être » se référer à une autre pierre africaine qui porte *Izaca* : « nom de femme, à rapprocher de l'hébreu *Isaac* ? » se demande Gsell. « Mais on ne voit pas bien, remarque-t-il aussitôt avec pertinence, pourquoi ce nom figurerait à la fin des deux épithaphe », et il a soin d'ajouter que « d'ailleurs, l'ordre devrait être inverse, *Isacu* (= *Isaca*) pouvant passer pour un nom féminin » : les signes ISACV terminent, en effet, l'épithaphe du mari tandis que les signes ISAC terminent celle de la femme. Gsell achève son commen-

1. Jean MALLON, *Pierres fautives*, 2, dans *Libya*, 1954, p. 453, n. 54 ; L'ordinatio des inscriptions, dans *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1955, p. 126-137 ; Une inscription latine incomplètement gravée, dans *Libya*, 1955, p. 155-162 ; *Scriptoria épigraphiques*, dans *Scriptorium*, XI, 1957, p. 177-194 (cf. p. 180, n. 4).

taire en posant tout de même la question « sont-ce les noms usuels des deux époux? », mais, dans son index, tous les points d'interrogation ont disparu autour des « noms » *Isac* et *Isacu* qui ont comme germé sur les fautes d'un ouvrier africain du II^e siècle par qui une simple formule n'a pas été reconnue sur une minute d'inscription. Les cas analogues qui, de proche en proche, se dévoilent nombreux parmi les inscriptions latines sont parallèlement solides et sûrs dans la mesure où ils n'apportent rien, en matière textuelle, qui ne soit déjà connu, et où ils montrent, répétées sur des pierres diverses, des fautes identiques entre elles. Comment les éditeurs les plus sérieux ont-ils pu passer à côté de tant d'explications naturelles pour se lancer dans des conjectures forcées dont ils sentaient eux-mêmes toute la fragilité? Un retour en arrière nous fera comprendre dans quelles circonstances a été poussé aussi loin un oubli de ce que *sont* des monuments graphiques déterminés.

* * *

Les conditions générales de l'exécution des inscriptions gravées au ciseau n'ont jamais constitué un mystère pour personne : la *Grande encyclopédie*, dans un article dû à René Cagnat, rappelait en 1894 cette notion élémentaire que les textes destinés à être gravés étaient rédigés en écriture courante avant d'être portés sur la pierre où ils étaient translittérés en écriture monumentale. Aussi bien le bon sens indique-t-il déjà qu'il est impossible de conduire un ciseau à l'aventure si l'on veut que le texte soit convenablement ordonné ; comme l'a très bien noté M. Février¹ à propos d'inscriptions puniques, on ne rédige pas « à grands coups de maillet » : une esquisse est nécessaire, comportant, sur la pierre même, une mise en place et le dessin des signes à graver. S'agissant d'inscriptions latines, le dessin se faisait dans cette écriture monumentale qu'on nomme « capitale », et le bon sens indique encore qu'il n'est pas naturel de « rédiger » dans cette écriture un texte de quelque longueur directement sur la pierre ; on ne saurait « où l'on va » si le texte n'avait été auparavant établi à main courante sur une pièce à part, papyrus, parchemin ou tablette, où l'on pouvait ensuite calculer le nombre des signes et étudier le

1. FÉVRIER, L'inscription punique « Tripolitaine 37 », dans *Revue d'assyriologie*, 1956, p. 190.

L'archéologie des monuments graphiques

moyen de les faire tenir sur la pierre dans le champ disponible. En d'autres termes, on ne saurait confondre la rédaction d'un texte avec son ordonnancement en vue de la gravure. Il est donc naturel qu'une « minute » ait précédé l'ordonnancement du texte et que cet ordonnancement ait été réalisé sur la pierre avant l'attaque du ciseau. On peut d'ailleurs observer tous les jours le déroulement de ce processus dans les ateliers qui entourent nos cimetières et où, comme l'annonce une enseigne du 1^{er} siècle, les inscriptions « ordinantur et sculpuntur¹ » ; sur les pierres antiques, il est utile de noter les faits qui révèlent cette double opération, et, notamment, les défauts de fabrication qui la trahissent, comme, par exemple, quelques rares gravures incomplètes qui laissent voir, dans un ou plusieurs signes, l'ordonnancement préparatoire, lequel, normalement, aurait dû être tout entier recouvert et caché par le travail du ciseau². Quant à la rédaction en écriture courante qui a précédé l'ordonnancement et qui, par destination, a été détruite, c'est par des fautes du texte gravé qu'elle peut se trouver trahie dans la mesure même où les confusions qui ont été à la source de ces fautes sont inconcevables entre des lettres de forme « capitale ». En indiquant sommairement cette dernière évidence dans la *Grande encyclopédie*, Cagnat pouvait même, en 1894, s'appuyer sur des recherches concrètes qui avaient été menées sur cette base dix ans plus tôt : Georges Édouard avait supposé une rédaction en écriture courante des procès-verbaux des Frères Arvales quand il avait étudié les textes de ces documents tels qu'ils avaient été gravés sur marbre au III^e siècle. Il avait pu ainsi corriger une quantité considérable de signes et de groupes de signes portés par les pierres, comme, entre bien d'autres, TOSTEPVLAP pour *post epulas* et MAV pour *arva(les)*³.

Il est aujourd'hui fort curieux de constater que le travail de Georges Édouard se heurta à des réactions très vives, et de se reporter aux objections qui, dès lors, lui furent faites⁴.

Elles se ramènent à deux. La première alléguait qu'il ne paraissait pas possible d'admettre un « crétinisme parfait » chez les exécutants et, chez leurs clients, une indifférence totale pour les bourdes. Ce n'était

1. *C. I. L.*, X, 7296, d'où j'ai tiré en 1948 (*Pour une nouvelle critique...*, *Emerita*, XVI, p. 14-15) le terme d'*ordinatio* que Jean Lassus vient de signaler comme désignant une opération exactement parallèle dans *La techn. que de la mosaïque selon saint Augustin (Libyca, 1959, p. 143-146)*.

2. *Une inscription latine...* Cf. plus haut, p. 303, n. 1.

3. Georges Édouard, *Nouvelle étude sur le chant lémural...* Paris, 1884, in-8°, 232 p.

4. On les trouvera énumérées par Georges Édouard lui-même, *op. cit.*

qu'un argument *a priori*, mais la seconde objection relevait un fait : à cette époque, c'est-à-dire vers les années 1880, il n'y avait au jour aucun exemple d'écriture courante qui fût contemporain de la gravure des inscriptions que Georges Édouard prétendait corriger. Utilisant le tome IV du *Corpus* paru en 1871, il avait fondé ses déductions sur des exemples qui n'étaient que des graffites tracés par des passants quelconques sur des murs de Pompéi ; surtout, ces graffites étaient tous antérieurs à l'éruption volcanique de 79. En fait, après 79, quelques tablettes, trouvées dans les Carpathes, prolongeaient bien l'écriture de Pompéi, mais jusqu'au II^e siècle seulement, après quoi on ignorait tout de l'écriture latine courante jusqu'au IV^e siècle où une inscription de 338, exceptionnellement, n'avait pas été composée tout entière en capitales¹ : sa dernière ligne révélait, justement, l'existence d'un système profondément différent de celui de Pompéi. Était-il légitime de corriger des inscriptions du III^e siècle en prenant pour base l'écriture courante du I^{er} ? Comment Édouard pouvait-il être sûr qu'entre Vespasien et Gordien III l'écriture latine n'avait pas changé ?

La lacune dont avaient souffert les recherches de Georges Édouard devait, tôt après leur publication, se combler peu à peu grâce aux trouvailles d'Égypte et, plus tard, de Syrie, qui ont fait revenir au jour des documents expédiés à main courante par des scribes latins tout au long des sept premiers siècles de notre ère². Si l'écriture latine avait évolué après le I^{er} siècle, c'était pour empirer, et dans le sens même où les graffites de Pompéi la montrent engagée ; plusieurs confusions sur lesquelles Georges Édouard s'était fondé étaient encore beaucoup plus difficiles à éviter au III^e siècle qu'au I^{er}, et l'appel du contexte avait même conduit Édouard à en deviner de nouvelles, rendues possibles par la détérioration d'un même système où finissaient par se ressembler un nombre de plus en plus grand de lettres de l'alphabet : l'alphabet de l'écriture courante au III^e siècle, n'ayant presque rien de commun avec les formes que nous avons aujourd'hui dans l'esprit, était, en lui-même, c'est-à-dire pour les contemporains, confus à l'extrême. Comme, d'autre part, il s'agissait

1. *Paléographie romaine* (cf. plus haut, p. 302, n. 2), pl. XXIV 5.

2. On en trouvera un assez grand nombre d'échantillons reproduits dans l'album que j'ai publié en 1939 avec la collaboration de MM. R. Marichal et Ch. Perrat (*L'écriture latine...* Paris, 1939, gr. in-8°) et dans les planches de ma *Paléographie romaine* (cf. plus haut, p. 302, n. 2).

L'archéologie des monuments graphiques

de travaux de scribes, mécaniques à l'extrême, les confusions pouvaient être déterminées avec une très grande précision. La détérioration du mécanisme s'était poursuivie pendant tout le cours du III^e siècle sans que se fût encore généralisée une réforme radicale qui se trouvait attestée, au siècle suivant, par l'inscription romaine de 338. Singulièrement, l'apparition de papyrus latins contemporains des inscriptions des Frères Arvales, gravées en 213, 219, 224 et 241, aurait permis, si on l'avait voulu, de reprendre le travail d'Édon, de dissiper les objections de principe de ses contradicteurs, de couper court à des explications assez embarrassées et nécessairement timides qu'il avait présentées pour sa défense, enfin d'asseoir une méthode sur des bases fermes et solides.

Mais tout se passa comme si, à ce moment précis, le barrage des contradicteurs d'Édon s'était consolidé et comme si les nouvelles possibilités restaient insoupçonnées d'une épigraphie latine qui ne se mêlait pas des affaires d'une nouvelle discipline, la papyrologie. Il faut, pour s'en rendre un compte exact, s'imposer aujourd'hui de longs dépouillements dans les volumineux recueils et travaux divers d'épigraphie latine publiés depuis les travaux d'Édon, c'est-à-dire depuis quelque quatre-vingts ans : ces dépouillements seuls peuvent révéler combien de signes et de groupes de signes sont, ou bien demeurés « sans explications », ou bien présentés « avec des explications douteuses » par lesquelles les éditeurs, en prenant ces signes pour de la bonne monnaie, se sont ingéniés à leur trouver un sens alors qu'ils n'en avaient aucun. Cagnat¹, dans le *Cours* qui allait servir de bréviaire à l'épigraphie latine, ne citait pas ces « singularités » qu'il considérait à juste titre comme « dangereuses » et, en refusant d'en faire état, il maintenait dans les inscriptions latines un ordre qu'il était pourtant possible de rétablir sans rien mettre sous le boisseau, en tenant compte simplement des conditions matérielles de leur exécution, dont il n'était plus question, dans le *Cours*. Il eût été certes dangereux de citer, par exemple, un groupe SEERVD avec les explications « douteuses » de Gsell — et dont Gsell, le premier, doutait — [b]e[n]e [mer(enti)]??, se [vi]o[o]??², mais il n'y aurait eu que des

1. René CAGNAT (*Cours d'épigraphie latine*. Paris, 1914, p. 406-407) excluait « toutes les sigles et groupes de sigles présentés dans les *Corpus* sans explications ou avec des explications par trop douteuses », ajoutant : « De semblables singularités ne sont que dangereuses à citer. »

2. *Inscriptions latines de l'Algérie*, I, 3692, copie de Guénin (cf. note suivante).

avantages à citer ce groupe SEERVD, comme bien d'autres, si l'on s'était aperçu que *se* et *m*, comme *d* et *x*, se ressemblaient sur des papyrus des II^e et III^e siècles, avaient été confondus sur diverses pierres de la même époque et qu'ainsi SEER remplaçait MER, abréviation de *mer(enti)* comme VD remplaçait VX, abréviation de *ux(ori)*, dans le contexte de l'épithaphe féminine que SEERVD terminait : « ... Faustianus maritus posuit *mer(enti) ux(ori)* »¹.

Le « danger » des explications « douteuses » dont ne voulait pas Cagnat était d'autant plus grand que, par la nature même des cas sur lesquels elles portaient, elles tournaient facilement à la « nouveauté », et à la nouveauté sensationnelle : la chute des points d'interrogation dans les travaux de seconde main et, souvent même, dès l'index des recueils, risquait toujours de donner carrière à des extravagances. La résurrection de la chair évoquée sur une tombe palenne, telle est la tentation qu'on rencontre dans le barbarisme *resurescant* qui lui-même est déjà une tentation, offerte par le conglomerat des signes RESVAESCANT, lesquels appartiennent, en réalité, à la translittération fautive de la formule courante *ossa tibi bene cuiescant*². Les grammairiens ne pourraient-ils se laisser séduire par un « emploi prépositionnel » de *praeceps* dans la translittération PRAECEPS AETATEM qui a été faite des mots *praeter aetatem*, avec dittographie fautive³? Gsell n'a-t-il pas rendu disponible pour la philologie des données « monstrueuses » comme des féminins latins en *-u* et en *-im* alors qu'il s'agit de noms en *-a* et en *-ica*⁴? Quelle suspicion n'est-il pas utile de jeter sur des noms aussi « indigènes » qu'« inconnus par ailleurs » comme *Iurdama Seratis (filius)*⁵ et *Ioagima*⁶ quand on peut expliquer IVRDA par *Iulius* et MASERATIS par *Maternus*, IOAG par *hic* et IMA par *situs*? A la fin du VI^e siècle — car l'écriture latine du Haut-Empire n'a pas le monopole des équivoques — les historiens de l'Espagne ne font-ils pas entrer en campagne contre Herménégilde un général wisigoth, le duc Aion,

1. La copie de Guénin (cf. note précédente), que Gsell avait suspectée, se trouve, du même coup, certifiée conforme à la pierre.

2. Jean MALLON, *Pierres fautives*, 3. dans *Libya*, 1955, p. 307-327.

3. Julien GUY, dans *Gallia*, XVII, 1959, p. 227-237.

4. Jean MARCILLET-JAUBERT, Philologie et inscriptions, dans *Revue des Études anciennes*, LXII, 1960, p. 362-382.

5. *Scriptoria épigraphiques* (cf. plus haut, p. 303, n. 1).

6. C. I. L., VIII, 20527.

L'archéologie des monuments graphiques

dont l'existence imaginaire est uniquement tirée des signes fautifs d'une pierre datée par l'« indiction »¹?

Il est impossible de rendre compte ici de l'importance quantitative de ces cas, mais on peut faire sentir à quel point ils ont été méconnus en citant un échec répété d'éditeurs illustres dans une circonstance où la solution était extrêmement facile à trouver : ARALIBVS², porté par une pierre, ayant été mis au nominatif en 1881 par Mommsen qui déclarait tout ignorer des *aralia*, Dessau, en 1916, rangeait ces *aralia* parmi les termes de la liturgie funéraire antique en raison du contexte ... *mesoleum cum tribunal(i) et aralibus perfecit* qu'il avait recueilli dans ses *Inscriptiones latinae selectae*, et, en 1957 encore, l'éditeur des *Inscriptiones latines de l'Algérie* constate, comme autrefois Mommsen, que « les *Aralia* ne se rencontrent pas ailleurs ». Or, ils ne se rencontrent même pas sur la pierre où l'on avait relevé les signes ARALIBVS, car il suffit de noter, d'une part, que sur les papyrus latins du III^e siècle apparus depuis Mommsen des formes de *u* ressemblent à des formes de *e*, et de regrouper, d'autre part, les nombreuses inscriptions contemporaines où des *V* occupent des places de *E* appelés par les signes voisins : parmi ces inscriptions se range aussitôt celle qui nous intéresse, où les signes LIBVS précèdent PERFECIT et ont été portés sur la pierre à la place où la minute donnait *libes*, fait de langue banal pour *libens*, en sorte que le latin « vulgaire » du monument se rétablit facilement ... *mesoleum, cum tribunal et ara, libes perfecit*. Le mausolée comportait une estrade et un autel ; quant aux *aralia*, ils n'ont jamais existé et ils n'ont intrigué les épigraphistes, de Mommsen à nos jours, que du fait de l'oubli de la méthode préconisée par Édon.

Je n'ai jamais eu l'outrecuidance de prétendre avoir « découvert » les conditions matérielles dans lesquelles avaient été exécutées les inscriptions : en 1952, au contraire, je manifestais quelque « scrupule », quelque gêne à répéter à ce sujet des choses « qui vont de soi » et qui étaient bien connues de tout le monde « depuis très longtemps ». Mais je n'exagérais rien, alors, en constatant qu'on n'en avait tenu « presque aucun compte »³.

1. *Paléographie romaine* (cf. plus haut, p. 302, n. 2), § 227.

2. *Scriptoria épigraphiques* (cf. plus haut, p. 303, n. 1).

3. *Paléographie des papyrus d'Égypte et des inscriptions du monde romain* (rapport présenté au VII^e Congrès international de papyrologie, Genève, 1952, publié dans *Museum Helveticum*, X, 1953, p. 141-160), p. 146. Cf. aussi *Pierres fautives*, 3, dans *Libyca*, 1955,



Ce n'est point un choix d'exemples spectaculaires, mais bien la masse des cas, y compris les plus humbles, les plus insignifiants du point de vue textuel (comme par exemple DMC ou MCS à la place de *d(iis) m(anibus) s(acrum)*, ou CAIVLONVS à la place de *Catulinus* = *Catullinus*¹), qui, dans la mesure même où s'affirme l'ampleur du phénomène, fait surgir un problème qu'il faut bien appeler « culturel » : pour refuser *a priori* d'admettre de telles fautes de la part d'artisans du Haut-Empire, les contradicteurs d'Édon, on l'a vu, qualifiaient de « crétinisme parfait » les aptitudes mentales que, selon eux, ces fautes révéleraient chez ces artisans. On sera, certes, moins sévère quand on aura soi-même pris contact, sur les papyrus latins, avec l'écriture si mal lisible qui a provoqué toutes ces bourdes ; elles n'en trahissent pas moins, chez les responsables des inscriptions en cause, une légèreté et une incapacité qui nous confondent, surtout si nous notons que les cas les plus fermement assurés sont précisément ceux où la dénaturation des textes affecte les formules les plus habituelles, et même si nous pensons que, comme il est naturel, ces formules, du fait de leur caractère stéréotypé, avaient pu être rédigées sur la minute avec une négligence particulièrement accusée rendant leurs sigles spécialement équivoques. Que des fautes énormes sur « hic situs est » par exemple, ou sur « diis manibus sacrum », ou même sur « libes perfecit » ou sur « merenti uxori » ne soient pas très rares, voilà de quoi nous surprendre, et une foule de questions viennent à l'esprit ; elles ne concernent pas seulement les exécutants, mais aussi les gens qui, ayant commandé un travail, ont accepté de telles malfaçons. Ces questions intéressent même, et d'une manière encore plus générale, le public de l'Antiquité latine, les passants.

Ce serait encore pour sauver des idées préconçues qu'on se réfugierait dans une hypothèse selon laquelle les inscriptions fautives auraient été mises au rebut, car elles ont été trouvées clairsemées

p. 323, n. 138 (cas de la base de Tingad corrigée par Cagnat, en utilisant toujours les graffites de Pompéi, dans *Recueil de Constantine*, 1907, p. 6). Il sera intéressant d'étudier maintenant comment a été conduit, il y a vingt-cinq ans, un travail dont je ne connais que le titre : Roland G. KENT, *The textual criticism of inscriptions*, dans *Language monographs*, publ. par « The Linguistic Society of America », n° 2, décembre 1926, 76 p. De toute manière, l'entreprise demeura isolée et sans lendemain.

1. Cf. compte rendu des Inscriptions latines de l'Algérie, t. II, 1, dans *Revue archéologique*, 1959, 2^e semestre.

L'archéologie des monuments graphiques

à l'extrême et on ne saurait admettre que la pioche des fouilleurs ait atteint tant de fois des dépotoirs : une dédicace fautive, dont, au surplus, la gravure était restée inachevée, a été retrouvée faisant pendant à une autre, parfaite, dans un temple de Gemellae¹, et telle base qui exhibe les signes PEDLEG au lieu de *pro leg(ato)* a été bel et bien rencontrée en sa place sur le forum de Timgad où elle avait supporté la statue d'une notabilité locale².

On sauverait peut-être encore l'honneur si l'on pouvait démontrer que des textes aussi corrompus ont été corrigés au pinceau comme quelques rares autres l'ont été au ciseau, et que les injures du temps ont ensuite effacé ces corrections éphémères. Mais les indices sans lesquels une telle hypothèse demeurera tout aussi gratuite que celle du rebut sont encore à demander à cette « archéologie » des inscriptions qui nous permet, en expliquant les fautes, de savoir, au moins, l'essentiel : elles ont été commises.

La masse énorme des inscriptions latines se partage alors entre celles, innombrables, qui sont exemptes de fautes et celles où il y en a, qui forment un contingent important. Le hasard des trouvailles qui, en l'espèce, a joué sur de grands nombres, s'est très inégalement exercé, certes, selon les régions du monde romain, et en fonction, principalement, de l'occupation postérieure du terrain. Pourtant, on ne peut s'empêcher de risquer, non pas une hypothèse, mais une question : existe-t-il une possibilité de tirer une conclusion prudente de la répartition des inscriptions correctes et des inscriptions fautives selon leurs natures, leurs provenances géographiques et leurs époques ? Il est d'ores et déjà certain que les fautes de copie ne sont pas le monopole des moines du Moyen Age chez qui on a toujours trouvé tout naturel de les admettre, et que bien des préjugés sur la pureté antique comme sur l'autorité des signes gravés se trouvent battus en brèche. Mais on peut se demander s'il n'y a point, par l'étude du phénomène qu'on a tenté d'isoler ici, une chance de recueillir des reflets d'un monde très étendu, très divers, très inégalement « développé », dans un domaine de « culture » populaire où il est très difficile, pour l'historien, de pénétrer. Y aurait-il, enfin, des oppositions à constater avec la partie grecque de ce même monde ?

Il faudrait en avoir le cœur net et des réponses négatives auraient elles-mêmes leur prix. Nous ne ferons ici qu'indiquer un sujet d'étude

1. Une inscription latine..., cf. plus haut, p. 303, n. 1.

2. Cf. plus haut, p. 309, n. 3.

Jean Mallon — L'archéologie des monuments graphiques

et de réflexion. Ce n'est pas un sujet préconçu pour lequel on risque de manquer d'éléments : il nous est fourni, indiqué par un matériel tel qu'il existe et tel que nous avons tenté de l'envisager dans le cadre des conditions de son « existence ».

Au fond, l'exploitation des monuments graphiques a sans doute souffert du fait qu'on y trouve de quoi lire, car on arrive assez difficilement à regarder une inscription ou un manuscrit dans l'esprit qu'apporte un archéologue à regarder un édifice ou un ustensile : l'attraction du texte éclipse tout le reste et cette éclipse même compromet l'exploitation du monument et jusqu'à la connaissance du texte lui-même. A cet égard, l'épigraphie latine est bornée par des limites aussi fâcheuses du côté de l'archéologie que de tous les autres côtés. On voudrait penser que, n'étant pas une discipline particulière, elle est au moins un matériel, si ce même matériel n'était lui-même mal défini par un critère obscur de la science officielle : celui des monuments « durables ».

Jean MALLON.

La légende du complot illuministe et les origines du romantisme politique en Allemagne¹

La tentative pour expliquer la Révolution française par un complot maçonnique est aussi ancienne que la Révolution elle-même. Le goût du merveilleux, si développé dans les dernières années de l'Ancien Régime, contribua à susciter des interprétations romanesques et faciles. Plutôt que de faire l'aveu des fautes commises, les victimes de la Révolution ne devaient-elles pas être tentées de recourir à des conspirations ourdies en silence, dans le secret des loges ou au cours de ténébreuses rencontres? Cagliostro avait été mis en cause dès 1790. L'on suggéra — et l'abbé Lefranc se fit l'interprète de cette explication dans son *Voile levé pour les curieux* (1792) — que les Templiers avaient communiqué à la Franc-Maçonnerie son désir de vengeance contre les rois et les prêtres; et Cadet-Gassicourt rappela en 1797 dans son *Tombeau de Jacques Molay* que l'assaut contre la royauté avait commencé par la prise de la Bastille, prison de l'illustre templier. Toutefois, le monde de l'émigration avait été trop mêlé à la Franc-Maçonnerie de l'Ancien Régime pour admettre sérieusement que celle-ci avait été cause de la Révolution. L'accusation prit par contre un caractère plus sérieux le jour où l'on crut pouvoir démontrer

1. Le présent article a été l'objet, sous une forme plus brève, d'une communication aux Journées franco-belges de novembre 1959 et constitue le point de départ d'un ouvrage sur le romantisme politique en Allemagne.

Jacques Droz

qu'une secte particulière — l'ordre des Illuminés de Bavière — avait préparé en secret et en accord avec quelques maçons français la destruction du trône et de l'autel. Dès 1788, le marquis de Luchet, bibliothécaire du landgrave de Hesse-Cassel, avait, quoique avec beaucoup de confusion, mis dans son *Essai sur la secte des Illuminés* en garde le public français. Chuchotées à mi-voix, ces hypothèses ne devaient pas tarder à acquérir une extraordinaire notoriété¹.

La légende selon laquelle la secte bavaroise des Illuminés serait responsable de la Révolution française s'est trouvée exposée, à la fin du XVIII^e siècle, dans trois grands ouvrages dont l'influence devait se perpétuer au cœur de plusieurs générations². En 1797, J. Robison, ancien officier de marine, secrétaire de l'Académie royale d'Édimbourg, publiait ses *Preuves d'une conspiration contre toutes les religions et tous les gouvernements d'Europe ourdie dans les assemblées secrètes des Illuminés, des Francs-maçons et des Sociétés de Lecture, recueillies des bons auteurs*, qu'il faisait précéder d'un avertissement :

J'ai vu se former une association ayant pour but unique de détruire jusques dans leurs fondements tous les établissemens religieux et de renverser tous les gouvernements existant en Europe. J'ai vu cette association répandre ces systèmes avec un zèle si soutenu qu'elle est devenue presque irrésistible et j'ai remarqué que les personnages qui ont le plus de part à la Révolution française étaient membres de cette association... Je suis convaincu qu'elle existe toujours, qu'elle travaille toujours sourdement et que toutes les apparences nous prouvent que non seulement ses émissaires s'efforcent à propager parmi nous ces doctrines abominables, mais qu'il y a en Angleterre des Loges qui correspondent depuis 1784 avec la Mère Loge qui est à Munich... J'ai nommé l'Ordre des Illuminés, fondé en 1775 par le Dr. Adam Weishaupt.

Après avoir démontré, avec un manque total d'esprit critique, l'étendue d'une conspiration qui menaçait la plupart des États d'Europe, Robison, s'adressant aux « loyaux » Anglais, les conjurait de fermer l'oreille aux sophismes de la secte. — A l'époque même où paraissait cet ouvrage, un ancien jésuite originaire du Vivarais, connu avant la Révolution par les attaques qu'il avait lancées dans

1. Cf. F. BALDENSPERGER, *Le mouvement des idées dans l'émigration française* (Paris, 1924), t. II, p. 15 et suiv.

2. Pour tout ce qui suit, cf. R. LE FORESTIER, *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande* (Lhine, Paris, 1914).

La légende du complot illuministe en Allemagne

ses *Helviennes* contre les encyclopédistes, émigré en 1792, l'abbé Barruel, publiait à Hambourg, chez l'éditeur Fauche-Borel, ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Il entreprenait d'y démontrer que la Révolution avait été le fruit d'une triple conspiration : celle des « sophistes de l'incrédulité » contre la religion chrétienne ; celle des « sophistes de la rébellion » contre le trône des rois ; une troisième dirigée contre la société civile en général, tramée par les « anarchistes », et dont il fallait chercher l'origine chez les Illuminés de Bavière. Toute la Révolution s'expliquait par l'équation suivante : Encyclopédistes + Francs-Maçons + Illuminés de Bavière = Jacobins. « Dans cette Révolution, écrivait-il, tout, jusqu'à ses forfaits les plus épouvantables, tout a été prévu, médité, combiné, résolu, statué : tout a été l'effet de la plus profonde scélératesse, puisque tout a été préparé par des hommes qui avaient seuls le fil des conspirations longtemps ourdies dans les Sociétés secrètes et qui ont su choisir et hâter les moments propices aux complots. » Malgré la réfutation fort précise dont cette thèse du « complot » fut l'objet de la part de J.-J. Mounier¹, elle fut reprise une troisième fois par un personnage qui avait depuis longtemps milité dans le camp anti-révolutionnaire, le prédicateur à la cour de Darmstadt, J.-A. Stark, qui avait d'ailleurs contribué à informer Barruel et à rectifier certaines de ses erreurs : dans son *Triomphe de la Philosophie au XVIII^e siècle* (1803)², il devait tracer des liens entre Illuminés et révolutionnaires un tableau sinon plus exact, du moins plus vraisemblable que ses devanciers. Il se distinguait d'eux en ce qu'il considérait la Franc-Maçonnerie du XVIII^e siècle comme une association innocente, sans visées sociales et politiques, nuisible seulement du jour où elle avait été envahie, quelque temps avant la Révolution, par les principes des Illuminés.

L'argumentation chez ces trois auteurs était la même : en 1776 s'était constitué en Bavière, sous la direction d'Adam Weishaupt, professeur de droit canon à l'Université d'Ingolstadt, l'ordre des Illuminés, dirigé contre la Société de Jésus et l'oppression cléricale, mais qui n'avait eu que peu d'adeptes jusqu'au jour où l'un des amis de Weishaupt, le baron Adolphe v. Knigge, gentilhomme hanovrien très versé par ailleurs dans les questions d'occultisme, sut lui donner

1. De l'influence attribuée aux Philosophes, aux Francs-Maçons et aux Illuminés sur la Révolution française (Tubingue, 1801).

2. *Der Triumph der Philosophie im XVIII^e Jahrhundert* (Germantown, 1803).

Jacques Droz

un attrait nouveau en rattachant le système à la Franc-Maçonnerie et en rédigeant les rituels des grades supérieurs. Bientôt des attaques furent lancées contre l'ordre, que l'on accusait de pousser ses adeptes dans les hautes fonctions administratives, judiciaires et universitaires, de vouloir prendre les rênes du gouvernement, voire de travailler à la réunion de la Bavière à l'Autriche. Bien que l'ordre ait été interdit en Bavière en 1785, la conviction s'accrédita qu'il avait survécu, et les Rose-Croix en particulier soutinrent que l'association dissoute en Bavière s'était reformée ailleurs, plus secrète et plus puissante. L'organisation par un personnage taré, Ch.-F. Bahrdt, de l'« Union germanique » (1788), sembla donner raison aux adversaires de l'Illuminisme, qui accusèrent ses adeptes de s'emparer en Allemagne du commerce de la librairie, afin d'imposer le silence aux écrivains restés fidèles à la religion. Ce fut, dit-on, la secte des Illuminés qui avait préparé la Révolution, et, une fois son succès assuré en France, cherché à la propager en Europe : de nombreux émissaires des Illuminés ne résidaient-ils pas constamment à Paris ? Mirabeau de son côté n'était-il pas venu à trois reprises à Berlin, et Mauvillon, l'un de ses principaux « faiseurs », n'était-il point un Illuminé ? N'était-ce point un autre Illuminé, Bode, ami de Weishaupt et du libraire berlinois Nicolai, qui, venu à Paris dès 1787, avait converti les membres du Club social, que dirigeait le duc d'Orléans et dont la principale personnalité était Nicolas de Bonneville ? Campe, l'auteur des *Lettres de Paris à l'époque de la Révolution*, n'était-il pas le successeur de Basedow au Philanthropinum de Dessau, institution de tendance illuministe ? Custine n'avait-il pas été accueilli à Mayence par Wedekind, autre Illuminé ? C'est ainsi que l'accumulation d'arguments vraisemblables, sinon contrôlables, tendait à faire de l'ombre de l'ordre défunt des Illuminés un spectre redoutable qui détenait entre ses mains le sort de l'Occident.

Les grandes « épopées » de Robison, Barruel et Starck ont donné au thème du « complot » illuministe sa notoriété européenne. Mais, à nos yeux, l'intérêt du thème du « complot », c'est qu'avant et pendant la Révolution il avait déjà cristallisé en Europe centrale les forces antirévolutionnaires. C'est dans l'importante littérature suscitée par l'action dissolvante des Illuminés et le moyen de les combattre que vont se forger les arguments que les romantiques allemands opposeront plus tard aux conceptions politiques qui avaient prévalu au cours de la Révolution. Les accusations dirigées contre l'Illuminisme se sont, en effet, trouvées liées à un mouvement de carac-

La légende du complot illuministe en Allemagne

tère « mystique et réactionnaire », au sein duquel s'est forgée une conception de la société et de l'État en opposition fondamentale avec les idéaux issus de la philosophie des lumières. La présente étude a pour objet de déterminer avec autant de précision que possible la nature de ces groupements antiilluministes, leur composition sociale et leur idéologie.

* * *

Bien avant qu'éclatât la Révolution française, il existait en Allemagne un important mouvement d'opinion qui invoquait les dangers que présentait l'illuminisme pour s'opposer à l'œuvre de réforme et d'émancipation poursuivie par tant de souverains allemands du XVIII^e siècle.

Ainsi que l'a montré l'historien F. Valjavec¹, c'est en opposition avec la pratique du despotisme éclairé et avec la philosophie des lumières que sont apparues, dès les années 70 et sous l'impulsion de milieux d'Église, les premières manifestations d'une pensée qui se veut « conservatrice » sur le plan politique comme sur le plan religieux, et qui fait appel aux valeurs irrationnelles et sentimentales, ainsi qu'aux aspirations du mysticisme. C'est de certains milieux catholiques, particulièrement affectés par les nouvelles tendances politiques et en particulier des ordres religieux récemment supprimés qu'est venue d'abord l'opposition. Dans le même esprit que le *Journal historique et littéraire* que publie aux Pays-Bas l'ex-jésuite F. X. v. Feller, à Mayence, à la suite de l'élection de Karl von Erthal, H. Goldhagen, lui aussi un ancien jésuite, mène dans son *Religionsjournal* (1776-1785) un combat résolu contre « l'indifférentisme, le déisme et l'athéisme » et la nomination de protestants incroyants aux fonctions administratives et culturelles². De plus vaste ampleur est l'action menée à Augsbourg par les ex-jésuites du Collège de Saint-Sauveur : sous l'impulsion d'Alois Merz et avec l'appui du puissant éditeur Georg Bullmann, ils publient³ des éditions populaires d'ouvrages

1. Cf. F. VALJAVEC, *Die Entstehung der politischen Strömungen in Deutschland 1770-1815* (Munich, 1951), à compléter par, DU MÊME, *Der Josephinismus* (Munich, 1945).

2. Sur ce journaliste, cf. J. HOMPECH, *Hermann Goldhagens Religionsjournal* (Diss. dact., Cologne, 1923).

3. Sous le titre : *Neueste Sammlung jener Schriften die vor einigen Jahren herüber verschie-*

Jacques Droz

édifiants destinés à préserver les consciences des méfaits de la « fausse Aufklärung » et à mettre en évidence les vertus traditionnelles du peuple allemand, son attachement à sa religion et à ses princes, sa méfiance des innovations. La lutte contre les dangers du « philosophisme » se trouve ainsi transportée sur le plan politique : « Il est grand temps, écrit A. Merz en 1783, que les autorités spirituelles et temporelles s'unissent pour construire une digue contre les démenées du monde actuel : sinon la religion et le repos public courent dans les États le plus grave danger. » Dans les États des Habsbourg eux-mêmes, à Vienne et à Budapest, ainsi que dans le pieux Tyrol, paraissent, sous l'impulsion de certaines autorités ecclésiastiques, des publications qui mettent en cause les conseillers de Joseph II, l'institution des Séminaires généraux, la personne même de l'empereur. Aux nouveautés de l'*Aufklärung* est opposée, non sans succès, la pratique courante de la religion, telle qu'elle a été dictée à une population croyante par l'héritage de la civilisation baroque : à Erlau, le Père servite A. M. Szaitz, à Vienne le chanoine Patricius Fast se sont spécialisés dans ce genre de littérature. Bavaïrois et Autrichiens sont en étroit rapport avec le séminaire de Lucerne, placé sous la direction de l'ex-jésuite J. A. Weissenbach, l'un des foyers les plus actifs de rénovation religieuse : c'est de ce milieu, en effet, qu'est sorti le converti bernois Joseph Albert de Diessbach, avocat opiniâtre auprès des Habsbourg de la restauration de la Société de Jésus et fondateur à Vienne de ce « Cercle d'amitié chrétienne » auquel devaient appartenir Penckler et Hofbauer et qui devait devenir l'un des foyers les plus actifs du romantisme viennois¹. Or, Weissenbach, qui devait devenir l'un des adversaires les plus redoutables de la maçonnerie « éclairée », écrivait en 1784 dans son *Présage d'un nouveau paganisme*² : « Les princes doivent savoir que le bien de leur État est inséparable de l'amour que manifestent leurs sujets pour la religion et que ceux de leurs sujets qui ont perdu l'habitude de s'incliner devant la personne de Dieu n'auront pour leur propre autorité, qui emprunte toute sa gloire à la divinité, qu'ironie et mépris. Ils savent que c'est la scélératesse qui en tous temps a ébranlé les trônes. »

some wichtige Gegenstände zum Steuer der Wahrheit im Druck erschienen sind (Augsbourg, 1783 et suiv.).

1. Sur ce milieu, cf. les travaux d'E. WINTER, en particulier dans la *Schweizerische Zeitschrift für Kirchengeschichte* (1924 et 1925) et dans son livre : *Die geistige Entwicklung Anton Günthers und seiner Schule* (Paderborn, 1931).

2. *Die Vorboten des neuen Heidentums* (Bâle, 1781).

La légende du complot illuministe en Allemagne

Du côté protestant, il existe, bien avant 1789, des communautés qui tirent de leur hostilité à la pensée de Lessing une philosophie politique qui accorde une place prépondérante aux idées de tradition, d'obéissance, de hiérarchie. Le piétisme notamment, qui avait naguère contribué à ébranler, au nom d'un certain individualisme religieux, les structures traditionnelles de la société et de l'État, a pris un caractère conservateur du jour où l'*Aufklärung* a laissé apercevoir son caractère rationaliste et libéral. Évolution qui s'est manifestée par la lutte menée, dans les cercles pieux, contre l'introduction des livres de chant et de prière (*Agende*) de caractère rationaliste.

Or, ces dispositions nouvelles prennent corps dans certaines fractions de la Franc-Maçonnerie allemande, dans celles qui se préoccupent de répandre les pratiques occultes et mystiques et qui font appel à ces forces irrationnelles dont le romantisme fera plus tard si large usage. Il s'agit d'abord de cette branche de la stricte observance, fondée par Johann August Starck¹, prédicateur à la cour de Darmstadt, qui révélait que ce ne sont pas les chevaliers de l'ordre du Temple, mais son « cléricat » qui était en possession des plus profonds secrets : système qui fait soupçonner son auteur de « crypto-catholicisme » et l'engagea dans de longues polémiques avec les tenants de l'*Aufklärung* berlinoise. Il s'agit surtout de l'ordre des Rose-Croix, qui confondaient dans un même système l'alchimie, la cabale et la mystique chrétienne et qui prétendaient que l'œuvre de régénération universelle ne pouvait être menée à bien que par une restauration religieuse et théocratique. Par l'obligation qu'ils faisaient à leurs membres d'une obéissance totale à l'égard des Hauts-Grades, par leur hostilité à l'égard de l'usage de la raison, les Rose-Croix ont d'ailleurs encouragé à un certain quietisme politique, à un respect superstitieux de la hiérarchie, voire même au culte aveugle d'une tradition remontant aux siècles du Moyen Âge² : attitudes de l'esprit qui se retrouveront chez bien des romantiques. Dès 1782, au congrès de Wilhelmsbad, les deux tendances de la Maçonnerie, la rationaliste et la mystique, s'étaient affrontées avec une exceptionnelle violence et, pour la première fois, les adversaires des lumières avaient préconisé la constitution sur la

1. Cf. sur lui J. BLUM, *J.-A. Starck et la question du crypto-catholicisme en Allemagne 1786-1789* (thèse, Paris, 1912), à compléter par G. KRUEGER, *Johann August Starck der Kleriker (Festschrift für Karl Müller, Tübingen, 1922)*.

2. Cf. F. J. SCHNEIDER, *Die Freimaurerei und ihr Einfluss auf die geistige Kultur in Deutschland am Ende des 18ten Jahrhunderts* (Prague, 1909), p. 175. Cite en particulier en ce sens les romans maçonniques et chevaleresques de Eberh. Rambach.

base de la tolérance d'un front commun des diverses confessions chrétiennes : « Il y a dans le culte des catholiques, avait même dit le prince de Brunswick, un luthérien, quelque chose de plus substantiel que le nôtre, qui ne leur permet pas, comme à nous, de se dispenser du service divin. » Le rêve d'une alliance mystique et conservatrice, que forment les congressistes de Wilhelmsbad, hantera plus tard les esprits des romantiques. Pour le moment, le succès de la nouvelle tendance mystique ouvre l'ère des persécutions gouvernementales contre les éléments « révolutionnaires¹ ». C'est dans le milieu rosi-crucien que se recrute l'entourage du faible Frédéric-Guillaume II : Bischofswerder et Wöllner imposent en 1788 aux pasteurs, par l'édit de religion, l'autorité littérale de la Bible et des livres symboliques, puis, par l'édit de censure, cherchent à rendre inopérante toute opposition « éclairée ». L'un et l'autre voient dans l'encouragement donné au mysticisme un contrepoids à la propagande libérale. Un an avant la Révolution française, le *Religionsedikt* a été une tentative pour briser l'influence des « lumières », tant sur le plan politique que sur le plan religieux, en rendant dangereuse l'expression de toute pensée indépendante².

Et déjà se répand la légende selon laquelle les Illuminés de Bavière préparent leur « complot » contre le trône et l'autel. L'officine d'Augsbourg, dont il a été question plus haut, fait paraître en 1785, sous le titre *La vraie réforme en Allemagne à la fin du XVIII^e siècle³*, un pamphlet qui tend à démontrer que la Franc-Maçonnerie rationaliste ne recherche la tolérance que pour pouvoir ensuite dominer le monde et extirper à tout jamais les notions d'obéissance et de religion. En 1786 paraît *Le système de la République cosmopolite dévoilé⁴* : son auteur, Anton von Göchhausen, est fonctionnaire de l'État de Saxe-Eisenach et a appartenu à la stricte observance ; c'est un protestant piétiste, plein d'admiration pour cette philosophie du devoir consenti

1. Sur les divisions au sein de la Franc-Maçonnerie et le congrès de Wilhelmsbad, ainsi que pour tout ce qui suit, cf. l'ouvrage fondamental d'A. VIATTE, *Les sources occultes du romantisme. Illuminisme. Théosophie, 1770-1820* (thèse, Paris, 1928).

2. Cf. P. SCHWARTZ, *Der erste Kulturkampf in Preussen um Kirche und Schule 1788-1798* (Berlin, 1925) ; et, plus précisément, F. VALJAVEC, *Der Wöllnersche Religionsedikt und seine geschichtliche Bedeutung* (*Historisches Jahrbuch*, t. 72, 1953).

3. *Die wahre Reformation im Deutschland zu Ende des achtzehnten Jahrhunderts* (Augsbourg, 1785).

4. *Enthüllung des Systems der Weltbürgerrepublik. In Briefen aus der Verlassenschaft eines Freymauers* (Leipzig, 1786).

La légende du complot illuministe en Allemagne

qui est le ressort de la Prusse Frédéricienne ; il ne partage pas la confiance de ses amis au sujet des Jésuites et estime que les Illuminés de Bavière sont les instruments inconscients du jésuitisme, dont la volonté de dominer le monde est restée intacte ; mais il n'en insinue pas moins que la Franc-Maçonnerie, dirigée par des supérieurs inconnus et irresponsables, prétend détruire toutes les distinctions sociales et nationales pour ne laisser en présence que deux forces : les gouvernés et les gouvernants, et promouvoir par un nivellement général la révolution universelle. Une offensive de grand style est menée contre les revues favorables à l'*Aufklärung*, à qui l'on reproche de se faire l'écho des doctrines des Illuminés : accusations portées par le médecin G. Zimmermann dans *Mes entretiens avec Frédéric le Grand*¹, par le surintendant protestant de Dessau, S. de Marée, dans ses *Lettres sur les nouveaux gardiens de l'Église protestante*² ; l'un et l'autre touchèrent de très près quelques années plus tard les milieux contre-révolutionnaires. Mais c'est dans les réponses suscitées par l'accusation lancée contre lui de crypto-catholicisme que Starck a su lier le plus habilement la thèse du complot « illuministe » à une philosophie politique d'esprit conservateur. « Est-il possible, s'écrie-t-il, de présenter de façon assez terrifiante le danger que constitue la libre pensée, ce hideux cancer qui détruit la santé des États ? » Dans son livre *Sur le crypto-catholicisme* (1787)³, il démontre que les attaques dirigées contre lui par les revues berlinoises, l'*Allgemeine deutsch Bibliothek* et la *Berlinische Monatschrift*, ont en réalité pour but, en divisant les protestants, de ruiner la foi dans la Providence, la croyance en un monde surnaturel et les fondements même de la société.

* * *

Ce fut pourtant la Révolution française qui allait donner à la légende illuministe son essor et qui permit de grouper en un réseau serré les forces conservatrices qu'avaient alarmées, au cours des années précédentes, les progrès de l'*Aufklärung* et les réformes du despotisme

1. *Ueber Friedrich den Grossen und meine Unterredungen mit ihm kurz vor seinem Tode* (Francfort et Leipzig, 1788).

2. *Briefe über die neuen Wächter der protestantischen Kirche* (1788), analysé dans *Religionsbegebenheiten*, 1788.

3. *Ueber Krypto-Katholicismus, Proselytenmarerei, Jesuitismus, geheime Gesellschaften und besonders die ihm selbstgemachten Beschuldigungen* (Francfort et Leipzig, 1787).

Jacques Droz

éclairé. Les violences et les excès qui marquèrent la Révolution dès ses débuts fournirent un argument de choix : comment les Français, qui marchaient jusqu'alors à la tête de la civilisation, ont-ils pu se livrer à de telles atrocités ? Comment s'est-il trouvé parmi le peuple allemand, chez qui le loyalisme et la crainte de Dieu sont des vertus traditionnelles, des hommes capables de pactiser avec les Jacobins athées et régicides ? Le triomphe de l'anarchie en France, les succès qu'elle remporte en Allemagne, ne peuvent s'expliquer que par une vaste conjuration ourdie dans les ténèbres et qui, après avoir exécuté son plan de destruction à l'ouest du Rhin, menace de propager dans tout l'Empire l'incendie qui ravageait le pays voisin¹. Ce fut le *Politisches Journal* de Hambourg, que dirigeait depuis 1781 Benedikt von Schirach, qui révéla le premier l'existence à Paris d'une société de 600 membres divisée en six sections, dirigée par le duc d'Orléans, en relation avec les ex-Illuminés de Bavière, qui avait des émissaires dans toute l'Allemagne et qui, pour révolutionner ce pays, disposait de trente millions de livres². Ces révélations sensationnelles furent reprises par le journaliste hanovrien Christoph Girtanner, qui dirigeait les *Historische Nachrichten*, et devinrent le thème principal de la *Wiener Zeitschrift*³, dont le directeur était un ancien maçon, Leopold Aloys Hoffmann, qui venait de quitter sa chaire à l'Université de Vienne pour mener le bon combat contre l'action dissolvante des lumières. L'action de cette presse est dirigée principalement contre le baron de Knigge, l'ancien « Philo » de l'ordre des Illuminés, maintenant révolutionnaire « fanatique », qui avait participé, disait-on, à la fête donnée par les libéraux de Hambourg en l'honneur du premier anniversaire de la prise de la Bastille et dont les pamphlets étaient censés saper le principe de droit divin sur lequel les trônes s'étaient jusqu'alors appuyés. Bientôt, dans la *Wiener Zeitschrift*, en particulier sous la plume d'un compatriote de Knigge, le médecin Georges Zimmermann, apparut la thèse que Knigge était l'instrument d'une secte qui visait à la destruction de l'ordre établi⁴ ; il constituait le trait d'union entre l'illuminisme maçonnique et le jacobinisme. Selon la

1. Cf. R. LE FORESTIER, *op. cit.*, p. 634.

2. J'ai donné un aperçu de la presse antirévolutionnaire allemande dans mon livre *L'Allemagne et la Révolution française* (Paris, 1949).

3. Sur ce journal, cf. F. SOMMER, Leopold Alois Hoffmann und seine Wiener Zeitung (*Das Freimaurer-Museum*, t. VII, Leipzig, 1932).

4. Cf. S. A. D. TISSOT, *Vie de Zimmermann* (Lausanne, 1797).

La légende du complot illuministe en Allemagne

Wiener Zeitschrift, le despotisme royal et le développement des lumières ont pu sans doute disposer le peuple à la révolte ; mais le choc décisif a été dû à l'intervention des Illuminés allemands :

Ce ne sont pas les Français qui ont conclu le grand projet de changer la face du monde, cet honneur revient aux Allemands. Les Français ont celui d'avoir commencé l'exécution et de l'avoir poursuivi jusqu'à ses dernières conséquences, lesquelles ont été — l'histoire est là pour le prouver — la guillotine, l'intrigue, l'assassinat, l'incendie et l'anthropophagie... D'où vient que l'éternel refrain de la liberté et de l'égalité universelles, de la suppression des rois et des tyrans, de l'oppression du clergé, des mesures nécessaires pour anéantir la religion catholique et lui substituer une religion philosophique, d'où vient que tout cela concorde avec ce qu'on trouve dans les écrits originaux des Illuminés, s'il n'y a pas eu à l'origine entente entre les deux sectes ? D'où vient que le jacobinisme a partout, et jusque dans les contrées les plus reculées, des partisans, et comment expliquer que ceux-ci, aussi loin que peuvent remonter les recherches, ont eu quelque rapport avec l'Illuminisme ?

De nombreuses brochures, conçues dans le même esprit, vinrent démontrer que l'ordre des Illuminés, qui n'avait jamais disparu, poursuivait sa criminelle activité. Et quand vint à disparaître la *Wiener Zeitschrift*, son action fut reprise par le *Magazin der Kunst und Literatur* (1793-1796), dirigé par deux ex-jésuites, Franz Hofstätter et Lorenz Haschka (l'auteur de l'hymne national autrichien), et qui s'efforça de susciter, contre le développement des idées révolutionnaires, un « patriotisme » allemand reposant sur les traditions d'honneur et de fidélité propres à la race germanique.

Bientôt cependant, les éléments épars qui avaient pris position contre la Franc-Maçonnerie illuministe éprouvèrent le besoin de se grouper et de prendre l'offensive contre leurs adversaires. L'occasion trouvée fut sans doute la nomination à l'Université d'Iéna du philosophe Fichte, que l'on savait être l'un des admirateurs les plus convaincus de la France révolutionnaire. L'on n'ignorait pas l'influence que l'auteur des *Contributions destinées à rectifier le jugement du public sur la Révolution française* exerçait sur les étudiants qu'il attirait à ses conférences du dimanche, « parodies du culte révolutionnaire de la Déesse Raison » et à qui il avait confié que « dans 20 ou 30 ans il n'y aura plus de rois et de princes sur cette terre ». Les manifestations d'étudiants, à Pâques 1795, permettaient d'accréditer ces nouvelles.

Jacques Droz

Ce fut pour lutter contre l'action grandissante des idées révolutionnaires que se constitua, sous forme d'une association occulte, dite « association A-M », un groupe d' « érudits patriotes » qui décidèrent de publier une revue, l'*Eudämonia*, dont le but était de démontrer les liens entre la philosophie de l'*Aufklärung* et l'action des jacobins, tant allemands que français¹. Parmi les fondateurs de ce journal, nous trouvons d'abord des pasteurs de tendance orthodoxe ou piétiste, en tout cas ennemis du courant rationaliste au sein du protestantisme qui, comme Auguste Starck et S. de Marée, sont suspects d'ailleurs de sympathies catholiques, de « crypto-catholicisme ». De nombreux fonctionnaires, appartenant à de petites cours allemandes, avaient joué un rôle décisif : le Hessois Christian von Grolman, dont la correspondance a permis de fixer la composition du parti « eudémoniste » ; le conseiller de légation Philipp Riese, de Francfort ; Ottokar Reichard, bibliothécaire du duc de Saxe-Gotha, éditeur de l'*Almanach révolutionnaire* (1793-1803)² ; Gottfried Köster, professeur à l'Université de Giessen, qui publiait de longue date des *Neueste Religionsbegebenheiten* (1777-1796) ; Anton von Göchhausen, au service de l'État de Saxe-Weimar, qui avait été l'un des premiers à présenter les Illuminés comme un fléau de Dieu. Outre qu'ils comptaient parmi leurs membres un certain nombre d'hommes de lettres fort connus, comme Georg Zimmermann, comme Christoph Girtanner, comme Rehberg lui-même³, ce « whig hanovrien » qui avait contribué à faire pénétrer la pensée de Burke en Allemagne, ils avaient des attaches dans les milieux des Rose-Croix, influents à Berlin surtout. Enfin, ils travaillaient en accord avec certains groupements catholiques, notamment avec les ex-jésuites du couvent du Saint-Sauveur à Augsbourg, dont l'activité se traduisait maintenant par la publication d'ouvrages antirévolutionnaires dans leurs *Gesammelte Schriften*⁴ et par des comptes rendus d'ouvrages, sous le titre de *Kritik über*

1. Sur l'*Eudämonia*, dont le rôle avait été déjà signalé par X. LÉON, *Fichte et son temps*, I (Paris, 1922), cf. M. BRAUBACH, *Die Eudaemonia* (*Historisches Jahrbuch*, t. 47, 1927), et G. KAUEGER, *Die Eudämonisten, ein Beitrag zur Publizistik des ausgehenden 18. Jahrhunderts* (*Historische Zeitschrift*, t. 143, 1931).

2. Cf., de lui, *Meine Selbstbiographie, überarbeitet und herausgegeben von H. Unde* (Stuttgart, 1937).

3. Sur Auguste-Guillaume Rehberg, cf. R. LESSING, *Rehberg und die französische Revolution* (Fribourg, 1910). Sa collaboration au journal n'est cependant pas certaine.

4. *Gesammelte Schriften unserer Zeit zur Vertheidigung der Religion und Wahrheit* (Augsbourg, 1799 et suiv.).

La légende du complot illuministe en Allemagne

gewisse Kritiker (1787-1796). Les « eudémonistes » s'attaquent à tous ceux qu'ils soupçonnent de sympathie ou d'indulgence à l'égard de la Révolution : les journaux « éclairés » de Berlin, la presse d'Archenholtz et de Posselt, l'*Oberdeutsche allgemeine Literaturzeitung* de Salzbourg — le principal organe de l'*Aufklärung* catholique — et, bien entendu, les publications des « jacobins allemands » d'Hennings, de Rebmann ou de Knigge, qui, de leur côté, ne se sont pas fait faute de dénoncer le parti « obscurantiste »¹.

La thèse du « complot » illuministe, origine de la Révolution française, a trouvé dans l'*Eudæmonia* son plein épanouissement. « La secte des Illuminés, lit-on, dont le jacobinisme est le produit et qui est responsable de la Révolution française, non seulement est originaire d'Allemagne, mais elle y poursuit sa misérable existence, quoique sous une autre raison sociale ; elle a inondé le pays de ses initiés et de ses affiliés, depuis les hautes classes jusqu'au menu peuple. N'y a-t-il pas lieu de penser qu'elle essaye de provoquer en Allemagne ce qui lui a si bien réussi en France ? Car son but est de dominer le monde, en renversant les autels et les trônes. Si le flegme allemand a jusqu'à présent évité le pire, la conflagration semble proche, presque inévitable. » Cependant, les « eudémonistes » ne se contentent pas de signaler le mal ; ils suggèrent le remède, et c'est là où réside la partie la plus intéressante de leur pensée. Pasteurs protestants, fonctionnaires attachés aux traditions de l'État patriarcal, ils estiment que c'est dans le retour aux traditions du luthéranisme politique que réside le salut : « *summus episcopus* » de ses sujets, le prince assure la liaison indispensable du pouvoir civil et du pouvoir spirituel ; lui seul possède l'autorité nécessaire pour châtier les méchants par l'épée. Libre sans doute à ceux qui veulent penser hors des cadres établis de se livrer en toute liberté à leurs extravagantes réflexions, pourvu qu'ils ne puissent en faire part à leurs concitoyens ! L'essentiel, c'est que l'État ait le moyen de maintenir l'unité dans les consciences, qui assurera à son tour l'ordre politique. Les « eudémonistes » n'ont pas assez d'éloges pour le *Religionsedikt* de Wöllner et ils reprennent à leur compte les thèses développées naguère par les théologiens partisans de l'édit, à savoir que l'autorité civile n'a certes pas à imposer

1. Sur cette littérature, qui a fait récemment en Allemagne démocratique de nouvelles recherches, cf. H. VOGT, *Die deutsche jakobinische Literatur und Publizistik 1789-1800* (Berlin, 1955).

Jacques Droz

aux sujets leurs « croyances », mais que sur le plan de l'ordre public elle doit veiller à ce que soit enseignée la seule orthodoxie ; car la religion est « affaire d'État » et du respect qui lui est accordé dépend la solidité des trônes¹. C'est en vertu de cette distinction qu'ils établissent entre le monde de la « conscience » et celui de la « publicité », que les « eudémonistes » apportent leur appui aux souverains qui limitent la liberté de la presse, surveillent l'attitude des professeurs et des étudiants, expurgent les bibliothèques des livres séditieux et obligent les prédicateurs à enseigner le respect de l'autorité. Que l'Allemagne donc abandonne le « mirage occidental » ; qu'elle se replie sur ses propres traditions et reste fidèle à sa « constitution séculaire » ! C'est un devoir « patriotique » et « chrétien », déclare l'*Eudämonia*, de « maintenir debout la constitution religieuse et politique de l'Allemagne, source de toute félicité ». Car, comme l'écrit l'un des journalistes catholiques qui a touché de près les « eudémonistes », le neuwiedien Trenck von der Tonder, dans ses *Conversations politiques des morts*², « les hommes de lettres, poètes, docteurs et savants qui se réclament de l'*Aufklärung* », sont des déracinés, des citoyens sans foyer, sans terres et sans métier, « qui ont la prétention de couler le genre humain dans un même moule pour pouvoir le dominer ensuite à l'aide de leurs supercheries » ; contre cette conjuration « cosmopolite », qui ne vise à rien moins qu'à « enterrer le sentiment national » et à laquelle se sont prêtés en 1792 les clubistes mayençais, il importe que l'Allemagne revienne à son sentiment de la « germanicité », ce qui dans sa bouche veut dire « félicité, loyauté, attachement à l'ordre donné et à la personne du souverain ». La lutte contre la France révolutionnaire n'est donc pas seulement un acte de défense contre un pays qui vise à la destruction de la religion, de la fortune acquise et de tout ordre social véritable ; c'est le tribut que l'Allemagne doit à sa civilisation passée, au souvenir, qui devrait être vivant dans tous les esprits, d'une grande existence nationale³.

1. Cf. R. Lottz, *Du christianisme au germanisme* (Paris, s. d.), à consulter d'ailleurs avec précaution. Il apparaît qu'il y a eu parmi les partisans du *Religionsedikt* aussi bien des pasteurs et des théologiens orthodoxes (J. G. Rönberg, D. J. Köppen) que des libéraux (J. S. Semler).

2. *Politische Gespräche der Toten* (Neuwied, 1786-1795). Sur ce journal, cf. K. d'Estas, *Der Neuwieder, ein vergessener Vorkämpfer für die Freiheit des deutschen Reichs* (Neuwied, 1930).

3. C'est ce « patriotisme chrétien » qui s'exprime également dans la prédication de Gotl-

La légende du complot illuministe en Allemagne

Cet appel aux « traditions » allemandes est d'ailleurs orienté à la fois contre la Révolution française et la politique des souverains qui, à l'exemple de Joseph II, ont contribué par la destruction des ordres monastiques et l'appui donné aux tenants d'une fausse *Aufklärung*, à la dissolution de l'ordre établi. Les « eudémonistes » ne sont pas tant les partisans d'une monarchie absolue que d'une société de caractère hiérarchisé et « organique », dans laquelle chaque État, chaque classe voit sa place fixée par la nature et respecte par suite l'inégalité fixée par Dieu. Le prince apparaît non comme un « niveleur », mais comme le garant d'un ordre dans lequel l'Allemagne, à l'abri de toute convulsion économique et sociale, s'est constamment trouvée heureuse. C'est à un pareil prince que doit aller l'« enthousiasme » du peuple allemand ; car c'est lui qui gouverne ses États dans le sens de l'« intérêt général » et qui est par conséquent vraiment « républicain ».

Les « eudémonistes » cependant ne se contentent pas de faire appel aux traditions d'obéissance et de soumission qui doivent être celles du peuple allemand. Ils sont convaincus qu'il faut ouvrir les âmes aux aspirations du piétisme. L'immense combat que les « cercles pieux » avaient mené, depuis Spener et Francke, contre la néologie et le rationalisme, l'effort des piétistes pour cultiver en commun les saines traditions de piété et une communion permanente avec le Christ devaient, en effet, se retourner contre l'œuvre impie de la Révolution. Comment des âmes éprises de religiosité sentimentale et ayant le sens du mystère ne réagiraient-elles pas vigoureusement contre une attitude qui visait à tout soumettre au contrôle de la raison, jusqu'aux croyances séculaires des nations ? Comment ne verraient-ils pas dans l'idéologie révolutionnaire un désir satanique d'exalter la nature humaine, une tendance orgueilleuse à surestimer la puissance de l'esprit, une recherche perverse de la jouissance et du luxe¹, une conception de la liberté qui définit celle-ci d'une façon tout extérieure et mécanique ? Ainsi, dans les écrits des « eudémonistes », perçoit-on

fried Menken, l'un des pasteurs les plus distingués du « Réveil », dont l'action s'étendit aux communautés de Brême et dont le pamphlet : *Ueber Glück und Sieg der Franzosen* (Brême, 1795), est caractéristique de l'hostilité des piétistes à l'égard de la France révolutionnaire. Cf. *Briefe des Dr. Goufried Menken* (Brême, 1859).

1. Les « eudémonistes » sont hostiles à l'industrie ainsi qu'à toutes les formes du capitalisme moderne, qui détruisent, selon eux, les rapports traditionnels d'homme à homme. Cf. en particulier *Eudaemonia*, II, p. 455, où se trouve attaqué le *Journal für Fabrik, Manufaktur, Handlung und Mode*.

Jacques Droz

l'écho des préoccupations de cette fraction importante de l'intelligence allemande qui, en réaction avec le rationalisme de l'*Aufklärung*, fait une part grandissante aux aspirations mystiques de la foi religieuse. Il ne sera donc pas étonnant d'entendre louer dans les écrits antiilluministes l'œuvre du Suisse Lavater, cet apologiste de l'Église intérieure et invisible, qui greffait l'expérience mystique sur son christianisme piétiste et qui exerçait de sa cure de Zurich une véritable fascination sur l'opinion internationale : Lavater, qui avait compris dès le début de la période révolutionnaire que c'était dans la religion que résidait le seul antidote efficace contre la montée des périls ! Il est impossible de s'exagérer, quand on étudie la résistance de l'Allemagne à l'esprit révolutionnaire, le rôle de ces innombrables groupements piétistes qui se sont constitués, aux confins de l'ésotérisme et de l'orthodoxie, dans diverses parties de ce pays, notamment en Souabe, sur le Rhin et surtout dans l'Allemagne du Nord¹ : cénacles d'âmes pieuses et exaltées, unis les uns aux autres par une correspondance amicale, dont le type est le château d'Emkendorf², en Holstein, où la famille des Reventlow, mue par un esprit élevé de prosélytisme piétiste, a cherché à constituer un triple barrage contre l'enseignement des maîtres rationalistes de l'Université de Kiel, contre la presse libérale de Hambourg et la politique « éclairée » du gouvernement de Copenhague, et dont les préoccupations se sont reflétées sur le plan littéraire dans l'œuvre de Matthias Claudius, le pieux « Messager de Wandsbeck »³. C'est dans ces groupements que s'élabore cette philosophie de l'Amour, qui doit substituer aux impératifs de la raison la chaude communion des cœurs, anéantir les mouvements d'orgueil et de révolte et édifier l'État sur les rapports de confiance, de respect et d'obéissance, qui sont les rapports traditionnels d'homme à homme.

1. Pour un tableau d'ensemble, cf. H. HERMELINK, *Das Christentum in der Menschheitsgeschichte von der französischen Revolution bis zur Gegenwart, I, 1789-1835* (Tübingen et Stuttgart, 1951).

2. Cf. O. BRANDT, *Geistesleben und Politik in Schleswig-Holstein um die Wende des 18. Jahrhunderts* (Kiel, 1927).

3. *Der Wandsbeker Bote* (Wandsbeck, 1774-1812). Claudius est l'auteur d'un court pamphlet, *Auch ein Beitrag über die neuere Politik* (Hambourg, 1794), où il reproche à la Révolution « d'avoir substitué à la sainte loi de l'amour la divinisation des instincts et l'apothéose de la haine ». U. RORDL, *Matthias Claudius* (Hambourg, 1934), montre justement que la philosophie de Claudius s'est développée dans un milieu clos où la réflexion sur le christianisme était le seul souci des âmes et où les différences sociales n'étaient point encore développées. Claudius n'avait pas connaissance des problèmes que posaient la montée de la bourgeoisie et l'opposition des classes.

La légende du complot illuministe en Allemagne

L'on aime à répéter dans ces milieux qu'il n'existe pas d'opposition fondamentale entre les catholiques et les protestants, que les âmes sincères doivent s'unir pour sauvegarder l'essentiel du christianisme, qu'un « front unique » peut être constitué contre « l'indifférentisme universel de la fausse philosophie des lumières », qu'au sein du christianisme il n'y a pas de place pour les disputes confessionnelles. « Une attitude tolérante, amicale, sans haine acrimonieuse, doit unir les religions qui sont actuellement pratiquées dans le Reich, lit-on dans l'*Eudamonia* en 1795 ; et cela est d'autant plus indispensable qu'elles ont affaire à des ennemis communs, qui veulent anéantir les enseignements fondamentaux sur lesquelles ces religions sont d'accord. » La conviction grandit qu'il faudra constituer — c'était le vieux rêve de Zinzendorf — une communauté qui englobera à la fois les catholiques, les sectes protestantes et les groupements mystiques, que finalement la régénération du monde sera l'œuvre d'une association secrète de penseurs et de philanthropes qui, par delà les confessions existantes, puiseront aux sources d'une religion primitive. A cette association, les revues « obscurantistes », tant protestantes que catholiques, découvrent un ancêtre dans l'ordre de Jésus dont la dispersion est considérée comme une catastrophe pour l'Europe¹.

C'est ainsi que l'irénisme religieux conduit les esprits à envisager une tolérance réciproque, une « fraternité » entre les diverses confessions, voire à recréer cette religion « transcendante » dont les églises existantes ne sont que des aspects éphémères et dont le triomphe final mettra fin aux honteuses tentatives de l'athéisme. Il est significatif de voir le même homme — le théosophe régiomontain Fr. Mayr, rose-croix ami de Wöllner et initiateur de Zacharias Werner — se vanter d'« assister le matin, étendu de son long, le front dans la poussière, à la messe dans l'église catholique, prêcher ensuite dans son église, visiter le soir la communauté des Frères Moraves, la loge ou la synagogue² ». L'on pourrait multiplier les exemples, dans l'Allemagne des années 80 et 90, qui montrent le souci des âmes pieuses de rapprocher pratiquement les diverses confessions et de retrouver les éléments d'une foi commune. Sous l'influence de l'Augsbourgeois J. A. Urlsperger, suspect lui-même de crypto-catholicisme,

1. Cf. E. SPENLÉ, *Novalis. Essai sur l'idéalisme romantique en Allemagne* (thèse, Paris, 1903), p. 284 et suiv.

2. Cf. E. VIERLING, *Zacharias Werner 1768-1823. La conversion d'un Romantique* (thèse, Nancy, 1908), p. 39.

Jacques Droz

s'est constituée en 1780, sous la forme d'une société secrète, mais englobant des personnages de haut rang, la *Deutsche Christumsgesellschaft*, dont le siège est à Bâle et dont le but est à la fois de développer les œuvres charitables, de promouvoir les missions à l'étranger et de réunir toutes les âmes croyantes au sein d'une action commune; or, les *Collections pour amateurs de vérité et de mondanité chrétienne*¹, que cette société fait paraître depuis 1786, se plaisent à développer un christianisme « biblique », non « dogmatique », et de combattre en toutes circonstances l'esprit « confessionnel », et cela dans le louable dessein d'approfondir dans les masses chrétiennes les sentiments d'obéissance et de respect à l'égard des autorités constituées. Dans un autre secteur de l'Allemagne religieuse, dans la catholique Bavière, J. M. Sailer, professeur à Dillingen et correspondant de Lavater, recherche les éléments d'une collaboration entre les diverses confessions avec une ardeur qui inquiète les autorités catholiques². Quant à la conversion au catholicisme du comte Frédéric Stolberg (1800), suivie de son entrée dans le cercle pieux qu'avait fondé à Munster, en Westphalie, Amélie de Gallitzin³ — réaction logique d'une âme qu'avait écœuré le rationalisme du siècle — elle a éveillé un écho compréhensif chez les Reventlow et au sein des milieux piétistes qu'inquiétait le développement de la libre pensée et qui venaient à se demander si l'Église romaine ne constituait pas la meilleure digue contre les deux périls conjugués de l'irréligion et de l'anarchie politique. « Nous vivons en un temps où, moins que jamais, l'homme doit parler du catholicisme et du protestantisme comme de deux choses contradictoires, où les âmes sincères des deux partis doivent au contraire s'unir pour sauvegarder l'essentiel du christianisme — la foi au Christ, source de charité chrétienne⁴ » : cet appel de Lavater fut entendu comme un sévère avertissement.

• • •

Liés l'un et l'autre avec les milieux « eudémonistes », deux théosophes

1. *Sammlungen für Liebhaber christlicher Wahrheit und Glückseligkeit* (Bâle, 1786 et suiv.).

2. Cf. B. LANG, *Sailer und seine Zeitgenossen* (Munich, 1932).

3. Cf. P. BRACHIN, *Le Cercle de Munster 1779-1806 et la pensée religieuse de F. L. Sailer* (thèse, Paris, 1951).

4. Cité d'après G. GESSNER, *Lavaters Lebensbeschreibung* (Winterthur, 1802), t. III, p. 295.

La légende du complot illuministe en Allemagne

de grande envergure qui ont fait plus que quiconque pour créer cette communion universelle et invisible des âmes religieuses — Jung Stilling et Eckartshausen — jettent en Allemagne les bases de la philosophie politique du romantisme. Leur activité a été orientée en ce sens par un ami commun, Nicolas-Antoine Kirchberger, baron de Liebisdorf, qui entretenait avec eux, ainsi d'ailleurs qu'avec d'autres personnalités du monde de l'occultisme, comme Sarazin et Divonne, une correspondance assidue¹. Or, ce patricien bernois a vécu dans la terreur des périls qui menaçaient la société; et, dès 1790, il a provoqué des Mémoires pour faire interdire l'action des Illuminés à Vienne et à Berlin. Lié depuis 1792 avec Claude de Saint-Martin², avec lequel il communique dans un culte admiratif pour Jakob Böhme, il contribue à faire connaître en Allemagne les écrits du « philosophe inconnu » pour qui la Révolution française est la « miniature du Jugement dernier », un « décret de la Providence » afin de punir la France de ses fautes passées. C'est Kirchberger qui pourvoiera ses amis de pamphlets antimaçonniques destinés à combattre « cette Ligue grande et invisible dirigée contre la religion chrétienne », cette « clique hideuse » que sont les « anarchistes et les désorganiseurs de l'Allemagne » assistés de leurs affiliés français. Épris lui-même de sciences occultes, de théosophie et de philosophie orientale, il a plus que tout autre maintenu ses correspondants dans la conviction qu'il fallait compter, après la fin du cataclysme révolutionnaire, sur la venue prochaine du royaume du Christ³.

Kirchberger écrivait à un ami, en mai 1797 : « Les grands travaux qui regardent l'Église de notre divin Maître prennent peu à peu une forme sur le continent. La religion se rétablit en France, et j'ai des lettres très satisfaisantes de l'Allemagne; je connais deux architectes dans ce pays qui travaillent avec un zèle infatigable, Jung-Stilling et Köster. » Le second, qui éditait les *Religionsbegebenheiten*, travaille à rétablir dans la Franc-Maçonnerie l'esprit de Wilhelmabad. Quant à Jung-Stilling⁴, son influence, qui s'est substituée à celle de Lavater

1. Cette correspondance de Kirchberger, qui est une des sources essentielles de A. VIATTE, *op. cit.*, est en partie conservée, sous forme de copie, à la Bibliothèque de la Faculté libre de théologie protestante de Lausanne. Nous en avons consulté de larges extraits.

2. Sur lui, cf. surtout A. MATTER, *Saint-Martin le philosophe inconnu* (Paris, 1862).

3. Correspondance inédite de Saint-Martin et Kirchberger, baron de Liebisdorf, du 21 mai 1792 jusqu'au 7 novembre 1797. Ouvrage recueilli et publié par L. Seauer et A. Chuquet (Paris, 1862).

4. Sur ses idées politiques, cf. H. REUTER, *J. Jung-Stilling als Staatswissenschaftler* (diss., Gießen, 1930).

et qui le remplace comme « pape des inspirés », s'exerce dans de nombreux milieux littéraires d'outre-Rhin. Bien qu'il se défende de sacrifier aux sciences occultes et qu'il prétende vulgariser la simple orthodoxie protestante, il s'est assimilé la pensée de Swedenborg, croit à l'action matérielle des astres et s' imagine entre ciel et terre une sorte d'Hadès où s'instruisent les âmes insuffisamment préparées. Il aimait à démêler dans la vie terrestre les traces d'un monde surnaturel ; et il jugeait possible une communication avec le royaume des esprits. A travers toute son œuvre, et en particulier dans ses *Scènes du monde des esprits*¹, retentissent les appels aux élans du « cœur », aux vérités que dicte l'« Amour » : « Gardons-nous de juger, écrit-il, aimons. » C'est l'un des aspects méconnus de cette étrange personnalité, de cette âme poétique et aimante, sensible et pieuse s'il en fût, que le pamphlétaire politique. Or, Jung-Stilling, qui s'est toujours intéressé à l'économie politique qu'il enseigna avec plus ou moins de succès dans diverses Universités, a publié en 1793 un court pamphlet : *Sur l'esprit révolutionnaire de notre temps*², dans lequel il fait reposer sur la pratique des vertus chrétiennes la force et la stabilité des États : « Il existe, dit-il en conclusion, une méthode douce, pacifique et bienfaisante pour détruire les abus : cette méthode, c'est un effort général vers le perfectionnement moral, l'anoblissement individuel et le mépris de la jouissance, en un mot la culture de la pure et vraie religion chrétienne. Or, celle-ci nous enseigne à être obéissants à l'égard de ceux qui détiennent l'autorité ; elle nous convainc de notre entière corruption morale et nous apprend qu'il y a tant de choses à reprendre en nous-mêmes que les réformes politiques perdent à nos yeux toute signification. Ne savons-nous pas maintenant que dans ce monde imparfait nous sommes incapables de liberté absolue, qu'elle nous serait néfaste ? Nous supporterons le poids de l'autorité avec joie, comme un moyen de perfectionnement moral, convaincus que nos princes seront obligés de nous suivre sur le chemin de la vraie *Aufklärung*. Ce n'est pas l'esprit de révolte et de révolution, mais l'amour de Dieu et du prochain, qui seul peut nous anoblir, nous-mêmes, nos princes et nos lois. » Hanté par la Révolution, la Bête de l'Apocalypse, Jung-Stilling annonce la ruine prochaine de l'Europe : « Li-

1. *Szenen aus dem Geisterreich* (1797), dans *Sämmtliche Werke*, II.

2. *Ueber den Revolutionsgeist unserer Zeit, zur Belehrung der bürgerlichen Stände* (1793), dans *Sämmtliche Werke*, t. XI.

La légende du complot illuministe en Allemagne

berté, égalité, rien de plus insensé ne peut se concevoir ; cet esprit est bien le plus puissant et le plus nuisible que Satan puisse envoyer sur terre pour corrompre les hommes. » Et dès lors sa pensée s'achemine vers cette théorie providentielle de la Révolution, chère à Saint-Martin et à Joseph de Maistre : pour lui, la Providence, dont les voies sont incompréhensibles et douloureuses, punit pour régénérer ; et la Révolution n'est que l'accomplissement des vengeances divines par le moyen des scélérats. Son *Histoire de la religion chrétienne victorieuse* (1799) ne laisse aux contemporains que le choix entre les convulsions révolutionnaires et le retour à cet esprit de soumission et d'obéissance dont Dieu fait une obligation à ses fidèles¹. Aux sociétés secrètes, qui sont devenues « les pires ateliers d'irréligion, de désordre et de corruption », il oppose, lui aussi, cette confrérie idéale qui, renseignée sur les plus profonds mystères, « agit sur toutes les nations par de fidèles affiliés, afin de maintenir la solidité des trônes et des constitutions et de répandre la vraie religion ». A cette loge mystique, Eugène, le héros de son plus fameux roman, *Le Mal du pays*², vient recevoir l'initiation auprès des prêtres d'Égypte.

* * *

Quoique ancien Illuminé, le conseiller de cour bavarois, Karl von Eckartshausen³, qui avait abandonné en temps utile l'ordre menacé, exerça sous Charles-Théodore les fonctions de directeur de la Censure à Munich. Tout en entretenant une correspondance nourrie avec de nombreux mystiques ou occultistes de son temps, en particulier avec Lavater et Kirchberger, Eckartshausen a publié toute une série d'écrits où, sans tomber dans les erreurs des alchimistes et des thau-maturges, il manifeste une parfaite connaissance de la philosophie ésotérique de son temps. Il croit à la théorie des nombres, à l'action des astres, au sommeil magnétique qui fait disparaître les chaînes corporelles de l'espace et du temps, à l'existence d'un fluide intellectuel qui lie les uns aux autres tous les éléments de la création, à la

1. *Siegesgeschichte der christlichen Religion* (1799), dans *Sämmtliche Werke*, t. III.

2. *Heimweh* (1794), dans *Sämmtliche Werke*, t. IV et V.

3. Sur Eckartshausen, il n'y a pas encore d'étude d'ensemble. Renseignements dans P. KLUCKHOHN, *Die Auffassung der Liebe in der Literatur des 18. Jahrhunderts und in der deutschen Romantik* (Halle, 1922). L'essentiel de son œuvre se trouve à la Bibliothèque d'État à Munich, dont l'administration a grandement facilité mes recherches.

métempsychose ascendante, à la venue de l'esprit qui détruira les traces de la faute originelle. Il voit dans le corps un cachot où l'esprit demeure enfermé : le but final de l'activité humaine est de sortir des limites matérielles pour s'anéantir dans la divinité ; l'homme doit donc développer en lui cette puissance magique qui lui permettra de commander à son corps. Or, c'est grâce à l'amour que nous reculons sans cesse les bornes étroites par lesquelles la nature a limité notre individualité. Dans son discours à l'Académie de Bavière sur *La loi essentielle et première de la Création* (1793)¹, il célèbre l'Amour comme la force suprême de la nature, comme celle qui enchaîne tous les êtres et qui assure à l'État sa permanence fondamentale : « Le gouvernement de l'Amour éternel, écrit-il, est le seul et vrai modèle de tous les gouvernements... Aucune constitution n'est destinée à se maintenir, qui ne se rapproche des lois naturelles. Or, quelle est l'essence de ces lois ? C'est l'Amour. » C'est lui qui « bannit de nos cœurs la haine, les mauvaises pensées, qui nous commande la soumission, l'obéissance, le respect de nos devoirs, qui nous oblige à être satisfait de notre état, qui nous fait savoir que l'indiscipline et la révolte sont les chemins qui conduisent inéluctablement au déclin de l'humanité ». C'est lui qui libère les mortels de ce « système glacé » qui prétend régenter l'univers selon les lois de la raison. C'est lui qui fait apparaître la couronne comme le centre (*Mittelpunkt*) de l'État, la source de toute autorité, le ressort par conséquent de toutes relations d'homme à homme. Ces thèmes définis, Eckartshausen a apporté sa contribution, dans de nombreux pamphlets de circonstance, à l'édification de la légende illuministe et à la lutte antirévolutionnaire ; il y a peu d'originalité dans ses courts ouvrages : *Sur la Religion, la Libre-pensée et l'Aufklärung* (1785) et *Qu'est-ce qui contribue le plus aux révolutions de notre temps ?* (1791)² ; mais il y a déjà plus de précision et de force dialectique dans son traité : *Sur le danger qui menace d'anéantir les trônes, les États et le Christianisme* (1791), où est mise fortement en évidence l'alliance nécessaire entre le pouvoir temporel et le spirituel³. Mais est-ce pour conclure que le salut doit être cherché dans les religions

1. *Ueber das erste Wesengesetz in der Schöpfung* (Munich, 1793).

2. *Ueber Religion, Freidenkerei und Aufklärung* (Munich, 1785) ; *Was trägt am meisten zu den Revolutionen jetziger Zeiten bei ? Und welches wäre der sicherste Mittel, ihnen künftig vorzubeugen ? Eine Schrift zur Beherziehung für Fürsten und Völker* (Munich, 1791).

3. *Ueber die Gefahr, die den Thronen, den Staaten und dem Christentume den göttlichen Verfall drohet* (Munich, 1793).

La légende du complot illuministe en Allemagne

existantes? Eckartshausen, qui se souvient d'avoir été Maçon, travaille à l'élaboration d'une religion « mystérieuse » et « intérieure », connue d'un petit nombre d'initiés, dont les dévôts, fort peu nombreux, sont répartis dans le monde entier et ont su pénétrer les liens qui unissent les hommes à Dieu, à l'État et à leurs frères. Dans son livre : *La nuée sur le sanctuaire*¹, il prétend concilier les diverses croyances en une synthèse supérieure, dont la religion primitive (*Urreligion*), de caractère ésotérique, donnerait la clef. « Les saints mystères de toutes les religions, écrit-il, ne sont eux-mêmes d'après mille motifs différents, d'après le temps et les circonstances, que les images répétées et modifiées d'une vérité unique. » Et Eckartshausen de divulguer ce qu'est la pensée profonde de cette « Église intérieure » :

La communauté de la lumière possède une école dans laquelle l'esprit de sagesse instruit lui-même ceux qui ont soif de lumière... La connaissance parfaite de Dieu, la connaissance parfaite de la nature et la connaissance parfaite de l'humanité sont les objets de l'instruction dans cette école... Dans cette communauté sainte est le dépôt primitif des sciences primitives les plus anciennes de l'espèce humaine, avec les mystères de toutes les sciences. Elle est l'unique et vraie communauté de la lumière qui est en possession de la clef de tous les mystères et connaît l'intérieur de la nature et de la création. Elle est une société qui s'unit à des forces supérieures, et qui compte des membres de plus d'un monde. Elle est la société dont les membres forment une république théocratique qui sera un jour la régente mère du monde entier.

* * *

Les écrits que l'on vient de parcourir permettent de pénétrer insensiblement au cœur du romantisme allemand². C'est au « parti de la réaction piétiste » que se rattache, comme le constatait déjà E. Spenlé dans sa thèse sur Novalis, l'œuvre politique des grands romantiques. Qu'enseignait, en effet, Novalis dans son essai *Foi et Amour*, écrit à l'occasion de l'avènement de Frédéric-Guillaume III, si ce n'est la dévotion à la personne du monarque de droit divin, la confiance dans le couple royal, l'absurdité de toute constitution écrite, la volonté

1. *Die Wolke über den Heiligtum* (Munich, 1802).

2. Cf. P. KLUCKHOHN, *Persönlichkeit und Gemeinschaft. Studien zur Staatsauffassung der deutschen Romantik* (Halle, 1925).

de rendre l'État, au moyen de la personne du souverain, « visible » à ses sujets? Quel est le sens du fameux fragment : *Europe ou Chrétienté*, si ce n'est l'espoir de voir se constituer un catholicisme « idéal », restaurant par conséquent, à l'aide de l'ordre des Jésuites, cette unité supérieure de la foi qui a été brisée par la Réforme, après avoir été le grand rêve de la chrétienté médiévale? Condamnation de la Révolution française en tant qu'œuvre des « lumières », réhabilitation des idées d'obéissance et de hiérarchie; nécessité d'une alliance étroite de l'Église et de l'État pour la défense d'un ordre matériel et moral menacé; comparaison de l'État avec un organisme qui naît, grandit et meurt; autant de thèmes « romantiques » qu'avaient élaborés, au cours des précédentes décades, les conventicules piétistes et certaines fractions de la Maçonnerie allemande. La polémique suscitée par les Illuminés de Bavière a donc été, selon l'expression d'A. Viatte, l'une des « sources occultes du romantisme » : « Ainsi, concluait-il, dans des sectes inconnues, méprisées, on peut voir dormir longtemps d'avance les tendances dont l'avènement surprendra le monde à l'instar d'une révolution... Des sources ignorées ont besoin qu'on les filtre avant de plaire au grand public; mais souvent les meilleurs écrivains ne dédaignent pas de se prêter à cette besogne. Celles que nous avons mises à jour ne sont pas les moindres des multiples courants qui s'unissent pour former le Romantisme¹. »

• • •

Que conclure de ces diverses confrontations?

1) S'il est vain de parler d'un « complot » illuministe, c'est bien autour du rôle révolutionnaire des sociétés secrètes que s'est fait en Allemagne le partage des esprits. Dans le dernier quart du XVIII^e siècle se situe une vive réaction contre le caractère dissolvant de la philosophie des lumières, accusée de poursuivre la ruine de la religion et des trônes. Une doctrine conservatrice fait son apparition, avant et pendant la Révolution française, dirigée contre les résultats de l'*Aufklärung*, le despotisme josphiste et le rationalisme révolutionnaire — fruits d'un même et criminel complot — et qui oppose à leur pernicieuse influence la restauration des valeurs religieuses, des

1. A. VIATTE, *op. cit.*, II, p. 265.

La légende du complot illuministe en Allemagne

notions de hiérarchie et d'obéissance qui sont le patrimoine de l'Allemagne traditionnelle. Les théoriciens romantiques n'ont donc fait que puiser dans un grand nombre d'écrits teintés de piétisme ou de mysticisme qu'avait suscités la querelle de l'illuminisme. Et ce n'est sans doute pas par hasard, comme on l'a écrit¹, qu'ils sont devenus un jour contre-révolutionnaires : par leur formation intellectuelle, par leurs relations, du fait des groupements religieux auxquels ils appartenaient, ils se trouvaient baigner dans un milieu qui était disposé à restituer aux valeurs irrationnelles la place qui leur revenait, aussi bien dans la cité spirituelle que dans la cité terrestre.

2) Quant à cette réaction conservatrice, elle a été orchestrée dans la presse et dans l'opinion par un certain nombre de fonctionnaires, tant laïques qu'ecclésiastiques, qui ont été épouvantés par les conséquences que comportait pour l'Allemagne traditionnelle la secousse révolutionnaire, et qui ont par conséquent voulu préserver une situation dont ils étaient les principaux bénéficiaires. Il est bien évident que l'*Obrigkeitsstaat*, de type luthérien, correspondait bien aux conceptions politiques des groupements « eudémonistes ». Mais leur force de persuasion eût été moindre, assurément, s'ils ne s'étaient appuyés sur les valeurs morales issues du « réveil », sur l'ensemble de ces groupements de pieux et mystiques chrétiens que devaient effrayer la poussée du rationalisme, l'appel aux instincts de jouissance et l'exaltation satanique des droits naturels de l'homme. A l'idéologie révolutionnaire s'est opposée la croyance dans la communion universelle et invisible des âmes religieuses. L'on a dit justement que l'Angleterre n'avait été préservée de la contagion des idées françaises ni par le mérite de ses institutions politiques ni par son organisation économique, infiniment vulnérable, mais par le réveil évangélique qui s'était manifesté dans les classes moyennes au cours du XVIII^e siècle. Si l'Allemagne était, du fait de sa structure économique et sociale et

1. Je ne puis donc me ranger au jugement de H. BRUNSWIG, *La crise de l'État prussien à la fin du XVIII^e siècle et la genèse du Romantisme* (thèse, Paris, 1947), qui écrit, p. 291 : « Le monde nouveau (entendez : le monde romantique) est donc celui d'une religion opposée aux églises chrétiennes, d'une société rebelle à celle qui subsiste, d'une éthique pour le moins amoral et d'une politique révolutionnaire. » Il n'est pas question de minimiser l'apport de H. Brunswig à l'interprétation du romantisme. Mais l'on doit reconnaître que les premiers romantiques : Novalis, Schlegelmacher, Zacharias Werner, étaient les uns et les autres très proches des milieux piétistes et ont puisé dans cette formation religieuse une partie de leurs conceptions politiques, comme l'avait déjà bien vu E. Spenlé.

J. Droz — La légende du complot illuministe en Allemagne

des forces de résistance particularistes, moins menacée que l'Angleterre, elle devait trouver, elle aussi, dans les ressources de son activité religieuse et tout particulièrement dans les aspirations piétistes, l'antidote nécessaire à l'appel des lumières.

Jacques Droz,
Doyen de la Faculté des Lettres
et Sciences humaines de Clermont.

La Banque de France

au milieu du XIX^e siècle.

Étude des structures sociales¹

La lenteur du développement bancaire en France donne à la Banque de France une importance exceptionnelle dans la première moitié du XIX^e siècle. L'analyse des structures sociales de la Banque (administrateurs, dirigeants, personnel et actionnaires) pourra peut-être apporter une contribution à l'histoire sociale du capitalisme mobilier. La consultation des archives privées de la Banque, qui nous ont été généreusement ouvertes, a seule rendu possible cette étude.

Il nous a semblé que la date de 1840 pouvait être valablement retenue pour dresser un tel tableau. C'est, en effet, l'année du premier renouvellement par les Chambres du privilège d'émission de billets et de fixation du taux de l'escompte, attribution napoléonienne. La rapidité des discussions qui aboutirent à une prorogation du privilège sans modification, la forte majorité (252 voix contre 58 à la Chambre des députés) témoignaient de la réussite de la banque et de son invulnérable renommée ; les critiques formulées par plusieurs grands journaux ou exprimées par des députés compétents n'eurent aucun effet sur une opinion parlementaire peu instruite des problèmes bancaires.

Dans une économie encore convalescente après la crise mondiale de 1839, on savait gré à la Banque d'avoir mieux résisté que la Banque d'Angleterre. L'économie et la société françaises restaient encore placées sous le signe de la richesse foncière, principale source de

1. Un résumé de cette étude a fait l'objet d'une communication au Congrès international des Sciences historiques à Stockholm le 25 août 1960.

A.-J. Tudesq

revenu et condition de la notabilité ; mais c'est dans les années 40 que l'on voit les régions et les secteurs les plus dynamiques opérer en France leur révolution industrielle. Le progrès économique assoiffé de capitaux stimule le crédit ; l'un des principaux griefs adressés à la Banque c'était d'usurper son nom de Banque de France et de n'être qu'une banque de Paris ; or, la création de nouveaux comptoirs dont le nombre s'élève rapidement après le renouvellement du privilège atténue l'importance de cette critique. Agent de centralisation financière, la Banque prépare ainsi l'épanouissement du marché financier parisien sous le Second Empire¹.

I. Les administrateurs de la Banque

L'administration de la Banque, entreprise privée, était aux mains d'un conseil général de vingt et un membres ; six d'entre eux représentaient l'État, d'abord le gouverneur et les deux sous-gouverneurs et aussi trois régents sur les quinze, étaient obligatoirement choisis parmi les receveurs généraux. Mais ces représentants de l'État restaient très indépendants à une époque où l'État, en vertu des principes du libéralisme, intervient très peu dans l'activité économique et financière. Cinq régents devaient être choisis parmi des négociants et des manufacturiers, mais les mêmes maisons pratiquaient le négoce et la banque, les activités industrielles et les activités bancaires ; aussi l'Almanach royal désigne onze régents avec la qualification de banquiers, alors qu'en théorie il ne devait pas y en avoir plus de sept : Joseph Périet « banquier », mais c'est aussi le principal propriétaire des mines d'Anzin, Lebeuf et Davillier se livraient aussi à des activités industrielles. Enfin, trois censeurs complétaient le conseil général de la Banque ; ils étaient obligatoirement choisis parmi des négociants parisiens, ils n'avaient qu'une voix consultative dans les délibérations, mais leur influence n'en était pas moins grande.

Notre propos n'est pas d'analyser l'activité de ces administrateurs, soit réunis en conseil général, soit répartis en comités, mais de rechercher ce qu'ils représentent dans la société de leur époque².

1. Des banques départementales s'étaient constituées depuis 1800, mais leurs opérations restèrent limitées et elles fusionnèrent en 1848 avec la Banque de France.

2. La thèse de M. Bertrand GILLE, *Banque et crédit sous la monarchie censitaire*, donne une analyse très complète des mécanismes et des structures bancaires qui nous dispense d'étudier l'activité technique des administrateurs de la Banque.

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

La répartition par âge des membres du conseil nous donne sept membres de plus de soixante ans en 1840 (le plus âgé, Davillier, qui avait été gouverneur de la Banque en 1836, était né en 1758), neuf entre cinquante et soixante ans (dont les trois gouverneur et sous-gouverneurs), trois entre quarante et cinquante ans et deux moins de quarante ans (le plus jeune, Adolphe d'Eichthal, était né en 1805). Cette analyse des générations nous servira à comprendre la psychologie économique du conseil.

La stabilité du conseil était bien caractérisée par les dates d'entrée de ses différents membres ; deux régents étaient entrés au conseil dès la formation de la Banque, Davillier en 1801, Benjamin Delessert en 1802 ; quatre siégeaient depuis vingt à trente ans, quatre depuis dix à vingt ans, huit depuis cinq à dix ans (dont le gouverneur et les deux sous-gouverneurs), trois seulement étaient entrés au conseil depuis moins de cinq ans. Plusieurs régents avaient hérité du siège de leur père, Mallet, Hottinguer, par exemple. C'est devenu un lieu commun de rappeler l'importance de la haute banque protestante dans la gestion de la Banque de France au XIX^e siècle ; sur les vingt et un membres du conseil en 1840, huit sont protestants (dont les deux sous-gouverneurs, Gautier et Vernes), la plupart très religieux, membres de consistoires ou de sociétés protestantes. Les relations d'amitié, les alliances matrimoniales renforcent la cohésion et ces membres les plus durablement installés au conseil donnent le ton et font la réputation de la Banque, même si leur manière d'envisager les problèmes financiers ou économiques est parfois divergente. Parmi les autres membres, d'Eichthal est issu d'une famille juive convertie au catholicisme et les autres, s'ils sont catholiques, le sont surtout par position sociale ; seul Baudon, un receveur général, appartient à une famille très pratiquante. La plupart étaient issus de familles qui se livraient depuis plusieurs générations à la banque, à l'industrie et au commerce ; c'était le cas des banquiers protestants, c'était aussi le cas de Joseph Périer, de Lafond, fils d'un négociant de la Nièvre, et du censeur Moreau. Cependant, l'un des régents les plus influents, le banquier Jacques Lefebvre, était le fils d'un procureur de la sénéchaussée d'Auvergne.

Le reproche formulé contre la banque d'être trop parisienne était plus exact pour ses activités que pour sa composition. C'est à peine si, sur vingt et un membres, deux ou trois étaient issus de familles parisiennes depuis au moins deux générations. Le gouverneur, le comte d'Argout et Périer étaient Dauphinois, deux autres membres

venaient du Massif central, Gautier était Bordelais, Davillier était né à Montpellier et Vernes se rattachait au Vivarais ; enfin, plusieurs venaient de l'étranger, Pillet-Will, qui était Savoyard, avait été naturalisé sous la Restauration ; la famille d'Eichthal était Bavaroise ; celle d'Hottinguer venait de Zurich ; le censeur Odier était né à Genève, Mallet, Cottier et Delessert avaient encore une branche de leur famille en Suisse. Les indications des listes électorales censitaires nous renseignent sur la répartition de leurs biens en même temps qu'elles permettent d'apprécier leur richesse. Nous avons retrouvé le cens de dix-huit d'entre eux ; cinq payaient un cens supérieur à 5 000 francs (pour Joseph Périer, le plus gros censitaire de France à ma connaissance, le cens s'élevait à 56 503 francs avec la part principale des mines d'Anzin), quatre payaient de 3 000 à 5 000, six de 1 000 à 3 000, trois moins de 1 000 francs. Les cens élevés indiquent une contribution foncière importante, c'est ainsi que le régent Delamarre, banquier, payait un cens de 9 258 francs en 1842 pour des biens fonciers dans l'Aube, dans la Seine-Inférieure, à Paris, et la patente n'entrait dans ce total que pour moins du tiers (2 726 francs) ; l'investissement de la richesse acquise dans des biens fonciers consacrait seul l'ascension sociale. Si le gouverneur, le comte d'Argout, ne payait qu'un cens relativement très faible, 330 francs, son authentique noblesse (la seule du conseil) lui servait de caution mondaine et sa fonction de gouverneur de la Banque, en l'obligeant à posséder 100 actions de la banque d'une manière permanente, immobilisait sur un seul titre un capital supérieur à 100 millions de francs de notre époque¹.

Dans l'analyse des activités professionnelles passées et présentes des membres du conseil, il faut encore placer à part le comte d'Argout, fonctionnaire des finances sous l'Empire, préfet sous la Restauration, ministre au début de la monarchie de Juillet. Les activités bancaires étaient représentées par presque tous, en particulier par les receveurs généraux, mais il s'agissait de banques effectuant des opérations de change, de dépôt, d'escompte bien plus que de crédit. Quant aux activités commerciales et industrielles, Davillier et Odier représentaient le textile, Lebeuf l'industrie de la faïence, Delessert les raffineries de sucre, Lafond et Moreau le commerce des bois, Périer les mines de charbon et le censeur Paillot le commerce des fers et les

1. Rappelons que le cens d'éligibilité pour la Chambre des députés était de 500 francs et qu'il n'y avait en France que 56 000 éligibles en 1840. Les indications de cens sont tirées des listes électorales censitaires.

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

forges. Ainsi, les premiers intérêts représentés étaient ceux des banquiers grands propriétaires, ensuite les secteurs traditionnels de l'industrie, mines et forges arrivant bons derniers.

Toutefois, plusieurs régents ou censeurs se retrouvaient dans d'autres conseils d'administration ; dans des entreprises philanthropiques, vingt sur vingt et un occupent des fonctions importantes dans l'administration de la Caisse d'épargne de Paris, présidée encore en 1840 par le régent Delessert, l'un de ses fondateurs. On les retrouve aussi dans les conseils d'administration de nombreuses sociétés anonymes et tout d'abord dans les compagnies d'assurances ; la Compagnie royale d'assurances sur la vie, par exemple, avait son conseil présidé en 1840 par le régent Davillier et dix régents ou censeurs (aussi bien catholiques que protestants) étaient membres du conseil. Les deux tiers au moins des administrateurs de la Banque de France participaient à la gestion de compagnies d'assurances. Quelques années plus tard, dès 1846, on retrouvait la plupart des régents dans les conseils d'administration des chemins de fer, du Nord ou du Paris-Lyon principalement. Enfin, Pillet-Will et Cottier avaient participé à la fondation des houillères et fonderies de l'Aveyron. Ainsi Paris était le centre de leurs activités professionnelles, mais elles s'étendaient à la France entière. Il en était de même de leurs fonctions électives ou politiques ; la plupart avaient été membres du tribunal de commerce de la Seine, ou de la chambre de commerce de Paris (dont le président en 1840 était le régent Cottier) ; six membres du conseil (dont les gouverneur et sous-gouverneurs) siégeaient au conseil supérieur du commerce, deux au conseil général du commerce, deux autres au conseil général des manufactures ; douze enfin étaient conseillers généraux (surtout en province), députés ou pairs de France ; les quatre pairs (dont le comte d'Argout) et les cinq députés membres du conseil représentaient ouvertement la politique de la Banque de France dans les assemblées, c'est ainsi qu'on peut lire dans le procès-verbal de la séance du conseil de la Banque le 19 mars 1840 : « M. Lefebvre en sa qualité de membre de la commission des députés à laquelle est confié l'examen du projet de loi sur le renouvellement du privilège, a été chargé par cette commission de témoigner au conseil le désir qu'elle a de connaître son opinion sur quelques questions qui ont été soulevées dans son sein. »

Politiquement, on ne trouvait dans l'administration de la Banque aucun légitimiste ; c'était même la *Gazette de France* qui se montrait le plus hostile à la Banque. Si tous les membres sont attachés au

A.-J. Tudesq

régime de Juillet (Odier et Périer par exemple ne se rallièrent pas au Second Empire), ils sont surtout « conservateurs », méfiants à l'égard de toute réforme, ou ministériels de tous les temps comme l'était le comte d'Argout. Leurs opinions économiques étaient aussi conservatrices, mais, à côté de fervents défenseurs du protectionnisme et de « l'industrie nationale » (les manufacturiers et surtout Lebeuf et Odier), il y avait deux ou trois libre-échangistes dont Adolphe d'Eichthal. Sur l'extension des comptoirs et la création de nouveaux, sur le développement de billets de petite coupure, les opinions étaient partagées, mais l'influence du gouverneur et des sous-gouverneurs était prépondérante, ralliant toujours à leur point de vue des régents au rôle effacé dans les discussions, comme les receveurs généraux Buffault et Dosne ou le banquier Delamarre¹.

Le conseil d'escompte, composé de douze négociants ou manufacturiers installés à Paris, remplissait seulement un rôle technique : il était composé des représentants des différentes branches de l'économie parisienne (commerce des vins, des bois, des cuirs, des nouveautés...), seules les industries légères étaient représentées. Plusieurs de ses membres (Legentil, Sanson-Davillier, Bayvet) devaient entrer ensuite dans le conseil général de la Banque. Mais, à la différence des régents et des censeurs, les conseillers de l'escompte étaient des notabilités plus parisiennes que nationales. Les indications de cens retrouvées pour huit d'entre eux donnent un censitaire de plus de 5 000 francs (le député du III^e arrondissement, Legentil), quatre de 1 000 à 3 000 et trois de 200 à 550, mais il s'agissait de négociants plus jeunes, fils de riches négociants encore vivants (Moreau, du commerce des bois, et Guyot de Villeneuve, d'une maison de fourrures). L'un des plus caractéristiques était le raffineur de sucre Bayvet, futur censeur de la Banque, membre de la Chambre de commerce de Paris, adjoint du VIII^e arrondissement dont il fut maire ensuite, censitaire de 2 306 francs (dont 1 445 francs de patente).

Les avocats, conseils de la Banque, au nombre de dix, prêtaient aux administrateurs de la Banque un concours intermittent. Leur choix était cependant révélateur ; six faisaient partie du conseil de l'ordre, parmi lesquels le bâtonnier en exercice Paillet, juge suppléant à Paris et futur député de l'Aisne ; l'avocat de la Banque auprès des

1. Dosne était le beau-père de Thiers, président du conseil, grâce auquel le renouvellement du privilège de la Banque fut voté sans difficulté par les Chambres.

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

conseils du roi était un des plus réputés spécialistes du droit administratif et du contentieux, Dumesnil ; on trouvait aussi, parmi les avocats, le député Chaix-d'Est-Ange, Philippe Dupin, conseiller général de la Nièvre, futur député et membre de la « tribu » des Dupin, Choppin qui était aussi avocat-conseil de la préfecture de la Seine et juge-maire de Grenelle.

On retrouve dans la composition des conseils d'administration des comptoirs le même souci de regrouper des éléments actifs, influents et riches. La création de comptoirs était en rapport évident avec le renouvellement du privilège ; le 7 novembre 1839, le comte d'Argout avait déclaré au conseil : « C'est la nécessité pour la Banque, à l'approche du moment où les chambres vont avoir à discuter le renouvellement de son privilège, de s'assurer de l'imposant appui de l'influence que les intérêts industriels exercent sur l'opinion publique en ouvrant à l'industrie toutes les facilités nouvelles que ces besoins réclament. » Reims, Saint-Quentin, Montpellier, Saint-Étienne et, au cours de 1840, Angoulême et Grenoble avaient des comptoirs dont les directeurs dépendaient étroitement du conseil général. Prenons par exemple le comptoir de Montpellier : parmi ses trois censeurs (tous les trois nés en 1788), on trouve deux gros négociants qui sont en même temps de grands propriétaires, l'un Zoé Granier est député-maire de Montpellier et conseiller général, l'autre Deshours-Farel est conseiller général, le troisième censeur est le receveur général du département. Parmi les neuf administrateurs, il y a quatre banquiers, cinq négociants dont l'un est en même temps un fabricant de produits chimiques et un autre un exploitant de marais salants ; deux d'entre eux exercent leurs principales activités à Sète dont le port était en pleine extension, et un autre à Frontignan. Sur les douze censeurs, et administrateurs, dix payaient un cens supérieur à 1 000 francs (dont trois un cens supérieur à 4 000 francs) et les deux autres appartenaient à de riches familles montpelliéraines : commerce des vins et des eaux de vie et textiles étaient le mieux représentés ; entre les administrateurs locaux et la Chambre de commerce de Montpellier les relations étaient d'autant plus étroites que plusieurs cumulaient les deux fonctions.

L'administration du comptoir d'Angoulême, dans une région d'économie semblable, présente les mêmes caractères : parmi les trois censeurs, le conseiller général maire d'Angoulême, le receveur général du département et un ancien juge, riche propriétaire et conseiller d'arrondissement. Quant aux neuf administrateurs, ils étaient d'avantage recrutés, ici, parmi les juges du tribunal de commerce dont

A.-J. Tudesq

le président, Sazerac de Forges, négociant en eaux-de-vie, était le premier administrateur, seul un minotier représentait les activités industrielles au milieu de banquiers et négociants.

A Reims, ville plus industrielle, les banquiers étaient à peine représentés ; mais, parmi les douze censeurs et administrateurs, on trouvait six négociants en laine, filateurs ou fabricants de tissus ; le plus riche était Bertheroud-Sutaine, un négociant, filateur de laine dont les activités s'effectuaient aussi bien à Reims que dans l'Aube, il payait 4 744 francs de cens, on le retrouvait au conseil municipal de Reims et dans l'administration de la Caisse d'épargne. Trois autres étaient négociants de vins de Champagne, dont Heidsieck-Walbaum, un autre négociant enfin était marchand de fer en gros. Aucun des administrateurs locaux n'était député de la Marne, mais le régent Joseph Périer était député d'Épernay et Chaix-d'Est-Ange, un des avocats de la Banque, était député de Reims ; parmi les douze administrateurs locaux, il y avait un conseiller général, un conseiller d'arrondissement, quatre conseillers municipaux de Reims, trois membres en fonction de la Chambre de commerce, six administrateurs de la Caisse d'épargne.

A Saint-Étienne, huit sur les douze participaient à la fabrique des rubans ou au commerce des soies et un à l'exploitation houillère directement. Mais, à Saint-Étienne comme aussi à Grenoble, l'obligation pour les censeurs et administrateurs locaux de posséder sept actions, dont le capital était ainsi immobilisé, gênait le recrutement du comité d'escompte du comptoir.

Ainsi, la Banque s'appuyait en province sur les notabilités locales bourgeoises recrutées parmi les membres des chambres de commerce, des tribunaux de commerce, des conseils municipaux ou départementaux qui avaient réclamé la formation du comptoir ; le contrôle de l'admission à l'escompte passait par des négociants, des manufacturiers, des banquiers (mais ils étaient peu nombreux dans ces villes) dont la stabilité de la fortune se traduisait par la possession de riches propriétés foncières.

II. Le personnel de la Banque

Au cours de l'année 1840, la Banque de France connut un mouvement de fonds supérieur à deux milliards et demi, effets escomptés et encaisse pour le compte de particuliers, mouvements de fonds

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

avec le Trésor, sans compter les transferts d'actions (16 805 en cette seule année). Dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires en janvier 1838, le gouverneur de la Banque faisait ressortir qu'en 1804, 164 employés dont les traitements s'élevaient à 584 000 francs avaient effectué des opérations s'élevant à trois milliards et demi, alors qu'en 1837, 196 employés totalisant 542 000 francs de traitement (un exemple de la compression des salaires en période de dépression) avaient accompli pour plus de sept milliards et demi d'opérations. Selon l'importance des opérations de l'escompte, le nombre des garçons de recettes était variable. Chaque année, un état nominal de tous les employés de la Banque était dressé au mois de mars. En 1840, 215 étaient employés à Paris ; nous avons résumé dans un tableau les renseignements qui nous ont paru essentiels.

	Cadres sup. (4 000 fr. et plus)	Com- mis	Garçons de comptoirs	Encaisseurs garçons de recettes	Auxi- liaires	Employés subalternes (sans dépôt d'action)
Date de naissance						
avant 1780	7	2	4	1		4
entre 1780-1789	12	5	4	6		5
entre 1790-1799	8	15	8	24	2	10
entre 1800-1809	1	30	1	3	17	8
entre 1810-1819		18			13	
Date d'entrée à la Banque. Avant 1810	15	1	3	1		
entre 1810-1819	11	8	4	2		2
entre 1820-1829	1	13	9	28		8
entre 1830-1834	1	15	1	3	23	7
entre 1835-1840		33			9	10
Age d'entrée à la Banque. Avant 21 ans	12	7				
entre 21-25 ans	5	22		1	6	1
entre 26-30 ans	5	21	5	15	14	7
entre 31-40 ans	5	17	12	18	12	15
après 40 ans	1	3				4
	28	70	17	34	32	27

État des employés de la Banque à Paris au 1^{er} mars 1840.
*Nous n'avons pas compté dans ce tableau six imprimeurs
utilisés par la Banque*

Si l'on compare les traitements de la Banque avec ceux des ministères, on comprend que le conseil général de la Banque ait pu sou-

A.-J. Tudesq

vent parler de traitements élevés ; d'autre part, la Banque ne pratiquait pas le surnumérariat et les commis touchaient un traitement dès leur entrée en fonctions.

Mais une condition limitait l'accès de la banque à des milieux aisés ; à l'exception de vingt-sept employés (garçons de bureau à 1 200 francs par an, trois portiers, quatre conducteurs de voiture...), les employés devaient tous posséder une ou plusieurs actions de la Banque selon l'importance de leurs fonctions. Ainsi, un auxiliaire de recettes de troisième classe, en entrant à la banque à vingt et un ans par exemple, touchait un traitement annuel de 1 200 francs, mais devait disposer d'un capital suffisant pour acheter une action qui, au cours de la bourse en 1839-1840, oscillait autour de 3 400 francs, presque l'équivalent de trois années de traitement.

L'éventail des traitements de 1 200 francs à 25 000 francs comportait un très grand nombre de variétés ; trente-quatre touchaient un traitement de 1 200 francs, vingt-neuf de 1 300 à 1 800, soixante-six de 2 000 francs, trente-sept de 2 200 à 2 900, vingt et un de 3 000 à 3 750, vingt-trois de 4 000 à 9 000 et cinq au-dessus de 10 000 francs. Encaisseurs et garçons de comptoir avaient des chances d'avancement limitées, le traitement des premiers variait entre 1 200 et 2 400 francs, celui des seconds entre 2 000 et 3 500 francs. La partie la plus active dans laquelle se recrutait ensuite les cadres supérieurs de la Banque était formée par les commis ; ils étaient répartis en quatre classes.

Le recrutement des employés était souvent familial ; tel garçon de recettes (âgé de quarante-sept ans) entré à la Banque en 1817 avait ses deux fils, auxiliaires de recettes, l'aîné était entré à vingt-deux ans en 1836 et le cadet à vingt et un ans en 1838. Chefs supérieurs aussi bien qu'employés subalternes faisaient entrer leurs fils à la Banque ; par exemple au bureau des effets au comptant, il y avait en 1840 deux commis de première classe, l'un Brisebarre entré à la banque en 1808 à vingt-deux ans était le fils d'un ancien chef de bureau, l'autre Lecoutour entré en 1817 à vingt-trois ans était le fils d'un des plus vieux employés encore en exercice en 1840, d'un garçon de comptoir employé depuis 1801.

Mais l'avancement restait réservé au mérite plus qu'à l'ancienneté ; parmi les commis de 1840, futurs hauts fonctionnaires de la Banque vingt ans plus tard, Marsaud, futur secrétaire général, était alors commis de troisième classe à 2 750 francs par an (entré en 1838 à trente ans), Soleil, futur caissier principal, entré à trente-cinq ans en 1838, était encore commis de quatrième classe, ainsi que Thoyer

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

(entré aussi en 1838, mais à vingt-huit ans), futur secrétaire du conseil général.

Vingt-huit fonctionnaires de la Banque (mais on les appelait aussi *employés*) recevaient un traitement égal ou supérieur à 4 000 francs, qui était alors le traitement d'un sous-préfet ou d'un conseiller à la cour en province. Trois groupes principaux se détachaient : celui des caissiers dont les traitements étaient augmentés d'une indemnité consécutive à leur responsabilité, les sous-caissiers devaient posséder trois ou quatre actions et les caissiers particuliers six et même huit actions pour le caissier des recettes : ce dernier poste était occupé par Maisonnier, entré à dix-sept ans en 1798 à la caisse des comptes courants et resté depuis à la Banque ; à ses 9 000 francs de traitement s'ajoutaient 2 000 francs d'indemnité. A la tête des cinq bureaux, d'escompte, des actions, des effets au comptant, de l'imprimerie et des billets, enfin des livres, se trouvaient cinq chefs particuliers. Prenons l'exemple de Doissy, chef du bureau des actions, il était entré à la Banque en 1808 âgé de vingt-deux ans ; il devait occuper ensuite l'un des quatre principaux postes, celui de contrôleur.

La direction de la Banque appartenait à quatre personnages auxquels s'ajoutait un adjoint au secrétaire général ; sur ces quatre collaborateurs directs du gouverneur, deux avaient succédé à leur père : le baron Garat, secrétaire du gouvernement de la Banque (on dira, plus tard, secrétaire général), était le chef de toute l'administration ; il était entré à dix-sept ans à la Banque en 1810 comme secrétaire de son père, c'était aussi un propriétaire foncier du département de l'Aisne (où il payait un cens de 993 francs), issu d'une famille représentée dans les assemblées de la Révolution et de l'Empire. Le secrétaire du conseil général, Audibert, occupait lui aussi un poste détenu d'abord par son père ; tous les deux recevaient un traitement annuel de 10 000 francs et devaient posséder dix actions. Les deux autres postes correspondaient à des responsabilités plus techniques ; le contrôleur, Ville, plus tard secrétaire général, recevait, traitement et indemnité comprise, autant qu'un lieutenant général dirigeant toute une région militaire ; enfin le caissier principal, le baron de Cousaz-Cretet, originaire de l'Isère (comme le gouverneur) où il payait un cens de 446 francs, à la Banque depuis 1800, devait posséder quinze actions de la Banque et recevait 15 000 francs de traitement plus 10 000 francs d'indemnités. Rappelons que les deux sous-gouverneurs avaient un traitement de 30 000 francs (autant que le procureur général de la cour de cassation), que le gouverneur, avec 60 000 francs,

A.-J. Tudesq

recevait un traitement supérieur à celui du préfet de la Seine, et qu'ils étaient logés, ainsi que les quatre principaux hauts fonctionnaires de la Banque, à l'hôtel de la Vrillière.

L'étude du personnel des succursales révélerait les mêmes caractères ; les directeurs, qui devaient posséder plusieurs actions, avec un traitement de 8 000 francs (8 300 à Saint-Étienne), étaient au niveau d'un inspecteur des finances de première classe ou d'un maréchal de camp (général à la tête d'un département). Les premiers étaient choisis parmi des notabilités patentées locales : à Reims le directeur du comptoir, Plumet-Folliart, était conseiller municipal, officier de la garde nationale, conseiller général, électeur censitaire ; à Saint-Quentin, le directeur était issu d'une famille de brasseurs et de propriétaires. Mais on assiste aussi à l'organisation de toute une carrière de la Banque : c'est ainsi qu'à la fondation de la succursale d'Angoulême, en 1840, le caissier de Reims fut envoyé comme nouveau directeur pour assurer le lancement.

Qu'il s'agisse de l'administration, de la direction ou de la simple exécution, on retrouve le même souci de stabilité dont le recrutement familial était une garantie. La banque de France était gérée par des financiers qui étaient aussi et parfois surtout des propriétaires habitués au caractère familial et personnel des affaires ; compte tenu de la psychologie économique d'une époque encore étrangère au développement du crédit, c'était un élément essentiel de la confiance qu'elle inspirait, c'était aussi une limite aux espoirs d'expansion formulés par certains.

III. Les actionnaires

L'étude des actionnaires reste nécessairement limitée, malgré la consultation des registres de transferts d'actions qui indiquaient seulement les nom et prénoms de chacun avec les dates d'achats et de vente ; la liste annuelle des 200 plus gros actionnaires composant l'assemblée générale est encore moins explicite.

Les rapports de l'assemblée générale donnent des renseignements sur le nombre d'actionnaires, nombre très stationnaire : en 1830, il y avait 3 631 actionnaires, il y en avait 4 254 en 1840 ; mais l'augmentation n'était pas continue ; chaque année le renouvellement des actionnaires (il portait sur 12 à 14 % de l'ensemble) était dû à des mutations par décès ou par donations, au moins autant que par achat

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

et vente. Une statistique élaborée par la Banque à la date du 1^{er} juillet 1840 donnait la répartition suivante des 67 900 actions entre les 4 345 actionnaires :

à cette date 3 702 actionnaires possédaient de			1 à 25 actions
345	—	—	26 à 50 —
157	—	—	51 à 75 —
66	—	—	76 à 100 —
34	—	—	101 à 150 —
18	—	—	151 à 200 —
23	—	—	plus de 200 —

Dans un autre rapport (janvier 1842), on indiquait que les 200 membres de l'assemblée générale possédaient près du tiers des actions, celles qui changeaient le moins de propriétaires.

L'assemblée générale des 200 plus forts actionnaires était composée en 1840 de tous ceux qui possédaient plus de cinquante actions ; il fallait en outre être de nationalité française, être majeur, enfin les femmes n'étaient pas susceptibles d'en faire partie : ces trois limitations expliquent ainsi qu'un tiers des plus gros actionnaires (298 selon la statistique précédente avaient plus de cinquante actions) ne fut point admis à siéger à l'assemblée générale.

La lecture de la liste des 200 de l'assemblée générale de 1840 nous amène à une première constatation : on y trouve cinquante-cinq nobles (27 %), des nobles d'Empire, mais aussi des grands noms de la noblesse, comme les ducs de Coigny, de Montesquiou-Fezensac, de Narbonne-Pelet, les marquis de Chanaleilles, de la Marche, de Biencourt, le vicomte de Séran. Si l'on trouve peu de députés (sept parmi lesquels quatre siègent au conseil de la Banque), il y a, par contre, une vingtaine de pairs de France. Une confrontation, même très imparfaite, avec les listes électorales censitaires permet d'évaluer à plus du tiers au moins, et peut-être à plus de la moitié, les grands propriétaires ; mais les autres, banquiers, industriels ou fonctionnaires, étaient aussi des propriétaires fonciers pour la plupart si l'on en juge par le cens qu'ils payaient ; il s'agissait même, très souvent, soit d'anciens négociants, banquiers ou fabricants retirés des affaires, soit de fils d'hommes d'affaires, dans les deux cas c'était un signe de la confiance qu'inspirait l'action de la Banque de France sur le marché des capitaux.

Nous avons retrouvé le cens électoral de quatre-vingt-six des 200 imposés ; dix-sept payaient un cens supérieur à 5 000 francs, vingt-deux entre 3 000 et 5 000 francs, trente-deux entre 1 000 et 3 000 francs, dix entre 500 et 1 000 francs, cinq entre 200 et 500 francs ;

A.-J. Tudesq

la proportion des très grandes fortunes (plus de 3 000 francs de cens) s'atténuerait sans doute dans une confrontation plus complète : certains, Parisiens, sont absents des listes électorales, mais plusieurs autres membres de l'assemblée générale sont mentionnés, sans indication de cens, sur les listes électorales parisiennes parce qu'ils avaient un domicile à Paris, mais ils étaient électeurs dans leur département d'origine, départements pour lesquels les listes censitaires de cette période n'ont pas été conservés (par exemple la Seine-et-Oise ou la Meuse). Aussi peut-on valablement estimer que l'assemblée générale (dont le rôle, répétons-le, était symbolique) était composée de représentants de grandes fortunes dont la richesse était stabilisée, assurée par des possessions foncières importantes ; il s'agit de notabilités nationales nécessairement en rapport avec Paris du fait de la centralisation, mais de notabilités non parisiennes, dont les assises sont en province, souvent dans des départements proches de Paris (l'Aisne, la Marne, la Seine-et-Oise, l'Yonne, la Seine-Inférieure). Mais nous avons retrouvé plusieurs des 200 actionnaires dans des départements du midi de la France, le baron de Frégose dans l'Hérault, le comte Gazan dans le Var, le comte de Mosbourg dans le Lot, le duc de Montesquiou-Fezensac dans le Gers, pour ne citer que quelques exemples.

Les milieux financiers sont représentés dans l'assemblée des 200 par quelques receveurs généraux (cinq ou six) et par les représentants d'une douzaine au moins de maisons de banque, surtout parisiennes ; quant aux négociants et aux industriels encore en activité, ils ne semblent guère dépasser le dixième de l'assemblée générale ; ni le Nord ni le Haut-Rhin ni la Loire ne sont représentés : les Seillère détiennent deux voix, Fulchiron une, mais il s'agit surtout de milieux d'affaires parisiens comme le filateur de coton Anquetil, le marchand de soieries Rousselle, le joaillier Halphen, le marchand tailleur Ebeling. On trouvait enfin un nombre de hauts fonctionnaires civils ou militaires plus grand qu'on n'aurait pu le penser, lieutenants généraux ou officiers supérieurs (surtout parmi les nobles et les pairs), membres du conseil d'État ou de la Cour des comptes, ou de l'administration centrale.

Mais tous les gros actionnaires n'étaient pas représentés à l'assemblée des 200 : c'est ainsi que sur les quarante et un actionnaires qui possédaient en 1840 plus de 150 actions, quatorze au moins ne figurent pas sur la liste des 200, soit qu'il s'agisse de mineurs ou de femmes, soit surtout qu'il s'agisse d'étrangers ; c'est ainsi que les plus gros

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

actionnaires, les Rothschild, dont le nombre d'actions toujours variable voisinait en 1840 entre 1 000 et 1 100, ne faisaient pas partie de l'assemblée générale; il en était de même de maisons anglaises (Christié Laugham, Samuel Mills...), suisses (Rougemont de Lowenberg avait 336 actions), hollandaise ou portugaise.

L'analyse sociale des autres actionnaires dépasserait les limites de cette étude; d'un sondage à 13 % de l'ensemble des actionnaires (à l'exception de ceux de l'assemblée générale), nous avons trouvé 144 femmes sur 560, soit près du tiers¹; un sondage plus précis car plus limité, portant sur 254 des 443 actionnaires possédant plus de vingt-cinq actions (les 200 de l'assemblée générale toujours exceptés), nous a montré qu'il y avait 89 femmes sur 254 (35 %) : d'autre part, les actionnaires étrangers représentent 13 % et les nobles (d'Ancien Régime, d'Empire ou de la Restauration) 27 %. En parcourant les volumineux registres des transferts d'actions de la Banque de France dans les années 40 du XIX^e siècle, c'est tout un répertoire de notabilités qui se dresse devant les yeux, et la société légitimiste, quoiqu'elle en eût dit, n'est pas absente².

L'analyse sociale des actionnaires de la Banque de France n'apporte qu'une contribution limitée, pour l'histoire sociale du capitalisme mobilier, si l'on n'essaie pas de préciser la part des actions de la Banque dans les fortunes des actionnaires. Seuls les inventaires après décès, devant notaire, pourraient nous donner une réponse complète; c'est pratiquement et même légalement³ impossible; à défaut, les déclarations d'enregistrement des mutations après décès donnant une description des fortunes peuvent y suppléer⁴. D'un sondage très restreint, ou plutôt d'un échantillonnage à 1 % de l'ensemble des actionnaires (en fait, cinquante-six inventaires dépouillés, tous de Paris, sauf deux retrouvés dans les registres de Montpellier), plusieurs types se dégagent; on peut les ramener à trois ou quatre.

Une première catégorie comprend les actionnaires qui ont placé la

1. La loi du 16 janvier 1908 permettait aux actionnaires de donner à leurs actions de la Banque le caractère d'« immeuble par déclaration » que l'on pouvait hypothéquer. Aussi servaient-elles souvent à la constitution d'une dot.

2. L'étude de la clientèle de la Banque déborderait le problème des structures sociales; d'autre part la documentation pour une telle analyse aux alentours de 1840 est très incomplète: ces deux raisons nous y font renoncer.

3. La consultation des archives notariales déposées dans les archives départementales n'est libre qu'après 125 ans.

4. Cf. A. DAUMARD, Une source d'histoire sociale, l'enregistrement des mutations par décès. Le XII^e arrondissement, dans *Revue d'histoire économique et sociale*, 1957, n° 1.

majeure partie de leur fortune (au moins mobilière) en actions de la Banque. C'est le cas, par exemple, de Michel de Camberousse, un ancien magistrat mort en mars 1841 ; sur les 37 158 francs que représentent les valeurs mobilières de sa succession, il y a sept actions de la Banque qui représentent les deux tiers¹ ; c'est aussi le cas de l'ancien évêque de Nancy, le baron Costaz, avec ses trente-cinq actions au moment de sa mort (représentant 117 950 francs sur 151 746)². C'était parfois le cas de familles employées à la Banque : c'est ainsi que la veuve du secrétaire général de la banque, Garat (née Gébauer, et plusieurs membres de sa propre famille occupaient des emplois élevés dans la Banque), possédait à sa mort trente-cinq actions de la Banque représentant 115 150 francs sur les 122 476 de l'ensemble de la succession mobilière³. On trouve enfin parmi les 200 de l'assemblée générale certains actionnaires pour qui les actions de la Banque représentent la plus grande part de leur fortune mobilière : ainsi l'avocat Louis Gayot, possédant à sa mort soixante-quinze actions représentant 243 750 francs sur 544 913⁴, ou encore Gando, possesseur de soixante actions (201 450 francs sur 310 000 de déclaration mobilière à sa mort en 1842), et qui était aussi un propriétaire foncier tant à Paris qu'en Seine-et-Marne, ses immeubles étant évalués à plus d'un million⁵.

Une deuxième catégorie considère l'action de la Banque de France comme une valeur sûre. C'est le cas de propriétaires rentiers possédant en même temps de la rente d'État, comme le conseiller à la Cour des comptes, Taurin-Lemaitre, timidement aventuré dans les placements ferroviaires (à sa mort en 1847, il possédait six Paris-Versailles rive droite, mais dix actions de la Banque de France)⁶, ou le comte Charbonnel de Sales qui possédait au moment de sa mort en 1846 quarante actions de la Banque (135 000 francs), 287 000 francs de rente 5 % et quelques actions de petites sociétés (manufacture de Briare, Société de bougie), sans compter des immeubles en Côte-d'Or⁷. Ce type de

1. A. D. Seine, DQ⁷ 3467.

2. DQ⁷ 3470.

3. DQ⁷ 3497.

4. DQ⁷ 3474.

5. DQ⁷ 3472.

6. DQ⁷ 3515.

7. A. D. Seine, DQ⁷ 3494. On peut confronter l'état final de la fortune avec l'évolution des placements en actions de la Banque de France, ainsi qu'on peut la suivre dans les registres des actionnaires (livre M 1) ; le comte Charbonnel, qui possédait deux actions en 1825, élève

La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

portefeuille mobilier se retrouvait souvent parmi les femmes actionnaires (par exemple l'épouse du baron Brunet-Denon ou la veuve de Lanchère de la Glandière¹).

Mais on le trouvait aussi chez des négociants ou des spéculateurs soucieux de placer en sécurité une partie de leur fortune, par exemple l'avoué Chevallier qui a investi une grande partie de sa fortune dans les compagnies d'assurance et ensuite dans les mines de la Loire et qui possède un nombre variable d'actions de la Banque de France selon la situation économique (de vingt en 1835, le nombre s'élève avec les crises de 1839-1840 à quarante et un, qu'il vend en 1843 pour en racheter ensuite, puisqu'au moment de sa mort en 1849 il en possède vingt-cinq²).

La troisième catégorie enfin comprend les milieux d'affaires, finance et grand commerce : pour les uns, c'est une condition et ensuite une conséquence de leur admission au compte courant et au compte de l'escompte de la Banque ; ce n'est, pour d'autres, qu'un placement destiné à les faire inscrire sur la liste des 200 de l'assemblée générale, voire dans les conseils de la Banque. Mais le receveur général André, avec cinquante actions, ou le régent Baudon avec 110, n'ont cependant ainsi investi que le vingtième à peine de leur capital mobilier.

Les conditions mêmes des investissements en action de la Banque contribuent à la stabilité des cours à la bourse des valeurs.

* * *

Nous voudrions dégager de cette étude trois conclusions.

La première, c'est la stabilité des structures sociales de la Banque de France, du conseil général, du haut personnel, mais aussi des gros actionnaires ; la liste des 200 de l'assemblée générale de 1840 comprend quatre-vingts actionnaires qui figuraient déjà à l'assemblée dix ans plus tôt et treize autres ont hérité du siège de leur père ; si l'on remonte à la liste de 1806, on retrouve vingt-sept familles encore représentées trente-cinq ans plus tard ; et cette stabilité persiste : soixante membres de l'assemblée générale de 1840 se retrouvent sur la liste de 1861 et

ce nombre à vingt-neuf à la fin de 1839, puis à trente-huit en juin 1840 pour atteindre quarante-deux actions en 1842.

1. Cette dernière, à sa mort en 1846, possédait quatre-vingt-six actions représentant 299 000 francs sur les 861 096 de sa succession mobilière qui comprenait aussi le cautionnement fourni pour son gendre, le receveur général Gamot. Cf. A. D. Seine, DQ⁷ 3493.

2. DQ⁷ 3501.

A.-J. Tudesq — La Banque de France au milieu du XIX^e siècle

dix-huit ont cédé leur siège à des héritiers (sans compter les héritages par la branche féminine avec changement de nom).

Dépresseion économique et agitation politique avaient renforcé le besoin de stabilité et de confiance que procurait précisément la structure oligarchique de la Banque de France ; le principal organe du grand capitalisme en France vers 1840 reflétait donc les exigences d'une société dont les assises restaient foncières, l'attachement à la propriété maintenant la méfiance envers le crédit.

L'action de la banque est moins stimulée par le développement industriel que par ses rapports avec l'État : la structure de la banque est plus proche de celle de l'administration étatique que de celle des entreprises industrielles vers 1840. Ainsi, sous l'influence commune de l'État et d'une société de propriétaires fonciers bénéficiant d'un monopole qui allait être renforcé en 1848, le capitalisme financier devait se développer en France plus rapidement que le capitalisme industriel trop longtemps placé ensuite sous la tutelle bancaire ; les préoccupations de revenus (rentes ou dividendes) l'emporteront de plus en plus dans le capitalisme français au XIX^e siècle sur les préoccupations économiques.

On reprochait à la Banque en 1840 d'être plus parisienne que véritablement banque de France, l'analyse des structures sociales de la Banque réduit la portée de cette critique ; sous l'effet d'une centralisation extrême et de son rôle de fixer le taux de l'escompte, la banque avait une importance nationale, parce qu'elle était parisienne ; c'était déjà la conclusion à laquelle arrivait le sous-gouverneur Gautier : après avoir montré le rôle de Paris, « foyer de liquidation de toutes les affaires qui se font dans toute l'étendue de la France », il constatait que la capitale était « le siège naturel et nécessaire du pouvoir modérateur du crédit commercial, pouvoir qui est déjà en partie entre les mains de la Banque de France¹ ».

A.-J. TUDESQ.

1. GAUTIER, article « Banque », *Encyclopédie du Droit* (1839).

Aspects territoriaux du premier État polonais (IX^e-XI^e siècle)

L'année 1960 qui a inauguré les célébrations du millénaire de l'État polonais a attiré particulièrement l'attention sur les recherches consacrées à la première période de son histoire nationale. De nombreuses publications, des conférences et aussi des expositions d'objets provenant de fouilles ont contribué à mettre à la portée de tous les résultats obtenus dans ce domaine par les sciences historiques¹. En même temps, plusieurs sessions, organisées à l'échelle soit nationale soit locale, ont passé en revue les travaux poursuivis actuellement; en en résumant les principaux résultats, elles ont permis d'examiner les questions litigieuses et d'indiquer les lacunes qui exigent encore d'être comblées².

Parmi d'autres, se pose d'abord la question de la structure de l'État polonais — et son importance n'est pas des moindres — qui, vers la seconde moitié du x^e siècle, est né d'organisations régionales; puis, et avant tout, celle de ses bases géographiques et historiques. Cette dernière question exige d'être discutée à la lumière de nos connaissances plus complètes aujourd'hui qu'au moment où furent élaborés les précédents ouvrages ayant trait à ce sujet³.

1. Citons tout d'abord les publications dans les langues les plus employées par les congressistes: W. HENSSEL, Le développement des recherches archéologiques sur les origines de l'État polonais, dans *Archaeologia Polona*, I, 1958, p. 7 et suiv.; A. GIEYSZTOR, W. HENSSEL, Les recherches archéologiques en Pologne. Varsovie, « Polonia », 1958; A. GIEYSZTOR, L'avènement d'un nouvel État européen: l'Europe et la Pologne au x^e siècle, dans *Polish Western Affairs*, I, 1960, p. 6 et suiv.; du même auteur: Recherches sur les fondements de la Pologne médiévale: état actuel des problèmes, dans *Acta Poloniae Historica*, IV, 1961. Une exposition sur *Les origines de l'État polonais* a été présentée en avril 1961 à la Sorbonne; son catalogue avait été publié à Paris, en français, sous le même titre.

2. Par exemple le colloque organisé par l'Académie polonaise des Sciences et des Lettres, à Varsovie, les 21-24 juin 1960; les rapports et les actes du colloque ont été publiés, avec des résumés en langues congressistes, dans la revue *Kwartalnik Historyczny*, LXVII, 1960, n° 4.

3. Les travaux les plus importants en polonais sont: S. ARNOLD, *Terytoria plemienne*



1. Jusqu'au milieu du x^e siècle, l'histoire de l'État primitif des Polanes fait encore partie de la période préliminaire de notre existence nationale en tant qu'État. Les forces sociales qui, depuis assez longtemps (au moins depuis le milieu du ix^e siècle), édifiaient cet État autour du *castrum* de Gniezno, élargissaient par de nouvelles conquêtes les territoires déjà soumis à leur prince¹. Mais, à cette époque, le sort des peuples slaves, tel qu'il nous est connu ne serait-ce que par la nomenclature du *Géographe bavarois* du milieu de ce siècle², nous enseigne que ces conquêtes de nouveaux territoires devaient souvent surmonter des obstacles passagers et que mûrissaient en même temps des forces centrifuges qui, parfois, mettaient rapidement fin au développement de l'expansion et en détruisaient les bases. Il en a été tout autrement de l'État de Semovit, Lestco et Semomyal, premiers princes des Polanes dont nous connaissions les noms, qui ont vécu vers la fin du ix^e siècle et pendant la première moitié du x^e³. Leur héritier et continuateur, Mesco I^{er} (Mieszko I^{er}), appuyé par un groupe de ses

w ustroju administracyjnym Polski piastowskiej w XII-XIII wieku (Les territoires de tribus dans les institutions administratives en Pologne des Piast aux XII^e et XIII^e siècles). Cracovie, 1927, dans *Prace Komisji dla Atlasu Historycznego Polski*, fasc. II; J. NATANSON-LESKI, *Zarys granic i podziałów Polski najstarszej* (Les frontières et les divisions de la Pologne la plus ancienne). Wrocław, 1953; du même auteur, *Państwo Mieszka Pierwszego* (The State of Mieszko I, résumé en anglais), dans *Studia Wschodniośredniowieczne*, IV, 1958, p. 7 et suiv.; K. ŚLĄSKI, *Podziały terytorialne Pomorza w XII-XIII wieku* (Die Landeseinteilung Pommerns und Pommerellens im XII. und XIII. Jh., résumé en allemand). Poznań, 1960, dans *Prace Komisji Hist. P. T. P. N.*, t. XVIII, fasc. 4; Z. KACEMARCZYK, *Czynnik geograficzny w rozwoju dziejowym Polski* (Éléments géographiques dans le développement historique de la Pologne, résumé en français), dans *Roczniki Historyczne*, XVI, 1947, p. 1-35.

1. Un précis d'histoire de l'époque est à trouver dans la *Historia Polski* publiée par l'Institut d'Histoire près l'Académie. Varsovie, 1958 et suiv., vol. I, 1, et I, 2, avec la bibliographie. Les principales sources ont été éditées dans les *Monumenta Poloniae Historica*, 1864 et suiv., dont le vol. I vient de paraître en édition anastatique. Varsovie, 1960, P. W. N.; Paris-La Haye, Mouton et Co.

2. L'édition nouvelle et l'état de recherches : B. HORÁK, D. TRAVNÍČEK, *Descriptio civitatum ad septentrionalem plagam Danubii*, t. xv. *Bavarský geograf*, dans *Rozprawy Českohodovské Akademie Věd* LXVI, 1956, fasc. 2; H. LOWMIAŃSKI, *O identyfikacji nazw Geografa bawarskiego* (Sur l'identification des noms du *Géographe bavarois*, résumé en français), dans *Studia średniowieczne, Commentationes*, III, 1958, p. 1 et suiv.

3. Les noms sont transmis par Gallus Anonymus, I, 3, 4, ed. K. MAŁECKI, 1953 (résumé en français), dans *Mon. Pol. Hist.*, series nova, fasc. 2. Pour l'histoire politique des Piast avant Mieszko I^{er}, voir K. TYMIŃSKI, *Początki państwa Polan* (Les origines de l'État des Polanes, résumé en français), dans *Przegląd Historyczny*, 1959, p. 23-50; K. BUCZEK, *Zagadnienia wiarygodności dwu relacji o początkowych dziejach państwa polskiego* (Authenticité des deux relations sur l'histoire primordiale de l'État polonais, Gallus anonymus et Ibrahim-Ibn-Inqub), dans *Prace z dziejów Polski feudalnej* (Mélanges Roman Grodecki). Varsovie, 1960, p. 45-70.

Aspects territoriaux du premier État polonais

seigneurs, a réussi à agrandir son patrimoine, à édifier un grand État et à lui donner une nouvelle qualité.

Les circonstances qui ont accompagné l'entrée de la Pologne dans l'histoire universelle seront encore pendant longtemps l'objet de recherches. A ce sujet, chacune des décades du développement de l'historiographie moderne a posé ses propres questions. Il n'est pas dans notre intention de donner ici la liste complète des réponses qui leur ont été données. Il suffira de rappeler qu'à côté d'événements politiques, tant extérieurs qu'intérieurs, on connaissait depuis longtemps un phénomène idéologique qu'on appréciait à sa juste valeur : la conversion de l'État rapidement croissant des Piasts à une nouvelle religion ; et on interprétait ce phénomène de manières différentes, en prenant plus d'une fois les conséquences de ce fait pour ses causes¹. Aujourd'hui, on a déjà sensiblement élargi les études consacrées aux bases économiques et sociales de la transformation du petit État des Polanes en État polonais².

Nous comprendrons mieux cette transformation qualitative lorsque nous prendrons aussi en considération le rôle que les rapports spatiaux ont joué dans l'édification des grands États du haut Moyen Âge. Ce serait un truisme évident que de parler de l'interdépendance qui existait entre la puissance des unités politiques de ce temps et leur superficie. En examinant de plus près la situation à cette époque de plusieurs grands États, nous constaterons cependant que leurs possibilités politiques, aussi bien s'il s'agit de leur expansion que de la durée de leur existence, étaient conditionnées par des phénomènes beaucoup plus complexes qu'une conquête à main armée de territoires étendus. Ainsi, on a attiré l'attention sur le fait que l'une des conditions favorables au développement des États de ce temps était la densité de leur population — densité qu'il est d'ailleurs difficile de déterminer, mais qui, à cette période, s'accroissait certainement au fur et à mesure que progressaient la technique agricole et l'élevage. L'accroissement du nombre des habitats humains, dans cette partie de l'Europe où dominaient les forêts et les marécages, créait, en effet, la possibilité de contacts plus étroits entre ces habitats et favorisait leur interpénétration culturelle et aussi politique³.

1. Cf. la discussion dans les *Atti del X Congresso Internazionale di Scienze storiche*, Roma, 1955 (1957), p. 127 et suiv.

2. H. ŁOWMIAŃSKI, La genèse des États slaves et ses bases sociales et économiques, dans *La Pologne au X^e Congrès international des Sciences historiques à Rome*, Varsovie, 1955, p. 29-53.

3. H. ŁOWMIAŃSKI, ouvrage cité, ainsi que son livre capital en polonais : *Podstawy gospodarcze formowania się państw słowiańskich* (Les assises économiques de la formation des États slaves). Varsovie, 1953, ch. II ; R. E. F. SMITH, *The Origins of Farming in Russia*. Paris, Mouton et Co, 1959 ; H. ŁOWMIAŃSKI, Economic Problems of the Early Feudal Polish State, dans *Acta Poloniae Historica*, III, 1960, p. 7-32.

Alexander Gleysztor

Au seuil du Moyen Âge, nous observons aussi d'autres conséquences des transformations s'opérant parmi la population, notamment son « autodéfinition » ethnique. Ce phénomène n'a été perceptible — il est vrai — qu'au moment de l'organisation d'un grand État ; mais il est probable que, souvent, il était plus ancien ; il s'avérait, en tout cas, indispensable à sa durabilité. Alors que l'Empire carolingien avait uni — bien que pour peu de temps — de nombreux groupes ethniques et que la tentative, d'ailleurs beaucoup plus modeste, de créer un Empire morave avait englobé également des éléments très divers, les éléments des États qui se raffermissaient, au x^e siècle, étaient beaucoup plus homogènes : c'est à cette homogénéité qu'ils devaient la durée de leur existence qui s'est maintenue parfois jusqu'à aujourd'hui. La convergence des frontières du noyau principal de l'État de Kiev et de la sphère d'influence du groupe linguistique slave oriental est un fait digne de remarque¹. De même, parmi les Slaves occidentaux, des unités telles que l'État tchèque ou l'État polonais, et même certaines organisations politiques des Slaves polabes, correspondent dans leurs lignes générales aux groupes de dialectes distingués par les linguistes. A ce tableau, basé en principe sur des résultats déjà assez anciens de la dialectologie historique, on apporte actuellement d'importantes corrections, dont certaines sont d'ailleurs discutables². Il n'en reste pas moins qu'à cette époque des liens étroits existaient entre l'édification des États et leur cohésion ethnique.

Les recherches poursuivies au cours des dernières années ont enfin mis en relief l'importance d'autres liens intérieurs unissant les grands territoires des États : les liens économiques et sociaux. Non seulement un même type d'économie et l'analogie entre les phénomènes de la civilisation matérielle qui en découlaient, mais aussi une même différenciation sociale de plus en plus accusée semblent avoir été d'importants éléments d'unification³. Si la conquête de territoires limitrophes entraînait souvent la destruction de leurs groupes dirigeants, nous connaissons aussi des exemples fréquents d'annexion de territoires où le pouvoir local continuait à exercer ses fonctions ; ce pouvoir se fondait, en effet, sur des éléments du développement économique et social tout à fait semblables à ceux qui avaient formé

1. Les problèmes de la formation des nationalités sont traités dans le recueil *Voprosy formirovaniia russkoi narodnosti i natsii*. Moscou, 1958.

2. Voir T. LEHR-SŁAWINSKI, W. KURASIEWICZ, F. SŁAWSKI, *Przegląd i charakterystyka języków słowiańskich* (*Revue et caractéristiques des langues slaves*). Varsovie, 1954, et le recueil d'études sur la formation de la langue dite littéraire polonaise, publié dans *Studia slavopolskie*, vol. III. Wrocław, 1956.

3. Cf. W. HENSEL, *Słowiańszczyzna wczesnośredniowieczna. Zarys kultury materialnej* (*Les Slaves du haut Moyen Âge, leur civilisation matérielle*). Varsovie, 1953, dont une traduction allemande va paraître à Berlin. Du même auteur, *Polska przed tysiącem lat* (*La Pologne d'avant mille ans*). Wrocław-Varsovie, 1960 ; le même ouvrage est publié en trois langues occidentales aux Éditions « Polonia ».

Aspects territoriaux du premier État polonais

l'organisation politique victorieuse ; il pouvait donc lui être encore utile¹. Un même rythme de développement des occupations productives rurales et des spécialisations artisanales apparentées constituait également un élément de rapprochement².

Par contre, plus contestable semble être le rôle joué par la politique commerciale dans le rapprochement sous une même domination de territoires très étendus. Il ne fait pas de doute qu'au haut Moyen Âge le commerce de luxe incitait les princes à organiser des formes d'exploitation de la population leur permettant d'exporter les matières premières et la main-d'œuvre servile recherchées sur les marchés mondiaux. Ce commerce poussait également à se rendre maîtres des centres importants d'échange des marchandises, et à contrôler les voies commerciales qui pouvaient être profitables à leurs revenus. C'étaient cependant des phénomènes liés à une double conjoncture. Premièrement, ils dépendaient de la force variable des armées. En second lieu, ces phénomènes étaient conditionnés par une situation économique qui dura deux siècles tout au plus : alors, échut aux pays slaves et scandinaves un rôle périphérique intéressant qui fut exploité par l'Orient arabe et, dans une certaine mesure, par le monde byzantin. Le IX^e siècle était déjà placé sous le signe de l'épanouissement de ce commerce ; le X^e siècle en vit le plein essor, mais aussi le déclin qui commença vers la fin de ce siècle et au début du siècle suivant³. Il n'est donc pas possible d'admettre que l'expansion le long des routes qu'empruntait ce commerce, qui avait alors un caractère très accusé de commerce d'objets de luxe, ait joué le rôle que lui a attribué la littérature précédemment consacrée à ce sujet, et suggérant même qu'il avait exercé une influence décisive sur la formation des États⁴. Dans la réalité historique des IX^e et X^e siècles,

1. Qu'il nous soit permis de ne citer que les princes régionaux soumis à l'autorité de Boleslas le Vaillant en Poméranie dantziquoise et aux confins de la Masovie et de la Sudovie : cf. p. 365, n. 2, et p. 371, n. 5.

2. Voir les rapports et communications présentés au colloque sur la vie urbaine en Pologne médiévale, à Paris, en 1957, et publiés dans le volume : *Les origines des villes polonaises*. Recueil de travaux publiés par P. FRANCASTEL. Paris-La Haye, Mouton, 1960. Un autre colloque tenu en Pologne, en 1959, a donné lieu à des comptes rendus pertinents de la part de MM. Ch. HICOUNET, *Les origines des villes polonaises*, dans *L'information historique*, XXI, 1959, p. 185-190, et René CROZET, *Colloque international sur l'urbanisme et l'artisanat à l'époque médiévale en Pologne*, dans *Cahiers de civilisation médiévale*, 1960, p. 132-136.

3. Nous avons eu l'occasion de présenter notre point de vue, avec une documentation bibliographique du problème, dans notre rapport : *Les structures économiques en pays slaves à l'aube du Moyen Âge jusqu'au XI^e siècle et l'échange monétaire*, dans *Settimana di studi del Centro italiano di studi sull'alto medioevo*, VIII. Spoleto, 1961.

4. Cette opinion a beaucoup influencé la conception dite normanniste des origines de la Russie. Cf. H. ŁOWMIAŃSKI, *Critique de la théorie normande des États slaves*, dans *Studi in onore Armando Sapori*, Milano, 1957, I, p. 149 et suiv. : c'est un résumé de l'ouvrage en polonais du même auteur : *Zagadnienie roli Normanów w genezie państwa słowiańskich* (*Le problème du rôle des Normands dans la genèse des États slaves*). Varsovie, 1957, dont un compte

Alexander Gleysztor

une expansion de ce genre s'avérait toujours de courte durée; les unions territoriales restaient inchangées, basées qu'elles étaient sur des fondements ethniques et culturels.

2. Nous connaissons d'une manière assez certaine quel était le patrimoine territorial de Mescó I^{er} au début de son règne. Ce patrimoine était important et embrassait une superficie certainement plus grande que celle de nombreuses unités politiques voisines, surtout entre l'Elbe et l'Oder. Gniezno, Poznań, Łódź et Kalisz, Kruszwica et Chelmno, Sieradz et Łęczyca, Płock et Sochaczew et bien d'autres *castra* des environs : voilà le résultat des conquêtes territoriales des Polanes d'avant 960. Plus hypothétique semble l'appartenance d'autres contrées, telles que la région de Sandomir¹.

Un coup d'œil sur la carte nous permet de nous rendre compte des liens géographiques, spécifiques de cette organisation. Elle embrassait la plus grande partie de la zone centrale des territoires polonais constitués par la plaine de Grande-Pologne et de Cujavie et par celle de la Mazovie et de la Podlachie; partie importante, mais ne comprenant probablement pas encore dans la partie ouest de cette zone la plaine montueuse de Lubusz (Lebus). Les conditions du milieu géographique de cette époque, le niveau d'exploitation des richesses naturelles — avant tout de la terre cultivable qui, comme on le sait, n'était guère riche dans la zone centrale — permettent de présumer que l'ensemble des territoires des Polanes d'avant Mescó avait un potentiel social et économique assez limité².

En ce qui concerne leur avenir politique, la qualité principale de ces territoires consistait assez paradoxalement dans le fait qu'ils étaient relativement isolés des milieux ayant une vie économique, sociale et nationale

rendu en français a été publié par J. BARDACH, dans *Acta Poloniae Historica*, II, 1959. Cf. aussi Z. J. GĄSIOROWSKI, The « Conquest » Theory of the Genesis of the Polish State, dans *Speculum*, XXX, 1955, p. 550 et suiv.

1. L'étude de base de J. NATANSON-LESKI, *Państwo Mieszka I*, op. cit., a trouvé un compte rendu critique remarquable de la part de M. S. ZAJĄCZEWSKI, dans *Kwartalnik Historii Kultury Materialnej*, VII, 1959, p. 775 et suiv. Sur la prépondérance du facteur humain sur le facteur géographique dans la formation de l'État polonais, voir J. WIDAJEWICZ, Argument geograficzny w badaniach wczesnej historii Polski (The Geographical Argument in the Research on the Field of the Early History of Poland, résumé en anglais), dans *Czasopismo Geograficzne*, XIX, 1948, p. 93-100.

2. Malgré les quelques réserves qu'il suscite, l'ouvrage de K. BUCZEK, *Ziemia polskie przed tysiącem lat* (Les terres de Pologne d'avant dix siècles), Wrocław-Kraków, 1960, fournit un essai intéressant de reconstitution du paysage culturel des terres polonaises aux environs de l'an mille; on n'avait jusqu'ici qu'une vision assez romantique due à S. SMOLKA, *Mieszko Stary i jego wiek* (Mescó le Vieux et son époque), 1881, rééd. anastatique, Varsovie, 1959, au ch. 1. Du point de vue géographique, le livre de S. LENCEWICZ, *Geografia fizyczna Polski*, éd. revue par J. Kondracki, Varsovie, 1955, n'est point dépassé; voir encore J. KOSTROWICKI, *Środowisko geograficzne Polski, warunki przyrodzone rozwoju gospodarki narodowej* (Le milieu géographique de la Pologne, conditions naturelles de l'économie nationale), Varsovie, 1957, et R. ARNOLD, *Geografia historyczna Polski*, Varsovie, 1951.

Aspects territoriaux du premier État polonais

plus développée. Ils constituaient, en somme, leur périphérie, profondément enclavée dans les forêts de la zone des plaines. Certes, ici comme ailleurs, s'opéraient des transformations sociales semblables; mais — c'est ce qui est important — pendant longtemps ces transformations ne furent pas troublées par des étrangers. Comme ailleurs, elles changeaient l'aspect du pays et s'adaptaient au contact avec le monde. Une participation trop tardive à la compétition et à la coopération avec d'autres peuples aurait condamné les Polanes et la Pologne à un sort qu'on pourrait comparer, par exemple, à celui des Slaves habitant la partie occidentale de la plaine centrale, axée sur la Sprée et la Havel¹. La compétition devenait d'autant plus urgente qu'après 955, après la double victoire que le jeune et puissant État allemand avait remporté sur la Hongrie ainsi que sur les Slaves polabes, les Polanes se heurtaient à l'ouest à la puissante sphère d'influence d'une grande formation politique². Au sud grandissait l'État de Bohême qui s'étendait jusqu'à la Silésie et à Cracovie³. À l'est, après la conquête du territoire des Drevlans en 945, l'État de Kiev — par le haut plateau de la Volhynie — s'était rapproché du rebord sud du haut plateau de Lublin⁴. Au nord-ouest, l'État fédéral des Vélèthes entreprenait l'organisation sous sa domination du territoire situé près de l'embouchure de l'Oder⁵. Il semble que seules, au nord, les régions lacustres de Poméranie et de Prusse ne faisaient pas encore preuve de fortes tendances à constituer un État, bien qu'ici aussi commençaient à se manifester des changements sociaux

1. La situation internationale de la Pologne au x^e-xi^e siècle a été étudiée par K. TYMIŃSKI, *Z dziejów tworzenia się Europy w X w.* (La naissance de l'Europe au x^e siècle), dans *Przegląd Zachodni*, XI, 1955, p. 126-136; T. MANTEUFFEL, *Państwo Mieszka I i Europa* (L'État de Mieszko I^{er} et l'Europe, résumé en français), dans *Kwartalnik Historyczny*, LXVII, 1960, p. 1020-1032; A. GIEYSETOR, *L'avènement d'un nouvel État*, *op. cit.*

2. Cf. G. LABUDA, *Fragmenty dziejów Słowiańszczyzny zachodniej* (Essais d'histoire des Slaves occidentaux), vol. I. Poznań, 1960, p. 205 et suiv., p. 247 et suiv.

3. Sur le problème discuté de la zone d'influence politique de l'État des Přemyslides, voir d'une part J. DĄBROWSKI, *Studia nad początkami państwa polskiego* (Études sur les origines de l'État polonais), dans *Rocznik Krakowski*, XXXIV, 1, 1958, de l'autre K. BUCZEK, *Polska południowa w IX i X wieku* (La Pologne méridionale aux ix^e et x^e siècles), dans *Malopolskie Studia Historyczne*, II, 1, 1959, p. 23-48.

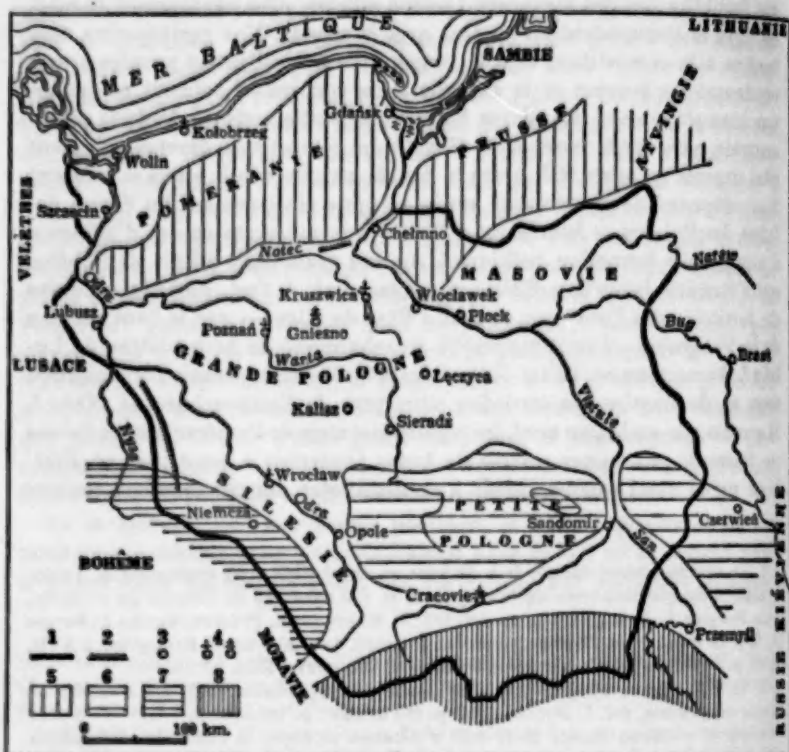
4. H. PASZKIEWICZ, *The Origin of Russia*. London, 1954, p. 60 et suiv.; G. RHODE, *Die Ostgrenze Polens, politische Entwicklung, kulturelle Bedeutung und geistige Auswirkung* vol. I. Köln-Graz, 1955, et les comptes rendus par G. LABUDA, dans *Przegląd Zachodni*, XII, 1956, p. 407-409, et par H. ŁOWIAŃSKI, dans *Kwartalnik Historyczny*, LXIV, 1957, n° 2, p. 132-139; A. POPPE, *Dejaki pitannia zaselenia polsko-ruśskogo rubieża v rannomu srednem ovidii* (Quelques problèmes de l'habitat de la zone frontière polono-rouse dans le haut Moyen Âge), dans *Ukrainskii istoričeskii žurnal*, Kiév, 1960, n° 6, p. 55-65.

5. H. BULIN, *Počátky státu veletského* (Les origines de l'État des Vélèthes), dans *Præhistorické studie*, Prague, V, 1959, p. 5-32; W. BRUSKE, *Untersuchungen zur Geschichte des Lützenbundes*. Münster-Köln, 1955; Z. SUŁOWSKI, *Słowiańskie organizacje polityczne nad Bałtykiem* (Les organisations politiques slaves sur les bords de la Baltique, résumé en français), dans *Roczniki Historyczne*, XXVI, 1960, p. 55-88.

Alexander Gleysztor

et économiques semblables à ceux qui s'opéraient sur les territoires des Polanes¹.

Ce coup d'œil sur la carte du milieu du x^e siècle met en relief l'importance des décisions prises par les seigneurs polanes groupés autour de Mescó



LA POLOGNE AUX X^e ET XI^e SIÈCLES

- 1, Limites de l'État de Pologne à la fin du x^e et au début du xi^e siècle. 2, Remparts de Silésie et de Cuiavie. 3, Principaux castra (x^e-xi^e siècles). 4, Métropole de Gniezno et évêchés de l'an mille (celui de Kruszwica du xi^e siècle). 5, Groupes baltes et régions lacustres poméraniennes et mazoures. 6, Plateaux. 7, Massifs anciens. 8, Carpathes.

et par Mescó lui-même. Comme on le sait, dès ses premiers pas sur l'arène internationale, Mescó I^{er} a prouvé que, de même que tout le groupe au

1. H. LOWNIAŃSKI, *Stosunki polsko-pruskie za pierwszych Piastów* (Les relations polono-pruthiennes au temps des premiers Piast), dans *Przegląd Historyczny*, XLI, 1950, p. 153-173;

Aspects territoriaux du premier État polonais

pouvoir, il avait une vue suffisante de la situation et se rendait compte des perspectives qui s'ouvraient au développement territorial de son État. L'activité déployée pendant près de trente ans par le gouvernement de la Pologne de Mesco, l'immense effort ainsi fourni, ont permis de créer ce qu'on a appelé les « terres maternelles » de la nation¹. Ces terres, c'étaient les cinq principales contrées géographiques de la Pologne du haut Moyen Age et de la Pologne actuelle : la Grande-Pologne, la Mazovie, la Petite-Pologne, la Silésie et la Poméranie². Une activité organisatrice bien dirigée a réussi à fonder sur cette union un programme politique millénaire et à maintenir dans l'ensemble du territoire et pendant des siècles quatre de ces contrées.

3. Examinons maintenant la valeur des différentes conquêtes territoriales de l'État polonais au cours de son édification. La Poméranie occidentale fut très probablement l'objet des premiers efforts de Mesco I^{er}, vers 963. Il faut, en effet, distinguer continuellement deux régions, différentes par leur civilisation et leur culture : la Poméranie occidentale, comprenant l'embouchure de l'Oder et le littoral de la Baltique jusqu'à Slupsk, et la Poméranie de Gdansk, s'étendant vers l'est jusqu'aux bouches de la Vistule³. Vers la fin du règne de Mesco, la Poméranie de Gdansk faisait partie de son État. Mais, comme s'y trouvait alors un prince local, il est permis de présumer qu'à un moment indéterminé la Poméranie de Gdansk s'est unie à l'État polonais plutôt par suite d'une domination tributaire qui lui a été imposée qu'à la suite d'une conquête centralisatrice⁴. L'importance des

V. T. PAŬTO, *Obrazowanie litovskogo gosudarstva (La formation de l'État lithuanien)*. Moscou, 1959, p. 249 et suiv. ; J. ANTONIEWICZ, *Prusowie we wczesnym średniowieczu i zarys ich kultury materialnej (Les Pruthènes du haut Moyen Age et leur civilisation matérielle)*, dans *Pomorze Średniowieczne*. Varsovie, 1958, p. 121-159.

1. Le mot est de Z. WOJCIECHOWSKI, dans *Les fleuves et l'évolution des peuples*. Cinquièmes Journées de synthèse historique. Paris, P. U. F., 1950, p. 69 et suiv. ; cf. aussi en polonais ses *Studia Historyczne*. Varsovie, 1955, ch. 1.

2. Il y a lieu de remarquer que la chronologie de ces termes est fort différente : Mazovie (Masovia), Silésie (Silesia) et Poméranie (Pomerania) sont attestées dès le XI^e siècle ; la Grande-Pologne (Polonia Maior) est née au XIV^e siècle du besoin de distinguer le sens primitif encore vivant de ce nom, c'est-à-dire celui de terre des Polanes autour de Gniezno et Poznań, de l'autre presque aussi ancien, signifiant l'État de Pologne. La Petite-Pologne (Polonia Minor) n'a fait son apparition qu'au XIV^e-XV^e siècle par opposition à la Polonia Maior. Ce résumé ne reflète qu'une partie des opinions discutées à ce sujet : cf. dernièrement notre article *Małopolska*, avec la bibliographie du problème, dans le fascicule d'essai du *Słownik Starożytności Słowiańskich (Lexique des antiquités slaves)*. Wrocław, 1958, p. 67-68.

3. S. ZYJACKOWSKI, *O krainach szczepowych i plemiennych (Pays de grandes tribus et de petites tribus)*, dans *Kwartalnik Historii Kultury Materialnej*, VII, 1959, p. 775-798, et K. ŚLĄSKI, *Podziały, op. cit.*

4. La source contemporaine, la Vita I de St. Adalbert (ch. 27-28), *Mon. Pol. Hist.*, I, p. 180, fait comprendre *urbs Gydanyac* (Gdansk) dans les frontières de l'État polonais en 997. Dans les *Miracula S. Adalberti*, *Ibid.*, IV, p. 231, œuvre du XII^e siècle tardif, ainsi que

Alexander Gleysztor

bouches de la Vistule était d'ailleurs beaucoup moins grande que celle des contrées situées autour de l'embouchure de l'Oder, contrées auxquelles, pendant le haut Moyen Âge, échut un rôle qui, nous semble-t-il, n'était pas en rapport avec leurs valeurs colonisatrices et peut-être même productives.

Nous avons ici en vue la conjoncture économique exceptionnelle au x^e siècle, que nous avons déjà mentionnée et qui avait fait de la région de la Baltique et de ses sites portuaires des centres importants du grand commerce, reliés par les territoires russes et la Volga aux pays de l'Orient arabe. De récentes études numismatiques ont pleinement mis en lumière la division de la Pologne, au déclin du x^e siècle, en deux zones monétaires. La première zone, au sud, pauvre en monnaie métallique et d'argent et en phénomènes de thésaurisation, s'opposait à la zone du nord qui comprenait les régions lacustres de la Poméranie, la plaine de Culavie et de Grande-Pologne, ainsi que la plaine de Mazovie et de Podlachie. Dans cette deuxième zone, notamment en Pologne centrale et septentrionale, la seconde moitié du x^e siècle a constitué le point culminant d'une saturation en monnaie métallique et d'argent, d'abord arabe et, ensuite, occidentale aussi¹. Le degré de saturation est différent en Poméranie et en Grande-Pologne. Si l'on se fonde sur les trésors en argent découverts par les archéologues, la Poméranie en aurait eu presque trois fois autant que la Grande-Pologne. La courbe d'accroissement de ce phénomène atteint son point culminant en Poméranie vers 975, alors qu'en Grande-Pologne il ne se manifeste que trente ans plus tard². Ce sont là des phénomènes d'autant plus intéressants que le contenu des trésors datant de la seconde moitié du x^e siècle prouve que leur accroissement était dû à des échanges intenses de monnaie métallique et d'argent effectués sur place. Ces échanges semblent témoigner du fait qu'en plus du grand commerce, un autre commerce s'était propagé ici : celui de l'échange local de marchandises, basé dans une grande mesure sur la monnaie métallique et d'argent qui, grâce à la conjoncture favorable, affluait en masse dans le bassin de la Baltique.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les grands États de cette période n'ont pas résisté à l'attrait du commerce de luxe. Ils y ont pris part en offrant les fruits de l'exploitation de leurs sujets, en organisant l'exportation et en contrôlant les échanges. En se subordonnant Szczecin, Wolin, Kamień

dans De S. Adalberto, *Ibid.*, IV, p. 217, de la même époque, on dit qu'un dux Pomérie était marié avec la fille du roi de Pologne.

1. R. KIERSNOWSKI, *Pieniądz krzyżowcy w Polsce wczesnośredniowiecznej* (La monnaie métallique en Pologne dans le haut Moyen Âge, résumé en français). Varsovie, 1960, p. 425 et suiv.

2. KIERSNOWSKI, *op. cit.*, et S. TABACEŃSKI, *Z badań nad wczesnośredniowiecznymi skarbami srebrnymi Wielkopolski* (Études sur les trésors d'argent du haut Moyen Âge en Grande-Pologne). Varsovie-Wrocław, 1958, p. 37 et suiv.

Aspects territoriaux du premier État polonais

et Kolobrzeg, le prince de Gniezno pouvait participer à l'échange des marchandises de luxe et à la thésaurisation de l'argent obtenu grâce à l'importation de valeurs et de biens qui, par l'intermédiaire de ces centres de commerce, parvenaient à leur arrière-pays slave¹. L'approvisionnement des guerriers de Mesco en monnaie métallique et d'argent, le faste légendaire de la cour de Boleslas le Vaillant et les orfèvreries qui, suivant le témoignage des textes, ornaient alors aussi bien la cour que l'Église nationale, sont liés dans une grande mesure — il est permis de le présumer — à la participation de ces territoires au commerce de luxe de la zone de la monnaie métallique et d'argent de la Baltique. La Poméranie occidentale donnait encore d'autres profits. Deux grandes étendues de « tchernoziom marais », la première dans la région de Pyrzyce-Myslibórz et, la deuxième dans celle de Kolobrzeg-Bielgard, constituaient alors d'exceptionnels centres d'agriculture², bien qu'il ne fasse pas de doute qu'au point de vue économique ils aient eu moins d'importance que les ports de la Poméranie. Dans l'un de ces derniers, à Kolobrzeg, fonctionnaient déjà des puits salés et des sauneries. Exploités depuis la seconde moitié du x^e siècle, sous la protection du *castrum* de Mesco sur la Prosnica, ils approvisionnaient la Poméranie en sel — ce produit très recherché qui non seulement était nécessaire à l'alimentation, mais qui était aussi le seul produit permettant à cette époque de conserver les aliments³. Pendant le haut Moyen Âge, les sources de sel et le commerce du sel font partie des domaines auxquels les souverains s'intéressaient particulièrement.

Au cours des années comprises entre 963 et 972, le souverain des Polanes a donc établi des contacts avec le monde septentrional, économiquement le plus actif dans le domaine du grand commerce⁴. C'était un monde aux perspectives limitées ; ses échanges de marchandises orientales de grand

1. L. LECIEJEWICZ, Die Anfänge und die älteste Entwicklung der Westpommerschen Ostseestädte, dans *Archaeologia Polona*, III, 1960, p. 120-138. Pour la bibliographie, il faudra se référer à un autre article, en polonais, du même auteur : Badania archeologiczne nad wczesnym średniowieczem na Pomorzu Zachodnim w ostatnim dziesięcioleciu (Les recherches archéologiques sur le haut Moyen Âge en Poméranie occidentale au cours des derniers dix ans), dans *Studia i Materiały do dziejów Wielkopolski i Pomorza*, IV, 1958, fasc. 1, p. 339 et suiv., et à la revue spécialisée d'archéologie et d'histoire de ce pays, *Materiały Zachodnio-pomorskie*, publiée à Szczecin, I, 1955 et suiv.

2. K. ŚLĄSKI, Zasięg lasów Pomorza w ostatnim tysiącleciu (L'étendue de la forêt en Poméranie au cours du dernier millénaire), dans *Przegląd Zachodni*, VII, 1951, n° 5/6, p. 215, et carte, et du même auteur, Plomiona zachodnio-pomorskie we wczesnym średniowieczu (West Pomeranian Tribes in the early Middle Ages, résumé en anglais), dans *Archeologia Polska*, V, 1960, p. 91-109.

3. L. LECIEJEWICZ, Wczesnośredniowieczny Kolobrzeg (La ville de Kolobrzeg au haut Moyen Âge, résumé en français), dans *Slavia Antiqua*, VII, 1960, p. 307-392.

4. Pour la chronologie, voir G. LABUDA, *Studia nad początkami państwa polskiego* (Études sur les origines de l'État de Pologne). Poznań, 1946, p. 80 et suiv. ; et du même érudit, *Fragmenty*, op. cit., p. 292 et suiv.

luxes et de matières premières avaient un caractère assez barbare. Les transformations qui s'opérèrent ensuite aussi bien dans le commerce oriental qu'en général dans la structure économique des pays de l'Europe centrale mirent fin à ces échanges. Sous le règne de Boleslas le Vaillant, celui-ci ne pouvait déjà profiter que partiellement de la conjoncture balte qui décline très rapidement pendant la première décennie du XI^e siècle¹. Il nous est difficile de dire si ce fut là l'une des causes de l'affaiblissement des liens unissant la Poméranie occidentale avec la Pologne centrale au cours du XI^e siècle, étant donné le contexte politique très compliqué de ce siècle en ce qui concerne la monarchie polonaise.

Les efforts des deux souverains polonais — Mescos et Boleslas le Vaillant — vivement intéressés à la Poméranie occidentale, tendaient à lier cette contrée à leur État. La création en l'an mille d'un évêché polonais non loin des sauneries de Kolobrzeg (*Salsae Cholbergensis episcopus*)² témoigne de ces efforts. En effet, cet évêché devait être le siège des autorités de la côte slovène, en laissant les principaux ports, tels que Wolin et Szczecin, sous le contrôle, peut-être indirect, de seigneurs locaux ou de gouverneurs. Comme on le sait, la domination polonaise sur ce pays avait déjà traversé une crise du temps de Boleslas le Vaillant, crise qui permit qu'au cours du XI^e siècle se manifestent des tendances à la création d'un État indépendant de la Poméranie occidentale³.

Ce qui surprend en Poméranie occidentale, c'est qu'on n'y trouve pas trace de la très ancienne organisation des *castra* princiers approvisionnés par des villages de *ministeriales* tels que Psary (*canum ductores*), Kuchary (*coci*), Szewce (*sutores*), Złotniki (*aurifabri*), villages obligés à des prestations serviles et artisanales. Comme il existe des données permettant de situer cette organisation au temps de la première monarchie des Piasts, très significatif semble le fait qu'elle ne se manifeste pas en Poméranie de Kolobrzeg. L'examen cartographique de la répartition des *castra* (examen auquel on a procédé récemment sur tout le territoire de la Pologne) s'est révélé d'un grand intérêt pour l'étude de la structure de l'État et a permis de définir la hiérarchie des *castra*⁴. A l'encontre de la Silésie où cette organisation était très répandue, la Poméranie occidentale fait preuve, ici aussi,

1. Cf. notre rapport dans les *Settimane di studio* de Spolète, vol. VIII, *Moneta e scambi nell'alto medioevo*, 1961.

2. Thietmar de Mersebourg, IV, 45, ed. M. Z. JEDLIŃSKI, Poznań, 1953, dans *Biblioteka Tekstów Historycznych*, III.

3. LECIEJEWICZ, *Plemiona*, op. cit. ; J. DOWIAT, *Ewolucja państwa wczesnofeudalnego na Pomorzu Zachodnim* (L'évolution de l'État féodal en Poméranie occidentale jusqu'au XII^e siècle, résumé en français), dans *Przegląd Historyczny*, XLVII, 1956, p. 459-496.

4. K. BUCZEK, *Księga ludności służebna w Polsce wczesno-feudalnej* (Les *ministeriales* du prince en Pologne médiévale). Wrocław-Kraków, 1958, « *Prace Komisji Nauk Historycznych Oddziału w Krakowie* », P. A. N., n° 1 ; une étude plus poussée, de K. MODZELEWSKI, sous presse dans le *Kwartalnik Historii Kultury Materialnej*, IX, 1961.

Aspects territoriaux du premier État polonais

d'un caractère différent. Ce caractère particulier se manifeste également dans d'autres domaines, par exemple dans le domaine linguistique : très anciennes semblent être les traces des dialectes poméraniens, différents du polonais de la Pologne centrale¹ — bien que pour les observateurs étrangers tous les peuples slaves de l'Occident aient eu un caractère homogène, ne différant *nec habitu, nec lingua*².

En réalité, ces différences étaient très sensibles et, parfois, elles ont exercé une grande influence sur le sort politique de ce pays. Les princes polonais ont dû surmonter bien des obstacles en tendant pendant des siècles, depuis la moitié du x^e jusqu'à la seconde moitié du xii^e siècle, à s'assurer une influence décisive en Poméranie occidentale³. La vallée de la Noteć et de la basse Warta, alors très marécageuse, ainsi que la barrière de la moraine poméraniennne se terminant au nord et au sud par des régions lacustres couvertes de forêts, n'étaient pas favorables à la colonisation et rendaient les communications fort difficiles. Les limites de l'État de Mescow, au nord-ouest, sur le rebord du plateau de Poznań, étaient séparées alors des agglomérations les plus proches de la Poméranie occidentale, dans la région de Cedzyna et Mysłiborz, par près de 100 kilomètres de régions inhabitées⁴. Les puissantes fortifications, telles que les *castra* de Santok et de Cedzyna, découvertes au cours des fouilles poursuivies actuellement par nos archéologues⁵, devaient assurer la sécurité des communications, mais ne réussissaient pas à surmonter complètement la résistance du milieu géographique.

Tout autrement se présentaient les communications entre le noyau central de l'État, constitué par la Grande-Pologne et la Cujavie, et la Poméranie de Gdańsk vers laquelle conduisait la voie fluviale de la Vistule dont les deux rives étaient propices à la colonisation, surtout dans la région de Chełmno. Au xi^e siècle, on pensa même que la Cujavie pourrait décider de certaines questions importantes de la Poméranie de Gdańsk ; à cette fin, on voulut étendre la compétence du diocèse de Cujavie à cette région

1. T. LEHR-SŁAWIŃSKI, *Początki Języka polskiego* (Les origines de la langue polonaise, résumé en français), dans *Kwartalnik Historyczny*, LXVII, 1960, p. 1010-1017 ; du même auteur, *Zagadnienie kaszubskie a plemiona słowiańskie na wschodnim pograniczu Niemiec w wiekach średnich* (Le problème kachoube et les tribus slaves aux frontières orientales de l'Allemagne médiévale), Katowice, 1945.

2. ADAM DE BREME II, XXI, ed. B. SCHMEIDLER, SS. RR. Germ. Hanovre, 1917.

3. G. LABUDA, *Walka o zjednoczenie Pomorza z Polską w x-xiv w.* (La lutte pour l'unification de la Poméranie avec la Pologne aux x^e-xiv^e siècles), dans *Pomorze Średniowieczne*, Varsovie, 1958, p. 208 et suiv.

4. Voir les cartes jointes aux ouvrages cités de K. ŚLĄSKI, *Zasięg lasów*, et de J. NATANSON-LESKI, *Zarys granic*.

5. K. JAŹDŹEWSKI, *Gdańsk x-xiii w. na tle Pomorza wczesnośredniowiecznego* (Gdańsk aux x^e-xiii^e siècles et la Poméranie du haut Moyen Âge), dans *Pomorze średniowieczne*, ouvrage cité, p. 73 et suiv.

Alexander Gleysztor

qui, même pendant la période des difficultés politiques que la monarchie des Piast dut surmonter au XI^e siècle, n'avait relâché que pour peu de temps les liens qui l'unissaient à l'État polonais¹.

Pendant le règne de Boleslas III Bouche-Torse, une tentative semblable se termina par un échec : on avait tenté de créer un évêché à Lubusz sur l'Oder, pour qu'il remplisse une mission en Poméranie de Szczecin². Nous n'exagérons pas en voyant dans le particularisme géomorphologique, social et politique de la Poméranie occidentale une menace continuelle pour le règne des Piast qui auraient dû mobiliser toutes leurs forces pour garder sous leur domination une conquête aussi précieuse. Or, dès le début du XI^e siècle, ils furent obligés d'employer une partie de leurs forces à d'autres fins. Il ne faut pas oublier non plus que la Poméranie occidentale était particulièrement exposée à des dangers extérieurs : danger scandinave, et surtout danois³, mais aussi et avant tout, dès que s'effondra la barrière sur l'Elbe, danger allemand⁴. La pression politique de la Pologne (même pendant la période comprise entre le règne de Mieszko II et celui de Boleslas Bouche-Torse, alors que les possibilités dominatrices de ce pays s'étaient affaiblies), ainsi que la menace étrangère firent que l'édification de l'État de la Poméranie occidentale n'avança que lentement et n'a jamais été suffisante pour lui assurer une souveraineté complète⁵.

En relâchant les liens qui l'unissaient à la Pologne centrale, la Poméranie a adopté au cours de l'histoire une attitude d'opposition dont témoigne le plus nettement, au XI^e siècle, son retour au paganisme⁶. Ce relâchement

1. LABUDA, *Włcha*, op. cit., p. 42 et suiv. ; M. SZCZANIECKI, Political Ties between Western Pomerania and Poland up to the 16th century, dans *Poland at the XIth International Congress of Historical Sciences in Stockholm*, Varsovie, 1960, p. 81 et suiv.

2. H. LUDAT, *Bistum Lebus, Studien zur Gründungsfrage und zur Entstehung u. Wirtschaftsgeschichte seiner ostelbisch-pommerschen Besitzungen*, Weimar, 1942, p. 259 ; J. MATUSZEWIKI, O biskupstwie lubuskim uwagi krytyczno-polemiczne (Remarques critiques sur l'évêché de Lubusz, résumé en français), dans *Czasopismo Prawno-Historyczne* (Annales d'histoire du droit), Pomań, II, 1949, p. 32 ; J. WALICKI, *Przynależność metropolitalna biskupstwa łomżyńskiego i lubuskiego na tle rywalizacji Magdeburga i Gniezna* (La dépendance métropolitaine des évêchés de Kamień et de Lubusz et la rivalité entre Magdebourg et Gniezno), Lublin, Université catholique, 1960.

3. G. LABUDA, Slavs in Early Mediaeval Pomerania and their Relations with the Scandinavians in the 9th and 10th Centuries, dans *Poland at the XIth International Congress*, op. cit.

4. H. BULIN, Česko-veletaké a polsko-veletaké vztahy ve druhé polovině 10 století (Les relations tchéco-veletaké et polono-veletaké dans la deuxième moitié du X^e siècle), dans *Studia z dziejów polskich i czesko-słowackich*, Wrocław, vol. I, 1960, p. 7-49.

5. M. SZCZANIECKI, Główne linie rozwoju feudalnego państwa zachodnio-pomorskiego (Les lignes principales de développement de l'État féodal de Poméranie occidentale), dans *Czasopismo prawno-historyczne*, VII, 1955, p. 69-89, et VIII, 1955-1956, p. 35 et suiv.

6. Comme l'évêque Reinbern de Colberg (Kolobrzeg) a quitté cette ville avant 1013 pour accompagner jusqu'à Kiev la fille de Boleslas le Vaillant, mariée au prince russe Svatopolk, on suppose qu'il a été privé de son siège entre 1007 et 1013, à la suite d'une insurrection

Aspects territoriaux du premier État polonais

des rapports a favorisé une poussée du germanisme qui a embrassé d'abord le groupe local au pouvoir, puis toute la classe féodale, et n'a pas manqué d'avoir des conséquences fatales pour cette contrée au moment des attaques étrangères dirigées déjà contre elle au Moyen Âge¹. Les ambitions politiques de la Poméranie, croissantes au cours du XI^e siècle, ne pouvaient admettre celles de l'État polonais ; mais, sans l'État polonais, la Poméranie exposait ses habitants slaves à un danger mortel².

Le programme d'expansion territoriale de l'État polonais vers le nord se bornait-il à vouloir exercer une influence décisive sur la Poméranie occidentale et à imposer sa domination aux régions de l'embouchure de la Vistule ? Si nous ne tenons pas compte ici des plans non réalisés de Mescio et de Boleslas III Bouche-Torse, qui s'étaient efforcés tous deux d'exercer leur influence politique sur des régions de plus en plus vastes à l'ouest de l'Oder et, au XII^e siècle, jusqu'à l'île de Rügen³, et si nous attirons l'attention sur les recherches consacrées, au cours des dernières années, aux débuts des rapports polono-pruthènes, il est probable que nous constaterons qu'un rôle important a été joué par des liens économiques semblables à ceux qui, très tôt, ont incité les princes polonais à s'intéresser au littoral de la Baltique, à l'époque de sa grande prospérité commerciale⁴.

Au temps de Boleslas le Vaillant, nous assistons à des tentatives d'expansion, soigneusement préparées du côté de Gdansk⁵ par la mission de l'évêque Adalbert et, dix ans plus tard, du côté de la Mazovie par la mission suivante ayant à sa tête l'archevêque Brunon⁶. Ces deux missions s'efforçaient d'ailleurs d'atteindre un but plus lointain et plus attrayant, notamment la Sambie, la plus fertile des contrées pruthènes et région principale de l'exploitation de l'ambre. Ces tentatives échouèrent cependant, bien qu'il existe des données selon lesquelles la latvingie, contrée limitrophe de la Mazovie, aurait été pendant un certain temps sous la domination polonaise⁷. La région des lacs de la Prusse était séparée des territoires polonais par

poméranienne contre le prince polonais engagé à ce moment dans une guerre contre Henri II d'Allemagne : voir LABUDA, Walka, *op. cit.*, p. 219.

1. Pour la reconquête chrétienne et polonaise du pays, on pourrait se référer à l'étude de l'abbé P. DAVID, *La Pologne et l'évangélisation de la Poméranie aux XI^e et XII^e siècles*. Paris, 1928 (Études historiques et littéraires sur la Pologne médiévale, I).

2. Le problème de la conscience nationale des pays dits wendes peuplés encore, vers la fin du Moyen Âge, par des paysans slaves et par des seigneurs et des bourgeois d'expression germanique, a été posé par M. LABUDA, Walka, *op. cit.*, p. 230 et suiv.

3. K. MALCZYŃSKI, *Bolesław Krzywousty (Boleslas Bouche-torse)*. Cracovie, 1946, p. 170.

4. Voir p. 364, n. 1.

5. J. KARWASIŃSKA, Les trois rédactions de la Vita I de S. Adalbert. Rome, 1960, dans les *Conferenze della Biblioteca di Roma, Accademia Polacca*, fasc. 9, p. 3 et suiv.

6. Connue d'après la *Hystoria de prae-dicatione episcopi Brunoni*, par WIPERT, ed. *Mon. Pol. Hist.*, I, p. 229-230.

7. LOWMIAŃSKI, *Stosunki polsko-pruskie*, *op. cit.*, p. 174 et suiv.

Alexander Gieysztor

des forêts infranchissables ; elle avait un caractère ethnique complètement différent et accusait une particularité géographique semblable à celle de la Poméranie occidentale. Aussi n'entend-on plus parler de nouvelles tentatives de ce genre jusqu'au temps de Boleslas Bouche-Torse, à partir du milieu du XII^e siècle, lorsque le développement intérieur de la Prouse parut déjà suffisamment menaçant à ses voisins pour les inciter à une action dont le dénouement imprévu, dû aux chevaliers teutoniques, devait être fatal à la Pologne après le XIII^e siècle¹.

La géographie historique a recours actuellement à une différenciation commode, en employant les termes de frontière exclusive et de frontière inclusive. On admet comme étant encerclées par une frontière exclusive, par exemple par la grande muraille de Chine, les bases territoriales durables d'un État, alors que les frontières inclusives embrassent en outre les territoires dont le degré d'appartenance à un État peut être différent². Les bâtisseurs de l'État polonais avaient l'intention d'établir la frontière septentrionale de leur État sur le littoral de la Baltique. Cependant, cette intention n'a été réalisée qu'à demi, sous forme de frontière inclusive. En même temps, on renforçait la frontière exclusive — si utile déjà au XI^e siècle — sur la ligne de la Noteć, en y construisant de nombreux *castra* (avant tout Santok, « la clé du royaume³ »), et en édifiant aux confins de la Kralna et de la Culavie les « remparts de la Culavie⁴ », longs de dizaines de kilomètres.

En examinant la question de la Poméranie occidentale, l'historien peut trouver facilement dans le comportement du groupe de seigneurs gouvernant l'État polonais au XI^e et au XII^e siècle bien des circonstances qui (on le verra bientôt) furent la cause de certains insuccès lors de l'établissement des fondements territoriaux de la monarchie des Piast. Au cours du XI^e siècle, ce groupe cesse de s'intéresser à un pouvoir centralisé entre les mains d'un prince régnant sur un grand territoire homogène. Depuis le XI^e siècle, au lieu de participer à une exploitation en quelque sorte collective de ce territoire, à l'aide d'un appareil d'État, les seigneurs de ce groupe préféraient édifier les fondements d'une exploitation individuelle en agrandissant leurs domaines et en leur assurant l'immunité. L'exploitation individuelle étant plus facile à réaliser dans de petites principautés, le groupe au pouvoir au XII^e siècle abandonna les formes de l'ancienne monarchie et procéda à la division du pays en duchés⁵. L'historien sait cepen-

1. A. GIEYSZTOR, La porte de bronze à Gniezno, document de l'histoire de Pologne au XIII^e siècle. Rome, 1959, dans les *Conferenze* cités p. 371, n. 5, fasc. 4.

2. O. LATINORE, The Frontier in History, *Relazioni del X Congresso Internazionale di scienze storiche*. Roma, 1955, I, p. 103-138, et Atti, *op. cit.*, p. 33-47.

3. GALLUS ANONYMUS II, 17 : « contra Zutok (Santok) regni custodiam et clavem ».

4. W. PORADZY, A. WYDZKI, Waly Kujawskie (Les remparts de Culavie), dans *Studia i materiały do dziejów Wielkopolski i Pomorza I*, 1955, p. 143-168.

5. Sur ces tendances opposées, cf. J. ADAMUS, Problemy absolutyzmu piastowskiego (Les

Aspects territoriaux du premier État polonais

dant qu'au x^e et au xi^e siècle, la tentative de lier la Poméranie occidentale à la Pologne s'est heurtée à une opposition particulièrement forte du milieu géographique. Cette opposition ne pouvait être surmontée que dans la mesure où la communauté humaine parvenait à dominer la nature en faisant progresser la colonisation et les communications. En comparant la Poméranie occidentale à d'autres territoires de l'Ouest intégrés par les bâtisseurs de la Pologne sans qu'ils aient rencontré de telles complications, on voit bien le rôle joué par ce facteur géographique.

Examinons d'abord la région de Lubusz dans ses frontières de l'époque des Piast, c'est-à-dire le haut plateau de Lubusz sur la rive droite de l'Oder et les *castra* sur sa terrasse gauche avec son arrière-pays de forêts, proche du bassin de l'Elbe¹. Les prédécesseurs de Mesco I^{er} ne s'intéressaient probablement que fort peu à ces régions peu peuplées, lacustres et couvertes de forêts. Cependant, sous le règne de Mesco, elles faisaient déjà incontestablement partie de la Pologne qui édifia sur la ligne de l'Oder les *castra* mentionnés ainsi que d'autres; du temps de Boleslas le Vaillant, lors des guerres menées contre l'Empire, elle fit de ces territoires un terrain de luttes retardant la marche de l'ennemi vers Poznań². Ceci prouve d'une manière suffisamment nette la valeur de cette région pour la défense des territoires polonais et permet aussi de comprendre que, plus tard — vers le milieu du xiii^e siècle —, l'effondrement de la frontière occidentale de la Pologne, justement dans cette région, n'ait pu avoir lieu que par suite d'une initiative politique hostile au *castrum* de Lubusz³ et de la pression exercée du côté de l'ouest par la colonisation germanique, alors que pour la population établie sur les territoires de la Pologne centrale, cette région n'avait pas suffisamment d'attraits pour l'inciter à y créer un réseau plus dense d'habitats⁴.

problèmes d'absolutisme des Piast, résumé en français), dans *Czasopismo Historyczno-Prawne*, 2, 1958, p. 19-76; H. ŁOWMIAŃSKI, *Podstawy gospodarcze i społeczne powstania państwa polskiego i jego rozwoju do początku xii w.* (Bases économiques et sociales de l'État polonais et de son développement jusqu'aux débuts du xii^e siècle), dans *Kwartalnik Historyczny*, LXVII, 1960, p. 941-970, et J. BARDACH, *Polskie państwo wczesno-piastowskie* (État polonais du haut Moyen Âge), dans la même revue, p. 972-1006.

1. Sur le territoire de Lubusz, voir l'ouvrage collectif *Ziemia Lubuska*, publié sous la direction de M. SZCZANIECKI et S. ZAJCHOWSKA. Poznań, 1950, dans *Ziemia Staropolska*, III, avec une bibliographie bien choisie. Pour l'aspect géographique, consulter *Les Terres polonaises de l'Ouest*. Poznań, 1959, p. 11 et suiv. (article de M^{lle} ZAJCHOWSKA).

2. J. NATANSON-LESKI, *Zarys granic*, *op. cit.*, p. 111-115; W. HENSEL, *Wstęp do studiów nad osadnictwem Wielkopolski wczesnohistorycznej* (Introduction aux études sur l'habitat de Grande-Pologne dans le haut Moyen Âge). Poznań, 1948, p. 163 et suiv.

3. Cf. *Historia Śląska*, publiée par l'Institut d'Histoire près l'Académie polonaise des Sciences, vol. I. Wrocław, 1960, sous la direction de K. MAŁECKI, p. 496-497.

4. On ne dispose ici que d'un ouvrage plutôt confus de F. SCHILLING, *Ursprung und Frühzeit des Deutschtums in Schlesien u. im Land Lebus*. Leipzig, 1938, 2 vol.; *Ziemia Lubuska*, *op. cit.*, p. 346 et suiv. (l'article de M. SZCZANIECKI).

Il ne fait pas de doute que la Silésie fut la conquête la plus fructueuse des Piast. Elle fut incorporée à l'État polonais vers la fin du x^e siècle. Elle en fit partie tant qu'exista la monarchie médiévale et elle joua un rôle culturel important pour tout l'État. La période de l'histoire de la Silésie qui est comprise entre l'époque des diverses organisations politiques silésiennes du ix^e siècle et celle de la domination de toute la Silésie par Mecko I^{er}, vers la fin de son règne, a donné lieu à des interprétations diverses ; il ne nous appartient pas de prendre position ici sur les différents points de vue qui ont été exposés¹. Ce qui semble avoir une importance essentielle, c'est que, dans le cadre de l'État polonais, la Silésie constituait un territoire se distinguant sous bien des rapports, mais homogène en même temps. La région surtout qui portera ensuite le nom de Wrocław se faisait remarquer par son sol fertile où dominaient le loess et l'argile, par sa colonisation déjà ancienne et très dense, ainsi que par des techniques agricoles très développées. En outre, y avait survécu, durant la sombre période comprise entre le v^e et le vii^e siècle, l'acquis important de certaines techniques artisanales, dû aux influences romaines². Ces qualités unissent la Silésie bien plus étroitement aux régions de Cracovie et de Sandomir qu'à la zone centrale des territoires polonais.

Nous arrivons ici à un problème examiné au cours des dernières années, et consistant à opposer la Pologne centrale et la Pologne septentrionale à la Pologne méridionale. Le caractère différent de leur culture est de plus en plus nettement mis en lumière par les travaux archéologiques qui détruisent l'opinion, généralement admise jusqu'à présent, selon laquelle les phénomènes observés en Grande-Pologne³ auraient exercé leur influence sur l'origine et le développement de la civilisation de toute la Pologne. La zone des hauts plateaux de la Pologne méridionale, avec sa végétation variée, son sol souvent excellent et ses grandes richesses minières, était prédisposée à jouer un rôle important dans l'unification politique des bassins de l'Oder et de la Vistule. Si la population de la Pologne méridionale n'a joué ce rôle qu'assez tard, c'est qu'au moment de la naissance des importants organismes politiques cette partie de la Pologne était bien plus

1. L'état des questions est donné par la *Historia Śląska*, op. cit., p. 198 et suiv. ; voir encore K. MAŁECKI, *Polska a Cechy w latach 966-986* (La Pologne et la Bohême, 966-986), dans *Studia z Dziejów polskich i czeskosłowackich*, I, 1960, p. 51-71 ; et du même auteur, *Najstarsza zachodnia granica Polski* (La plus ancienne frontière occidentale de la Pologne), Poznań, 1960. La plupart des érudits sont d'accord pour dater la conquête silésienne de Mieszko I^{er} aux environs de 969-990.

2. Qu'il nous suffise de renvoyer à la présentation faite par Wl. HOLUBOWICZ, du point de vue de l'archéologie, et par K. MAŁECKI en tant qu'historien, dans la *Historia Śląska*, op. cit., avec une bibliographie abondante.

3. L'ouvrage très important de J. KOSTRZEWSKI, *Les origines de la civilisation polonaise, préhistoire-proéolithique*. Paris, P. U. F., 1949, en est encore représentatif.

Aspects territoriaux du premier État polonais

l'objet que le sujet de l'histoire¹. Ses propres efforts d'organisation, avec l'État des Vislanes — qui nous est le mieux connu — se sont terminés par un échec². Par contre, après les périodes de suprématie étrangère, morave et tchèque, ses aspirations locales se sont pleinement réalisées dans le cadre de la monarchie des Piast. Et, qui plus est, elles ont occupé dans sa structure une place telle qu'après avoir reconstruit son appareil d'État, vers le milieu du XI^e siècle, la deuxième monarchie polonaise a donné à Cracovie le caractère de capitale³.

Mais revenons aux territoires occidentaux de la Pologne méridionale. Malgré les liens évidents qui existaient entre la colonisation des différentes régions de la Silésie et malgré le caractère géomorphologique homogène de tout le bassin du haut et moyen Oder, ces territoires n'eurent pas de nom commun tant qu'ils eurent une vie politique particulière⁴. Leur unification s'est effectuée probablement au X^e siècle, avant la conquête de ces territoires par les Piast, bien que les circonstances de cette conquête ne soient pas exactement connues⁵ et que, du temps de Mesco, l'ensemble de la Silésie ait été l'objet d'un litige polono-tchèque où le souverain polonais a eu nettement gain de cause. Depuis ce moment — au plus tard à partir de 990 — les territoires sur l'Oder et sur ses affluents des Sudètes et de la rive opposée constituent dans les frontières de l'État polonais un tout, mis en évidence après 1138 lors de la division du pays en duchés, mais connu déjà auparavant comme province de Silésie ou de Wrocław, et administrée au nom du prince par un comte provincial. A l'encontre de la Poméranie occidentale, il n'y a pas le moindre doute sur l'appartenance de la Silésie au système centralisé de l'État polonais et sur la grande part que la Silésie a prise à cette organisation. En témoignent les puissants remparts de la Silésie, longs de 130 kilomètres, édifiés autrefois sur la ligne du Bober

1. Sur les pays de la haute Vistule, voir G. LABUDA, *Zródła, sagi i legendy do najdawniejszych dziejów Polski* (Les sources historiques et les légendes pour servir à l'histoire la plus ancienne de la Pologne). Varsovie, 1960, ch. II, III et V ; J. WIDAJEWICZ, *Państwo Wiślan* (L'État des Vislanes). Cracovie, 1947 ; T. LEHR-SŁAWIŃSKI, *Przyczynki krytyczne do dziejów dawnych Wiślan* (Contributions critiques à l'histoire des Vislanes), dans *Prace z dziejów Polski feudalnej* (Mélanges Roman Grodecki). Varsovie, 1960, p. 35-43. Sur la question annexe de Landzanes, cf. dernièrement T. LEHR-SŁAWIŃSKI, *Lędzice-Lędzianie-Lachowie*, dans *Opuscula Tymieniecki*. Poznań, 1959, p. 195-209.

2. Voir p. 374, n. 1, et G. LABUDA, *O rzekomej utracie Krakowa przez Czechów w r. 999* (La prétendue perte de Cracovie par les Tchèques en 999), dans *Slavia occidentalis*, XX, 2, 1960, p. 79-92.

3. S. KĘTRZYŃSKI, *Polska X-XI wieku* (La Pologne aux X^e-XI^e siècles). Varsovie, 1961, p. 473 et suiv.

4. C'est l'état des choses reflété par le *Géographe bavarois* qui y compte au moins cinq petites entités politiques, voir p. 358, n. 2.

5. On suppose que ces territoires appartenaient aux Přemyslides tchèques dès le règne de Vratislas I^{er}, aux environs de 921 : cf. *Historia Śląska*, I, p. 200-202.

Alexander Gleysztor

pour défendre ce pays à l'ouest¹; en 1017, la défense du *castrum* silésien de Niemcza par ses *castrenses*, contre les armées de Henri II, peut presque en être un symbole². Évident également est le rôle de capitale que Wrocław a joué pour la province silésienne³. C'était un *castrum* doté d'une quinzaine de villages de *ministeriales* : seules Gniezno, Poznań, Kruszwica, Łęczyca, Cracovie, Sandomir et Plock en avaient autant. La part que la Silésie, c'est-à-dire ses seigneurs et ses *castrenses*, ont prise à la politique et aux conflits intérieurs polonais se dessine très nettement à partir de la fin du XI^e siècle. La Silésie participe alors à la lutte pour le pouvoir dans le cadre de la Pologne, en tant qu'un de ses éléments.

La contrée silésienne se distinguait par son caractère morphologique, mais elle n'était pas isolée. Malgré les grandes forêts datant de l'époque protohistorique qui la séparaient des Polanes et des Vislanes, elle avait à plusieurs endroits de bonnes voies de communication avec d'autres voisins polonais, des voies passant par Krosno sur l'Oder, Głogow et Sądowel, Milicz, Kozle et Racibórz. Tant que ces voies de communication n'étaient à la disposition que d'un seul pouvoir politique, c'est-à-dire de la monarchie polonaise, les liens unissant la fédération des territoires silésiens avec le reste de la Pologne étaient aussi étroits que possible et durables⁴.

La Silésie contribua de façon importante au bien commun, tant économique que culturel, de la Pologne des premiers Piast. Il est possible que cet apport, joint à celui que les Piast ont reçu des régions de Cracovie et de Sandomir, ait dépassé, tout au moins au point de vue démographique, ce que donnaient aux princes polonais tous les autres territoires de leur État. Il est permis de tirer une telle conclusion de la répartition des régions ayant une population très dense. Il est vrai qu'en Pologne cette répartition n'est présentée sous forme cartographique qu'à partir du début du XIV^e siècle; mais ces données sont moins variables qu'ailleurs, car basées sur la qualité du sol qui, au cours de tout le Moyen Âge, témoigne de la prospérité de certaines régions⁵. Les fouilles archéologiques semblent nous autoriser également à souligner la valeur démographique de la Pologne méridionale.

1. R. KIERNOWSKI, Wały Śląskie (Les remparts de Silésie), dans *Przegląd Zachodni*, VII, 1950, p. 152-192; *Historia Śląska*, I, p. 199.

2. THISTMAN, VII, p. 59-60.

3. On trouve dans W. DŁUGOBORSKI, J. GIERBOWSKI, K. MAŁECZYŃSKI, *Dzieje Wrocławia do r. 1807* (*L'histoire de Wrocław jusqu'à 1807*). Wrocław, 1958, l'étude documentée de K. MAŁECZYŃSKI, p. 13 et suiv., sur les origines du *castrum* et de la cité.

4. Cf. W. SEMKOWICZ, *Historyczno-geograficzne podstawy Śląska* (Les assises historiques et géographiques de la Silésie, résumé en français), dans *Historia Śląska*. Cracovie, 1933, vol. I, p. 1-71.

5. Cf. la carte jointe à l'étude fondamentale de T. ŻADGÓRSKI, *Studia nad zaludnieniem Polski w XIV w.* (*Études sur la démographie de la Pologne au XIV^e siècle*). Wrocław, 1959.

Aspects territoriaux du premier État polonais

4. Les réflexions que nous venons de présenter résument avant tout l'état de nos connaissances sur les bases sociales, économiques et géographiques des territoires qui, à l'ouest et au nord, ont été incorporés à la Pologne au début de son existence. A l'encontre des historiens de l'histoire contemporaine, le médiéviste dispose d'une méthode supplémentaire : il peut étudier les conséquences des phénomènes et des situations. Il faut avoir recours à cette méthode pour apprécier pleinement les conclusions découlant de l'argumentation précédente, à savoir que ce n'est qu'après avoir intégré les territoires occidentaux et après avoir exercé une influence décisive sur les territoires septentrionaux que la Pologne a renforcé son existence politique.

Dans leurs polémiques, les historiens ont opposé la politique fructueuse de Mescio I^{er} en Poméranie et sur le littoral de la Baltique à celle de son fils, Boleslas le Vaillant, qui s'intéressait avant tout au sud-ouest et au sud, provoquant ainsi un changement défavorable des alliances dont la catastrophe de la monarchie du temps de son petit-fils, Mescio II, aurait été la conséquence¹.

Les différences sont, en effet, essentielles entre le règne de Mescio I^{er} et celui de Boleslas le Vaillant. Elles ne résultent pas tant de différences dans la perspicacité politique de l'un et de l'autre que de changements objectifs qui se sont opérés dans la politique étrangère, sur le plan territorial comme dans le domaine économique. Mescio, prince de la Pologne centrale, de la Pologne des plaines, avait pu se rendre compte de la nécessité de conquérir toutes les régions qui, au point de vue ethnique, linguistique et culturel, lui étaient apparentées. Il avait pu réaliser cette unité pendant les deux dernières années de son règne, et rendre mémorable la reconnaissance de ces frontières par l'acte dit *Dagome iudex*² ; mais, durant les trente premières années de son règne, il eut seulement en vue les principaux problèmes de la Pologne des plaines, son union avec la Poméranie occidentale et la Baltique, et sa participation aux grands échanges internationaux de marchandises et à la circulation de la monnaie métallique et d'argent. C'est pour appuyer cette politique qu'il conclut avec les Tchèques une alliance qui garantissait sa sécurité au cours des luttes pour l'embouchure de l'Oder, et qu'il s'allia continuellement aux gouvernements successifs du royaume d'Allemagne contre la fédération des Vélèthes, concurrent dangereux de la Pologne près de cette embouchure. Il s'efforça aussi de signer des pactes

1. C'est l'idée énoncée par M. G. LABUDA en 1948 et reprise par le même érudit dans son rapport cité p. 363, n. 2.

2. Cf. W. LEYSEN, *Deusdedit u. die Urkunde Dagome iudex*, dans *Studien zur älteren Geschichte Osteuropas*, Vienne, II, 1959, p. 166-185 ; P. BOGDANOWICZ, *Geneza aktu zwanego Dagome iudex* (La genèse de l'acte diplomatique nommé Dagome iudex, résumé en français), dans *Roczniki Historyczne*, XXV, 1959, p. 9-33.

Alexander Gleysztor

d'amitié avec la Suède et le Danemark¹. Toutes ces tâches, il les a réalisées, mais il s'agit seulement de succès momentanés.

Tant que la Poméranie et la Baltique constituaient le problème principal de la Pologne des plaines, celle-ci avait suffisamment de forces pour trouver des solutions promettant des résultats de longue haleine. Dans une certaine mesure, elle continuait à mettre à profit la conjoncture de calme relatif qui régnait dans cette partie de l'Europe. Ce calme commençait déjà à être rompu — il est vrai — par le cliquetis des épées allemandes sur les frontières de la monarchie, mais après que les Vélèthes eurent reconquis leur indépendance, pendant un certain temps il ne fut pas encore hostile à la Pologne.

Cependant, ce calme ne pouvait être de longue durée; aussitôt après que Mesco et Boleslas le Vaillant eurent organisé leur État sur les frontières du sud, se posèrent d'autres problèmes et, avant tout, le menaçant problème allemand. La Pologne eut alors une frontière commune avec le royaume d'Allemagne et avec ses Marches.

L'Allemagne de ce temps, monarchie relativement forte, avait son programme de conquêtes orientales qui, outre les Polabes liquidés conséquemment, avait en vue les trois principales puissances politiques de cette partie de l'Europe : la Hongrie, la Bohême et la Pologne². La Hongrie défendit sa souveraineté et força l'Empire à maintenir les Marches limitrophes à l'est, sur les versants des Alpes. Il en fut autrement de la Bohême qui aux ^x^e et ^{xi}^e siècles fit partie de l'Empire, en conservant d'ailleurs son indépendance en tant qu'État. Cependant, les territoires limitrophes de la Bohême, du côté du royaume d'Allemagne, perdirent déjà au ^{xi}^e siècle leur caractère de Marches³. Les unions tributaires de la Pologne — passagères et conclues seulement au temps de Mesco I^{er} et uniquement à titre

1. L'étude d'ensemble de ce règne laisse à désirer. Cf. Z. WOSCIECHOWSKI, *Polska nad Wisłą i Odrą w X wieku* (La Pologne d'entre la Vistule et l'Oder au ^x^e siècle, résumé en français). Katowice, 1939; il existe une édition anglaise : *Mieszko I and the Rise of the Polish State*. Toruń-London, 1936; S. KĘTRZYŃSKI, The Introduction of Christianity and the Early Kings of Poland, dans *The Cambridge History of Poland*, vol. I, 1950, p. 16-42; J. WIDAJEWICZ, *Polska i Niemcy w dobie panowania Mieszka I* (La Pologne et l'Allemagne à l'époque de Mieszko I^{er}). Lublin, 1953; P. BOGDANOWICZ, Uwagi nad panowaniem Mieszka I. Przypuszczalna przyczyna sojuszu Mieszka I z cesarową Teofano (Remarques sur le règne de Mesco I^{er}, la raison présumée de l'alliance entre Mesco I^{er} et l'impératrice Théophano, résumé en français), dans *Roczniki Historyczne*, XXVI, 1960, p. 29-122.

2. Nous suivons, mais en partie seulement, les remarques de H. AUBIN, *Die Ostgrenze des alten Reiches. Entstehung u. staatsrechtlicher Charakter*. Darmstadt, 1959, p. 39 et suiv.; voir aussi Z. ŚCIEŹSKI, Najstarsza granica zachodnia Polski (La plus ancienne frontière occidentale de la Pologne), dans *Przegląd Zachodni*, VIII, 1952, p. 343-483; et du même auteur : *Zarys dziejów zachodniej granicy Polski* (Esquisse d'histoire de la frontière occidentale), dans *Zeszyty Naukowe KUL*. Lublin, Université catholique, IV, 1, 1961, p. 3-18.

3. Z. FIALA, Vztah českého státu k německé Mši du počátku 13 století (Les rapports entre

Aspects territoriaux du premier État polonais

d'une partie de ses conquêtes poméraniennes — ainsi que celles ayant la forme d'une alliance inégale de l'empereur avec un prince polonais, furent abolies d'abord par l'émancipation de Boleslas le Vaillant, en l'an mille¹, puis par la guerre pénible mais victorieuse menée contre Henri II pour l'indépendance nationale². Même les défaites politiques des princes polonais, au XI^e siècle, ne les ont jamais assujettis d'une manière stable. Les trois couronnements polonais du XI^e siècle (1025, 1025 et 1076) ont tous été projetés et réalisés à l'encontre de l'Empire, et les dirigeants allemands les considéraient comme des manifestations de la souveraineté polonaise³. Sur la carte des X^e et XI^e siècles, la politique de l'Empire à l'égard de la Pologne s'est donc exprimée par la création de Marches entre le noyau principal de l'État allemand jusqu'à la ligne de l'Elbe et les frontières de la Pologne.

Après l'an mille, la politique de Boleslas le Vaillant changea de direction par suite de la situation complètement nouvelle dans laquelle ce prince et ses seigneurs se trouvèrent en étant obligés de tenir compte d'un ennemi conscient de ses buts. La valeur réelle des alliances signées par le souverain de la Pologne n'était cependant pas des plus grandes. La Pologne des hauts plateaux, dominée par le duc de Gniezno au cours des dix dernières années du X^e siècle, avait forcé les autres territoires polonais à participer à des conflits nouveaux pour eux et découlant du voisinage russe et tchèque — conflits qui n'étaient que modestement compensés par l'alliance avec la Hongrie. L'héritage que Boleslas le Vaillant laissa à son fils, Mieszko II, comportait certainement de graves dangers mais aussi une garantie : l'unité territoriale du noyau de l'État — unité surprenante pour l'historien. Après la catastrophe due à des causes tant extérieures qu'intérieures des années trente du XI^e siècle, cet État retrouva son ancienne puissance, bien qu'il fût diminué de différentes « Marches » polonaises extérieures, telles que la Lusace, Milsko et la Moravie, annexions sans avenir et sans possibilité d'être incorporées au noyau principal de l'État polonais⁴.

l'État de Bohême et l'Empire jusqu'au début du XIII^e siècle), dans *Sbornik Historickij*, Praha, VI, 1959, p. 23-93 ; cf. d'autre part W. WAGENER, *Böhmen-Mähren u. das Reich im Hochmittelalter*, Köln-Graz, 1959.

1. A. J. CŁAJKOWSKI, The Congress of Gniezno in the Year 1000, dans *Speculum*, XXIV, 1949, p. 339-356.

2. L'ouvrage d'ensemble est celui de A. F. GRABSKI, *Polska sztuka wojenna w okresie wczesnofeudalnym* (*Die polnische Kriegskunst in der frühfeudalen Zeit*, résumé en allemand), Varsovie, 1959 ; compte rendu important de A. NADOLSKI, dans *Kwartalnik Historii Kultury Materialnej*, VIII, 1960, p. 349-360.

3. G. LABUDA, Zagadnienie suwerenności Polski wczesnofeudalnej w X-XII wieku (Problèmes de la souveraineté de la Pologne du haut Moyen Âge, aux X^e-XII^e siècles), dans *Kwartalnik Historyczny*, LXVII, 1960, p. 1035-1067.

4. S. KĄTZYŃSKI, Polska X-XI w., *op. cit.* ; LABUDA, *Zadanie*, *op. cit.* ; du même auteur : Utrata Moraw przez państwo Polskie w XI w. (La perte de la Moravie par l'État de Pologne au XI^e siècle), dans *Studia z dziejów polskich i czeskosłowackich*, I, 1960, p. 93-124.

5. Quelles étaient les raisons de cette unité? Voilà la question à laquelle nous devons essayer de répondre en terminant ces réflexions géographiques et politiques. Le fait que l'unité politique de l'État s'est maintenue — de cet État dont Wrocław, Poznań, Gniezno, Kruszwica, Włocławek, Płock, Łęczyca, Sandomir et Cracovie étaient, selon la chronique de Gallus anonymus, « les principales capitales du royaume¹ » — s'explique par le très grand souci que le groupe au pouvoir prenait du sort de la monarchie féodale, par l'appui solidaire qu'il donnait à cette forme d'État qui lui assurait la possibilité de participer aux revenus et de renforcer sa suprématie sociale et politique.

Mais ce n'est là qu'un aspect de la question. Le deuxième, peut-être même le plus important, attend encore des études approfondies. Il concerne la question du raffermissement de la communauté ethnique sous le mot d'ordre politique et national que nous connaissons par des textes datant d'environ l'an mille, mot d'ordre qui est : la Pologne (Polonia) et les Polonais (Poloni)². En attendant les résultats de ces recherches, on peut cependant constater dès aujourd'hui que la différenciation très peu marquée du langage polonais sur les divers territoires de la Pologne centrale fut un facteur qui facilita grandement l'édification de la nationalité polonaise. En même temps se manifestèrent d'autres facteurs d'intégration, tels que le langage de la cour, de ses fonctionnaires, des *milites castrenses* et aussi des artisans et des serviteurs, des *ministeriales* qui, fréquemment, étaient envoyés d'un *castrum* dans un autre sur tout le territoire du pays³.

Bien qu'au seuil du Moyen Âge les différences aient été notables suivant les régions, le tableau de la civilisation matérielle qui se dessine lorsqu'on examine les résultats des fouilles récentes montre également que, surtout à partir du XI^e siècle, ces régions différentes acquirent un caractère de plus en plus homogène⁴. Les transformations qui s'opéraient dans l'économie rurale et dans la structure des échanges économie-argent ont animé des contacts depuis l'épanouissement des centres urbains, et ont créé un lien social d'un autre genre que celui unissant les communautés rurales

1. II, 8.

2. S. ZAJĄCZKOWSKI, *Nazwa Wielkopolski w świetle źródeł historycznych* (Le nom de Grande-Pologne à la lumière des sources historiques), dans *Przegląd Zachodni*, VII, 1951, p. 4 et suiv.; G. LABUDA, *W sprawie pochodzenia nazw : Wielkopolska i Małopolska* (À propos de l'origine des noms de Grande et Petite-Pologne), dans la même revue, X, 1954, p. 112-119.

3. LEON-SŁAWIŃSKI, *Początki języka, op. cit.*; A. GIEYSZTOR, *Uwagi o kształtowaniu się narodowości polskiej we wcześniejszym średniowieczu na ziemiach polskich* (Sur la formation de la nationalité polonaise), dans *Studia Staropolskie*, III, 1956, p. 437-452.

4. W. HENSEL, *Podstawy dziejowe rozwoju kultury wczesnopolskiej* (Bases historiques du développement de la culture polonaise au haut Moyen Âge, résumé en français), dans *Kwartalnik Historyczny*, LVIII, 1960, p. 892-922.

Aspects territoriaux du premier État polonais

assez isolées des siècles précédents¹. A cette époque, l'État s'agrandissait grâce à ces transformations et, en même temps, exerçait son influence sur elles par toute sa puissance économique, sociale et politique. Il réorganisait le pouvoir territorial en élargissant le réseau des *castra*. Il appuyait les nouvelles initiatives qui développaient l'ancienne structure ; il soutenait aussi, par exemple, la nouvelle religion, et celle-ci, à son tour, devenait un élément actif de la civilisation des temps nouveaux².

Ainsi se fondirent en un tout des éléments divers, et la grande mobilisation des forces qui correspondit au règne de Mescio I^{er}, à celui de Boleslas le Vaillant et aux premières années du règne de Mescio II favorisa les transformations qui s'opéraient dans le pays. Ces phénomènes embrassaient tout autant la population intéressée à défendre son propre particularisme culturel et politique que le groupe au pouvoir. Parfois, ils incitaient ce groupe à une action consciente, comme dans le cas des guerres pour l'indépendance du pays ; mais le plus souvent, c'est à l'état latent qu'ils contribuaient à la formation de la nationalité.

En appréciant l'acquis des premières générations qui ont édifié le grand État polonais, on ne peut manquer de souligner que tous les territoires n'y ont pas participé de la même façon. Dans ce domaine, la nécessité de nouvelles recherches est si grande qu'il serait prématuré de vouloir se prononcer actuellement à ce sujet. Nous connaissons cependant mieux la situation de l'État polonais aux XII^e et XIII^e siècles et la place privilégiée qu'y occupait la Silésie dont on a dit qu'elle était alors à la tête de la civilisation polonaise³. Il nous est encore difficile de fixer la date des débuts de cette situation ; mais nous pouvons constater dès maintenant que la Pologne de Mescio et de Boleslas le Vaillant ne pouvait se développer sans avoir des garanties concernant ses frontières de l'Oder et des montagnes des Sudètes, et sans fortifier ces frontières non seulement par la suprématie de sa force armée, mais aussi par des liens étroits unissant les habitants de ces régions avec le reste du pays. Le succès remporté par les Piast en Silésie a éminemment contribué à la civilisation de la Pologne au Moyen Âge ; ses effets se sont encore fait sentir bien après le relâchement des rapports de la Pologne avec cette contrée au XIV^e siècle⁴.

Le problème de l'unification des territoires des Piast intéresse au plus

1. Sur les origines des villes et de l'économie-argent, voir T. LALIK, *Z zagadnień genezy miast w Polsce* (Sur la genèse des villes en Pologne), dans *Przegląd Historyczny*, LIX, 1956, p. 460 et suiv. ; du même auteur, *Recherches sur les origines des villes en Pologne*, *Acta Poloniae Historica*, II, 1959, p. 68 et suiv. ; Les origines des villes, *op. cit.*, à la p. 361, n. 2.

2. A. GREYSZTOR, *Ideowe wartości kultury polskiej w w. X-XI, przyjęcie chrześcijaństwa* (Les valeurs intellectuelles de la civilisation polonaise au X^e-XI^e siècle : la réception du christianisme), dans *Kwartalnik Historyczny*, LIX, 1960, p. 922-940.

3. Voir *Historia Śląska* (1960), I, p. 218 et suiv., 357 et suiv.

4. A. GREYSZTOR, *Kultura Śląska między IX a XIII wiekiem* (La civilisation silésienne entre les IX^e et XIII^e siècles). Katowice, 1960.

A. Gleysztor — Aspects territoriaux du premier État polonais

haut point les médiévistes. En terminant ces réflexions, disons encore qu'une question tout aussi passionnante est celle de la part différente que ces territoires ont prise à la vie nationale, à la création de ses bases. C'est même là, semble-t-il, un des principaux problèmes posés par les recherches consacrées à l'histoire de la Pologne. Des recherches régionales ainsi comprises peuvent encore donner bien des résultats. Ce problème est d'ailleurs lié étroitement à un autre, tendant à comparer la création de l'État polonais avec ce qui se passait alors chez ses voisins. Ceci permettrait de mieux comprendre les conditions indispensables à la naissance d'un grand État médiéval.

Alexander GIEYSZTOR,
Professeur à l'Université de Varsovie.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

Le 18 décembre 1461, à Tours, le duc de Bretagne, François II, se présentait à la porte de l'hôtel de vénérable homme Jean Hardouin¹. Le jeune duc était entouré d'une compagnie à la hauteur des circonstances. En tête venaient le comte de Laval et son fils le sire de Gavre. Par son mariage avec Isabeau de Bretagne, fille de Jean V, le comte de Laval occupait une place de choix dans la famille ducale. Après lui, le personnage le plus marquant du cortège était sans conteste Tanguy du Chastel. Neveu du prévôt de Paris de même nom, à qui l'on imputait le meurtre de Jean sans Peur, Tanguy venait de se mettre hors ligne en assurant de ses deniers des funérailles décentes au roi Charles VII dont il était le grand maître d'hôtel. Puis venaient le vice-chancelier de Bretagne, Rouville, qui allait devenir le bras droit de Pierre Landais dans sa politique d'alliance anglaise, et enfin, au second plan, des serviteurs moins influents, mais dont le nom revient en mainte page de l'histoire de la Bretagne, Jacques de Luxembourg, compagnon d'armes du connétable de Richemont (le duc Arthur III) et frère à la fois de Catherine de Luxembourg, veuve de ce duc, et du connétable de Saint-Pol, l'amiral de Bretagne, Jean du Quelennec, vicomte du Fou, enfin Simon d'Anglure, seigneur d'Estoges, et Jean de Rostrenen, seigneur de Coëtdor, marié à Louise de Rohan.

François II entra dans le logis de Jean Hardouin afin d'y rencontrer le nouveau roi qui y était descendu et de lui prêter l'hommage qu'il lui devait. Après avoir salué son souverain, François II vit venir vers lui deux personnages se détachant de l'entourage de Louis XI et qui lui tinrent à voix basse un discours aussi surprenant qu'agréable.

Ces deux conseillers du roi étaient, l'un, le comte de Dunois, l'illustre bâtard d'Orléans, alors blanchi sous le harnois, qui jouait, ce jour-là, son rôle de grand chambellan, l'autre, Jean de Montauban que sa mère, Bonne Visconti, apparentait à la famille d'Orléans et qui, maréchal de Bretagne depuis plus de dix ans, venait d'être fait par Louis XI grand-maître des

1. D. MORICE, *Histoire... de Bretagne, Preuves*, t. II, col. 1762. Sur le comte de Laval et son fils, voir BERTRAND DE BROUSSILLON, *La Maison de Laval*, t. III, p. 212 et 325.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

eaux et forêts et amiral de France¹. Le nouvel amiral, jusque-là fidèle serviteur des ducs, était le frère d'Arthur de Montauban à qui l'on avait imputé le meurtre de Gilles de Bretagne et qui, craignant pour sa vie, s'était réfugié en France.

Voici, en résumé, le petit discours tenu au duc par ces deux interprètes de la volonté royale : « Autrefois entre le duc et ses prédécesseurs, d'une part, les rois, d'autre part, la forme de l'hommage a soulevé d'après discussions, les rois l'exigeant lige, les ducs, non lige. Désormais le roi veut la paix, son intention n'est pas de requérir l'hommage lige, il désire qu'aucune mention de ce mot brûlant ne soit faite ni dans l'interrogation ni dans la réponse ni dans aucune réplique. »

Tout devenait simple. Le duc prêta l'hommage selon la formule consacrée : « ainsi que ses prédécesseurs ducs de Bretagne avaient accoutumé ». Ce cérémonial accompli, il ne resta plus à Louis XI et à François II qu'à échanger quelques joyeux propos dont la chasse fit les frais.

Le duc sortit très satisfait. Il y avait de quoi, en apparence. Il est exact que, depuis un siècle, l'hommage du duc soulevait, chaque fois, d'épineuses et pénibles contestations. Je ne reviendrai pas sur cette question qui est connue². J'ajouterai seulement quelques remarques.

Lorsque Jean IV, à l'issue de la guerre de Succession dite des Deux-Jeanne, fit hommage à Charles V, il employa pour la première fois la formule qui devint coutumière : « comme mes prédécesseurs... », sans spécifier expressément si l'acte était lige ou non. Or, l'origine de cette phrase se trouve textuellement dans le traité de Guérande que le roi de France avait négocié pour mettre fin au conflit. Il y était littéralement stipulé que « M. Jean de Bretagne, comme duc, entrerait en foi et hommage dudit duché et pairie par la forme que ses prédécesseurs ducs de Bretagne ont accoutumé faire aux rois de France³ ».

Ce libellé ne satisfait pas la cour de France. Pour le compléter et préciser la définition, le chancelier mit sous les yeux de Jean IV des actes prouvant péremptoirement, selon lui, que l'hommage des anciens ducs avait été lige. C'étaient les procès-verbaux des aveux d'Arthur de Bretagne et de Jean le Roux, deux actes en tout et pour tout. On est étonné que les archives royales aient été si mal classées ou si mal conservées, que l'on ait toujours été incapable de présenter aux ducs un dossier plus étoffé et plus probant.

1. 28 juin et 3 août 1461.

2. Paul JEULIN, *L'hommage de la Bretagne en droit et dans les faits*, dans *Annales de Bretagne*, t. XLI, 1934.

3. D. MORICE, *Preuves*, t. II, c. 298. Le second traité de Guérande, lors de la restauration de Jean IV, en 1381, employa une rédaction analogue : le duc fera hommage au roi Charles VI « en la manière qu'il a autrefois fait et que ses prédécesseurs ont fait ». Au contraire, le traité de Brétigny de 1360 spécifiait l'hommage lige du duc de Bretagne au roi de France. COSNEAU, *Les grands traités*, p. 53, art. 19.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

Depuis Pierre Mauclerc jusqu'à Jean III (celui dont la succession fut si longuement disputée), cinq ducs s'étaient succédés sur le trône de Bretagne ; si chacun d'eux avait prêté hommage à tous les rois de France ses contemporains, ce sont treize procès-verbaux d'hommage qui auraient dû subsister.

Réciproquement d'ailleurs, le duc de Bretagne ne montra jamais aucune pièce à l'appui de son refus. Une relation d'hommage dépourvue du mot « lige » aurait pourtant été un argument de poids en faveur de sa thèse.

Il ne révéla jamais à la cour de France, et pour cause, que lorsque le roi d'Angleterre avait reçu ou requis l'hommage d'un duc de Bretagne, ce roi l'avait formellement voulu lige.

Pour quelle raison Jean IV se refusa-t-il à prononcer ce mot de lige qui paraît lui avoir brûlé les lèvres ? Lui attachait-il un sens gênant ? Quel risque voyait-il à donner à son hommage pour le duché priorité sur tout autre ? Dira-t-on qu'il était enchaîné au roi d'Angleterre par un hommage lige prêté au titre de comte de Richemont ? L'explication ne serait guère valable, car ce grand fief anglais, revendiqué par les ducs de Bretagne depuis le XII^e siècle, n'avait jamais été entre les mains de Jean IV et que, le 19 janvier 1361, au milieu des dix-huit pactes par lesquels Édouard III le ligota avant de lui remettre la possession de son duché, figurait la renonciation à tous droits sur le comté de Richemont. Sans doute Jean IV, sur le point de repartir en exil pour l'Angleterre, le recouvra-t-il, en 1372, et le conserva-t-il pendant une dizaine d'années. Mais, en 1366, quand il rendait hommage à Charles V, le comté ne lui appartenait pas et ne créait à sa charge aucune obligation vassalique vis-à-vis d'Édouard III. A ce même moment, Jean IV ne pouvait pas non plus avoir apporté son hommage au roi Édouard, comme s'il l'avait reconnu roi de France, car au traité de Brétigny Édouard avait renoncé à s'intituler roi de France et, en 1366, cette paix était encore en vigueur. On est donc réduit à supposer que si Jean IV écartait la ligeance c'est qu'il ne consentait pas à donner la priorité à ses devoirs vis-à-vis du roi de France sur les obligations que la reconnaissance, une sorte de culte filial et un pacte d'alliance positif (du 7 juillet 1362) lui avaient fait contracter à l'endroit du souverain anglais.

Ce qui s'était passé en l'hôtel Saint-Pol, le 13 décembre 1366, entre Charles V et Jean IV, créa une sorte de statut coutumier. De part et d'autre, on ferma les yeux sur ce que cette solution avait d'ambigu.

Cependant, à partir de 1450, la cour de France qui avait commencé à bouter l'ennemi hors du royaume devint plus difficile. Elle essaya d'imposer aux ducs la reconnaissance du caractère lige de leur hommage¹. Les ducs réagirent vivement et Arthur III, donnant un exemple que suivit son

1. Hommages de Pierre II en 1450, d'Arthur III en mars et octobre 1458, de François II, à Charles VII, en février 1459.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

neveu François II, déclara nettement à Charles VII que son hommage n'était pas lige.

Le débat était donc monté à un ton irritant lorsque Louis XI, brusquement et de la façon la plus inattendue, y mit fin par une capitulation totale.

Mais, si Louis XI semblait céder, c'est qu'il avait une arrière-pensée, il comptait reprendre par une voie nouvelle ce qu'il abandonnait et même davantage. Nous pensons qu'à ses yeux ces querelles de mots étaient vaines et dépassées. Seule, pour lui, la réalité était valable. Si le mot d'hommage lige ne signifiait plus rien de concret, à quoi bon éterniser un dialogue de sourds? Ce qui importait, c'était la soumission de la Bretagne, ce qui urgeait, maintenant que le royaume était débarrassé de l'envahisseur, c'était de lui interdire d'y rentrer par la porte que lui ouvraient les grands fiefs. Or, du côté de la Bretagne, on découvrait une principauté qui, depuis plusieurs générations, pratiquait, à peu près librement, une politique étrangère sans concordance nécessaire avec celle du royaume. Louis XI se jura de mettre fin à ces habitudes et, en dépit du peu de cas qu'il attachait aux paroles, incorpora sa pensée dans un mot. A la vassalité, désuète selon lui, il prétendit faire succéder la sujétion. Au lien contractuel accepté par le vassal il voulut substituer l'obéissance stricte due par le *sujet*.

Nous allons voir, en effet, que Louis XI, au lendemain du jour où il laissait tomber dans l'indifférence une ligeance périmée, fit émerger dans ses propos ce mot de *sujet* qui révélait le fond de sa pensée. Précisément, ce fut en deux domaines où s'affichait le plus ouvertement, en face de puissances extérieures, la conduite du duché, distincte et différente de celle du royaume. Je veux parler des relations que le duc entretenait d'un côté avec le Saint-Siège, d'un autre côté avec l'Angleterre. Il est remarquable que, presque en même temps, sur les deux plans, le duc et le roi se heurtèrent et que le roi affirma que la cause de ce choc était dans la nouvelle conception qu'il s'était forgée, du duc-sujet.

Commençons par l'affaire anglaise qui est la plus claire des deux.

Louis XI avait conclu, en 1462, avec la reine d'Angleterre, Marguerite d'Anjou, réfugiée en France tandis que son époux Henri VI trouvait asile en Écosse, une trêve de cent ans. Mais il ne tarda pas à délaisser l'infortunée rose rouge des Lancastre pour favoriser la rose blanche des York. Le chef de ce parti, Édouard IV, venait de supplanter son rival, et sa victoire consacrait à sa couronne une suffisante stabilité.

Les négociations engagées par Louis XI avec le nouveau maître de l'Angleterre, ouvertes à Hesdin, résidence du duc de Bourgogne, aboutirent à la conclusion d'une trêve sur terre pour un an à partir du 1^{er} octobre 1463.

Cette trêve s'étendait-elle à la Bretagne? Laissons ici la parole à Louis XI, il développera lui-même son idée. Cette idée, il la caressait depuis un certain temps, car, ayant reçu à Bayonne, vers avril de cette même année 1463, le

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

chancelier de Bretagne, Guillaume Chauvin, il lui assura que, lorsqu'il ferait une trêve avec l'Angleterre, il y comprendrait le duc¹. Ces paroles à double sens s'éclaircissent quand on lit la lettre par laquelle le roi annonça au duc ce qui venait d'être convenu à Hesdin entre lui et les Anglais. Elle est datée du 15 octobre 1463, sept jours après la convention. Louis XI s'exprime en ces termes : « En cette assemblée n'a été prise aucune conclusion de pacification ou trêve, pourquoi autre journée a été prise au 21 avril prochain. En ce temps pendant sont aucunement les hostilités assoupies. Dont vous avons bien voulu avertir... Et en ce qui a été fait n'ont été nommés d'une part ni d'autre aucuns princes alliés ni *sujets*... Toutefois il a été dit et déclaré de notre part aux Anglais que nous entendions y comprendre vous, vos pays et vos sujets et les autres pays et *sujets* de notre royaume. Dont ils ont dit qu'ils étaient contents. »

Cette épître était obscure et inquiétante, car dans les précédentes trêves franco-anglaises le duc de Bretagne, quand il y était compris, était nommé en toutes lettres². François II ne manqua pas de le faire remarquer au roi et demanda des éclaircissements. Il les reçut de Louis XI par une nouvelle lettre écrite à Abbeville, le 29 novembre 1463 :

« A été conclu et appointé, dit le roi, que... par lesdits Anglais, leurs sujets ou tenants leur parti, ne doit être fait descente, guerre ou hostilité par terre en notre royaume... Et fut dit par exprès que vous, vos pays et sujets y êtes compris de notre part. Et déclarèrent lesdits Anglais que ainsi l'entendaient. » En somme, selon le roi, le mot de trêve n'avait pas été prononcé, on n'avait même, peut-être, rien mis par écrit, on s'était borné à un arrangement verbal.

Mais là n'était pas le plus grave. Ce qui choquait fort le conseil de François II c'était cette doctrine selon laquelle la suspension d'armes s'étendait au duc en la simple qualité de *sujet* du roi, sans que son nom ait été inscrit dans l'acte au nombre des princes invités à en bénéficier.

Le fait qu'aucun texte n'était communiqué à François II ne pouvait que l'intriguer et accroître sa méfiance.

Le 12 avril 1464, la cessation des hostilités fut étendue sur mer comme sur terre. Cette fois, un acte écrit fut dressé en latin et un exemplaire fut envoyé à François II. On y lisait que la trêve s'appliquait au roi et à ses *sujets*. Aucune mention plus explicite n'était faite du duc de Bretagne³.

Coup sur coup, trois lettres du roi au duc confirmèrent cette interprétation. « La trêve par mer a été prise pour vous et pour vos sujets avec lesdits Anglais⁴. »

1. Voir ma thèse sur *François II, duc de Bretagne, et l'Angleterre*, p. 70.

2. Trêve de Tours, 1444, et sa prolongation de 1447, dans DUMONT, *Corps... diplomatique*, t. III, p. 553 et 563.

3. Lettre de Louis XI du 5 juin 1464.

4. Lettres de Louis XI des 14, 17 et 19 juin 1464.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

Enfin, répondant au manifeste de François II qui, le 5 août, avait publiquement accusé Louis XI de vouloir faire alliance avec les Anglais pour combattre les princes français, le roi, en protestant avec vivacité et non sans éloquence, disait :

« Le roi s'émerveille moult de la forme des paroles (du duc)..., attendu que le duc est son *sujet*. Il semble que le duc parle au roi plus que de pair à pair et comme voulant corriger le roi¹. » Dans le même temps, il faisait rédiger, probablement par son chancelier, Jean Jovenel, un mémoire apologétique où était affirmé que, « de toute ancienneté, jusqu'à présent, le duché de Bretagne était du royaume de France² ».

Louis XI avait cru enfermer François II dans un dilemme dont toute issue était mauvaise : ou François II s'inclinait devant le système du roi, alors il se reconnaissait implicitement son sujet, ou bien il se considérait comme non inclus dans la trêve, mais alors il s'exposait, isolé, aux coups des Anglais.

Ce qui provoqua l'échec de la manœuvre tentée par Louis XI c'est que les Anglais ne jouèrent pas le même jeu. Contrairement à ce qu'avait affirmé le roi, ils ne tinrent pas les Bretons pour couverts par la trêve et les traitèrent en conséquence. François II ne manqua pas de tirer argument de ces avanies dans sa correspondance avec le roi.

« Les Anglais ont publiquement dit et est chose toute notoire en ce pays que, à la publication desdites lettres (de trêve)... moi, mesdits pays et sujets n'y étions en rien par vous compris. Et bien l'ont montré parce que, depuis la date de vosdites trêves, ils ont pris mes sujets à la mer et à la terre. Et même puis quinze jours sont descendus es parties d'Olonne où illec étaient des marchands de mon pays logés à terre, quels ont été pris par lesdits Anglais et, sans aide ni confort y trouver par ceux desdites parties d'Olonne, ont été emmenés prisonniers en Angleterre » (Nantes, 24 juin 1464). — « Quand lesdits Anglais ont pris navires esquels avait Français et Bretons ensemble, ils ont retenu et pris prisonniers les Bretons comme non compris en la trêve, et envoyé les Français quittes... Pourquoi dure chose me serait souffrir qu'ils fussent soutenus à me faire guerre et j'eusse paix à eux » (Nantes, 5 août 1464)³.

François II ne vit qu'un seul moyen de sortir de l'alternative, mais ce n'était ni l'une ni l'autre des deux voies où le roi le guettait. Une troisième s'offrit naturellement à lui : pour protéger ses ressortissants, il entra directement en pourparlers avec les Anglais et conclut avec eux une trêve qui, par prudence, revêtit d'abord la forme de complément à la trêve franco-anglaise.

1. D. MORICE, *Preuves*, t. III, c. 37.

2. *François II et l'Angleterre*, p. 84.

3. *Ibid.*, p. 83.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

Édouard IV, en nommant les commissaires qui allaient traiter avec la Bretagne (12 août 1464), les avait mandatés seulement « pour faire mieux observer la trêve avec la France ». Ses représentants et les Bretons tombèrent d'accord pour décider que l'on tiendrait « les trêves existantes ou des trêves semblables » jusqu'à une date coïncidant avec l'échéance de la trêve de Hesdin (1^{er} octobre 1465). En même temps, François II avait mobilisé sur terre et sur mer nobles et manants, en apparence contre les Anglais « attendu le défaut endroit nous des trêves ». Ce défaut, il venait d'y porter remède par l'accord conclu avec la cour d'Angleterre¹.

En définitive, Louis XI échouait complètement, François II échappait au piège dans lequel il avait essayé de le faire choir. François II ne s'avouait pas *sujet* du roi. Bien pis, il s'était vu fournir et comme imposer par le roi lui-même l'occasion de tenter une négociation avec la rose blanche et de conclure avec elle un pacte qui faisait suite à nombre d'autres et qui allait être suivi de plusieurs autres beaucoup plus étroits.

C'était d'autant plus fâcheux que, dans un autre débat, celui de la régale, Louis XI, après avoir émis les mêmes prétentions, subissait le même insuccès.

Il s'agit ici des relations de la Bretagne avec le Saint-Siège. On sait que le duché, n'ayant pas adhéré à la pragmatique sanction de Bourges, était réputé pays d'obéissance. Cette obéissance s'incarnait dans un serment de fidélité que prêtaient les ducs de Bretagne. Dans le plus récent de ces actes, prononcé par François II le 25 août 1459, ce duc avait promis au pape de lui obéir « à notre lige pouvoir », acceptant vis-à-vis de la curie romaine cette étroite allégeance qu'il refusait au roi². Mais, si le duc s'émancipait à l'égard de la couronne, certains évêques de Bretagne faisaient de même en face de lui. Le point de départ immédiat du conflit de la régale consista dans le refus opposé par l'évêque de Nantes de promettre fidélité au duc. L'affaire prit un grand développement et se poursuivit à Rome comme en France. Louis XI, dans une intention en apparence irénique, remit la cause à une commission qu'il forma sous la présidence du comte du Maine. C'est dans les pouvoirs donnés aux commissaires, le 25 septembre 1463, que l'on retrouve l'affirmation selon laquelle le duc était *sujet* du roi. Voici le morceau : « ... Il n'appartient aucunement à un *sujet*

1. La correspondance échangée entre Louis XI et François II en cette affaire, du 15 octobre 1463 au 5 août 1464, fut réunie par ce dernier en cahier, sorte de *liure jaune* qu'il envoya à plusieurs princes en vue de les gagner à sa cause. Ces lettres ont été publiées par Paul RAYMOND dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1887, p. 163-197. Celles de Louis XI se retrouvent dans l'édition des *Lettres de Louis XI* de Vaesen et Charavay, publiées par la Société de l'histoire de France.

2. Les prédécesseurs de François II n'avaient pas inséré le terme *lige* dans leur obéissance au pape. Ce détail ne pouvait échapper à Louis XI. Voir ma thèse sur *Les papes et les ducs de Bretagne*, t. II, p. 717.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

du roi d'entreprendre sur les droits du roi, soit duc de Bretagne ni autre, et, quand il le fait, il encourt commise de corps et de bien autant que fait le plus pauvre homme du royaume de France... Pour témoigner et montrer clairement sa volonté de se séparer, de tous points, du roi et s'exempter de la couronne, le duc a fait dire par son procureur en cour de Rome devant le saint père et le sacré collège qu'il n'était point *sujet* du roi¹. »

Un écho des déclarations duciales passe dans les *Commentaires* de Pie II, où il écrit : « Ni le duc ni l'évêque ne s'avouent *sujets* du roi quoiqu'ils révèrent sa puissance². »

A quelle prétention le procureur du roi objectait au contraire en ses conclusions : les ducs, « qui étaient *sujets* du roi et lui devaient foi et hommage, de tels droits royaux et régale n'étaient nullement capables³. »

Lorsque Louis XI répondit à un manifeste protestataire de François II par un contre-manifeste qu'il fit porter aux États de Bretagne par un baron breton à sa dévotion, il ne dissimula pas sa pensée, tout en l'enveloppant de fleurs : « N'eûmes jamais volonté de rien entreprendre contre les droits de notre neveu (François II) ni de son duché ni le traiter, lui et ses *sujets*, autrement que nos bons et loyaux *sujets*⁴. »

Ensuite, devant l'assemblée des princes qu'il avait convoquée à Tours, le roi déclara, avec une discrétion transparente pour les initiés, qu'« il avait toujours trouvé toutes bonnes amours, loyauté et obéissance édicts seigneurs et en ses autres *sujets* ». Et dans la réponse que le roi de Sicile lut au nom de tous le bon roi René fut certes agréable au roi en professant : « Nous sommes vos très humbles et très obéissants *sujets* et serviteurs... Nous savons bien que vous êtes notre souverain seigneur et que nous sommes vos *sujets*⁵. »

Malgré ces précautions et en dépit de déboires immédiats, puisque le traité de Saint-Maur fut un recul sur toute la ligne, Louis XI avait lancé une idée qui n'était pas une fantaisie éphémère. Je crois légitime d'y rattacher deux conséquences.

Premièrement, si le duc est un simple sujet, il devient beaucoup plus facilement justiciable du parlement de Paris et peut, en cas de crime de lèse-majesté, être privé de son duché. En second lieu, ce serment vassalique que les ducs consentent à regret, le roi va le réduire à néant en s'attribuant à lui-même le duché par une autre voie.

François II s'était plaint que les princes, dans leur assemblée de Tours

1. 25 septembre 1463. D. MORICE, t. III, col. 44.

2. Voir ma thèse citée, p. 823.

3. D. MORICE, t. III, col. 52, décembre 1463.

4. *Lettres de Louis XI*, éd. Vaesen et Charavay, t. II, p. 210 et 218. Instructions du 29 septembre 1464.

5. D. MORICE, t. III, col. 89-92.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

et sur la proposition du roi, l'avaient jugé coupable du crime de lèse-majesté¹. Louis XI avait-il prononcé le mot redoutable? Il est fort probable que le roi liait l'affirmation de la sujétion ducale à l'espoir d'assigner le duc comme un simple particulier devant la cour suprême. Ce n'était pas un geste imaginatif. Au long du xv^e siècle, de très hauts personnages furent atteints et punis pour ce crime : sous Louis XI, le connétable de Saint-Pol, en 1475, le duc de Nemours, en 1477, et sous Charles VII, les deux ducs d'Alençon, le père et le fils. Au siècle précédent, le duc de Bretagne, Jean IV, que le réquisitoire du procureur général du roi accusa de lèse-majesté, fut condamné, le 18 décembre 1378, à perdre son duché².

Fut-ce par une plaisanterie macabre que Charles VIII, comme on le conta, ou quelqu'un de sa cour, lorsque Anne de Bretagne éluda ses premières avances, lui fit offrir le choix entre trois maris, dont deux, Louis de Luxembourg et le duc de Nemours, étaient les fils des décapités du règne précédent³? Non, ce n'était pas hasard. On voulait avertir les conseillers de la duchesse que le glaive de la justice n'était pour personne une pure métaphore.

Doit-on penser que ce glaive, un moment, s'abattit sur la tête de François II et que ce duc fut bel et bien condamné pour lèse-majesté à cause de l'ordonnance qu'il promulgua en septembre 1485, dotant la Bretagne d'un parlement indépendant?

Louis XI n'avait-il pas, de même, déclaré criminel de lèse-majesté, à titre posthume, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, pour avoir formé le parlement de Beaune et de Dôle?

Des historiens autorisés ont soutenu le fait de la condamnation de François II. Cela m'oblige à examiner de près la question, mais brièvement, car les faits auxquels j'aurai à faire allusion sont pour la plupart fort connus⁴.

Voyons d'abord quelle était l'incrimination : François II, lorsqu'il érigea le parlement de Bretagne en cour de justice permanente et sédentaire, aurait eu la volonté d'abolir le droit d'appel en vertu duquel tout arrêt de cette juridiction pouvait être déféré au parlement du roi à Paris pour être réformé. C'est en cette abolition qu'aurait résidé le crime de lèse-majesté.

Il est exact que les lettres ducales contiennent un passage des plus ambitieux : « Comme, de toute antiquité, nous et nos prédécesseurs, rois, ducs et princes de Bretagne, qui jamais de nos nom et titre de principauté

1. D. MORICZ, t. III, col. 87.

2. L'arrêt n'a pas été conservé. Voir l'analyse de la procédure, dans R. DELACHENAL, *Histoire de Charles V*, t. V, p. 247.

3. B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, commencée par A. de La Borderie, t. IV, p. 380.

4. F. LOT et Robert FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Âge*; t. II : *Institutions royales* (1953), p. 493-497.

5. La constitution du 22 septembre 1485 a été publiée par Marcel PLANIOL à la suite de son édition de la *Très ancienne coutume de Bretagne* (1896), p. 453.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

n'avons reconnu ni reconnaissons créateur, instituteur ni souverain fors Dieu tout-puissant, ayons droit et nous appartienne, par raison de nos droits royaux et souverains, avoir et tenir cour de parlement souverain... » et afin que « longueurs de plaidoeries et tous abus de justice » soient « réprimés, corrigés et éteints selon les établissements et ordonnances de notre dite cour de parlement comme souveraine... », etc.¹.

Je ferai d'abord remarquer que ces éloquentes protestations ne figurent que dans le préambule. Si l'on examine le dispositif, on n'y trouve pas un seul mot abrogeant l'appel au parlement de Paris ni la moindre allusion à cette voie de recours. Pour ma part, j'estime inconcevable que le duc ait entendu supprimer par prétérition un usage suivi de temps immémorial et attesté par maint acte écrit.

Ce préambule n'est qu'une proclamation emphatique, mais platonique, et, d'ailleurs, mal accordée aux circonstances. N'y lit-on pas que « comme... de présent... avec la bonne et loyale obéissance de nos bons sujets et serviteurs, ayons et tenions nos pays et principauté en telle et si bonne paix, obéissance, union et tranquillité et en telle alliance et confédération de tous princes chrétiens que mieux ni plus pacifiquement n'est possible » ?

Il suffit d'ouvrir l'histoire de la Bretagne pour constater combien cette paix était précaire, illusoire, et en même temps expliquer par la faiblesse du pouvoir ducal l'inapplication de la fameuse constitution, ce qui aurait enlevé beaucoup à la virulence de son venin.

Pour introduire dans les institutions bretonnes une innovation aussi audacieuse que celle que François II se serait proposé de fonder, il eût fallu une autorité respectée. Était-ce le cas en 1485 et aussi en 1486, car c'est le 15 juillet 1486 qu'aurait dû se réunir la première session de justice conforme au nouveau règlement ?

Nullement. François II, sans être vieux, était dans un état de débilité physique et mentale précoce. « L'entendement et la disposition corporelle du duc furent si affaiblis que plus il ne savait entendre aux publiques

1. Il faut rapprocher ces termes de ceux qui figurent dans la fausse charte d'Alain Fergent, insérée dans la *Chronique de Saint-Brieuc* (compilée en 1394 et fabriquée sans doute peu antérieurement) : « Tunc tenens et possidens suum ducatum Britanniae, absque eo quod recognosceret vel haberet aliquem superiorem super se cui de dicto ducatu suo aliquod obsequium seu obedientiam faceret vel deberet nisi solum Deum », à quoi Pierre le Baud, à la fin du xv^e siècle, fait écho en traduisant : « Très et excellent prince Yvon [sic], par la grâce de Dieu duc de Bretagne, en tenant et possédant lors son duché de Bretagne sans reconnoître nul souverain sieur sur luy à qui il en deust nulle obéissance, fors à Dieu tout seulement » (Éd. d'Hozier, 1638, p. 201). — Il est à remarquer que le traité d'Angers prétendument conclu en 1231 entre saint Louis et Pierre Mauclerc, falsification qui apparaît, elle aussi, pour la première fois dans la *Chronique de Saint-Brieuc* et qui doit être du même âge, affirme au contraire longuement les deux cas où appel peut être interjeté du parlement de Bretagne au parlement de France (texte dans l'*Histoire de Bretagne*, de Bertrand d'Argentré, 1568, p. 232).

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

affaires de son duché¹. » Il fut si malade, dans l'automne 1486, que son décès fut prévu comme prochain. A la cour les factions se disputaient le pouvoir. En juin 1485, un clan de barons, après avoir lié partie avec M^{me} de Beaujeu, s'était rendu maître du pouvoir et avait envoyé à la potence le premier ministre, Pierre Landais, auquel François II n'avait jamais retiré sa confiance. Imagine-t-on ces amis de la princesse et dont les plus ardents étaient pensionnaires du roi, ces exécuteurs du pire ennemi de la royauté, faisant endosser par le duc une profession de foi révoltée? Non, certes. Et d'autant moins que, le 9 août de cette même année, une « paix perpétuelle » fut conclue entre le roi et le duc.

A la fin de l'année, c'est le roi et non le duc qui la rompit en mettant en question le droit successoral des filles de François II. Contre ce geste peu amical, François II, en février 1486, prit à témoin les États de son duché. Au mois de juin suivant, Maximilien ouvrait les hostilités en Artois.

Cela amena Charles VIII à demander à François II de s'expliquer sur deux griefs : 1^o le duc tolérait que certains de ses sujets ravitaillassent les bandes de Maximilien, 2^o il négociait le mariage d'une de ses filles avec le roi des Romains. Dans ce réquisitoire pas un mot n'est dit de la création d'un parlement sédentaire en Bretagne².

Il est cependant exact qu'une accusation de lèse-majesté fut effectivement articulée devant le parlement de Paris contre le duc de Bretagne, mais pour une tout autre cause. Le duc d'Orléans s'était réfugié à Nantes en janvier 1487. Charles VIII vit, non sans raison, dans cette fugue un signe d'hostilité. Une procédure fut ouverte conjointement contre les deux ducs. La première pièce connue en est un ajournement du 23 juillet 1487, décerné pour « crimes de lèse-majesté, apertes rébellions, désobéissance, guerre ouverte et autres crimes », voilà ce qu'on reprochait à François II. Le 20 février 1488, l'avocat du roi, Jean Magistri, en son réquisitoire, imputait au duc « grandes rébellions contre l'autorité et la justice du roi, même envers le lieutenant du bailli de Touraine qui était allé à Nantes lui signifier ajournement en cas d'appel que les barons avaient obtenu contre lui, auquel lieutenant furent faits plusieurs maux et le voulut faire jeter dans la rivière ». Il est remarquable que l'avocat du roi, reprochant au duc une infraction commise dans l'exercice de la juridiction, omette toute mention de l'ordonnance prétendument incriminée³.

La cour des pairs fut convoquée à Paris pour le 14 avril 1488. Mais à

1. Alain BOUCHARD, éd. Le Meignen (Bibliophiles bretons), fol. 233 v^o.

2. On connaît les griefs du roi par la réponse de François II, qui est du 30 décembre 1486. D. MORICE, t. III, col. 528.

3. L'appel ici visé est celui qu'avaient interjeté les barons bretons, qui, après un premier complot manqué contre Pierre Landais, avaient été condamnés par sentence ducale à de sévères sanctions, 21 mai 1486. D. MORICE, t. III, col. 433.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

cette date les événements avaient pris une autre tournure et dévié du plan judiciaire sur le plan militaire.

En définitive, le procès avorta. Le duc ne fut pas condamné; il ne fut même pas accusé d'avoir promulgué une constitution répréhensible¹.

Un autre argument qui milite en faveur de mon interprétation et qui prouve l'inapplication de l'ordonnance de François II, c'est que Charles VIII, lorsqu'il entra en possession de la Bretagne, ignora complètement cette grande réforme. Par son traité de Rennes, le 15 novembre 1491, il promit aux Bretons que la justice resterait conduite « selon les stiles, us et coutumes gardés et observés ci-devant » au duché. Puis il confirma sa volonté que le parlement de Bretagne fut « dorénavant tenu par les présidents et conseillers qui par nous y seront ordonnés, desquels les parties en pourront appeler et leurs appels relever en notre cour de parlement, ainsi que ci-devant a été accoutumé de faire² ».

Les sessions du parlement de Bretagne convoquées par Charles VIII se tinrent, la première en février-avril 1493, la seconde en septembre 1494 et la troisième en septembre 1495. C'est seulement après celle-là que l'ordonnance du 27 novembre 1495 vint, sans nulle allusion à la constitution ducale de 1485, établir comme elle une cour sédentaire dotée d'une périodicité et d'un personnel fixes.

Tout cela est assez cohérent et me paraît suffire à rejeter la théorie selon laquelle François aurait été condamné pour crime de lèse-majesté en raison de sa constitution créant un parlement « ordinaire ».

Si le duc ne fut pas de ce chef menacé de la confiscation de son fief, le roi Louis XI essaya par une autre voie de mettre fin à la domination des Montfort. Cette vassalité qu'il jugeait si peu efficace, il allait en dépouiller, non sans quelque témérité, la dynastie implantée en Bretagne.

Je vise ici l'acquisition des droits des Penthievre à la succession de François II. Par cette opération, le roi se proclamait lui-même héritier de François II qui n'avait que des filles. La vassalité de la Bretagne se trouverait donc éteinte par confusion sur la tête du roi de la double qualité royale et ducale.

Louis XI réalisa cet achat par un contrat du 3 janvier 1480. Pour apprécier cette combinaison à sa juste valeur, il faut savoir que ces droits n'existaient pas. Ils prenaient leur origine dans le traité de Guérande par lequel le roi de France avait négocié le retour de la paix entre les compétiteurs au duché : Montfort et Penthievre. Le texte ne présente nulle amphibologie : en cas d'extinction de la descendance masculine de Jean de Montfort, le duché écherra à la descendance masculine de Jeanne de Penthievre. C'est

1. Sur cette affaire, voir DE MAULDE, *Histoire de Louis XII*, p. 207 et suiv., et Jaligny, dans GODEFROY, *Histoire de Charles VIII*, p. 43, 573 et suiv.

2. D. MORICE, t. III, col. 728.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

tout. Or, avec François II allait s'éteindre la lignée mâle des Montfort, c'est vrai. Mais il est non moins vrai que la lignée mâle des Penthievre était éteinte depuis 1455. Des quatre petit-fils de Jeanne de Penthievre les deux aînés étaient morts sans postérité. Des deux autres, il n'était issu que des filles. L'aînée, Nicole, était mariée, depuis 1437, à Jean de Brosse, vicomte de Bridier, seigneur de Saint-Sever et de Boussac, et son château de Boussac est encore couvert des hermines qu'ils y firent sculpter. Les finances du ménage étaient obérées. Nicole dut regarder comme un don du ciel les cinquante mille livres que Louis XI lui versa en échange de prétentions qu'elle n'avait jamais formulées¹.

Quelle fut la conséquence constitutionnelle de cette emplette? Charles VIII s'en prévalut pour contester à la fille de François II le droit de succéder à son père. Aussi ne lui réclama-t-il jamais l'hommage, ce qui eût été lui reconnaître la possession légitime du duché. A la mort de François II, c'est en qualité de « parent », non de suzerain, qu'il revendiqua la tutelle d'Anne.

« Les ambassadeurs du roi sont venus en cette ville, écrit de Guérande le 24 septembre 1488 le maréchal de Rieux, qui ont demandé ce qui suit : premier, que le roi ait la tutelle et garde de Mesdames [filles de François II] pour ce qu'elles sont ses parentes, et qu'il jouisse du bail de leur terre et seigneurie durant leur minorité. Et, pource qu'il y a question entre lui et elles touchant cette principauté, que les droits d'une part et d'autre soient montrés et apparus devant les arbitres qui à ce seront choisis dedans le premier jour de janvier prochain, afin de les éclaircir, et cependant que nosdites Dames ni l'une d'elles ne prenne nom ni autorité de duchesse². »

Le traité de Francfort, accepté par Anne le 3 décembre 1489, entérina le principe d'une solution arbitrale, mais sans nommer d'arbitres. Le litige ne fut pas tranché par un arbitrage, mais les prétentions du roi transparaissent dans son contrat de mariage avec Anne. Celle-ci s'y vit refuser le titre de duchesse qu'elle avait si courageusement défendu³ et les époux se firent donation réciproque de leurs droits au duché⁴.

1. Je parle de prétentions au duché de Bretagne, car Nicole revendiquait le comté de Penthievre, que François II avait confisqué en 1465. Jean de Brosse était fils du maréchal de Boussac. René de Brosse, petit-fils de Jean et de Nicole, épousa Jeanne de Commynes, fille du chroniqueur, en 1504.

2. D. MONICA, t. III, col. 611.

3. « Inter serenissimum et christianissimum principem et dominum, dominum Karolum, Francorum regem, hujus nominis octavum, nunc Dei gratia regnantem, ex una ; et illustrem dominam Annam, filiam ac unicam heredem defuncti recolende memorie principis domini Francisci, secundi hujus nominis, Britannie ducis, parte ex alia. » D. MONICA, t. III, col. 711.

4. Le roi « voulant exhiber égal faveur marital à ladite dame, pour les causes dessusdites, a donné, cédé, quitté, transporté et délaissé irrévocablement, perpétuellement et à héritage, au cas que ledit seigneur decède de cette vie mortelle avant ladite dame sans aucuns hoirs nés et procréés légitimement de leur chair audit mariage, tout tel droit, nom, raison, action, obligation, propriété et possession par ci-devant compétons et appartenans audit sei-

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

La théorie émise par Charles VIII à la suite de Louis XI souleva des critiques au sein même du conseil royal. Alain Bouchard, qui eut loisir d'être bien informé, rapporte qu'après sa victoire de Saint-Aubin-du-Cormier, le roi mit en délibération quel accueil il devait réserver aux envoyés de François II sollicitant la paix. Il ne manqua pas de conseillers qui penchaient pour achever la conquête. Le chancelier Guillaume de Rochefort opina différemment. Il « se fonda sur le droit que l'on disait appartenir au roi en la duché de Bretagne : au moyen de quelque transport que messire Jehan de Brosse, mari de dame Nicole de Bretagne, lui en avait fait. Et disait que, s'il était ainsi que le roi n'y eût aucun droit, ce serait chose trop damnable et ouvrage de tyran et non pas de preux de conquérir le pays par force de guerre. Et combien que le pays de Bretagne fût bien profitable pour le royaume, il ne serait pas chose convenable ni licite de le conquérir contre droit et raison. Et pour ce était-il d'avis que l'on devait tout premièrement commettre gens pour visiter les titres et droits de l'un et de l'autre party¹... ».

Il semble que Commynes allait plus loin car il énumère au nombre des princes qui employent des moyens condamnables ceux qui « achètent querelles » pour nuire à leurs voisins².

De ce qui précède, il résulte que le lien vassalique était gravement altéré avant la fin du Moyen Age et que Louis XI a devancé son temps avec la brusquerie qui lui appartenait en n'y voyant plus qu'un moyen de tendre des pièges à ses adversaires.

Il y a là un phénomène qui s'insère dans une évolution générale. Dès avant Louis XI des indices révélaient que le vasselage tendait à glisser du droit public dans le droit privé.

On pourrait y ajouter, en observant un terrain très proche et je me permets de le signaler en guise de conclusion, que cette évolution eut entre autres effets celui d'enlever certains caractères à la vassalité pour les faire échoir à la noblesse, de sorte que la qualité de gentilhomme en vint en certains cas à prendre la place de celle de vassal. Je cite des exemples :

Le droit de franc-fief, qui remonte au XIII^e siècle, repose sur ce préjugé que l'acquéreur roturier d'un fief est incapable d'en remplir les obligations militaires. C'est donc faire de la qualité nobiliaire la condition de la vassalité parfaite, c'est donner le pas à la notion de noblesse sur celle de vassalité.

Avec le temps, l'évolution se manifesta de deux autres manières :

Lorsque le ban de guerre appela aux armes non plus tous les possesseurs

gneur. » Cette clause était précédée d'une clause symétrique au nom d'Anne. D. MORICQ, t. III, col. 717.

1. ALAIN BOUCHARD, éd. Le Moignon, fol. 240.

2. *Mémoires*, éd. Joseph Calmette, t. II, p. 215.

Une idée politique de Louis XI : La sujétion éclipse la vassalité

de fiefs ni tous les sujets libres du souverain, mais indistinctement tous les gentilshommes ;

et lorsque la présence aux États d'un pays comme le duché de Bretagne cessa d'être une charge de la vassalité, une des expressions du devoir de conseil incombant au vassal, pour devenir le droit de tout gentilhomme.

Revenant au but primitif de cette étude, je voudrais souligner, une dernière fois, que Louis XI, en dédaignant les avantages que pouvait lui valoir le lien vassalique par lequel ses grands feudataires lui étaient attachés, en ne voulant plus voir en eux que des *sujets égaux* aux plus humbles, adopta une conception nouvelle de l'organisation de la société, celle qui dominera après lui. Il ambitionna de cesser d'être le seigneur d'autres seigneurs pour devenir le monarque au-dessus de tous¹.

Cette « idée politique » de Louis XI répondait, il faut l'ajouter, à des vœux anciens que la royauté française, dès longtemps auparavant, avait essayé de réaliser par d'autres voies. La plus récente tentative, avant celle de Louis XI — un parallèle entre les deux s'impose — était venue de Charles V. Elle avait été plus radicale, mais l'issue en avait été encore moins heureuse.

On se souvient que le duc Jean IV avait dû s'exiler de la Bretagne devant l'hostilité générale de ses sujets soulevés contre son entourage d'Anglais. Charles V profita de la circonstance pour faire occuper le duché par ses armées. Mais, voulant donner à cette possession une forme juridique et une durée perpétuelle, il obtint de la cour des pairs un arrêt de confiscation du duché au profit de la couronne. Cette incorporation de la Bretagne au royaume était en apparence un succès absolu et magnifique. Elle ne fut qu'une déception, car elle ne réussit pas à s'effectuer dans la pratique ; et, pour avoir visé trop haut, Charles V retomba plus lourdement. Car les Bretons s'unirent pour rappeler leur duc anglophile et c'est à sa descendance que Louis XI dut s'en prendre. Comme Charles V, en allant trop vite, avait perdu son avance, Louis XI, de même, par des moyens qu'il crut plus habiles parce qu'ils étaient plus tortueux, dut également reculer.

Si Charles VIII réussit mieux, ce ne fut pas par la voie contentieuse. C'est parce qu'après avoir prouvé sa force, il transporta la question sur le plan sentimental. Sans obtenir sur-le-champ l'assimilation complète de la Bretagne au reste de la France, il s'assura du moins ce qui, à ses yeux,

1. Faut-il rappeler que Richelieu, parlant de son arrivée au pouvoir, en 1624, écrit dans ses *Mémoires* : « ... les grands se conduisaient comme s'ils n'eussent pas été des *sujets*... Je me promis d'employer toute mon autorité pour rabaisser l'orgueil des grands, réduire tous les *sujets* en leur devoir ». — Il n'y a pas à rapprocher du cas de François II celui du duc de Bourgogne, Philippe le Bon, dispensé de l'hommage à titre personnel par Charles VII, faveur précisément définie et limitée aux relations entre ces deux personnes (traité d'Arras, 1435, article 28, dans COSNEAU, *Les grands traités de la guerre de Cent ans*, p. 143).

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé — La sujétion éclipse la vassalité

était l'essentiel : interdire au duché de mener une politique étrangère distincte et différente de celle du royaume. On le vit bien le jour où Anne de Bretagne, devenue reine de France, caressa l'ambition de marier sa fille et héritière à Charles d'Autriche. Il suffit que le roi dît non pour que ce rêve s'en allât en fumée.

Le succès même de Charles VIII serait inexplicable si l'on oubliait, à l'arrière-plan, une de ses causes fondamentales : la puissance et le prestige reconquis par le roi et le royaume dans la seconde moitié du *xv^e* siècle, la force d'attraction qui en résultait sur la société bretonne et spécialement sur ses classes dirigeantes, la noblesse et le clergé.

Cette considération nous ramènerait en arrière, plus loin que le temps de Charles V. On ignore généralement que la suprématie française développée tout au long du *xiii^e* siècle et pendant les quarante premières années du *xiv^e* avait eu sur la Bretagne des conséquences profondes. C'est ici que l'on s'aperçoit que le sens de l'histoire est capricieux. Sous Philippe le Hardi, sous Philippe le Bel et encore quelque temps après lui, rien n'existe de la méfiance, de l'hostilité, de l'émancipation des Bretons, telles que le *xv^e* siècle les a vues. Au contraire, l'unification des esprits, des mœurs, des sentiments, des goûts se trahit dans tous les domaines. Tout semble se préparer pour une uniformité plus intime ; elle s'amorce, elle se dessine. Les hommes de bons sens devaient la prévoir, les prophètes pouvaient la prédire.

Néanmoins l'évolution se déroula tout autrement.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ,

Professeur à la Faculté des Lettres
et Sciences humaines de Rennes.

Les progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

Au XVI^e siècle seulement s'est réalisé le rêve d'Albornoz : un État italien obéissant, non plus nominale, mais effectivement, au Pape¹. C'est pourquoi nous voudrions, dans une rapide synthèse, prendre ici, dans une certaine mesure, le contre-pied de la théorie traditionnelle, empruntée aux ambassadeurs vénitiens du XVI^e siècle², qui insiste sur la faiblesse politique et administrative de l'État pontifical aux débuts de l'époque moderne. En réalité, à partir de Jules II et durant tout le siècle, on assista tout à la fois au recul des frontières réelles de l'État pontifical vers le nord, à la réduction des enclaves autonomes à l'intérieur du domaine temporel de l'Église et à l'abaissement progressif des féodaux. A cet égard, les principales dates sont :

- en 1506, la défaite de Bentivoglio et l'occupation de Bologne par l'armée de Jules II ;
- en 1509, la reprise des villes de Romagne tombées au pouvoir des Vénitiens, et notamment de Faenza, Ravenne, Cervia et Rimini ; certaines d'entre elles durent être réoccupées par les troupes pontificales en 1529 ;

1. Sur les progrès de la centralisation au XVI^e siècle dans l'État pontifical, on peut consulter notamment : Niccolò DEL RE, *La Curia romana*. Rome, 1941 ; Jean DELUMEAU, *Vie économique et sociale de Rome dans la seconde moitié du XVI^e siècle*, 2 tomes. Paris, 1957-1959 ; G. VAN GULIK et C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, notamment le t. III. Munster, 1910 ; G. MORONI, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, 1840-1862 ; P. PECCHIAI, *Roma nel Cinquecento*. Bologne, 1949 ; E. RODOGANACHI, *Les institutions communales de Rome*, Paris, 1901 ; A. SERAFINI, *Le origini della Segreteria di Stato...*, dans *Romana Curia a Pio X... reformata*. Rome, 1952 ; F. SPIZZICHINO, *Le magistrature dello Stato Pontificio*, 1930 ; W. V. HOFMANN, *Forschungen zur Geschichte der kurialen Behörden von Schisma bis zur Reformation*. Rome, 1914. L'œuvre monumentale de PASTOR, *Storia dei Papi* (l'édition italienne des années 1942 et suiv. est préférable aux éditions allemande et française) peut aussi apporter de très utiles renseignements sur le sujet.

2. E. ALDERI, *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*. Florence, 1846-1857 ; cf. notamment la relation de Marino Giorgi (1517), série II, t. III, p. 55 ; celle de Luigi Mocenigo (1560), série II, t. IV, p. 28 ; celle de Girolamo Soranzo (1563), *ibid.*, p. 88-89, et celle de Paolo Paruta (1595), *ibid.*, p. 388 et suiv.

Jean Delumeau

- en 1532, la mainmise, par surprise, sur Ancône¹. Cette ville marchande, qui disposait jusque-là d'une grande liberté, fut désormais surveillée par une puissante forteresse et sa population fut désarmée. Macerata fut à dessein choisie comme capitale de la Marche, alors que ce rôle aurait dû normalement revenir à Ancône ;
- en 1540, au cours de la guerre du sel², se situe la défaite des Baglioni et de Pérouse. La capitale de l'Ombrie fut contrôlée à son tour par une forteresse ;
- en 1542, il faut rappeler la victoire de Paul III sur Ascanio Colonna, révolté lui aussi contre le Pape à cause de l'impôt sur le sel. La forteresse de Paliano, place forte des Colonna, tomba aux mains des troupes pontificales ;
- en 1545, Camerino fut réuni à l'État ecclésiastique ;
- en 1585, le comte Pepoli de Bologne, le noble le plus respecté de cette ville, fut condamné à mort et exécuté parce qu'il avait refusé de livrer un bandit réfugié dans son palais. Cette exécution suscita alors autant d'émotion en Italie que celle du duc de Montmorency en France en 1632³ ;
- les années 1578 à 1595 furent marquées par l'échec des féodaux (Paolo Giordano Orsini, Alfonso Piccolomini, Ramberto Malatesta, Marco Sciarra) qui encouragèrent ou guidèrent les bandits répandus alors dans l'État pontifical ;
- le dernier grand fait de cette liste est, en 1598, la récupération de Ferrare et la fuite de Cesare d'Este chassé de la cité de ses ancêtres.

Le bilan de ces succès est assez impressionnant ; il ne doit cependant pas cacher le fait que cette politique antiféodale connut aussi des échecs, des temps d'arrêt, voire des retours en arrière. Parmi les échecs, il faut évidemment rappeler l'humiliation de Clément VII vaincu par les Impériaux alliés des Colonna en 1527⁴. D'autre part, Léon X, en déclenchant la malheureuse guerre d'Urbino (1517), songeait, non pas à récupérer ce duché et à le ramener sous la loi commune de l'État pontifical, mais à le donner en fief à son neveu Lorenzo. Paul III, qui humilia Pérouse et les Colonna, donna cependant à son fils Pier-Luigi l'investiture de Parme et de Plaisance, et à son petit-fils Ottavio le duché de Castro, cadeaux dont il se repentit trop tard. Paul IV, en butte comme beaucoup de ses prédécesseurs à l'hostilité des

1. Cf. le récit de cette surprise dans Giuliano SARACINI, *Notizie storiche della città d'Ancône*, Rome, 1675, notamment p. 337-342.

2. Sur la guerre du sel, cf. surtout PASTOR, *Storia dei Papi*, V, p. 216 et suiv.

3. Au sujet de la lutte contre le banditisme et les grands seigneurs qui les protégeaient ou les encourageaient, nous nous permettons de renvoyer à notre travail sur la *Vie économique et sociale de Rome*, II, p. 529-566.

4. Sur la politique familiale de Léon X, Clément VII, Paul III et Paul IV, le meilleur ouvrage est celui de Pastor.

Progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

Colonna, leur retira leurs fiefs de Paliano, Marino, Nettuno, etc., mais pour en faire un duché qu'il donna, en 1556, à son neveu le comte de Montoro, qui d'ailleurs ne put le conserver longtemps. Enfin, les Papes durent lutter jusqu'à la fin du XVII^e siècle contre le droit d'asile que nobles, cardinaux et ambassadeurs voulaient conserver à leurs palais. Mais, en dépit des obstacles, des faiblesses, des concessions, la ligne générale d'évolution, que nous sommes en train de suivre, reste claire. Elle fut précisément confirmée par la bulle de Pie V, *Prohibitio alienandi feudi*, qui devait permettre plus tard la récupération de Ferrare et d'Urbino¹. Il est significatif que Grégoire XIII, qui portait cependant une grande affection à son fils Giacomo Boncompagni, n'ait pas voulu lui concéder de fiefs dans l'État pontifical. Giacomo acquit hors du domaine temporel de l'Église le marquisat de Vignola près de Mantoue, le comté d'Arpino et le duché de Sora, tous deux situés dans le royaume de Naples. C'est le même Grégoire XIII qui fit procéder, à partir de 1578, à la vérification des titres de toutes les personnes détenant des fiefs dans le domaine temporel de l'Église² : cinquante châteaux auraient été ainsi récupérés par la Chambre Apostolique. Il n'y a pas lieu de s'étonner si cette mesure du Pape, coïncidant avec une période de mauvaises récoltes, provoqua la renaissance du banditisme. Alfonso Piccolomini, duc de Montemarciano, qui se révolta à partir de 1578, est précisément un des féodaux qui tentèrent de s'opposer à cette consolidation du pouvoir central. Mais il finit par être exécuté et son château avait auparavant été rasé.

Le banditisme, certes, n'a jamais disparu de l'État pontifical ; il y a sévi avant et après le XVI^e siècle. Cependant il atteignit, entre 1578 et 1595, une virulence extraordinaire, au point de couper, à certains moments, les communications entre Rome et Naples et de menacer la capitale elle-même, dont il fallut parfois fermer les portes la nuit, comme en temps de guerre. A plusieurs reprises, à la fin du XVI^e siècle, les autorités de Rome durent transiger avec les bandits, conclure avec eux des paix provisoires³. Mais il ne pouvait s'agir que de trêves, car l'État temporel des Papes en voie de consolidation ne pouvait tolérer indéfiniment ces forces anarchiques : d'où l'offensive victorieuse menée contre les bandits, entre 1592 et 1595, sous le pontificat de Clément VIII. Or, il faut bien voir ce que représentait ce banditisme : une rébellion de la campagne contre la ville qui grandissait, un sursaut des forces centrifuges⁴ notamment dans la Marche d'Ancône et dans

1. Bulle du 29 mars 1567, dans *Bullarium diplomatum et privilegiorum Summorum Romanorum Pontificum*. Turin, 1860 et années suiv., VII, p. 560 et suiv.

2. Confirmant les mesures déjà prises, Grégoire XIII publia le 1^{er} juin 1580 une bulle célèbre sur les droits de la Chambre Apostolique : *Bull. Rom.*, VIII, p. 336 et suiv., et THIERRET, *Codez dipl. dom. temp.*, III, p. 547 et suiv.

3. Notamment en 1593, avec Alf. Piccolomini, et en 1590 (après la mort de Sixte-Quint).

4. Cf. à ce propos F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*. Paris, 1949, p. 643-660.

la Romagne, provinces traditionnellement insoumises, une tentative des régions périphériques pour échapper à la tutelle croissante de la capitale. De ce point de vue, le xvi^e siècle se termina par une réelle victoire de Rome. Que la « guerre de Hongrie » contre les Turcs ait facilité la tâche de Clément VIII en lui permettant d'aiguiller de nombreux hors la loi vers l'Europe centrale, la chose est certaine ; il reste que, dans les dernières années du xvi^e siècle, le domaine temporel des Papes jouissait d'un calme inconnu jusque-là. Les récoltes de la Romagne et de la Marche redevenaient plus abondantes¹. Durant l'année sainte 1600, les pèlerins circulèrent sur des chemins relativement sûrs. Botero pouvait écrire à la fin du siècle : « L'État ecclésiastique est plus paisible aujourd'hui qu'autrefois et l'autorité du prince plus grande qu'elle ne l'a jamais été². »

Si un tel résultat avait pu être obtenu, c'est que l'État pontifical était maintenant tenu en main par une administration relativement perfectionnée pour l'époque, malgré des interférences qui paraissent étranges à nous modernes, entre affaires spirituelles et affaires temporelles. On y constate, en effet, la docilité croissante de l'administration régionale et la spécialisation déjà assez poussée des bureaux dans la capitale. Notons d'abord l'apparition du premier ministre (le cardinal-neveu ou, quand il n'y en a pas, le secrétaire d'État) dont l'activité tend à reléguer au second plan l'importance des consistoires. Ce premier ministre est le prédécesseur d'Olivares, de Richelieu et de Mazarin. Il s'occupe avant tout de la politique étrangère.

Le troisième personnage de l'État (ou le second, lorsqu'il est le cardinal-neveu lui-même) est le cardinal camerlingue, auquel aboutit toute l'administration du domaine temporel de l'Église. Celui-ci est divisé en légations ou « présidences » : *Patrimonio*, *Campagna*, dont dépendait Bénévent, Ombrie, Marche d'Ancône, Bologne, Romagne et Avignon. Certes, un cardinal est, en général, légat de cette circonscription. Mais il y réside peu ; le pouvoir réel dans la province appartient à un vice-légat. Celui-ci au début du xvi^e siècle était une créature du légat ; à la fin du siècle cela est moins vrai. A Bologne, il est maintenant choisi par le Pape sur une liste de plusieurs noms que lui présente le légat³. Le vice-légat nomme des gouverneurs dans les villes importantes, des commissaires ou *podestà* dans les petites. Ces délégués du pouvoir central assistent aux délibérations municipales et se font représenter dans le jugement des procès. Des trésoriers nommés par le gouvernement central sont, d'autre part, chargés de la collecte des impôts directs. Assurément, les différentes cités de l'État conservent encore

1. J. DELUMEAU, *La vie économique et sociale de Rome...*, II, p. 539 et 629.

2. BOTERO, *Relazioni universali* ; VI^e partie : *Discorso intorno allo Stato della Chiesa*, p. 33 et 37. La première édition est de 1595, mais il y en eut ensuite de nombreuses autres du vivant même de l'auteur.

3. Cette précision est apportée, en 1598, par l'ambassadeur vénitien Giovanni Dolfin : E. ALBERI, *Relazioni...*, série II, t. IV, p. 460.

Progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

les vestiges extérieurs de leur autonomie passée. Mais les contemporains ne s'y trompent pas. A Rome, l'autorité et les finances communales ne sont plus qu'un souvenir. La ville est surveillée par le châtelain du château Saint-Ange, nommé par le Pape, et le chef de la police criminelle est le gouverneur, qui est en même temps le vice-camerlingue. Il en va de même à Bologne, seconde ville de l'État. Passant à Bologne, en 1574, un voyageur français, Nicolas Audebert, notait dans un fragment de journal resté inédit¹ : « Le gouverneur doit délibérer des affaires de la ville avec le Gonfalonnier, qui pour ceste occasion habittent en un mesme palais public, et combien que les conventions anciennes soient telles, les gouverneurs néantmoins s'en dispensent honnestement, de sorte que de République n'y reste que le nom et certaines cérémonies. » A la fin du xvi^e siècle, et plus précisément depuis Sixte-Quint, tous les hauts fonctionnaires de l'État, y compris les gouverneurs, étaient des ecclésiastiques, qui ne furent certes pas toujours d'excellents administrateurs, mais qui présentaient l'avantage non négligeable d'être plus dociles que des laïcs aux ordres d'un gouvernement théocratique. Paul II avait été le premier Pape, en 1464, à donner le gouvernement de forteresses à des dignitaires ecclésiastiques, afin de s'assurer de leur fidélité². En 1600, le terme d'« État ecclésiastique » convenait donc parfaitement pour caractériser le domaine temporel de l'Église. La noblesse romaine de la fin du xvi^e siècle se plaignait amèrement de cette « tyrannie des prêtres » : c'est que l'autorité des envoyés de Rome se substituait à la leur sur le plan local.

Mais ce qui est plus notable encore que cette docilité de l'administration régionale, c'est la spécialisation croissante des organismes centraux. La chose est déjà visible dans la répartition du travail telle qu'elle s'opérait dans la Chambre Apostolique à la fin du xvi^e siècle. Le cardinal camerlingue, le trésorier général et l'auditeur de la Chambre étaient, en effet, aidés par les clercs de la Chambre (sept avant Sixte-Quint, douze à partir de ce Pape). Les départements de certains d'entre eux méritent d'être rappelés : Hôtel des monnaies de Rome, Civitavecchia, mines de Tolfa, routes, prisons, douanes fluviales de Rome, douane de terre et ravitaillement de la capitale³. Surtout les congrégations de cardinaux qui devinrent permanentes au xvi^e siècle et se multiplièrent à partir de Grégoire XIII et de Sixte-Quint apparaissent comme autant de commissions gouvernementales spécialisées⁴. Elles se réunissaient d'ordinaire une fois par semaine. Certaines, les premières chronologiquement, avaient leurs compétences limitées aux ques-

1. British Museum, Londres, fonds *Landesdowne*, n° 720, fol. 67.

2. G. Monori, *Dizionario...*, article *Governatore*.

3. Cf. à la Bibliothèque vaticane (département des manuscrits), la collection des *Avvisi d'Urbino* et notamment *Cod. Urb. lat. 1042*, fol. 8 a, 20 janvier 1571 ; *Cod. Urb. lat. 1044*, fol. 12 n-13 a, février 1586 ; *Cod. Urb. lat. 1045*, fol. 369 n, 5 septembre 1587 ; *Cod. Urb. lat. 1056*, fol. 14 a, 9 janvier 1588.

4. Au sujet des congrégations, se reporter aux ouvrages indiqués au début de cet article.

Jean Delumeau

tions religieuses ; d'autres étaient à cheval sur le gouvernement spirituel de l'Église et le gouvernement temporel de l'État ; d'autres, enfin, ne s'occupaient que de l'État ecclésiastique. Il vaut la peine de noter les attributions respectives de ces dernières : congrégations de l'Annone ou ravitaillement, des routes et des ponts, de la flotte de guerre, de l'Université de Rome, congrégation « pour la diminution des impôts », congrégation de la *consulta*, sorte de tribunal administratif général, congrégation du « bon gouvernement » créée par Clément VIII en 1592, pour suggérer des améliorations de toutes sortes dans l'intérêt des administrés et bientôt appelée aussi à vérifier régulièrement les finances des communes : dernière attribution qui mérite d'être soulignée¹. Le gouvernement français, à l'époque de Henri IV, disposait-il d'organismes centraux aussi spécialisés ? En tout cas, nous assistons là à la fin du xvi^e siècle, au développement en Europe d'un esprit administratif et méthodique dont l'Espagne et l'Amérique espagnole sous Philippe II pourraient offrir d'autres exemples. C'est encore du même esprit que relèvent des décisions aussi diverses que la création, en 1562, de dépôts locaux d'archives pour la conservation des contrats², la soumission des notaires au contrôle de la Chambre Apostolique³ et l'organisation par Grégoire XIII d'un véritable corps diplomatique, avec sa hiérarchie⁴.

Ainsi, vers 1600, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'État pontifical n'était pas, du point de vue de la concentration de l'autorité, en retard sur les autres États européens.

• • •

Mais a-t-on suffisamment réfléchi au fait que la transformation du domaine temporel de l'Église en État centralisé a été liée à la résurrection de Rome au xvi^e siècle ? Albornoz mit un moment les féodaux à la raison, mais au profit d'un Pape qui résidait en Avignon. L'État qu'il s'efforçait de créer manquait pratiquement de capitale. Au contraire, à partir de Nicolas V, et surtout de Jules II, les Papes ont voulu transformer Rome, faire à nouveau d'elle une grande et belle ville et celle-ci s'est imposée, par la force des choses, comme le chef-lieu naturel du domaine temporel de l'Église. De ce point de vue, même des Papes qui, comme Léon X, poursuivaient une politique familiale peu compatible avec les intérêts de l'État ecclésiastique, tra-

1. *Bull. Rom.*, IX, p. 603 et suiv. ; cf. aussi A. DE VECCHIS, *Collectio constitut., chirographum et brevium Rom. Pontif. pro bono regimine universit. ac communit. Status Eccles.*, 3 vol. Rome, 1732 et suiv., et A. LODOLINI, *L'Amministrazione pontificia del Buon Governo*, dans *Archivi Italiani*, VI (Rome, 1919), p. 181 et suiv., et VII (1920), p. 3 et suiv.

2. R. QUARZA, *La preponderanza spagnuola (1669-1700)*, dans la coll. *Storia politica d'Italia*, 2^e édit. Milan, 1950, p. 146.

3. *Ibid.*, id. *cf. Bull. Rom.*, VII, p. 285 et suiv.

4. PASTOR, *Storia dei Papi*, IX, p. 47-49.

Progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

vaillèrent cependant, à cause de l'argent qu'ils dépensèrent à Rome et pour Rome, à la consolidation de cet État. Passant probablement de 30 000 à 100 000 habitants en un siècle¹, se couvrant de somptueux palais publics et privés, d'églises majestueuses et luxueuses, Rome, avec ses rues nouvelles et ses quartiers nouveaux, ses aqueducs remis en service, ses gracieuses fontaines, sa riche alimentation en eau potable, apparut comme une ville en pleine ascension au moment où Bologne stagnait et où Ancône perdait de sa richesse. D'autre part, devenant plus italienne, non par ses visiteurs sans cesse plus nombreux, mais par sa population stable, elle s'intégra davantage à l'Italie. A la fin du XVI^e siècle, la langue de l'administration, grâce aux Papes Médicis, était devenue le toscan. De bien des façons, on peut donc affirmer que Rome a créé l'État pontifical moderne.

Elle a joué, en outre, dans cet État, un rôle comparable à celui de Versailles en France. Pour des raisons de prestige, les nobles quittèrent leurs *castelli* médiévaux et vinrent s'établir dans la capitale ; ils s'y mesurèrent sur le plan du luxe avec leurs rivaux : palais, chasses, carrosses, dots excessives dévorèrent le capital des grands barons, qui arrivèrent à la fin du XVI^e siècle avec de lourdes dettes. Les Colonna, les Orsini, les Savelli, les Gaetani durent vendre des châteaux ; et, s'ils se maintinrent malgré tout dans la haute noblesse romaine, ce fut grâce aux faveurs des pontifes dont ils dépendirent désormais étroitement. Rome transforma ainsi des féodaux belliqueux, qui vivaient auparavant dans des forteresses situées hors des grandes villes, en des nobles de cour civilisés, mais asservis. Pendant que, sous Clément VIII, les Colonna devaient vendre Nettuno et les Savelli Castel Gandolfo, de nouveaux nobles sans tradition militaire leur disputaient dans la capitale le haut du pavé : les Boncompagni, les Peretti, les Aldobrandini, c'est-à-dire les familles des différents Papes de la Contre-Réforme. Ainsi les résistances féodales faiblirent dans le domaine temporel des Papes au moment où ceux-ci, comme nous allons le voir maintenant, étaient contraints, pour des raisons financières, de resserrer leur mainmise sur l'État.

Ce n'est pas un hasard si la révolte de Pérouse et celle des Colonna, en 1540-1542, éclatèrent à l'occasion d'une augmentation de l'impôt sur le sel. A la suite des conciles du XV^e siècle et de la sécession protestante, la Chambre Apostolique vit ses ressources baisser de façon inquiétante. Or, à l'époque où l'emploi de l'artillerie rendait les guerres beaucoup plus coûteuses que par le passé, tous les États d'Europe — et l'État pontifical n'échappa pas à la règle — eurent de plus grands besoins d'argent. Non seulement des guerres comme celle d'Urbino, en 1517, et celle contre les Espagnols, en 1557,

1. Sur la croissance de Rome au XVI^e siècle, ainsi que sur les sujets traités dans la suite de l'article (endettement de la vieille noblesse romaine, recettes et dépenses du Saint-Siège, emprunts), nous nous permettons de renvoyer à notre étude sur la *Vie économique et sociale de Rome*..., I, p. 280-281, p. 469-485 ; II, p. 751-845.

furent très onéreuses, mais encore les Papes eurent l'ambition d'aider les princes catholiques à lutter contre les Turcs et les Protestants. L'argent de Rome alla en France, à Malte, en Hongrie, et Sixte-Quint crut nécessaire de construire une flotte de guerre. Au coût des dépenses militaires s'ajouta celui de la transformation de Rome en une capitale grandiose et moderne. La seule reconstruction de Saint-Pierre, entre 1506 et 1626, demanda certainement plus de 44 tonnes d'argent fin, soit l'équivalent des recettes brutes du Saint-Siège pendant une année entière vers 1590. Où trouver tout cet argent ? C'est l'État pontifical qui dut le fournir, probablement pour les trois quarts. De 1500 à 1600, le revenu du domaine spirituel tripla ; mais le revenu du domaine temporel décupla. Les impôts devinrent donc beaucoup plus lourds, notamment sur le vin et la viande : d'où les plaintes des contemporains, confirmées par les rapports des ambassadeurs vénitiens. Au début du xvi^e siècle, « l'État ecclésiastique » était le moins imposé d'Italie ; à la fin du siècle, il était peut-être celui qui l'était le plus. C'est donc notamment pour trouver l'argent dont ils avaient besoin que les Papes contraignirent à l'obéissance un territoire jusque-là indocile.

Toutefois, comme les rentrées financières restaient modestes par rapport aux besoins immédiats des Papes, ceux-ci, à partir de 1526, mais surtout de 1550, eurent recours à l'emprunt de façon massive. Ils créèrent une dette publique et, par l'intermédiaire des grandes banques, répandirent les *luoghi di monti* pontificaux dans toute l'Italie et même au delà. Rome devint donc une grande place financière où banquiers génois et florentins se disputèrent le privilège d'acheter en bloc les emprunts du Pape. Dans l'espace d'un demi-siècle environ, Rome emprunta ainsi plus de 380 tonnes d'argent fin. Seule la garantie donnée par un Pontife pouvait permettre, à l'époque et dans l'État ecclésiastique, un appel aussi important à la fortune privée. La primauté financière de Rome fut dès lors écrasante dans le domaine temporel de l'Église et universellement reconnue par les villes et les grands barons de l'État pontifical.

Des cités comme Ancône, Pérouse, Orvieto et Bologne ayant besoin d'argent, le plus souvent pour payer des impôts à Rome, obtinrent la permission de lancer des *monti* sur le marché romain, avec la garantie de la Chambre Apostolique. Les grands barons firent de même : les Colonna, les Savelli, les Cesarini, les Muti, etc., reçurent à leur tour la permission d'émettre des emprunts publics garantis par le gouvernement. Au xvii^e siècle, le plus lourdement endetté des membres de la haute noblesse fut Odoardo Farnèse qui, au moment où il entra en conflit avec Urbain VIII, ne parvenait pas à payer les intérêts de ses *monti*.

Rome réussit encore à s'imposer au domaine temporel de l'Église comme capitale monétaire¹. Sur ce plan aussi, le combat fut difficile contre ce reste

1. Les informations relatives aux questions monétaires dans l'État pontifical se trouvent

Progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

d'autonomie et de liberté locale qu'était le droit de frapper monnaie. Avignon mis à part, Bologne, Ancône, Macerata et Castro formaient avec Rome les cinq hôtels des monnaies ordinaires de l'État. Mais Pérouse, Camerino, Fano et même, sous Sixte-Quint, Montalto delle Marche frappèrent assez souvent de la monnaie. Or, il était plus difficile de contrôler les ateliers monétaires de la province que celui de Rome et, de toute façon, la multiplication des frappes accroissait les risques d'écart entre pièces théoriquement semblables. Sixte-Quint semble avoir décidé une première fois, en 1589, la suppression des *Zecche* provinciales. En fait, c'est seulement Clément VIII qui, en 1595, tenta vraiment de fermer les ateliers monétaires provinciaux de l'État pontifical, celui d'Avignon devant être seul maintenu. En pratique, les Papes du XVII^e siècle durent encore autoriser des frappes monétaires à Bologne, à Ferrare annexée en 1598, et même quelquefois à Gubbio. Mais ces frappes ne furent pas importantes. De plus, il convient, à ce sujet, de voir ce qui se passait à l'étranger. A la même époque, on dénombrait en France au moins vingt-trois hôtels des monnaies, celui de Paris étant le principal pour la frappe de l'or, mais pas toujours pour la frappe de l'argent¹. Aux Provinces-Unies, où chaque province et même chaque ville tenait à garder jalousement son autonomie face aux États-Généraux, il ne fut pas possible de supprimer les hôtels des monnaies locaux. Au début du XVII^e siècle, ce pays conservait quatorze hôtels des monnaies². En Espagne, l'argent venu d'Amérique n'était pas frappé dans la capitale, mais essentiellement à Séville ou à Ségovie, parfois à Barcelone³. Autre fait significatif : en 1595, tout l'État ecclésiastique dut adopter les poids et mesures de la capitale⁴.

Rome a dû aussi s'imposer à l'État pontifical pour des raisons alimentaires. Dans une ville qui se repeuplait rapidement et où les visiteurs se faisaient chaque année plus nombreux, le problème du ravitaillement prit une acuité nouvelle, et cette acuité fut accrue par le fait que la campagne proche fut de plus en plus abandonnée à la pâture, au déboisement et à la malaria. Jusque vers le milieu du XVI^e siècle au moins, les terroirs de la *Campagna* et du *Patrimonio* alimentaient aisément la capitale et fournissaient même des

essentiellement dans : G. GARAMPI, *Saggi di osservazioni sul valore delle antiche monete pontificie* (livre rare, demeuré inachevé, imprimé vers 1766), et E. MARTINORI, *Annali della Zecca di Roma*, publiés par l'Istituto italiano di numismatica, Rome, 1917-1922.

1. F. SPOONER, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France (1493-1680)*. Paris, 1956, notamment p. 215-275.

2. J. V. VAN DILLEN, *The bank of Amsterdam*, dans *History of the principal public banks*. La Haye, 1934, p. 81.

3. E. J. HAMILTON, *American treasure and the price revolution in Spain (1501-1600)*. Cambridge-Harvard, 1934, p. 27, n. 2.

4. A. FARFANI, *Storia del lavoro in Italia*, 2^e édit. Milan, 1959, p. 44. L'exemple de Rome fut suivi dans le duché de Milan en 1604 et au Piémont en 1612.

contingents exportables vers l'étranger. Mais, à partir de la seconde moitié du siècle et surtout après 1580, ils arrivèrent de plus en plus difficilement à nourrir Rome elle-même. Celle-ci fit naturellement appel à la Sicile, mais autant et plus peut-être à la Marche d'Ancône. Entre 1554 et 1599, la Chambre Apostolique procéda quatorze fois au moins — c'est-à-dire quatorze années différentes — à des achats de grain dans cette province pour les besoins de la capitale. Celle-ci désormais contrôla sévèrement toutes les sorties de céréales hors de l'État ecclésiastique. Une date fondamentale est marquée à cet égard par la lettre de Pie IV du 13 août 1562¹. Le principe posé par ce texte législatif est qu'en règle générale les sorties de céréales sont désormais interdites sans autorisation, et cette interdiction vaut pour tout l'État et non pas seulement pour les seules provinces voisines de Rome. L'autorité centrale se substitue donc à l'autorité locale pour autoriser la moindre exportation de grain, même hors de la Marche et de la Romagne. En 1566, Pie V étendit ce contrôle à tous les produits alimentaires²; en 1578, Grégoire XIII précisa que les permis d'exporter devaient être signés de la main même du Pape³. Les taxes sur les exportations furent, en outre, triplées par Sixte-Quint (1588), au grand détriment des gens de Ravenne qui avaient l'habitude de vendre une bonne partie de leur récolte à Venise⁴. Enfin, les différents magasins, créés sous Sixte-Quint par la Chambre Apostolique en Romagne et dans la Marche d'Ancône pour y entreposer des céréales⁵, semblent bien avoir été destinés à faciliter, le cas échéant, le ravitaillement de Rome.

L'amélioration des services postaux fut une autre façon de rattacher l'État pontifical à sa capitale : Rome était incontestablement, au xvi^e siècle, un grand centre postal, peut-être le plus important d'Europe. Elle était, en effet, reliée régulièrement à la plupart des grandes villes d'Italie et aux principales cités d'Europe occidentale. Mais, vers la fin du xvi^e siècle, le maître des postes du Pape s'efforça de créer aussi des services réguliers de courriers et même de messageries entre Rome et les différentes parties de l'État ecclésiastique. Alors qu'en France Lyon était, à la fin du xvi^e siècle, une plaque tournante postale aussi essentielle que Paris, Rome au contraire était, de ce point de vue, sans rivale dans l'État pontifical. Vers 1600, les itinéraires Rome-Bologne, Rome-Ancône par Lorette, Rome-Orvieto, Rome-Alatri, Rome-Bénévent voyaient passer une ou plusieurs fois par semaine les « ordinaires » de la poste du Pape⁶. Avec Naples et Florence les relations postales étaient également assurées par les services pontificaux : ce qui permettait

1. *Bull. Rom.*, VII, p. 386 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 848 et suiv.

3. *Ibid.*, VIII, p. 215 et suiv.

4. *Bibl. vatic. (dép. des manuscrits)* : *Cod. Urb. lat. 1088*, fol. 124 v, 19 mars 1588.

5. *Cod. Urb. lat. 1044*, fol. 333 v, 1^{er} août 1567.

6. *Cf. Arch. vatic., Bendi*, arm. IV, livre 70, *poste*, notamment les édits de 1592.

Progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI^e siècle

de desservir sur ces itinéraires de nombreuses localités de l'État ecclésiastique. Cette intensification des relations postales aida certainement les autorités de Rome à mieux tenir en main le domaine temporel de l'Église. Celui-ci, à la fin du xvi^e siècle, n'était donc pas en retard, tant s'en faut, sur les autres États européens, du point de vue de la centralisation et de l'organisation administrative. Comme prince temporel, le Pape disposait d'un territoire qui, dans la compétition internationale et plus particulièrement en Italie, disposait de réels atouts ; et cela même du point de vue économique. C'est ici le lieu de rappeler que les mines d'alun de Tolfa furent, peu après leur découverte en 1462, achetées par le gouvernement aux Frangipani¹. Ces mines, dont on a cru qu'elles entrèrent en décadence après la mort d'Agostino Chigi en 1520², gardèrent, en réalité, longtemps encore leur prospérité.

* *

Pourtant le domaine temporel des Papes, en tant que tel, n'a exercé, au cours des xvi^e-xviii^e siècles, aucune attraction sur les étrangers ou même sur les Italiens situés hors de ses frontières. Certes, Rome a continué à attirer des foules de pèlerins et de visiteurs, mais qui considéraient la ville éternelle comme un centre religieux et artistique en quelque sorte détaché de son contexte géographique et politique. C'est que la centralisation n'était pas suffisante pour créer un pays moderne et capable de rayonnement. On a souvent dit, et avec raison, que les fréquents changements de pontificats, avec les mutations de personnel administratif qu'ils impliquaient, furent une cause de faiblesse politique pour l'État pontifical. Mais les Papes se succédèrent-ils à un rythme plus rapide que les Vice-Rois de Sicile ou de Catalogne³? D'autre part, on peut faire remarquer que dans beaucoup de pays, en France notamment, la vente d'offices transmissibles par héritage eut pour résultat un dessaisissement de l'État au profit de véritables castes héréditaires⁴. Au contraire, dans le domaine du Pape, les grands offices tout au moins, étant vendus à des ecclésiastiques, vquaient souvent au moment de la mort ou même d'une promotion importante de leur titulaire, au cardinalat par exemple, et ainsi revenaient au Pontife. Celui-ci n'a jamais eu

1. Au contraire, Charles-Quint et Philippe II ne réussirent pas à faire acheter par l'État espagnol les mines d'alun de Mazarron : cf. sur cette question l'ouvrage de F. Ruiz MARTIN, *Los alus espagnols* (S. E. V. P. E. N.), actuellement sous presse.

2. G. ZIPPEL, *L'allume di Tolfa e il suo commercio*, dans *Archivio della R. Società Romana di storia patria*, t. XXX, 1907. Nous terminons en ce moment un travail sur l'alun de Tolfa de 1462 à 1797.

3. H. KERNICBERGER, *The government of Sicily under Philippe II of Spain*. Londres, 1951, p. 199.

4. Cf. R. MOUSNIER, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*. Rouen, 1945, notamment p. 63 et suiv. et p. 309.

J. Delumeau — Progrès de la centralisation dans l'État pontifical

de parlements puissants à s'opposer à lui. La grande faiblesse du domaine temporel de l'Église fut plutôt d'ordre économique et social. Il n'est pour s'en convaincre que de comparer à nouveau l'État pontifical aux Provinces-Unies du XVII^e siècle. D'un côté, un gouvernement théocratique qui confère au Prince un pouvoir absolu sur les âmes et sur les corps ; de l'autre, une fédération assez lâche de provinces autonomes où les décisions importantes doivent être prises à l'unanimité dans des États-Généraux qui ressemblent à un congrès d'ambassadeurs. Ici, un État où les principaux administrateurs sont des ecclésiastiques tenus d'obéir à un souverain qui peut non seulement leur ôter leur poste, mais encore les excommunier ; là, dans la République calviniste, des États provinciaux et des villes sur lesquels l'autorité centrale ne peut avoir que très peu de prise. Mais d'autre part, dans l'État pontifical, une aristocratie oisive, une campagne romaine dépeuplée, une industrie médiocre, un grand nombre de mendiants, une flotte de commerce essentiellement composée de barques, une justice souvent arbitraire et peu efficace. Au contraire, dans les Provinces-Unies, une bourgeoisie entreprenante s'intéressant au commerce et à l'industrie¹, des lacs en voie d'assèchement², une population nombreuse, des villages et des villes prospères, la première flotte du monde, une sécurité étonnante dans les cités comme sur les routes, et avec cela une université (celle de Leyde) à l'avant-garde du mouvement intellectuel, des écoles de peinture rivalisant avec celles de Rome, un artisanat actif et intelligent capable de produire les faïences de Delft. En somme, d'un côté l'engourdissement économique, la sclérose d'une société dont la richesse ne se renouvelait pas suffisamment par le travail, et où trop de gens s'endettaient ; de l'autre, une activité intense, le goût du travail, le sens de l'épargne et aussi celui du risque calculé.

Ce qui a manqué à l'État pontifical de la Contre-Réforme, ce ne sont pas tant les structures administratives que la santé sur le plan économique et social. Car, s'il avait joint à son excellente position centrale en Italie et à l'éclat de sa capitale une agriculture et une industrie actives, il aurait, tout naturellement, réalisé l'unité de l'Italie, et cela sans doute avant le XIX^e siècle.

Jean DELUMEAU,

Professeur à l'Université de Rennes.

1. Cf. Violet BARBOUR, *Capitalism in Amsterdam in the Seventeenth Century*. Baltimore, 1950.

2. G. L. BUNKE, *The making of Dutch towns*. Londres, 1956, p. 108-112.

La politique indigène de La Galissonnière¹

Au cours de sa brève période d'administration de la Nouvelle-France, de 1747 à 1749² et, plus tard, à titre de conseiller du secrétaire d'État à la Marine, Roland-Michel Barrin de La Galissonnière a exprimé ses vues et celles de la métropole³ concernant la politique à l'égard des Indiens de l'Amérique du Nord.

Peu après son arrivée dans la colonie, La Galissonnière note qu'« un des plus grands embarras » où il se trouve résulte des Indiens de différentes nations dont il est « sans cesse obsédé ». Il manque de bons interprètes qu'il cherche à recruter parmi les officiers militaires. Il propose au ministre de la Marine, Jean-Frédéric de Phélypeaux de Maurepas, ce système de rémunération :

Comme il paroît très important d'engager les officiers à apprendre les langues sauvages, on pourroit pour exciter l'émulation, donner dès à présent quelques pensions à ceux qui y ont le mieux réussi ; à l'aide de ces pensions on diminueroit les gratifications qui leur seroient faites quand on les feroit servir d'interprètes fixes ou auprès du Commandant, ou dans les partys un peu considérables qu'on envoie⁴.

Le gouverneur de la Nouvelle-France exprime sa confiance à l'égard

1. L'auteur remercie cordialement MM. Jean-Marie Beauchemin, archiviste de l'archevêché de Québec, Pierre Brunet, adjoint de l'archiviste du Canada, F. Dousset, adjoint au directeur général des Archives de France, Joseph Leduc, conservateur de la Bibliothèque centrale de l'Université de Montréal, et John E. Pomfret, directeur de la Bibliothèque Henry Huntington, San Marino, Californie, qui lui ont communiqué des microfilms de sources manuscrites émanant de La Galissonnière.

2. S. L., *Notice biographique sur La Galissonnière [sic]*... Service historique de l'état-major général, Ministère des Armées (Marine), France. — La signature de La Galissonnière n'a qu'un a.

3. « Il me paroît qu'on a ici fort à cœur les établissemens du détroit et des illinois au Moyen desquels j'espère que nous serons plus en état que par le passé d'en imposer aux Sauvages des postes du sud que le voisinage des anglois a rendu insolens depuis quelques années. » La Galissonnière à Pierre de Rigaud de Vaudreuil, Paris, 23 janvier 1751. *Huntington Library and Art Gallery, Loudoun Papers*, 269.

4. Québec, 23 octobre 1747. *Archives des Colonies*, C11A, 87-2 : 201-205, A l'avenir : AC.

Roland Lamontagne

des Abénakis, nation indienne « la plus fidèle que nous ayons en Canada¹ ». Dans la lutte économique entre les Britanniques et les Français dans le centre-ouest de l'Amérique du Nord, les Indiens servent d'intermédiaires. Roland-Michel de La Galissonnière est « si pénétré » de la nécessité de s'emparer de la redoute britannique de Chouagen [Oswego] qu'il est sur le point d'entreprendre cette campagne « avec une demie esperance de reussite » au risque d'irriter les Iroquois. Il attend la visite des députés des nations iroquoises qu'il cherchera à « intimider » ou à persuader du bien-fondé de cette entreprise militaire. Le retard de ces députés que les Britanniques ont « presque gagnés » et les nouvelles de la paix d'Aix-la-Chapelle ont « rompu toutes nos mesures, note La Galissonnière, et je crains bien que le traité qui va se conclure ne confirme les anglois dans la possession d'un poste aussi manifestement usurpé² ». L'année suivante, le gouverneur affirmera que le poste fortifié de Chouagen « ruine et ruinera de plus en plus cette colonie ci non seulement parce qu'il lui enlève une grande partie des pelleries mais par l'esprit de révolte qu'on y inspire aux sauvages au milieu de la paix³ ».

Le gouverneur La Galissonnière tient les Iroquois en suspicion. Il cherche à les éloigner des trafiquants britanniques, bien munis de marchandises de traite, qui échangent ces produits anglais contre les fourrures des Indiens. Ce n'est pas uniquement dans un but d'ordre spirituel que le gouverneur réclame des fonds destinés à la conversion des Indiens. L'agitation des Indigènes et la pression commerciale qu'exercent les concurrents britanniques sont à l'origine des recommandations de La Galissonnière.

Je reviens aux iroquois, il est vrai qu'il y en a eu l'année dernière [1747] a mon arrivée un assés bon nombre qui a déclaré vouloir embrasser le christianisme, et que quelques uns malgré la guerre, les pratiques et les defiances des Anglois et de leurs partisans ont encore temoigné la meme chose pendant le cours de l'hiver a M. Picquet, je luy dois la justice qu'il est doublement zelé pour cette bonne œuvre et qu'il ne la suit pas moins comme bon françois que comme bon missionnaire ; mais je n'ai pas tant de foy que luy a la conversion des sauvages : cependant il nous est si important de diviser cette nation et de la maintenir dans la neutralité et dans l'indépendance des Anglois que je regarderois comme une des depenses des plus pressées et des plus utiles celle que l'on feroit pour etabliir une mission dans le voisinage du fort frontenac pour les iroquois qui voudroient embrasser le christianisme ou en faire semblant.

1. « La rivière Saint-Jean n'est pas le seul poste qu'ils [Britanniques] voudroient envahir, ils prétendent toute la côte depuis cette rivière jusqu'a Beaubassin depuis Canceaux jusqu'a Gaspey et toute la profondeur des terres, ce qui non seulement leur donneroit contre tous les traités, plusieurs postes dans le golfe Saint-Laurent, mais encore les rendroit souverains de tout le pays occupé par les Abénakis catholiques et sujets du roy... » La Galissonnière à Rouillé, Québec, 25 juillet 1749. AC, C11A, 93 : 124-125.

2. La Galissonnière à Maurepas, Québec, 5 octobre 1748. AC, C11A, 91 : 123.

3. La Galissonnière à Rouillé, Québec, 25 juillet 1749. AC, C11A, 93 : 132.

La politique indigène de La Galissonnière

Pour une pareille entreprise et pour d'autres semblables permettés moy, Monseigneur, malgré mon ignorance sur ces matieres de vous indiquer une ressource qui est de demander une somme annuelle sur les Economats dont j'ai ouï dire que le Roy destinoit tousjours les fonds pour pareils usages. Si la difficulté meritoit la préférence, je crois les iroquois plus difficiles a bien convertir que les huguenots de France, mais je crois aussi qu'on les feroit aller a la messe a beaucoup meilleur compte¹.

Ces recommandations de La Galissonnière s'insèrent dans le cadre d'une politique indigène qui prévoit la fondation d'établissements en vue de rattacher les Indiens aux zones d'influence française. Pour remédier à l'agitation des Indiens au pays des Lacs, La Galissonnière proposait la formation d'une colonie agricole à Détroit². Le gouverneur de la Louisiane, Pierre de Rigaud de Vaudreuil, préconisait la construction d'un fort sur la rivière Ohio³. Il reprenait les vues d'un prédécesseur à l'administration de la Louisiane, Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville, qui désirait compléter, en fortifiant cet affluent du Mississipi, le réseau de défense militaire que formaient les postes de Vincennes et des Ouïatanons⁴. Vaudreuil veut installer, au sein des nations indiennes, des traitants qui graviteraient autour des postes fortifiés⁵. En vue de protéger la région de l'Ohio et d'en exclure les concurrents britanniques, La Galissonnière est prêt à recourir aux armes.

Comme par la suspension d'armes les choses doivent revenir sur le mesme pied qu'avant la Guerre et que les anglois n'ont nul droit de traiter dans la riviere blanche ny dans la belle riviere [Ohio] vous pouvés si vous en avés occasion faire avertir les traitteurs anglois qu'ils ayent a s'en retirer sinon que je le en ferai chasser par la force. Si vous pouvés me donner de vos nouvelles vous me manderés ce qu'il faudroit pour cela envoyer d'ici ce printemps⁶.

A l'époque de la guerre de la succession d'Autriche, des Hurons se solidarisent avec les Anglais. « Les avis sont differens au sujet du meurtre commis dans ouabache au detroit ou l'on est avec raison fort prévenu contre les hurons on leur attribue ce coup⁷. »

1. La Galissonnière à Maurepas, Québec, 5 octobre 1748, AC, C11A, 91 : 123-124.

2. La Galissonnière à Maurepas, Québec, 22 octobre 1747, AC, C11A, 87-2 : 200.

3. Guy FRÉGAULT, *Le Grand marquis Pierre de Rigaud de Vaudreuil et la Louisiane* (Montréal, 1952), 347.

4. Le fort des Ouïatanons était situé sur le cours supérieur de la rivière Wabash, aux environs de l'emplacement actuel de Lafayette, Indiana. Nancy Maria Miller SURREY, *The Commerce of Louisiana During the French Regime, 1699-1763* (New York, 1916), 30.

5. G. FRÉGAULT, *Le Grand marquis Pierre de Rigaud de Vaudreuil et la Louisiane*, 337.

6. La Galissonnière à La Naudière, Québec, 9 novembre 1748, Collection « Baby », Université de Montréal.

7. La Galissonnière à La Naudière, Québec, 9 novembre 1748, Collection « Baby », Université de Montréal.

Roland Lamontagne

Les Indiens Miamis prédominent à Pickawillany [Piqua, Ohio¹], sur la rivière à la Roche [rivière Great Miami]. Dans une dépêche du 1^{er} octobre 1748, La Galissonnière esquisse les grandes lignes de sa politique indigène à l'égard des Miamis et des nations indiennes du centre-ouest de l'Amérique du Nord :

On a tousjours du compter que le derangement des miamis et des nations voisines couteroit beaucoup au roi. il luy est moins couteux de faire de la depense pour gagner les sauvages que d'être obligé de s'opposer par la force aux etablissements qu'ils voudroient faire faire aux anglois, ce qu'il faudra cependant faire si on ne peut l'empêcher autrement. il faut cependant beaucoup economiser sur les liberalités non seulement pour epargner la depense mais pour ne pas laisser croire aux sauvages que nous les craignons. Je suis très persuadé qu'étant sur les lieux vous prendrés sur tout cela le party convenable. il est necessaire que je sache de bonne heure s'il faudra envoyer beaucoup de monde au détroit. la paix rendra cet envoi facile mais il n'en sera pas moins couteux car jusqu'a present le prix des marchandises et des denrées ne baisse point².

Le ministre Maurepas avait recommandé à La Galissonnière de s'opposer aux projets d'infiltration britannique³. Le gouverneur avait organisé la mission de Pierre-Joseph de Céloron de Blainville⁴. Composée de 257 hommes, cette expédition quittait Lachine le 15 juin 1749. Après avoir parcouru la vallée de l'Ohio, Céloron de Blainville constate l'échec de la politique indigène des Français : « Tout ce que je puis dire, c'est que les nations de ces endroits sont très mal disposées pour les françois et dévouées entierement à l'anglois, je ne sais par quelle voie on pourra les ramener; si l'on employe la violence, ils seront avertis et prendront la fuite... si l'on envoie en commerce, nos negocians ne pourront jamais donner leurs marchandises au prix de l'anglois par la quantité de frais qu'ils seront obligé de faire... »⁵

La Galissonnière explique familièrement à Vaudreuil que l'on ne peut s'attendre à former des alliances indigènes si la métropole ne consent pas à expédier des fonds plus élevés :

La guerre a achevé de tourner la tete a tous les sauvages qui ne l'avoient desja pas trop bonne, il faudra bien du tems pour la leur remettre, encore ne sais je si

1. G. FRÉCAULT, *Le Grand marquis*, 358, n. 14.

2. La Galissonnière à La Naudière, Québec, 1^{er} octobre 1748. Collection « Baby », Université de Montréal.

3. Le 2 janvier 1749, AC, B, 69 : 203.

4. George A. Wood, *Céloron de Blainville and French Expansion in the Ohio Valley, Mississippi Valley Historical Review*, 9 (1923), 302-319.

5. « Journal de la campagne que moy Céloron, chevalier de l'ordre Royal et Militaire de St Louis, Capitaine Commandant un détachement envoyé dans la Belle Rivière par les ordres de M. le Marquis de La Galissonnière, Commandant Général de toute la Nouvelle France et Pays de la Louisiane », 109. Bibliothèque de Harvard College, Massachusetts.

La politique indigène de La Galissonnière

on y parviendra à moins que la Cour ne veuille augmenter les dépenses de cette Colonie, dépenses qu'elle trouve desja excessives¹.

La Galissonnière informe le gouverneur de la Louisiane qu'il a tenté de mettre fin aux hostilités entre les tribus des Illinois et les Chaouanons [Shawnees]. Ces derniers se montraient en général fidèles aux Français.

L'amitié des Chaouanons nous seroit utile pour empêcher les anglois de venir sur la Belle Riviere, et si cette nation se donnoit à eux (comme il arrivera si les autres les tuent) nous aurions beaucoup de peine à nous soutenir dans ces quartiers là et nous livrerions à l'ennemi la plus belle porte qu'il y ait pour entrer au milieu de nos Colonies².

La correspondance échangée entre La Galissonnière et l'évêque de Québec, Mgr. Henri-Marie du Breil de Pontbriand, démontre que le gouverneur s'opposait aux mariages entre les Français et les Indiens :

Il seroit facile d'obtenir de la cour une défense pareille à celle qu'elle a fait pour le Gouvernement de la Louisiane, mais j'aimerois mieux suivre le cours naturel et que ce fût vous qui ordonnassiez aux Missionnaires de faire le moins qu'il seroit possible de pareils mariages et surtout de n'en jamais faire aucun sans le consentement très exprès des commandans des lieux³.

Le gouverneur dénonce brièvement les obstacles que comporterait l'acceptation de mariages entre les Français et les Indiens. Il serait porté à favoriser ces mariages si l'on francisait les Indiens : « Avant que je connusse autant le pays, écrit-il, je m'étonnois qu'on n'eut pas employé cette voie qui paroît la plus simple, mais malheureusement l'effet de ces alliances est tout contraire..., ceux qui viennent de ces mariages sont au plus tard à la seconde generation redevenus sauvages et payens. » Si le gouverneur énumérait tous ses motifs d'opposition aux mariages entre les Français et les Indiens, il ferait « une dissertation au lieu d'une lettre ». A l'occasion d'une rencontre avec l'évêque de Québec, il se propose de discuter longuement de cette question. Il est disposé à changer d'avis s'il y a lieu et à se conformer aux vues de Mgr Henri-Marie du Breil de Pontbriand⁴.

Le gouverneur La Galissonnière et l'intendant Gilles Hocquart avaient demandé au roi, dans une dépêche conjointe de 1747, l'autorisation d'ériger en système la pratique d'envoyer aux Antilles les esclaves dont on était

1. La Galissonnière à Vaudreuil, Québec, 17 juin 1749. *Huntington Library and Art Gallery, Loudon Papers*, 175.

2. La Galissonnière à Vaudreuil, Québec, 17 juin 1749. *Huntington Library and Art Gallery, Loudon Papers*, 175.

3. La Galissonnière à Mgr l'évêque de Québec, Montréal, 14 mai 1749. *Bibliothèque de l'archevêché de Québec*, G III-102.

4. La Galissonnière à Mgr l'évêque de Québec, Québec, 17 juillet 1749. *Bibliothèque de l'archevêché de Québec*, D. Q. I-50.

R. Lamontagne — La politique indigène de La Galissonnière

mécontent¹. En 1751, alors qu'il comptait parmi les conseillers du secrétaire d'État à la Marine, La Galissonnière faisait part à Vaudreuil de son désir de développer les Illinois grâce à l'emploi des bœufs de cette région et à un apport d'esclaves nègres : « Avec cet avantage et des negres ce pays la deviendrait un Perou quand on compteroit pour rien les mines qu'on dit qui y sont et dont M. Olivier m'a donné des échantillons que je n'ai pas pu éprouver². »

Trois Indiens que le missionnaire François Picquet avait amenés en France font l'objet d'une longue lettre de La Galissonnière au ministre. On les avait présentés à Mme la duchesse d'Orléans et au prince de Condé. Des difficultés protocolaires empêchent ces Indiens de rendre visite au monarque ; « si le roi voioit publiquement ces sauvages a Versailles, il faudroit alors qu'ils y parussent comme députés de leurs nations ce qu'ils ne sont pas, et qu'on les reçut avec quelque sorte de Ceremonial ce que je ne croi nullement convenable ». La Galissonnière conseille au ministre de « profiter de toutes les occasions de leur faire voir les differentes troupes cela leur donnera une idée de la puissance de la france qu'ils repandront ches eux sans qu'il soit besoin de le leur Recommander³ ».

Cette réflexion résume la politique indigène de La Galissonnière : « Tous les sauvages du monde se menent en general plustôt par la crainte que par l'amitié et quand ils nous sentiront les plus forts ils seront tous de nos amys⁴. » L'attitude utilitaire de La Galissonnière à l'égard des Indiens de l'Amérique du Nord découle du fait que ces populations primitives ont servi d'instrument dans la lutte économique entre les Anglais qui dressaient des comptoirs et multipliaient les échanges de traite dans les agglomérations indigènes et les Français qui, disposant de ressources financières inférieures à celles des concurrents, perdaient l'alliance des sauvages de diverses nations. Les tribus indigènes ont facilité la pénétration des Britanniques dans le centre de l'Amérique du Nord qui constituait une partie de la Nouvelle-France.

Roland LAMONTAGNE,
Professeur d'histoire à la Faculté
des Arts de l'Université de Montréal.

1. Marcel TEUDEL, *L'esclavage au Canada français* (Québec, 1960), 51.

2. La Galissonnière à Pierre de Rigaud de Vaudreuil, Paris, 23 janvier 1751. *Huntington Library and Art Gallery, Loudoun Papers*, 269.

3. Paris, 16 janvier 1754. *Archives de France, Marine* 111 2, I JJ, registre n° 2.

4. La Galissonnière à Vaudreuil, Paris, 23 janvier 1751. *Huntington Library and Art Gallery, Loudoun Papers*, 269.

Le socialisme international en juillet 1914.

A propos d'un débat récent

Le mercredi 24 août 1960, dans la grande aula de l'Institut des Sciences économiques, l'ordre du jour du XI^e Congrès des Sciences historiques appelait le débat sur *La social-démocratie allemande et la première guerre mondiale* : cette discussion devait se dérouler sous la présidence du D^r Bernadotte E. Schmitt, assisté de M. A. J. C. Rüter, directeur de l'Institut d'Histoire économique et sociale d'Amsterdam.

Le rapporteur général, M. H. Haag (Université de Louvain), avait préalablement soumis aux spécialistes intéressés un travail de grande ampleur : une sorte de catalogue bibliographique des travaux récents consacrés à la question¹. Plusieurs communications avaient été en outre prévues² :

- de M. J. Droz (Université de Clermont-Ferrand) : *La Mittel-Europa de Naumann et les partis socialistes européens* ;
- de M. Ch. Bloch (Université de Tel-Aviv) : *Les divers courants au sein de la social-démocratie allemande (1914-1918) et leurs buts de guerre* ;
- de M. L. Valiani (Milan) : *Il movimento socialista italiano fra la neutralità e l'intervento in guerra (3 agosto 1914-24 maggio 1915)* ;
- de M. N. I. Chataguine (Université de Moscou) : *La première guerre mondiale et le parti ouvrier social-démocrate de Russie*.

Devant un auditoire considérable — près de quatre à cinq cents personnes, nous a-t-il semblé —, la discussion générale sur le rapport introductif et les communications annexes fut très nourrie, puisque le soir, à dix-huit heures, après une journée pourtant très laborieuse, le Président dut convaincre l'assistance de renoncer à entendre un grand nombre d'orateurs encore inscrits.

Et cependant, comment, après réflexion, ne pas exprimer sa déception ?

Déception de ce que, pour l'essentiel, rien de neuf n'ait été dit : ni quant à la problématique, ni dans le domaine méthodologique. Il est paradoxal que l'histoire du socialisme, matière nouvelle entre toutes, puisque spécifique des XIX^e-XX^e siècles, ait encore été traitée cette année-ci à la manière

1. *Rapports*. (Cf. Histoire contemporaine, p. 61-96.)

2. Résumé des communications, p. 187-195.

A. Kriegel

dont on traiterait le thomisme au Moyen Age ou le cartésianisme au xvii^e siècle : comme un chapitre d'histoire des idées politiques et philosophiques. Mieux même : comme une occasion de réflexions très générales, si bien que, dans ce congrès de spécialistes, maintes interventions à la tribune n'ont pas été entourées de l'appareil scientifique indispensable — références bibliographiques, critique de sources, analyse des méthodes de recherche expérimentées sur des travaux à la fois récents et originaux.

Pourtant, sur la question inscrite à l'ordre du jour, les problèmes à poser et à éclaircir par les techniques propres au métier d'historien (y compris les méthodes les plus récentes empruntées aux sciences humaines voisines) sont multiples et complexes.

D'abord de pures et simples questions de fait sont loin d'avoir été totalement élucidées. A l'échelon international, que s'est-il exactement passé, par exemple, le 27 juillet 1914 à Bruxelles entre Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la C. G. T. française, et K. Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne : les versions de l'entrevue sont divergentes¹. De même, comment la session extraordinaire du Bureau socialiste international, à Bruxelles encore, les 29 et 30 juillet, s'est-elle bornée à avancer au 9 août la convocation du Congrès de l'Internationale, fixé primitivement à Vienne pour le 14 août ? A l'échelon de la France, trois séries de faits, du 30 juillet au 2 août, n'ont pas cessé, quant à leur déroulement, de nourrir une littérature polémique : sur le plan de l'action gouvernementale, la non-application des mesures prévues au Carnet B² ; sur le plan de la direc-

1. Sur « l'entrevue de Bruxelles », deux interprétations : 1° L'entrevue ne fut en réalité qu'une rencontre de hasard à l'heure du café ; 2° L'entrevue démontra aux dirigeants syndicaux français l'inanité de l'espoir en un combat internationaliste prolétarien contre la guerre. Partisans de l'interprétation n° 1 : ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'Union sacrée à Zimmerwald*, chap. III ; PÉRICAT, papiers personnels ; DUMOULIN, *Discours au XIII^e Congrès de la C. G. T.*, 16 juillet 1918, p. 138 ; MERRHEIM, *Id.*, 17 juillet 1918, p. 199. Partisans de l'interprétation n° 2 : L. JOUHAUX, in *La bataille syndicaliste* du 26 septembre 1914, l'article « Le prolétariat et la guerre » ; DU MÊME, la brochure *Le syndicalisme et la C. G. T.* (1920) ; cf. également des indications dans *La voix du Peuple*, numéro spécial du 1^{er} mai 1915, et dans les brochures *La majorité confédérale et la guerre* (1916) ; *La C. G. T. et le mouvement syndical* (1925).

2. On sait que le Carnet B était une liste d'hommes — socialistes, anarchistes, syndicalistes — considérés comme suspects et devant être arrêtés en cas de mobilisation. Voici le libellé de la fiche d'inscription retrouvée dans un dossier d'archives judiciaires militaires : Préfecture du Rhône

Révision du Carnet B du département du Rhône
Exécution de l'instruction ministérielle du 11.2.14
Notice

concernant le nommé
de nationalité

inscrit au Carnet le
catégorie groupe

I : Motifs de l'inscription

II : Renseignements sur la conduite et l'attitude du suspect depuis le jour de son inscription ou depuis la date de son arrivée dans le département du Rhône.

Le socialisme international en juillet 1914

tion du mouvement ouvrier français, la disparition de Jaurès¹; sur le plan de la direction du mouvement ouvrier international, l'échec des derniers efforts pour concerter une réplique pacifiste des forces ouvrières organisées (mission Müller). Ainsi, à tous les niveaux, il demeure nécessaire d'entreprendre ou de poursuivre un considérable travail d'analyse des faits, grâce auquel on pourrait, enfin, dessiner la courbe du mouvement général de désagrégation qui frappa alors le courant pacifiste ouvrier mondial, tandis que se cristallisait en un temps très bref et dans toute l'Europe en guerre un courant patriotique et belliciste : il est certain que, dans une conjoncture incertaine, quand les déterminations ne sont pas encore pleinement arrêtées, il faut descendre au menu détail de l'événement pour tenter de retrouver l'accumulation des petits chocs qui font basculer les grandes options.

Ceci dit, le retournement, en août 1914, de la politique ouvrière soulève des problèmes plus vastes. Une fois déterminé scrupuleusement comment les choses se sont passées, on ne saurait échapper ensuite à la nécessité de se prononcer sur le *qui* et sur le *pourquoi*.

Se prononcer sur le « *qui* ? » C'est-à-dire désigner les protagonistes d'un tel bouleversement en France et en Europe. Deux grandes questions sont dès lors posées. La première : la responsabilité incombe-t-elle aux chefs — à la « poignée de leaders » dont parle Lénine — ou aux masses prolétariennes ? Toute réponse sérieuse exigerait de s'appuyer sur des recherches (enquêtes, sondages, rassemblement et confrontation de témoignages) dans les centres ouvriers et les entreprises-clefs de l'époque : une telle étude de l'opinion ouvrière n'a jamais été faite sur une grande échelle. Seconde question : une fois établie la dialectique et la hiérarchie des responsabilités ouvrières dans le tournant politique de juillet 1914, préciser si, à l'intérieur du mouvement ouvrier lui-même, on peut établir des différenciations dans le comportement respectif du syndicalisme, du socialisme et de l'anarchisme face à la guerre.

Quant au « *pourquoi* ? », les dossiers à ouvrir sont également nombreux. C'est ainsi que la qualité des dispositions prises par le mouvement ouvrier

III : Proposition de maintien ou de radiation faite d'accord avec l'autorité militaire
IV : Motifs de cette proposition

Lyon le 15 avril 1914

L'affaire du Carnet B se résume à ceci : la décision du gouvernement de ne pas appliquer le Carnet B a-t-elle été prise à la suite de trahisons et d'engagements des chefs ouvriers ou bien comme élément risqué d'une politique gouvernementale audacieuse ?

1. Le débat porte naturellement sur le sens qu'il faut attribuer aux démarches faites par Jaurès dans sa dernière journée. Et plus généralement sur ce qu'aurait été l'attitude de Jaurès face à la guerre déclenchée s'il n'avait pas succombé aux balles de son assassin. Débat qu'on peut qualifier d'absurde : mais quel historien serait assez dépourvu d'imagination pour ne pas absurdement rêver aux prolongements d'une vie brutalement interrompue ? Et même si tout indique que Jaurès n'aurait pas fait autrement que ce qu'a fait le parti socialiste quasi tout entier, cela ne suffit pas à suspendre la rêverie. Car il y a dans toute option politique une part d'équivoque, d'ambiguïté : c'est précisément cette part dont on ne peut pas dire comment elle aurait chez Jaurès ultérieurement évolué.

A. Kriegel — Le socialisme international en juillet 1914

international à l'égard de la guerre à venir dépend de la réponse préalable sur ce qui est au cœur du sujet : le caractère réel de cette « guerre en question ».

A vrai dire, l'échec — sur le plan de la science historique — de la journée du 24 août à Stockholm soulève une interrogation de portée très générale : des questions du genre de celles qui étaient inscrites à notre programme ce jour-là peuvent-elles être déjà sérieusement abordées par des historiens qui se veulent strictement des historiens ? Il est probable que beaucoup d'historiens français répondent par la négative, puisqu'ils furent absents du débat. A l'exception de M. Droz, qui dut d'ailleurs, avec la plus grande fermeté et beaucoup de noblesse dans l'expression, rappeler qu'il était là « pour comprendre et non pour juger ».

Mais outre que le thème en discussion concernait une période qui, à quatre années près, obéit à la fameuse « loi du recul » de cinquante ans, comment mettre encore entre parenthèse l'histoire du socialisme à ses différents niveaux — histoire de la formation des structures ouvrières, histoire des idées et du mouvement socialiste, histoire des luttes socialistes et de leur insertion dans l'histoire générale —, sans du même coup renoncer à l'histoire mondiale du *xx^e* siècle et pour une grande part à l'histoire européenne du *xix^e* siècle. C'est-à-dire renoncer à apporter la contribution particulière de la science historique à l'étude des mécanismes de la société industrielle.

Qu'on ne voit ici que le fruit — peut-être hâtif — de réflexions nées au cours de cette journée de Stockholm : il nous a semblé qu'il serait bénéfique pour l'école historique française de s'essayer à cette matière difficile qu'est l'histoire du socialisme, le terme de socialisme étant pris dans son acception la plus générale. Tentative qui prendrait modestement appui, pour commencer, sur des techniques déjà assurées : élaboration de répertoires bibliographiques, éditions critiques de textes et de documents, analyses d'archives. Les travaux de ce type porteraient sur des institutions à caractère national, régional ou local — partis ouvriers, organisations syndicales, sociétés ouvrières de culture et de pensée, coopératives de production et de consommation, municipalités socialistes, journaux et revues à dominante sociale. Ou sur des personnalités — pourquoi pas ? : que d'archives privées s'offrent, sous certaines conditions, au chercheur, depuis celles d'A. Thomas, déposées aux Archives nationales, jusqu'à celles de Monatte. Ou encore sur des ensembles industriels, ou régionaux, qui, à certains moments de crise, laissent entrevoir le mécanisme profond des structures et des mouvements sociaux.

Sans méconnaître ce qui s'est fait dans le passé et qui se fait aujourd'hui, l'impulsion décisive reste à donner à ce secteur de recherches pour que soit préparée en vue du XII^e Congrès des Sciences historiques notre contribution originale à l'histoire ouvrière et socialiste, française et internationale.

A. KRIEGL.

Les méthodes de travail **du DÉPÔT DE LA GUERRE**

Il nous a semblé utile d'exposer les méthodes de travail adoptées par le lieutenant général de Vault qui, de 1761 à 1790, dirigea le Dépôt de la Guerre, véritable centre de documentation créé au ^{xviii}^e siècle pour le service du roi. La technique dans la critique des textes et le réel souci d'objectivité dans la recherche de la vérité qu'elles témoignent annoncent déjà la méthode qui, de nos jours, est généralement reconnue pour être à la base de tout travail historique valable.

En 1688, M. de Bellou, chef de bureau de la Secrétairerie, est chargé par Louvois du Dépôt des papiers du Ministère de la Guerre, pour les « faire arranger, et faire faire des registres des plus importantes dépêches concernant la guerre, les limites et autres matières ». Cette mesure permet la centralisation d'archives qui, depuis 1637, par ordre de Richelieu, sont conservées et classées, afin de « pouvoir servir de Mémoires à l'Histoire ». Elle est la conséquence logique du regroupement des bureaux de la Guerre qu'a réalisé Le Tellier.

M. de Bellou entreprend aussitôt de rassembler à l'hôtel Louvois les documents conservés tant à Paris qu'en province, d'y faire déposer désormais ou de faire « transcrire » chaque année les pièces ou minutes provenant du cabinet du ministre, des différents bureaux de la Guerre, du cabinet du roi et des commandants d'armées. Il recherche méthodiquement les documents que peuvent détenir les hauts personnages ayant exercé un commandement important et qui, par le jeu des successions, peuvent être retrouvés chez des particuliers. Considérés comme de propriété royale, ces documents sont collectés ou rachetés par le jeu d'un véritable droit de préemption.

Des monceaux d'archives ainsi accumulées sont triées, classées, assemblées par ordre chronologique dans des volumes reliés à pages numérotées, avec tables des matières. Les premières pages de chaque registre en indiquent le sujet au moyen d'un petit préambule sommaire.

Lieutenant-Colonel de Buttet

En 1719 M. de Laffaye succède à M. de Bellou et en adopte la méthode. Les préambules sommaires, dans les registres se rapportant aux campagnes, sont devenus des « Mémoires préliminaires » ou « avertissements » et donnent en quelques dizaines de lignes l'analyse de leur contenu. Des pièces annexes y sont jointes et donnent la liste des camps des armées amies ou ennemies, avec des cartes pour suivre leurs mouvements.

Ces mémoires préliminaires permettent par compilation d'établir un extrait, ou mémoire général, sorte de synthèse pour chaque année.

Avec M. de Maillebois, en 1754, le Dépôt de la Guerre est élevé au rang de Direction. Son champ d'action s'est beaucoup élargi : le corps des ingénieurs géographes lui a été rattaché en 1696, puis le Dépôt des Cartes et Fortifications. Ce n'est plus un simple organisme assurant la conservation et le classement d'archives, mais un organe d'études et de recherches à la disposition du ministre, des officiers généraux et même des historiens.

En 1761, M. de Vault, maréchal de camp du maréchal de Belle-Isle, ministre de la Guerre, alors chargé de la correspondance avec les armées en campagne, est nommé directeur du Dépôt de la Guerre. Né en 1717, il était entré à seize ans dans la première compagnie des Mousquetaires, avait servi en Prusse, en Saxe, en Bavière, en Bohême avec le maréchal de Belle-Isle, à l'armée du Bas-Rhin avec le maréchal de Coigny. Il avait été maréchal général des logis avec le maréchal de Soubise, adjoint du maréchal d'Estrées à Vienne, chef d'état-major général de l'armée après Rossbach, de nouveau avec le maréchal de Soubise. Appelé comme brigadier en 1759 par le maréchal de Belle-Isle, ministre de la Guerre, il avait dirigé les opérations militaires et la correspondance des armées.

M. de Vault avait donc occupé longtemps des postes qui lui permettaient d'être au courant des grandes affaires, d'avoir une vue d'ensemble sur les différentes campagnes de Louis XV et d'avoir aussi des connaissances précieuses sur les différents théâtres d'opérations.

Tandis que se succèdent les ministres de la Guerre, M. de Vault demeurera vingt-neuf années comme maréchal de camp, puis comme lieutenant général à la Direction du Dépôt de la Guerre.

Parallèlement aux travaux de classement et d'inventaire des archives, il entreprend la rédaction des « Mémoires concernant les guerres de Louis XIV et de Louis XV, écrits d'après la correspondance de la Cour et des Généraux ». Ce véritable monument comprend cent quarante volumes manuscrits de textes et cinq de tables, actuellement conservés au château de Vincennes, parmi les archives du Service historique de l'Armée.

Quelques-uns d'entre eux seulement ont été publiés entre 1835 et 1862 par les soins du général Pelet, alors directeur du Dépôt de la Guerre, sur l'initiative de Guizot, dans la collection des « Documents inédits sur l'Histoire de France ».

Dans l'avant-propos du premier tome, consacré à la campagne d'Alle-

Les méthodes de travail du Dépôt de la Guerre

magne de 1757 — et qui, emprunté au Dépôt de la Guerre en 1824, ne fut retrouvé qu'en 1879 — M. de Vault fait connaître le but qu'il s'est proposé, la méthode qu'il a suivie et l'ordre qu'il a adopté. Dans l'avertissement qui précède le premier tome consacré à la campagne de Flandre de 1701, il les expose à nouveau.

« Ces mémoires, écrit-il, sont moins l'histoire des campagnes que la substance même de la correspondance de la Cour et des généraux, ou des officiers chargés des grands détails des armées ou du commandement de corps séparés ou de postes importants. »

Ils ont pour but de permettre de « se retrouver dans l'immensité des volumes rassemblés dans le Dépôt » et de donner une vue d'ensemble des opérations, parmi « les ordres et instructions donnés par nos rois à nos généraux, les grands projets émanés de leurs conseils et dirigés par leurs ministres, les détails des opérations de leurs armées et d'en dégager la vérité de l'Histoire militaire ».

M. de Vault se garde de vouloir tomber dans le travers de l'historien, qui, par souci littéraire, se laisse quelquefois « entraîner loin du vrai ». Il se propose de « rendre simplement les vérités que renferment les dépêches et mémoires rassemblés au Dépôt de la Guerre, de développer les connaissances qui s'y trouvent sur la nature des pays, et d'exposer avec fidélité les véritables motifs qui ont décidé les projets, et dirigé les opérations, soit de la part de la cour, soit de celle des généraux ».

D'autre part, il « lie les instructions et ordres de la cour, ses projets, ceux des généraux, les dispositions de ceux-ci, leur conduite dans l'exécution et la correspondance des armées du roi entre elles, de façon que l'on puisse suivre sans interruption les mouvements et les opérations, mais aussi pour que le lecteur se trouve toujours dans la situation où se trouvait la cour lorsqu'elle a pris ses décisions ou donné ses ordres, et le général de l'Armée lorsqu'il a agi... ». Faire connaître par anticipation les intentions de la cour, ou les comptes rendus adressés par un général, sur la position des armées ou celle de l'ennemi pourrait donner une idée inexacte du comportement des ministres ou des généraux en les faisant apparaître dans un faux jour. C'est pourquoi il se fait scrupule de « ne point interrompre l'ordre de la correspondance, et de ne mettre sous les yeux du lecteur que les connaissances du moment ». Mais en même temps il s'impose de n'omettre aucune circonstance concernant les motifs qui ont entraîné une décision, la nature des positions, les renseignements sur l'ennemi d'après lesquels on a opéré..., tous ces éléments étant indispensables pour avoir une vue objective de la situation et des faits.

Enfin, M. de Vault s'interdit de mêler aux mémoires aucune réflexion personnelle ni « aucun fait dont l'authenticité ne soit constatée par les papiers originaux qui sont au Dépôt de la Guerre ».

De peur de trahir l'esprit et la force de ceux qui perdraient à être analysés,

Lieutenant-Colonel de Buttet

les principaux documents qui ont servi à la rédaction des Mémoires sont insérés dans le texte de ceux-ci. Les pièces accessoires sont elles-mêmes placées à la fin de chaque volume et des références permettent de s'y reporter.

L'ordre dans lequel sont mises les pièces ne correspond pas d'ailleurs toujours à l'ordre chronologique, comme il a été dit plus haut. Il paraissait, en effet, préférable de les ranger suivant l'ordre dans lequel on doit les lire, afin que le lecteur se trouve toujours dans l'ambiance et l'état d'esprit de la cour ou des généraux lorsqu'ils les ont reçues et lorsqu'ils ont donné des ordres ou les ont exécutés.

C'est ainsi qu'ont été étudiées par années, à partir de 1672, les campagnes pour chaque théâtre d'opérations. Pour l'année 1691, par exemple, nous trouvons un volume concernant la campagne de Flandre, un autre celle d'Irlande, un troisième celle d'Allemagne et un quatrième celle du Piémont, de la Savoie et de Nice.

Chacune des campagnes est étudiée suivant la même méthode, et le ou les volumes qui y sont consacrés sont composés de la même manière. Ainsi la campagne d'Allemagne de l'année 1757 comprend deux volumes in-quarto, manuscrits, dans une belle reliure de maroquin rouge aux armes du maréchal de Belle-Isle, ministre de la Guerre, et un volume de plans.

Le premier volume se compose :

1^o d'un avant-propos ;

2^o d'une table des matières (en marge de chaque rubrique, une référence indique la page correspondante du mémoire, des annexes, ou des volumes des cartes) ;

3^o le mémoire, ou extrait proprement dit (p. 1 à 183), signé par M. de Vault. Des références marginales permettent de se reporter aux documents de référence lorsqu'ils ne sont pas insérés dans le texte lui-même. Ce mémoire, établi chronologiquement, intéresse la campagne de mars 1757, sous les ordres du maréchal d'Estrées, à août 1757, époque à laquelle le maréchal de Richelieu lui succéda à la tête des troupes ;

4^o pièces relatives au mémoire de la campagne (p. 186 à 668). Remarquons l'importance donnée aux pièces justificatives par rapport au texte lui-même.

Le deuxième volume a une composition semblable. Un troisième volume de cartes et plans permet de suivre les marches et les opérations des armées amies ou ennemies.

Lorsque, en 1762, M. de Vault avait entrepris la rédaction des Mémoires, le grand mouvement d'idées qui s'était développé au xvii^e siècle s'était considérablement amplifié. Les systèmes philosophiques s'opposaient. Les sciences humaines, grâce au progrès des méthodes, prenaient leur essor. La recherche systématique des documents, leur examen critique en vue d'établir les bases authentiques de l'histoire étaient entrées dans les habitudes depuis les Mabillon et les Muratori.

Les méthodes de travail du Dépôt de la Guerre

Mais aussi l'esprit de système et l'esprit philosophique avaient commencé à envahir l'histoire, avec les Bossuet, les Montesquieu, les Voltaire.

La prudence extrême de M. de Vault était justifiée : le souci scrupuleux de n'admettre pour certains et de ne relater que les faits établis par archives et documents authentiques lui fait donc rejeter à priori le témoignage des mémorialistes, qui ne présentent pas toujours des garanties de désintéressement et d'impartialité et rapportent même parfois des faits absolument dénaturés ou inventés.

J'ai exposé sommairement les principes de travail adoptés au Dépôt de la Guerre dès le XVIII^e siècle. Ces principes nous ont été transmis et restent en vigueur de nos jours encore au Service historique de l'Armée. Ce sont eux qui ont présidé à la rédaction des principaux ouvrages publiés sous sa direction : l'histoire des campagnes de la Révolution et de l'Empire, celle de la guerre de Crimée, de la campagne de Napoléon III en Italie en 1859, de la guerre de 1870-1871.

Les mêmes principes ont inspiré la rédaction, par le Service historique de l'État-major de l'Armée, de l'ouvrage publié entre 1922 et 1938 sur « Les Armées françaises dans la Grande Guerre », qui comprend plus de cent volumes in-quarto. Chacune des périodes du conflit mondial est traitée séparément et fait l'objet d'un précis, d'annexes et de cartes.

Pour la bataille de la Marne, par exemple, un premier volume relate les opérations de chacune des armées pendant les différentes phases de la bataille entre le 4 et le 15 septembre : manœuvre offensive, bataille d'arrêt, poursuite. Le précis comprend 1 328 pages de texte, dans lequel sont insérés des plans donnant la situation jour par jour. Il comprend aussi des appendices (ordre de bataille, emplacements des Q. G., table des cartes, etc.) et une table des matières. Quatre volumes d'annexes (plus de 5 000 pages) reproduisent, en outre, une grande partie des documents d'après lesquels a été rédigé le précis. Deux pochettes de cartes y sont jointes enfin.

Cet immense travail ne permet certes pas d'écrire une histoire complète de la première guerre mondiale et n'en donne qu'un aspect unilatéral. Établi au moyen des seuls documents en notre possession, qui n'ont pas été comparés avec ceux des armées alliées ou ennemies, il a été cependant rédigé avec un grand souci d'exactitude et d'objectivité. On n'y trouve par exemple aucune appréciation élogieuse ou critique à l'égard de l'un ou de l'autre de nos amis ou adversaires. Nous pensons que l'ouvrage constitue une base de travail fondamentale grâce à la relation sincère des faits qui ont été rapportés, même lorsque leur souvenir ne satisfait pas toujours notre amour-propre national. En outre, la vaste documentation qui l'accompagne permet une étude sérieuse et impartiale. Évidemment, le choix des textes publiés, par le fait même qu'il constitue une sélection, peut être critiqué. Nous regrettons qu'une conception identique n'ait pas été adoptée par les services historiques de Grande-Bretagne et d'Allemagne après la

Lⁱ-C^{el} de Buttet — Méthodes de travail du Dépôt de la Guerre

Grande Guerre et, qu'en particulier, le récit dans la collection « Military Operations » et « Der Weltkrieg 1914-18 » ne s'accompagne pas d'un ensemble de documents permettant une étude comparée. Sans doute les budgets d'après-guerre ne le permettaient-ils pas.

Quoi qu'il en soit, la méthode de travail que nous avons héritée du Dépôt de la Guerre sera sans doute celle qui présidera un jour à la rédaction d'un ouvrage se rapportant à l'armée française dans la deuxième guerre mondiale.

On pourrait nous reprocher, comme à M. de Vault, d'avoir une conception étroite de l'histoire et de nous borner à un horizon en somme assez limité : celui de nos archives. Mais, comme la sienne, notre ambition n'est pas tant d'écrire l'histoire que de mettre en valeur en les préservant et sans les dénaturer les sources où pourront puiser les historiens de l'avenir. Ils y trouveront des points de repère sûrs dans leur recherche de la vérité.

Enfin, dans la méthode de travail du Dépôt de la Guerre, cette conception « sans passion » de l'histoire, ce culte de la vérité historique, ce souci constant d'objectivité déjà scientifique ne paraissent-ils pas d'actualité? Parmi les efforts si nécessaires à notre époque de compréhension mutuelle entre les peuples et de désarmement des esprits, cet exemple de probité intellectuelle ne méritait-il pas d'être rappelé?

Lieutenant-Colonel DE BUTTET.

LES CENTRES DE RECHERCHES HISTORIQUES

■ *Le Centre d'Études supérieures de Civilisation médiévale de l'Université de Poitiers*

Le Centre d'Études supérieures de Civilisation médiévale de l'Université de Poitiers vient d'entrer dans sa huitième année. C'est, en effet, à la fin de l'année 1953 que le regretté Gaston Berger, alors directeur général de l'Enseignement supérieur, est venu à Poitiers proposer de doter l'Université de cette ville, fondée en 1431, d'un Centre spécialisé dans les études médiévales.

La préoccupation de Gaston Berger était d'éclairer l'histoire des idées, pour une période donnée, par le plus grand nombre possible de disciplines. Parmi ces disciplines, l'une des plus importantes lui semblait être l'histoire de l'art et du sentiment artistique ; mais ses données devaient naturellement être complétées par l'étude de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et de la musique. En fait, très rapidement, l'histoire devait acquérir, au C. É. S. C. M., une part sensiblement égale à celle de l'histoire de l'art.

S'il est évident que Poitiers présente un grand intérêt pour les études d'art roman, la ville et la région abondent également en souvenirs historiques. Qu'il nous suffise de rappeler saint Hilaire, saint Martin et Ligugé, la reine Radegonde et le poète Venance Fortunat, Charroux, où a paru pour la première fois l'idée de la « Paix de Dieu », Guillaume IX et Aliénor d'Aquitaine, sans parler des fameuses batailles qui se sont déroulées dans les environs de Poitiers en 507, en 732 et en 1356.

Instruments de travail.

Aux ressources des Bibliothèques de l'Université, de la Ville et de la Société des Antiquaires de l'Ouest, ainsi que de celle, toute proche, de l'abbaye de Ligugé, d'une richesse incomparable pour l'histoire monastique, le C. É. S. C. M. vient ajouter les éléments fournis par son centre de documentation. Sa bibliothèque, limitant étroitement ses achats aux ouvrages qui traitent de la période 900-1200, compte environ 6 000 volumes et tirés à part ; elle reçoit, par abonnement ou par échange, près de 230 périodiques, tant étrangers que français.

Le fichier de documentation, cantonné, lui aussi, dans la période romane, est essentiellement alimenté par des dépouillements systématiques de revues récentes (depuis 1948) ; naturellement, on n'a dédaigné aucun ouvrage antérieur à 1948 chaque fois qu'on peut en retrouver la référence exacte. Autant que possible, le titre du livre ou de l'article est suivi de la mention des comptes rendus dont il a

René Crozet et Edmond-René Labande

fait l'objet. Le fichier-matières est particulièrement développé : l'ordre y est alphabétique ; mais l'emploi de très nombreuses fiches de renvoi et de regroupement permet de faire rapidement le tour complet d'une question. Signalons également l'existence d'un fichier chronologique. La photothèque constitue l'un des principaux instruments de travail du Centre. Elle groupe, à la fin de l'année 1960, plus de 30.000 photographies de grand et moyen formats, des vues diapositives, des collections de cartes, de plans de villes et de monuments. Chaque photographie fait l'objet d'une identification et d'une analyse rigoureuses. Trois fichiers distincts renvoient aux collections de photographies : le premier, du point de vue monumental, part des ensembles pour aboutir aux éléments architecturaux et aux détails décoratifs ; le second traite de l'iconographie, en suivant un ordre chronologique ou logique des matières ; un troisième fichier, enfin, rassemble, dans l'ordre alphabétique des noms de lieux, une collection d'environ 11.000 photos-contact, correspondant aux clichés exécutés et conservés au Centre.

Enseignement.

L'activité du Centre s'est d'abord limitée à l'organisation de sessions d'été de cinq semaines chacune, réunissant trente à trente-cinq étudiants désignés sur titres. Plus d'une centaine de spécialistes français et étrangers ont été invités, depuis sept ans, à venir présenter aux stagiaires, chacun en quelques leçons, un sujet très précis, pris dans le champ de ses propres études, ce qui permet aux apprentis érudits de se familiariser avec les méthodes, les techniques ou les difficultés du travail d'un médiéviste. Chaque heure de leçon est suivie d'une demi-heure d'échange de vues, méthode qui s'est toujours révélée très fructueuse. Des séries d'excursions permettent d'étudier et d'analyser les monuments les plus remarquables du Poitou et des provinces voisines ; des voyages de trois jours sont parfois organisés vers le milieu de la session : en 1957, vers Sainte-Foy de Conques ; en 1958, vers Saint-Benoît-sur-Loire ; en 1960, vers Clermont-Ferrand. Le C. E. S. C. M. a eu l'honneur d'accueillir, pendant la saison d'été 1959, le 1^{er} Congrès international de la Société « Rencesvals » pour l'étude des chansons de geste ; de même il a reçu en 1961 le Congrès international pour l'étude de l'art du haut Moyen Âge occidental.

Les sujets les plus divers concernant les disciplines proprement historiques ont été traités au cours des sept premières sessions (nous y joignons les leçons données au cours des années universitaires par des professeurs étrangers au Centre). En voici un rapide aperçu :

Institutions (royauté, féodalité) et droit : les premiers temps capétiens (J.-F. Lemaignier, 1960) ; la liturgie du sacre impérial (R. Folz, 1959) ; les relations féodo-vassaliques (F.-L. Ganshof, 1954) ; la noblesse en Lotharingie (L. Gêni-cot, 1959) ; châteaux, châtelains et vassaux en Bourgogne (J. Richard, 1959) ; les relations familiales (G. Duby, 1959) ; institutions publiques en Poitou (M. Garaud, 1954) ; les justices seigneuriales (R. Filhol, 1955) ; évolution du servage (M. Garaud, 1957) ; serfs et coliberts (E. Perrin, 1955) ; serfs d'Église (P. Petot, 1958) ; naissance de la science canonique (G. Le Bras, 1958).

Études d'histoire générale et politique : la Provence († R. Busquet, 1954) ; le Poitou (E.-R. Labande, 1954, 1956) ; la Flandre (F.-L. Ganshof, 1956) ; les incursions

Centre d'Études de civilisation médiévale

hongroises (G. Fasoli, 1957) ; l'Église de Canterbury et le pouvoir royal (R. Foreville, 1958) ; le premier traité anglo-flamand (F.-L. Ganshof, 1958) ; l'Aquitaine et les pays rhénans (E. Ewig, 1956) ; échanges dans l'Europe du Nord-Ouest (L. Musset, 1956) ; relations entre les cisterciens d'Autriche et de France (E. Patzelt, 1959).

Histoire sociale et religieuse : la vie religieuse en Italie (E.-R. Labande, 1955) ; les pèlerins (E.-R. Labande, 1957) ; l'émotivité à l'époque féodale (R. Rousset, 1957) ; les Juifs en France aux x^e - xii^e siècles (B. Blumenkranz, 1959) ; le bogomilisme en Bulgarie (Th. S. Thomov, 1960).

Histoire économique : économie rurale en France (G. Duby, 1955) ; relations économiques entre l'Islam et l'Occident (M. Lombard, 1955) ; les foires de Champagne (R.-H. Bautier, 1956) ; les institutions financières anglaises (J. Bousard, 1957) ; l'évolution économique de l'Islam (C. Cahen, 1957) ; économie et société au x^e et au xii^e siècle (R. Latouche, 1959) ; les ghildes (E. Coornaert, 1960) ; problèmes monétaires (R.-S. Lopez, 1960).

Les villes : dans l'empire angevin (Y. Renouard, 1954) ; questions d'urbanisme (P. Lavedan, 1956) ; Arras (J. Lestocquoy, 1956 ; F. Vercauteren, 1959) ; les villes slaves du Moyen Âge (A. Gieysztor, 1957) ; les premières villes neuves (C. Higounet, 1960).

Byzance : la propriété terrienne (P. Lemerle, 1958) ; les manuscrits et le papier (J. Irigoin, 1955).

Islam : l'Océan Indien musulman (J. Aubin, 1958) ; la civilisation de l'Espagne musulmane († E. Lévi-Provençal, 1955) ; la littérature coranique (R. Blachère, 1958) ; philosophie (R. Arnaldez, 1959).

Sciences auxiliaires : la chronologie technique (A. Cordoliani, 1957) ; l'alphabet latin et l'écriture des langues romanes (C. Brunel, 1958) ; datation des manuscrits occidentaux (C. Samaran, 1959).

Recherche.

Depuis novembre 1956, le Centre est devenu un organisme permanent de recherche. Quatre séries de séminaires sont organisées dans les disciplines suivantes : histoire, histoire de l'art, philosophie et philologie. Dans les séminaires d'histoire, dirigés par M. E.-R. Labande, les stagiaires étudient le *De Vita Sua* de Guibert de Nogent, autobiographie extrêmement riche en indications sur la société et les mœurs du début du $xiii^e$ siècle, en vue d'une nouvelle édition du texte, avec traduction et commentaire ; ils participent également à une vaste enquête sur les pèlerins et les pèlerinages dans l'Europe des xii^e et $xiii^e$ siècles, tendant à constituer un corpus de textes et de documents iconographiques ; M. Labande compte faire entreprendre l'année prochaine des recherches pour un corpus des citations des auteurs classiques chez les historiens des x^e , xii^e et $xiii^e$ siècles.

Les séminaires de M. R. Crozet ont porté sur l'art roman en Saintonge d'une part, en Navarre et Aragon de l'autre ; une nouvelle enquête vient de s'ouvrir, intitulée « évêques et cathédrales », dont les résultats peuvent être précieux aussi bien pour l'histoire que pour l'archéologie.

Il s'agit en effet d'éclairer et de préciser les origines des villes épiscopales et

René Crozet et Edmond-René Labande

d'en suivre l'évolution topographique jusqu'à la fin du XII^e siècle. L'accent est mis plus spécialement sur la localisation des églises cathédrales, des baptistères et des églises-satellites qui permettent de définir le « groupe épiscopal ». D'autre part, les recherches portent sur la personnalité des évêques, leurs origines sociales, leurs attaches avec la féodalité locale et avec le clergé régulier et séculier. Les premiers résultats obtenus permettent de voir de quelle manière le clergé épiscopal a subi l'emprise de la noblesse, plus spécialement dans le cours des X^e et XI^e siècles; ils laissent apparaître aussi la pratique courante du cumul des diocèses, surtout en Gascogne, ainsi que la fréquence du recrutement des évêques dans les abbayes; l'introduction de la réforme augustinienne chez les chanoines qui se généralise aux XI^e et XII^e siècles a eu des incidences architecturales par le fait qu'elle a accéléré l'adjonction de cloîtres aux cathédrales. L'enquête a également pour but de déceler les évêques bâtisseurs et ceci bien avant le grand élan qui a déterminé le renouvellement d'un grand nombre de cathédrales romanes par l'intervention de formes gothiques. Ainsi, conformément à l'esprit qui a présidé à la fondation du C. É. S. C. M., l'archéologie et l'histoire s'éclairent mutuellement.

M^{lle} M.-Th. d'Alvernay s'est attachée à Isaac de l'Étoile et à Alain de Lille; elle a également dirigé des recherches dans le domaine islamique (la légende de Mahomet en Occident). Avec M. J. Pignon, les étudiants abordent les premiers textes de la langue et de la littérature françaises; un séminaire est consacré au *Perceval* de Chrétien de Troyes: on y effectue des recherches sur le vocabulaire du sentiment chez cet auteur. Quelques professeurs étrangers au Centre sont également invités à venir donner des séries de trois ou quatre leçons.

L'organisation définitive du troisième cycle étant relativement récente, le C. É. S. C. M. s'est surtout attaché jusqu'ici à diriger des diplômes d'études supérieures. A titre d'exemple, voici les titres de quelques mémoires qui ont été menés à bien par les étudiants du Centre.

- Les moralistes latins de l'époque classique dans la culture du XII^e siècle [J.-F. Genest].
 - Les réactions de la population tourangelles aux malheurs de la guerre de Cent ans [B. Chauvat].
 - Le rôle des monastères poitevins dans la politique du duc d'Aquitaine à la fin du XI^e siècle [J. Laval].
 - L'abbaye d'Aubepierres: la réforme grégorienne dans le diocèse de Limoges [M. Aubrun].
 - Le chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers du IX^e au XI^e siècle [R. Favreau].
 - La seigneurie de Jouarenne, du VIII^e au XV^e siècle [R. Sanfaçon].
 - Enquête sur les collégiales castrales dans le diocèse de Tours [J.-F. Duneau].
 - Édition du « *Chronicon sancti Maxentii* » [J. Verdon].
 - Catalogue d'actes de la duchesse Aliénor d'Aquitaine, 1189-1204 [I. Baldet].
 - Édition du cartulaire de l'abbaye du Palais Sainte-Marie [J. Cibot].
- Les étudiants étrangers sont, pour une assez large part, spécialisés en archéologie. Signalons cependant quelques sujets de caractère historique:
- La société rurale dans la Gâtine poitevine au XII^e siècle [G. Beech].
 - La féodalité normande au XI^e siècle, étude du cartulaire de Préaux (Eure) [E. Smyrl].

Centre d'Études de civilisation médiévale

- Les pamphlétaires de Philippe le Bel [R. W. Turner].
- La satire politique et sociale dans le théâtre profane en France au Moyen Age [P. Nedelkov].
- Les origines de l'abbatiale de Charroux [G. Illert].

Par ailleurs, cinq thèses de 3^e cycle et une thèse de doctorat d'Université portant sur des sujets d'histoire de l'art sont en préparation, ainsi qu'une thèse de 3^e cycle d'histoire littéraire.

Ajoutons que les étudiants qui fréquentent le C. É. S. C. M. pendant l'année universitaire sont tenus de contribuer, pour leur part, à l'accroissement des ressources scientifiques du Centre, tant pour la photothèque (recherches iconographiques) que pour le fichier de documentation (dépouillement de revues et établissement de fiches). Ils participent tout particulièrement à la préparation de la bibliographie qui paraît périodiquement dans les *Cahiers de civilisation médiévale*.

Publications du C. É. S. C. M.

Depuis le début de l'année 1958, le C. É. S. C. M. publie, en effet, une revue trimestrielle : les *Cahiers de civilisation médiévale*. En créant cette revue, il s'est assigné comme premier but de diffuser l'essentiel des leçons données pendant les sessions d'été, ainsi que les exposés présentés à l'occasion des colloques et des congrès qui se déroulent dans son cadre. Les *Cahiers* sont ouverts aussi aux spécialistes de l'époque romane pour leur permettre de faire connaître leurs travaux et les résultats de leurs recherches. La rubrique « Mélanges » est surtout alimentée par les travaux des étudiants et des anciens étudiants du C. É. S. C. M. Chaque fascicule contient en outre des comptes rendus critiques et une chronique. Enfin, l'un des éléments qui ont contribué le plus puissamment au succès de cette jeune revue est sa *bibliographie* méthodique de l'époque romane, classée par ordre alphabétique des sujets. Plus de 200 périodiques sont dépouillés en vue d'établir cette bibliographie qui tend à être exhaustive.

Notons parmi les articles de caractère historique parus dans les trois premiers tomes des *Cahiers de civilisation médiévale* :

- Europe : J. Boussard : Les institutions financières de l'Angleterre au XII^e siècle ; E. Ewig : L'Aquitaine et les pays rhénans au haut Moyen Age ; G. Fasoli : Points de vue sur les incursions hongroises en Europe au X^e siècle ; R. Folz : Sur un texte controversé. Le rituel du sacre impérial, dit *Cencius II* ; E.-R. Labande : Recherches sur les pèlerins dans l'Europe des XI^e et XII^e siècles ; J. Lestocquoy : Les villes et la population urbaine (l'exemple d'Arras) ; L.-R. Ménager : L'institution monarchique dans les États normands d'Italie ; L. Musset : Relations et échanges d'influences dans l'Europe du Nord-Ouest (X^e-XI^e siècles) ; P. Rousset : Recherches sur l'émotivité à l'époque romane.
- Orient (Byzance, Islam) : J. Aubin : La ruine de Siraf et les routes du golfe Persique aux XI^e et XII^e siècles ; C. Cahen : L'évolution sociale du monde musulman jusqu'au XII^e siècle face à celle du monde chrétien ; P. Lemerle : Recherches sur le régime agraire à Byzance : la terre militaire à l'époque des Comnènes.
- Mélanges : A. Chédeville : Les restitutions d'églises en faveur de l'abbaye de

Crozet et Labande — Centre d'Études de civilisation médiévale

Saint-Vincent du Mans; J. Verdon : Intérêt archéologique du *Chronicon Sancti Maxentii*.

Le C. E. S. C. M. vient également de faire paraître une nouvelle édition, considérablement augmentée, du *Répertoire des médiévistes européens*. Ce répertoire contient plus de 1.600 noms de médiévistes, leurs adresses et spécialités, ainsi que leurs bibliographies depuis l'année 1954 ; il mentionne également les instituts et centres spécialisés dans les études médiévales. Des index regroupent les résidences et les spécialisations des savants.

René CROZET. Edmond-René LABANDE.
Professeurs à l'Université de Poitiers,
Directeurs du C. E. S. C. M.

L'ORIENTATION ACTUELLE DES ÉTUDES HISTORIQUES

Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Age

La publication de plusieurs Histoires générales témoigne de l'intérêt croissant du public pour cette sorte d'ouvrages. L'originalité de ces travaux est qu'ils s'inscrivent, en Italie, presque inévitablement dans le cadre de l'histoire urbaine. On comprend alors que le Moyen Age, la période de l'ère communale surtout, y tienne une place très importante. Ces livres offrent cependant d'utiles mises au point et, par le soin particulier accordé à l'histoire des civilisations et des sociétés, soulignent les nouveaux thèmes de recherches des médiévistes italiens ces dernières années.

Si Florence réédite et traduit l'ancienne Histoire de Davidsohn (Florence, 1959, ed. Sansoni), ce sont plutôt les villes de l'Italie du Nord, pour lesquelles manquent plus souvent les ouvrages de synthèse, qui retiennent l'attention. A Venise, le *Centro Internazionale delle Arti e del Costume* présente le tome II de la *Storia di Venezia (Dalle origini alla IV Crociata*. Venise, 1958, 721 p.), ouvrage collectif, mais dont la majeure partie est due à R. Cessi. La Fondation Treccani achève sa grande Histoire de Milan. Enfin Fr. Cognasco, après ses travaux sur le Haut Moyen Age lombard et une participation à la récente *Storia d'Italia* (t. I : Il Medioevo. Rome, 1958, 482 p.), publie une plus rapide *Storia di Torino* (Milan, 1959).

Édition de textes.

L'Italie continue la brillante tradition de l'*Accademia dei Lincei* et de l'*Istituto Storico Italiano per il Medioevo* (Rome); ce dernier patronne toujours, avec R. Morghen et R. Manselli, les *Fonti per la Storia d'Italia* et les *Regesta Cartarum* (mais aucun volume récent), et publie régulièrement un Bulletin de l'*Archivio Muratori*.

On note avec un vif intérêt les efforts de R. Filangieri pour restituer aux chercheurs une partie des documents de l'*Archivio di Stato di Napoli* détruits

Jacques Heers

pendant la dernière guerre (*Testi e Documenti di Storia Napoletana*. Naples, Accademia Pontaniana). Ainsi, par R. Filangieri et J. Donsi Gentile, les *Registri della Cancelleria angioina* (vol. VIII à XI, 1957 et 1958; vol. XII (1272-1276), 1959, 328 p.), et par J. Mazzoleni, les *Fonti aragonesi (Il registro « Privilegiorum summariae XLIII » 1421-1450 et Frammenti di cedole della tesoreria di Alfonso I 1437-1454; Testi e Documenti..., 2^e série, n° 1)*. De J. Mazzoleni également, dans une autre collection : *Le Pergamene di Capua* (I : 972-1265; II : 1266-1501. Università di Napoli, Ist. di paleografia e diplomatica, n°s 1 et 2, 1956, 1958, 196 et 278 p.).

La revue *Archivio Storico Italiano* publie régulièrement, sous la rubrique *Testi e Documenti*, des textes de l'époque médiévale; en particulier :

R. Abbondanza, *Gli Atti degli Ufficiali dello Studio fiorentino* (mai-septembre 1388), 1959, n° 421, p. 80-110.

N. Lerz, *Il diario di Griso di Giovanni* (Florence, xv^e siècle), 1959, n° 423, p. 247-278.

Enfin, les éditions de textes connaissent un nouvel essor grâce à l'*Ufficio Centrale degli Archivi di Stato* qui en est au tome XXXV de ses *Pubblicazioni* (Rome, Ministero dell'Interno) et à son septième fascicule des *Quaderni* édités par ses soins. Parmi les derniers volumes des *Pubblicazioni*, mentionnons ici d'abord l'importante série des *Pergamene dell'Abbazia di Montevergine*, dont le premier volume date de 1956, et qui se termine, pour le Moyen Age, avec le cinquième tome paru en 1958 (au total, n°s XXV, XXVII, XXIX, XXXII et XXXIII). Dans un tout autre domaine, la collection doit s'enrichir incessamment de deux nouveaux volumes :

Le second tome (index des noms de lieux) des *Cartolari notarili genovesi* (1-149) (tome I, 1956, n° XXII de la collection).

L'*Inventaire des Mutui e Compere anteriori e fuori del Banco di San Giorgio* [de Gênes] sec. XIV-XIX, par D. Gioffré¹.

Histoire de l'Église d'une part, Histoire économique de l'autre, ces *Pubblicazioni* reflètent bien les préoccupations actuelles des médiévistes italiens.

Histoire de l'église et vie spirituelle.

Les recherches sur la vie religieuse dans l'Italie médiévale ont pris, semble-t-il, ces dernières années, une nouvelle orientation.

Certes, Mgr Maccarone reprend à nouveau les rapports politiques Papauté-Empire au XII^e siècle (*Papato e Impero dall'elezione di Federico I alla morte di Adriano IV. 1152-1159*. Rome, 1960). L'*Istituto Storico dei Fratri Minori*

1. Dans les *Quaderni*, à noter pour le Moyen Age, le n° 1 : *Carteggi della Repubblica Fiorentina : Signoria, Dieci di Balìa. Otto di Pratica*, par M. DEL PAZZO, 1960.

Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Age

Cappucini continue la publication de sa monumentale *Bibliografia franciscana* (t. XI, 1959, ouvrages parus de 1951 à 1953) et plusieurs travaux sont consacrés à l'étude classique du monachisme médiéval envisagé surtout du point de vue des institutions.

Mais, à côté de ces thèmes traditionnels, d'autres s'imposent maintenant plus volontiers ; en particulier le sentiment religieux, la spiritualité, les hérésies.

Ainsi, de Mgr Maccarone : *I Papi del secolo XII e la vita regolare e comune del clero* (Milan, 1960) ; et de P. Russo : *Gioacchino da Fiore e le fondazione fiorenti in Calabria* (Naples, Deputazione di Storia Patria per la Calabria, 1959, 277 p.).

De cette nouvelle orientation des recherches italiennes dans le domaine de l'histoire religieuse témoignent surtout les colloques organisés depuis 1957 à Todi, par le *Centro di Spiritualità Medievale*, sous les auspices de l'Université de Pérouse et de l'Accademia Tudertina. Deux volumes des actes de ces rencontres sont récemment parus :

T. I, colloque d'octobre 1957 : *Jacopone e il suo tempo*, avec des rapports de R. Morghen (*Francescanesimo e Rinascimento*), A. Monteverdi (*Jacopone poeta*), Mario Salmi (*Cimabue e Jacopone*), A. Frugoni (*Jacopone francescano*) (Todi, 1959).

T. II, colloque d'octobre 1959 : *Spiritualità Cluniacense* avec, pour les historiens italiens, des rapports de A. Frugoni (*Incontro con Cluny*), R. Morghen (*Riforma monastica e spiritualità cluniacense*), C. Violante (*Il monachesimo cluniacense di fronte al mondo politico ed ecclesiastico, sec. X e XI*) (Todi, 1960).

De son côté, l'Université catholique de Milan, qui avait organisé une semaine d'études à La Mendola en septembre 1959, met sur pied un programme d'enquêtes sur la vie ecclésiastique et religieuse et ses rapports avec les structures économiques et sociales.

Enfin, il est certain que le rapport présenté au Congrès de Rome en 1955 : *Movimenti religiosi popolari ed eresie nel medioevo*, par R. B. Betts, E. Dela-ruelle, H. Grundmann, R. Morghen (*Movimenti religiosi popolari nel periodo della riforma della Chiesa*) et L. Savatorelli, a suscité un vif intérêt pour cette passionnante question. A Rome, l'*Istituto Storico italiano per il Medioevo* oriente une part de ses activités en ce sens (ainsi, de C. Violante, *La pataria milanese e la riforma ecclesiastica*, vol. I : *Le premesse. 1045-1057*, fasc. 11-13 de *Studi storici*). A Bologne, E. Dupré Theseider, parallèlement à ses enquêtes de l'Université sur les rapports entre évêque et cité au Moyen Age, publie une partie de ses travaux sur le sentiment religieux et l'hérésie, le mouvement cathare surtout, étudiés sous leurs aspects non seulement politiques et spirituels, mais aussi économiques et sociaux : long article sur *l'Eresia a Bologna nei tempi di Dante* (*Studi G. Volpe*, Florence, 1958, I, p. 381-444) et, sous presse, les *Attes de l'Inquisition dominicaine à Bologne à*

Jacques Heers

la fin du XIII^e siècle; plus une étude critique de l'*Epistolario* de sainte Catherine de Sienne¹.

Histoire économique et sociale.

Là aussi, l'influence du rapport du Congrès de Rome en 1955 sur l'*Économie européenne à la fin du Moyen Age*, dont la partie concernant l'Italie était confiée à A. Saponi, fut déterminante. Depuis, recherches et travaux se sont multipliés, non plus comme lors des années précédentes sur les XI^e-XIII^e siècles, âge de l'apogée du commerce en Orient et de l'essor de l'industrie drapière, mais plus spécialement sur les temps difficiles de la fin du Moyen Age. Les historiens y cherchent, au delà des faits économiques, l'étude de la naissance du capitalisme et de ses répercussions sociales. A cette période, A. Saponi, qui s'est fait l'adversaire de l'idée classique d'une renaissance italienne aux XIV^e et XV^e siècles, a consacré le dernier de ses ouvrages importants : *L'età della Rinascità, secoli XIII-XVI* (Milan, 1958, 464 p.). Autre témoin de ce nouveau choix, le livre actuellement sous presse de E. Cristiani : *Il Comune di Pisa nei secoli XIII e XIV* (Naples, *Ist. Italiano per gli Studi Storici*, n° 13).

Mais de cet intérêt pour l'histoire économique retenons, d'une façon plus générale, le succès de la revue *Economia e Storia*, dirigée par A. Fanfani, qui s'est imposée sans mal à côté des autres revues d'histoire, plus anciennes; et, d'autre part, la publication de deux ouvrages, manuels peut-on dire, signés par deux maîtres de l'histoire économique médiévale :

A. Fanfani, *Introduzione allo studio della storia economica* (Milan Giuffrè, 1960, 106 p.).

A. Saponi, Recteur de l'Università Commerciale Luigi Bocconi², *Lezioni di Storia economica : Problemi e discussioni* (Milan, sous presse, 500 p. environ).

D'ailleurs, les études sur l'économie proprement dite (commerce, industrie et même finance) sont plutôt des ouvrages de caractère général. Ainsi :

G. Luzzatto, *Per una Storia economica d'Italia — Progressi e lacune* (Bari, 1957, 111 p.), qui surtout pose les problèmes et indique les directions de recherches à venir.

Du même auteur, *Breve storia economica d'Italia. Della caduta dell'Impero romano al principio del Cinquecento* (Turin, 1958, 327 p.).

Et le recueil de C. M. Cipolla, *Storia dell'economia italiana* (t. I, Turin, Einaudi, 623 p.).

1. L'Université de Bologne organise enfin depuis plusieurs années, à Ravenne, un cours sur l'art byzantin.

2. L'Università Bocconi annonce aussi la sortie d'autres volumes de sa série *Ponti*, arrivés en 1966 au n° 11.

Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Age

Les médiévistes se tournent plus volontiers vers les problèmes humains que posent l'essor de l'économie ou ses troubles de croissance dans les villes italiennes.

Soit études des hommes d'affaires eux-mêmes, moins connus sans doute qu'on ne le pense généralement. On attend incessamment les trois gros volumes que F. Mélis consacre, avec sa parfaite maîtrise de l'*Archivio di Prato*, à Francesco Datini; ouvrage de synthèse qui doit faire de son héros le personnage le plus célèbre, et sans doute le plus passionnant, des milieux d'affaires de ce temps. Les papiers Datini, qui depuis longtemps attirent tous les historiens de l'économie italienne médiévale, permettent bien davantage qu'une simple étude des techniques et des activités commerciales ou financières de la firme. Beaucoup plus modeste est Bartolomeo Lupoto, enlumineur et fabricant de missels, dont G. Pistarino publie le livre de comptes (*B. Lupoto e l'arte libraria a Genova nel Quattrocento*, Gênes, *Ist. di storia medievale e moderna*); mais ses carnets apportent de curieuses précisions sur cette petite industrie urbaine et les divers milieux de la ville.

Soit, d'une manière bien plus vaste, étude des classes sociales et plus particulièrement du monde du travail, de ses diverses conditions. On doit beaucoup à A. Fanfani qui, homme politique et historien, ne s'est pas seulement intéressé aux problèmes du présent. La *Storia del Lavoro in Italia* qu'il dirige doit comporter huit volumes; le tome II, *Epoca medievale*, par G. Barbieri, est sous presse (Milan, Giuffrè). De G. Barbieri aussi, dans un autre domaine familier à l'école historique italienne, celui des doctrines économiques sur le capital et le travail : *Fonti per la storia delle doctrine economiche... Gli scritti etico economici di San Tommaso...* (Milan, 1959, 516 p.).

Les villes et leurs populations ont surtout été l'objet jusqu'alors d'études d'histoire politique, d'histoire des institutions municipales, ou de l'organisation de l'économie. C'est à des préoccupations de ce genre que répond essentiellement le rapport d'histoire médiévale comparée, unanimement attendu et apprécié, présenté par E. Sestan au Congrès de Stockholm en 1960 (*La città comunale italiana dei secoli XI-XIII nelle sue note caratteristiche rispetto al movimento comunale europeo*. Stockholm, t. III, p. 75-95). D'autre part, la *Biblioteca dell'Archivio Storico Italiano* (Florence, ed. Olachki) continue la série de ses *Fonti sulle Corporazioni medievali*, où sont publiés les statuts des divers arts florentins (vol. 7, 1958, 195 p. : les *Legnaioli (1301-1346)*, par F. Morandini; vol. 8, 1960, 134 p. : les *Correggiai, tavolacciai, scudai...* (1338-1386), par G. Camerini-Mari).

Cependant, ces toutes dernières années, on s'est davantage intéressé en Italie à l'étude des populations urbaines du point de vue démographique ou social, et de la ville du point de vue de l'urbaniste ou du sociologue. Ainsi, après un essai suggestif de E. Dupré-Théséider, *Aspetti della città*

Jacques Heers

medievale italiana (Bologne, 1957, 192 p.), et les deux substantiels articles de E. Fiumi sur *Fioritura e decadenza dell'economia fiorentina* : I : *Nobiltà feudale e borghesia mercantile* ; II : *Demografia e movimento urbanistico* (*Arch. Stor. Italiano*, 1957, p. 385-439, et 1958, p. 443-510), sont publiées deux autres études importantes, toujours sur les villes toscanes :

B. Casini, *I fuochi di Pisa e la prestanza del 1407* (*Boll. stor. pisano*, 1959).

G. Salvemini, *Magnati e popolani a Firenze (1280-1295)*. Florence, 1960.

• • •

Si l'on envisage maintenant non plus les thèmes généraux de la recherche historique en Italie, mais les périodes qui ont davantage retenu l'attention des médiévistes, inspiré des œuvres collectives et des rencontres de savants, il faut sans aucun doute insister tout particulièrement sur le Haut Moyen Âge.

Le Haut Moyen Âge.

L'intérêt porté à cette période est un des traits essentiels de l'activité scientifique italienne au cours des dernières années. Un article de A. Bosio avait déjà fait le point en 1955 et présenté un programme d'études, pour une province (*Nuovi problemi e Studi sull'alto medioevo milanese e lombardo*, *Arch. Stor. Italiano*, 1955, p. 443-481). Depuis, les recherches se sont considérablement développées, grâce surtout aux rencontres annuelles de Spolète, déjà classiques, tenues sous la présidence de G. Ermini. Les dernières *Settimane di Studi* ont manifestement consacré le caractère international de ces colloques et leur réel succès. Les volumes publiés concernent :

La Città nell'alto medioevo (10 au 16 avril 1958, ed. Spolète, 1959).

Le Chiese nei Regni dell'Europa occidentale e i loro rapporti con Roma sino all' 800 (7 au 13 avril 1959, ed. Spolète, 1960), avec des rapports de G.-P. Bognetti (*La continuità delle sedi episcopali e l'azione di Roma nel regno longobardo*, p. 415-454, et *La rinascita cattolica dell'Occidente di fronte all'arianesimo e allo scisma*, p. 13-44) et de O. Bertolini (*La Chiesa longobarda dopo la conversione al cattolicesimo*, p. 455-495)¹. En 1959 paraissaient aussi, avec quelque retard, les actes du troisième de ces Congrès, tenu en 1956, non pas à Spolète, mais à Benevento-Montevegine-Salerno-Amalfi : *L'Italia meridionale nell'alto medioevo e i rapporti con il mondo bizantino* (Spolète, 1959).

1. Ne sont citées ici que les « lezioni » des médiévistes italiens ; il faudrait, pour donner une idée plus complète de l'importance de ces réunions, citer bien d'autres noms : F.-L. Ganshof, F. Ennen, G. Duby, J. Hubert, F. Vercauteren, J. M. Lacarra, G. Le Bras, J. Ryan, Ch. Higounet...

Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Age

Le Congrès de 1960 avait pour thème : *Moneta e scambi nell'alto Medioevo*, et celui de 1961 (6 au 12 avril) sera consacré au *Passagio dall'Antichità al Medioevo in Occidente*. On doit lier enfin à cette activité la publication de la *Storia della Letteratura latina medievale (Dalle origini alla fine del secolo VII, Spolète, 1960, 630 p.)*, de F. Ermini, écrite avant sa mort en 1935.

En dehors des Congrès de Spolète, d'autres ouvrages montrent l'intérêt que les médiévistes italiens portent en ce moment à cette même période :

P. Grossi, *Le abbazie benedettine nell'alto medioevo italiano* (Florence, Le Monnier, 1957, *Università degli Studi di Firenze*).

G. Galasso, *Le città campane nell'alto medioevo (Archivio Storico delle provincie napoletane, 1959, p. 9-42)*.

Écoles régionales.

Si les *Deputazioni di Storia Patria* ne sont pas toutes aussi actives qu'autrefois, et parfois ont pratiquement cessé leurs travaux et publications, certaines villes ou provinces mettent sur pied programmes d'études et éditions. Ainsi, à Gênes, les *Atti della Società Ligure di Storia Patria*, qui comportaient avant la guerre plusieurs ouvrages d'un exceptionnel intérêt, sont-ils désormais relayés par les publications de l'*Istituto di storia medievale e moderna* de l'Université : chaque année, une *Miscellanea* et par ailleurs une série *Fonti e Studi*. La très active *Deputazione subalpina di Storia Patria*, maintenant étroitement liée à l'Université de Turin, publie régulièrement les *Miscellanee di Storia italiana*. L'originalité de ses thèmes de recherches est nettement marquée : histoire agraire des vallées et du Piémont, relations à travers les passes des Alpes. Tout récemment, Annamaria Patrone consacrait précisément ses travaux à l'activité des « lombards », prêteurs sur gages d'Asti, dans les milieux ruraux de l'Italie du Nord ; ces enquêtes sur la pénétration des sociétés campagnardes, restées à l'écart du grand trafic et de l'industrie, par les financiers, petits capitalistes des villes, sont susceptibles de renouveler ou préciser nos connaissances sur le rôle du capital dans les divers milieux de la société médiévale (A. Patrone, *Le Casane astigiane in Savoia* (Misc. st. ital. IV, Turin, 1959) ; et *Le Casane astigiane nella Valle di Aosta. XXXI Congresso stor. subalpino* (Turin). Les actes de ce dernier congrès, où figure également une communication de M. Chiaudano (*Per il « Corpus statutorum Vallis Auguste »*), affirment l'importance de cette école historique de l'Italie du Nord.

On doit à l'Université de Cagliari et à A. Boscolo un net renouveau des études historiques dans l'île. La *Deputazione di Storia Patria* continue ses publications (A. Boscolo, *L'Abbazia di San Vittore, Pisa e la Sardegna*, Padoue, 1959, 157 p.), tandis qu'en 1959 sont édités les actes de deux congrès tenus à Cagliari en 1957 : le *V^e Congrès de la couronne d'Aragon* et le *VI^e Congresso internazionale di Studi sardi*. En 1961 s'est tenu aussi,

J. Heers — Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Age

sous la présidence de Mario Salmi et sous les auspices du Centro di Studi per la Storia dell'Architettura (Rome), le *XII^e Congresso di Storia dell'Architettura*. Consacré exclusivement à la Sardaigne, le programme comporte, pour le Moyen Age, trois thèmes différents : architecture du haut Moyen Age et des moines de Saint-Victor, roman et influences toscanes, gothique catalan.

Même élan dans les provinces méridionales. En Sicile, après l'heureuse et substantielle mise au point de I. Peri qui proposait aussi quelques thèmes de recherches (*Studi e problemi di Storia siciliana*, *Arch. Stor. Italiano*, 1958, p. 86-124, 571-594), les travaux ont porté, là aussi, sur deux domaines particuliers. D'une part les questions d'histoire économique, avec I. Peri et C. Traselli (articles dans *Economia e Storia* consacrés à l'activité des ports et marchands de Palerme ou Trâpani). D'autre part l'histoire politique du haut Moyen Age, avec F. Giunta (*Genserico e la Sicilia*, Palerme, 1958, 119 p.).

Les médiévistes de Naples et de Palerme ont, de plus, poursuivi un thème de recherches plus vaste, hors du cadre italien, pour étudier en Méditerranée occidentale les problèmes de la couronne d'Aragon, cette sorte d'Empire de la Mer axé sur Campanie et Sicile. A ces préoccupations répondent :

E. Pontieri, *Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII* (Naples, 1958, 332 p.), et *Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragone re di Napoli* (Naples, 1959, 406 p.).

F. Giunta, *Aragonesi e Catalani nel Mediterraneo* (Palerme, 2 vol., 1953-1959, 356 et 201 p.).

Ainsi, ces dernières années, les recherches historiques en Italie prennent-elles une orientation nettement marquée et originale. Elles se caractérisent par des thèmes nouveaux, hors des sujets traditionnels assez bien connus. Étude des sentiments religieux, des mentalités et de la spiritualité, plutôt que des institutions et du pouvoir de l'Église. Étude des hommes, des problèmes du monde du travail, des sociétés urbaines du point de vue démographique et des structures sociales plutôt que des faits économiques proprement dits. Pour le choix des périodes, essor des recherches sur le haut Moyen Age et, dans une moindre mesure, sur les derniers siècles du Moyen Age, deux périodes difficiles qui encadrent l'ère communale classique, bien mieux connue grâce à quantité de travaux antérieurs.

Enfin, renouveau de l'intérêt porté aux provinces qui précisément ne furent pas directement touchées par l'économie des grandes cités marchandes de Toscane ou du Nord et qui, par conséquent, n'avaient pas jusqu'alors retenu l'attention : Italie du Sud, les Iles et, de plus, le Piémont. Peut-on dire à ce sujet, en conclusion, qu'une histoire de la montagne italienne au Moyen Age est encore à faire, qui pourrait sans doute résoudre bien des problèmes ?

Jacques HEERS,
Professeur à l'Université d'Alger.

BULLETIN HISTORIQUE

La politique coloniale de l'Angleterre du XVIII^e siècle à la veille de la guerre de 1914

I. La genèse du deuxième Empire.

L'accession progressive des pays d'outre-mer à l'indépendance s'accompagne de nombreuses publications sur les nouveaux États. Les peuples jeunes veulent avoir une histoire et une histoire indépendante de celle des anciennes métropoles. Nous rendrons compte, dans de prochains bulletins, des études locales ou régionales qui édifient peu à peu ces nouvelles histoires nationales. Le présent article examine un certain nombre d'ouvrages qui éclairent l'évolution de la politique coloniale britannique depuis deux siècles. Le premier empire britannique est celui des plantations, dont l'apogée se situe au milieu du XVIII^e siècle. C'est à lui qu'est, en somme, surtout consacré le manuel de M. GRAHAM, dont la première édition remonte à 1950. L'auteur y insiste sur l'importance de la domination maritime. Partant de la prépondérance espagnole, il décrit les efforts des Français, des Anglais et des Hollandais pour acquérir l'hégémonie sur l'Atlantique. Il suit le progrès des Anglais, depuis Cromwell jusqu'à leur triomphe au lendemain de Trafalgar. Son étude, précise, détaillée, surtout militaire, groupe intelligemment une masse de faits et de précisions diverses. Les deux chapitres sur la navigation à vapeur et la fin de la « Pax Britannica » sont moins fouillés que les précédents ; l'auteur les a esquissés en guise de conclusion ; espérons qu'il y reviendra.

Le succès de ce petit manuel est mérité, car il permet d'acquérir rapidement les notions de base nécessaires à n'importe quelle étude sur l'ancien régime colonial. Regrettons cependant que la deuxième édition n'ait pas davantage tenu compte des publications récentes. La bibliographie ignore par exemple la collection dirigée par M. Ch.-A. Julien, dont la thèse n'est pas mentionnée ; *The navy and the slave trade* de M. Lloyd et d'autres ouvrages aussi essentiels y manquent également¹.

M. HARLOW a entrepris l'étude des origines du deuxième empire britan-

1. Gerald S. GRAHAM, *Empire of the North Atlantic. The maritime struggle for North America*. Toronto, University of Toronto Press, et Londres, Oxford University Press, 2^e éd., 1958, in-8°, xviii-338 p.

Henri Brunschwig

nique. Son travail comprendra deux volumes. Le premier concerne l'évolution de la politique impériale de la fin de la guerre de Sept ans au traité de Versailles (1783) et la crise irlandaise de 1778 à 1786. Le second couvrira la période 1783-1793.

Le premier empire britannique était fondé sur les plantations des colonies acquises et administrées par l'Angleterre et sur la réglementation mercantiliste des actes de navigation. On attribue généralement son effondrement à la révolution américaine. Selon cette conception, les Anglais se désintéressèrent des colonies à la suite de leur défaite de 1783. Les guerres de la Révolution et de l'Empire accaparèrent tous leurs efforts entre 1793 et 1815. La réforme intérieure domina ensuite leurs préoccupations. Ce n'est qu'après son succès, en 1832, qu'ils édifièrent le deuxième empire colonial, fondé sur le commerce en Extrême-Orient et dans le Pacifique. L'auteur réagit contre cette thèse et s'applique à démontrer que les origines du deuxième empire remontent au moins à la guerre de Sept ans et que les conceptions nouvelles apparurent bien avant la révolte des colonies américaines. Elles auraient vraisemblablement triomphé, même si les États-Unis ne s'étaient pas formés. On s'en rend compte lorsqu'on replace l'histoire coloniale dans le cadre de l'histoire générale, intérieure et extérieure de l'Angleterre.

L'ouvrage est solide et brillant, la documentation en partie nouvelle. L'auteur démontre que les manufacturiers et les commerçants voulaient s'assurer des débouchés et empêcher l'émigration d'artisans qui auraient ensuite créé des industries rivales en Amérique et en Irlande. L'idée d'un empire commercial, sans frais de guerre et d'administration et sans rivalités politiques avec l'étranger, d'un empire fondé sur des échanges avantageux pour tous, sur une flotte puissante et sur la supériorité technique de l'industrie britannique était parfaitement consciente bien avant la publication des « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » d'Adam Smith (1776).

Cette idée présida aux voyages de découverte du XVIII^e siècle, aux efforts pour rompre les monopoles espagnols et hollandais aux Falkland et dans le Pacifique. Elle incita la Compagnie des Indes à s'installer au Bengale d'abord, puis à chercher à créer un grand entrepôt qui permit de contrôler le commerce d'Inde en Inde. La Compagnie, en effet, importait, au XVII^e siècle, des produits payés surtout en numéraire. L'Angleterre se procurait cet argent en vendant ailleurs ses tissus et autres produits manufacturés. En 1705, par exemple, elle importa pour 381 974 livres sterling de produits indous et n'exporta aux Indes que pour 192 711 livres sterling de marchandises anglaises. Après la guerre de Sept ans, la Compagnie, devenue souveraine en Inde, put, grâce aux revenus des impôts et au commerce de l'opium et du salpêtre entre l'Inde et la Chine, payer ses exportations sans recourir au numéraire anglais. Mais cela supposait la paix. En temps de guerre, les dépenses militaires dépassaient les revenus.

La politique coloniale de l'Angleterre

Le commerce avec la Chine se développa au même moment. Le thé devint boisson nationale britannique dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. L'Europe en importa en 1783 pour 19 millions de livres sterling. Les deux tiers en étaient consommés en Angleterre et en Irlande. Ce thé devait en grande partie être payé en argent. La Compagnie des Indes exportait à ce moment environ 700 000 livres sterling de numéraire en Chine. Le reste était échangé contre de l'étain de Cornouaille, du coton brut de Bombay (l'Angleterre elle-même se fournissait de préférence en Amérique), de l'opium du Bengale. Le même problème du « commerce sans contre partie », qui s'était posé à l'Inde, se reproduisait en Chine.

La solution en était l'établissement d'un commerce direct avec la Chine qui pouvait fournir un débouché aux tissus de laine anglais et le développement du commerce entre l'Inde et la Chine. Mais les marchands anglais n'avaient accès qu'au port de Canton, pendant la saison commerciale seulement et à condition de passer par l'intermédiaire de la corporation chinoise des Hong, qui empêchait toute relation directe avec les marchands.

L'argent nécessaire à l'achat du thé fut longtemps fourni par le commerce légal ou illégal avec les colonies espagnoles d'Amérique. La Jamaïque servait d'intermédiaire. Cet argent était également recueilli à Manille où les galions espagnols l'apportaient d'Acapulco et où les bateaux anglais, naviguant souvent sous le pavillon de quelque prince local, l'échangeaient contre les produits manufacturés, les munitions, le fer, le cuivre anglais ou indou. Quand l'Angleterre et l'Espagne furent en guerre (1762-1763 et 1780-1783), cette source de numéraire disparut. Comme les Hollandais furent également entraînés dans la guerre contre l'Angleterre, la nécessité de trouver des escales pour assurer la route d'Extrême-Orient apparut, impérative, à partir de 1780.

L'auteur expose d'une part les tentatives d'établissement à Bornéo (1760-1765), en Cochinchine (1779), aux Célèbes, à Sumatra, à Padang, à Rhio et le succès final à Singapour, d'autre part la nécessité pour l'Angleterre de disposer d'escales au Cap, à Maurice, à Ceylan. Il fait bien ressortir la constance des efforts et la conception essentiellement mercantiliste qui les inspira.

La politique américaine, au cours de cette période, répondit aux mêmes préoccupations. Les marchands anglais s'intéressèrent de moins en moins aux plantations, de plus en plus au débouché que représentaient les colonies d'Amérique. D'où leur hostilité à l'émigration d'artisans, à la création d'industries dans le nouveau monde. Une politique de collaboration avec les colons, qui eût abandonné à ceux-ci le progrès de la pénétration dans les régions indiennes de l'ouest et laissé aux Anglais la fourniture de tout le pays en produits manufacturés, eût peut-être été possible. Dès 1763, Pitt hésita à prendre tout le Canada, car, si une menace française avait subsisté en Amérique, les colons auraient davantage incliné à cette collabo-

Henri Brunschwig

ration. Par la suite, l'Alliance entre l'opposition whig en Angleterre et les mécontents d'Amérique contribua au raidissement des tories qui, sans cela, auraient peut-être, sur le plan constitutionnel, envisagé les réformes politiques favorables à une collaboration économique de ce genre. Quand la guerre tourna au profit des rebelles, les doctrinaires anglais de l'école d'A. Smith multiplièrent leurs publications contre l'exclusif traditionnel. Les faits, par la suite, leur donnèrent raison : le commerce anglais ne diminua pas en Amérique après l'indépendance des États-Unis.

Ces idées inspirèrent Shelburne, élève de Chatham : « We prefer commerce to domination », déclara-t-il au cours des négociations du traité de Versailles. Il admit, à son corps défendant, la séparation politique que les libéraux, Fox, Burke, ne souhaitaient pas davantage ; mais l'opinion américaine n'aurait jamais accepté la souveraineté de George III, même avec l'autonomie politique. Il prépara cependant un projet de traité de commerce qui aurait assuré aux Anglais et aux Américains tous les avantages d'un libre échange réciproque. Mais il se heurta aux intérêts des partisans de l'ancien système et ne fut pas compris. Dans ses tractations avec les Français, les Espagnols et les Hollandais, il chercha également plutôt à organiser le libre échange dans le monde entier qu'à conserver tous les territoires acquis en 1763. Le traité de Versailles, en réalité, ne fut pas pour l'Angleterre la consécration d'une défaite. Il abolit le monopole commercial des Pays-Bas, prépara la collaboration économique avec les États-Unis, indiqua aux hommes politiques anglais les positions nouvelles indispensables à la sécurité du nouvel empire. Le grand mérite en revint à Shelburne, qui fut sans doute un des meilleurs hommes d'État de l'Angleterre.

La crise irlandaise se développa parallèlement à la crise américaine et, là aussi, les solutions libérales échouèrent.

Ce résumé, trop bref, permet d'entrevoir l'intérêt de ce premier volume. Le suivant, qui analysera surtout la période de 1783 à 1793, doit montrer pourquoi les Anglais ne réussirent pas à édifier, à côté de leur premier empire colonial, un deuxième empire uniquement commercial. Ils auraient voulu éviter l'établissement de juridictions territoriales. Mais Napoléon, après la coalition franco-hispano-hollandaise de 1780, les convainquit de la nécessité d'occuper solidement des bases navales et les philanthropes les obligèrent ensuite à étendre ces bases, du Cap au Zambèze par exemple. L'émigration, restreinte au XVIII^e siècle, reprit au XIX^e. En réalité, ce n'est pas en 1793 que devrait s'arrêter l'ouvrage de M. Harlow, mais en 1834¹.

Il en a eu conscience, puisque les documents choisis et souvent peu connus qu'il publie par ailleurs avec la collaboration de M. MADDEN vont jusqu'au lendemain de la réforme électorale de 1832. Cette publication

1. Vincent HARLOW, *The founding of the second British Empire 1763-1793*. Vol. I : *Discovery and Revolution*. Londres, Longmans, Green & Co., 1952, in-8°, viii-664 p.

La politique coloniale de l'Angleterre

illustre et complète l'ouvrage de M. Harlow. Les documents sont annotés et classés de façon à pouvoir être lus et compris sans fatigue. Ils intéressent d'abord la pénétration anglaise dans les océans Indien et Pacifique. Puis l'évolution constitutionnelle. Celle-ci est double : elle concerne d'une part les colonies de la Couronne, Canada, Indes occidentales, comptoirs d'Afrique, Cap, escales méditerranéennes, Ceylan, Java, Nouvelle-Galles du Sud, caractérisés par le contrôle étroit du gouvernement de Londres. D'autre part les territoires peuplés de blancs, qui évoluèrent vers un système représentatif : Irlande, Canada, Ile du Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse. La troisième partie a trait à l'expansion commerciale et montre comment l'ancien régime s'est progressivement assoupli, au Cap et à Maurice d'abord, puis partout, grâce à la création de ports francs, à la pénétration dans les domaines coloniaux étrangers, à des réglementations spéciales enfin sur certains produits : sucre, pêcheries de baleines, laine de la Nouvelle-Galles, coton. L'émigration et les colonies nouvelles occupent la quatrième partie qui permet de suivre l'évolution du Canada, de l'Australie, de la Sierra Leone, du Cap et des problèmes de frontières qui se posèrent partout. Les 90 dernières pages sont consacrées à l'influence des principes humanitaires sur la politique coloniale¹.

C. E. WURTZBURG est un homme d'affaires que sa carrière fixa entre 1920 et 1937 à Singapour. Il s'y passionna pour Raffles et réunit sur ce dernier une documentation plus complète que celles utilisées par ses prédécesseurs. Une bibliographie de quatorze pages en fait foi. Wurtzburg trouva le temps de classer ces matériaux, de confronter ces sources, de rédiger un brouillon de 450 000 mots. M. Clifford Witting en a tiré une biographie qui fera désormais autorité.

L'ouvrage est très détaillé. La vie de Raffles y est contée, année par année. Elle reste mal connue à ses débuts. Né en 1781 sur le bateau que commandait son père, au large de la Jamaïque, il fut retiré à quatorze ans de l'école où sa mère l'avait placé deux ans auparavant ; elle était veuve, avait encore cinq filles à sa charge et ne pouvait plus payer la pension du garçon qui entra, en 1795, dans les bureaux de la Compagnie des Indes orientales. Il y passa dix ans, trouva moyen de compléter son instruction générale en travaillant chez lui la nuit et les dimanches et se distingua si bien qu'il fut désigné en mars 1805 pour accompagner en qualité de « marchand junior » le nouveau gouverneur de Penang, Philippe Dundas. Son traitement passa subitement de 70 à 1 500 livres par an. Il épousa Olivia Fancourt, née en 1771, veuve d'un chirurgien de la compagnie à Madras, et s'embarqua.

Le comptoir de Penang avait été fondé en 1786 par Francis Light. Il ne prit

1. Vincent HARLOW et Frederik MADDEN, *British Colonial Developments 1774-1834; Select documents*. Oxford, Clarendon, 1958, in-8°, XII-619 p.

Henri Brunschwig

pas l'importance commerciale et militaire prévue. Raffles lui-même, dans un long rapport, déconseilla l'abandon, au profit de Penang, de Malacca où il avait fait un bref séjour en 1809. Une copie de ce texte fut adressée au Dr Leyden, à Calcutta, et communiquée par ce dernier à Lord Minto, gouverneur général de l'Inde. Leyden, chirurgien et orientaliste, avait passé trois mois à Penang ; c'est lui qui éveilla la curiosité de Raffles et l'incita à des études qui firent de ce dernier, d'abord un excellent interprète, puis un spécialiste de la culture malaise.

Lord Minto se souvint de Raffles lorsque, en 1810, les Anglais se furent emparés des Moluques. Son projet de charger le secrétaire de Penang d'administrer cet archipel n'aboutit pas. Mais au cours de l'entrevue qu'il eut à Calcutta en 1810 avec Raffles, ce dernier attira son attention sur Java. Le gouverneur lui demanda de plus amples informations : « Cela suffit pour m'encourager ; et à partir de ce moment, toutes mes visées, tous mes plans et tout mon esprit ont été voués à créer, pour Java, un intérêt tel qu'il dût conduire à son annexion à notre empire d'Orient. »

Chargé d'une mission secrète de renseignement sur Java et les Indes néerlandaises, Raffles, de Malacca, adressa des émissaires aux princes malais de Sumatra et de Java, réunit une précieuse documentation sur l'administration et sur l'armée du gouverneur franco-hollandais, Daendels, conseilla, dans de longs rapports, l'expédition à laquelle Minto se résolut en 1810. Le débarquement s'opéra sans difficultés et les Hollandais furent battus en août.

Les directeurs de la Compagnie des Indes n'en souhaitaient pas plus. Ils ne désiraient pas se charger d'une nouvelle administration coloniale. Le rival hollandais évincé, leur ambition se bornait à l'exploitation commerciale des épices et du monopole de fait qu'ils avaient acquis du commerce avec la Chine. Ils ne furent donc pas enthousiasmés que Minto installât Raffles, comme lieutenant-gouverneur, subordonné au gouverneur général du Bengale et n'apprécièrent pas sa grande œuvre d'organisation et de réforme administrative. D'autre part, le colonel Gillespie, commandant en chef, qui aurait été gouverneur si Londres avait transformé cette conquête de la Compagnie des Indes en colonie de la couronne, jaloussa Raffles, plus jeune et plus averti que lui des choses malaises.

Nous ne pouvons pas suivre Wurtzburg dans le détail de son exposé. C'est toute l'histoire de Java et de l'Insulinde entre 1811 et 1816 qu'il restitue et critique en 200 pages. Il nous convainc qu'on a tort de penser que Raffles a continué l'œuvre de Daendels. Raffles a rompu avec un passé que Daendels avait prolongé. Il a, le premier, renié le principe des colonies acquises « par la métropole, pour la métropole ». Si l'on voulait lui trouver un précurseur, c'est plutôt à Dirk von Hogendorp qu'il faudrait s'adresser, à cet aventurier dont le fameux « Bericht », publié à Delft en 1799, proposait l'introduction à Java des idées libérales d'Adam Smith et de l'abbé Raynal.

La politique coloniale de l'Angleterre

Et c'est pour avoir voulu appliquer brusquement ces principes à un pays ruiné, désorganisé, incapable de recruter les fonctionnaires subalternes indispensables, qu'il échoua.

Il regagna l'Angleterre, rendant visite, à l'escale de Sainte-Hélène, à Napoléon, qui lui fit l'effet d'un monstre, supérieurement intelligent, totalement insensible et inhumain.

Bien accueilli à Londres, anobli, nommé lieutenant général de Bencoolen à Sumatra, il repartit en novembre 1817, après s'être remarié. Bencoolen était un comptoir misérable et malsain. Il en réforma l'administration et chercha d'autres établissements, mieux situés. On sait que Londres n'approuva pas ses initiatives contre lesquelles les Hollandais protestaient. Farquhar, d'autre part, obligé de rétrocéder aux Hollandais Malacca, dont il était le résident, cherchait à fonder une escale anglaise sur la route d'Inde en Chine. Raffles fit le voyage de Calcutta pour convaincre le gouverneur général Canning de cette nécessité, puis rencontra Farquhar à Penang pour s'entendre avec lui. Ils choisirent Rhio, puis Singapour, où ils s'installèrent officiellement en 1819. Raffles à ce moment fit preuve d'initiative. Il ne se laissa pas intimider par l'hostilité du colonel Bannerman, gouverneur de Penang, qui avait cependant compris l'utilité de l'opération puisqu'il avait chargé Farquhar d'une mission d'exploration dans la région en juillet 1818. Mais à présent il craignait que, Singapour dépendant de Bencoolen, Raffles n'acquît plus d'autorité que lui.

Ce dernier poursuivit au même moment une négociation avec les sultans d'Achin, dans le nord de Sumatra, sur le détroit de Malacca.

Le livre de Wurtzburg apporte sur les négociations entre l'Angleterre et la Hollande, l'Inde et Java, des documents inédits, qui ne modifient pas la question, telle qu'on la connaissait. Mais ils donnent une foule de précisions de détail. Raffles resta jusqu'en 1824 à Bencoolen, fit en 1822-1823 un long séjour à Singapour et, après son retour définitif en Angleterre (1824), il vécut assez pour voir triompher sa cause. Le gouvernement négocia avec la Hollande un accord qui lui laissait Singapour. Raffles mourut subitement le 5 juillet 1826.

Il est vraisemblable que, si l'auteur avait vécu, son livre serait encore plus gros, mais plus aéré. C'est une mine; on ne peut se dispenser d'y rechercher la documentation qu'il recèle. Mais ces documents — très clairement classés et analysés — ne sont jamais mis en rapport avec l'histoire générale. C'est là ce qui gêne, dans une œuvre de cette classe. On y voit Raffles, l'Insulinde, l'Inde. Beaucoup moins l'Angleterre, la Hollande; pas du tout la politique mondiale ou la fondation du second empire britannique, dont Singapour fut cependant la clef¹.

1. C. E. WURTZBURG, *Raffles of the Eastern Isles*. Londres, Hodder and Stoughton, 1954, in-8°, 788 p. ill.

II. L'Empire libéral.

Le deuxième empire fut celui du commerce, de l'expansion missionnaire, humanitaire et scientifique, de l'émigration sans souci de domination politique. Le type le plus parfait du missionnaire, qui avait compris l'intime association, dans la course au progrès, des « Trois C », christianisme, commerce, civilisation, fut Livingstone. Les 115 lettres publiées par M. SCHAPERA sont d'un puissant intérêt. Elles complètent et précisent le livre de Livingstone, *Missionary travels and researches*, qui traite surtout de l'exploration du Zambèze entre 1853 et 1856. Elles permettent de suivre le jeune missionnaire qui s'embarqua le 8 décembre 1840 à Londres pour le Bechnaland, jusqu'à son retour comme explorateur célèbre. Était-il, comme on l'a prétendu, plus explorateur que missionnaire? Certainement pas, et ses lettres en font foi. Mais il était impatient et orgueilleux. Il voulait œuvrer seul, être le premier à prêcher des populations encore inconnues. Il s'entendait mal avec la plupart des autres missionnaires et ne pouvait tolérer leurs rivalités, leurs intrigues, leurs commérages. Il avait vingt-sept ans au début de sa carrière. Il épousa la fille du missionnaire Robert Moffat et s'aventura toujours plus loin vers le Nord, avec elle, puis, après avoir expédié femme et enfants à Londres en 1851, tout seul.

Ses lettres à sa famille, en Écosse, à son beau-père, à sa femme, sont vivantes à souhait. Elles décrivent les déplacements avec les lourds wagons tirés par des bœufs, sur des pistes à peine tracées, l'accueil des tribus, les soins médicaux donnés aux noirs, les superstitions constamment renaissantes. Elles fourmillent d'indications rapides sur les menus des missionnaires ou des indigènes, sur les petites perles rondes, les moins chères à Londres, mais les plus appréciées à Mabotsa où la mode n'est pas aux grosses perles et où les indigènes refusent les perles ovales; ici, c'est une digue d'irrigation construite sous la direction du missionnaire, là un marchand d'esclaves portugais, poursuivi par le roi noir Séchélé, qui avait cependant accepté de lui un cadeau de vêtements. Nous apprenons combien Livingstone paye un bœuf et comment il administre ses deniers. Ce recueil est une mine dans lequel les conférenciers et les vulgarisateurs puiseront à pleines mains de la couleur locale et des anecdotes vécues.

Louons particulièrement la qualité des notes et du commentaire. M. Schapera n'a négligé aucune autre source de documentation, il a dressé un index analytique parfait, établi une bonne bibliographie¹.

James Stephen junior était le troisième fils d'un avocat (James Stephen, 1738-1832) qui, après avoir passé douze ans à Saint-Christophe (Indes

1. J. SCHAPERA, *David Livingstone. Family Letters. I : 1841-1848. II : 1849-1856*. Londres, Chatto & Windus, 1959, 2 vol. in-8°, 266 et 320 p.

La politique coloniale de l'Angleterre

occidentales), s'était installé à Londres en 1794. Adhérent à la secte de Clapham, il avait participé, aux côtés de Wilberforce, à la lutte contre la traite et était devenu député.

James Stephen junior suivit les traces de son père. Entré au Colonial Office en 1813, il en devint le sous-secrétaire entre 1836 et 1847. Ses articles sur des questions d'histoire dans la *Edinburgh Review* le firent connaître par ailleurs et lui valurent une chaire d'histoire moderne à l'Université de Cambridge; il l'occupa de 1849 à sa mort en 1859. Il épousa en 1814 Jane Catherine Venn, fille du Rev. John Venn de Clapham et sœur du Rev. Henry Venn, qui fut un des leaders de la Church Missionary Society.

M. KNAFLUND a tenté d'apprécier le rôle de Stephen dans la politique coloniale britannique. Tâche malaisée, car, même sous-secrétaire d'État, Stephen devait encore en référer aux secrétaires d'État à la guerre et aux colonies, dont il dépendait; les problèmes dont il avait à connaître étaient souvent aussi du ressort d'autres départements, des finances en particulier, qui ne lui laissaient pas la décision. Et, dans ses relations avec ses subordonnés d'outre-mer, la lenteur des communications permit souvent à ces derniers d'échapper au contrôle métropolitain.

L'auteur s'est surtout fondé sur les rapports de Stephen. Il a divisé son exposé en une série de chapitres par matières. Exposant l'œuvre administrative, il s'est étendu sur les entorses faites au principe de l'approbation par le Colonial Office des actes des gouvernements coloniaux, sur la question des traitements des gouverneurs et sur le progrès, en fait, sinon en droit, de l'autonomie coloniale, dont Stephen était partisan.

Considérant la question des terres, il a insisté sur l'hostilité de Stephen au système de Wakefield et a retracé l'histoire des débuts de l'Australie méridionale et de la Nouvelle-Zélande. Stephen souhaitait à la fois garantir les droits des indigènes et accorder des concessions gratuites aux colons. Hostile à l'esclavage, il favorisa les missions. Dans l'histoire complexe de l'abaissement des droits de douane et de l'établissement de tarifs préférentiels au sein de l'empire britannique, il encouragea toute solution qui tendait vers le libre échange. Il se déclara enfin partisan du self-government outre-mer.

Il ne ressort cependant pas de cette étude que Stephen ait joué un rôle déterminant. Les grandes décisions ont toujours été prises par ses supérieurs, Huskisson, Glenelg, Russell, qui étaient aussi des personnalités plus fortes que lui. Mais il a été — un peu comme Filleau de Saint-Hilaire en France à la même époque — un grand commis et la cheville ouvrière d'une administration qui se développait¹.

C'est Stephen qui convainquit Sir Francis Head d'accepter, en 1836, le

1. Paul KNAFLUND, *James Stephen and the British colonial system 1813-1847*. Madison, University of Wisconsin Press, 1953, x-315 p.

Henri Brunschwig

poste de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Rien ne préparait ce dernier à cette tâche. Ancien officier du génie, fonctionnaire dans l'administration de la Loi sur les pauvres, écrivain apprécié, il avait d'abord refusé l'offre surprenante de Lord Glenelg. Il partit avec mission de faire droit aux griefs des opposants lorsque leurs plaintes étaient justifiées. Mais il se révéla bientôt tory. Assez habile pour porter le débat sur le seul plan du loyalisme, il confondit volontairement démocratie et république, gagna les élections de 1836 où les radicaux, dirigés par Mackenzie, furent écrasés. Il en fut de même au conseil municipal de Toronto.

Lord Glenelg cependant était partisan de l'évolution vers la démocratie. Dès avant la rébellion de 1837, il accepta la démission de Head, qui eut cependant à faire face à la tentative de soulèvement de Mackenzie et de ses amis.

Dans la biographie qu'il consacre à Head, M. JACKMAN isole trop le Haut-Canada. Il est probable que, s'il n'y avait pas eu au Bas-Canada une forte opposition française, la position « loyaliste » de Head aurait été plus difficile à tenir. Ce qui ne signifie pas que les radicaux n'aient pas été loyalistes ; mais leurs sujets de mécontentement ne sont pas clairement énumérés. Et la position de Glenelg, qui, l'année précédente, avait obligé Durban à évacuer la province Adélaïde, à l'est du Cap, aurait aussi pu être mieux définie.

Le mérite, par contre, de ce petit livre très soigneusement documenté est de retracer toute la vie de son héros avec autant de détail que ses deux années de Canada. Cela nous ouvre un accès à l'Angleterre libérale. Head a fait la campagne de Waterloo, il a tenté sa chance dans l'exploitation des mines de l'Argentine, il s'est intéressé aux chemins de fer, à l'Irlande, au paupérisme. Avec des convictions très arrêtées, il s'est toujours conduit en gentleman. Grâce à M. Jackmann, nous savons aussi, année par année, quelles furent ses ressources. De sorte que ce petit livre précis, solide, volontairement rétréci aux limites de son héros, sera au moins aussi précieux à l'histoire sociale qu'à celle de la colonisation¹.

III. L'impérialisme.

La Cambridge history of the British Empire comprend huit volumes. Les trois premiers sont consacrés à « l'histoire générale de l'expansion britannique outre-mer et de la politique impériale » ; les suivants à l'Inde (t. IV et V), au Canada et à Terre-Neuve (VI), à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande (VII), à l'Afrique du Sud (VIII).

1. Sydney W. JACKMAN, *Galloping Head. A biography of Sir Francis Bond Head 1793-1875*. Londres, Phoenix House, 1958, in-8°, 191 p. ill.

La politique coloniale de l'Angleterre

Le tome III, dont la publication a été retardée par le décès, en 1952, du professeur Benians qui en assumait la direction, vient seulement de paraître, dix-neuf ans après le tome II. Il couvre la période impérialiste de 1870 à 1919, si importante dans l'histoire coloniale. Quinze spécialistes en ont écrit les dix-neuf chapitres qui sont autant de monographies sur les nombreux aspects de l'évolution et de l'expansion de l'empire. Benians trace les grandes étapes de cette évolution et groupe dans son chapitre initial les idées générales indispensables au lecteur non spécialisé. Il a aussi rédigé le chapitre sur l'évolution des finances, du commerce et des transports de 1870 à 1895. Cette excellente histoire économique est continuée pour la période suivante par M. Graham. A côté de l'évolution économique, il fallait traiter d'ensemble de la politique extérieure de la Grande-Bretagne, les problèmes coloniaux s'y trouvant étroitement enchevêtrés. M. Hinsley s'en est chargé dans quatre gros chapitres qui forment un solide exposé de 134 pages, bien au courant des travaux récents, précieux pour tous les amateurs d'histoire générale. Les problèmes particuliers à l'empire du Commonwealth occupent quatre chapitres aussi : M. Tyler a résumé l'histoire des conférences impériales de 1887 à 1914, M. Tunstall a étudié le problème de la défense impériale, avant, puis après 1897, date à partir de laquelle les petites expéditions localisées le cèdent aux guerres qui intéressent l'ensemble des dominions et aux rivalités navales mondiales. La guerre de 1914-1918, les traités de paix et la genèse de la S. D. N., dont les dominions firent partie en tant que membres explicitement énumérés du British Empire, ont été relatés par MM. Carrington et Wheare. Des monographies spécialisées ont été confiées à M. Simmons, sur la prospection de l'Afrique tropicale de 1870 à 1886, à M. Steel, sur les relations entre Empire britannique et États-Unis de 1870 à 1914, à M. Pugh, sur le Colonial Office, et à MM. Lauterspach et Jennings sur le droit international public dans ses rapports avec l'empire, sur la notification, l'occupation effective, la procédure d'arbitrage, le travail forcé, le droit de prise, la contrebande, etc.

Des chapitres de jonction ont enfin été nécessaires pour suivre l'évolution de l'opinion publique et l'apparition dans les diverses régions de l'empire de problèmes particuliers et de doctrines ou de méthodes coloniales nouvelles. MM. Butler, Robinson et Madden s'en sont acquittés respectivement pour les périodes de 1868 à 1880, de 1880 à 1895 et de 1895 à 1914.

Une bibliographie très complète et qui rendra de grands services a été dressée par M. Taylor Milne. Elle recense, en 138 pages, les sources et les ouvrages qui s'offrent aux spécialistes. L'index analytique occupe les dernières pages de cette œuvre monumentale.

Cet aperçu rapide témoigne du souci des auteurs de ne laisser dans l'ombre aucun des aspects importants de la politique coloniale. Il révèle aussi la difficulté à composer une synthèse aussi vaste. Les différents chapitres s'ordonnent selon un plan chronologique, mais ils se recoupent aussi,

Henri Brunschwig

forcément. Pour apprécier, par exemple, l'importance de la conférence coloniale de 1887, il ne suffit pas de lire l'exposé de M. Tyler. Il faut se référer aussi aux études de MM. Robinson et Tunstall. Des notes de renvoi plus nombreuses et plus précises auraient été les bienvenues.

L'unité de doctrine a été préservée. Si les différents auteurs ont travaillé séparément, leurs idées ne se contredisent pas et les lignes de force de l'évolution ressortent clairement. Après avoir lu ce gros livre, on mesure bien le chemin parcouru. La prépondérance économique et financière de l'Angleterre, maîtresse des mers, décrut progressivement, mais ne disparut pas. La balance des comptes rétablit aisément le déficit de la balance commerciale. L'opinion publique resta fidèle au libre échange et empêcha le triomphe d'un système fondé sur la préférence impériale. Le nationalisme d'un Disraeli, dont les succès ont été plus apparents dans la politique extérieure que sur le plan spécifiquement colonial, n'entraîna pas les masses qui assurèrent le succès des libéraux et de Gladstone entre 1880 et 1885. Les gouvernements, peu influencés par la rivalité entre Little Englanders et Jingoïstes, poursuivirent la politique libérale de l'époque précédente. Ce ne furent pas les Anglais qui engagèrent le partage de l'Afrique. Lorsque leurs commerçants s'alarmèrent de voir le domaine du libre échange se rétrécir sous l'effet des acquisitions des Belges, des Français et des Allemands, les gouvernements participèrent avec une certaine répugnance à la curée, sous le couvert des compagnies à charte, qui devaient assumer les frais de la colonisation.

C'est seulement en 1895 que l'Angleterre connut une véritable poussée de fièvre chauviniste, comparable à celles des nationalismes continentaux. Mais elle fut brève et les élections de 1906 marquèrent un « retour presque coupable » à la conception plus modérée de la responsabilité impériale, telle que l'avaient définie aussi bien Wilberforce que Lord Durham. La longue tradition missionnaire, humanitaire et libre-échangiste, la progressive décolonisation des dominions, la sécurité politique prédisposaient l'Angleterre à un rôle de tuteur plutôt que de dominateur. On n'a pas voulu le comprendre en France où l'on commet encore constamment l'erreur d'assimiler l'impérialisme britannique à celui des puissances continentales. En réalité, les idéaux humanitaires, missionnaires, démocratiques de l'époque précédente, qui avaient habité trois générations de masses populaires, étaient trop puissants pour disparaître devant les doctrines impérialistes d'un cercle d'intellectuels. Le courant libéral ne disparut pas et fut renforcé par les socialistes qui développèrent le principe de la tutelle exercée dans l'intérêt primordial des indigènes. L'impérialisme a été un accident dans l'évolution coloniale de l'Angleterre, alors qu'en France il s'inscrivit dans une longue tradition de politique de prestige. Ce qui n'empêcha pas, évidemment, les exécutants de la politique d'expansion de commettre des excès aussi bien que leurs collègues continentaux ; mais ce

La politique coloniale de l'Angleterre

qui explique l'aisance relative avec laquelle l'Angleterre s'orienta vers la décolonisation après la deuxième guerre mondiale¹.

M. MILLER explique le Commonwealth. Son petit livre sera précieux aux Anglais, aux citoyens des pays du Commonwealth et aux étrangers. L'auteur, d'origine australienne, professeur à l'Université de Leicester, se montre très soucieux de rester objectif et impartial. Il débute par un bon chapitre où les termes de dominion, empire, Commonwealth, etc., sont exactement définis. La première partie étudie la genèse du Commonwealth. L'auteur montre bien comment l'institution s'est développée, à partir surtout de 1907, année où le terme de dominion devint officiel et où une périodicité de quatre ans fut décidée pour les conférences. Les faits essentiels sont mentionnés jusqu'en 1957; signalons cependant l'omission de l'affaire des pêcheries de halibut, réglée par le Canada et les États-Unis sans intervention de l'Angleterre, en 1923. Cet exposé se termine par une bonne analyse des institutions actuelles du Commonwealth. La deuxième partie expose la politique et les intérêts particuliers des divers membres de l'organisation. L'auteur les passe en revue. Son commentaire est toujours intéressant, mais parfois un peu lénifiant. Son « détachement » se traduit par une prudence excessive en face des sujets brûlants. S'il fait de fréquentes allusions, par exemple au Cachemire, bien malin serait le lecteur non informé qui comprendrait comment le problème s'est posé. Un rappel des faits était ici indispensable. L'auteur est plus à son aise sur le plan de la politique générale. Il insiste, dans sa troisième partie, sur l'importance des « negative agreements » du Commonwealth : les Premiers sont toujours d'accord pour ne pas soulever les problèmes qui pourraient susciter l'opposition de l'un d'entre eux; l'auteur a sans doute un peu été inoculé par ce même virus. Sa conclusion est juste; il a raison d'affirmer que les facteurs moraux sont aussi importants que les facteurs économiques. Le Commonwealth, groupant des pays qui ont dans le passé fait partie de l'Empire britannique, subsistera sans doute longtemps sous sa forme actuelle de « concert of convenience »².

Le Royal Institute of International Affairs a publié entre 1937 et 1942, sous le titre général de *Survey of British Commonwealth Affairs*, deux gros ouvrages du professeur Hancock, respectivement intitulés : *Problems of nationality* (1918-1936) et *Problems of economic policy* (1918-1939). Dans la même série, M. MANSENGH étudie l'aspect international de la formation du Commonwealth. Ses *Problems of external policy* traitent en réalité de la genèse de la charte de Westminster depuis 1921 et de son application

1. *The Cambridge History of the British Empire*. Vol. III : *The Empire Commonwealth*. Cambridge, University Press, 1959, in-8°, xii-948 p.

2. J. D. B. MILLER, *The Commonwealth in the World*. Londres, Duckworth, 1958, in-8°, 308 p.

Henri Brunschwig

jusqu'à la deuxième guerre mondiale. L'ouvrage, qui se veut à la fois relation et explication, qui, par conséquent, apprécie longuement les événements, a paru en 1952. L'auteur a donc profité d'un recul suffisant pour pouvoir donner une vue d'ensemble sur le développement d'un système dont les traits essentiels apparaissent mieux à la lumière des événements récents. Son livre, solide, massif, foncièrement honnête, est fondamental.

L'idée générale, qui inspire l'auteur et qui aurait peut-être paru moins évidente il y a vingt ans, est que « foncièrement, les peuples britanniques n'ont jamais cru au système colonial (Colonial rule). Ils ont cru au gouvernement des hommes par eux-mêmes. Et par suite de cette foi en le self-government, ils ont considéré le système colonial comme une étape nécessaire, mais, de par sa nature même, transitoire, pour amener des peuples attardés à la maturité politique. « Les Indous devaient finalement gouverner l'Inde, les Africains l'Afrique ». C'est cette foi en le self-government qui caractérise l'ensemble du Commonwealth, par ailleurs si divers et si complexe. Avec elle, les vieilles traditions humanitaires triomphèrent des tendances impérialistes actives entre 1885 et 1914.

Sur la genèse du statut de Westminster, l'auteur apporte d'utiles précisions. L'influence de l'Afrique du Sud a sans doute été plus importante que celle de l'Irlande au cours des laborieuses discussions de la fameuse déclaration Balfour. L'entrée en vigueur du nouveau système a été lente et progressive. Il a fallu la pression de la deuxième guerre mondiale pour que l'Australie ratifie intégralement le texte de la charte en 1942 et la Nouvelle-Zélande ne s'y est résolue qu'en 1947. Après avoir analysé les difficultés juridiques auxquelles le statut s'est heurté dans les différents dominions, M. Mansergh montre pourquoi ce statut devait provoquer le déclin des institutions impériales et particulièrement des conférences qui, depuis 1887, réunissaient périodiquement les premiers ministres. Il insiste sur l'importance du rôle réservé à la couronne par le statut, analyse le comportement des divers dominions à la suite de l'abdication d'Édouard VIII, puis étudie longuement le rôle du Commonwealth dans la politique extérieure. Si, en fait, le Royaume-Uni exerça une influence prédominante dans la diplomatie comme dans la défense impériale, le refus des dominions de se laisser engager dans les affaires européennes, leur politique résolument pacifique, leur répugnance à créer un organisme commun doté de pouvoirs de décision gêna l'action de l'Angleterre. En dépit du statut qui les déclarait libres et égaux en droit, les dominions pouvaient encore estimer, avec un délégué australien à la conférence de Sydney sur les relations entre les membres du Commonwealth : « Nous sommes libres, mais nous ne sommes pas égaux. » Mais ils sentaient aussi que, « jeunes géants », comme les définit Lloyd George, ils deviendraient égaux en grandissant. La guerre devait accélérer cette croissance.

L'effort du Commonwealth pour favoriser l'apaisement en Europe et

La politique coloniale de l'Angleterre

pour éviter la guerre menaçante apparut à la conférence impériale de 1937. A ce moment, chacun des dominions avait déjà pris position dans la politique internationale et chacun avait pris nettement conscience de ses problèmes particuliers. L'auteur les passe en revue dans la deuxième partie de son livre. Les 250 pages au cours desquelles les politiques extérieures de ces jeunes États sont exposées, de façon à faire comprendre leur réaction à Munich, forment d'excellentes monographies : la trop grande diversité des points de vue rendait une action commune impossible. Le Canada, dont la sécurité était assurée par sa situation géographique, se montrait surtout soucieux de conserver son unité intérieure ; l'Australie et la Nouvelle-Zélande, avant-postes de la civilisation britannique, se sentaient nettement menacés ; l'Afrique du Sud, déjà déchirée par la dualité de sa population blanche, craignait les conséquences d'une guerre, même juste et victorieuse, sur le comportement de ses masses noires ; l'Irlande se décida finalement pour la neutralité en attendant la sécession ; l'Inde enfin restait divisée, incertaine et hostile.

En 1939, tous les dominions étaient libres de tous engagements en Europe. Cependant, quand la guerre fut déclarée, tous, à l'exception de l'Irlande et, si l'on veut, de l'Inde, qui fut engagée dans le conflit par la Grande-Bretagne, prirent parti contre les nationaux-socialistes. Australie et Nouvelle-Zélande se considérèrent comme automatiquement engagées aux côtés de l'Angleterre. Elles avaient de tous temps souhaité une centralisation du Commonwealth et la création d'organismes communs au sein desquels il leur aurait été plus facile d'influencer sa politique. Le Canada attendit six jours, marquant ainsi son indépendance vis-à-vis de la politique anglaise. Pour lui, comme pour l'Union Sud-Africaine, qui ne prit parti qu'après de longs débats parlementaires, il apparaît que la politique de paix à outrance, suivie par la Grande-Bretagne depuis Munich, en grande partie sous l'influence du Commonwealth, a facilité la décision. Indépendamment de l'attitude propre de l'Angleterre, il était évident que les Nazis menaçaient la liberté et la démocratie. En Afrique du Sud, l'opinion des masses de couleur n'intervint pas explicitement. Nul doute qu'elle était hostile aux Nazis.

M. Mansergh considère la période de 1931 à 1939 comme une transition. Les actions et réactions de l'Angleterre et de ses anciennes colonies y sont parfois difficiles à apprécier. L'auteur réussit cependant, au cours d'une analyse détaillée, à bien mettre en lumière l'épanouissement progressif des jeunes géants. Son livre restera longtemps indispensable¹.

« Très petit homme, avec une voix haut perchée, mais sans l'éducation et le bagage social habituels, H. H. Johnston semblait bien être le dernier à devoir devenir un architecte de l'Empire. » Et pourtant, ce petit bon-

1. Nicholas MANSERGH, *Survey of British Commonwealth Affairs. Problems of External Policy 1931-1939*. Oxford, University Press, 1952, in-8°, xxii-481 p.

Henri Brunschwig

homme, qui ne réussit jamais « à faire figure d'homme public comme il convient à tout haut fonctionnaire », qui agissait sans attendre les instructions, commettait d'énormes indiscrétions, plaisantait sur les affaires sérieuses, acquit la confiance de Kirk, de Salisbury et de Cecil Rhodes et joua un rôle capital dans la colonisation de l'Afrique orientale. Utilisant l'abondante documentation publiée par son héros, qui fut écrivain, philologue, ethnographe et peintre autant qu'homme politique, et les abondantes sources manuscrites des archives anglaises ou africaines, M. Roland OLIVER restitue la figure d'un des impérialistes les plus efficaces et les plus mal connus de cette époque.

C'est en Afrique orientale que Johnston s'illustra ; il y fut chargé par la Société royale de géographie et par l'Association africaine, sur l'initiative de Kirk, qui était aussi un ardent botaniste, d'une mission scientifique au Kilimandjaro. Il avait vingt-huit ans quand il débarqua à Zanzibar. Il avait déjà fait un séjour en Tunisie et un voyage au Congo. A l'en croire, il aurait accompli œuvre politique au Kilimandjaro. Le gouvernement anglais n'était pas impérialiste à l'époque, mais les principes adoptés par Johnston étaient prudemment attentistes. Il aurait demandé aux chefs indigènes « d'accepter la suzeraineté de la reine d'Angleterre à la place de celle du sultan de Zanzibar, au cas où celui-ci y renoncerait ». C'était prendre une assurance contre les explorateurs allemands ou français, sans ouvrir prématurément le débat. Au retour de son expédition, il acquit des chefs de Taveita, le 27 septembre 1884, une concession, sur laquelle il demanda l'autorisation de hisser le pavillon anglais. Kirk n'était pas favorable à un changement de politique et Gladstone rejeta le projet que ce dernier lui transmit après l'avoir amendé. Il aurait seulement poussé les chefs Chaga à signer, sous l'égide de la Grande-Bretagne, des traités qui auraient incorporé tout le Kilimandjaro aux domaines du sultan de Zanzibar.

Johnston regagna Londres. Peters intervint en Afrique orientale et la concession de Taveita, cédée au magnat du coton, Hutton (1884), facilita le partage de 1886 entre Anglais et Allemands.

Mis en vue par son expédition, Johnston réussit à entrer dans l'administration comme vice-consul dans le delta du Niger et au Cameroun (in the Oil Rivers District and the Cameroons) en novembre 1885. La région avait été placée par la conférence de Berlin dans la sphère d'influence britannique et formait un protectorat depuis juin 1885. Johnston était subordonné au consul des baies de Bénin et de Biafra, Hewett, souvent malade et très attaché à la tradition politique de non-intervention. La puissance acquise par le chef indigène et commerçant, Jaja, dont le livre de M. Dike a retracé l'ascension, le conflit entre l'African Association qui luttait contre le monopole de Jaja et la firme Miller Brothers qui le soutenait, le désir de la National African Company de Taubmann Goldie, qui monopolisait, en amont, le commerce du Niger (et qui recevra une charte en 1886), de contrôler

La politique coloniale de l'Angleterre

aussi le commerce côtier, le voisinage des Allemands au Cameroun enfin, créaient une situation très complexe. Johnston, partisan, comme Hewett, d'éloigner Jaja, n'attendit pas, en l'absence de son consul, l'accord explicite du Foreign Office pour agir. Salisbury lui en voulut d'abord, mais, lorsque le vice-consul, après deux ans et demi de séjour, reparut à Londres, le premier ministre reconnut ses qualités. Toute cette histoire compliquée des bouches du Niger est enfin parfaitement démêlée par l'auteur.

Salisbury s'intéressait d'ailleurs davantage à l'Afrique orientale. Johnston comprit sa pensée et l'exprima sans doute dans un mémorable article du *Times* du 22 août 1888 : « La politique de la Grande-Bretagne en Afrique, par un explorateur africain », où il lança le premier la formule du « Cap au Caire », dont Rhodes ne fut pas l'inventeur. Salisbury le nomma peu après consul à Zanzibar et l'employa à des négociations avec le Portugal. Elles échouèrent parce que Salisbury n'osa pas abandonner Blantyre et les missions écossaises pour obtenir la renonciation du Portugal à la jonction entre Mozambique et Angola.

Il appartenait donc au nouveau consul d'empêcher cette jonction. Mais il n'avait, bien entendu, pas d'instructions explicites et moins encore de crédits. C'est alors que, peu avant son départ de Londres, en mai 1889, il rencontra Cecil Rhodes. Celui-ci lui donna un chèque de deux mille livres sur la banque Rothschild pour une expédition en Afrique centrale, dans des régions qui pourraient, par la suite, être comprises dans la zone de la Compagnie qui sollicitait une charte. Salisbury laissa faire et Johnston partit pour Zanzibar, d'où il gagna l'embouchure du Zambèze. Il rencontra Serpa Pinto dans la contrée du Ruvo, remonta vers le Nyassa, passa des traités, non de protectorat, mais d'amitié, avec des chefs indigènes qui s'engageaient à ne rien concéder à personne sans consulter l'Angleterre. Au cours de cette équipée, il fut parfois amené à outrepasser ses instructions. Il fut toujours aidé par les missionnaires anglais établis sur place. Le détail de ses négociations ne peut être résumé ici. Elles furent précieuses à Salisbury dans son effort pour assurer à l'Angleterre en Afrique centrale la position dominante que Portugais et Allemands lui disputaient. Lorsqu'il regagna Londres en 1890, ses relations avec Rhodes se tendirent. Il ne collabora pas étroitement aux traités anglo-allemand et anglo-portugais qui délimitèrent les zones d'influence, mais Rhodes l'en rendit responsable. Quant ils se revirent en février 1891, ils s'accordèrent cependant sur une organisation des territoires que le Foreign Office ratifia : création d'un protectorat du Nyassa et, plus à l'ouest, d'une zone d'influence de la Compagnie à charte d'Afrique du Sud. Cette sphère devait pendant trois ans être administrée par le commissaire du protectorat, auquel la Compagnie verserait 10 000 £ par an. Johnston fut nommé administrateur par la compagnie et, par le Foreign Office, en plus de ses fonctions de consul de Mozambique, « commissaire et consul général pour les territoires sous influence britannique au nord du Zambèze ».

Henri Brunschwig

Au cours de son séjour de 1891 à 1894, « le roi Johnston », comme l'appelaient Rhodes, mécontent de ne pas trouver en lui l'agent qu'il espérait, eut fort à faire. Les Arabes marchands d'esclaves ne se soumirent pas volontiers. Les missionnaires écossais renâclèrent. Johnston eut peine à mettre une administration sur pied avec des moyens insuffisants. Il s'endetta. Le gouvernement ratifia cependant sa conduite en 1894, puis sépara le protectorat du domaine de la compagnie et renvoya Johnston pour achever l'organisation du Nyassaland. Nous ne pouvons insister sur le détail, remarquablement élucidé, de toute cette histoire.

Le Foreign Office ne disposait pas de beaucoup de postes coloniaux et Chamberlain au Colonial Office n'appréciait pas Johnston. On finit par lui faire, à Tunis, une situation supérieure à celle de son prédécesseur et il y passa deux ans à rédiger ses livres. Puis on lui proposa la mission d'organiser l'Ouganda et il accepta, malgré les fièvres qui avaient déjà miné sa santé au Nyassa. De septembre 1899 à mai 1901, il parcourut, pacifia, organisa le protectorat et négocia l'accord de 1900 avec le Bouganda.

Après quoi il vécut encore vingt-six ans dans une studieuse retraite. Il mourut en 1927. Il est aujourd'hui encore moins célèbre que bien des impérialistes dont l'œuvre est loin d'égaler la sienne.

Le mérite de ce livre est d'exposer, tout en restant constamment attrayant, des entreprises dont le détail n'avait jamais été étudié, comme les débuts de l'administration des Oil Rivers ou la première mission de Johnston dans le Kilimandjaro. La personnalité de Johnston est analysée avec beaucoup de finesse. Il est un point cependant sur lequel, à notre avis, l'auteur est resté trop discret : d'où vient cette passion impérialiste dont le jeune homme fut possédé, à une époque où le gouvernement était encore libéral et où les cercles qui incubaient le jingoïsme lui étaient encore fermés. Chez Rhodes, il y eut l'influence de Ruskin ; chez le peintre qu'était Johnston, le nationalisme apparaît presque comme une idiosyncrasie¹ !

La biographie de Milner par M. WRENCH ne fait pas double emploi avec celle de M. Halperin. Les deux ouvrages se complètent. M. Halperin traite, à propos de Milner, de l'impérialisme britannique. Si ce dernier ne peut être absent du livre de M. Wrench, il n'y apparaît cependant qu'allusivement et le lecteur étranger sera souvent gêné par son ignorance de faits supposés connus. Par contre, l'auteur a dépouillé les papiers inédits de Milner et les très nombreux extraits qu'il en donne animent cette personnalité curieuse, qui restait trop énigmatique dans le livre de M. Halperin.

Milner, né en Allemagne en 1854, élevé à Tubingue, puis à Londres, solitaire et timide, fut profondément marqué par son passage à Oxford entre 1875 et 1879. Il y prit conscience de sa valeur et y rencontra de fidèles

1. Roland OLIVER, *Sir Harry Johnston and the scramble for Africa*. Londres, Chatto & Windus, 1957, in-8°, xvi-368 p.

La politique coloniale de l'Angleterre

amis : Toynbee et Parkin. C'est à ce dernier qu'il dut ses idées impérialistes, dont on aurait aimé pouvoir suivre le développement, depuis le groupe d'étudiants oxfordiens jusqu'à la fondation de l'Imperial Federation League en 1885. Mais l'auteur s'en tient aux papiers de Milner et n'entreprend pas l'étude, qui reste à écrire, des origines complexes de l'impérialisme britannique. Les relations faites à Oxford, le stage dans le journalisme, à la *Pall Mall Gazette* et l'amitié de Goschen, qui fit de lui son secrétaire particulier et lui conseilla d'accepter le poste offert par Lord Cromer en Égypte sont également révélés d'après la correspondance de Milner.

L'homme apparaît dans ces lettres remarquablement fidèle à ses idées, mais aussi constamment inhibé par sa répugnance pour la politique proprement dite, sa haine des partis, son incapacité à sortir de soi-même, à deviner et à comprendre autrui. Il est possible, comme on l'a prétendu, qu'un autre eût réussi à éviter la guerre des Boers en percevant mieux la mentalité de Kruger, possible qu'un Milner plus humain aurait, en acceptant de succéder à Chamberlain dans le cabinet Balfour, fait aboutir l'idéal impérialiste. Son hostilité à la politique libérale en Afrique du Sud a-t-elle, depuis, été justifiée ? Il souhaitait la fusion des deux groupes blancs et la promotion des noirs sous une tutelle britannique prolongée ; il prophétisait, à longue échéance, la sécession de l'Union sud-africaine. Mais rien ne permet d'affirmer que sa politique aurait mieux réussi et que les immigrés chinois qu'on lui reprocha de faire venir en masses n'auraient pas créé de redoutables difficultés.

Le rôle de Milner dans le cabinet impérial de guerre de Lloyd George en 1917 est bien éclairé. Une lettre de Milner précise qu'à Doullens il insista, en effet, pour que Foch et non Pétain fût nommé commandant unique. Mais Clemenceau, à ce moment, n'était pas encore hostile à Foch et ne fit aucune difficulté.

Tous ces problèmes sont examinés au fur et à mesure qu'ils apparaissent dans la documentation de l'auteur, mais ils ne sont jamais éclairés à l'aide d'une bibliographie étrangère à Milner. L'ouvrage de M. Wrench est une analyse et un commentaire des papiers, articles et discours de Milner, une sorte de Milner par lui-même, infiniment précieux et attachant, indispensable à l'historien de la colonisation britannique, mais non suffisant¹.

* * *

On voit que les ouvrages reçus par la *Revue historique* permettent de bien suivre l'évolution du comportement colonial britannique. Les Anglais furent les premiers à critiquer le système des plantations qui avait cessé

1. John Evelyn WRENCH, *Alfred Lord Milner, the man of no illusions*. Londres, Eyre & Spottiswoode, 1958, in-8°, 398 p.

H. Brunschwig — La politique coloniale de l'Angleterre

d'être rentable à la fin du XVIII^e siècle. Ils élaborèrent une doctrine anti-coloniale, qui préconisait essentiellement un libre-échange généralisé. Mais les faits et la traditionnelle faculté d'adaptation des Anglais aux événements les conduisirent à coloniser les régions tempérées vers lesquelles ils dirigèrent l'émigration de leur population en surnombre et les régions intertropicales, où missionnaires, humanitaristes et commerçants collaborèrent. Ces établissements se développèrent sans pour autant démentir la doctrine, et l'opinion britannique ne cessa jamais d'admettre qu'ils ne seraient pas toujours régis par la métropole.

Ce ne furent pas les Anglais qui renversèrent la vapeur et inaugurèrent une politique de conquête impérialiste. Le jingoïsme ne l'emporta chez eux que pendant une brève période, entre 1895 et 1906. Les libéraux revinrent ensuite à la tradition humanitaire. Lorsqu'ils reconnurent l'indépendance des dominions du Commonwealth, ils ne pensaient sans doute pas que ce cadre accueillerait un jour des populations de couleur. Ils n'en préparaient pas moins la décolonisation, qui fut aisément acceptée par l'opinion britannique parce que, depuis un siècle et demi, elle en envisageait l'éventualité.

Henri BRUNSCHWIG,
Professeur à l'Institut
des Hautes-Études Africaines.

CORRESPONDANCE

Réponse aux observations

de M. Marcel Simon

Dans le compte rendu qu'il a bien voulu consacrer à mon ouvrage : *La Passion de Jésus. Fait d'histoire ou objet de croyance*¹, M. Marcel Simon estime que mon « argumentation n'apporte rien de fondamentalement nouveau », concernant la non-historicité du personnage de Jésus. On trouvera ci-après le résumé des trois preuves nouvelles que j'ai apportées à cet égard.

1^o Dans les chapitres des *Actes des Apôtres* (xxi à xxvi), consacrés à l'emprisonnement de Paul, le procureur romain Festus parle de discussions religieuses avec les Juifs au sujet d'« un certain Jésus qui est mort et que Paul affirmait être en vie », sans qu'il soit fait mention d'une crucifixion, par ordre de Pilate. On ne voit pas d'autre explication à ce silence de Paul et surtout de ses accusateurs juifs au sujet de la crucifixion de Jésus que son inexistence en tant que fait historique (voir dans l'ouvrage, p. 154-169).

2^o L'*Épître paulinienne aux Philippiens* (II, 7-11) déclare que le nom de Jésus (signifiant en hébreu : Iahvé, qui sauve) a été donné par Dieu à son fils en récompense de sa mission terrestre et après son retour au ciel : nom de culte, et non point nom d'homme.

De ce texte, signalé par Couchoud, j'ai rapproché un autre écrit chrétien, considéré comme très primitif : l'*Ascension d'Isaïe* (IX à XI). Il n'y est jamais question que du Fils de Dieu ; il n'est pas appelé Jésus dans le récit de sa mission sur terre ; la mention : « qui sera appelé Jésus » apparaît dans un seul passage, où Dieu trace la mission de son Fils, ce qui corrobore l'interprétation donnée à l'*Épître aux Philippiens* (voir dans l'ouvrage, p. 62-73).

3^o La I^{re} *Épître aux Corinthiens* (II, 7-8) relève l'ignorance des « Princes de cet Age » à l'égard de « la sagesse de Dieu ; car, s'ils l'avaient connue, ils n'auraient pas crucifié le Seigneur de Gloire ».

L'interprétation directe montre, comme l'écrivait Couchoud, « la crucifixion d'un être surnaturel par des êtres surnaturels ». Or dans l'*Ascension d'Isaïe* (IX, 14), le prophète reçoit d'un ange l'annonce suivante : « Le prince de ce monde étendra sa main sur le Fils de Dieu, et il le tuera, et il le suspendra au bois, et il tuera, ne sachant pas qui il est. »

Or non seulement le meurtrier est le « prince de ce monde », mais, après avoir tué le Fils de Dieu, il suspendra son cadavre, suivant la pratique juive (*Deutéronome*, XXI, 22-23).

Cette conception chrétienne primitive de la Passion du Fils de Dieu (voir dans l'ouvrage, p. 50-62), d'inspiration juive, s'oppose à celle des Évangiles, montrant Jésus attaché vivant à la croix romaine, suivant la sentence de Pilate. Si le point

1. Cf. *Rev. hist.*, t. CCXXV, p. 436.

Correspondance

de départ de la religion chrétienne avait été la crucifixion d'un prophète juif, ordonnée par un procureur romain détesté, on ne verrait pas, quelques années après, ce drame humain transformé en mythe par un juif chrétien et le supplice romain transformé en pratique juive. La conception de l'*Ascension d'Isaïe* est donc antérieure à celle de l'*Évangile de Marc*, sans qu'il soit nécessaire ici de préciser de combien.

L'auteur de l'*Évangile de Marc* trouvait dans les ouvrages antérieurs la simple mention : Jésus a été crucifié. Mais en grec, langue des premiers écrits chrétiens, le mot *stauros*, croix, s'applique aussi bien à la pratique juive (voir *Esther* dans la traduction des Septante) qu'à la romaine, et il a le premier sens dans la *I^{re} Épître aux Corinthiens*, où Dieu est le dieu d'Israël. Toutefois, dans le milieu païen de Rome auquel l'*Évangile* s'adressait, la pratique juive était inconnue, « crucifixion » suggérait l'idée d'une condamnation prononcée par un magistrat romain : le procès du prophète Jésus devant Pilate était destiné à illustrer pour un tel milieu la nouvelle croyance d'une secte juive. Mais le génie dramatique de *Marc* a fait prendre, après lui, un procédé littéraire pour un récit d'histoire (voir p. 201-206, 237-238).

Voilà les trois textes (*Actes des Apôtres*, *Ascension d'Isaïe*), qui paraissent n'avoir encore jamais été relevés et que M. Simon ne mentionne pas. Je renvoie le lecteur à mon ouvrage pour la signification de textes, tels que *I Corinth.* XV, 3-5 (voir p. 129 et suiv.). Quant à la tradition, si je n'ai pas voulu en discuter la conception catholique, qui relève de la foi en l'autorité de l'Église (voir p. 45), je considère bien que la tradition est « un problème scientifique d'importance fondamentale ». Mais la question porte sur le contenu de la tradition : est-ce celle d'une croyance ou d'un fait? L'existence reconnue d'une tradition orale ne nous donne par elle-même aucune indication à cet égard.

Marc STÉPHANE.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

T. K. DERRY and Trevor I. WILLIAMS. *A short History of technology, from earliest Times to A. D. 1900.* Oxford, Clarendon Press, 1960 ; 1 vol. 14 × 21,5, xviii + 728 pages, 353 fig. Prix : 38 s.

Les auteurs présentent eux-mêmes leur volume comme une suite de la grande *History of Technology* en cinq volumes qui a été publiée sous la direction de Singer, Holmyard, Hall et Williams. Il ne s'agit pas d'un complément mais d'une sorte de condensé de ce grand ouvrage d'érudition, rédigé pour un public d'étudiants et de lecteurs non avertis. C'est une sorte d'introduction à l'*History of Technology*. Le plan de rédaction est assez différent, car il ne pouvait être envisagé de résumer chacun des cinq volumes, les uns à la suite des autres. Regroupés en deux grandes périodes, l'ensemble des chapitres des cinq volumes se trouve pourtant assez fidèlement résumé. Parfois, certains sont réduits à une simple indication, mais, pour autant qu'on puisse s'en rendre compte, l'importance donnée à chaque sujet a été à peu près respectée proportionnellement.

Les nouveautés introduites dans le nouvel ouvrage sont d'une part la césure en deux périodes historiques, d'autre part l'adjonction d'exposés introductifs d'histoire générale. Il est toujours possible de critiquer le plan d'un ouvrage dont le sujet est si étendu ; le rédacteur a généralement bien étudié le problème de ses subdivisions et a pesé les inconvénients des différentes solutions possibles. Il s'est décidé le plus souvent pour un compromis qui lui assure la plus grande facilité d'exposition. Ici, les auteurs ont choisi de consacrer une première partie, relativement courte (275 pages) à une période s'étendant des origines à 1750 (de notre ère), un nombre de pages presque double étant réservé pour un siècle et demi, 1750-1900. Ce choix présente plusieurs inconvénients dont le principal, semble-t-il, est de mettre en évidence cette date de 1750 qui, du point de vue de l'histoire des techniques, n'a aucune signification particulière. Il semble ridicule de chicaner les auteurs pour cinquante ans sur une période de six millénaires, cependant c'est la conception globale du progrès technique qui s'en trouve modifiée. Il eût mieux valu choisir une date de césure comme 1830, ou mieux 1850 et dans ce cas introduire une division chronologique supplémentaire qui aurait pu s'étendre de la fin du Moyen Age au début du XIX^e siècle.

En tête de chaque partie est placé un aperçu général sur l'histoire des périodes correspondantes, et rapportant essentiellement les faits liés au progrès technique. Ces chapitres sont particulièrement utiles car ils créent entre tous les autres un lien dont l'absence serait regrettable. Tous les chapitres des deux parties sont, en effet, étroitement spécialisés ; ils reportent ainsi sur l'ouvrage condensé l'un des principaux inconvénients que présentait l'ouvrage étendu ; celui d'estomper et même de laisser ignorer l'influence réciproque que les différents domaines techniques n'ont cessé d'exercer entre eux tout au long de l'histoire, influence si apparente dans l'évolution contemporaine des techniques. Ainsi, il manque

Comptes rendus critiques

encore dans ce volume un autre fait historique primordial, celui de cette interdépendance constante, cependant indispensable pour comprendre la nature du progrès technique autrefois et aujourd'hui. On revient trop à la prédominance de l'invention, qui à elle seule n'explique rien.

Cela ne veut pas dire que le présent ouvrage n'est pas digne d'intérêt ; bien au contraire. Il n'a pas son équivalent dans la littérature relative à l'histoire des techniques. Il manque, en effet, dans toutes les langues, des ouvrages qui soient d'abord des exposés des faits, et des exposés loyaux et exacts. Celui-ci en apporte un ; les auteurs ne dissimulent pas qu'ils ont suivi pas à pas la grande *History of technology*, aussi peut-on accorder la plus grande confiance au contenu de leur texte. Il est d'autant plus direct que les digressions socio-économiques sont soigneusement évitées ; de même que les anecdotes incertaines auxquelles se complaisent les auteurs qui écrivent de seconde et parfois de troisième main. On se demande cependant si l'ouvrage n'aurait pas eu davantage d'utilité si les auteurs s'étaient plus éloigné de leur modèle. Puisqu'ils étaient moralement habilités à user directement de l'*History of Technology*, on regrette qu'ils n'aient pas tenté de le réécrire différemment, en suivant d'étape en étape l'ensemble du progrès technique, pour montrer également par les faits comment nous pouvons maintenant en concevoir la marche générale. Ainsi toute une structure nouvelle de l'histoire des techniques serait peut-être apparue, qui aurait mieux expliqué notre monde moderne. Mais peut-être est-il encore trop tôt, même avec un guide aussi analytique que l'*History of Technology*, pour entreprendre d'exposer une vue synthétique de ces événements.

Enfin, comme leurs devanciers, MM. Derry et Williams ont laissé de côté les techniques de l'Extrême-Orient et ont clos leur ouvrage à 1900. Certains penseront que c'est regrettable. Mais il faut reconnaître que les raisons que donnent les auteurs sont fondées. Ce qui était un grave défaut pour l'*History of Technology* est justifiable pour l'ouvrage condensé. La chronologie du progrès technique en Extrême-Orient est encore très mal connue. Peut-être faut-il, en effet, attendre que l'œuvre de J. Needham soit complète pour se permettre de tenter une vue générale de ce sujet sous une forme ramassée. Enfin, le dernier demi-siècle de notre histoire est trop fertile en événements pour qu'un exposé de quelques pages dans un tel livre apporte autre chose que des banalités.

Maurice DAUMAS.

Atti del II Convegno di Studi Etruschi a cura dell'Istituto Marchigiano di Scienze Lettere Arti, I Piceni e la civiltà etrusco-italica. Florence, Olshcki, 1959. (Suppl. à *Studi Etruschi*, XXVI).

Les communications sont réparties en trois sections : I : *Histoire, archéologie, religion* : R. Pittioni, Les rapports entre les deux rives du moyen Adriatique à l'âge du fer ; S. M. Puglisi, La civilisation du Picenum de la préhistoire à la proto-histoire à la lumière des découvertes les plus récentes ; D. G. Lollini, Apenniniens, Protovillanoviens, Picéniens dans la réalité culturelle des Marches ; M. Zuffa, Un bijou picénien au Musée civique de Rimini ; M. Pallottino, L'art de l'ancien Picenum. II : *Linguistique et épigraphie* : Les inscriptions du Picenum méridional (V. Pisani) ; Problèmes de la stèle de Novilara (G. Camporeale et G. Giacomelli).

I Piceni e la civiltà etrusco-italica

III : *Histoire naturelle* : Alliages de cuivre et plomb pré- et protohistoriques du Picenum (L. Cambi). Cette dernière communication jette un jour nouveau sur la provenance du minerai (le bassin de la Saale) et sur la technique raffinée, servie par une expérience séculaire, qui suppléait des dosages impossibles.

Plutôt que de résumer en détail les autres communications, je préfère regrouper ici les principales conclusions, sans reprendre les théories exposées par S. M. Puglisi dans *La Civiltà Appenninica* dont je donnerai ici même l'analyse. De nombreux éléments ont contribué à former la civilisation du Picenum : des établissements stables qui commencent à se structurer (utilisation de la céramique) apparaissent au néolithique dans les Marches, le long des terrasses fluviales. De la première moitié du II^e millénaire datent les gisements de la grotta dei Baffoni, de la grotta del Mezzogiorno, de Donatelli di Genga (fonds de cabanes) : on y pratique une petite culture et un élevage sédentaire. Puis se manifeste un parallélisme chronologique, sans succession tranchée, avec le facies énéolithique (céramique à bandes pointillées, tombes « a grotticella »), propre à des groupes armés probablement de provenance tyrrhénienne Centre-Sud et, plus lointainement, de l'aire égéo-anatolienne (ce type brachycéphale a des caractères arménoides) qui, à partir des hauteurs préapenniniennes, atteignent la côte. Ils sont peut-être à la source de l'économie pastorale de l'Apennin. Mais il faut invoquer aussi d'autres composantes ; et d'abord un élément protovillanovien qui stimule l'ancien substrat agricole : le phénomène protovillanovien, au moins dans les Marches, ne peut être limité au fait purement religieux que serait la diffusion du rite de l'incinération. En dehors d'une influence culturelle protovillanovienne (terramaricole) dans des habitats subapenniniens, on trouve près de la côte des habitats proprement villanoviens. Mais il n'y eut pas de superposition ethnique due à un grand mouvement de population. Ainsi l'hétérogénéité de la civilisation picénienne, qui n'atteignit jamais une physiologie organique et unitaire, même dans la période de sa plus grande floraison (VII^e-VI^e siècles), semble trouver son explication dans l'influence diverse selon les zones des deux principales composantes, apenninienne et protovillanovienne. D'après les textes anciens, les Picéniens insistaient sur leurs rapports avec l'Illyrie. On accorde aujourd'hui peu d'importance à ces derniers. Pendant l'âge moyen du bronze (XV^e-XIII^e siècles av. J.-C.), les deux rives de l'Adriatique s'ignorent. Ce serait seulement le « superstrat » qui expliquerait les points de contact : il s'agirait avant tout de relations commerciales inaugurées au moment où la population des deux côtes, après les ébranlements de la migration des champs d'urnes, fut à nouveau assez forte pour sortir de chez elle. Enfin, la tradition accorde une part importante aux Sabins dans la civilisation du Picenum. Les cols faciles de l'Apennin entre Ombrie et Marches ont joué un rôle déterminant pour l'osmose culturelle apenninienne, puis étrusco-picénienne, par l'intermédiaire des Italiques ombro-sabelliens.

Les aspects artistiques de la civilisation picénienne sont variés : on note l'intérêt porté au travail du bronze et le sens de l'exubérance décorative. On peut distinguer avec M. Pallottino une culture du Nord (Novilara) en rapport avec un dialecte particulier (et encore obscur pour nous) de l'âge du fer (entre le VIII^e et le V^e siècle), le long de la côte au Nord d'Ancone ; une culture du Sud correspondant à l'aire de diffusion des inscriptions protosabelliennes, avec de riches nécropoles archaïques comme celle de Fabriano ; enfin une culture celtique superposée aux

Comptes rendus critiques

couches indigènes à partir du début du IV^e siècle : elle accueille des éléments grecs d'Italie du Centre et du monde étrusco-italique. C'est la dernière manifestation originale d'une activité locale avant la romanisation. Dans l'ensemble, le schéma chronologique est le suivant : une phase géométrique et orientalisante (VIII^e-VI^e siècles), avec des bronzes et des céramiques en rapport avec les cultures du fer de l'Adriatique et du Danube, avec le villanovien, l'orientalisant étrusque et l'Apulie ; une phase archaïque (VI^e-V^e siècles), qui subit de fortes influences grecques et étrusques dans les grands bronzes figurés laminés et fondus et dans la sculpture (guerrier de Capestrano) ; une phase celto-picénienne (IV^e-III^e siècles), qui a laissé des bronzes et de l'orfèvrerie, enfin la phase italico-romaine (III^e-I^{er} siècles av. J.-C.), dont les terres cuites architectoniques de Civitalba représentent le plus beau produit. Il faut donc distinguer évolution dans le temps et différenciation dans l'espace.

Beaucoup de points restent à éclaircir, en particulier les problèmes linguistiques. La langue prouve que le territoire du Picenum s'est étendu à un certain moment beaucoup plus au Sud qu'à l'époque historique. Certains mots sont indo-européens ; le lexique évoque le pélignien, le falisque, mais aussi l'illyrie et la Macédoine. A époque récente, un type osque semble s'être superposé au type picénien. Quant à la fameuse stèle de Novilara, de la fin du VI^e ou du début du V^e siècle, elle paraît montrer le développement, parallèle à celui de l'étrusque, d'une langue pré-indo-européenne parlée par un groupe ethnique indigène.

R. CHEVALLIER.

Dominique SOURDEL. **Le vizirat abbaside de 749 à 936.** Institut français de Damas, 1959-1960 ; in-8°, LXXVIII-800 pages en 2 vol.

Voici un livre important et, en son genre, exemplaire. Si étrange qu'il puisse paraître à qui songe à la gloire du califat abbaside, tenu pour la période classique par excellence de l'histoire musulmane, il n'existait de ses institutions aucune étude approfondie et large : si le livre d'A. Mez, *Die Renaissance des Islams*, en 1921, avait inclus une tentative en ce sens, il faut avouer qu'à cet égard il était un demi-échec et restait une énumération incomplète de faits superficiellement, parfois inexactement interprétés. *Le vizirat abbaside* constitue donc, en fait, le premier véritable travail en ce domaine et, à ce titre, n'eût-il pas d'autres qualités, fera date. Mais il contient beaucoup plus aussi que ce que le titre annonce. Par la force des choses, l'auteur a fait du système abbaside de gouvernement une analyse qui, bien que centrée sur le vizirat, éclaire bien d'autres aspects de ses institutions. D'autre part, si, certes, dans le détail chaque sujet comporte, selon sa nature et celle de la documentation, sa méthode propre d'investigation, nous avons cependant ici, dans l'inspiration générale et la mise en œuvre des sources, un exemple qui devrait profiter à tous les travaux postérieurs en matière d'histoire institutionnelle musulmane.

De certains organes de l'administration sous les Abbasides ou dans divers États musulmans nous possédons quelques tableaux plus ou moins méthodiques : mais au-dessus d'eux, sur le califat et le vizirat, malgré l'existence de plusieurs « Livres des Vizirs », rien pratiquement entre les anecdotes qui les composent, et que complètent les Chroniques, et les exposés de haute théorie dont le modèle

Le vizirat abbaside de 749 à 936

est al-Māwardī (XI^e siècle), moins irréaliste sans doute qu'on ne l'a dit, mais tout de même étranger, en ces chapitres de ses statuts gouvernementaux, au fonctionnement concret de l'institution et à son développement historique. C'est donc matériellement au travers d'une accumulation de faits particuliers qu'il va falloir reconstituer l'histoire du vizirat ; d'où, dans le livre de M. Sourdel, une longue série de chapitres narratifs qui, au lecteur les ouvrant sans préavis, pourraient paraître fastidieux et qui deviennent au contraire captivants si on les suit munis du fil directeur, en participant à la volonté de recherche concrète qui les anime. A vrai dire, la difficulté et la nature de la documentation ont précisément l'avantage de nous obliger à découvrir par le menu le déroulement d'une histoire qui n'est pas celle d'organismes aux attributions méthodiquement définies, mais — comme de bien des institutions d'autres « Anciens Régimes » — d'une permanente adaptation de fait d'une institution qui, au travers de l'identité de nom, a connu de considérables changements, même dans la période relativement brève, mais capitale, envisagée dans le présent livre.

Le vizirat apparaît à l'« honnête homme » comme une des institutions typiques des États musulmans. Il n'a cependant pas existé sous les premiers califes ni pendant la période umayyade (661-749), et les premiers Abbasides eux-mêmes ne l'ont pas découvert d'un coup. Sur les origines du vizirat, une théorie, dont les échos se retrouvent encore dans bien des exposés, comme s'il s'agissait d'une chose allant de soi, veut que la chose et, pour beaucoup, le mot même soient un héritage de l'Empire perse sassanide : diffusément, l'idée repose sur le fait connu de la place tenue par le personnel iranien dans l'administration abbaside, et les traditions rapportées dans les ouvrages d'édification composés sous l'influence de ce personnel. Le premier, S. D. Goitein, dans la revue *Islamic Culture*, 1942, a démontré que la vieille étymologie arabe du mot *wazir* était la bonne, et signalé, entre des usages familiaux arabes primitifs et les formes originelles du vizirat, des parentés qui, si elles ne peuvent éclairer vraiment la pleine formation de l'institution, n'en conservent pas moins leur valeur pour une période limitée. L'essentiel était évidemment, laissant de côté les théories préconçues, de suivre comment s'est en fait développé le vizirat : la conclusion bien simple qui en découlera, disons-le tout de suite, est que, quels qu'en soient les antécédents, le vizirat s'est constitué et développé en fonction des conditions propres du régime abbaside, et qu'elles seules en définitive rendent pleinement compte de ce qu'il fut (ajoutons même : de l'image qu'en ont donnée les auteurs qui, ensuite, en ont écrit). Les chapitres qui « racontent » cette histoire, et qui occupent les pages 65 à 562, sont conduits avec une précision (qui ne tombe jamais dans la minutie gratuite), une sûreté de jugement, un scrupule qui commandent l'admiration. Ils sont suivis, aux pages 565-698, de chapitres synthétiques non moins excellents, qui rassemblent les éléments constitutifs de la fonction et de la dignité vizirales. Une conclusion, aux pages 699-723, revenant alors aux problèmes posés dans le chapitre II et déjà sommairement dans l'Avant-propos, dégage d'une part les grandes lignes de l'évolution qu'on a vu se dessiner au cours des exposés narratifs, et explique d'autre part comment on a abouti aux tableaux classiques des juristes et de la littérature édifiante sur le vizirat.

C'est donc sous les premiers Abbasides qu'apparaissent peu à peu à la fois, mais sans interconnexion régulière, la fonction et le nom du vizirat. Le *wazir*, c'est au sens arabe et au sens coranique du mot, le « soutien » du calife, celui qui

Comptes rendus critiques

le « décharge » des fardeaux de sa tâche. Il ne sort donc pas alors du personnel administratif, mais de la « clientèle » du calife, auquel le rattachent même parfois des liens de tutelle comme en pratiquaient au bénéfice d'affranchis distingués les familles arabes ayant à faire élever de jeunes enfants. Ses attributions sont indéfinies, précisément parce qu'elles sont une émanation indissociable de celles même du califat, et qu'en pratique elles dépendent de ce que le calife régnant désire qu'elles soient. Il peut se faire alors qu'en même temps que du titre viziral tel ou tel personnage soit chargé de certaines fonctions administratives supérieures, mais il n'existe pas entre les deux de corrélation nécessaire ni régulière. Et s'il y a eu, par exemple, pour ne prendre que l'exemple le plus illustre, un vizirat puissant avec Yahyâ le Barmécide, il y a eu aussi, et après lui comme avant, des moments sans vizirat du tout.

Cependant, dans la société musulmane, certains groupes jouaient un rôle politique ou administratif dominant. Les hommes de loi influençaient plus ou moins le régime dans son orientation juridique et religieuse, sans intervenir dans l'administration elle-même. Celle-ci était le monopole d'une quasi-caste, celle des scribes (*kuttâb*). Mais d'autre part, à partir du milieu du ix^e siècle, une armée prétorienne, de recrutement en majorité étranger, et d'origine servile, impose de plus en plus sa loi au calife, qui perd son pouvoir personnel effectif. Cette situation influe de façon diverse sur le vizirat. Lorsqu'elle résiste à l'autorité califale, l'armée n'admet pas de vizir qui en serait l'émanation, elle entend, elle, le contrôler ; mais d'autre part, sans qu'elle se soit privée de révoltes anticalifales, il lui est cependant plus facile de faire révoquer un vizir récalcitrant que de déposer un calife, si bien qu'elle a intérêt à développer l'institution vizirale, dans le sens d'une croissante autonomie vis-à-vis du califat. Les *kuttâb* ont un intérêt, à cet égard particulier, convergent avec celui des militaires. Dans l'homme qui en fait plus ou moins précisément et puissamment les commandes, ils aiment trouver non un étranger à leur caste et à leur métier, mais un membre de leur caste et un praticien de leur métier. Les difficultés croissantes du califat font ressentir à beaucoup, et aussi bien aux plus intelligents des chefs militaires, la nécessité de placer au poste viziral un technicien, en même temps qu'un homme qui, par ses liens dans les milieux d'affaires, pourra mieux que d'autres conjurer les crises financières. La période où le califat abbaside descend vers sa chute se trouve donc être un peu paradoxalement celle de la pleine constitution et de l'apogée du vizirat comme organe dirigeant de l'administration, illustré par les deux grands rivaux qui alternent à ce poste, Ali ibn Isa et Ibn al-Furât, aux alentours de l'an 900. On pourrait penser que, n'étant plus personnellement liés au calife, les vizirs, issus de la caste des *kuttâb*, perdent alors certaines activités relevant plus de la conduite politique courante et générale, de la *siyâsa*, que de l'administration ; mais l'abaissement du califat et la non-valeur de la plupart des califes les aident en réalité à reconquérir ou à conquérir à leur profit autonome une large part effective de cette *siyâsa*. Que, comme c'est le cas à certains moments, l'accord règne entre le principal chef militaire et le vizir, et le vizir, ou plutôt le vizirat, devient vraiment la tête du gouvernement. Mais évidemment la situation personnelle du vizir, même dans une institution vizirale puissante, reste subordonnée aux sautes d'humeur du calife et aux luttes des clans militaires ou autres. Un jour viendra où des chefs militaires, plutôt que d'intervenir du dehors sur les gouvernements, préféreront en assumer directement la responsabilité, reléguant

Le vizirat abbaside de 749 à 936

le califat dans un rôle presque exclusif de légitimation de leur pouvoir. Ce jour-là le vizirat ne disparaîtra pas, et il connaîtra par moments encore de très beaux jours, mais il deviendra un vizirat non du calife, mais du chef militaire — on dira plus tard du sultan — et il perdra tout de même en général cette *siydsa* quasi autonome à laquelle il avait un moment paru pouvoir prétendre, pour n'être que l'organe de tête de l'administration.

La puissance momentanée du vizirat et la personnalité des deux grands vizirs ci-dessus nommés autorisent D. Sourdel (p. 495-551) à nous donner sur leur politique respective deux chapitres qui sont parmi ses mieux venus. Particulièrement précieux sont ensuite tous ceux qu'il consacre dans sa quatrième partie aux divers éléments constitutifs du vizirat, et où pourront plus généralement trouver une précieuse pâture tous ceux qui s'intéresseront au régime abbaside et à ses institutions. Le simple relevé des titres marquera bien la diversité des sujets abordés, en récapitulant de ce point de vue nouveau les enseignements des précédentes études : I. La formation et l'origine des vizirs ; II. La fonction administrative du vizir (l'administration abbaside, revenus et dépenses, principaux services centraux ; le contrôle exercé par le vizir) ; III. Les responsabilités gouvernementales du vizir (les pouvoirs discrétionnaire du calife, le service personnel du calife, l'accession du vizir aux responsabilités gouvernementales — politique financière, juridiction du « redressement des abus », le pouvoir de nommer et de révoquer, pouvoirs militaires et diplomatiques ; contrôle exercé par le calife) ; enfin, IV. La dignité de vizir (titres et distinctions conférés aux vizirs, prérogatives des vizirs dans le cérémonial palatin, mode de vie et rang social). De pratiques listes des vizirs, des chefs des grands services et des généalogies de familles vizirales, un clair plan de Bagdad, un copieux index incluant excellemment les noms des principales matières abordées et les termes techniques facilitent la consultation de l'ensemble. Tout cela mériterait des développements et peut-être, sur quelques points, des discussions, incompatibles avec les limites d'un compte rendu dans cette *Revue*, et les seules remarques que je me permettrai seront d'ordre plus général.

Un livre riche éveille des pensées, et l'on peut souhaiter à celui-ci — présenté comme thèse de doctorat — des prolongements qui, ainsi qu'il a été dit à la soutenance, ajouteront peut-être encore à l'intelligence du problème qu'il a, du dedans, si heureusement traité. Reste, en effet, si l'on peut dire, à le traiter du dehors. Plus exactement, si l'on ne saurait assurément reprocher à M. Sourdel de n'avoir pas encore grossi le volume de son ouvrage par une considération du vizirat hors du califat abbaside et postérieurement à lui, il n'en reste pas moins que quelques sondages comparatifs peuvent suggérer d'utiles réflexions. Avant même la mainmise complète des chefs militaires sur le califat, que consacre l'établissement à Bagdad de l'émir buyide en 945, des principautés autonomes s'étaient constituées à ses dépens, différant cependant un peu les unes des autres selon le soin qu'elles mettaient à conserver ou non formellement et moralement une allégeance à l'égard du califat. Il semble que ceux des princes qui entendaient souligner cette allégeance aient évité, quelle qu'ait été la constitution effective de leur administration, de placer à sa tête un personnage doté du titre de vizir, alors que les autres, tels les Samanides, n'hésitaient pas à le faire : s'il en est ainsi (il faudrait le vérifier), il faudra en conclure qu'à partir d'un certain moment, dans l'opinion publique, la possession d'un vizirat paraît liée à la souveraineté.

Comptes rendus critiques

D'autre part, dans l'Occident musulman, qui, conquis aux temps omeyyades, s'est rapidement émancipé de la domination abbaside, le titre viziral apparaît peu et secondairement, et, s'il y a une évolution qui, comme en Orient, amène le pouvoir effectif sur le gouvernement à être peu à peu concentré, en dessous du souverain, entre les mains d'un grand personnage — du moins en Espagne à la fin du x^e siècle — il s'agit là du *hadjib*, le grand chambellan, c'est-à-dire d'un homme qui, comme le vizir primitif, appartient au service privé du souverain, mais qui cependant appartient à la carrière militaire et non à la « famille » ou clientèle domestique. L'effervescence militaire n'aboutit pas non plus partout juste au même résultat ; en Égypte fatimide, aux xi^e et xii^e siècles, au lieu qu'il y ait distinction entre un pouvoir politico-militaire et une direction administrative (vizirale) qui lui est subordonnée, il y a conquête du vizirat et son exercice effectif par des chefs militaires eux-mêmes : la raison en étant sans doute que l'armée étant moins radicalement étrangère ici qu'en Asie à la population autochtone, les chefs en sont aussi moins radicalement incapables d'en comprendre et pratiquer les règles administratives. De toute manière, il y a différenciation au sens du vaste monde musulman, et la considération de ces différences peut aider à comprendre exactement les facteurs de l'évolution dans chacun de ses grands domaines spéciaux.

On peut même concevoir des comparaisons plus lointaines. Du moins avec la voisine et contemporaine Byzance. Pourquoi celle-ci n'a-t-elle pas eu de vizirat, je veux dire d'institution administrative-gouvernementale centrale en dehors de la personne du souverain, et pourquoi l'Islam, lui, en a-t-il eu ? Là, il y a une opposition à expliquer. Mais peut-être dans certains secteurs sont-ce des rapprochements qu'on pourrait opérer, comme ceux dont a montré l'intérêt, pour le régime fatimide, M. M. Canard. On n'a le droit de se laisser emporter par de si vastes pensées que si l'on a d'abord fait la preuve de la précision de ses connaissances et réflexions dans des domaines plus circonscrits et, bien entendu, qu'en ne les oubliant pas. Il est excellent que M. Sourdél, qui est encore relativement jeune, ait commencé comme il a commencé ; je dirai seulement, avec le privilège que confère l'âge, qu'il fera mieux encore s'il peut maintenant élargir l'horizon de ses pensées, et qu'il est de ceux auxquels on peut souhaiter de le faire, assuré qu'on est qu'elles ne le mèneront pas à des constructions gratuites.

Et pour conclure, il ne sera pas superflu de louer la perfection d'une présentation matérielle qui fait honneur à la fois au soin de l'auteur et aux qualités des spécialistes de l'Institut français de Damas et de l'Imprimerie catholique de Beyrouth.

Claude CAHEN.

Paul LEMERLE. *Prolegomènes à une édition critique et commentée des « Conseils et Récits » de Kékauménos*. Bruxelles, Palais des Académies, 1960 ; in-8°, 120 pages. (Mémoires de l'Académie royale de Belgique, classe des Lettres, tome 54, fasc. 1.) Prix : 80 fr. belges.

Prenant les devants sur l'édition critique, toujours à venir, de cet « ouvrage, unique en son genre dans la littérature byzantine », que sont les *Conseils et Récits*

« Conseils et Récits » de Kékauménos

de Kékauménos, M. Paul Lemerle aborde ici la plupart des problèmes qui se posent à l'éditeur.

Problème littéraire d'abord, de l'unité de l'œuvre et de l'auteur. La seule édition existante, de B. Wassiliewsky et V. Jernstedt, sépare par le « pinax » qui les précède en réalité dans le codex *Mosqu. Syn.* 436, deux textes intitulés, l'un improprement « Stratégikon », l'autre « Discours à l'empereur ». M. Lemerle appuie des meilleurs arguments la thèse qu'ils sont d'un même auteur qui écrivait dans les années 1075-1078. Il montre qu'à un stade plus ancien de la tradition, ils ne faisaient probablement qu'un et que le second écrit se plaçait sans doute dans le premier, avant les conseils aux toparques. Mais la contribution la plus neuve est celle qui concerne l'auteur et sa famille. Une inscription grecque du Taïq, datée de 1006-1007 et mal exploitée jusqu'ici, permet à M. Lemerle de retracer l'ascendance paternelle de l'auteur jusqu'à son aïeul et son bisaïeul, Grigor et Smbat Kichatzi (Kichatzi signifiant, comme Kékauménos, « brûlé »). Quant au troisième *pappos* (grand-père) que paraît se donner Kékauménos en la personne de Nikoulitzas l'Ancien, M. Lemerle en propose une explication qui satisfait l'esprit mieux que plusieurs autres : « l'auteur nomme Nikoulitzas l'Ancien son *pappos*... parce qu'il est sur la même ligne généalogique que ses deux vrais aïeux, et parce que les deux familles sont deux fois liées par *sympenthéria* » (54). Ce long développement (20-56) n'a rien du divertissement généalogique : il nous découvre les sources, au sens le plus large, de Kékauménos. Si la personne et la carrière du stratège qu'il fut restent enveloppées d'obscurité, nous faisons connaissance avec les répondants de son information historique, de sa mentalité et de ses préjugés. Par sa mère, il se rattache à des Grecs des confins bulgares, les Polémarchioi ; par son père, à des seigneurs arméno-géorgiens romanisés depuis quatre générations, les Kichatzi ; par alliance, il est le parent de grands propriétaires thessaliens, les Nikoulitzas. De toutes ses fibres il tient à des familles frontalières, très marquées par cette position, que ce soit dans leurs options d'intérêts ou de carrière.

Dans une deuxième partie, M. Lemerle a regroupé dans leur ordre chronologique (fin du IX^e siècle-troisième quart du XI^e siècle) les récits historiques que Kékauménos a puisés dans ses souvenirs ou ses archives de famille. Il les analyse en référence avec toutes les sources parallèles, quand elles existent, et apprécie leur originalité.

Les *Conseils et récits* abondent en traits d'occasion qui permettent de recomposer un certain tableau, fragmentaire mais fidèle, de la situation intérieure de l'Empire byzantin et de ses institutions : organisation des zones frontières (toparques et acrites) ; organisation provinciale aux mains du stratège et du juge de thème ; armée et flotte avec leur recrutement, leur commandement, leurs crises ; fiscalité.

Le portrait crayonné, en fin de volume, de Kékauménos, ressemble bien à ce que l'auteur laisse deviner de lui dans ses *Conseils et récits* : général en retraite, hanté d'une sécurité acquise au meilleur compte par la soumission sans faille au pouvoir établi, par l'observance méthodique de la religion établie, par la recherche du profit et de l'enrichissement le moins risqués grâce à l'agriculture et l'élevage, enfin par une tranquillité domestique où le principe de la bienveillance générale envers le prochain est tempéré par la pratique d'une méfiance non moins générale dans les relations.

La langue de Kékauménos est une véritable mine pour le philologue, mais elle

Comptes rendus critiques

donnera aussi du souci à l'éditeur. M. Lemerle n'avait pas à se substituer à l'un ou l'autre. Mais les corrections qu'il a réunies en appendice sont presque toutes à retenir, et plusieurs sont importantes (la première, qui concerne la p. 3, l. 20 des « Conseils », est à rejeter : il s'agit d'une citation de *Prov.* XII, 28).

En résumé, M. Paul Lemerle nous donne dans ces *Prolégomènes* une excellente leçon sur la manière de lire un texte ; en ordonnant sa recherche autour d'un point où se croisent à peu près toutes les sources d'information de l'histoire byzantine aux *x^e* et *xi^e* siècles, il a réussi à nuancer et à compléter, et toujours à enrichir notre connaissance de cette époque.

Jean GOUILLARD.

E. W. BOVILL. *The Golden Trade of the Moors*. Oxford University Press, 1958 ; in-8°, 282 pages, 8 cartes dont 1 hors-texte.

Si le Sahara marque en un sens une limite entre deux mondes, il a aussi été, au cours d'une longue histoire, la zone à travers laquelle se sont instaurées des communications entre ces deux mondes, et l'importance qu'au cours de tout le Moyen Âge le Soudan occidental a eue dans le ravitaillement en or du monde méditerranéen confère à ces relations une portée qui dépasse leur périmètre géographique. Il valait donc la peine d'essayer de tracer synthétiquement cette histoire, et E. W. Bovill, qui l'avait tenté en 1933 dans ses *Caravans of the Old Sahara*, nous en donne aujourd'hui sous un nouveau titre une complète refonte. Le mérite n'est pas mince, car la documentation, elle, est mince, en raison du faible niveau culturel de la plupart des habitants dans les périodes considérées, et aussi du secret jalousement gardé par les marchands plus instruits qui étaient au courant du commerce et de la production de l'or ; et cette documentation, justement parce qu'elle est mince, est périphérique, dispersée, exige donc pour être rassemblée de gros efforts ainsi qu'un évident courage, puisque ces efforts ne peuvent suffire à porter la lumière là où il n'y a aucun document. Il n'y a donc pas à s'étonner si avant E. W. Bovill, même parmi les savants français d'Afrique, des synthèses partielles avaient été présentées, mais, semble-t-il, aucune synthèse générale détaillée. Le principal service rendu par le livre, qui devrait être traduit en français, est de nous donner, pour la première fois, cette synthèse. Il commence dans l'Antiquité, après un examen des problèmes climatiques, par l'étude de ce qu'on peut savoir des relations sahariennes et des navigations périarabiques des Carthaginois, puis de la politique saharienne des Romains, et de ce fait décisif que fut, vers le *iii^e* siècle, l'introduction du chameau jusqu'alors limité à l'Asie. C'est au temps de la domination arabe sur le Maghreb que l'or du Soudan prend sa signification internationale, car il est celui sur lequel reposent essentiellement les économies monétaires des États musulmans d'Occident et même, pour une bonne part, de l'Italie et des États ibériques chrétiens. C'est dans cette période aussi que l'Islam inaugure ses conquêtes sur le rebord sud du désert et que se constituent du Sénégal au Tchad les premiers grands Empires noirs sur lesquels l'histoire ait quelque heur, grâce à quelques écrits arabes indigènes et aux récits de voyage d'Ibn Battuta et de Léon l'Africain (Marocain converti au christianisme en Italie), aux *xiv^e* et *xvi^e* siècles. Aux temps modernes, le Soudan, bien qu'ayant perdu de son importance dans l'économie internationale depuis les

Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval

grandes découvertes, reste cependant un objet de suffisantes convoitises pour que nous assistions à une sorte de course à la mainmise sur le pays, ou au moins sur son commerce, entre les Portugais par la mer et les Marocains par le désert. Le secret de la production de l'or n'avait cependant jamais été percé, et si l'on peut aujourd'hui assurer qu'elle provenait de l'ensemble des gisements repérables entre le Haut-Sénégal et la Haute-Volta, cette découverte n'est survenue qu'après la cessation de l'exploitation. Vers le début du XIX^e siècle, les mines se sont, en effet, épuisées, le pays a été également épuisé par l'intensification, sous influence européenne, du vieux commerce des esclaves, le grand commerce a laissé le Soudan hors des régions auxquelles il apportait l'équivalent de ce qu'il prenait, et il est ainsi tombé au rang de ces pays misérables qui ont été la proie facile des colonisateurs européens. Tout cela nous est raconté avec un style alerte, excluant les détails inutiles, mais sur la base d'une sûre érudition, et c'est donc un excellent livre à recommander à tout homme cultivé. Le seul regret est que l'histoire racontée, malgré la place qu'elle fait aux itinéraires caravaniers, aux descriptions du « commerce muet », etc., est tout de même surtout une histoire politique et qu'il n'est pas fait d'effort équivalent pour intégrer l'histoire extérieure du « commerce de l'or des Maures » à l'histoire économique générale des pays directement intéressés ni a fortiori des États périphériques.

Claude CAHEN.

HILDA GRASSOTTI, *Apostillas a « El prestimonio » de Valdeavellano. Notas para el estudio de las concesiones beneficiarias castellano-leonesas* (tirage à part de *Cuadernos de Historia de España*, XXIX-XXX. Buenos Aires, 1959, p. 167-217).

LUIS GARCÍA DE VALDEAVELLANO Y ARCIMIS. *Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval* (Notas para la historia de los orígenes de la burguesía). Discurso leído el día 8 de Mayo de 1960 por — y contestación por D. Ramón CARANDE Y THOVAR. Madrid, Real Academia de la Historia, 1960 ; 200 pages.

Ces deux « Notes » dues à deux historiens qui, séparés par une génération, se réclament l'un et l'autre de leur commun maître, C. Sánchez Albornoz, sont un témoignage de l'action exercée dans le domaine de l'histoire des institutions par le créateur de l'*Anuario de Historia del Derecho español*, et l'actuel directeur des *Cuadernos de Historia de España*, publiés par la Faculté des lettres de Buenos Aires.

A la lumière des recherches qu'elle poursuit sur les origines de la vassalité en Espagne, Hilda Grassotti examine l'important article publié par Valdeavellano dans l'*Anuario de Historia del Derecho* (t. XXV, Madrid, 1959, p. 5-122), sous le titre *El prestimonio. Contribución al estudio de las manifestaciones del feudalismo en los reinos de León y Castilla durante la Edad Media*. Elle insiste à juste titre sur les difficultés que l'incertitude de la terminologie introduit dans l'étude de ce problème. Comme le terme « *beneficium* » dans l'Europe carolingienne, le terme « *prestimonium* » s'applique à de multiples formes de concessions de terre, dont le seul caractère commun est la jouissance, par le concessionnaire, d'un bien appartenant à autrui. Parmi ces différents types de concessions — entre lesquelles l'auteur pro-

Comptes rendus critiques

pose une classification qui diffère quelque peu de celle de Valdeavellano — l'une présente pour lui un particulier intérêt : celle qui a pour contre-partie un service de guerre, et qui semble avoir son origine dans le *stipendium* hispano-gothique étudié par Sánchez Albornoz. Ce type de *prestimonium*, lorsqu'il fut concédé à des vassaux, aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, entraîna généralement, indique H. Grassotti, la prestation du serment d'hommage. Dans quelle mesure le lien réel — impliquant l'hérédité du *prestimonium* vassalique — se substitua-t-il au lien personnel? Bien que le roi de Castille Alphonse X (deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle) se fasse gloire dans son testament d'avoir assuré aux fils de ses vassaux la possession des biens dont jouissaient leur père, la révocabilité du *prestimonium* continua à être admise en principe jusqu'à la fin du Moyen Âge. Il est d'ailleurs probable, suggère H. Grassotti en reprenant une idée de Sánchez Albornoz, que ce genre de concession alla en diminuant tandis que s'affirmait, à partir du ^{xii}^e siècle, la puissance et l'autonomie des villes.

Bien des questions restent posées, auxquelles le travail annoncé de H. Grassotti apportera sans doute de nouveaux éléments de réponse, qui contribueront à éclairer le problème si débattu de la nature et de la portée du régime féodal en Espagne.

La théorie de Pirenne sur les origines de la renaissance urbaine et l'apparition de la bourgeoisie sont-elles applicables à l'Espagne des ^x^e-^{xiii}^e siècles? Telle est la question à laquelle répond le discours de réception de L. García de Valdeavellano à l'Académie espagnole d'histoire. Après avoir rappelé que cette théorie ne peut avoir une valeur générale, et qu'elle est contredite en particulier par l'exemple des villes italiennes, Valdeavellano souligne les conditions propres à l'Espagne et qui impliquèrent une évolution sensiblement différente de celle des autres nations de l'Europe occidentale : existence de villes musulmanes ayant une vie économique intense, fondée sur le commerce et l'artisanat, et qui furent incorporées progressivement au domaine chrétien ; « repeuplement » des régions dévastées avec octroi d'une situation privilégiée aux nouveaux occupants, qui constituent une classe de petits propriétaires *libres*, souvent groupés en communautés rurales (*consejos*) ; établissement de relations politiques et économiques entre les régions septentrionales de la péninsule et la France, dès le ^{ix}^e siècle par la conquête de la Marche d'Espagne, puis par le développement du pèlerinage de Saint-Jacques, qui attira vers l'Espagne non seulement des pèlerins, mais des marchands et artisans venus d'outre-Pyrénées.

C'est précisément dans le nord de l'Espagne que se manifeste, de façon particulièrement démonstrative, le rôle des groupes de marchands et artisans qui, soit spontanément, soit attirés par les privilèges que leur offrent les souverains, se fixent aux principales étapes du « chemin français » (Jaca, Pampelune, Estella, Burgos, et jusqu'en Galice), créant à la limite des anciennes agglomérations de nouveaux « bourgs » souvent dotés d'un statut particulier qui sera parfois étendu à l'ensemble des populations de la ville (en sorte que le terme de « franc » en arrivera à désigner aussi bien une condition définie par des « franchises » qu'une origine ethnique). Il est très significatif de constater, avec M. Valdeavellano, que le terme de bourgeois (*burgués*), certainement introduit de France, ne se rencontre, pour désigner les habitants des villes, que dans les diplômes et textes relatifs aux régions (Catalogne, Aragón, Navarre, Galice) où la pénétration « mercantile » française fut importante.

Historia Mundi

Plus au sud, le développement des villes présente des traits très différents. Dans les centres qui naissent (ou renaissent) avec la Reconquête, et dont la vie économique reste en étroits rapports avec les campagnes qui les entourent, les éléments ecclésiastique et militaire jouent le rôle essentiel; au-dessous d'eux, ceux qui vivent du produit des terres et qui, possédant un cheval, peuvent être éventuellement « combattants », constituent les *caballeros villanos*, qui, en vertu des privilèges qu'ils obtiennent pour leur service de guerre, visent à s'assimiler aux *caballeros nobles* ou *hidalgos*. De la même façon que le patriciat bourgeois des villes commerçantes, ils tendront, dès la fin du XII^e siècle, à s'assurer le monopole des fonctions urbaines, mais ils garderont un état d'esprit tout différent, beaucoup moins orienté vers le profit matériel que vers l'idéal guerrier et chevaleresque dont ils subissent l'attraction. Ainsi serait né, avec les villes mêmes, un des traits durables du caractère et du comportement de la bourgeoisie castillane.

M. DEFOURNEAUX.

Historia Mundi. T. VIII : Die überseeische Welt und ihre Erschliessung. Berne-Munich, Francke, 1959; in-8°, 542 pages.

Dans la collection « Historia Mundi », qui expose l'histoire universelle en dix volumes, le tome VIII traite du monde d'outre-mer et de sa pénétration par les Européens. L'ouvrage comprend donc deux parties bien distinctes. La première concerne l'Inde, la Chine et le Japon, l'Insulinde, l'Amérique précolombienne, l'Afrique au sud du Sahara, depuis le déclin de l'Antiquité jusqu'aux grandes découvertes. La seconde raconte l'exploration européenne et la formation des empires coloniaux jusqu'en 1815. Cela représente une énorme masse d'événements et d'idées à résumer en peu de pages. Treize spécialistes se sont attelés à la besogne.

Le directeur de la collection, M. Valjavec, précise en introduction l'idée directrice de ce tome : les civilisations étrangères au monde gréco-romain, islamique et chrétien, au monde classique, caractérisé par son dynamisme expansif, sont statiques. Figées dans une relative immobilité, elles eurent peu de contacts avec l'Europe jusqu'au XVII^e siècle. C'est ensuite seulement que l'histoire moderne devint vraiment universelle, grâce à la pénétration progressive des hommes, des techniques et des idées européennes outre-mer. Cette introduction est, à notre avis, trop brève et la thèse qu'elle soutient n'est malheureusement pas reprise par les contributions des divers collaborateurs; ils n'ont guère insisté sur le choc du mouvement européen contre l'immobilisme des civilisations d'outre-mer.

Presque tous ces spécialistes ont été gênés par le petit nombre de pages qui leur étaient dévolues : 40 pour l'Amérique, 30 pour l'Inde, 60 pour la Chine, à peine 40 pour le Japon ! Les plus favorisés ont été ceux dont les domaines sont les moins bien connus : les 30 pages en allemand sur l'Indonésie seront utiles à ceux qui ne lisent pas le hollandais; l'auteur des 27 pages sur l'Afrique au sud du Sahara croit à l'influence — très discutée — de l'Égypte sur l'Afrique occidentale, reprend pour le Ghana et les États soudanais la chronologie admise depuis Delafosse, mais probablement trop longue, remplace, comme il est d'usage, par des considérations ethnographiques les données événementielles qui font défaut.

La seconde moitié du livre concerne le contact avec l'Europe. Elle nous apporte quelques très bonnes synthèses, qu'il ne serait pas facile de trouver ailleurs, sur

Comptes rendus critiques

les grandes découvertes, sur les empires portugais, espagnol, hollandais. Les 40 pages accordées à l'empire britannique sont évidemment insuffisantes. Quant à la colonisation française, il est regrettable qu'aucune des études postérieures à la dernière guerre n'ait été utilisée par l'auteur.

Henri BRUNSCHWIG.

Georges DETHAN. *Gaston d'Orléans conspirateur et prince charmant*. Paris, Arthème Fayard, 1959 ; 491 pages.

A une époque où les historiens se détournent des personnages pour étudier de préférence les problèmes d'ensemble et la vie des sociétés, M. Dethan a consacré des années de probes recherches, de critique érudite à combler une lacune « incompréhensible autant que totale » dans la galerie des biographies du XVII^e siècle et rétablir la stricte vérité documentaire sur plus de trente ans d'histoire française. On ne peut que louer sa méthode, sa constante objectivité et ajouter qu'après tout, chaque historien est absolument maître du choix de son sujet. Mais il est permis de se demander si Gaston d'Orléans méritait une telle activité et une aussi belle mise en œuvre. Non pas se le demander d'avance, ce qui serait préjugé, mais, après coup, le livre lu et refermé. L'auteur m'a placé auprès de L. Batiffol (ce que je tiens à honneur) et de G. Hanotaux parmi les historiens qui ont déclaré d'un ton tranchant les insuffisances de Gaston d'Orléans (p. 83). Je suis entré dans cette lecture avec scrupule, résolu à apprendre beaucoup de la vie et des actes de Monsieur auprès de son savant biographe (et je n'y ai pas manqué), prêt aussi à corriger ce que mes opinions, moins autorisées que les siennes, avaient pu présenter de trop sévère : les dispositions les plus sincères à l'amende honorable ! Mais je n'ai pas été converti. M. Dethan est un historien solide. On est très loin avec lui du brillant plaidoyer pour une mauvaise cause. Rien de factice : il connaît de bonne source la société qu'il évoque et fait une critique judicieuse des événements auxquels Gaston d'Orléans a été mêlé.

Mais c'est sous sa plume que je trouve des définitions qui me paraissent excellentes du personnage : « C'était montrer beaucoup de présomption... et de candeur » (p. 354), « Monsieur grand politique ? On peut en douter », et plus loin : « Les idées politiques de Gaston d'Orléans apparaissent surtout négatives. » Au prix de cette biographie exigeante et nuancée, M. Dethan est parfaitement en droit de réclamer pour son personnage, voire son client, plus de compréhension et de justice, d'insister sur des qualités (séduction et bienveillance naturelle, goût de la paix, sens de l'honneur national, intérêt pour les lettres et les arts, sympathie pour ceux qui souffrent) trop oubliées au profit des défauts. Soit, et disons avec lui qu'il ne convient pas à la sérénité de l'histoire « d'injurier » le duc d'Orléans. Mais ces qualités, en admettant même que les années et les épreuves les aient épurées et développées (ce qui prouverait que le fond n'était pas mauvais) n'ont jamais conduit le frère du roi à une conduite d'ensemble qui fût digne de l'héritier présomptif et du premier prince. Au temps de Richelieu, c'est bien la présomption qui domine, le manifeste de 1631 (p. 103 sq.) ne contient rien d'original, car dénoncer la tyrannie du cardinal vaut peu, si on ne présente pas en regard un programme au moins égal au sien, de politique cohérente avec les moyens de l'appliquer.

The Brethren of the Coast

Au temps de la Fronde, c'est de la candeur que montre surtout l'oncle du roi, car il est dupé par tout le monde. Il faut louer M. Dethan de ne jamais forcer la note, de mettre loyalement des correctifs à tout ce qui ferait de Monsieur un grand personnage de notre histoire, si le mérite des résultats lui revenait pleinement (cf. p. 365, la révolution populaire, en 1648-1649, avait pu être évitée en France, grâce aussi à la sage modération de Monsieur; la victoire du Parlement était un peu la sienne). « Aussi », « un peu », pas de quoi tenir le premier rôle. Il y a accord entre le contenu des chapitres et le titre que lui choisit M. Dethan, lorsqu'il s'agit du « cabinet des livres », d'« un bourgeois dans sa famille ». Mais « médiateur entre le roi et ses sujets », n'est-ce pas frapper en médaille l'hyperbole d'oraison funèbre du P. Senault? « Le gouvernement du lieutenant général » est-ce vraiment le sien, quand il a près de lui Abel Servien et Le Tellier, même si ce dernier (p. 377) le loue de son attitude au Parlement (et qu'il lui a peut-être suggérée)? « La Fronde de Monsieur », dix pages où l'on voit qu'il « remporte une victoire à la Pyrrhus » (p. 393) et que la Fronde de Monsieur, s'il y a eu cela, « avortait après avoir soulevé dans le royaume un immense espoir ». C'était grave alors de décevoir pareille espérance. « Je vous ai donné Paris... » (à Condé, pour ce que Condé sut en faire!). Enfin, « Je crois que la monarchie va finir » n'est pas une vue bien perspicace en 1655 (p. 419), surtout à la veille de se réconcilier lui-même avec la Cour et à quelques années de la plus grande période de la monarchie française.

Capable dans son apanage de se montrer suzerain efficace et soucieux du bien de ses sujets, ce qui est le meilleur bilan de son existence agitée et romanesque, Gaston d'Orléans paraît, tout au long de cet ouvrage qui le défend et le réhabilite, beaucoup plus ballotté par les personnages et les événements que capable de les dominer et de les orienter. On ne peut dire que, pour s'être quelquefois accordé avec le Parlement et pour avoir, à l'impulsion des nobles, réclamé les États généraux, il ait eu l'idée ou même l'intuition d'une monarchie tempérée ou représentative, pas plus qu'il n'ait défendu les libertés publiques contre le despotisme de Richelieu. Il a seulement repris certaines formules de l'opposition, comme, par sa situation d'héritier présomptif, il s'est trouvé — et combien dangereusement, en 1641 et en 1642 — l'autorité nominale dont les conspirateurs avaient besoin pour se couvrir. On est rassuré de l'avoir trouvé lâche, quand M. Dethan lui-même écrit (p. 275) « lâcheté de Monsieur ». En tout cas, partout une extrême faiblesse.

Soucieux d'équité, M. Dethan nous dit en conclusion : « La personnalité de Gaston d'Orléans, mêlée trop tôt aux grandes affaires, ne fut pas à la hauteur de ses desseins. » Mais de l'existence de ces desseins, le livre où il a évoqué une figure qui lui a paru si attachante dans des pages qui ne le sont pas moins, ne nous a malheureusement pas fourni des preuves convaincantes.

Victor-L. TAPIÉ.

I. — P. K. KEMP et Christopher LLOYD. *The Brethren of the Coast. The British and French Buccaneers in the South Seas*. Londres, Heinemann, 1960; in-8°, viii-248 pages ill.

II. — Bryan LITTLE. *Crusoe's Captain*. Londres, Oldham, 1960; in-8°, 240 p. ill.

I. — La nouvelle histoire des boucaniers de MM. Kemp et Lloyd est précise

Comptes rendus critiques

et critique, comme on pouvait s'y attendre de leur part. Elle débute par un chapitre sur la formation des premiers groupes de boucaniers à l'île de la Tortue, sur la côte nord de Saint-Domingue, vers 1630. On nous explique brièvement comment ils devinrent corsaires, ou « freebooters », qui donne « filibustiers » en français et repasse en Amérique sous la forme de « filibusters », et comment ils s'organisent pour lutter contre l'Espagne. François l'Ollonois, l'un des premiers chefs, était natif des Sables-d'Olonne — qui ne se trouvent pas en Bretagne ! (p. 7). Ce chapitre d'introduction déçoit un peu. Bien que les auteurs ne prétendent traiter que de l'activité des boucaniers dans les mers du Sud, ils auraient pu indiquer que l'origine de leurs organisations reste obscure. Elle remonte assurément au xvi^e siècle et au commerce de troc des Européens le long des côtes du Brésil ; ces troqueurs boucanaient accessoirement aux Antilles et pouvaient éventuellement passer à la sibuste. M. Debién a, sur ce point, donné de précieuses indications, mais il nous laisse, lui aussi, sur notre faim.

Les auteurs, chemin faisant, critiquent les sources connues, Oexmelin, Sharp, Labat, Dampier, etc., et les précisions qu'ils apportent sont un des mérites de leur ouvrage. Il en a d'autres, car il est constamment attrayant, sans jamais tomber dans le mélodrame. Ils nous rappellent cet Indien, oublié en 1683 à Juan Fernandez, par le capitaine Cook, qui se rembarqua en hâte pour échapper à des bateaux espagnols en vue. L'Indien William, dont Dampier raconte l'histoire, resta trois ans dans l'île. Il fut le premier Robinson. Le second fut Selkirk, recueilli en 1709 par le même Dampier et plus proche de Defoe.

Un bref chapitre traite des corsaires français. Il néglige cependant les refuges que les pirates trouvèrent à Madagascar.

II. — M. Bryan Little consacre tout un volume au voyage autour du monde accompli par le capitaine corsaire Wood Rogers. Les principales sources en sont les deux récits publiés en 1712 par Rogers et par son second, Edouard Cooke. L'expédition avait été convenablement financée, soigneusement organisée. Les deux bateaux confiés à Rogers emmenaient 334 matelots et 6 médecins ou chirurgiens. Parmi les officiers, des hommes de la classe de Dampier, renommé pour sa connaissance de la côte pacifique de l'Amérique.

M. Little insiste sur le passage aux Juan Fernandez, où l'expédition recueillit Alexander Selkirk qui avait vécu seul pendant quatre ans dans l'île inhabitée de Mas a Tierra. L'archipel était souvent visité par des bateaux en quête d'eau et de vivres frais. Selkirk, en mauvais termes avec le commandant de son bateau, préféra y rester ; il ne pensait pas que sa solitude serait aussi longue. Dampierre, qui l'avait autorisé à s'échapper ainsi, le recommanda à Rogers, sous les ordres duquel il devint un excellent officier. Son histoire, longuement rapportée par les journaux après le retour de l'expédition, semble bien avoir directement inspiré Defoe.

Les corsaires saisirent plusieurs bâtiments espagnols, pillèrent et rançonnèrent la ville de Guayaquil, s'attaquèrent aux deux galions qui revinrent des Philippines en 1709. Ils s'emparèrent du plus petit, chargé de 48 698 livres anglaises de soie, de 4 310 paires de bas de soie, de 24 289 pièces d'indiennes et de pierres précieuses non taillées.

Ils rentrèrent par Guam, Batavia, le Cap, eurent maille à partir avec la Compagnie des Indes orientales, dont ils avaient violé le monopole. Rogers, au cours

La correspondance antijanséniste de Fabio Chigi

de ce périple, ne perdit qu'un sixième de son équipage environ, ce qui, à l'époque, parut être un record. Il fit de gros profits. Ses qualités le mirent en valeur. En 1717, il fut désigné comme gouverneur des Bahamas.

Le livre de M. Little permet de suivre en détail le financement de l'expédition, les négociations entre corsaires et leurs victimes pour les rançons, les difficultés et les aléas de la navigation à l'époque.

Henri BRUNSCHWIG.

Lucien CEYSSENS, O. F. M. *Sources relatives au début du jansénisme et de l'antijansénisme, 1640-1643*. Louvain, 1957 ; LXIV + 693 pages. (Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique, fascicule 31.)

Chanoine Aimé LEGRAND et Lucien CEYSSENS, O. F. M. *La correspondance antijanséniste de Fabio Chigi, nonce à Cologne, plus tard pape Alexandre VII*, Bruxelles-Rome, 1957 ; 243 pages. (Bibliothèque de l'Institut historique belge de Rome, fascicule VIII.)

Ce sont là d'importants recueils de documents pour éclairer les premières années du jansénisme, et il eût été bien dommage que le P. Ceyssens, dont on connaît l'acribie, le zèle de chercheur et l'autorité en ces matières, ne pût obtenir, comme il le craignit un moment, la publication des textes qu'il avait reçus du chanoine Legrand ou rassemblés lui-même. L'enquête a été conduite dans les archives de Belgique et de Rome (Vatican, fonds Chigi et Barberini, archives romaines de la Compagnie de Jésus). Telle quelle, le P. Ceyssens ne la croit pas exhaustive, il dresse lui-même la liste des lacunes (Sources, p. LXIII, note 3) qu'il conviendrait de combler. La documentation ainsi publiée concerne les origines de la querelle en Belgique, de 1640 à 1643. Elle ne contient rien sur le fond doctrinal : il s'agit de l'histoire « externe » du jansénisme et de l'antijansénisme. Ces frères siamois, dit la préface, courte et simplement informatrice, de la correspondance du nonce Fabio Chigi (le futur Alexandre VII).

On sait que les travaux des congrégations « de auxiliis » qui avaient étudié, d'ordre du pape Paul V, les questions de la grâce et de la prédestination, non encore tranchées par le concile, avaient abouti à l'interdiction de publier des ouvrages sur ces matières délicates et sujettes à controverse. Il était trop facile d'accuser d'hérésie l'opinion adverse, et les théologiens jésuites ou dominicains ne s'en faisaient pas faute, dans la chaleur des polémiques. La sagesse commandait d'attendre la décision que prononcerait le pape. Cette décision tardait à venir et les théologiens, très préoccupés de ce qu'elle pourrait être, n'en continuaient pas moins leurs travaux.

Néanmoins, toute rupture de ce silence de trêve contrevenait aux prescriptions de prudence édictées à plusieurs reprises par le Saint-Office. D'où l'émoi des Jésuites belges, quand ils apprirent que des amis du défunt évêque d'Ypres, le pieux et savant Jansénius, publiaient chez le libraire Zegers un ouvrage intitulé *l'Augustinus*, qui éclairait la question à la lumière de la théologie de saint Augustin. Le P. Ceyssens reconnaît que les opinions des Jésuites étaient attaquées par Jansénius, mais elles ne l'étaient pas plus que d'autres opinions. Les Jésuites redoutèrent alors que cette publication intempestive ne parût jeter le discrédit sur leurs thèses. Ils travaillèrent à obtenir la condamnation de l'ouvrage pour

Comptes rendus critiques

ce qu'il contenait, sans doute, mais aussi parce qu'il paraissait illégalement. Ainsi naquit un antijansénisme d'occasion, à partir duquel se développa l'antijansénisme de principe. Le plus curieux en l'affaire est que le seul décret du Saint-Office qui frappât de sanctions et d'excommunication immédiate tout ouvrage sur la grâce était celui du 22 mai 1625. Or, il n'avait pas été publié en « Belgique » : les éditeurs de l'*Augustinus* et les Jésuites en ignoraient également l'existence. En faveur des premiers, le P. Ceyssens invoque « l'ignorance invincible » qui rend innocente leurs obstination. Il expose les raisons morales et pratiques qui faisaient de la publication et de la vente de l'ouvrage leur seul moyen d'acquitter leurs dettes envers la succession de Jansénius. Les documents rassemblés révèlent la hâte avec laquelle furent composées et rassemblées des critiques de l'*Augustinus*, susceptibles d'en dénoncer le caractère hérétique, d'en arrêter la diffusion, d'en interdire l'accès auprès du clergé et des fidèles. Ces critiques avaient-elles été établies par des censeurs que leur formation antérieure préparait sûrement à prononcer sur la question un jugement sans malentendu ? N'y eut-il pas trop de hâte (outre des maladresses de procédure) dans la publication de la bulle *In eminenti* par le pape Urbain VIII, alors âgé et dont la volonté était dominée par celle de son neveu, le cardinal Barberini ? Telles sont les questions que posent et la préface du P. Ceyssens et les documents qu'il publie. Ceux-ci, à côté de pièces majeures du procès, comme le décret de 1625, sont souvent des lettres écrites hâtivement au cours de la lutte, des échanges d'informations qui permettent de suivre la constitution et l'action du parti antijanséniste, les ripostes du parti janséniste.

On voit bien dans quelle atmosphère passionnée se déroula la première phase d'une lutte appelée à déchirer l'Église. La correspondance du nonce Fabio Chigi montre celui-ci engagé de bonne heure du côté des antijansénistes et explique, en partie, la position que devait prendre plus tard le pape Alexandre VII.

Contribution de premier ordre à l'histoire « externe » du jansénisme et qui, à ce titre, répond bien aux intentions du savant éditeur. Mais le problème fondamental des hérésies, contenues ou non dans l'*Augustinus*, demeure en dehors de la question.

Victor-L. TAPIÉ.

René TAVENEUX. *Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789*. Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1960 ; 1 vol. in-8° de 760 pages.

Fondée sur le dépouillement presque exhaustif des sources locales et des archives de l'Église d'Utrecht, ainsi que sur des documents parisiens et romains, cette thèse n'est pas moins neuve par sa méthode qui consiste à rappeler constamment le substrat géographique des querelles doctrinales. L'entreprise était paradoxale car, loin de présenter nulle part d'unité, la Lorraine se caractérise alors par la plus grande confusion territoriale et l'absolue indépendance des circonscriptions politiques, administratives et ecclésiastiques. Mais c'est précisément cette multiplicité de juridictions rivales qui favorisa la diffusion d'idées audacieuses. Joignons-y la situation du pays entre la France et les Pays-Bas qui devait en faire un relais pour les appelants. Ayant rejeté la solution de facilité qui lui eût permis de se limiter à la congrégation presque nationale de Saint-Vanne, M. Tavenaux

Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789

a adopté une stricte division chronologique par périodes : les quelques répétitions qu'elle entraîne sont certainement un moindre mal. Préoccupé avant tout de ne pas s'éloigner des sources, l'auteur a dû renoncer à traiter certains problèmes (sociologiques en particulier) sur lesquels elles étaient muettes. Il offre en revanche une étude détaillée des « réseaux » jansénistes (créés par l'abbaye de Hautefontaine, développés par Quesnel et surtout par le « comité central des appelants ») et antijansénistes.

Après une introduction sur la géographie et le milieu religieux, le livre I est consacré au jansénisme théologique (1640-1713) : qu'il consiste en recherches, en propagande ou en polémique, il est surtout le fait des vannistes, en particulier de ceux de l'abbaye de Saint-Mihiel, auxquels l'auteur joint le théologal de Verdun, Louis Habert. Le livre II, le plus riche en matière, expose les « conquêtes du jansénisme » (1713-1720) : c'est que les trois évêchés (dont relève presque toute la Lorraine) ont des prélats hostiles à la bulle. Mais ceux-ci se montrent (à des degrés divers) hésitants et, d'ailleurs, leur autorité est faible. Entraînés par Thierry de Viaixnes, les vannistes seraient allés beaucoup plus loin s'ils ne s'étaient heurtés à la résistance de leurs confrères de Franche-Comté. De 1720 à 1730 le jansénisme épiscopal est en recul très net, des appelants se réfugient à Utrecht devenu schismatique, le foyer janséniste de Beaupré est détruit (1727-1730) et Saint-Vanne réduit par le « brigandage de Toul » (1730). On ne peut plus dès lors parler que de « survivances et d'altérations » presbytériennes et richéristes.

Bien qu'il signale son rôle essentiel à partir de la Régence, M. Taveneaux aurait pu insister davantage sur Thierry de Viaixnes, le premier des appelants (21 octobre 1713) qui exerça d'ailleurs une grande influence à Reims dont l'Université le suivit en juin 1714. Pour la période de son premier emprisonnement (1703-1710) des lettres publiées dans la *Revue internationale de théologie* (1894-1895) fournissent de curieuses précisions sur son jansénisme incontestable, la sympathie que lui témoigna le P. Bourdaloue et les poisons dont ses géoliers se seraient servi pour lui ôter ses forces psychologiques. Mais le jansénisme (M. Taveneaux se contente de le décrire comme un « fait de mentalité ») d'autres héros de ce livre est plus discutable. Majorant les chiffres donnés par les contemporains, l'auteur ne va-t-il pas jusqu'à l'attribuer à des membres des congrégations des jésuites ? Il y aurait sans doute à revoir les cas d'Et. Meyster, de Ch. Hersent, du P. Vignier, des chanoines de Verdun, confrères d'Arnauld, et même du franciscain M. Meurisse dont la phrase la plus compromettante (sur la prédestination) est traduite de *Romains*, VIII, 29. Nous ne jugerions pas plus décisifs l'appel à la méthode de controverse de la *Perpétuité* (du Perron et des jésuites s'en étaient servis avant Nicole), l'usage de la *Logique* de Port-Royal, ni même l'hostilité à la théorie de la suffisance de l'attrition, aussi nette chez J.-P. Camus ou Bossuet ; encore moins les relations avec « l'Eglise d'Utrecht » avant son schisme.

Il serait, à notre avis, plus historique de définir le jansénisme, non par des tendances souvent inconscientes, mais par une rébellion à l'Eglise que manifeste le refus de signer le Formulaire ou d'accepter la Bulle. Le second critère est d'ailleurs plus large que le premier puisque beaucoup d'appelants (J. Pichon, Louis Habert, Béthune) avaient souscrit à la condamnation des Cinq Propositions. C'est que les quatre évêques et bon nombre de ceux qui les suivirent ne se réclamaient pas d'Arnauld, mais de Bossuet. Aux noms que nous avons donnés (cf.

Comptes rendus critiques

Louis XIV contre Innocent XI, p. 83 sq.), M. Taveneaux permet de joindre celui de son neveu, Bénigne Chasot.

Bien plus, les tenants de la soumission se divisent au sujet de l'infaillibilité sur les faits dogmatiques et, au XVIII^e siècle, sur le caractère de la Bulle. S'il s'agit d'une règle de foi, les contrevenants sont hérétiques. Ils ne sont que désobéissants si c'est une loi disciplinaire, interprétation qui semble avoir été à peu près toujours celle de Rome. Elle est caractéristique du Tiers-Parti, étudié par M. Appolis. M. Taveneaux n'en conteste pas l'existence et il y range l'évêque Fr. de Camilly, mais il semble qu'il aurait pu y placer aussi (quoique plus à « gauche ») ses confrères Béthune et surtout le gallican Coislin. Le groupe avait compté dès l'origine beaucoup de bénédictins. On ne s'étonne donc pas d'y rencontrer les vannistes J. Pichon et B. Fontaine, mais l'hésitation de l'auteur au sujet de dom Calmet surprend. S'il avait des amis chez ses confrères des Blancs-Manteaux (ce que l'érudition suffirait à expliquer), il était aussi en rapport avec le P. Tournemine... et avec Voltaire. On regrette que M. Taveneaux n'ait pas parlé de l'hospitalité accordée à celui-ci par l'abbé de Senones, car elle est caractéristique de la largeur d'esprit du Tiers-Parti : les représentants des tendances les plus opposées en profitent. Le rapprochement éclaire le cas de l'abbé Grégoire qui ne devait certainement ni à Port-Royal ni à Quesnel ses ardentes convictions démocratiques et philanthropiques.

S'il y avait un reproche à faire à M. Taveneaux, ce serait d'avoir donné un titre trop étroit à un ouvrage qu'il aurait fort bien pu appeler *Les controverses jansénistes en Lorraine*, car il y étudie non seulement le Tiers-Parti, mais les champions intransigeants de l'orthodoxie auxquels il consacre un chapitre à la fin de chaque livre. Comme son enquête le conduit sur les terrains de la théologie, de la philosophie, des institutions ecclésiastiques, des rapports entre évêques et prêtres (sinon laïcs), voire sur celui de la vie chrétienne, peu s'en faut même qu'il ne s'agisse d'une histoire religieuse de la Lorraine pendant plus d'un siècle : ce qui n'est pas un défaut.

J. ORCIBAL.

Paul Bois. Les paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques, depuis l'époque révolutionnaire, dans la Sarthe. Le Mans, Maurice Vilar, 1960 ; in-8°, xix-760 pages.

Après les paysans du nord, ce livre pionnier de Georges Lefebvre, voici les paysans de l'ouest, de Paul Bois. Malgré la similitude des titres, il y a de profondes différences entre les deux ouvrages et le second n'est nullement le démarquage du premier. Alors que Georges Lefebvre avait étudié la situation économique et sociale des paysans du nord à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution, pour en tirer des conclusions sur le rôle joué par les paysans pendant la crise, et sur l'influence qu'eurent les réformes de l'époque révolutionnaire dans le monde rural, Paul Bois procède de manière totalement différente. En véritable historien et en sociologue, il se pose des problèmes, tente de les résoudre et, ce faisant, soutient une « thèse » au sens propre du mot. Le problème est de savoir à partir de quand et pourquoi on constate une opposition quasi irréductible dans l'ouest de la France, entre les paysans qui votent « à droite » et ceux qui votent « à gauche ».

Les paysans de l'Ouest

Cette opposition, André Siegfried l'avait décrite dans son classique *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*. Mais les explications qu'il en avait données ne paraissent point satisfaisantes. Siegfried supposait qu'à l'origine des options politiques opposées, il y avait des « personnalités ethniques » différentes. C'était un « aveu de défaite ». Paul Bois estime qu'il ne peut être accepté passivement. Il recherche donc à quand remonte la coupure, en centrant ses observations sur le département de la Sarthe, où la ligne de partage des opinions est extrêmement nette et où les travaux historiques de tous genres sont assez nombreux pour faciliter les investigations. Paul Bois constate que, si on élimine les élections au suffrage censitaire, qui eurent lieu de 1814 à 1848, la ligne de partage des opinions se manifeste, à peu près invariable, depuis 1794 ; l'est du département vote « à gauche », l'ouest « à droite ». C'est donc l'étude des structures politiques, sociales et économiques des paysans de la Sarthe à la fin de l'Ancien Régime et durant les premières années de la Révolution qui pourra peut-être nous livrer le secret de l'opposition entre « blancs » et « bleus ». Ainsi Paul Bois procède-t-il selon une méthode régressive qui peut étonner, mais qui me paraît strictement scientifique puisqu'elle va du connu vers l'inconnu, de la constatation des faits vers la recherche de leur explication.

Après une première partie consacrée à « l'ouest à l'époque contemporaine », Paul Bois étudie donc « la Sarthe à l'époque révolutionnaire ». Peut-être eût-il été utile d'examiner la région qui devait former le département de la Sarthe, sous l'Ancien Régime. Il est possible que, dès le xviii^e siècle, l'ouest et l'est du futur département aient manifesté des intérêts divergents, qui ne paraissent pas dans les cahiers de doléances. Mais une telle enquête eût considérablement prolongé la recherche et exagérément augmenté les dimensions de l'ouvrage. Paul Bois se demande donc si, à l'origine de la césure, il y eut des divergences politiques ? A cette fin, il scrute les cahiers de doléances de 1789. Ces doléances sont à peu près semblables dans toute la région et, s'il y a des divergences, elles ne concordent en rien avec l'opposition entre chouans et républicains. En effet, l'ouest du département, qui sera chouan, manifeste plus d'hostilité à la noblesse et au clergé que l'est qui restera fidèle. Les premiers scrutins révolutionnaires manifestent-ils, eux, une opposition annonciatrice de la grande coupure ? A ce sujet, Paul Bois pose et résoud, en partie, une importante question de méthode. Dans quelle mesure les élections de l'époque de la Constituante, qui éliminaient du suffrage les citoyens passifs, sont-elles représentatives ? J'avais affirmé, dans mes *Institutions*, que 40 % environ des Français, mâles et âgés de plus de vingt-cinq ans, étaient écartés des urnes ; je l'avais dit sur la foi d'études antérieures générales, notamment celle de Mathiez, et aussi d'après les résultats d'un examen méticuleux des citoyens actifs de Toulouse auquel avait procédé Jean Sentou (*Annales du Midi*, 1948). Mon affirmation m'avait valu, à l'époque, quelques critiques et, depuis, j'avais fait procéder par certains de mes étudiants à des recherches sur la proportion des citoyens passifs dans plusieurs localités rurales du Languedoc. Ces recherches avaient prouvé qu'à la campagne le nombre des citoyens passifs était infime. Paul Bois arrive aux mêmes conclusions pour la Sarthe. D'ailleurs, généralisant, Paul Bois fait, à propos du nombre des citoyens passifs ruraux, un raisonnement auquel il est curieux qu'on n'ait pas songé avant lui et qui me paraît très pertinent. « Il est généralement admis, dit-il, que l'Ancien

Comptes rendus critiques

Régime exerçait une ponction très lourde sur les paysans qui se trouvaient dépouillés d'une grosse part de leur revenu. Or, une imposition de trois journées de travail représente, par définition, à peu près 1 % du revenu annuel d'un ouvrier agricole, catégorie la plus pauvre. Pour un exploitant agricole, c'est moins de 1 %. De deux choses l'une : ou bien le fisc d'Ancien Régime frappait lourdement les paysans, ce qui implique qu'il leur ait pris plus de 1 % de leur revenu, et ils seront tous citoyens actifs : ou bien, si les citoyens passifs sont relativement nombreux, c'est que les impôts d'Ancien Régime étaient tellement légers qu'ils ne prenaient pas, à la plupart des paysans, 1 % de leur revenu ! » (p. 237). Bref, lors des élections, sous la Constituante et la Législative, les paysans ont vraiment pu faire entendre leur voix. Or, dans celles-ci, peu de discordance entre l'est et l'ouest de la Sarthe. Par contre, on constate une grande indifférence pour les questions d'intérêt national, et une attention très vive pour les affaires locales, bien que, partout, l'esprit semble « patriote », avec toutefois quelques nuances entre l'est et l'ouest, les paysans de l'ouest se montrant plus méfiants à l'égard des citadins.

L'opposition entre « blancs » et « bleus » n'étant pas d'origine politique ou religieuse, il apparaissait probable qu'on trouverait ses causes dans l'examen des structures économiques et sociales. C'est ce que fait Paul Bois dans la deuxième partie du livre II de son travail, en décrivant « la société rurale dans le Haut-Maine à la fin de l'Ancien Régime ». Cette étude est la pièce maîtresse de sa démonstration. Peut-être pourrait-on, à ce propos, lui adresser quelques critiques de méthode. Paul Bois, en effet, n'a pas étudié la structure sociale de tout le département, commune par commune : cette méthode, qui aurait permis d'aboutir à des résultats incontestables, eût demandé un temps excessif. Il a analysé la structure de certaines régions ou de certaines communes jugées par lui particulièrement représentatives de l'un ou de l'autre des deux secteurs entre lesquels le département va se diviser. Espérons que dans chaque cas il a choisi des communes vraiment représentatives de l'ensemble. Autrement dit, nous devons lui faire confiance. En tout cas, il apparaît que, dans tout le département, la propriété bourgeoise est importante, et que dans la partie occidentale, c'est-à-dire la future région chouanne, il y a âpre compétition entre paysans assez aisés et bourgeois pour l'acquisition des terres vacantes, tandis que dans l'est, les paysans trop pauvres laissent au contraire le terrain libre aux bourgeois. Dans l'ouest de la Sarthe, la compétition pour les terrains s'est rapidement transformée en une rivalité entre les personnes. « Pour le bourgeois, explique très judicieusement Paul Bois, la terre n'était qu'une source de profit et dans une certaine mesure, de considération. Ses buts ne pouvaient être qu'économiques, nullement humains, sociaux. Le paysan n'était pour lui qu'un débiteur périodique (...). Ajoutons que les propriétaires bourgeois passent pour s'être montrés particulièrement exigeants et rapaces dans la perception de leurs fermages et naturellement dans leur relèvement périodique (...). Peut-être bien des nobles se sont-ils montrés aussi âpres. Mais c'était par l'intermédiaire de leur régisseur, bouc émissaire qui polarisait les rancunes, tandis que le maître était le bénéficiaire moral des secours et générosités que ses moyens et son état d'esprit lui permettaient parfois d'accorder... » (p. 357-358).

De l'animosité envers les personnes à l'hostilité à l'égard des opinions qu'elles

The Free Port System in the British West Indies

professent, il n'y a qu'un pas, facile à franchir. Ainsi Paul Bois en arrive-t-il aux origines des insurrections de l'Ouest, en 1793, insurrections qui creusèrent un fossé si profond et si durable entre les populations. Pour lui, ces insurrections sont dues essentiellement à l'hostilité des paysans contre les bourgeois et, par suite, aux idéologies adoptées par ceux-ci. A vrai dire, l'interprétation n'est pas nouvelle. Elle avait été avancée déjà par Léon Dubreuil, en ce qui concerne les insurrections de l'ouest de la France, et par Gaetano Cingari pour celles du midi de l'Italie. Mais Paul Bois étaye cette interprétation, avancée un peu légèrement, par un amoncellement de faits difficilement contestables. Pour ma part, j'ai adopté une position analogue dans mon ouvrage récent sur *La contre-révolution* (cf. p. 220 et 348-350) et je regrette de n'avoir pas connu les travaux de Paul Bois lorsque je l'ai rédigé. Il est fâcheux d'ailleurs que Paul Bois n'ait pas consulté le livre de Cingari, il lui aurait permis d'étendre ses conclusions, non seulement aux insurrections de l'ouest de la France, mais à la plupart des grandes prises d'armes paysannes qui eurent lieu pendant la Révolution. Sans doute l'antagonisme entre paysans et bourgeois, entre villes et campagnes n'est-il pas le motif unique des insurrections. En ce qui concerne l'ouest de la France, les intrigues de certains nobles et surtout la levée de 300 000 hommes ont joué un rôle non négligeable, comme, en ce qui concerne la Calabre, la proclamation de la République napolitaine à Naples. Les paysans de l'ouest ont aussi été plus déçus que d'autres par la Révolution. Celle-ci a, certes, supprimé les droits seigneuriaux, mais ils étaient légers ; quant à la dîme, sa disparition a profité surtout aux propriétaires, non aux fermiers qui ont dû payer un loyer supplémentaire. Les charges fiscales accrues ont compensé, pour les paysans, les quelques avantages économiques qu'ils ont recueillis de la disparition du régime féodal par ailleurs, ils n'ont guère profité de la vente des biens nationaux : dans la Sarthe les bourgeois ont acquis les terres les meilleures et les plus vastes. Dans ces conditions, les paysans de l'ouest du département, ceux qui étaient en compétition constante avec la bourgeoisie, n'avaient guère de raisons de soutenir la révolution. Ils ont rallié les chouans. Dix ans de guerre civile ont si profondément exacerbé les haines que cent cinquante ans de paix sociale n'ont pas réussi à les faire entièrement disparaître. Telle est l'explication que n'avait pu trouver Siegfried et que propose Paul Bois. On y souscrit volontiers, encore que la « thèse » de Paul Bois demande vérification dans les autres départements de l'ouest. Toutefois, l'ouvrage de Paul Bois apporte des éléments difficilement contestables : aucun historien de la Révolution, aucun spécialiste de l'ouest français à l'époque contemporaine ne peut se permettre de l'ignorer.

Jacques GODECHOT.

FRANCES ARMYTAGE. *The Free Port System in the British West Indies. A Study in Commercial Policy, 1766-1822*. Londres, Longmans, Green and Co, 1953 ; in-8°, 176 pages (Royal Empire Society, Imperial Studies).

Créés par une série de lois dont la première fut votée en 1766, les *free ports*, ou ports francs, des Antilles britanniques étaient en fait destinés à faciliter la contrebande avec les colonies espagnoles (et aussi françaises) voisines, tout en sauvegardant les principes du pacte colonial ; de petits bâtiments étrangers étaient

Comptes rendus critiques

autorisés à importer dans ces ports francs des marchandises qui ne feraient pas concurrence à la production des colonies anglaises, et à en exporter toutes sortes d'articles provenant de Grande-Bretagne. Loin d'être une mesure libérale, la création de ces ports francs était donc un habile stratagème mercantiliste. C'est ce système que Mrs. F. Armytage a étudié dans ce volume, en s'appuyant sur une abondante documentation manuscrite tirée principalement des fonds du *Board of Trade* et du *Colonial Office* au *Public Record Office*. Son livre minutieux, intelligent et bien présenté, constitue une excellente monographie. Elle a élucidé de façon satisfaisante le problème de l'origine du système : depuis le xviii^e siècle, les Antilles anglaises trafiquaient clandestinement avec les colonies espagnoles, mais ce commerce fut menacé par les mesures prises par Grenville au lendemain de la guerre de Sept ans pour fermer les ports des colonies anglaises aux navires étrangers ; devant les protestations qui s'élevèrent, le gouvernement Rockingham décida de créer des ports francs, afin de légaliser et de réglementer la contrebande. Progressivement, de nouveaux ports francs furent ouverts dans diverses colonies anglaises des Antilles, mais le grand essor de ce commerce date de la rupture entre l'Espagne et l'Angleterre en 1796, qui paralysa les relations entre les colonies espagnoles et la métropole et contraignit les premières à se tourner vers les ports francs pour écouler leurs produits et se ravitailler en articles manufacturés. Le gouvernement anglais autorisa et protégea ce trafic par un système de licences que délivraient les gouverneurs des Antilles. A partir de 1808 et jusqu'en 1814, le trafic des ports francs atteignit son apogée et, en facilitant la pénétration des marchandises anglaises sur les marchés d'Amérique espagnole, il contribua de façon notable à la résistance de l'Angleterre au Blocus continental. Par contre, la fin des guerres de l'Empire, l'accession à l'indépendance des colonies espagnoles, l'essor des relations directes entre ces dernières et l'Angleterre provoquèrent ensuite un déclin rapide, et en 1822 les différents *Free Ports Acts* furent rappelés. Au total, ce livre nous présente un épisode important de l'expansion du commerce britannique et aussi du développement de la politique commerciale de l'Angleterre. Mrs. Armytage souligne à juste titre que le système des ports francs correspond à la phase durant laquelle les Britanniques en vinrent à considérer que les colonies étaient précieuses comme marchés pour leurs articles manufacturés et non plus comme sources de matières premières. Ajoutons que l'auteur a réuni en appendice d'utiles statistiques sur le commerce des ports francs.

François CROUZET.

T. C. BARKER and J. R. HARRIS. A Merseyside Town in the Industrial Revolution. St. Helens, 1750-1900. Liverpool, Liverpool University Press, 1954 ; xviii-508 pages, 10 planches et 4 cartes hors texte.

Parmi les histoires de villes anglaises à l'époque de la Révolution industrielle, dont un bon nombre a été publié depuis quelques années, le gros ouvrage que MM. T. C. Barker, de la *London School of Economics*, et J. R. Harris, de l'Université de Liverpool, ont consacré à St. Helens, se place au tout premier rang. Les auteurs ont dépouillé une masse considérable de sources manuscrites et en particulier d'archives d'entreprises ; les journaux locaux leur ont également beaucoup apporté. Grâce à cette documentation étendue, l'exposé est extrêmement riche et précis ;

A Merseyside Town in the Industrial Revolution

il n'en reste pas moins en général clair et de lecture facile. Et surtout, cette analyse minutieuse de la croissance d'un centre industriel relativement secondaire apporte des données et des idées nouvelles sur la Révolution industrielle, dont elle éclaire certains aspects peu connus. St. Helens est une ville du Lancashire, mais fort différente des nombreuses villes du textile situées plus à l'est, qui avaient retenu jusqu'ici l'intérêt des historiens. L'industrie du coton ne s'y est jamais implantée solidement et, comme le titre l'indique, c'est une *Merseyside town*, dont le développement et l'activité ont été liés à l'estuaire voisin de la Mersey, au port de Liverpool, et aussi aux gisements de sel du Cheshire. Si l'industrie se développa à St. Helens — simple hameau au début du XVIII^e siècle — ce fut parce que cette localité se trouvait à un carrefour de routes à la pointe sud-ouest du bassin houiller du Lancashire, donc dans sa partie la plus proche des gisements de sel, et parce que de 1755 à 1757 un groupe d'hommes d'affaires de Liverpool, désireux d'obtenir du charbon à bon marché pour leur ville et pour les salines du Cheshire, firent creuser la *Sankey Navigation*, premier canal anglais du XVIII^e siècle. L'ouverture de ce débouché stimula l'extraction du charbon, dont l'abondance à son tour attira à St. Helens des industries grosses consommatrices de houille : fonderies de cuivre (utilisant le minerai d'Anglesey), verreries, brasseries — qui se développèrent dans le dernier quart du XVIII^e siècle — puis plus tard industrie de la soude. Nous avons donc dans la première partie du livre une étude fascinante de la naissance d'un centre industriel, avec l'interaction des différents facteurs — ressources en matières premières, communications, capitaux et esprit d'entreprise des hommes de Liverpool — clairement mise en valeur. Les trois autres parties suivent l'évolution de St. Helens jusqu'à la fin du XIX^e siècle ; on y voit le déclin de certaines des premières industries ; la fonderie de cuivre s'effondra une première fois en 1815 par suite de l'épuisement des mines d'Anglesey ; elle ressuscita après 1830 en utilisant des minerais importés d'Amérique du Sud, mais disparut à la fin du siècle, cependant que l'industrie de la soude déclinait elle aussi, par suite de la concurrence du procédé Solvay. Par contre, la verrerie se développa assez régulièrement et devint l'activité prédominante. Dans ces changements, le facteur transport joua un rôle important, notamment après la fusion en 1844 entre la compagnie du Canal et la compagnie de chemin de fer reliant St. Helens à la Mersey ; il en résulta un monopole et une augmentation des tarifs pour le transport du sel et du minerai de cuivre, qui défavorisèrent les usines de St. Helens par rapport à celles situées sur les rives même de la Mersey.

Nous avons donc là toute une série de données importantes pour l'histoire économique ; mais il y a aussi une riche moisson pour l'histoire sociale que MM. Barker et Harris n'ont nullement négligée, étudiant avec soin tous les aspects du développement d'une communauté industrielle : construction de la ville, évolution du gouvernement local, de l'enseignement, de l'assistance publique, mouvement ouvrier, etc... ; on peut seulement observer que les phénomènes démographiques et l'évolution politique sont traités assez rapidement (mais dans le second cas, St. Helens ne devint un « bourg parlementaire » qu'en 1884, et avant cette date les données sont rares sur les attitudes politiques). Par contre, les phénomènes sociaux sont étudiés en grand détail. Les auteurs retracent avec soin la carrière de nombreux hommes d'affaires qui jouèrent un grand rôle dans le développement de St. Helens. Ils décrivent aussi longuement la condition des ou-

Comptes rendus critiques

vriers et les différentes organisations ouvrières. Il apparaît que la structure sociale de St. Helens était sensiblement différente de celle des villes cotonnières du Lancashire, avec une forte proportion d'ouvriers faisant des travaux durs et dangereux — dans les mines, les verreries, les usines chimiques — mais relativement bien payés et jouissant, selon les auteurs, d'une situation meilleure que ceux du textile. Cela ne serait pas sans rapport avec l'absence de mouvements sociaux violents, tels que l'agitation chartiste, et avec une tendance de l'électorat à voter conservateur — d'autant plus que les fluctuations cycliques semblent avoir été ressenties avec moins de violence à St. Helens que dans la zone cotonnière.

Ces quelques remarques montrent la richesse de cet ouvrage et la valeur de la contribution que MM. Barker et Harris ont apportée à l'histoire économique et sociale de l'Angleterre.

François GROUZET.

C. Northcote PARKINSON. *War in the Eastern Seas, 1793-1815*. Londres, Allen and Unwin, 1954 ; in-8°, 477 pages, nombreuses cartes.

Dans la préface de cet ouvrage, l'auteur, professeur à l'Université de Malaisie, signale que les opérations navales pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire n'ont jamais été étudiées scientifiquement au moyen des sources manuscrites, et que l'on continue à dépendre des travaux anciens et non exhaustifs de l'amiral Mahan. Il a voulu combler partiellement cette lacune en étudiant le théâtre d'opérations de l'océan Indien — dont il avait décrit le commerce pendant la même période dans un ouvrage antérieur, *Trade in the Eastern Seas*. Ce gros livre est le fruit de recherches approfondies dans les archives de l'Amirauté britannique et aussi du ministère de la Marine, et on peut affirmer qu'il épuise le sujet, d'autant plus que M. Parkinson possède une connaissance parfaite de la guerre navale à l'époque de la marine à voiles et de ses problèmes tactiques et stratégiques. Nous avons donc là un excellent travail, et l'on pourra seulement regretter que le sujet soit un peu mince. En effet, l'océan Indien fut un théâtre d'opérations tout à fait secondaire pendant la Révolution et l'Empire, un seul engagement vraiment sérieux — la bataille du Grand-Port en 1810 — y fut livré, et encore cette victoire française ne fut qu'un épisode sans lendemain. En dehors de cela on ne trouve que raids par des bâtiments français isolés ou de petites escadres, croisières de blocus ou de protection du commerce par la *Royal Navy*, expéditions britanniques contre les colonies et bases navales ennemies, et le tout est assez monotone. Cependant, l'exposé minutieux, solide, impartial, de M. Parkinson n'est pas sans enseignements intéressants. Il nous fait saisir très clairement les difficultés de la guerre navale dans l'immense océan Indien ; il nous montre la faiblesse de la marine française (notamment l'impuissance de l'escadre de Linois, qui croisa dans l'océan Indien de 1803 au début de 1806, sans faire grand mal au commerce anglais, et se laissa intimider par un convoi d'*East Indiamen* venant de Chine, qu'elle essayait de capturer et que Linois prit pour des vaisseaux de ligne), mais aussi son redressement à la fin de l'Empire, quand une nouvelle génération d'officiers accéda aux commandements. Une découverte curieuse de M. Parkinson est le fait que l'expédition d'Égypte empêcha des offensives que les

Los origines de la España contemporanea

Britanniques préparaient contre Manille, Java et les Mascareignes. Au total, un travail de valeur, et l'on souhaite que M. Parkinson puisse bientôt, comme il l'annonce, étudier selon la même méthode d'autres aspects des *Napoleonic wars*.

François CROUZET.

I. — Miguel ARTOLA. *Los origines de la España contemporanea*. Madrid, Instituto de Estudios politicos, 1959; 2 vol. 648 et 599 pages. Prix : 500 pesetas.

II. — Hans JURETSCHKE. *Die Franzosenpartei im Spanischen Unabhängigkeitskrieg*. Extrait des *Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens*, 18. Band. *Spanische Forschungen der Görresgesellschaft*, hgg. von Johannes VINCKE. Münster/Westfalen, Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung, 1961, pages 221-310.

I. — Sous ce titre ambitieux, Miguel Artola se propose de montrer comment toute l'Espagne contemporaine est en germe dans l'œuvre des Cortes extraordinaires de Cadix, et de réhabiliter une époque et des hommes auxquels une part de l'historiographie espagnole n'a pas ménagé ses sarcasmes, en ne voulant voir dans leur action qu'une mauvaise imitation — presque une « singerie » — de l'œuvre des Constituants français.

Certes, les rapprochements avec la France sont trop évidents pour pouvoir être esquivés, et l'auteur les souligne à de multiples reprises; il insiste toutefois sur le fait que ces ressemblances ne sont pas le résultat d'un mimétisme formel, mais — et il rejoint ici les positions de R. Palmer et J. Godechot — la conséquence nécessaire de l'évolution des pays du continent « tous acculés à une crise constitutionnelle impossible à résoudre, aussi longtemps que l'on tentait de conserver les prémisses sur lesquelles était fondé l'Ancien Régime ».

C'est donc par une esquisse de l'Ancien Régime espagnol à la veille de sa chute que commence l'ouvrage; deux traits sont particulièrement mis en lumière : la portée que conserve encore le régime seigneurial (plus de la moitié des localités espagnoles sont encore signalées comme *lugares de señorio* dans le recensement de 1797); l'importance des biens inaliénables (majorat et mainmorte ecclésiastique) soustraits à la circulation foncière. Mais dès 1798, le gouvernement de Charles IV a donné l'ordre de vendre les biens de certaines fondations pieuses pour rembourser la dette publique; de ce fait, la question des biens de mainmorte change de face : elle avait été jusque-là un problème d'ordre économique lié aux projets de réforme agraire; elle devient désormais un des éléments du problème financier, et ni les Constituants de Cadix ni les bourgeois espagnols créanciers de l'État ne l'oublieront désormais.

Néanmoins, ce n'est pas le problème financier qui, comme dans la France voisine, va porter le coup décisif à l'Ancien Régime. Les événements de 1807-1808 jouent le rôle déterminant en provoquant la faillite des institutions traditionnelles, non seulement royauté, mais Conseil de Castille et autorités locales, qui, face aux soulèvements populaires contre la mainmise étrangère, ne songent qu'à maintenir une légalité purement formelle. Fait capital : c'est le peuple qui a assumé la souveraineté vacante. En face des tenants de la tradition monar-

Comptes rendus critiques

chique qui ne veulent voir là qu'une conséquence accidentelle de la vacance du trône, un large courant d'opinion considère que l'abdication de Bayonne et la formation des *Juntas* insurrectionnelles ouvrent une époque « constituante » pour le renouvellement des institutions espagnoles. Le manifeste qu'adresse à la nation la *Junta central* constituée en 1808, confirme cette tendance, puisqu'on en peut résumer la substance en deux mots : guerre et révolution ; et si la constitution, l'année suivante, d'un conseil de Régence, semble marquer un retour vers la conception traditionnelle du pouvoir, deux décisions de la *Junta* ont déjà engagé l'Espagne sur la voie révolutionnaire : celle de convoquer des Cortes extraordinaires et celle de préparer leurs travaux en consultant la nation sur les réformes à introduire dans la législation et l'administration du royaume.

Les réponses données à cette *consulta* constituent le cœur même de l'ouvrage de M. M. Artola, dont le second volume est entièrement consacré à en donner de larges extraits. Elles sont pour l'Espagne, indique l'auteur, ce que sont les cahiers de doléances pour la France de l'Ancien Régime. Il faut toutefois remarquer qu'elles n'apportent pas un témoignage « à la base » comme nos cahiers de paroisse, mais que, reflétant l'opinion des autorités locales (*audiencias*, municipalités, universités, etc...), elles constituent un témoignage d'ordre *idéologique* sur les conceptions et les aspirations des milieux sociaux les plus cultivés. Du point de vue politique se révèle une répulsion unanime contre la monarchie absolue discréditée par Godoy et sa dictature ; plus surprenante est la quasi-unanimité qui se manifeste, même en Catalogne, en faveur de l'abolition des *fueros* locaux et de l'uniformisation du droit et de l'administration. En matière économique et sociale, qu'il s'agisse des critiques contre la noblesse et le clergé séculier « inutiles », ou des attaques contre la mainmorte et les majorats, c'est tout le programme des réformateurs « éclairés » du siècle précédent que reflètent les réponses à cette consultation. Elles attestent l'importance du legs laissé par l'*ilustración*, et apparaissent comme l'aboutissement intellectuel logique de la « révolution bourgeoise » du XVIII^e siècle espagnol ; elles fourniront d'autre part aux futures Cortes des principes et un programme d'action.

Si nulle voix ne s'élève contre l'idée de la convocation des Cortes, il y a divergence sur ce que doivent être leur structure et leur rôle. A ceux qui veulent en faire une assemblée nationale, analogue aux États généraux de 1789, s'opposent les défenseurs de la constitution traditionnelle de la monarchie dont les anciennes Cortes étaient une pièce essentielle ; mais ceux-ci mêmes doivent admettre la nécessité de modifier le système en usage pour leur donner un caractère plus représentatif que par le passé. Les hésitations de la Régence qui se montre incapable de prendre une décision sur la représentation par tête ou par ordre assure lors des élections la victoire de l'opinion « révolutionnaire ». Les Cortes extraordinaires, élues proportionnellement à la population (dans les régions non occupées par les Français) seront une assemblée nationale où les éléments les plus avancés l'emporteront sur les traditionalistes. Leur œuvre — la constitution de 1812 — créant une monarchie constitutionnelle, parlementaire et libérale, consacre le triomphe de la bourgeoisie. Triomphe accentué encore par les conditions dans lesquelles se fait la liquidation du régime seigneurial et sur lesquelles insiste à juste titre Artola : le décret du 6 août 1811 qui incorpore à l'État les attributions « juridictionnelles » de la seigneurie assimile, au contraire, à un *droit de propriété*

Die Franzosenpartei im Spanischen Unabhängigkeitskrieg

les redevances considérées comme « domaniales » ; la portée de cette décision sera accrue encore par l'abolition de toutes les limitations que le droit coutumier antérieur apportait au droit de propriété. C'est également dans le sens des intérêts de la classe possédante que se fera, après la mort de Ferdinand VII, mais sur les bases fixées par les Cortes, le règlement de la dette publique par l'utilisation et la vente des « biens nationaux » (communaux, biens de mainmorte) dont la « mobilisation » signifie la liquidation de l'ancien régime agraire espagnol.

L'ouvrage de M. Artola justifie donc son titre. Nous lui ferons toutefois une objection. En étudiant le problème constitutionnel espagnol de 1808 à 1814, l'auteur s'est placé en quelque sorte dans l'absolu. Il a fait presque totalement abstraction des événements militaires et du déroulement de la lutte qui oppose les patriotes espagnols aux armées napoléoniennes, et dont les vicissitudes accroissent ou diminuent l'étendue des régions sur lesquelles s'exerce l'autorité de la Régence et des Cortes de Cadix. Or, il est évident que la signification de la *consulta* de 1808 est en partie fonction de sa limitation géographique. Au surplus, le rappel des difficultés et des menaces qui pesaient sur les réformateurs eût rendu plus sensible encore la grandeur de la tâche des Cortes de Cadix, à la fois Constituante et Convention de l'Espagne, et qui réalisèrent leur œuvre dans des conditions non moins critiques que les assemblées révolutionnaires françaises.

II. — Le terme *afrancesado*, employé dès le XVIII^e siècle pour désigner les espagnols « contaminés » par les idées et les modes venues de France, a pris dans l'historiographie contemporaine un sens bien défini ; il désigne ceux qui se rallièrent au roi Joseph Bonaparte, et furent considérés comme des traîtres par leurs compatriotes, dressés contre l'envahisseur. L'étude de M. Juretschke montre quelles nuances il convient d'introduire dans l'interprétation de ce mot qui ne fut employé, dans son sens actuel, que plusieurs années après l'intronisation de Joseph I^{er}.

Au lendemain du coup de force de Bayonne, les positions espagnoles, telles qu'elles s'expriment dans l'attitude des ministres, des grands corps de l'État et des autorités traditionnelles, restent assez « fluides ». Nombreux sont ceux qui, sans sympathie idéologique à l'égard de la France, acceptent la nouvelle dynastie à laquelle l'abdication de Ferdinand VII a donné une apparence de légitimité. Mais la résistance populaire et la capitulation de Bailen provoquent ensuite une coupure définitive entre les « patriotes » et le groupe des « ralliés » dont les éléments obéissent à des motifs assez divers, allant de la « collaboration » résignée au ralliement enthousiaste à la dynastie napoléonienne. Mais c'est à l'intérieur du camp « patriote » que le mot *afrancesado* trouve d'abord son emploi politique : il fut utilisé dans le Cadix des Cortes par les traditionalistes pour désigner — et fustiger — les députés de tendance libérale, héritiers des « lumières » du siècle précédent, et suspects de sympathie pour l'œuvre constitutionnelle de la révolution française. Paradoxe qui n'est qu'apparent, car les conceptions politiques et sociales des libéraux de Cadix sont en réalité beaucoup plus proches de celles des « Joséphistes » que de celles des traditionalistes, et la constitution de 1812 suffit à en donner la preuve. Ferdinand VII se chargera du reste en 1814 de souligner cette parenté en frappant également les uns et les autres.

M. DEFOURNEAUX.

Comptes rendus critiques

Domenico DEMARCO. *Il Banco delle Due Sicilie (1808-1863). Storia del Banco di Napoli*, tome II. Naples, 1958 ; xxiii + 492 pages.

A l'occasion de son quatrième centenaire, le *Banco di Napoli* avait, il y a plus de vingt ans, décidé la publication d'une histoire générale de l'établissement, dont le premier tome avait alors paru sous la signature de Riccardo Filangieri. Il traitait des origines à 1808 et menait la chronique jusqu'au grand bouleversement introduit par le régime français. La seconde partie voit le jour après un long retard dû aux circonstances de la guerre qui ont gravement endommagé ou dispersé les archives de l'institution, nécessitant un vaste labeur de regroupement et de reclassement.

Ce gros volume, somptueusement édité, est l'œuvre de Domenico Demarco qui est le spécialiste le plus autorisé de l'histoire bancaire italienne. Il s'insère dans tout un cycle de recherches dont nous avons déjà eu l'occasion de rendre compte ici même et repose sur une énorme documentation — les archives du *Banco di Napoli* emplissent 150 pièces ! — complétée par des investigations dans les grands dépôts de Londres, Vienne et Paris. La lecture en est ardue, car il est bourré de données statistiques et descend dans les détails techniques des mécanismes bancaires.

L'événement décisif, qui pesa sur toute la dernière phase de l'histoire financière du royaume des Deux-Siciles, fut la profonde réforme des instituts de crédit, décidée par Joseph Bonaparte et menée à bien par Murat. La modernisation des anciennes banques fut à l'origine du *Banco delle Due Sicilie*, né de la fusion du *Banco nazionale delle Due Sicilie* et du *Banco di Corte*. Mais en dépit des efforts du régime français pour lui donner de la consistance, la nouvelle création mena une vie languissante, à cause du marasme politique et social et, surtout, de la vente des domaines féodaux qui mobilisait, pour ces transferts de propriété, le peu de numéraire disponible. C'est alors que le volume des dépôts et de la circulation fiduciaire, résumé en un graphique très parlant, toucha son point le plus bas.

La Restauration confirma la réforme muratienne et ne restitua pas à la banque son patrimoine. A la division en caisse de Cour et caisse des Privés, s'ajouta, en 1818, la caisse d'Escompte. Une période difficile s'ouvrit avec la crise monétaire de 1821, née des événements politiques et qui culmina avec le contre-coup défavorable des révolutions européennes de 1830. Sous le règne de Ferdinand II, entre 1831 et 1839, s'instaure une ère de consolidation et de prospérité, reflet du réveil économique du royaume. La Banque finance l'édilité napolitaine ainsi que les premières réalisations industrielles et ferroviaires (ligne Castellamare-Sorrente). Les années 1841-1850 voient réapparaître une profonde dépression en 1849, mais, malgré l'opposition du conseil de régence, l'Institut étend son action hors de la capitale, pour répondre au pressant désir des milieux d'affaires, avec l'ouverture de succursales à Messine et à Palerme (1843), cette dernière, embryon du *Banco di Sicilia* autonome. A partir de 1850 s'accroît le caractère hybride de l'institution et de ses annexes et se dessine une opposition entre les régents, défenseurs de l'intérêt des déposants privés, et le gouvernement. Elle est à la fois organisme de crédit, d'escompte, de dépôts, de prêts sur consignations de marchandises, mais aussi agence de paiement des créances de l'État et réserve

Bankers and Pashas

où le Trésor royal puise par le moyen des « bons de service », et des anticipations sur le produit des émissions d'emprunts publics. Avec la détérioration croissante des finances bourbonniennes, à la fin de 1860, le *Banco* se trouvait créancier de 6 millions de ducats, somme considérable, si l'on considère que les ressources fiscales de la monarchie étaient alors de 20 à 25 millions par an. En 1860, la conquête du royaume par Garibaldi inaugura une violente offensive de critiques contre la banque, menacée de suppression ou d'absorption par la Banque de Turin. Amputée de sa caisse d'escompte, elle survécut, grâce à l'énergie du ministre Manna et, en 1863, on reconnut son autonomie. Cet épisode a d'ailleurs fait l'objet d'un essai très poussé de M. Demarco.

Par sa méthode rigoureuse et l'abondance des données mises en œuvre, ce livre est un modèle de monographie bancaire et une précieuse contribution à un secteur encore bien peu exploré de l'histoire économique du *Risorgimento*.

Paul GUICHONNET.

David S. LANDES. *Bankers and Pashas. International Finance and economic imperialism in Egypt*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958; in-8°, xvi-354 pages ill.

M. David Landes a eu la bonne fortune de lire la correspondance entre les banquiers Alfred André, de Paris, et Édouard Dervieu, d'Alexandrie, entre 1858 et 1868. Successeur d'André, la banque De Neufelize, Schlumberger & C^{ie} lui a libéralement ouvert ses archives parmi lesquelles cette correspondance dormait dans les caves de la Banque de France. L'auteur a ensuite poursuivi son enquête dans les dépôts d'archives de France et d'Angleterre et cela nous vaut une intéressante étude sur les investissements européens en Égypte sous le second Empire.

L'ouvrage débute par un tableau de l'évolution de la haute banque depuis le début du xix^e siècle. Les banques d'affaires s'étaient multipliées et avaient développé la pratique du crédit à découvert et des prêts qui n'étaient pas liés à des opérations commerciales à court terme. Les investissements, à long terme, étaient devenus la spécialité de quelques grandes firmes internationales. Celles-ci couraient de gros risques, car il était difficile de surveiller des débiteurs éloignés dans des pays étrangers. Mais les familles de la haute finance se recrutaient en général parmi les minorités protestantes, juives, grecques, dont les membres se sentaient solidaires; elles avaient partout des correspondants éprouvés; elles pratiquaient, malgré leur richesse, des vertus de prudence, d'économie et de modestie, qui fondaient leur prestige moral. L'investissement à long terme, connu depuis le xv^e siècle au moins, s'était énormément développé avec la construction des chemins de fer et le progrès de l'industrialisation. Il était devenu spécifique du petit cercle des banquiers internationaux.

Vers le milieu du xix^e siècle et surtout au lendemain de la crise économique de 1848, une nouvelle forme de financement apparut: la compagnie financière, qui réunit d'énormes capitaux en s'adressant directement au public, sans passer par les grandes firmes habituées à des compromis et à une collaboration plus profitable que la concurrence lorsqu'elles se disputaient une affaire. Les « crédits mobiliers » répondaient à un besoin, car les chemins de fer, les grands travaux publics, les lancements d'emprunts à long terme exigeaient des sommes considé-

Comptes rendus critiques

rables, que les banques seules ne pouvaient fournir. Les occasions se multiplièrent quand l'intérêt des financiers s'orienta vers le Moyen et l'Extrême-Orient. La guerre de Sécession, qui obligea l'Europe à rechercher le coton d'Inde ou d'Égypte, la découverte des hauts intérêts offerts au capital occidental par les États orientaux, développèrent ces affaires. Les marchés les plus exploités furent la Turquie, où les finances de l'État passèrent sous le contrôle des compagnies financières, et l'Égypte. Nous ne pouvons malheureusement pas suivre, dans le détail, l'évolution de cette emprise progressive des nouvelles formes de crédit occidental sur les pays sous-développés. Les deux premiers chapitres du livre de M. Landes, qui résumet et complètent l'article publié en 1956 dans la *Revue d'histoire moderne*, sous le titre de « Vieille banque et banque nouvelle : La révolution financière du XIX^e siècle », seront souvent utilisés par ceux qui cherchent à caractériser l'expansion outre mer au cours du XIX^e siècle et à apprécier le rôle joué par les intérêts financiers dans l'impérialisme colonial.

Le chapitre suivant, sur « Le Klondyke du Nil », décrit la crise provoquée par la guerre de Sécession, qui priva l'industrie textile européenne de coton. Le prix de la fibre passa de 7,5 pence la livre en juin 1861 à 26,5 en août 1862. Le coton hindou, trop court, ne fut qu'un médiocre palliatif, car sa commercialisation par des marchands malhonnêtes causa trop de déception. Restait l'excellent Jumel égyptien. L'auteur brosse de l'Égypte au XIX^e siècle un tableau riche en couleurs et montre comment l'Égypte devint un centre de spéculation de ce type colonial qu'on rencontre également en Tunisie. Les aventuriers de tous crins, couverts par le principe d'exterritorialité, y foisonnaient. Les pachas, cependant, y exerçaient une autorité réelle sur une population misérable et recouraient aux services de techniciens européens qui les grugeaient souvent, sans qu'ils en souffrissent, car ils n'avaient pas sur la valeur de la monnaie et sur la comptabilité les mêmes notions. C'est dans cette Égypte qu'intervint Édouard Dervieu.

Issu de bonne bourgeoisie, ce dernier dirigeait l'agence des *Messageries maritimes* d'Alexandrie, lorsque, en 1857, le pacha Saïd l'encouragea à prendre la tête aussi de la *Medjidieh*, compagnie de navigation à vapeur sur la mer Rouge et en Méditerranée orientale. Son amitié avec André, qui lui accorda des crédits aux conditions les plus favorables, lui permit de fonder sa propre maison de banque. Mais André ne cessa pas de le modérer et refusa souvent de participer à des opérations qui lui paraissaient trop risquées. Dervieu, ami d'Ismaël, devint, après l'avènement de ce dernier en 1863, banquier privé et conseiller intime du Khédive. Il connut deux très bonnes années, grâce au boom du coton. Mais les bonnes grâces du souverain coûtaient cher. Les emprunts qu'il contractait n'étaient remboursés que par de nouveaux emprunts et, quand Dervieu ne trouva plus les crédits nécessaires à la satisfaction de ses besoins, il n'hésita pas à s'adresser ailleurs.

Nous ne pouvons pas suivre l'auteur quand il nous expose en détail les opérations de Dervieu, les finances de l'Égypte, les comptes de la Compagnie de Suez, les rivalités et les intrigues entre les banquiers et les spéculateurs d'Alexandrie. L'échec — relatif — de Dervieu survint quand les États-Unis reprirent leur place sur le marché du coton. Mais la liquidation de ses affaires lui laissa la coquette somme de cinq millions de francs, qui lui permit de se faire construire un bel hôtel sur le parc Monceau et d'ouvrir une banque à Paris, tandis qu'une nouvelle génération de financiers éclosait en Égypte.

America and the British Left

La conclusion du livre oppose les mentalités des Européens et des Orientaux qui s'affrontaient. L'auteur explique pourquoi un honnête homme pouvait exiger en Orient des intérêts qui eussent été usuraires en Europe, même quand les risques étaient équivalents. Sa bonne conscience de « civilisé » lui permettait de considérer le Khédive, qu'il exploitait, comme son obligé et de le taxer d'ingratitude s'il lui retirait sa faveur. Inversement, l'Orient méprisait l'Européen, dont il satisfaisait l'avidité, sans trop se soucier de ses abus, car il ne se situait pas sur le même plan et n'avait pas la même échelle des valeurs. Tout cela est suggestif et mériterait d'être approfondi.

C'est donc un livre neuf que celui de M. Landes, trop technique pour intéresser le grand public, mais que le spécialiste ne devra pas ignorer.

Henri BRUNSCHWIG.

Henry PELLING. *America and the British Left. From Bright to Bevan.* Londres, Adam and Charles Black, 1956 ; in-8°, x-174 pages.

Ce livre rapide, mais extrêmement intelligent, étudie l'attitude de la « gauche » britannique (radicaux et travaillistes) à l'égard des États-Unis, depuis la guerre de Sécession jusqu'à nos jours. L'importance de ce problème ne date pas du second après-guerre, et un des principaux faits mis en lumière par M. Pelling est le rôle majeur que l'Amérique a joué dans les controverses politiques britanniques depuis un siècle. Il a donc organisé son exposé en une série de chapitres dont chacun correspond à une grande discussion politique, telle que le problème de la réforme électorale en 1865-1867, ou le problème de la paix en 1917-1918. Le thème général du livre est le renversement dans l'attitude de la gauche britannique. Au milieu du XIX^e siècle, cette dernière considère les États-Unis comme un modèle en matière politique et sociale, tandis que les conservateurs sont fort hostiles aux institutions et mœurs d'outre-Atlantique (et signalons à ce propos que M. Pelling apporte aussi beaucoup de données sur les attitudes de la droite à l'égard des États-Unis). C'est ainsi qu'en 1865-1867 les adversaires de la réforme électorale utilisèrent largement l'exemple américain pour dénoncer les défauts de la démocratie, tandis que les radicaux exaltaient ce même exemple ; en 1877, quand J. Chamberlain organisa la Fédération nationale libérale, les conservateurs et les whigs l'accusèrent d'américaniser le parti libéral, en important le système corrompu du *caucus*. Mais à partir de 1880, des critiques contre les États-Unis commencèrent à se faire jour à gauche. M. Pelling les explique par l'influence d'auteurs comme Henry George, Jack London et les *muckrackers*, qui révélèrent que la misère existait outre-Atlantique, ainsi que les méfaits des trusts ; un peu plus tard, les *Trade Unions* s'inquiétèrent des tendances des syndicats américains dont les uns (les I. W. W.) leur semblaient trop extrémistes, et les autres (l'A. F. L.) trop conservateurs, cependant que les travaillistes s'irritaient de l'incapacité des ouvriers américains à s'organiser en parti politique sur le modèle anglais. L'idéalisme wilsonien fit quelque temps remonter les actions des États-Unis, mais la crise de 1929, le rôle des banques américaines dans la débâcle monétaire de 1931 provoquèrent un renouveau d'hostilité. Quant au *New Deal*, il fut bien accueilli par le centre gauche (les libéraux, les *Trade Unions*, J. M. Keynes), mais les travaillistes avancés, persuadés que seul le socialisme pouvait résoudre la crise,

Comptes rendus critiques

lui furent hostiles. Et après un nouvel intermède pendant la guerre, l'américanophobie se développa dans de très larges fractions du parti travailliste.

Ces quelques notes soulignent l'intérêt de l'essai de M. Pelling, qui se lit avec grand plaisir et profit. On est tenté de le rapprocher des travaux de D. Echeverria et R. Rémond sur l'opinion française devant les États-Unis. Il semble bien qu'en Angleterre comme en France, les variations de l'opinion à l'égard de l'Amérique traduisent autant les fluctuations de la politique intérieure que des changements réels survenus outre-Atlantique.

François CROUZET.

Alberto CARACCILO. Il Parlamento nella formazione del Regno d'Italia. Milan, A. Giuffrè, 1960 ; 333 pages. (*L'Organizzazione dello Stato. Collana di Studi e testi nel Centenario dell' Unità*, 1960.) Prix : 3 200 liras.

Alberto AQUARONE. L'Unificazione legislativa e i codici del 1865. Ibid., 1960, 480 pages. Prix : 3 200 liras.

Giuseppe TALAMO. La Scuola, dalla legge Casati alla inchiesta del 1864. Ibid., 1960 ; 420 pages. Prix : 2 800 liras.

A l'occasion du centenaire de l'Unité, une collection d'études et de documents, dirigée par Alberto M. Ghisalberti et coordonnée par Alberto Caracciolo, se propose d'exposer l'élaboration des institutions politiques et administratives du nouveau royaume proclamé en 1861 et achevé en 1870. Sur les dix tomes prévus, trois ont déjà vu le jour et présentent entre eux une grande unité organique et une formule particulièrement heureuse. Un bref essai fait le point du problème et esquisse une synthèse du sujet, tandis que la presque totalité du volume est occupée par un choix de textes législatifs, d'enquêtes, d'extraits de débats parlementaires, d'articles de presse et de polémiques. L'ensemble constitue une anthologie extrêmement commode de sources, souvent inédites et toujours d'accès malaisé, qui sera utile non seulement aux recherches des historiens et des juristes, mais encore à l'enseignement, car on y trouve une mine de sujets d'explication de textes.

Le volume d'Alberto Caracciolo apporte une contribution extrêmement intéressante à la genèse du régime parlementaire italien. Il montre que le *Statuto*, octroyé en 1848 par Charles-Albert, était, dans sa lettre, une charte fort peu démocratique, laissant au souverain les prérogatives essentielles et ne définissant aucunement un régime parlementaire. Mais, dès les années troublées de 1849-1850, prévalut l'interprétation dans un sens favorable à la représentation nationale « non par un caprice de juriste ou un mécanisme constitutionnel, mais par la signification politique qui était à la base du royaume sarde régénéré et sa fonction de représentant de la liberté, en face de la nation italienne ». On peut regretter que l'auteur ait passé rapidement sur le parlementarisme cavourien de la décennie de préparation (1852-1858), pour en arriver à la guerre contre l'Autriche. Il eût pu insister sur les fondements théoriques du rôle attribué aux chambres par Cavour, sur la base de ses expériences françaises, anglaises et belges et approfondir un point qui est, actuellement, au centre des interprétations et des polémiques sur le libéralisme du premier ministre piémontais. Les annexions de 1859-1860

La Scuola, dalla legge Casati alla inchiesta del 1864

font succéder, aux pleins pouvoirs obtenus par le ministère pour la durée du conflit, le recours au suffrage universel plébiscitaire, posant ainsi un contraste violent et ouvrant le débat sur l'introduction de ce système dans les institutions nouvelles. Mais Cavour « redouta toujours la solution démocratique, non pas tant pour elle-même (bien qu'apparaissent évidentes la distance et l'incompréhension absolues qui l'en séparent) que pour ses conséquences que, sur le plan international, il jugeait inévitablement destructrices, pour la cause nationale ». Dans son esprit, le Parlement est moins l'émanation de la souveraineté populaire qu'un appui et une caution, investie d'une « fonction instrumentale ». « Si Cavour, quand il estimait plus expéditive l'action diplomatique ou militaire, n'hésitait pas à tenir la Chambre fermée, il était toutefois prompt à en réclamer la présence toutes les fois qu'il importait d'élargir l'assentiment du pays ou fixer, à la face de l'Europe, quelque point ferme de sa politique. »

Mais dans la phase ultime de la formation du Royaume d'Italie, Cavour résista à la gauche qui eût souhaité, avec Garibaldi, établir une manière de dictature ratifiée par le suffrage universel. Le premier piémontais voyait que le recours à une telle solution eût risqué de faire triompher les forces coalisées de la réaction et, à Naples, des tenants des Bourbons. Il entendait réserver au plébiscite la ratification des faits accomplis mais continuait à confier la gestion du royaume à l'étroit pays légal, reflet « du milieu historique qui l'avait engendré ». Pourtant, dans le titre de roi « par la volonté de la nation », donné à Victor-Emmanuel II, s'entrevoient les perspectives d'un élargissement démocratique de l'État. L'appendice documentaire, particulièrement bien composé, fournit une masse de renseignements statistiques, tirés des archives de la Chambre et du Sénat, pour la première fois explorées, et on y remarquera la série des correspondances, polémiques et débats relatifs aux annexions de la Savoie et de Nice.

Le livre d'Alberto Aquarone expose les vicissitudes de l'unification juridique de la Péninsule. Il s'ouvre par un tableau des codes en vigueur en 1859 et souligne le fait que, si le système pénal était plus hétérogène, par contre, en matière civile, sous la diversité apparente des institutions, plus de la moitié de la Péninsule était régie par le droit français du code Napoléon. Les pleins pouvoirs accordés au gouvernement de Turin, lors de la guerre contre l'Autriche, ouvrirent la voie à une phase hâtive d'uniformisation et à la rédaction de trois nouveaux codes, pénal, de procédure pénale et de procédure civile. C'est, en définitive, la législation piémontaise qui fut étendue à tout le royaume, en 1865, après une période de transition ménagée dans les ex-domaines de Toscane et du Royaume de Naples.

Cette assimilation se fit au milieu d'âpres polémiques, dénonçant la volonté de « piémontiser » les nouveaux territoires. L'auteur analyse soigneusement le contenu des nouveaux codes, s'arrêtant longuement sur la législation civile. Il montre que cet ensemble de textes, décalqués sur le modèle napoléonien, ne constituent aucunement la grande refonte juridique qui aurait dû accompagner la fusion politique. Comme les conditions d'ensemble avaient peu évolué, depuis le début du siècle, la classe dirigeante de Turin ne sentit pas le besoin d'une rénovation totale, mais se contenta de procéder à des adaptations limitées. En dépit de l'innovation constituée par le mariage civil, le code de 1865 se distingue par l'étroitesse et l'archaïsme de ses vues, empreintes d'un strict conservatisme

Comptes rendus critiques

social et d'une indifférence complète pour le sort des masses laborieuses. Le juriste Salvioli pouvait écrire qu'il constituait « un instrument de domination, tout à l'avantage de la classe bourgeoise ». Mais les transformations économiques et sociales post-unitaires rendirent bien vite périmée une législation qui avait manqué l'occasion de se renouveler, inspirant à l'auteur ce jugement final : « Le mode selon lequel s'était réalisée l'unification législative était donc destiné à créer une des nombreuses fractures internes de la société italienne, qui devaient rendre difficile la vie du nouvel état ».

L'étude de Giuseppe Talamo apporte beaucoup de nouveautés dans un domaine pratiquement inexploré : la politique scolaire du nouvel état unitaire. Comme les autres volumes de la collection, il fait le bilan de la situation, à la veille de la guerre de 1859. L'organisation de l'enseignement est très hétérogène, fort médiocre dans le sud où la réaction d'après 1848 a renforcé la tutelle du clergé et très défectueuse dans les États pontificaux. Elle s'améliore nettement, par contre, dans le nord et, en Lombardie autrichienne, on note que 70 % des enfants satisfont déjà à l'obligation scolaire dans les écoles primaires. Un développement étoffé est consacré au Piémont qui, là encore, va être le berceau de la nouvelle organisation. La loi Boncompagni, de 1848, avait été, dès 1854, remise sur le métier par Cibrario et Lanza, au milieu de controverses théoriques et de réactions politiques dont l'appendice donne des échantillons très révélateurs. On aboutit finalement, à la faveur des pleins pouvoirs accordés au gouvernement, à la loi du 13 novembre 1859, à laquelle est attaché le nom du ministre Gabrio Casati. Conçue dans un esprit nettement centralisateur, elle a pour pilier un enseignement secondaire classique, étalé sur huit ans, flanqué d'un enseignement technique moderne dont Cavour — et l'auteur eût pu citer de nombreux textes à l'appui — était un partisan résolu. L'école primaire, gratuite mais laissée entièrement à la charge des communes, comportait une durée de quatre ans, dont les deux premiers seulement étaient obligatoires. Cette école d'État, aux établissements et au corps enseignant rigoureusement hiérarchisés, forme toujours « la trame de base » des institutions pédagogiques de l'Italie actuelle. Elle exprime l'idéal culturel des milieux modérés qui ont créé l'Unité et sera, peu à peu, étendue à tout le royaume où, dans la période transitoire de 1859-1860, les gouvernements provisoires des régions insurgées avaient élaboré une législation de caractère libéral. Dès cette époque commencera, autour de la loi Casati, un débat qui n'a jamais cessé, sans qu'on parvienne à la modifier radicalement. L'œuvre d'adaptation et de fusion scolaire s'opérera sous les ministères de Terenzio Mamiani et du grand critique littéraire Francesco de Sanctis, qui eussent souhaité l'interpréter dans un sens décentralisateur. Mais on en revint à la centralisation avec Carlo Matteucci qui donna tous ses soins à l'organisation de l'enseignement supérieur et à la qualité technique du corps enseignant. En 1864, son successeur, Michele Amari publiait les résultats d'une grande enquête, permettant de mesurer le chemin parcouru en cinq ans de vie unitaire. Les résultats étaient, dans l'ensemble, peu brillants.

Les données, amplement citées en annexes, sous forme de commodités tableaux statistiques montrent, pour l'ensemble du royaume, entre 1859 et 1864, un lent recul du taux d'analphabétisme, passant de 78 à 72 % et une amélioration de l'indice de scolarisation qui s'élève de 40 à 50 %. Mais la pauvreté des communes freine l'application de la loi Casati, à cause des salaires misérables consentis aux

Nitti, d'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920)

matres primaires, qui demeurent des ecclésiastiques, dans la proportion des deux tiers. Dans le degré secondaire, par contre, la laïcisation du personnel arrive déjà aux deux tiers du total. Mais cet ordre d'enseignement demeure limité à une très mince couche de la société : 0,7 élève pour mille habitants dans l'ensemble de l'Italie, avec de fortes variations locales (1,9 pour mille en Piémont, 0,8 pour mille dans le centre, 0,3 pour mille dans le sud). Quant à l'enseignement technique, il revendiquait déjà plus d'un tiers de la population scolaire septentrionale, un quart de celle du centre, de la Sicile et de la Sardaigne mais un quatorzième seulement de celle du Midi.

Comme dans tous les autres secteurs de la vie nationale, l'école du jeune état italien portait la lourde hérédité des déficiences organiques et de la hâte qui avait présidé à l'unification. La réussite d'une vraie réforme, en ce domaine, eût supposé, conclut M. Talamo, « l'existence d'une classe politique décidée à changer en profondeur les nouvelles structures étatiques, et non celle d'une classe dont la fonction historique fut d'assumer la contradiction d'innover et de conserver à la fois ».

Paul GUICHONNET

Paolo ALATRI. Nitti, d'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920). Milan, Feltrinelli, 1959 ; 543 pages. Prix : 3 500 lire.

L'année 1919-1920 fut décisive pour l'Italie, car elle vit se dérouler l'entreprise de d'Annunzio contre Fiume, première tentative d'un nationalisme exaspéré et préface aux excès du fascisme. Mais si l'histoire diplomatique de la conférence de la Paix et, spécialement, l'action de la délégation italienne, jusqu'au départ d'Orlando, sont bien connues, sur la base de nombreux documents, il en allait tout autrement de la période postérieure qui embrasse l'affaire de Fiume et sa liquidation, au traité de Rapallo. A la masse d'écrits suscités par les tenants du « commandant » d'Annunzio et à l'exaltation rhétorique de ses exploits ne correspondait pas la documentation scientifique relative à l'arrière-plan politique et à l'œuvre de Nitti, qui gouverne de juin 1919 à juin 1920. Cette lacune vient d'être comblée par la parution du dense volume de Paolo Alatri. L'auteur, à qui nous devons une pénétrante étude sur les origines du fascisme (*Le origini del Fascismo*. Rome, Editori riuniti, 1956), était particulièrement bien préparé à l'analyse de la question adriatique, par sa familiarité avec la situation italienne et le personnel dirigeant de l'immédiate après-guerre. Mais il a eu, par surcroît, la bonne fortune de pouvoir utiliser une masse considérable d'inédits, avant leur versement aux Archives de l'État : les papiers personnels de Francesco Saverio Nitti, conservés par le président du Conseil à sa sortie de charge et jalousement préservés par sa famille, pendant la dictature. Il s'agit d'un fonds extrêmement riche et complet qui renferme, en réalité, non seulement des pièces d'ordre privé, mais surtout les documents officiels du gouvernement : rapports et dépêches de la délégation italienne à la conférence de la Paix, dirigée par les ministres des Affaires étrangères, Tommaso Tittoni, puis Vittorio Scialoja ; correspondance avec les préfets et commissaires militaires en Dalmatie et en Vénétie Julienne (Badoglio et Caviglia), chargés de réprimer le mouvement de d'Annunzio et, en même temps, de traiter avec lui. Paolo Alatri a su dominer cette copieuse matière,

Comptes rendus critiques

L'a confrontée avec la littérature du sujet et les autres témoignages et a pu ainsi parvenir à une reconstruction très minutieuse de la question adriatique. Peut-être le parti pris chronologique, qui suit dans tous ses méandres l'évolution d'une situation confuse, morcèle-t-il à l'excès l'exposé. En dépit de la sympathie pour Nitti, qui colore ses pages, l'auteur ne s'est jamais départi d'une attitude critique, équilibrée et objective, qui donne une grande force à ses conclusions. Un des premiers résultats est de redonner ses justes dimensions à la figure et à l'œuvre de Nitti. Peu d'hommes ont été autant dénigrés que lui, à qui les nationalistes attacheront l'épithète infamante de « renonciataire » et « d'anti-italien ». L'auteur indique les limites de l'homme d'État : son radicalisme un peu périmé, sa tendance à un dogmatisme professoral et critique, plutôt qu'à l'action ; son optique de financier plutôt que de diplomate ; ses hésitations dans les moments critiques. Mais Nitti fut, incontestablement, un libéral et un patriote. Il est conscient de la fragilité économique du pays, ruiné par la guerre — et il se refusera à l'engager dans des aventures, comme une intervention contre le bolchevisme — ; il répugne à une rupture avec Wilson car — et c'est un des aspects bien mis en valeur par Alatri — il a besoin de l'aide matérielle américaine ; il désire pratiquer une politique démocratique et, sur le plan extérieur, il entend procurer à ses compatriotes les compensations territoriales qu'ils espèrent, comme la juste récompense de leur effort de guerre.

Mais l'auteur expose parfaitement comment cette attitude moyenne, fondée sur la recherche du compromis avec les Alliés et sur la rénovation économique, propose la mesure à une nation où la démesure est déjà installée, aussi bien dans les outrances nationalistes qui ont déjà contaminé de larges couches de l'armée, que dans les excès « maximalistes » de la gauche socialiste. L'introduction montre comment l'action de Nitti est lourdement conditionnée par le bilan négatif de l'attitude d'Orlando et de Sonnino à la conférence de la Paix. D'une part, ils revendiquent la possession de Fiume, mais aussi l'application intégrale du pacte de Londres de 1915, qui exclut cette cité des acquisitions italiennes mais y inclut la Dalmatie dont les militaires eux-mêmes jugent l'incorporation peu intéressante, sous le rapport stratégique. Si bien que Wilson, défenseur des nationalités, et la France qui soutient la Yougoslavie, sont pleins de préventions contre la politique de Rome.

L'attentive analyse des documents permet de suivre la tâche ingrate de Nitti, pour renouer les fils de cette trame interrompue et pour amorcer un rapprochement avec Belgrade, dramatiquement remis en question par le coup de main du 12 septembre 1919 contre Fiume. Dans l'examen des responsabilités apparaît, au premier plan, l'inertie complice des militaires. Nitti apprendra la nouvelle à la Chambre, par les journaux ! Sur l'arrière plan de l'entreprise, sur la personnalité de d'Annunzio et le vague de son programme, tout comme sur l'attitude de Mussolini, alors en pleine crise politique et qui, anxieux de se voir pris de vitesse, donnera au « commandant » « un grand appui en paroles et un subtil sabotage dans les actes », les pages de Paolo Alatri abondent en détails et en mises au point. Entre le 1^{er} janvier et le 14 juin 1920, Nitti et Scialoja reprennent les conversations directes avec la Yougoslavie et, au lendemain de la conférence de San Remo, la réunion de Pallanza, avec Pachitch et Trumbitch, jetait, le 11 mai, les bases d'un compromis. Mais le même jour, le ministère de Nitti tombait sous

Mémoires de guerre

les coups réunis de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche et, après une tentative de replâtrage, s'effondrait définitivement, le 14 juin, après la révolte d'Albanie, interrompant les conversations. Il appartiendra à Giolitti de liquider l'affaire, au traité de Rapallo, qui donnait l'Istrie et Zara à l'Italie et la Dalmatie à la Yougoslavie et érigeait Fiume en cité indépendante, puis d'expulser d'Annunzio d'une ville où la population était en rupture ouverte avec lui. Mais si les conditions territoriales de cet accord étaient quelque peu meilleures pour Rome que celles qui avaient été stipulées dans l'acte mort-né de Pallanza, c'est à Nitti que revient le mérite d'en avoir préparé le terrain. Son œuvre médiatrice et le bien-fondé de ses intentions justifient donc la réévaluation qui est opérée dans le livre de Paolo Alatri.

Paul GUICHONNET.

Charles DE GAULLE. *Mémoires de guerre. III : Le salut (1944-1946)*. Paris, Plon ; 1959, 653 pages. Prix : N F 16,95.

Les *Mémoires* des hommes d'État semblent souvent coulés dans le même moule. L'auteur, après avoir parlé un peu de lui-même (origines, éducation, goûts personnels), publie quelques documents propres à jeter une lumière nouvelle sur les événements importants auxquels il participa. Ordinairement, il y ajoute une sorte de plaidoyer pour se défendre d'attaques éventuelles ou provenant d'autres politiciens. Dans ce genre d'ouvrages, un historien sait extraire ce que le témoignage a de valable — compte tenu de la personnalité de l'auteur.

Les *Mémoires* de Charles de Gaulle posent un problème bien plus ardu. On peut y trouver de multiples sujets d'intérêt — par exemple un style d'une grande noblesse, ou les vues politiques de l'homme qui, ayant dirigé la France de 1944 à 1946, se retrouve aujourd'hui à la tête du gouvernement français. Bien souvent l'esprit du lecteur, au lieu de rester fixé sur la seconde guerre mondiale, ne peut s'empêcher de revenir aux événements des trois dernières années.

D'un point de vue strictement historique — et indépendamment des derniers avatars de l'auteur — nous devons apprécier la valeur de ce livre en tant que témoignage. Qu'ajoute-t-il à nos connaissances sur la période qui s'étendit du retour en France du général (août 1944) jusqu'à sa démission de janvier 1946 ? Il faut bien répondre : peu de choses.

Les documents occupent plus de la moitié de l'ouvrage, ce qui paraît impressionnant. Mais — réalité décevante — la plupart ont été publiés : discours du général, longues listes de ministres et de députés, textes de lois et lettres officielles. Les plus intéressants émanent du ministère de l'Intérieur : rapports sur les mesures propres à maintenir l'ordre et sur l'opinion publique. La plupart des nombreux textes diplomatiques (correspondances, protocoles de discussions avec des diplomates étrangers) sont déjà connus.

Le caractère le plus original de cette documentation consiste — et c'est fort curieux — à ne pas dépendre étroitement du texte. Aucune note n'y renvoie. Chacun doit frayer son chemin, aidé seulement par la similitude des en-tête de chapitres. Parfois même, le rapport de certains documents avec le texte apparaît mal.

Bien entendu, le récit des événements constitue l'essentiel de l'ouvrage. Ce

Comptes rendus critiques

récit, merveilleusement écrit et présenté, déçoit pourtant l'historien. De Gaulle se plaît aux généralités, se soucie peu des chiffres ni des détails. Parfois une anecdote brillante, puis l'on revient aux généralités. Comment ne pas déplorer, surtout, la minceur des renseignements sur l'état intérieur de la France? Rien ne permet de se rendre compte de ce qu'il fut pendant l'automne de 1944. De Gaulle sut-il ce qui se passait? L'ignora-t-il toujours? Préféra-t-il l'ignorer jusqu'au raffermissement de son autorité? Ce livre ne permet pas de répondre. Nous, nous savons par ailleurs que le général, en rétablissant l'autorité, réalisa un chef-d'œuvre d'adresse et de bon sens. Mais ici, rien n'en témoigne. Il n'y est question, dans une absence presque totale de problèmes d'ordre intérieur, que d'un pays unanime dans sa volonté d'obéir à de Gaulle.

Bien des questions nous viennent à l'esprit : quelle gravité présentait alors le danger communiste? Quelle ampleur eut la vague de meurtres privés, illégaux, qui suivit le triomphe de la Résistance? Là-dessus le livre reste muet.

C'est aussi cavalièrement que se voient traitées, aux derniers chapitres, les questions économiques. Encore une fois, on se demande s'il s'agit d'indifférence ou d'ignorance. La seule évidence, c'est que de Gaulle comprit, à la fin de la guerre, qu'un conflit avec les politiciens devenait inéluctable, et qu'il préféra le faire naître sur un terrain politique et constitutionnel plutôt qu'économique. Pourquoi le domaine économique lui paraissait-il moins favorable? L'intéressait-il moins? Ce dernier point paraît vraisemblable, si l'on s'en tient au contexte : les problèmes économiques y sont traités avec une hauteur voisine du mépris.

En dépit du titre général des trois volumes, *Mémoires de guerre*, celui-ci n'offre guère de documents nouveaux sur la guerre proprement dite. Il n'y a là rien de très surprenant. La France devait recréer une armée, sans espérer pouvoir modifier sensiblement une stratégie déjà fixée. Seul épisode notable : l'insistance mise par de Gaulle à défendre Strasbourg, après qu'Eisenhower eut décidé d'abandonner la ville. Ce fut là, certes, une belle réussite — mais à ce propos, l'écrivain passe tout à fait à côté du sujet. Si la France avait vraiment pu discuter à égalité avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, son chef aurait éprouvé des difficultés bien plus grandes à contrecarrer les décisions du commandement suprême.

Ce qui frappe davantage, c'est la visite du général à Moscou, et la façon dont il défla l'autorité souveraine de Staline — d'autant que le récit en est aussi brillant qu'habile. A ce genre de succès, de Gaulle dut, non seulement l'admiration de ses compatriotes, mais celle des Alliés, même lorsqu'il embarrassait parfois ces derniers, même si son refus hautain de reconnaître le comité polonais de Lublin devait rester sans portée pratique pour la Pologne (ce qui gâte quelque peu le tableau).

Bien des pages ont trait au différend avec le gouvernement britannique sur l'affaire de Syrie. Il est difficile à un lecteur britannique de les apprécier avec détachement — mais j'y trouve une illustration frappante de la façon dont le général de Gaulle envisage les problèmes internationaux. Il croit que les Anglais ne cherchaient qu'à ruiner en Syrie l'influence française. Or, le but des Anglais était simplement réaliste : sans grand appui dans le Proche-Orient, ils voulaient surtout ménager les Arabes. Cette politique, peut-être sans grandeur, ne comportait guère de malveillance. Il me semble difficile de croire aux visées profondément impérialistes du gouvernement britannique, même au temps où W. Chur-

Marxism in South-East Asia, a study of four countries

chill le dirigeait. Oui, depuis la première guerre mondiale, la question syrienne a empoisonné les relations franco-anglaises, et chacun des deux partenaires n'a cessé de flétrir l'incompréhension de l'autre. Mais la Syrie, devenue indépendante après 1945, n'aurait jamais dû provoquer un tel antagonisme. A ce propos, de Gaulle se plaint de l'Assemblée consultative, plus attachée à l'amitié franco-anglaise qu'aux droits de la France sur la Syrie. Peut-être a-t-il raison. Mais c'est révéler, même dans ce cas, une étrange absence du sens des proportions.

En tout cas, l'historien doit enregistrer, sans juger. Les *Mémoires* du général de Gaulle, assez pauvres en révélations, exposent clairement les mobiles de son action politique — tant au cours de la guerre que dans les événements ultérieurs.

A. J. P. TAYLOR.

[Trad. par F. Durif.]

Frank N. TRAGER. *Marxism in South-East Asia, a study of four countries.* Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1959; 381 pages. Prix : \$ 7,50.

Cet ouvrage se présente comme un compromis, dans sa forme, entre le « symposium » si fort à la mode aujourd'hui aux États-Unis et l'étude cohérente d'un problème donné. Les quatre essais consacrés au marxisme en Birmanie, en Thaïlande, au Vietnam, en Indonésie (dus respectivement à M^{me} Jeanne S. Mintz, à M. John Seabury Thomson, à M. I. Milton Sacks et à M. David A. Wilson) sont, en effet, encadrés par des remarques introductives de M. Trager lui-même et par un long chapitre de conclusion.

Tout travail de ce genre suppose un choix, un parti-pris. L'absence de la Malaisie, de Singapour, du Laos, du Cambodge, ne laisse pourtant pas de surprendre. Le marxisme n'est-il pas plus influent dans ces pays, quoique à des degrés divers, qu'en Thaïlande; l'auteur du gros chapitre consacré à ce pays a dû en fait se contenter d'une analyse pas très originale de la vie politique et sociale thaïlandaise, où le marxisme proprement dit ne tient que quelques paragraphes; l'argument de M. Trager, selon lequel ce chapitre était nécessaire comme vérification *a contrario* des facteurs favorisant la naissance du marxisme, n'emporte pas la conviction.

La thèse que cherche à démontrer M. Trager, tant par ses conclusions qu'à l'aide des quatre monographies qu'il présente, est que l'alliance entre le marxisme et le nationalisme, qui a caractérisé l'entre-deux-guerres et la période de la défaite japonaise, touche à sa fin, et qu'à l'exception du Nord-Vietnam le communisme recule pour laisser place à une « tropical variant of the Scandinavian pattern » (p. 299). Certes, on sort quelque peu ici du domaine de l'histoire contemporaine pour entrer dans celui de la politique proprement dite, voire de la conjecture politique, et ce n'est pas le lieu d'engager la discussion sur le sens des événements auxquels nous assistons dans cette partie du monde. La thèse de M. Trager ne semble pourtant guère confirmée, depuis la publication de cet ouvrage, par la victoire de l'extrême-gauche aux élections de Singapour, par le resserrement de l'entente entre les communistes indonésiens et le gouvernement Soekarno dans le cadre de la démocratie de *gotong rojong*, par l'alliance entre les neutralistes

Comptes rendus critiques

l'aotiens et le Pathet Lao, ou à l'inverse par la crise du régime pro-américain du Sud-Vietnam.

L'utilisation de cet ouvrage n'est pas non plus facilitée par le fait que les auteurs semblent avoir eu simultanément recours à deux acceptions bien différentes du terme « marxisme » : l'une très stricte, et qui correspond à l'idéologie des partis communistes, l'autre beaucoup plus vague et qui englobe aussi des courants plus ou moins socialisants. L'allusion à l'évolution politique des pays scandinaves, déjà notée, reflète l'espoir des auteurs que des groupes occupant sur l'échiquier politique la même place que les partis socialistes européens vont prendre de l'importance et constituer un actif contre-poids à l'influence du communisme. La Birmanie est pourtant seule à confirmer ces vues, et l'auteur doit lui-même confesser que la conférence des partis socialistes d'Asie, tenue à Rangoon en 1953 et qui devait donner naissance à un organisme politique permanent, ne s'est guère développée en Asie du Sud-Est (il en est autrement dans l'Inde) et n'est guère aujourd'hui qu'un appendice du gouvernement birman.

L'information des auteurs semble aussi laisser à désirer. Pour se borner à des exemples pris dans le chapitre sur le Vietnam, c'est le « parti communiste indochinois » qui est fondé en 1930, et non le « parti communiste du Vietnam » (p. 123), nuance de forme qui est significative de son orientation d'alors : la lutte contre le régime colonial français sur tout le territoire contrôlé en Indochine par celui-ci passait avant le souci patriotique de relever la nation vietnamienne en tant que telle ; il y a là une importante articulation de la pensée politique des communistes vietnamiens qui ne semble pas avoir été clairement perçue par l'auteur, et les paragraphes qu'il consacre à la fondation du Viet-minh (p. 145) n'attachent pas à ce retour à la nation l'importance qu'il mérite. L'armée de libération du Vietnam (p. 149) fut en réalité fondée en 1944 par le futur général Giap sous le nom de « brigade de propagande armée pour la libération » (*tuyen-truyen giai-phang quan*) ; l'auteur ne semble pas avoir saisi tout l'intérêt de cette forme originale de lutte, intermédiaire entre la propagande proprement dite et l'action armée directe. Ne fallait-il pas attacher autant d'importance aux relations du Viet-minh avec la population qu'aux intrigues « au sommet » des militaires chinois du Yunnan et des petits groupes politiques qu'ils protègent ? Les rapports du Vietminh et du Dong-minh-hoi ont sans doute pesé moins lourd dans la « montée de la marée » (p. 152) en faveur du Viet-minh que les raids, pourtant passés sous silence, que ce dernier organise contre les dépôts de riz japonais à l'échelle des villages, voire de districts entiers ; la réforme agraire de 1953 est d'ailleurs elle aussi passée sous silence, alors qu'elle représente à l'égard du problème de la terre un tournant de la politique communiste aussi important que l'avait été la formation du Viet-minh à l'égard du problème national. Notons encore que le parti du travail, au pouvoir à Hanoi depuis 1954, s'appelle officiellement *Dang Lao-dong Viet-nam* et non *Viet-nam Lao-dong-dang*, l'usage actuel tendant de plus en plus, à l'inverse du chinois ou de l'anglais, à faire suivre le déterminé du déterminant.

La rareté des travaux occidentaux relatifs au communisme et au marxisme dans l'Asie du Sud-Est amènera pourtant, surtout pour la période de l'Internationale communiste, à consulter cet ouvrage dont bien des matériaux restent utiles.

Jean CHESNEAUX.

The historian's business and other essays

Richard PARES. *The historian's business and other essays*. Oxford, Clarendon Press, 1961 ; in-8°, xiv-240 pages.

Le grand historien anglais Richard Pares, qui mourut à cinquante-cinq ans en 1958, entièrement paralysé, mais, jusqu'au dernier jour, d'une admirable activité intellectuelle, s'était surtout spécialisé dans l'histoire des Indes occidentales au XVIII^e siècle. Sa sœur et son beau-frère ont réuni en un volume un choix de ses meilleurs articles. Richard Pares avait l'art d'exposer avec une remarquable clarté des problèmes d'histoire économique ou politique souvent ardu ; ses écrits ont toujours un caractère personnel ; il aimait à remettre en question ce qui semblait acquis ; une note humoristique accompagnait souvent sa rigoureuse critique. Il parvint ainsi à ce détachement qui lui permettait d'apprécier sans excès les questions pour lesquelles, dans la recherche, il s'était passionné.

Les essais publiés dans ce livre méritaient pour la plupart d'être relus. Celui sur le métier d'historien complète le petit livre de Marc Bloch. Pares s'y préoccupe surtout des relations de l'historien avec le public. Ce dernier apprécie toujours les livres plus ou moins romancés, les histoires plus ou moins déformées, les anachronismes plus ou moins voulus des publicistes contemporains et boude les travaux, même aisément accessibles, des historiens professionnels. C'est que ceux-ci ne sont jamais contemporains ; leur vocation même leur interdit de se placer sur le plan des contingences qui affectent leurs concitoyens. L'historien, par définition, ne fait pas partie de la génération qui l'a vu naître.

La longue appréciation de l'œuvre de Toynbee illustre ces réflexions. C'est un modèle de critique, pleine d'aperçus ingénieux, et féroce, sous son apparence aimablement ironique.

L'essai sur les facteurs économiques dans l'histoire de l'Empire s'attache à montrer combien ces facteurs ont changé au cours des siècles. Ces changements ont été progressifs et toujours antérieurs à la conscience qu'en ont pris ceux qui sont censés avoir dirigé la politique coloniale. Le marxisme a sans doute ouvert bien des horizons à l'historien : « L'impérialisme, conclut Pares, est surtout un processus — et dans une certaine mesure une politique — qui tend à développer des relations complémentaires entre une technique hautement industrialisée dans un pays, et un sol fertile dans un autre. Ces relations sont précapitalistes ; elles sont aussi capitalistes. Tous les enseignements marxistes ne s'appliquent pas à tous les faits, mais beaucoup d'entre eux ouvrent les yeux de l'historien de la colonisation à des choses qu'ils auraient dû voir auparavant. »

L'article sur George III et les politiciens résume le livre publié sous le même titre, et les deux contributions sur les relations anglo-américaines au XVIII^e siècle témoignent bien de ce goût, propre à l'auteur, de remettre en question les principes admis et d'éclairer des aspects nouveaux. Dans le premier de ces essais, il révèle les doutes émis entre 1739 et 1763 sur la politique d'équilibre continental traditionnellement pratiquée par l'Angleterre. Des isolationnistes pensèrent que le Royaume-Uni pourrait se désintéresser du continent, où l'équilibre se réaliserait aussi sans son intervention. L'influence croissante des colonies américaines sur la politique extérieure de l'Angleterre se développa parallèlement. La guerre de Sept ans, dans laquelle l'Angleterre s'engagea finalement, fut, au premier chef, une guerre économique et coloniale.

Comptes rendus critiques

L'article sur les équipages de la marine aux Indes occidentales révèle les difficultés de recrutement des matelots que l'État payait moins cher que les particuliers. Et ces derniers étaient déjà accoutumés d'encourager les désertions, en offrant des conditions plus avantageuses aux marins des bateaux concurrents. L'État ne se défendait qu'en recourant à la presse, contre laquelle protestaient les colons d'Amérique ou les capitaines des bateaux marchands auxquels on enlevait une partie de leur équipage. Seuls les corsaires en étaient exempts.

Nous ne pouvons pas commenter tous les essais de ce recueil. A les relire, on mesure l'immensité de la perte que la disparition de Richard Pares a fait subir à l'histoire.

Henri BRUNSWIG.

NOTES

BIBLIOGRAPHIQUES

■ Histoire générale

Écho, sans aucun doute, d'un enseignement de « candidature » à l'Université de Louvain, *Les lignes de faite du Moyen Age* de Léopold GÉNICOT (Paris et Tour-nai, Casterman, 3^e éd., 1961, in-8°, xv-377 p. et 4 planches hors texte) se sont affirmées, depuis 1951, dans les limites imposées par le format du livre, comme l'une des meilleures vues d'ensemble de la civilisation médiévale en Occident. Elles avaient pourtant suscité (*Revue historique*, t. CCXII, 1954, p. 62-65) d'assez vives critiques. L'auteur, pour cette troisième édition, en a tenu compte, au moins dans le détail, révisant son texte pour l'adapter aux conclusions des derniers travaux érudits. L'ampleur du sujet est telle qu'il serait facile de suggérer de nouvelles corrections : pour ne prendre que deux exemples, le paragraphe consacré à l'art gothique anglais (p. 228) ne correspond plus à l'état présent des connaissances, et il est bien difficile de déceler des tendances « communisantes » dans les *Jacqueries* du xiv^e siècle (p. 249), qui ne visent nullement, en Angleterre ou en France, à une mise en commun des biens, mais à leur redistribution ou même seulement à l'établissement d'un nouveau régime des tenures. Rien n'est modifié dans l'architecture de l'ouvrage, non plus que dans son orientation qui vise à glorifier la « civilisation occidentale » et l'« Église chrétienne » dont nous devons les fondements au Moyen Age. Les faits de civilisation, au sens étroit du mot — mentalité religieuse, pensée et réalisations des littératures et de l'art — demeurent au centre du récit. Ils sont bien replacés dans leur contexte politique, mais, sauf en de trop rares développements, les fondements économiques et sociaux, que pourtant M. Génicot connaît fort bien, demeurent insuffisamment marqués. Il faut donc, qu'on le veuille ou non, accepter le parti de l'auteur. On fera plus de réserve sur le dernier tableau de ce triptyque, consacré à ce qu'on est maintenant convenu d'appeler le bas Moyen Age. Puisqu'il s'agit d'une « vesprée » — après l'« aube » et le « midi » — on y insiste plus sur le « déclin » et la « sclérose » que sur les promesses et les incertaines tentatives de renouvellement qui caractérisent ces siècles difficiles, mais nullement dépourvus de vie. Le thème, pour classique qu'il soit, ne peut qu'attrister un quatorziémiste.

— Paru en 1911, le petit livre d'initiation de H. W. C. DAVIS, *Medieval Europe* (Londres, Oxford University Press, 1960, 2^e éd., in-16, 200 p. « The Home University Library », n° 13 ; prix : 8 s. 6 d.) a connu depuis de nombreuses réimpressions. Et pourtant ce rapide survol de l'Occident chrétien pendant un millénaire (l'Orient byzantin et musulman n'y entrant que de biais, à l'occasion des Croisades) a pris bien des rides en un demi-siècle. Les points de vue se sont tellement déplacés que certains chapitres demanderaient une refonte complète : par exemple, celui sur la Féodalité, trop exclusivement considérée comme système de gouvernement et

Notes bibliographiques

jugée par rapport aux concepts modernes de nation et d'État ; ou encore celui sur l'Église « hildebrandine », habile plaidoyer d'un avocat qui ne demande au jury protestant que les circonstances atténuantes. Plutôt que de remanier ce texte désormais classique, la nouvelle édition se borne à y ajouter un « épilogue » sous forme d'orientation bibliographique, dû à la plume de Ralph Davis ; en quelques petites pages y sont excellemment caractérisés les progrès de la recherche historique depuis cinquante ans, marqué le rôle éminent de H. Pirenne et de Marc Bloch dans cette nouvelle orientation, louée enfin la part de l'école historique française dans le renouvellement de notre discipline.

— Le fascicule XX des *Études présentées à la Commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États* à l'occasion des Journées internationales, Paris, 1957 (Louvain, Publications Universitaires, et Paris, Béatrice-Nauwelaerts, 1959, in-8°, 77 p. ; prix : 100 fr. belges), borne son horizon à l'Angleterre et à la France. Pour cette dernière, seule est abordée l'étude des institutions de l'époque moderne. Il s'agit, dans la majorité des cas, de courtes communications, parfois suggestives, mais qui n'épuisent nullement les sujets traités. On notera que la « doctrine corporatiste », développée avec éclat dans l'entre-deux-guerres à la faveur de l'ambiance politique du moment, a conservé plus de crédit auprès des juristes que des historiens. Voici la liste de ces communications : Helen M. CAM, *The evolution of the medieval English Franchise* (révision des vues de Maitland à la lumière des travaux récents) ; G. W. O. WOODWARD, *The role of Parliament in the Henrician Reformation* ; A. MARONGIU, *Jean Bodin et les Assemblées d'États* ; C. ALZUN, *Quelques observations sur les États-Généraux de 1614* ; F. DUMONT, *La représentation de l'ordre du clergé aux États français* ; J.-D. LASSAIGNE, *Les Assemblées de la noblesse française aux XVII^e et XVIII^e siècles* ; E. APPOLIS, *Une assemblée administrative sous un régime féodal dans le monde contemporain : le Très Illustre Conseil Général des Vallées d'Andorre*.
E. PERROY.

— Avec le fascicule 84 (Égérie-Elne) commence le tome XV du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* publié par R. AUBERT et E. VAN CAUWENBERG (Letouzey et Ané, 1961, col. 1 à 2567 ; prix : 20 NF.). Le premier article est consacré à *Égérie* (qui n'est pas la nymphe inspiratrice du sage Numa Pompilius, mais une grande dame du IV^e siècle qui a laissé le récit d'un long voyage qu'elle fit aux pays bibliques) ; parmi les notices suivantes relevons celles qui sont consacrées aux abbayes d'*Egmond* (Hollande), d'*Egres* (Hongrie), d'*Einsiedeln*, d'*Eisenach*, d'*Elchingen*, d'*Eldina*, d'*Elwangen*, où fut créée en 1812 une université qui fut incorporée cinq ans plus tard à celle de Tübingue, aux diocèses d'*Eichstätt* (avec une carte (16 colonnes), d'*Elche*, d'*Élisabethville* (avec l'état du clergé au 30 juin 1959), d'*Elne* (avec carte), à l'ancien diocèse lusitanien d'*Égitane* disparu à la conquête musulmane. On trouvera aussi les biographies de nombreux saints ou martyrs dont onze portent le nom d'*Éleuthère* (parmi lesquels *Éleuthère (de Paris)*, compagnon de martyr de saint Denis et de Rustique), d'*Eginhard*, d'*Elesbaan*, empereur éthiopien du VI^e siècle que l'église romaine commémore le 27 octobre, d'*Élie d'Assise* (ou de Cortone) qui fut un des plus chers compagnons de saint François, d'*Eliano* connu aussi sous le nom d'*Élie le Lévite*, Juif converti en 1551 qui exécuta pour la papauté plusieurs missions en Orient ou en Égypte et qui traduisit en arabe les décrets du Concile de Trente, d'*Élipand*, évêque de Tolède au

Histoire générale

viii^e siècle, qui favorisa l'adoptianisme, de Mgr Ehrle qui fut le véritable directeur de la bibliothèque du Vatican de 1893 à 1913. A signaler aussi la notice *Égypte* (16 colonnes) qui donne des précisions sur les diverses sectes chrétiennes du pays.

M. C.

— Charles GILLIARD, *Histoire de la Suisse* (Paris, P. U. F., 1960, 3^e éd., 126 p.) (Coll. « Que sais-je ? »). — Cette nouvelle édition de l'histoire de la Suisse diffère peu de celle parue en 1944. L'économie de l'ouvrage est la même, sauf en ce qui concerne le dernier chapitre sur la Suisse au xx^e siècle, complété par J. J. Bouquet. On y trouve des indications très précises sur l'évolution économique depuis 1945 (développement du commerce, équipement, emploi), les problèmes politiques (référendum sur le vote des femmes, agitation des Jurassiens de langue française du canton de Berne, lutte des fédéralistes et des centralisateurs) et les nouveaux courants de la politique d'intégration européenne, qui ne peut laisser indifférent un pays pourtant attaché à sa neutralité.

Claude FOHLEN.

— *Histoire des idées politiques*. Nous avons reçu deux ouvrages importants et qui, comme *Thémis*, rendront les plus grands services aux étudiants et aux professeurs. R. LABROUSSE, *Introduction à la philosophie politique* (Paris, Rivière, 1959, in-8°, 293 p., trad. de l'espagnol), qui examine toute une série de systèmes politiques depuis l'antiquité, s'arrête pour la période moderne à Locke, Rousseau, Fichte, Marx et Sorel. Les conclusions nous ont paru favorables à une sorte de pluralisme personnaliste. Quant au livre de F. PONTEIL, *La pensée politique depuis Montesquieu* (Paris, Sirey, 1960, in-8°, 351 p.), il est le fruit d'un long enseignement à l'Institut d'Études politiques de Strasbourg ; et il a le mérite de nous initier aux œuvres elles-mêmes, que l'auteur a voulu dépouiller, au lieu de se « laisser dominer par la littérature du sujet ». Il a le mérite également de nous faire connaître des penseurs extra-européens, américains, arabes et même chinois. L'on pourra regretter que la bibliographie, trop longue pour un simple manuel, comporte quelques lacunes et soit assez mal ordonnée.

Nous ne parvenons pas à comprendre, par contre, à quelle idée d'ensemble répondent les publications du professeur Dr O. H. GABLENZ, dont nous avons reçu les *Politischen Theorien seit der französischen Revolution*, Teil III (Cologne et Opladen, Westdeutscher Verlag, 1957, in-8°, 247 p.), et quels sont les critères qui inspirent le choix des textes publiés.

Jacques DROZ.

— T. W. HUTCHINSON. *A Review of Economic Doctrines, 1870-1929* (Oxford, Clarendon Press, 1953, in 8°, xiv 456 p.). — Le gros volume de M. T. W. Hutchinson, de l'Université de Londres, analyse les doctrines économiques entre 1870, quand les critiques contre les « classiques » commencent à s'intensifier, et 1929, à la veille de la crise mondiale et de la publication par J. M. Keynes de son *Treatise on Money*. L'ouvrage se divise en trois parties ; la première, consacrée à la période antérieure à 1914, étudie séparément et l'un après l'autre les grands économistes — « les architectes » de la théorie de l'équilibre et leurs critiques — tels que Jevons, Marshall, Hobson, Walras, Pareto, etc... La seconde, consacrée aux années postérieures à la première guerre mondiale, qui ont vu le passage de l'analyse « statique » à l'analyse « dynamique », est organisée par contre selon un plan méthodique, avec quatre gros chapitres qui analysent l'évolution des idées sur certains grands problèmes,

Notes bibliographiques

tels que les *Welfare economics*, le comportement des consommateurs, les marchés et la concurrence, la monnaie, etc... Enfin, la troisième partie traite des doctrines concernant les crises économiques pendant l'ensemble de la période, et des idées sur le problème du chômage en Angleterre. Signalons aussi que l'auteur concentre son attention sur les « doctrines » au sens strict, c'est-à-dire sur les conceptions d'ensemble des processus économiques, et néglige les vues des économistes sur des problèmes particuliers de politique économique.

Il nous semble que ce volume pourra rendre de grands services aux historiens, d'autant plus que l'auteur s'efforce fréquemment de replacer l'évolution des doctrines économiques dans un cadre historique concret. R. Hutchinson possède une connaissance très solide des auteurs qu'il étudie, surtout pour ceux d'origine britannique. Son exposé, s'il requiert un effort de la part des non-spécialistes, est clair et bien écrit. Il fournit le meilleur guide récent à l'histoire de la pensée économique des marginalistes à Keynes.

François CROUZET.

— Michel PHILIPPONNEAU. *Géographie et Action. Introduction à la géographie appliquée* (Paris, Colin, 1960, 1 vol. in-8°, 226 p.). — M. Philipponneau dresse dans cet ouvrage à la fois un bilan des travaux géographiques réalisés dans l'optique de l'application et un programme des réalisations possibles en ce domaine, notamment en France. Le premier point intéressera particulièrement les historiens, notamment les paragraphes sur l'œuvre du premier des « géographes d'application », Vauban, et sur l'évolution, assez finement analysée, qui a dissocié chez beaucoup de géographes la notion de recherche désintéressée et celle d'application pratique. Pourtant beaucoup, peut-être la plupart, des travaux de science pure débouchent tout naturellement sur un programme de réalisations. Peut-être M. Philipponneau accable-t-il un peu trop les géographes qui n'ont pas su faire connaître les possibilités nouvelles offertes à l'œuvre d'aménagement régional ; les utilisateurs possibles n'avaient pas reçu la formation suffisante pour connaître et comprendre cette aide. Peut-être aussi M. Philipponneau laisse-t-il presque penser que la seule géographie utile à une nation est celle qui sait provoquer une application. On ne peut, à la lecture, s'empêcher de penser que serait encore plus nécessaire une formation intellectuelle géographique pour les économistes, les sociologues, les planificateurs. Mais personne ne saurait contester tout ce que pourraient apporter les géographes dans une recherche appliquée bien organisée, et que, sur beaucoup de points, ils pourraient seuls apporter, tant dans les domaines dépendant de la géographie physique (aménagement des versants, lutte contre l'érosion des sols et l'inondation) que dans ceux dépendant de la géographie humaine (études de marché, localisations de magasins et d'usines, tracé de lignes de transport, remembrements et modernisations agricoles, urbanisme), etc. Un très judicieux chapitre sur les possibilités et les difficultés de préparer, dans nos Facultés, des géographes aptes à remplir ces tâches clôt ce livre dense, suggestif, et que beaucoup devraient méditer.

André MEYNIER.

■ Histoire des sciences

Paul LORENZEN. *Die Entstehung der exakten Wissenschaften* (Berlin-Göttingen-Heidelberg, Springer Verlag, 1960, 163 p. ; prix : DM. 7,80). — Ce petit volume de la collection « Verständliche Wissenschaft » brosse un tableau des origines et du

progrès des sciences exactes (géométrie, arithmétique, musique théorique, astronomie, logique, mécanique et physique) dans l'Antiquité : civilisations égyptienne et mésopotamienne, périodes hellène et hellénistique. Bien que cette étude soit destinée à un large public cultivé, certains faits ou certaines théories se trouvent présentés de façon précise ; c'est ainsi que la partie mathématique, illustrée de nombreuses figures, mentionne les formules correspondant aux problèmes les plus importants. Très concise, cette présentation des sciences exactes au cours de l'Antiquité laisse à la fois une impression de clarté et de richesse. Un dernier chapitre (p. 120-159) situe rapidement le développement ultérieur de chacune des sciences mentionnées, permettant ainsi d'apprécier le rôle immense joué par la tradition grecque dans la formation de la science moderne.

— Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences, *La science au XVI^e siècle* (Colloque international de Royaumont, 1-4 juillet 1957) (Paris, Hermann, 1960, 14 × 21 cm, 344 p., fig., 2 pl. hors texte) (Collection « Histoire de la pensée », vol. II). — Ce volume rassemble les travaux d'un Colloque organisé à Royaumont en juillet 1957 par l'Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences. Cette importante réunion, à laquelle participèrent trente-sept spécialistes de quinze pays différents, fut consacrée à l'histoire de la science au xvi^e siècle, choix particulièrement heureux du fait de la rareté relative des recherches sur ce sujet. Certes, les aspects de la question ne purent tous être évoqués au cours des dix-huit communications, suivies de discussions très fructueuses, qui furent présentées. Cependant, nombre d'entre eux furent l'objet d'utiles mises au point qui précisèrent notre connaissance de la vie et de la pensée scientifiques au cours de cette période de transition qui prépare la révolution scientifique du xvii^e siècle.

Parmi les sujets étudiés, mentionnons l'influence du protestantisme, la formation des idées de Bruno et leur influence, le rôle de Ramus dans l'éclosion de l'empirisme scientifique et la diffusion des idées nouvelles, les aspects divers du renouveau des théories astronomiques, l'apport des techniciens, praticiens et utilisateurs, la diffusion des œuvres de Vitruve, la découverte du Nouveau Monde et la transformation de l'idée de nature, les progrès de la mécanique, de l'optique et des sciences naturelles. Deux exposés consacrés aux sciences islamique et chinoise renforcent encore le caractère international d'une confrontation dont A. Koyré tire les enseignements dans une brillante préface.

— Paul VAUGHAN. *Doctors' Commons. A short History of the British Medical Association* (Londres, Heinemann, 1959, xvi-264 p., 7 fig., 17 pl. hors texte ; prix : 18 s. net). — Cet ouvrage retrace l'histoire de la *British Medical Association* depuis ses débuts en 1832 comme petite société provinciale, en lutte contre les puissants intérêts qui dirigeaient la médecine londonienne, jusqu'à son état actuel, une organisation qui réunit 71 000 praticiens de toutes spécialités. Cette monographie très vivante, qui relate aussi bien les progrès de l'association sur le plan administratif que les différentes tâches médicales ou sociales qu'elle eut à remplir, est complétée par la biographie des principaux artisans du développement de la *British Medical Association* — à commencer par celle de son promoteur le Dr Charles Hastings — et illustrée par de nombreux documents sur la vie de l'Association. Bien que limitée dans son objet, cette étude apporte une intéressante contribution à l'histoire sociologique de la science au xix^e siècle, sujet d'une importance capitale qui demeure encore en grande partie inexploré.

Notes bibliographiques

— Dorothy FISK. *Dr. Jenner of Berkeley* (London, Heinemann, 1959, 288 p., 10 pl. hors texte ; prix : 25 s. net). — Biographie très vivante du célèbre docteur Edward Jenner (1749-1823) qui, modeste médecin de campagne à Berkeley dans le Gloucestershire, mit au point, après une série d'observations et d'expérimentations, la vaccination antivariolique. Le procédé, divulgué en 1798, connut une rapide diffusion et, malgré d'assez fréquents accidents dus au manque d'asepsie, contribua très efficacement à réduire la fréquence des cas de variole. L'étude très documentée de D. Fisk permet de suivre la genèse de cette importante découverte et éclaire les aspects très variés de la riche personnalité de Jenner, naturaliste de talent, poète, constructeur du premier ballon à hydrogène lancé en Grande-Bretagne (à la fin de 1783), etc. Il apporte également d'intéressants aperçus sur l'Angleterre de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

— Roger PILKINGTON. *Robert Boyle, father of Chemistry* (London, John Murray, 1959, 179 p., ill. ; prix : 18 s. net). — La vie et l'œuvre du grand physicien et chimiste anglais Robert Boyle (1626-1691), l'un des créateurs de la méthode expérimentale moderne et l'un des principaux initiateurs de la nouvelle chimie, semblent être l'un des sujets de prédilection des biographes scientifiques anglo-saxons. Après les monographies de L. T. More (Oxford, 1944) et M. S. Fisher, la bibliographie de J. H. Fulton (Oxford, 1933) et l'excellente étude de M. Boas, *Robert Boyle and seventeenth-century Chemistry* (Cambridge, 1959), dont nous avons précédemment rendu compte, une nouvelle biographie de l'illustre chimiste vient, en effet, d'être publiée. Ouvrage sans prétention, destiné à un large public, le *Robert Boyle* de R. Pilkington n'apporte en fait aucun élément inédit. Désirant éclairer les aspects variés de la personnalité de l'un des artisans de la révolution scientifique du XVIII^e siècle, l'auteur insiste en fait beaucoup plus sur le récit anecdotique de sa vie que sur son œuvre proprement dite, qu'il présente d'une façon rapide et schématique. Cet ouvrage a du moins l'intérêt de pouvoir être utilisé sans difficulté par des lecteurs non spécialisés.

R. TATON.

■ Préhistoire africaine

J. Desmond CLARK. *The Prehistory of Southern Africa* (Harmondsworth, 1959, 341 p., 71 fig., 15 cartes, 16 pl. phot.). — C. B. M. Mc BURNEY. *The Stone Age of Northern Africa* (Ibid., 1960, 288 p., 47 fig., 24 pl. phot. ; prix : 6 s. chaque vol.). — A la suite de l'ouvrage déjà classique de Mrs S. Cole, *The Prehistory of East Africa*, paru en 1954, la collection « Pelican » vient de s'enrichir de deux ouvrages consacrés par d'éminents spécialistes à la préhistoire du continent africain. Ils sont tous deux dignes des préfaces que leur a consacrées le professeur M. E. L. Mallo- wan. — Le volume, paru en 1959, de J. Desmond Clark, le réputé directeur du Musée de Livingstone en Rhodésie du Nord, couvre l'ensemble de la préhistoire de l'Afrique du Sud, du tropique du Capricorne jusqu'au Cap. Une ample introduction présente le cadre géographique et humain ; un chapitre passionnant (p. 58-73) est réservé aux intermédiaires entre le singe et l'homme ; l'Australopithecus africain était-il déjà un homme ou non ? L'âge de la pierre, qui se prolonge fort tard en Afrique du Sud, y connaît d'ailleurs maints perfectionnements et des réusites consommées ; les peintures et gravures rupestres sont célèbres (cf. van

L'antiquité classique

Riet Lowe, *The distribution of Prehistoric Rock Engravings and Paintings in South-Africa*, 1956) ; J. D. Clark se refuse à y trouver des influences méditerranéennes (p. 263-264). L'âge du fer en Afrique du Sud n'est pas antérieur à l'ère chrétienne (cf. le tableau très clair, p. 311-312, utilisant en particulier les travaux récents de R. F. H. Summers et les propres recherches de J. D. Clark à Kalambo Falls, p. 288). Les « mines de Salomon » sont totalement ignorées de J. D. Clark ; le nom d'Ophir n'est pas même cité (sur ce thème, cf. chanoine G. Ryckmans, *Dictionnaire de la Bible, Supplément*, 1958, col. 745-751). La grande architecture de pierre est connue seulement avec Zimbabwe, qu'il faut sans doute descendre jusque vers le ^{xv}^e siècle ap. J.-C.

C'est au seul âge de la pierre en Afrique du Nord (c'est-à-dire toute la région entre la Méditerranée et le Sahara, vallée du Nil y comprise) qu'est consacré le volume, paru en 1960, de G. B. M. Mc Burney, professeur d'archéologie préhistorique à Cambridge. L'importance de cette zone comme charnière entre l'Afrique du Sud, l'Europe de l'Ouest et le Moyen-Orient, est bien marquée. Les variations climatiques du secteur sont étudiées en détail. L'auteur accorde une grande attention à l'examen du matériel des oasis égyptiennes du désert libyque. Pour l'Égypte proprement dite, on se reportera également à S. Passarge, *Die Urlandschaft Aegyptens* (1940) ; S. A. Huzzayyin, *The Place of Egypt in Prehistory. A Correlated Study of Climates and Cultures in the Old World* (Mém. Inst. d'Égypte, 43, 1941). — Comme il est d'usage dans la collection « Pelican », chacun des ouvrages est enrichi d'une belle série de planches photographiques et de nombreux dessins ; des bibliographies bien classées et des index en font des instruments de travail efficaces. C'est avec de tels manuels que le passé le plus ancien de l'Afrique, demeuré si obscur, commence à se dessiner en ses grandes lignes. Science déjà bien maîtresse de son domaine, science toute jeune pourtant, car la terminologie et les classifications de base n'ont été vraiment fixées que lors des mémorables Congrès panafricains de Préhistoire, à Alger, 1952, à Livingstone, 1955 (cf. les *Actes* publiés respectivement par L. Balout, Alger, 1955, et J. D. Clark-S. Cole, Londres, 1957).

Jean LECLANT.

■ L'antiquité classique

Peter GREEN. *Essays in Antiquity* (Londres, John Murray, 1960, in-16, x-224 p. ; prix : 21 s. net.) — Ce petit ouvrage renferme neuf études singulièrement ingénieuses et pénétrantes, qui intéressent surtout l'antiquité latine (la plus développée traite des rapports entre la satire et la société romaine). Nous signalerons seulement trois d'entre elles. La première examine l'état actuel et l'avenir possible de la « culture classique ». L'auteur souligne avec vigueur, et non sans dureté, les défauts de cette culture, qui, répugnant à s'assimiler les disciplines étrangères ou les nouvelles techniques, est gravement menacée d'« ossification » ; elle n'en reste pas moins, à son avis, un de nos biens les plus précieux et essentiels, et il n'y a pas lieu de désespérer de son existence, en raison des moyens de féconder nos recherches sur l'antiquité que nous procurent l'anthropologie et la psychologie modernes. — Dans un bref et substantiel aperçu intitulé « l'éternelle Clio », M. Green, après avoir rappelé certains des préjugés et des tentations qui compromettent ou gâtent l'activité des historiens, institue une comparaison fort personnelle entre Hérodote

Notes bibliographiques

et Thucydide. Réagissant contre la théorie traditionnelle qui voit dans celui-là un simple conteur, étranger à toute méthode historique, et fait de celui-ci « le premier historien scientifique », il s'attache surtout à montrer que ces deux écrivains ont appartenu à des mondes très différents (l'époque à laquelle vivait Hérodote était beaucoup plus paisible et « sûre d'elle-même » que celle de son successeur) ; son impartialité est supérieure à celle de Thucydide, dont les préjugés politiques et sociaux se révèlent, notamment, dans le portrait brillant et caricatural qu'il a laissé de Cléon ; il voyait en Périclès, qu'il admirait tant, non pas le leader du parti démocratique, mais « un dictateur aristocratique » en puissance. Bref, exempt de toute déception, Hérodote s'est montré beaucoup plus que Thucydide un « véritable historien ». — M. Green consacre également de fines et judicieuses remarques à l'influence exercée respectivement par le stoïcisme et l'épicurisme sur la société romaine. Vers la fin de la République, l'épicurisme avait gagné de nombreux adeptes ; les luttes civiles favorisaient le scepticisme et détournaient des affaires publiques nombre de personnes. Mais l'avènement de l'empire et la renaissance religieuse instituée par Auguste firent reculer l'épicurisme au profit de son rival. La philosophie du Jardin allait même longtemps pâtir d'un singulier discrédit, tandis que celle du Portique bénéficia d'une éclatante réputation morale, fortifiée par la haine des républicains pour le despotisme impérial.

— Pierre LÉVÊQUE. *Nous partons pour... La Grèce* (Paris, Presses Universitaires de France, 1961, in-16, 203 p., 26 cartes et plans, 16 pl. ; prix : 12 NF). — Ce charmant et précieux volume ne prétend nullement, comme l'indique fort bien l'auteur, servir de « guide » aux visiteurs de l'Hellade : il a pour seul but d'être une « initiation », les préparant à « se pénétrer de l'atmosphère spirituelle des lieux et des sites ». Pour y réussir, on présentera d'abord un aperçu très général des principaux événements de l'histoire grecque et l'on essaiera de dégager l'atmosphère religieuse du monde hellénique ; puis, dans une série de chapitres consacrés à la plupart des grands sites (Athènes, Delphes, Olympie, Gnossos, Délos, etc.), on exposera les enseignements que nous procurent l'art figuré et, surtout, les documents littéraires, « particulièrement essentiels ».

Tel est le dessein que réalise à merveille M. Lévêque, dans une étude riche en descriptions précises et méticuleuses, en explications aussi claires qu'instructives et en citations habilement choisies et fort propres à renseigner le visiteur sur la signification profonde de monuments devant lesquels il lui arrive de passer trop rapidement. Signalons, enfin, plus d'une appréciation fort pénétrante (par exemple sur Thémistocle, « peut-être l'artisan le plus sûr de la grandeur d'Athènes », et sur Cimon, « l'un des représentants les plus séduisants de la *gentry* athénienne ») et le jugement assez sévère, et quelque peu discutable, dont la démocratie athénienne est l'objet. Bref, un ouvrage à la fois substantiel et vivant, qui rendra les meilleurs services, non seulement aux visiteurs de la Grèce, mais aussi aux étudiants et à leurs maîtres, et qui fait grand honneur à la glorieuse École française d'Athènes.

— Hermann BENGSTON. *Griechische Geschichte von den Anfängen bis in die römische Kaiserzeit*, 2^e éd. (Munich, C. H. Beck, 1960, 1 vol. in-8°, xix-609 p., 12 cartes). — Cette nouvelle édition de l'histoire grecque publiée par le savant maître de l'Université de Würzburg fait, comme la précédente, le plus grand honneur à son auteur. On y retrouve avec plaisir et profit son érudition, sa clarté et sa précision coutumières ; il convient, en outre, de le louer, non seulement

d'avoir copieusement enrichi ses indications bibliographiques, soit en tête des chapitres, soit au bas des pages, mais aussi, selon les déclarations mêmes de sa préface, d'avoir limité ce renouvellement à la mention des œuvres qui lui ont paru vraiment utiles et intéressantes. Ce n'est pas, d'ailleurs, que M. Bengston se borne à signaler des études générales : très nombreux aussi — surtout dans les notes — sont les travaux de « détail » cités par l'historien. Bien dignes, également, de retenir l'attention sont certains exposés relatifs à des problèmes ou à des personnages ayant fait l'objet de vives discussions (exemples : les divergences d'opinion concernant Isocrate et Démosthène, p. 291-294). Au total, cette sérieuse et solide contribution à l'histoire des événements dont l'ancien monde grec fut le théâtre procure aux étudiants et aux maîtres un instrument de travail singulièrement précieux. Elle n'en soulève pas moins — et c'était inévitable en raison de l'étendue et de la diversité du sujet — quelques regrets et réserves : c'est ainsi que l'auteur mentionne plus d'une histoire grecque depuis longtemps périmée et garde le silence sur d'autres, plus récentes et suffisamment informées ; il omet de signaler la participation de Robert Cohen aux trois premiers tomes de *L'Histoire grecque* de Gustave Glotz, tout en indiquant le manuel, justement discuté, qu'a publié cet auteur dans la collection « Clio ». Il est regrettable que, parmi les ouvrages d'ensemble consacrés à Périclès (cf. p. 194-195), ne figurent point, en dépit de leurs multiples erreurs et exagérations, le *Périclès* de M^{me} Delcourt et celui de L. Homo. Sans être foncièrement injuste, l'appréciation portée sur la politique de Démosthène (p. 293) gagnerait, selon nous, à être plus nuancée. Il est permis de juger bien sommaires les réflexions inspirées à l'historien par les brillantes capacités de Philippe de Macédoine et la valeur de son œuvre. L'activité, si intéressante, diverse et complexe, des premiers successeurs d'Alexandre — plus spécialement celle d'Antigone le Borgne — méritait, croyons-nous, un examen plus approfondi. Mais empressons-nous d'ajouter que de telles objections, auxquelles il serait aisé d'en joindre d'autres, ne sauraient autoriser en rien les critiques à contester l'importance et l'utilité foncières du bel ouvrage de M. Bengston.

— Amintore FANFANI. *Poemi omerici ed economia antica* (Milan, A. Giuffrè, 1960, in-16, VIII-142 p., 25 fig. et cartes, 26 pl. h. t. ; prix : 1.100 l.). — L'auteur de cette importante étude a très sagement mis à profit les loisirs que lui procurait le cours changeant de la vie politique pour reprendre l'examen de l'activité économique aux temps d'Homère et d'Hésiode. Après un bref chapitre sur l'économie des siècles égéens, M. Fanfani traite de la vie économique du monde grec telle que la dépeint l'*Iliade* : il en signale les ressources naturelles et les occupations dominantes (chasse, pêche, élevage, agriculture, céramique, commerce, etc.). La société de l'*Iliade* est essentiellement agricole ; mais on y discerne déjà un labour artisanal capable de transformer certains produits du sol et du sous-sol. Correspondant à un milieu géographique plus étendu, l'*Odyssée* nous présente une économie plus diverse et plus riche que celle de l'*Iliade* : cette économie assez complexe a toujours pour fondement l'agriculture et l'élevage, mais elle est plus évoluée que sa devancière et tournée davantage vers la production industrielle et les échanges. Elle reste, néanmoins, celle d'une société foncièrement « seigneuriale », bien différente de la société d'hommes libres et de travailleurs acharnés et modestes que décrira Hésiode au VI^e siècle. L'ouvrage se termine par un très intéressant aperçu d'ensemble sur l'activité économique dont la région méditerranéenne fut le théâtre

Notes bibliographiques

depuis les temps préhelléniques ; l'auteur rappelle sommairement les efforts accomplis, d'abord par certains États grecs, puis, et surtout, par Alexandre pour l'unification du monde égéen et pour l'extension des rapports économiques entre l'Hellade et l'Orient égyptien et asiatique, efforts et progrès qui préparèrent l'œuvre unificatrice de Rome ; mais cette unification elle-même devait succomber à plusieurs causes successives de dislocation (invasions barbares et musulmanes, grandes découvertes, etc.) : dislocation à la fois politique et économique, contre les résultats de laquelle ont été dirigées, d'ailleurs, maintes sérieuses tentatives destinées à reconstituer la vieille unité méditerranéenne (du moins sur le plan de l'activité économique).

— Pierre ROUSSEL. *Sparte* (Paris, De Boccard, 1960, in-4°, 184 p., 1 carte et 24 pl. h. t. ; prix : 24 NF). — Cette deuxième édition du bel ouvrage du très regretté Pierre Roussel reproduit à peu près le texte du volume dont nous avons loué ici même, il y a vingt ans, les éminents mérites (cf. *Revue historique*, 1941, t. CIXC, p. 330-331) ; on s'est borné à y joindre une bibliographie fort sommaire, où figurent maintes études particulièrement utiles, apportant plus d'une confirmation, d'un complément et d'une rectification, justifiée ou non, aux remarques présentées en 1939 par le savant auteur. Parmi ces études, signalons celle de M^{me} Chrimes, que nous avons analysée dans la même revue en 1952 (p. 296-299) : elle renferme, notamment, de précieuses indications sur la réforme — exécutée en 470-430 — de cette armée lacédémonienne dont Roussel avait si bien défini les traits essentiels. Contrairement à l'opinion de ce dernier et à celle de Glotz, M^{me} Chrimes voit en Pausanias un stratège de « génie » ; mais, comme Roussel, elle souligne le déclin et les limites de l'autorité des rois spartiates (conception qui appelle, selon nous, de sérieuses réserves : cf. notre article des *Études classiques*, t. XVII, 1949 : *Sur le rôle des rois de Sparte*). En revanche, il eût convenu de louer pleinement le bref et substantiel aperçu de P. Roussel sur les règnes d'Arcus et d'Acrotatos, aperçu dont nous avons essayé de préciser et d'élargir les conclusions dans un article de la *Revue des Études anciennes* de 1945, dédié à la mémoire du grand savant. Il est, enfin, permis de regretter que Roussel n'ait pas rappelé et critiqué les jugements singulièrement discutables portés par M. Ollier sur les sentiments de certains écrivains athéniens à l'égard de Lacédémone (cf. nos articles des *Études classiques* (1942, p. 489-213 ; 1943, p. 81-113) et de la *Revue des Études anciennes* (1944, p. 12-46).

Paul CLOCHÉ.

Histoire coloniale

BIBLIOGRAPHIES ET RÉPERTOIRES. — W. Ph. COOLHAAS. *A critical survey of studies on Dutch colonial history* (La Haye, Nijhoff, 1960, in-8°, vi-154 p.) (« Koninklijk Instituut voor Taal-Land-en Volkenkunde »). — C'est beaucoup plus qu'une bibliographie qu'apporte M. Coolhaas : un ouvrage d'ensemble qui groupe en six chapitres les documents et les livres essentiels sur les différentes périodes de toute l'histoire coloniale des Pays-Bas. Les livres sont brièvement commentés. La consultation du recueil est aisée. Sous une forme semblable, une bibliographie est réellement utile au chercheur. Le texte anglais de cet inestimable instrument de travail est une édition revue du gros article français qu'a publié la *Revue d'histoire des colonies* de mai 1958.

Histoire coloniale

— Guy QUINCY. *Répertoire de documentation nord-africaine*. Supplément 2 (Constantine, Attali, 1957, in-8°, 180 p.). — Ce deuxième supplément au *Répertoire groupe 1* 200 références sur la politique, l'économie, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la « situation politique et sociale », la culture. Il s'agit de livres et d'articles parus en 1955-1957.

— Jacques CHARPY. *Répertoire des Archives, série E, 1819-1920* (Rufisque, Haut Commissariat de la République en Afrique occidentale française, 1958, in-8°, 37 p.).

— Claude FAURE et Jacques CHARPY. *Répertoire des archives. Série A : Actes officiels, 1817-1895* (Ibid., 1958, in-8°, 18 p.).

— Kenneth ROBINSON. A survey of the background material for the study of government in French tropical Africa (*American political Science Review*, mars 1956, p. 179-198). — M. Robinson a fait, à l'usage des historiens étrangers, un excellent article de bibliographie commentée sur les problèmes politiques, administratifs et sociaux, posés en Afrique noire française et à Madagascar par la colonisation depuis la conquête impérialiste.

— V. W. HILLER. *Central African Archives : Archives in a new era. A report by the Chief archivist for the period 1. January 1949 to 30 June 1954* (Salisbury, Central African Archives, 1955, viii-81 p., ill.). — Depuis 1955, les Archives d'Afrique centrale sont communes aux trois territoires de la fédération des Rhodésies et du Nyassaland. M. Hiller décrit l'organisation de l'institution telle qu'elle se développa entre 1949 et 1954. C'est en 1935 que ce dépôt fut constitué par la Rhodésie du Sud, en 1946 qu'il assumait également la conservation des archives des deux territoires du Nord.

— Le « Premier congrès des archivistes et historiens de l'Océan Indien » s'est tenu à Tananarive du 25 avril au 1^{er} mai 1960. Le procès-verbal en est publié dans le *Bulletin de Madagascar* de juillet 1960, p. 1-55.

— Th. HEYSE. *Contribution au progrès des sciences morales, politiques et économiques relatives aux territoires d'outre-mer. Relevés bibliographiques I* (Bruxelles, Commission belge de bibliographie, 1957, in-8°, 104 p.).

— Marcel LUWEL. *Inventaire des documents provenant de la mission Frantz Cornet au Congo (1948-1949) et conservés au Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren* (Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1960, in-8°, 86 p.). — Ce catalogue réunit surtout les documents provenant des missions ou afférents à la province de l'Équateur et au district de l'Uele.

NOTICES. — Hermann TRIMBORN. *Eldorado. Entdecker und Goldsucher in Amerika* (Munich, Oldenbourg, 1961, in-16, 95 p.) (« Janus Bücher »). — M. Trimborn, l'ethnologue de l'Université de Bonn, est spécialisé dans l'étude de l'Amérique latine. Il la connaît bien et renouvelle, dans un bon petit livre, l'histoire de l'Eldorado. Ce paradis légendaire, qu'explorateurs et aventuriers espagnols, allemands et autres, ont cherché au Venezuela et dans le bassin de l'Amazone dans la première moitié du xvi^e siècle, n'a jamais été trouvé. Mais l'auteur nous renseigne sur les fouilles récentes, également décevantes, sur le cheminement des légendes, sur le progrès des connaissances géographiques, consécutifs à cette quête de l'or. Son petit livre vulgarise l'essentiel des deux ouvrages qu'il a publiés en 1948 et en

Notes bibliographiques

1959 sur les royaumes oubliés et sur l'Amérique au temps de la découverte (*Vergessene Königreiche et Das alte Amerika*).

— Peter QUENNEL. *Memoirs of William Hickey* (Londres, Hutchinson, 1960, in-8°, 452 p., ill.). — Les mémoires de William Hickey sont une œuvre littéraire de grande classe. L'historien en tire des renseignements sur la grande bourgeoisie d'affaires au XVIII^e siècle et, plus encore, sur les libertins, volontiers débauchés, que Hickey a fréquentés. Le récit de sa folle jeunesse occupe plus de la moitié de l'édition des Mémoires que nous donne M. Quennell. Pour réduire à un volume les quatre tomes de l'édition de 1913-1925, tout en rétablissant certaines pages, précédemment jugées trop licencieuses, il a fallu sacrifier la dernière partie des Mémoires, la moins colorée sans doute. Le livre se termine donc avant la mort de Charlotte, épouse du héros, en 1783. Mais c'est précisément après que se développa la grande carrière d'avocat aux Indes, au cours de laquelle Hickey s'enrichit, se rangea — tout en appréciant la vie coloniale, ses fêtes et ses banquets — intervint dans les affaires publiques et privées. L'historien de la colonisation regrettera donc les chapitres sacrifiés. Mais tous ceux qui s'intéressent au XVIII^e siècle seront heureux de posséder, en un volume, les pages les plus pittoresques de ce grand mémorialiste que fut Hickey.

— Desmond YOUNG. *Fountain of the Elephants* (Londres, Collins, 1959, in-8°, 319 p., ill.). — Le comte de Boigne — en réalité Benoît Leborgne — fait partie de ces jeunes bourgeois à l'esprit aventureux, qui réussirent une brillante carrière à la fin du XVIII^e siècle. Savoyard, fils d'un marchand fourreur et gantier, bon élève au collège de Chambéry, expulsé à la suite d'un duel, officier dans les armées française, puis russe, prisonnier des Turcs, entré au service de la compagnie anglaise des Indes orientales, il finit par commander les troupes du prince mahratte Sindhia. Il les conduisit à la victoire, s'enrichit prodigieusement grâce à la faveur du prince et regagna l'Europe après la mort de Sindhia en 1795.

A Londres, il s'amouracha de la jeune émigrée Adèle d'Osmond, de grande famille, mais sans fortune. Elle était jolie, brillante et prétentieuse. Elle avait dix-sept ans. Le général comte de Boigne en comptait quarante-sept quand il l'épousa. Il passa le reste de ses jours à s'en repentir. M. Desmond Young a eu accès à des sources inédites, qui lui permettent de faire justice des calomnies dont la comtesse de Boigne, dans ses mémoires, accabla son défunt mari. Il insiste sur la constante générosité du comte qui mourut, séparé d'elle, en son château du Buisson-Rond près de Chambéry en 1830. Son héritage permit à sa veuve de poursuivre jusqu'en 1866, à Paris, la vie mondaine qu'elle aimait.

— H. WYNN JONES. *Africa in Perspective* (Londres, The Quadriga Press, 1960, in-8°, x-214 p., ill.). — Œuvre de journaliste, le reportage de M. Jones enchantera ses lecteurs. Écrit d'une plume alerte, il est admirablement imprimé sur papier glacé et illustré de belles photographies. Sans doute l'Afrique anglaise y a-t-elle la part du lion. Le Maghreb n'y figure pas et l'ensemble de l'Afrique occidentale et équatoriale y est négligé. Le récit historique, continu jusqu'à la fin de l'hégémonie portugaise, y est brusquement interrompu par un chapitre sur l'évolution de l'Afrique du Sud de van Riebeck à nos jours. On revient ensuite à la traite des noirs, puis aux grands explorateurs — anglais — du XIX^e siècle. Le partage impérialiste est rapidement expédié et l'on passe aux problèmes contemporains. Tout

Les deux guerres mondiales

cela est superficiel. Mais, une fois admis que l'auteur s'adresse au public d'un journal d'information, que le spécialiste ne gagnera rien dans son livre, il faut reconnaître que celui-ci est attrayant et apprendra beaucoup de choses à ceux qui en savent peu.

— Alan MOOREHEAD. *Le Nil blanc* (Paris, Presses de la Cité, 1961, in-8°, 273 p., ill.). — Dans *Le Nil blanc*, M. Moorehead relate l'exploration des sources du Nil par Burton et Speke, Baker, Livingstone, Stanley, celle du Soudan, l'aventure de Gordon et celle d'Emin pacha, l'occupation par les Anglais de l'Égypte et de l'Ouganda. Il utilise les récits de l'époque, ce qui donne beaucoup de vie à son livre. L'édition française ne comporte ni références, ni bibliographie. En dépit de quelques imprécisions qui surprennent (« Vers 1830 l'esclavage avait été aboli dans l'empire britannique... »), l'ouvrage est solidement documenté. Sans intérêt pour le spécialiste, c'est un bon livre de vulgarisation, qu'on aimerait voir figurer dans les bibliothèques des écoles.

— Paul FOSTER. *White to move. A portrait of East Africa Today* (Londres, Eyre et Spottiswoode, 1961, in-8°, 199 p., ill.). — Le livre du Père Foster fait partie de ces nombreux témoignages de bonne foi publiés en Angleterre sur les problèmes d'actualité coloniale. L'auteur, nommé en 1955 chapelain des étudiants catholiques de l'Université de Makerere, chargé aussi d'enseigner l'histoire des idées politiques, découvrit l'Afrique orientale dans sa variété. Il s'aperçut que, de même que les deux Rift Valleys isolent Ouganda, Kenya et Tanganyika du reste du continent, de même d'autres fossés séparent les Africains des Européens d'une part et de l'autre, les Africains cultivés, comme les Kikouyou, « Athéniens de l'Afrique orientale », de ceux qui, à l'instar des Masaï ou des Karamajongs, ont conservé leurs modes de vie traditionnels. Et, tout en relisant Platon, l'auteur, pendant ses vacances, parcourut les pays, dont ses étudiants étaient issus. Il s'instruisit et il instruit ses lecteurs. « Les trois facteurs qui dominent aujourd'hui, dit-il, sont... un désir immense, spontané, inné d'indépendance politique chez les Africains... une perte de confiance en eux mêmes non moins spontanée chez les autorités qui gouvernent... et, le plus important de tous, à savoir que les Africains sont des êtres essentiellement humains. » Ce qui le conduit, tout en appréciant l'œuvre des blancs dans ces pays, à y prévoir la fin de la tutelle européenne. H. BRUNSWIC.

Les deux guerres mondiales

Rapport du général Leman sur la défense de Liège en août 1914, publié avec une introduction et des notes par le commandant G. HAUTECLER (Bruxelles, Palais des Académies, 1960, 196 p.). — Chargé en janvier 1914 du gouvernement militaire de Liège, le général Leman était responsable de la défense de la position fortifiée. Capturé le 13 août avec les restes de la garnison du fort où il s'était replié et qui venait de sauter, il demeura en captivité jusqu'en janvier 1918 ; libéré alors pour raison de santé, il établit à l'aide de ses souvenirs, des témoignages qu'il avait pu rassembler et après avoir revu l'état des fortifications, ce rapport sur la défense de Liège jusqu'à présent inédit et que publie son ancien adjoint.

Il ressort de ce rapport que Liège n'était guère en état de résister à une attaque menée avec les moyens dont disposaient les Allemands en 1914. Pour ce qui est

Notes bibliographiques

des opérations militaires, il n'apporte pas d'éléments nouveaux sur la résistance de la ville, qui a été de courte durée. Mais il expose de façon circonstanciée celle des forts : sauf un, où la garnison a fait preuve d'un mauvais moral et a capitulé dès le 8 août, ils ont tenu sous les bombardements pendant plusieurs jours. Dans la plupart des cas, c'est la menace d'asphyxie qui les a obligés à se rendre. Leur résistance a-t-elle suffi pour peser sur le rythme général de l'avance allemande et pour compromettre l'exécution du plan de Moltke? Le général Leman s'en déclare persuadé. Selon lui, « la défense de Liège a... fourni aux Alliés le premier élément principal inséparable de la victoire de la Marne ». Mais son rapport ne fournit sur ce point aucun argument nouveau.

— S. E. MORISON. *Les grandes batailles navales du Pacifique (1941-1945)*. T. III : *La bataille de la mer des Philippines, la bataille de Leyte* (Paris, Payot, 1959, 312 p. ; prix : 15 NF). — On connaît le talent et la compétence de S. E. Morison, l'éminent historien de la marine américaine. Les mérites de son œuvre n'ont plus à être soulignés : l'art du récit dramatique, l'expérience personnelle des problèmes de la guerre sur mer, le sens critique lui confèrent une valeur exceptionnelle. Cette œuvre a cependant une limite : l'horizon en est systématiquement limité aux questions maritimes, et c'est à peine si l'on devine les liens que peuvent avoir les opérations navales avec la stratégie terrestre. C'est au lecteur de faire lui-même la coordination et de mesurer l'importance réciproque des divers secteurs.

Ces mérites et cette limite se retrouvent dans l'adaptation en français de R. Jouan : adaptation, non traduction intégrale, car l'édition française donne ici en 300 pages la valeur de plus de 500 pages du texte original. Nous sommes en 1944, l'année des batailles décisives, et ce volume en décrit deux. La première est celle de la mer des Philippines, où les Japonais espéraient asséner un coup d'arrêt à la marine américaine et défendre ainsi les Mariannes ; mais, après deux jours de combats menés de part et d'autre par l'aviation embarquée, la flotte japonaise a subi des pertes considérables et doit se replier. L'autre est celle de Leyte, une des « plus importantes actions navales de tous les temps ». Le plan japonais porte la marque des difficultés maintenant aiguës : une escadre sacrifiée doit attirer vers le Nord une partie des forces américaines et permettre ainsi au reste de la flotte de s'opposer à un débarquement aux Philippines ; mais ce ne pouvait être qu'une action retardatrice. Les Japonais escomptaient la lassitude des Américains. Celle-ci était-elle vraisemblable, alors que leurs succès s'affirmaient ? En suivant le déroulement de cette bataille aux péripéties variées, l'auteur souligne les erreurs commises dans chaque camp : les plus lourdes semblent être au passif des Américains qui, tombant dans le piège tendu par leurs adversaires, laissèrent sans surveillance le passage par où la flotte nipponne faillit bien atteindre les plages de Leyte. Mais, dans l'exécution, la maîtrise accrue des équipages américains contraste avec la maladresse dont font preuve chez les Japonais aviateurs et sous-marins surtout. Sur ce point, la comparaison avec les opérations de 1942 est très suggestive.

Jean-Marie d'Hoop.

■ Asie

Norton GINSBURG. *The pattern of Asia* (Englewood Cliffs, N. J., Prentice-Hall Inc., 1959, xiv-929 p.). — Ce manuel, édité par le professeur Ginsburg avec la col-

Chine

laboration de plusieurs de ses collègues géographes comme lui, rendra les plus grands services aux historiens de l'Asie contemporaine, bien qu'il soit plutôt construit sous l'angle de la géographie physique et humaine, de l'économie, de la science politique.

Le plan adopté présente tour à tour les divers États de l'Asie d'aujourd'hui, y compris la partie asiatique de l'Union soviétique. Des études régionales sont également consacrées à l'Asie de l'Est, du Sud-Est, du Sud, du Sud-Ouest. Chacun des chapitres est complété par une bibliographie des principaux travaux de langue anglaise, et par des cartes dont la grande majorité concerne la géographie humaine et la vie politique et sociale. L'ouvrage, qui se termine par un index très complet, est encore enrichi de plus de 150 photographies, dans le choix desquelles les auteurs se sont refusés sagement à la tentation du pittoresque et ont cherché à illustrer les caractères fondamentaux des sociétés et des États contemporains d'Asie.

■ Chine

Chün tu HSÜEH. *The Chinese communist movement 1921-1937, a annotated bibliography of selected material in the Chinese collection of the Hoover Institution on War, Revolution and Peace* (Stanford, the Hoover Institution on war, Revolution and Peace, 1960, 131 p.). — Cette bibliographie, comme celle que le professeur Fairbank avait consacré dix ans auparavant à la Chine moderne, n'a qu'un objectif pratique : recenser les principaux ouvrages contenus dans la bibliothèque d'un grand établissement d'enseignement supérieur, l'Université Harvard dans un cas, l'Université Stanford dans l'autre.

Mais son caractère limité ne retire rien au grand intérêt de ce travail. L'auteur a relevé 359 titres et a rédigé pour chacun d'eux un commentaire succinct qui permet d'en connaître l'orientation et l'intérêt historique. Ces matériaux (ouvrages, brochures, articles de revues) sont parfois des sources originales relatives à la période 1921-1937, et parfois des travaux publiés récemment en Chine populaire ou à Taïpei ; ils ne concernent pas seulement l'histoire du parti communiste chinois au sens strict, mais l'histoire générale de la Chine pendant cette période, le Guomindang, le mouvement ouvrier et paysan. Tous sont en langue chinoise et sont cités en caractères et en transcription Wade-Giles.

— Dymphna CUSSACK. *Chinese Women speak* (Sydney, Angus et Robertson, 1958, 263 p.). — Le travail de M^{me} Cussack n'a pas le caractère scientifique d'une véritable enquête sociologique, mais son intérêt est toutefois bien supérieur à celui des reportages superficiels comme il en paraît tant sur la Chine populaire. L'auteur, écrivain australien, a en effet séjourné dix-huit mois en Chine et consacré ce temps à s'entretenir, sous le patronage de la Fédération chinoise des femmes, avec vingt-neuf femmes de toutes conditions. Ce sont ces vingt-neuf « cas » qu'elle présente ici, depuis l'ancienne dame d'honneur de l'Impératrice douairière jusqu'à l'ouvrière des cotonnières de Changhaï et depuis la prostituée jusqu'à la femme d'affaires élevée à l'américaine. La rareté extrême de tous les travaux, chinois ou occidentaux, relatifs à l'histoire sociale contemporaine de la Chine souligne encore l'intérêt de cet ouvrage pour les historiens.

— Amaury DE RIENCOURT. *L'âme de la Chine* (Paris, A. Fayard, 1960, 412 p.). — M. de Riencourt passe pour avoir, auprès du grand public américain, la réputation

Notes bibliographiques

d'un penseur profond et original. Cédant à son tour à la fascination qu'a toujours exercée la Chine sur certains esprits, il n'a pas jugé téméraire de prétendre donner des 4 000 ans d'histoire de ce pays une interprétation neuve et personnelle ; si neuve et si personnelle qu'il ne s'est trouvé aucun sinologue français pour prendre la responsabilité de présenter au grand public cette traduction de l'édition originale américaine.

Comme dans ses autres ouvrages, c'est à la lumière de sa théorie sur le conflit de la « culture » et de la « civilisation », clé de l'histoire universelle, qu'il interprète tour à tour la Chine des Royaumes Combattants, celle des Hans, celle de la fin des Qing, celle de Mao Ze-dong. Il se meut avec d'autant plus de facilité dans ces périodes complexes que son bagage est plus léger... C'est par exemple au règne de Wang Mang, usurpateur de l'époque Han, qu'il fixe avec précision la naissance de l'institution (sic) des sociétés secrètes (p. 129). Ignorant visiblement que l'époque Ming est marquée par l'activité d'une bourgeoisie marchande et manufacturière déjà très vivante, par des grands voyages transocéaniques qui mènent les amiraux chinois à découvrir l'Afrique avant les Portugais, par un essor du roman d'aventures qui devance de plusieurs siècles le roman européen, il est très à l'aise pour écrire que « quinze cent ans après la naissance du Christ, l'Asie toute entière s'endormit » (p. 212). Loin d'avoir commis de « grossières erreurs » (p. 226), les astronomes musulmans que Ricci fit disgracier par l'empereur pour des motifs exclusivement politico-religieux utilisaient des coordonnées fondées sur l'équateur céleste ; en introduisant le système de Ptolémée basé sur l'écliptique, les astronomes jésuites firent faire à l'astronomie chinoise un pas *en arrière*, comme l'a excellemment montré le Dr Needham dans ses travaux. Il semble inutile d'allonger davantage la liste de ces remarques.

— Theodore H. E. CHEN. *Thought reform of the Chinese intellectuals* (Hongkong University Press, 1960, XIII-247 p.). — M. Chen ne cache pas son hostilité fondamentale au communisme chinois. Son but avoué est de démontrer que le régime de la Chine populaire n'a pu malgré ses efforts gagner l'appui des intellectuels, et que les vieilles idées confucéennes sur les privilèges des lettrés et leur situation à part dans la société sont toujours debout... Il ne fait que de brèves allusions à la politique du parti communiste chinois avant 1949 et arrête son étude à la campagne de l'été 1957 contre les droitiers. Pour ces huit années, il a dépouillé un grand nombre de périodiques chinois, et en particulier de « confessions » publiées par des intellectuels renonçant publiquement à leurs idées anciennes. Il fournit ainsi une foule de renseignements concrets sur des épisodes comme la formation des Universités populaires, la discussion de 1955 sur le roman classique *Hong-lou-meng* (Le rêve du Pavillon rouge), l'affaire Hu Feng, la campagne contre les idées de Hu Shi ou celles de Liang Shu-ming, les « cent fleurs ». Mais on ne peut considérer cet ouvrage comme un tableau cohérent de la vie intellectuelle en Chine populaire, et le caractère extrêmement schématique des allusions à l'évolution sociale et économique (réforme agraire, industrialisation, transformations socialistes) est loin de renforcer la valeur démonstrative de l'ensemble. A noter l'utilisation des idéogrammes chinois dans la bibliographie et les divers index.

Jean CHESNEAUX.

■ Japon

Ishii RYOSUKE. *Japanese legislation in the Meiji era* (Tokyo, Panpacific Press, 1958, 741 p.) ; *Cultural History of the Meiji era*, volume X. Version anglaise traduite et adaptée par William J. CHAMBLISS. — Comme les autres volumes déjà parus dans cette série, ce tableau du droit japonais à l'époque du Meiji se présente plutôt comme un répertoire de faits que comme une véritable étude historique cherchant à replacer dans son contexte général le phénomène étudié. Mais c'est un répertoire d'une exceptionnelle richesse, qui rendra les plus précieux services aux historiens occidentaux du Japon moderne.

L'auteur distingue trois périodes bien distinctes dans l'évolution du droit japonais à l'époque du Meiji. De 1868 à 1882, le vieux droit féodal ne s'efface que progressivement, avec l'abolition des fiefs ou des privilèges des samourai, et la mise en place d'institutions provisoires de type moderne. La période de modernisation proprement dite du droit s'ouvre avec la promulgation en 1882 du Code criminel, que suivent en 1888 une loi sur l'administration locale et régionale, en 1889 la Constitution, en 1890 le Code civil, le Code commercial, le Code de procédure criminelle et d'autres textes fondamentaux. Ces Codes modernes sont progressivement mis en vigueur, et l'année 1898 clôt cette période avec l'entrée en vigueur du Code civil. Désormais, l'histoire juridique du Meiji n'est plus marquée que par quelques réformes secondaires comme celle du Code criminel en 1908, et cette troisième période est bien celle de la mise en place des nouvelles institutions juridiques et sociales.

Ce bref résumé est loin de rendre justice à l'exceptionnelle densité de cet ouvrage. Une utile introduction est consacrée au problème des sources du droit, à la fois écrites et coutumières. Les chapitres consacrés au droit public, qui représentent plus des deux tiers du total, constituent des monographies très complètes des institutions publiques, à l'échelon central et à l'échelon local, pour chacune des trois périodes distinguées précédemment. Les chapitres relatifs au droit privé, qui abandonnent ce plan chronologique tripartite, passent en revue le droit des personnes, celui des biens, les obligations, les successions, les règles commerciales. L'historien du Japon moderne, quand il en viendra à s'interroger sur le fonctionnement réel de ce système en apparence si proche des institutions occidentales, aura recours à la commode description qu'en a donné M. Ishii Ryosuke ; il lui restera à expliquer pourquoi ces règles de droit ne semblent guère avoir profondément modifié la réalité sociale...

■ Les rapports internationaux en Extrême-Orient

G. BORSA. *L'Estremo-Oriente fra due mondi* (Bari, Éditions Laterza, 1961, 469 p.). — L'ouvrage de M. Borsa se présente comme un solide, bien qu'un peu rapide, tableau de l'évolution des rapports internationaux en Extrême-Orient, de la guerre de l'opium à Pearl Harbour. Certes, il n'apporte rien de fondamentalement nouveau par rapport aux manuels classiques de Morse, de Mc Nair, de P. Renouvin, de H. Clyde. Mais il faut avant tout juger ce travail en fonction de la situation des études orientales en Italie, et de ce point de vue il faut saluer l'ac-

Notes bibliographiques

tivité de pionnier de M. Borsa, qui vient apporter aux historiens non spécialistes de son pays et au grand public cultivé une synthèse dont jusque-là les éléments devaient être recherchés dans des ouvrages étrangers pas toujours très accessibles.

M. Borsa a largement utilisé les documents diplomatiques occidentaux, s'il n'a pu en raison de la barrière linguistique accéder aux textes chinois et japonais; il a eu la bonne idée d'en citer de larges extraits dans des notes dont la série, placée à la fin de chaque chapitre, est souvent aussi longue que le texte principal; ce contact direct avec les sources est une des originalités de son travail. Il a aussi tiré parti, et à ce point de vue son livre est plus riche que ceux de ses devanciers, des nombreux travaux d'histoire moderne chinoise et japonaise parus dans divers pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale; l'Extrême-Orient, en effet, ne fait pas exception à cette tendance générale de l'historiographie contemporaine, qui s'attache davantage à l'étude de l'évolution sociale et politique de chaque pays qu'à celle des rapports internationaux. Il a ainsi pu replacer ceux-ci dans leur contexte et mentionner le mouvement Tai-ping ou le nationalisme chinois des années 1920 en « dépouillant le vieil homme » européocentriste.

L'ouvrage se termine de façon un peu abrupte à la nuit du 7 décembre 1941, sans que l'auteur cherche à conclure, même brièvement. Cette modestie intellectuelle et ce souci du concret ne sont pas sans mérites, mais M. Borsa aurait pu néanmoins revenir sur les problèmes que soulevait cette période, et qu'évoquait en particulier l'énoncé de son titre. « Entre deux mondes » signifie-t-il dans son esprit le monde de l'économie libérale et le monde du socialisme, comme le laissent un peu entendre ses derniers chapitres? Il eût été plus normal dans ce cas de dépasser la date de 1941 et de laisser prévoir que cet antagonisme dominera aussi la période suivante. Ou bien, comme son introduction le faisait présager, M. Borsa a-t-il à l'esprit le choc de l'ancien et du nouveau, le choc de vieilles civilisations encore à demi médiévales et d'un monde moderne dont les techniques, les idées, les formes d'organisation et d'activité économique ou politique sont capables d'ébranler si profondément et si rapidement ces dernières? Il n'y a pas là qu'un point de pure forme, et si c'est cette seconde conception, comme il le semble, qu'avait retenu l'auteur, il eût valu la peine de la développer un peu. Pourquoi, par exemple, le Japon et la Chine ont-ils réagi de façon si diverse au contact de ce monde moderne, alors que vers le milieu du XIX^e siècle leurs rapports avec celui-ci ne différaient guère?

■ Sud-Est asiatique

André MASSON. *Histoire du Vietnam* (Paris, Presses Universitaires de France, 1960, 128 p.). — Pierre FISTIK. *Singapour et la Malaisie* (Paris, Ibid., 1960, 128 p.). — A. DAUPHIN-MEUNIER. *Histoire du Cambodge* (Paris, Ibid., 1961, 128 p.). — Ces trois volumes de la collection « Que sais-je? » ne déparent pas cet ensemble maintenant bien important; parfaitement accessibles au grand public, ils fournissent en même temps aux spécialistes d'utiles « aide-mémoires ».

L'histoire précoloniale a retenu l'attention des trois auteurs, mais à des degrés divers. M. Dauphin-Meunier y consacre les quatre cinquièmes de son ouvrage, ce qui peut paraître surprenant; encore est-ce pour ne présenter de l'ancien royaume

khmer qu'une chronique dynastique et militaire, sans chercher à tirer parti autrement que très sommairement des travaux de l'École française d'Extrême-Orient sur la société et la culture angkoriennes. M. Fistié a lui aussi du mal à se dégager des rivalités dynastiques et diplomatiques de cette période de l'histoire malaise ; au moins se limite-t-il à un seul chapitre sur cette question, et a-t-il l'excuse que la Malaisie précoloniale était loin de former une entité stable et historiquement constituée comme l'étaient l'ancien Cambodge et l'ancien Vietnam. M. Masson, s'il fait la part plus large à la culture traditionnelle vietnamienne, ne semble guère non plus avoir été attiré par les problèmes économiques et sociaux de cette période. Sa préférence va aux épisodes petits et grands de la pénétration occidentale au Vietnam, aux marchands et aux missionnaires précurseurs de la conquête coloniale ; il raconte, par exemple, en huit pages l'intervention de Pigneau de Béhaine en faveur de Gia-long, contre les Tay-son, mais passe sous silence les aspects politiques et économiques originaux du règne de ceux-ci.

La période coloniale, dont M. Fistié expose lucidement et solidement les caractères dans une série d'excellents chapitres, est au contraire résumée par M. Dauphin-Meunier avec une concision extrême ; ce spécialiste des questions financières n'a pas cherché à présenter du Cambodge colonial le tableau un peu fouillé qu'on pouvait attendre de lui. Plus détaillés, les chapitres de M. Masson relatifs à cette même période de l'histoire vietnamienne sont pourtant d'une facture presque aussi « traditionnelle » que son *Histoire de l'Indochine* parue en 1949 dans la même collection ; il cherche plus à justifier qu'à analyser.

Malaisie, Cambodge et Vietnam, par des voies diverses, sont devenus aujourd'hui des États indépendants, émancipés du pouvoir colonial. Le chapitre de M. Fistié sur la « décolonisation » de la Malaisie donne l'essentiel de l'information sur la complexe évolution de ce pays depuis 1945. On aurait toutefois souhaité que, s'élevant au-dessus de la jungle des partis et organisations politiques chinoises et malaises, et reprenant des indications sur les caractères économiques et sociaux des communautés chinoise et malaise qui sont dispersées dans le reste de l'ouvrage, il tente de poser, sinon de résoudre, le problème de la formation de la nation malaise dans sa généralité. M. Dauphin-Meunier, de son côté, semble sur ces problèmes davantage préoccupé de plaire au jeune gouvernement cambodgien que d'analyser de façon serrée les vicissitudes de la politique cambodgienne depuis 1946 (le nom du parti démocrate n'est même pas prononcé).

Quant à l'ouvrage de M. Masson, c'est à propos du mouvement national vietnamien qu'il appelle le plus de réserves. Le parti communiste a été fondé au Vietnam en 1930, non en 1925 (p. 109), et c'est lui qui organise cette même année le soulèvement agraire dit des « Soviets du Nghe-an », que M. Masson ne présente que comme un simple « ricochet » (p. 104) de l'insurrection des nationalistes du VNQDD à Yen-bay. Les répercussions en Indochine du Front populaire, si importantes pour l'éveil de l'opinion publique vietnamienne, sont passées complètement sous silence. A propos des événements d'août-septembre 1945, l'historiographie communiste vietnamienne se rencontre tout à fait avec les travaux pro-occidentaux comme ceux de Ph. Devillers ou de B. Fall pour attribuer l'insurrection d'août au Viet-minh, non aux Japonais comme le fait M. Masson (p. 109). Ph. Devillers a de même fait justice de la légende attribuant au Viet-minh le massacre de la cité Heyraud dans la banlieue de Saïgon en septembre 1945, légende soigneusement

Notes bibliographiques

entretenue par certains anciens coloniaux français d'Indochine et dont M. Masson se fait l'écho (p. 110) ; les rapports politiques et militaires français utilisés par Ph. Devillers montrent, au contraire, comment ce sont alors les cadres Viet-Minh comme Duong Bach-mai qui se sont opposés à la poussée xénophobe, animée par les politiciens nationalistes projaponais.

— Prince Chula CHAKRABONGSE. *Lords of Life, the paternal monarchy of Bangkok 1782-1932, with the earlier and more recent history of Thailand* (Londres, Alvin Redman, 1960, 352 p., 1 tableau généalogique, 1 carte, photographies). — Même s'il a fait à Cambridge de sérieuses études d'histoire, on ne pouvait attendre d'un membre de la maison royale de Chakri, qui règne à Bangkok depuis la fin du XVIII^e siècle, une étude historique parfaitement conforme à nos habitudes de travail. L'ouvrage du prince Chula Chakrabongse, petit-fils du grand Chulalongkorn, est sans doute trop imprégné de fierté familiale et monarchique pour analyser en toute liberté les caractères de l'État et de la société thai à l'époque moderne, et la raison de leur stabilité. Il consacre plus de place aux règles de succession et de présence relatives aux héritiers du trône qu'à l'étude de leurs privilèges sociaux, de leur pouvoir politique ou de leur puissance économique. Il est plus que sommaire sur les problèmes de la bourgeoisie émigrée chinoise et des minorités montagnardes du Nord, sur les progrès d'une riziculture exportatrice ou d'une intelligentsia moderne, sur les origines de la révolution de 1932. Il ne connaît d'autre « périodisation » de l'histoire moderne de la Thaïlande que la succession de ses souverains, depuis Rama I^{er}, le fondateur de la dynastie (1782-1809) jusqu'à Rama VII (1925-1935), en passant par Mongkut « l'éclairé » (1851-1868) et par Chulalongkorn « le révolutionnaire » (1868-1910).

Néanmoins, on se reportera souvent à ce travail qui a été exécuté fort consciencieusement, au moins à l'intérieur de ses limites étroites ; bien mince est, en effet, le bilan de l'historiographie occidentale de la Thaïlande moderne.

J. C.

■ Espagne

Ramón DE ABADAL Y DE VINYALS. *Del reino de Tolosa al reino de Toledo*. Discurso leído... en el acto de su recepción pública por... y contestación por D. Francisco J. SÁNCHEZ CANTÓN (Madrid, Real Academia de la Historia, 1960, 82 p.). — Le discours académique de M. d'Abadal y Vinyals retrace les vicissitudes de la monarchie wisigothique depuis l'installation des Goths en Aquitaine comme « fédérés » (418) jusqu'à la fixation à Tolède de la capitale du royaume gothique d'Espagne (573). L'auteur ne prétend pas apporter d'éléments nouveaux à l'étude de cette période, mais proposer sur quelques points une interprétation qui diffère de celle qui est généralement admise. C'est ainsi qu'il met en doute la réalité des persécutions dirigées par les souverains goths ariens contre les populations gallo-romaines catholiques, et spécialement leurs évêques, persécutions qui auraient conduit l'épiscopat à prendre parti pour Clovis contre les hérétiques et expliqueraient l'écroulement brutal de la monarchie gothique en 507, à la bataille de Vouillé. Ces prétendues persécutions — mentionnées, en termes d'ailleurs assez confus, par Sidoine Apollinaire — apparaissent en contradiction avec le rôle impor-

Espagne

tant que jouent les évêques dans le royaume de Toulouse ; la désintégration de l'autorité romaine fait d'eux les représentants des populations gallo-romaines face à l'autorité gothique, et ils sont pratiquement reconnus comme tels par le roi Euric, qui à diverses reprises leur confie des missions de caractère officiel.

M. d'Abadal insiste, d'autre part, sur l'importance de l'« intermédiaire ostrogothique » qui suit la chute du royaume de Toulouse, et pendant lequel l'Ostrogoth Théodoric exerce la « régence » sur les territoires soumis aux Wisigoths, du Rhône à la Bétique, le pouvoir militaire étant exercé par les Goths, tandis que le pouvoir civil reste aux mains des derniers représentants de l'autorité romaine. La disparition de Théodoric amène le repli wisigothique en Espagne ; le roi Amalaric abandonne Narbonne pour Barcelone et la Septimanie apparaîtra désormais comme une « dépendance extérieure », toujours menacée, du royaume gothique d'Espagne ; d'autre part, les dernières structures « romaines » disparaissent, et toute l'autorité se concentre aux mains des « seniores gothorum », dont l'importance numérique a été accrue par le repli en Espagne des garnisons gothiques de Gaule. Cependant, les évêques hispano-romains continuent — comme l'avaient fait les évêques gallo-romains du royaume de Toulouse — à jouer le rôle de représentants des populations indigènes, et c'est là un fait essentiel pour comprendre la structure particulière du royaume wisigothique d'Espagne, et le rôle important et original qu'y joueront les « conciles de Tolède ».

— Manuel BASAS FERNÁNDEZ. *Breve historia de la Ría y noble Villa de Bilbao (Juegos florales de Bilbao 1959)* (30 p.). — Id. *La sección de genealogías del Archivo Municipal de Bilbao* (Publicación de la Asociación de hidalgos a fuero de España) (Madrid, 1958, 14 p.). — Dans la première de ces brochures, l'auteur, directeur des Archives et de la Bibliothèque municipales, et professeur de la Faculté des Sciences économiques de Bilbao, donne un bref résumé de l'histoire de la ville, de sa fondation en 1300 par López de Haro jusqu'à l'époque contemporaine, en insistant sur le rôle essentiel joué dans son développement par sa « ría » et le minerai de fer, qui fut le premier produit qui navigua sur les eaux du Nervión. Quelques indications sommaires sur le Consulat de Bilbao, et sur l'axe commercial Medina del Campo-Burgos-Bilbao-Flandres, dont le rôle fut essentiel à la fin du xv^e et au xvi^e siècle.

Le privilège d'« hidalguía » dont jouissaient les familles originaires de Biscaye et l'obligation pour ceux qui venaient s'y établir de justifier de leur « pureté de sang » et de leur noblesse, explique la richesse des archives municipales en documents généalogiques. Ils constituent un témoignage indirect de l'activité économique du grand port. Ce sont surtout des Espagnols, originaires d'autres parties de la péninsule, qui viennent s'y fixer au xvi^e siècle ; au xvii^e siècle, la proportion des étrangers devient plus forte, avec une prédominance des Français sur les Anglais, Hollandais et Flamands ; cette proportion diminue notablement dès le xviii^e siècle, pour décliner au xix^e, avec le déclin de la « hidalguía » elle-même. Un index alphabétique et chronologique donne l'indication des noms patronymiques, avec la date de leur première mention dans les Archives.

— Manuel BASAS FERNÁNDEZ. *La estabilización monetaria bajo los Reyes Católicos* (tirage à part du *Boletín de Estudios económicos* de la Universidad comercial de Deusto) (Bilbao, vol. XIV, 1959, n° 47, p. 121-130). — Id. *Los libros mercan-*

Notes bibliographiques

tilas de la Compañía de García y Miguel de Salamanca (Burgos, siglo XVI) (Burgos, 1960, 16 p.). — Par la Pragmatique de Medina del Campo (13 juin 1497), les Rois Catholiques veulent mettre fin à l'anarchie monétaire qui avait marqué l'époque de Henri IV de Castille et avait provoqué l'évasion de la « bonne monnaie », en adoptant comme base du système monétaire le ducat, devenu au ^{xv}^e siècle une « unité monétaire internationale ». L'adoption de la nouvelle mesure monétaire (baptisée « excellent à la Grenade » pour commémorer la récente conquête de la ville musulmane) amène l'établissement d'un nouveau rapport entre l'or et l'argent et la frappe de nouvelles monnaies de métal blanc et de billon. Une série de dispositions annexes régularisent le fonctionnement des monnaies existant dans différentes villes. Cette réforme sera, pour trois siècles, à la base du système monétaire espagnol.

Sans être comparables aux fameuses archives de Simón Ruzf étudiées par H. Lapeyre, les cinq livres de commerce de la compagnie García et Miguel Salamanca provenant du Consulat de Burgos, et aujourd'hui conservés aux Archives de la « Diputación » de Bilbao, fournissent de très intéressants renseignements sur le commerce castillan au ^{xvi}^e siècle : achats massifs de laine aux éleveurs des sierras de l'Espagne centrale, et exportation vers les Flandres et vers Rouen, d'où sont importés des toiles, des lainages, du pastel et des articles manufacturés divers. Les indications concernant les « facteurs » que la compagnie possédait en Flandres, à Bayonne, Bordeaux, Rouen attestent l'ampleur des opérations effectuées, et sur lesquelles les documents donnent des précisions numériques d'un extrême intérêt (poids et prix des laines, montant des assurances, etc.). La compagnie disparaît en 1574, sans qu'on en sache la raison, peut-être, suggère M. Basas Fernández, en raison des pertes qu'elle éprouva dans le désastre naval de Middelbourg, où elle perdit un chargement de laine estimé à 8 000 ducats.

M. DEFORNEAUX.

■ États-Unis

René RÉMOND. *Histoire des États-Unis* (Paris, P. U. F., 1959, 127 p.) (Coll. « Que sais-je ? »). — L'ouvrage de René Rémond n'est pas une simple réédition, mais un livre entièrement neuf, et différent de celui de Jean Canu qui portait le même numéro. Bien composée et très agréable à lire, cette nouvelle histoire réserve une place de choix à la période récente, de même qu'aux faits économiques et sociaux. Un chapitre très étoffé mène cette histoire du New Deal jusqu'aux récents développements de la politique du président Eisenhower, à travers la guerre et les expériences d'après-guerre. D'excellentes pages sont consacrées à l'« esprit de l'Ouest », au malaise des fermiers dans les dernières années du ^{xix}^e siècle, au mouvement de réformes de Th. Roosevelt et Wilson. Les grandes lignes de la politique étrangère sont brièvement retracées. Dans sa concision, l'ouvrage est suggestif.

— R. B. NYE et J. E. MORPURGO. *A History of the United States* (1955, 2 vol., 734 p.) (Penguin Books). — Dans la collection des manuels « Penguin » de l'histoire du monde, un universitaire américain et un publiciste anglais nous fournissent une très commode et très substantielle histoire des États-Unis. L'accent est mis sur les origines et la fondation du nouvel État, et les diverses influences, euro-

peénnes et natives, qui ont présidé à sa formation. Les deux auteurs se sont toujours préoccupés de ne pas isoler l'Amérique du reste du monde, faisant en cela œuvre originale et neuve. Il faut surtout les féliciter d'avoir su allier, avec succès, le récit proprement dit et l'explication du déroulement des faits, cette dernière particulièrement destinée aux non-spécialistes. Parmi les pages les plus heureuses, on peut citer celles qui concernent les origines de la guerre de Sécession, avec une analyse précise et nuancée des conditions sociales, un examen détaillé du débat entre Lincoln et Douglas sur l'abolition de l'esclavage, une excellente série de portraits des protagonistes, Lincoln malchanceux dans sa jeunesse, fruste et peu cultivé, mais excellent connaisseur de l'âme de ses compatriotes, Jefferson Davis, aristocrate racé, mais distant, le général Lee, stratège de grande classe... Les partis politiques sont l'objet d'un traitement assez rare dans des ouvrages de grande vulgarisation, qu'il s'agisse de la démocratie jacksonienne ou des origines du G. O. P. et de ses scissions ultérieures. Le récit est mené jusqu'à la présidence d'Eisenhower et comporte un tableau actuel, politique et moral, du pays, avec un accent de vérité et un sens des réalités internationales qui méritent le respect. L'ouvrage vient d'ailleurs de faire l'objet d'une traduction française, et ce n'est que justice¹.

— Harold Underwood FAULKNER. *Histoire économique des États-Unis d'Amérique*. Adaptation française par Odette MERLAT-GUITARD (Paris, P. U. F., 1958, 2 vol. in-8°, 754 p. ; prix : 3 000 F). — Parmi les nombreuses histoires économiques des États-Unis, celle de Faulkner est assurément la meilleure et méritait une traduction française. Écrite en 1924, elle a connu une grande faveur outre-Atlantique, où elle en est à sa septième édition, sur laquelle a été faite l'adaptation française. Adaptation et non traduction, il faut en féliciter le directeur de la collection, Ernest Labrousse, puisque certains aspects, à usage strictement interne, n'auraient pu intéresser des lecteurs français. Dans l'ensemble, l'adaptation est très fidèle, et les coupures rares. Sur les mérites du texte lui-même, il n'y a pas lieu d'insister, puisqu'ils sont appréciés par tous les connaisseurs des États-Unis. Son grand avantage est de donner une vue très large et non spécialisée de l'histoire américaine. Le mot « économique » est pris dans une acception extensive et inclut de larges plans de la vie politique ou sociale. Ainsi, du mouvement ouvrier qui fait l'objet d'un chapitre spécial, ou de l'« impérialisme économique » qui recouvre en fait la politique étrangère des États-Unis au tournant du siècle. H. U. Faulkner est d'ailleurs un excellent spécialiste de l'histoire dite sociale et a donné des preuves de son savoir-faire dans de nombreuses collections d'outre-Atlantique. Un regret : celui de ne pas trouver dans l'édition française les belles illustrations de l'original américain. On en devine la raison, mais pourquoi perpétuer la tristesse dans l'histoire sérieuse ? La vue d'un Conestoga Wagon dans les plaines de l'Ouest, ou de la guimbarde d'un fermier chassé par les dettes et la sécheresse en dit davantage qu'un long texte. Un sujet de contentement : la bibliographie due à Paul Leuilliot que les éditeurs ont eu l'excellente idée de substituer à celle, peu utilisable en France, de l'édition américaine.

1. R. B. Nye et J. Monpurgio, *Histoire des États-Unis*. Paris, Gallimard, 1960, in-8° (La suite des temps).

Notes bibliographiques

— Jacques Néré. *La guerre de Sécession* (Paris, P. U. F., 1961, in-12, 126 p.) (Coll. « Que sais-je? », n° 914). — Est-ce pour commémorer le centenaire de la Guerre civile que les Presses ont publié cet ouvrage? Il répond en tout cas à un renouveau d'intérêt, en Amérique, pour cet événement. Le travail de J. Néré se recommande par son sérieux, sa clarté, son information en général au courant des dernières recherches. Dans le cadre d'une ordonnance classique — avant, pendant, après — l'auteur a réussi à condenser tous les aspects du conflit qui mit aux prises deux conceptions différentes de la vie politique, économique, et surtout de la société. Il montre bien comment l'esclavage n'était que l'un des éléments du conflit qui transcendait, et combien, les causes officielles de la rupture. En fait, il s'agit, fondamentalement, d'une opposition latente depuis la mise en vigueur de la constitution entre la suprématie des États et celle de l'État fédéral. De sa solution dépendaient, outre l'esclavage, l'orientation de la vie politique, les relations extérieures et surtout l'avenir économique de la république. Le rôle de Lincoln est bien retracé, cet homme du Nord-Ouest, incarnation de la Frontière, qui, à défaut de qualités éminentes, possédait au moins patience et ténacité. Dans le récit de la Reconstruction, dont il faut louer une clarté bien nécessaire, on peut simplement regretter que l'auteur ait accepté le point de vue classique sur le président Johnson, cette bête noire des historiens, en cours de réhabilitation depuis quelques années. En terminant, J. Néré insiste sur le fait que la guerre de Sécession n'a rien résolu, puisqu'elle a fait naître le « problème noir » qui empoisonne la vie quotidienne aux États-Unis, mais n'est-ce pas le propre de toute guerre de ne rien résoudre?

G. F.

■ France

Les fascicules LI (*Constantin-Cossé-Brissac*) et LII (*Cossé-Brissac-Courteys*) du *Dictionnaire de biographie française*, publié sous la direction de Roman D'AMAT (lib. Letouzey et Ané, 1961, col. 513-768 et 769-1024 ; prix de chacun : 20 NF), viennent de paraître et nous apportent une riche collection de notices, parmi lesquelles on peut relever celles qui concernent les familles *Coquerel* et *Court* (qui fournirent plusieurs pasteurs), *Coquebert de Montbret*, *Cordonnier*, *Coriolis*, *Corneille* (celle des poètes Pierre et Thomas et celle du peintre Michel), *Cossé-Brissac* (avec 17 notices), *Costa de Beauregard*, *Cotelle*, *Coucy*, *Coulanges*, *Couperin* (10 musiciens), *Courson*, de 42 *Cordier* (dont le sinologue Henri) et de 41 *Corti*, des acteurs *Coquelin aîné* et *cadet*, de l'actrice *Louise-Françoise Contat* qui donna un fils au comte d'Artois en 1781 et un autre à Parny en 1809, des écrivains *Cotin* (l'abbé que ridiculisa Boileau), *Romain Coolus*, *Courteline*, *Paul-Louis Courier*, *François Coppée*, de *Jacques Copeau* le fondateur du théâtre du Vieux-Colombier, de l'historien des religions *Paul-Louis Couchoud* et de l'historien de l'art *Courajod*, du philosophe *Cournot*, des peintres *Corot* et *Courbet*, du sculpteur *Cortot*, de l'économiste *Courcelle-Seneuil*, de *Charlotte de Corday*, de *Jean Cottureau* dit Jean Chouan, des hommes politiques : *Corbières* qui fut un député ultra particulièrement passionné, et *Cormenin* « un beau type d'apprenti sorcier », écrit curieusement son biographe, du Communard *Frédéric Cournet* qui succéda à la préfecture de police à Raoul Rigault et mourut en 1885, de *Corbon* co-fondateur de *l'Atelier* avec Buchez, de

France

Robert Cornilleau un des chefs démocrates chrétiens de l'entre-deux-guerres, de l'explorateur et administrateur colonial Coppolani, de Corvetto qui fut ministre des Finances de la Restauration après le baron Louis, de Madame Cornu qui fut non la sœur de lait du futur Napoléon III, comme on l'écrit parfois, mais élevée avec lui et qui usa de son influence en faveur de Renan, de Littré et de la famille Hohenzollern dont un membre, Carol, devint, grâce à elle, roi de Roumanie, de Madame Coty, épouse de l'ancien Président de la République, qui fit restaurer et rendre au culte la chapelle de l'Élysée, de Corvisart le médecin de la Grande Armée, des ambassadeurs Coulondre (mort en 1959) et de Courcel (mort en 1929), de Odon de Conteville, évêque de Bayeux, frère de Guillaume le Conquérant qu'il suivit à la conquête de l'Angleterre, du R. P. Cormier, maître général des Dominicains de 1904 à 1916, du cardinal Coullié (mort en 1912), etc...

M. C.

— Chantal DE TOURTIER. *Bibliographie des travaux et pages choisies de Georges Bourgin* (Paris, Archives nationales, 1960, in-8°, 100 p.). — M. André Chamson, directeur général des Archives de France, à qui l'initiative de cet ouvrage est due, et M^{lle} Chantal de Tourtier, conservateur aux Archives nationales, qui en est l'auteur et l'a remarquablement réalisé, en rendant un hommage à l'œuvre de Georges Bourgin auquel tous les amis et disciples de celui-ci ont été fort sensibles, ont aussi rendu grand service aux historiens, aux sociologues, aux érudits, aux étudiants, pour qui cet instrument de travail sera précieux.

C'est avec admiration et émotion que ceux qui ont eu le privilège de connaître Georges Bourgin, feuilleteront cette liste étonnante, fidèle reflet de son labeur sans trêve, de ses curiosités multiples, mais dont on peut trouver la source dans un nombre restreint de préoccupations majeures.

C'est la passion de comprendre, de découvrir, qui le poussait à s'informer sans cesse, à s'appliquer à connaître toutes les orientations et leurs promoteurs, à s'intéresser à plusieurs époques et à plusieurs pays. Mais c'est aussi la volonté d'aider, d'encourager les travaux de ses collègues, de ses disciples, de tous ceux qui venaient à lui, le besoin de mettre son érudition à la disposition d'autrui, aspirations qui l'ont fait remplir sa mission d'archiviste de façon si exemplaire. C'est, enfin, le désir de concilier différents idéaux qui explique une partie de ses démarches.

« Toute ma vie », me disait-il un soir, « je me suis efforcé de rapprocher, de concilier. » Pour pouvoir mieux rapprocher les hommes de bonne foi soutenant des points de vue fort différents, mais dont les divisions ne lui paraissaient pas irrémédiables, il se mêlait à leurs activités. Son éclectisme ne peut surprendre que ceux qui ne le connaissaient qu'à demi. Vue sous l'éclairage qui me semble convenir, sa conception de la recherche historique apparaît de façon nette et toutes les parties de son œuvre s'expliquent tout à fait logiquement. Puissent la bibliographie et les pages choisies qui l'accompagnent inciter à l'étude de ses travaux et — ce qui eût fait sa joie — susciter de nouvelles et nombreuses études.

Denise FAUVEL-ROUIF.

— Charles KUNSTLER. *La vie quotidienne sous la Régence* (Paris, Hachette, 1960, 301 p.). — Dans le court intervalle de temps qui sépare la mort de Louis XIV (1^{er} septembre 1715) de la majorité légale de Louis XV (22 février 1723), il est difficile de trouver matière à un ouvrage original sur la vie quotidienne des Français, qui ne dut pas être tellement différente, durant cette période, de ce qu'elle avait été

Notes bibliographiques

sous Louis XIV et de ce qu'elle allait être pendant la première partie du règne de Louis XV. Au vrai, il s'agit surtout ici de la haute société de la capitale : le Régent, sa mère, ses filles et ses maîtresses ; la noblesse de cour ; le monde des théâtres et celui des amateurs d'art. Toute cette société, en qui s'incarne ce qu'on appelle proprement la Régence, libérée des contraintes par la mort du grand Roi, enfiévrée par l'enrichissement rapide dû à l'agiotage, nous est décrite, avec talent, au moyen d'anecdotes, de faits divers et de quelques documents, dont le plus précieux est certainement celui qui orne la couverture du livre, un fragment de l'enseigne de Gersaint : géniale évocation de la mode féminine et masculine au plus beau temps du Système.

— Y. BRUNEL. *La mère de Louis XVI, Marie-Josèphe de Saxe, dauphine de France* (Paris, Beauchesne et ses fils, 1960, 180 p.). — Cette blonde princesse, dont La Tour évoque, dans plusieurs portraits, le visage spirituel, vif, mais dénué de beauté, devint, à seize ans, en février 1747, la seconde femme de Louis, dauphin de France et fils de Louis XV. Sa biographie nous est contée ici, à l'aide de documents inédits trouvés notamment aux archives de Dresde. L'histoire de cette courte vie (la Dauphine mourut le 13 mars 1767, moins de quinze mois après son mari) est retracée d'une main plus sûre que n'est dessiné l'arrière-plan d'histoire générale où le rôle politique du Dauphin et de sa femme — l'un et l'autre d'une piété militante — est seulement indiqué. Ce livre est surtout l'histoire d'un couple princier dont la parfaite dignité de vie causa quelque scandale par son caractère insolite. De 1750 à 1764, ils eurent huit enfants, dont la dernière fut Madame Élisabeth et dont les quatre premiers moururent jeunes. Le duc de Berry, né en 1754, le futur Louis XVI, ne devint l'héritier du trône qu'en 1761, après la mort du duc de Bourgogne, âgé de dix ans.

— J. VIKTOR JOHANSSON. *Sur la correspondance littéraire secrète et son éditeur* (Paris, librairie A.-G. Nizet, 1960, 109 p.) (Göteborg. Akademi-förlaget Gumperts.). — Intéressante esquisse d'un ouvrage plus important annoncé par l'auteur. La *Correspondance littéraire secrète* est une publication périodique, dont une collection complète — pratiquement introuvable aujourd'hui — comprendrait dix-neuf années, de 1775 à 1793. Elle était imprimée, dans la petite ville rhénane de Neuwied, par Louis-François Mettra le jeune, qu'il convient de ne pas confondre, comme on l'a fait trop souvent, avec François Mettra, le célèbre nouvelliste des Tuileries, mort en 1786. Et la *Correspondance littéraire secrète* elle-même ne doit pas être confondue avec la compilation beaucoup plus connue qui parut à Londres (John Adamson) en dix-huit volumes, de 1787 à 1790, sous le titre : *Correspondance secrète, politique et littéraire, ou Mémoires pour servir à l'histoire des Cours, des Sociétés et de la littérature, en France, depuis la mort de Louis XV* (4 juin 1774-7 octobre 1785). Dans ce dernier recueil, on retrouve, à la fois, des éléments empruntés à la *Correspondance littéraire secrète* et d'autres tirés de ces Nouvelles à la main, de contenu surtout politique, dont la *Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette et la Ville, de 1777 à 1792*, publiée par de Lescure en 1866 (2 vol.), est la version la plus connue des historiens. Jean ÉGRET.

— M^{me} R. CARALP-LONDON. *Les chemins de fer dans le Massif Central. Étude des voies ferrées régionales* (Paris, A. Colin, 1959, 472 p., 18 pl. hors texte ; prix : 30 NF)

(Études et Mémoires du Centre d'Études économiques, n° 44). — L'histoire tient une grande place dans cette thèse consacrée à la géographie des chemins de fer dans le Massif Central. Ce travail original, bien présenté, apporte une contribution de grande valeur à la connaissance du processus d'implantation d'un outil de transport dans un cadre régional, et de son influence sur l'évolution de l'économie, de la population, de l'habitat.

En excluant de son étude les lignes à grande circulation qui contournent le massif, l'auteur centralise résolument son travail sur la circulation ferroviaire dans une zone où les conditions de relief et de climat, comme les caractères d'une économie essentiellement agricole, ne favorisaient évidemment pas l'existence d'un trafic important.

L'analyse du processus d'évolution devait ainsi prendre une place d'autant plus grande que le sujet était plus limité dans l'espace. Cependant, le géographe n'a pas à le regretter. Si la géographie de la circulation s'enrichit de deux chapitres nourris, consacrés à l'adaptation des lignes et de leur exploitation, aux formes du terrain et aux servitudes de l'hiver, elle y gagne surtout une excellente analyse de l'influence d'un moyen de transport sur les transformations du milieu géographique. L'histoire même de l'établissement de ce réseau présente un grand intérêt. Après l'ouverture précoce des premières voies conçues pour évacuer les produits miniers, le partage de la région entre trois réseaux concurrents a contribué à assurer une densité de lignes de peu inférieure à la moyenne française. Les compagnies cherchent à la fois à économiser sur les frais d'installation de lignes dont elles craignent justement la médiocre rentabilité (ce qui ultérieurement accroît les difficultés d'exploitation) et n'hésitent pas à ouvrir des lignes au tracé peu rationnel, lorsqu'elles peuvent espérer capter le trafic de la compagnie voisine.

Mais tous les espoirs placés successivement dans des lignes devant assurer une fonction de transit ont échoué devant des impératifs géographiques, avant même que la S. N. C. F. n'adopte une politique de circulation largement périphérique sur les grands axes électrifiés (Le trafic marchandises de Bordeaux à Lyon passe par Villeneuve-Saint-Georges !). Les lignes du Massif Central ne pouvaient jouer un rôle comparable à celles des Alpes qu'on est bien obligé de franchir : ici, il est plus rationnel de contourner l'obstacle.

Mais ces voies, issues souvent d'antagonismes entre groupes financiers, ont joué, malgré leurs imperfections, un rôle essentiel dans l'évolution de l'économie régionale. Elles servent surtout à écouler les produits de la région, qui a pu ainsi transformer son économie. Dans cette région de montagnes, où la circulation d'hiver est difficile, le rail maintient mieux qu'ailleurs ses positions, malgré l'inexistence de courants massifs de trafic.

Il aurait été intéressant d'analyser de plus près les conséquences des fermetures de lignes et la valeur des solutions de remplacement, la rentabilité des divers moyens de transport et les effets des substitutions sur l'économie régionale.

Car si le géographe doit connaître le passé pour comprendre la situation actuelle, nous pensons qu'il doit aussi mettre à profit la connaissance qu'il peut avoir de cette évolution, pour faire quelques projections dans l'avenir. Du fait de l'inexistence de courants de transit, cette région se prêtait particulièrement à une analyse prospective, à la discussion de programmes de coordination des transports au service de l'économie régionale.

Notes bibliographiques

On peut ainsi regretter que les qualités manifestées par M^{me} Caralp aient été appliquées dans le cadre de recherches traditionnelles, que l'auteur ait tenu à respecter de trop près la règle du jeu des thèses classiques. En orientant la conclusion de son travail vers l'action, il aurait pu lui donner un intérêt beaucoup plus général, dépassant singulièrement le domaine d'une région et d'un outil de transport.

Michel PHILIPPONNEAU.

— Paul LEUILLIOT. *L'Alsace au début du XIX^e siècle. Essais d'histoire politique, économique et religieuse (1815-1830)*. T. III : *Religions et culture* (Paris, S. E. V. P. E. N., 1960, in-8°, 532 p.). — Le dernier volume de la thèse de M. P. Leuilliot achève le tableau véritablement exhaustif qu'il a su donner des deux départements rhénans pendant la Restauration et apporte des informations particulièrement intéressantes sur ces aspects qui font de la région au delà des Vosges une des plus originales de France. Le premier chapitre, de cent cinquante pages, expose, en effet, les conditions dans lesquelles la mise en place du nouveau régime affecta les structures et les cadres de l'église catholique dont l'alliance avec le trône prenait dans ces régions un caractère incontestablement original ; et les conditions dans lesquelles les autorités ecclésiastiques profitèrent des bonnes dispositions du pouvoir civil à leur égard présentaient évidemment des nuances sérieuses quand on les compare à ce qui se passait dans d'autres régions de France. Il en est de même pour les problèmes que soulevèrent la reconstitution des congrégations ou les manifestations si spectaculaires des missions, faites tant en langue française qu'en allemand. Le second chapitre, de quatre-vingts pages, retrace les difficultés des diverses églises protestantes, résultant aussi bien des divisions traditionnelles entre luthériens et réformés que de l'apparition des premières tendances du réveil que semblait annoncer la prédication si originale d'Oberlin, pour ne rien dire des problèmes posés par l'ambiguïté incontestable des autorités administratives en face des questions soulevées par l'interprétation de la Charte. Il est inutile de préciser que les points de vue catholiques furent soutenus sinon exclusivement, tout au moins avec une partialité qui suffirait à expliquer l'orientation de nombre de protestants vers le libéralisme politique. Le troisième chapitre expose l'évolution de la communauté israélite dont l'importance numérique posait dans les départements alsaciens des problèmes d'autant plus originaux que les traditions locales rendaient toute assimilation particulièrement difficile, et l'activité des loges maçonniques. Le dernier chapitre étudie l'enseignement et la situation linguistique, depuis les facultés de Strasbourg jusqu'aux petites écoles de villages. Près de deux cents pages sont occupées par la bibliographie et par l'index, qui achèvent de faire du travail monumental de M. Leuilliot un ouvrage indispensable non seulement à tous ceux qui s'intéressent à l'Alsace et veulent mieux la comprendre, mais à tous les historiens de la France ou de la société européenne au XIX^e siècle.

— Charles LEDRÉ. *La presse à l'assaut de la monarchie (1815-1848)* (Paris, A. Colin, 1960, in-8°, 271 p.) (Coll. « Kiosque » — les faits, la presse, l'opinion). — L'ouvrage de M. Ch. Ledré apporte une contribution particulièrement précieuse à l'histoire de la France sous la monarchie constitutionnelle. Il constitue, en effet, une étude systématique de l'action de ce pouvoir non prévu par Montesquieu que fut une presse d'opinion, comptant dans ses rangs des journalistes dont l'influence sur les lecteurs était sans précédent — et n'eut guère de lendemains. Les

cadres chronologiques sont évidemment imposés par les changements de régime ou de lois qui commandèrent sinon l'orientation de la presse, tout au moins son choix des méthodes et des techniques destinées à tourner aussi efficacement que possible les barrières élevées par un pouvoir généralement soupçonneux, mais souvent bien mal servi. Les annexes qui terminent l'ouvrage apportent de leur côté des précisions commodées sur l'importance relative des principaux périodiques, sur leurs changements d'orientation, ainsi que sur leur personnel de rédaction et, avec une bibliographie précise, achèvent de faire de ce livre un ouvrage de référence indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de France pendant la première moitié du XIX^e siècle.

— *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789* (Paris, Hachette, 1960, in-8°, 139 p.) (*Colloques* — cahiers de civilisation publiés sous la direction de G. MICHAUD, n° 2). — Ce petit volume réunit les études consacrées par quatre auteurs à divers aspects de la pensée politique en France depuis le XIX^e siècle. M. P. Guiral étudie le libéralisme en France entre 1815 et 1870, mettant en relief l'évolution des doctrines des débuts de la Restauration à la fin du Second Empire. M. R. Rémond consacre son attention à l'originalité du socialisme français, mettant en relief l'importance des traditions prémarxistes. M. J. Kayser étudie le radicalisme des radicaux, retenant, grâce à son activité dans les organismes directeurs du parti de 1923 à 1939, ce qui lui semble le mieux expliquer les prises de position de ceux qui s'en réclamaient. M. J. Touchard étudie, enfin, l'esprit des années 1930, dans lequel il voit une tentative originale de renouvellement de la pensée politique française en face des problèmes que posaient les modifications économiques et politiques du monde, dix ans après la fin de la première guerre mondiale. Des notes et une bibliographie complètent chacune de ces quatre études et on a utilement inséré à la fin de la publication le compte rendu de la discussion qui s'engagea au cours d'un colloque tenu à Royaumont en mai 1960 sur les divers points évoqués par ces communications. L'ensemble fournit ainsi une excellente mise au point des débats et des connaissances précises sur des questions d'une importance certaine pour tous les historiens de la France aux XIX^e et XX^e siècles.

Jean VIDALENC.

— B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. *Correspondance politique du colonel Carron, représentant d'Ille-et-Vilaine à l'Assemblée nationale (1872-1875)* (extrait des *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, t. XL, 1960, p. 83-210). — Le colonel Carron, député de la droite à l'Assemblée nationale, a envoyé ces lettres à ses amis politiques du *Journal de Rennes*, pour les mettre immédiatement au courant des travaux parlementaires. Cette documentation donc, comme le note judicieusement l'avant-propos, « présente le double avantage d'être exactement contemporaine et absolument sincère ». Elle n'apporte guère de révélations en ce qui concerne les faits, mais est, par contre, très précieuse pour faire revivre une atmosphère. Nous y voyons combien la majorité de l'Assemblée nationale était en réalité émiettée en nuances multiples, dont la division classique entre légitimistes et orléanistes ne donne qu'une bien faible idée. Nous y voyons aussi comment, dépourvue de chefs reconnus, cette majorité a été trop heureuse de s'en remettre d'abord à Thiers, pour ensuite, une fois privée de ce guide, flotter au gré

Notes bibliographiques

des humeurs et des incidents de séance. Le paradoxe d'une Assemblée monarchiste établissant la République devient ainsi beaucoup plus intelligible.

— Lucie MÉJAN. *Sous la III^e République. Le sénateur Louis Méjan* (Paris, Berger-Levrault, 1960, 300 p.). — On ne peut que sympathiser avec la pensée qu'a eu cette veuve de rendre hommage à son compagnon, mais il faut bien reconnaître que le résultat ne répond qu'assez imparfaitement à l'intention. M^{me} Méjan a tenu à s'effacer devant son mari, à le laisser parler, en publiant simplement des notes qu'il avait jetées sur le papier en vue d'une éventuelle autobiographie, et des fragments de sa correspondance. Ces matériaux bruts auraient eu besoin d'une présentation beaucoup plus développée ; une notice biographique précise eût été notamment indispensable. C'est dommage, car les notations intéressantes ne manquent pas, notamment sur Briand, le « prodigieux aventurier » dont Louis Méjan fut un temps le proche collaborateur.

— Raymond ARON. *France, steadfast and changing* (Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960, 201 p., index). — L'histoire de ce petit livre est quelque peu compliquée. Il est issu de trois conférences sur la France, prononcées par l'auteur à Harvard en octobre 1957. Une rédaction remaniée et développée de ces conférences a paru chez Calmann-Lévy en 1959 sous le titre : *Immuable et changeante*. C'est ce livre qui a été ensuite traduit en anglais (traduction remarquable, malgré quelques inexactitudes) et complété par un post-scriptum. A travers ces vicissitudes, l'objet du livre demeure identique : expliquer aux Américains la France d'aujourd'hui.

Le résultat constitue une exceptionnelle réussite. Sans doute est-ce un jeu, pour un observateur bien informé, que de montrer l'inanité des images malveillantes qu'un Herbert Luthy ou un David Schoenbrunn ont tracé de la France, et spécialement de l'économie française : ici, les faits et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mais ce qu'il faut bien davantage admirer, c'est, dans les chapitres suivants, consacrés à la politique « impériale » ou à la politique tout court, l'objectivité, mieux, la compréhension dont Raymond Aron témoigne vis-à-vis des idées et des attitudes auxquelles, on le sait par ailleurs, il s'est le plus nettement opposé. Il donne là un grand exemple, à la fois de largeur de vues et de loyalisme civique, que bien peu, hélas ! paraissent aujourd'hui capables de suivre.

J. N.

■ Grande-Bretagne

Jeremy Bentham's economic Writings. Critical Edition based on his Printed Works and Unprinted Manuscripts by W. STARK, volume Three (Londres, Allen and Unwin, for the Royal Economic Society, 1954, in-8°, 600 p.). — Voici le troisième et dernier volume de l'édition complète — et probablement définitive — des œuvres économiques de Jeremy Bentham ; la plupart de celles-ci étaient restées manuscrites et inconnues jusqu'à ce que M. Stark entreprenne un immense et difficile travail de déchiffrement, de classement et d'édition qu'il vient de mener à son terme, et qui mérite toute notre admiration. Le présent volume réunit les écrits de Bentham postérieurs à 1800, et seul l'un d'entre eux, un court pamphlet de 1821, avait été publié. On y trouvera une étude de 1801, *The True Alarm*, sur

Grande-Bretagne

les problèmes monétaires et l'inflation qui se développait en Angleterre après la suspension de la convertibilité de la livre, une critique du mercantilisme, *Of the Balance of Trade*, et un pamphlet en faveur du contrôle du prix des grains, *Defence of a Maximum*, tous deux de 1801, d'importants fragments d'un traité d'économie politique écrit de 1801 à 1804, *Institute of Political Economy*, et un pamphlet de 1821 critiquant le système protectionniste de l'Espagne (où les idées de Bentham connaissaient alors un grand succès). M. Stark y a joint, sous le titre « *The Psychology of Economic Man* », des fragments des œuvres tardives de Bentham qui abordent les problèmes économiques. Le volume se termine par trois appendices dont le principal est un inventaire critique des manuscrits de Bentham traitant d'économie politique. De ce volume, comme des précédents, il ressort clairement que Bentham fut un grand économiste, en avance sur son temps dans beaucoup de domaines (par exemple la théorie de la valeur, la notion de l'épargne forcée). Mais, la plupart de ses écrits étant restés inédits — soit parce qu'il les avait rédigés seulement pour mettre au clair ses idées, soit parce qu'il désespérait de persuader l'opinion de se rallier à son point de vue —, son influence fut beaucoup plus limitée dans le domaine de la pensée économique que dans celui des doctrines politiques et sociales. Remercions en tout cas M. Stark de nous avoir donné ces trois importants volumes, précédés de très utiles introductions.

— W. H. B. COURT. *A Concise Economic History of Britain from 1750 to Recent Times* (Cambridge, Cambridge University Press, 1954, in-12, viii-368 p.). — Ce volume fait suite à l'ouvrage posthume, publié en 1949, de Sir John Clapham, *A Concise Economic History of Britain from the Earliest Times to 1750*; Clapham avait projeté de poursuivre son étude jusqu'à nos jours, mais à sa mort il n'avait rien écrit sur la période postérieure à 1750. La *Cambridge University Press* a donc demandé au professeur Court, de l'Université de Birmingham, de préparer le présent volume, qui est ainsi tout à fait indépendant de celui de Clapham. Il se divise en deux parties, consacrées l'une à « la naissance d'un état industriel, 1750-1837 », et l'autre à « l'économie victorienne et après, 1837-1939 »; à l'intérieur de chaque partie, le plan est méthodique, avec des chapitres sur la population, l'agriculture, le progrès technique, la position de l'Angleterre dans l'économie mondiale, les conséquences sociales de l'évolution économique, etc... M. Court est parfaitement au courant des recherches les plus récentes sur ces problèmes, il en présente une synthèse tout à fait utile et commode; l'exposé est un peu sec, mais n'est pas encombré de faits et de détails, l'accent étant mis presque toujours sur l'interprétation. Celle-ci est prudente et empirique, sans généralisations téméraires. Ce volume rendra donc de grands services aux débutants; mais, en raison de l'érudition et des jugements pertinents du professeur Court, les spécialistes auront aussi intérêt à le lire attentivement.

— Roger FULFORD. *Glyn's. 1753-1953. Six generations in Lombard Street* (Londres, Macmillan, 1953, in-8°, xvi-267 p.). — Fondée en 1753, la banque Glyn, Mills et C^o fut au XIX^e siècle et au début du XX^e la plus importante des banques privées de Londres, et elle conserva son indépendance jusqu'en 1939, quand elle fut vendue à la *Royal Bank of Scotland*. L'histoire de cette maison pourrait donc être des plus intéressante; malheureusement, l'ouvrage que R. Fulford a rédigé pour son bicentenaire est plutôt décevant. Manquant de documents d'ar-

Notes bibliographiques

chives — seuls des fragments de celles-ci semblent avoir été conservés pour la période ancienne —, et point expert en *business history*, l'auteur s'est attaché surtout aux aspects « personnels » et anecdotiques de l'histoire de la banque, comme cela arrive si souvent dans les ouvrages de ce genre. Cependant, on pourra glaner un certain nombre de renseignements intéressants, notamment sur la crise de 1772 dans la cité de Londres, et sur le rôle de Glyn's dans le financement de la construction des chemins de fer en Grande-Bretagne, mais aussi à l'étranger et en particulier au Canada. Plusieurs lettres et mémoranda reproduits *in extenso* méritent aussi l'attention. Et, bien entendu, les portraits des principaux dirigeants de la banque au cours de ses deux siècles d'histoire seront utiles pour l'histoire sociale.

— Cyril E. HART. *The Free Miners of the Royal Forest of Dean and Hundred of St. Briavels* (Gloucester, British Publishing Company, 1953, in-8°, xxi-527 p., 7 planches h. t.). — Ce gros volume traite d'une curieuse institution, qui est une de ces survivances médiévales dont l'Angleterre a le secret — les privilèges et coutumes des *free miners* de la Forêt de Dean, petite région minière du Gloucestershire, qui est aussi une « forêt royale » appartenant à la Couronne. Tout habitant né dans ce district et ayant servi son apprentissage peut se faire concéder le droit d'exploiter les gisements de charbon ou de minerai de fer, moyennant redevances. L'auteur, qui est lui-même verdier de la Forêt, a fait des recherches considérables, notamment au *Public Record Office*, sur les origines et l'évolution de ces privilèges et coutumes depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours (la nationalisation des mines de charbon en 1945 a respecté les droits des *free miners*), et il expose le résultat de ses recherches de façon minutieuse, en citant intégralement de nombreux documents originaux. On ne saurait dire qu'il apporte une contribution importante à l'histoire générale, mais son travail est méritoire et certainement intéressant pour les naturels du Gloucestershire.

— Hamilton ELLIS. *British Railway History. An Outline. From the Accession of William IV to the Nationalisation of Railways*; t. I : 1830-1876 ; t. II : 1877-1947 (Londres, Allen and Unwin, 2 vol., 1954 et 1959, gr. in-8°, xiii-443 et ix-416 p., 25 pl. h. t. dans chaque volume). — Ces deux forts volumes, bien illustrés et de lecture agréable, présentent une histoire des chemins de fer britanniques de 1830, fin de la période des origines, jusqu'à la nationalisation de 1947. On y trouvera à glaner beaucoup de faits intéressants, mais il ne s'agit pas d'un ouvrage scientifique et systématique, l'auteur étant un *railway enthusiast* beaucoup plus qu'un historien ou qu'un économiste. Ses thèmes principaux, qu'il développe avec verve, sont l'évolution des locomotives et du matériel roulant, la fondation des compagnies et leurs rivalités, la construction des grands ouvrages d'art, les personnalités des fondateurs des chemins de fer et des grands ingénieurs. Mais il néglige presque complètement les problèmes économiques et financiers. Cet ouvrage est trop anecdotique, en particulier dans le second volume ; il peut néanmoins rendre des services.

— G. E. VULLIAMY. *The Onslow Family, 1528-1874. With Some Account of their Times* (Londres, Chapman and Hall, 1953, in-8°, x-277 p.). — Cet ouvrage traite d'une famille de *gentry* établie dans le Surrey depuis le xvi^e siècle, et dont le chef fut élevé à la pairie en 1716. Mais à l'exception d'Arthur Onslow (1691-1768), qui

Italie

fut *Speaker* des Communes pendant de longues années, aucun membre de cette famille n'a joué de rôle politique vraiment important. Aussi, bien que l'auteur ait utilisé de nombreux documents manuscrits, l'intérêt de l'ouvrage est assez mince. Les pages les plus suggestives concernent George Onslow, un politicien assez peu estimable du temps de George III, qui fut d'abord ami de Wilkes, avant de se rallier au roi, ce qui lui valut finalement une couronne comtale. Plusieurs autres Onslow furent des excentriques, et l'un d'entre eux, obligé de quitter l'Angleterre pour une affaire de mœurs en 1781, s'établit en Auvergne et fonda une branche française. On trouvera donc dans ce livre bon nombre d'anecdotes distrayantes et quelques notations utiles pour l'histoire de l'aristocratie britannique.

— *A Book of British Profiles*. Compiled from *The Observer* by Sebastian HAFNER (Londres, W. Heinemann, 1954, in-8°, xii-207 p.). — La lecture de l'*Observer* est peut-être la principale attraction d'un dimanche anglais et, pour les habitués de ce grand hebdomadaire, le *profile* — long portrait d'une personnalité ou parfois d'une institution ou d'un monument — est un morceau de choix. On comprend donc que la direction de l'*Observer* ait fait réimprimer, sous forme de volume, quarante de ces « profils », parus entre 1945 et 1953. Ils nous présentent des personnalités fort variées, depuis Lord Attlee jusqu'à Margot Fonteyn, et du maréchal Montgomery au Doyen de Canterbury. M. Haffner, qui a choisi ces articles, et les a pourvus de quelques notes explicatives, pense qu'un portrait de l'Angleterre dans son ensemble, pendant les années d'après-guerre, se dégage de ces pages. C'est peut-être aller un peu loin, mais ces portraits, écrits en général avec sympathie, objectivité et esprit, se relisent avec beaucoup de plaisir ; ils ont bien supporté l'épreuve du temps et apportent beaucoup d'éléments pour la compréhension des hommes et des choses d'outre-Manche.

— Reginald NETTEL. *Sing a Song of England. A Social History of Traditional Song* (Londres, Phoenix House, 1954, in-8°, 286 p., 9 planches h. t.). — L'auteur de cet ouvrage, qui est musicologue, a voulu écrire l'histoire de la chanson populaire anglaise, des origines à nos jours, en la mettant en rapport avec l'évolution sociale, de façon à illustrer cette dernière. Tâche sans doute trop ambitieuse pour un volume de moins de 300 pages, et l'historien ne trouvera à glaner qu'un petit nombre de chansons patriotiques ou de chants de protestation sociale des XVIII^e et XIX^e siècles. Mais pour le *general reader* ce volume, qui reproduit paroles et musiques de nombreuses chansons, et qui en explique avec intelligence les sources et la signification, est certainement de lecture agréable.

F. C.

■ Italie

Maurice VAUSSARD. *De Pétrarque à Mussolini. Évolution du sentiment nationaliste italien* (Paris, A. Colin, 1961, in-8°, 303 p.). — A la frontière de l'histoire des idées politiques et de celle des sentiments collectifs, à la limite subtile du « sentiment national » et du nationalisme, M. Vaussard a poursuivi l'évolution du « sentiment nationaliste » italien du XIV^e au XX^e siècle, pendant ces six siècles où l'Europe se désagrégea en États-nations pour tenter, en fin, de s'unifier à nouveau en État super ou multinational.

Notes bibliographiques

Une telle enquête aurait pu fournir matière à un copieux ouvrage où l'exposé des idées politiques eût été accompagné de l'analyse de tous les indices qui traduisent les sentiments collectifs et suggèrent les zones atteintes dans les populations. Car la conscience nationale et nationaliste n'a gagné que lentement le grand nombre dans une nation où régnait l'esprit de clocher.

L'auteur a voulu suivre les lignes de faite et s'appuyer sur les grands écrivains et les hommes d'État. C'était le propos d'un humaniste, d'un lettré, éminent connaisseur de l'histoire et de la littérature italienne. C'était le moyen de tracer plus clairement et plus largement une évolution beaucoup plus confuse dans les populations, si longtemps divisées et si longtemps incultes.

Le résultat justifie l'entreprise. L'ouvrage est clair, fin, élégant. Il s'avance promptement vers le temps des lumières et celui des révolutions, peut-être un peu trop, mais les *xix^e* et *xx^e* siècles sont tellement riches ! On le consultera avec fruit, on contestera peut-être la continuité masquant des relais où le sentiment national et le nationalisme, les convictions patriotiques et les intérêts économiques, l'action de l'État et les sentiments religieux ou la conscience de classe risquent de donner le change. M. Vaussard n'en ignore rien, mais son propos était autre et il l'a suivi avec bonheur.

M. REINHARD.

— Sister Mary Philip TRAUTH. *Italo-American diplomatic Relations, 1862-1882. The mission of George Perkins Marsh, first american minister to the Kingdom of Italy*. Dissertation of the Catholic University of America (Washington, D. C., 1958, in-8°, 190 p.). — Cette dissertation pour le doctorat, écrite par une religieuse catholique américaine, est un travail soigneux qui a le mérite de traiter d'un sujet pratiquement neuf : les relations diplomatiques entre le jeune État italien et les U. S. A. Dans un moment particulièrement délicat pour les deux puissances, tandis que la Péninsule se débat dans la question romaine et la consolidation laborieuse de l'Unité et que l'Union est déchirée par la guerre de Sécession, le ministre George Perkins Marsh réussira, dans sa mission à Florence, puis à Rome. Cet homme cultivé, réaliste et pratique, admirateur de Garibaldi et fort hostile à la papauté, entretint de cordiales relations avec Ricasoli et Victor-Emmanuel II. Son action est retracée sur la base d'une ample documentation inédite, tirée des archives du ministère des Affaires étrangères de Washington, bien encadrée dans le contexte général. Perkins Marsh jeta les bases de l'amitié italo-américaine et signa une série de conventions économiques qui sont relatées en détail. Plus intéressants sont les échos de la vie politique italienne, dont de nombreux extraits et une série de rapports, édités en appendice, révèlent un observateur bienveillant, mais au sens critique aiguisé. Un petit livre dense et utile.

— Raffaele COLAPIETRA. *Il Novantotto. La crisi politica di fine secolo (1896-1900)* (Milan-Rome, Éd. Avanti I, in-12, 226 p. ; prix : 800 liras). — Raffaele Colapietra s'est attaché à reconstituer le moment tournant de la vie politique italienne, à la fin du *xix^e* siècle, qui culmine dans la sanglante année 1898 — d'où le titre du volume. Entre la chute de Crispi, au lendemain du désastre colonial d'Adua, et le long règne de « l'ère giolittienne », s'insère une tentative autoritaire, appuyée par le roi Humbert I^{er}, pour redonner à la droite conservatrice le contrôle de l'État. L'auteur retrace clairement, en des chapitres courts et bien ordonnés, l'action du « ministère des gentilshommes » de di Rudini et sa lutte contre un parti socia-

Pologne

liste qui a désormais son journal, *l'Avanti!* L'opposition de gauche va se trouver débordée par de tumultueux mouvements de masses, exaspérées par la cherté de la vie et la misère. Au lendemain des « journées de mai » 1898 et de la meurtrière émeute de Milan, le cabinet Pelloux échoue dans son action de limitation de la liberté de la presse et du statut du Parlement. Libéraux, républicains et socialistes ont raison du gouvernement par la tactique de l'obstructionnisme et font, autour de Giolitti et Zanardelli, l'union des opposants. Les élections générales du 3 juin 1900 consacrent leur triomphe. De nombreux documents et une illustration, malheureusement de qualité technique médiocre, accroissent le vif intérêt de ce livre.

— Maxime MOURIN. *Ciano contre Mussolini* (Paris, Hachette, 1960, in 8°, 195 p.; prix : 6,75 NF). — L'alerte volume de M. Mourin repose sur une solide et vaste documentation qui lui permet d'exposer avec sérénité la genèse de la révolte des hiérarques fascistes contre le Duce et la crise qui culmine au cours de la séance dramatique du Grand Conseil, le 24 juillet 1943. Sans tomber dans le récit romancé ou les variations littéraires qu'un tel thème eût facilement inspiré, l'auteur a réussi un tableau très clair de l'Italie mussolinienne, à la veille de son effondrement. Ses jugements sont équilibrés, ses analyses et ses portraits sobrement tracés, ses descriptions restituées dans une ambiance tendue et dramatique. L'historien trouvera dans cette étude, écrite pour un large public, des faits bien classés et des indications souvent peu connues. Une remarque de détail : la bibliographie, copieuse, omet le livre — qui a été pourtant utilisé — du général Paolo Puntoni, *Parla Vittorio-Emanuele III*.
Paul GUICHONNET.

Pologne

Bien que la généalogie soit particulièrement utile pour l'histoire des sociétés aristocratiques, la Pologne ne possédait jusqu'à présent aucun manuel de cette science auxiliaire. Cette lacune vient d'être comblée par M. W. DWORZACZEK¹, qui joint à son traité de *Généalogie* un copieux recueil de planches concernant, d'une part, les familles qui ont régné en Pologne et dans les États voisins; et, d'autre part, les magnats polonais et lituano-ruthènes.

— Le VI^e centenaire de l'Université de Bâle nous vaut un recueil en langue allemande sur *Bâle et la Pologne*² : les manuscrits achetés à Bâle au temps du concile par les professeurs de Cracovie (I. Zarębski), les premières relations scientifiques entre Bâle et la Pologne, 1460-1540 (H. Barycz), autour de la bibliothèque et des éditions d'Érasme (L. Hajdukiewicz), les ouvrages polonais imprimés à Bâle au XVI^e siècle (W. Voisé), la diffusion des écrits d'Érasme en Silésie (K. Głombowski), les Leszczyński à l'Université de Bâle, 1595-1626 (M. Sipayko), les médecins polo-

1. Włodzimierz DWORZACZEK, *Genealogie*. Varsovie, Państwowe Wyd. Naukowe, 1959, 2 vol. in-8°, 182 p. et 183 planches.

2. *Kwartalnik Historii Nauki i Techniki*, Vierteljahresschrift für Geschichte der Wissenschaft und Technik, V. Jahrgang, Sonderheft 2, 232 p. Varsovie, 1960.

Notes bibliographiques

nais à Bâle aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles (S. Sokół), les étudiants de 1880 à 1918 (J. Hulewicz), les études des soldats internés, 1940-1945 (A. Vetulani).

— L'Académie polonaise des Sciences a publié des *Études sur le Socinianisme*¹ pour commémorer le troisième centenaire de l'expulsion des Frères Polonais. C'est toute l'histoire de la secte qui revit dans ce recueil : l'évolution de la pensée religieuse de Modrevius (K. Górski), Raków avec son imprimerie (Kawecka-Gryzowa), son école (S. Tync), ses mathématiciens et astronomes (T. Przypkowski), enfin le bannissement au lendemain de l'invasion suédoise (J. Tazbir).

La figure de Socin est évoquée par Ludwik Chmaj, bien connu par ses travaux sur *Les Frères Polonais*², notamment sur Ruar, Wiszowaty, Wolzogen et leurs relations avec Grotius et Sorbière. Cet éminent historien, décédé en 1959, rapporte ici comment Faust Socin, effrayé par les divisions des Frères, travailla pendant une vingtaine d'années à les gagner par des contacts personnels. Enfin, il fut invité à donner à Raków en 1601 et 1602 des conférences, où il présenta le christianisme comme une doctrine d'obéissance aux commandements de Dieu, doctrine révélée aux hommes par le Christ pour qu'ils puissent atteindre à l'immortalité.

Z. Ogonowski, étudiant la pensée de Stegman et de Wiszowaty, montre qu'ils abandonnent cette conception morale pour la conception rationnelle, qui fut aussi celle de Locke.

Les contributions que nous venons de citer sont rédigées en polonais, avec résumé en anglais. On pourra lire en italien le procès de Valentino Gentile à Genève, par T. R. Castiglione ; en allemand l'analyse des écrits théologiques et politiques de Jacques Paléologue, d'après les manuscrits inédits conservés en Roumanie, par A. Pirnat ; enfin, l'étude pénétrante de G. H. Williams sur l'anabaptisme et le spiritualisme en Pologne avant l'arrivée de Faust Socin. A partir de 1527 apparaissent dans la région de la Basse-Vistule des Mennonites des Pays-Bas et des disciples silésiens de Schwenckfeld. Ces courants se mêlent dès 1556 à l'antitrinitarisme chez Gonésius et chez Grégoire Paul.

— M. Stanislas Kor a rédigé en français une biographie de *Georges Niemirycz, 1612-1659*³. Fils d'un riche gentilhomme du palatinat de Kiew, cet extraordinaire personnage compléta ses études à Raków par un voyage en Occident où il fréquenta notamment l'Université de Leyde. Sa valeur de guerrier, son talent oratoire lui permirent de se faire le protecteur de ses coreligionnaires chassés de Raków et de les accueillir en Ukraine. Alors éclata la révolte des Cosaques. Niemirycz fut le véritable inspirateur du pacte de Hadziacz et le chancelier de l'éphémère duché d'Ukraine, après avoir embrassé l'orthodoxie.

A. JOBERT.

1. *Studia nad arianizmem*, sous la direction de L. Chmaj. Varsovie, Państwowe Wyd. Naukowe, 1959, in-8°, 563 p.

2. *Bracia Polscy*. Ibid., 1957, in-8°, 506 p.

3. *Georges Niemirycz et la lutte contre l'intolérance au XVII^e siècle*. La Haye, Mouton, 1960, in-8°, 78 p. (*Musagetes*, VIII).

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

■ Sciences auxiliaires de l'histoire, fouilles, bibliographie, méthodes, biographies

Fr. de Beaurepaire. Les noms d'Anglo-Saxons contenus dans la toponymie normande. [A. de Normandie, 1960, n° 4.] — André Cathenet. Bulletin numismatique, n° 40, de la Société des Antiquaires du Centre. [Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges, t. VIII, 1959-1960.] — Miguel Lasarte Cordero. Los blasones del Cuarto

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Accademia nazionale degli Lincei. Rendiconti*, 8. VIII, vol. XIV, 1959, fasc. 5-12 ; vol. XV, 1960, fasc. 1-4. — *Académie royale de Belgique, Classe des Lettres et Sciences morales et politiques*, 1960, n° 5 ; *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. CXXVI, n° 3. — *Acta historica*, 1960, n° 1-2. — *American historical review* (A. H. R.), janvier et avril 1961. — *Annales de Bourgogne*, 1960, n° 3 et 4. — *Annales de l'Est*, 1960, n° 4. — *Annales de Normandie*, 1960, n° 4. — *Annales historiques de la Révolution française*, octobre-décembre 1960. — *Archivo hispalense*, 1959, n° 97 et 98 ; 1960, n° 99 et 100. — *Bibliotheca hispanica*, 1959, n° 4 ; 1960, n° 1 et 2. — *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CXVIII, 1959. — *Bulletin d'archéologie marocaine*, 1959. — *Bulletin de Correspondance hellénique*, 1959, II ; 1960, I. — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, 1961, n° 1. — *Bulletin de l'I. F. A. N.*, juillet-octobre 1960. — *Byzantinische Zeitschrift*, vol. LII et LIII. — *Byzantino-slavica*, vol. XX^a et XXI. — *Byzantion*, vol. XXIX-XXX. — *Cahiers de civilisation médiévale*, t. III, 1960. — *Cahiers d'histoire*, 1961, n° 1 et 2. — *Classica et mediaevalia*, t. XXI, 1960. — *Diogenes*, 1960, n° 33. — *Hesperis*, 1959, II. — *Hispania*, 1960, n° 78 à 80. — *Hispania sacra*, 1959, n° 25. — *Historische Zeitschrift*, Bd. 192, n° 1, février 1961. — *Historisches Jahrbuch*, 1958 à 1960. — *History*, février 1961. — *International review of social history*, 1960, n° 3. — *Journal of the history of ideas*, 1961, n° 1. — *Journal of modern history*, mars 1961. — *Karthago*, 1958. — *Mémoires de l'Union des Sociétés savantes de Bourges*, 1959-1960. — *Mouvement social*, octobre-mars 1961. — *Moyen Age*, t. LXV, 1960. — *Nuova rivista storica*, septembre-décembre 1960. — *Past and present*, avril 1961. — *Politique*, janvier-mars 1961. — *Politique étrangère*, 1960, n° 6. — *Population*, 1961, n° 1. — *Provence historique*, octobre-décembre 1960. — *Review of politics*, janvier et avril 1960. — *Revue archéologique*, 1959, II ; 1960, I. — *Revue belge de philologie et d'histoire* (R. B. P. H.), 1960, n° 4 ; 1961, n° 1. — *Revue de la Méditerranée*, mai 1960 à mars 1961. — *Revue de l'Amérique française*, mars 1961. — *Revue des Études byzantines*, t. XVII et XVIII. — *Revue d'histoire de droit français et étranger*, 1960, n° 3 et 4. — *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1961. — *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1959. — *Revue d'histoire des religions*, octobre-décembre 1960. — *Revue d'histoire économique et sociale*, 1960, n° 3 et 4. — *Revue française de science politique*, décembre 1960. — *Revue maritime*, février et mars 1961. — *Revue suisse d'histoire*, 1960, n° 4 ; 1961, n° 1. — *Rivista storica italiana*, 1961, n° 1. — *Saeculum*, 1961, n° 1. — *Speculum*, t. XXXV, 1960. — *Studi storici*, 1959-1960, n° 5 ; 1961, n° 1. — *Syria*, 1960, n° 3-4. — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, janvier et avril 1961. — *Welt als Geschichte (Die)*, 1961, n° 1.

Recueils périodiques

de los Almirantes [en el Alcazar de Sevilla]. [*Arch. hispalese*, n° 97, 1959.] — *A. Cordoliani*. Le comput de Dicuil (ix^e siècle). [*Cahiers de civilis. méd.*, t. III, 1960.]

Vicente Garcio de Diego López. Estudio histórico-crítico de la toponimia mayor y menor del antiguo Reino de Sevilla (fin). [*Arch. hispalese*, n° 97, 1959.]

P. T. Eden. William Gray, bishop of Ely, and three Oxford manuscripts of Seneca. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *Suzanne Solente*. Nouvelles acquisitions latines et françaises du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1951-1957. [*Bibl. Éc. Chartes*, t. CXVIII, 1959.]

G. Daux. Chronique des fouilles. [*B. C. H.*, LXXXIII, 1959, II.] — *J. L. M. Guley*. Some problems of archaeological mapping. [*R. A.*, avril-juin 1960, I.] — *U. Ke-
rageorgis*. Chronique des fouilles à Chypre. [*B. C. H.*, LXXXIV, 1960, I.] — *J.-R. Palanque* et *H. Rolland*. Chronique archéologique. [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1960.]

Bibliographie. — *M^{lle} Adler-Bresse*. Les sources allemandes de la deuxième guerre mondiale. [*R. d'hist. de la deuxième guerre mond.*, janvier 1961.] — Bibliographie lorraine, 1959. [*A. de l'Est*, 1960, n° 4.] — *J. Dhondt*, *A. Scufflaire* et coll. Bibliographie de l'histoire de Belgique 1959. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 4.] — *Giorgio Falco*. A proposito di una nuova storia d'Italia. (Dirigée par *Nino Valeri*). [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — *P. H. Hardacre*. Writings on Oliver Cromwell since 1929. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.] — *Abbé Eugène Jarry* et *Jean-Rémy Palanque*. Une nouvelle collection : « Histoire des diocèses de France ». [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1959.] — *Gino Luzzatto*. Studi di storia economica e sociale. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — *Jorge Nadal Oller*. La contribution des historiens catalans à l'histoire de la démographie générale. [*Pop.*, 1961, n° 1.] — *Marin Pundeff*. Bulgarian historiography, 1942-1948. [*A. H. R.*, avril 1961.] — *Thilo Vogelsang*. Neuere Literatur zur Geschichte der Weimarer Republik. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *Fr. De Vrieze*. Ouvrages belges nouveaux, 1959. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 3.]

Lorenz Baritz. The idea of the West. [*A. H. R.*, avril 1961.] — *Giuseppe Caraci*. Il nuovo metodo storico del « senso comune ». A proposito di una biografia romanizzata di Amerigo Vespucci. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — *A. Colombet*. Le rôle du climat dans l'histoire à propos d'une étude récente. (Par *E. Le Roy Ladurie* dans *Annales*, 1959, n° 1.) [*A. de Bourg.*, 1960, n° 4.] — *Divers*. Problèmes de l'évolution des sociétés modernes. [*Diogenes*, 1961, n° 33.] — *G. Fourquin*. Histoire de Paris et histoire des anciens Pays-Bas. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 4.] — *J. Glisen*. La responsabilité civile et pénale de l'historien (2^e partie). [*Ibid.*] — *O. Köhler*. Der Gegenstand der Kirchengeschichte. [*Hist. Jahrb.*, 1958.] — *Günter Lenczowski*. Fragen des religiösen Geschichtsverständnisses. [*Saeculum*, 1961, n° 1.] — *Arnaldo Momigliano*, *Pietro Rossi*. Lo storicismo nel pensiero contemporaneo. Discussioni. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — *Th. Schieder*. Grundfragen der neueren deutschen Geschichte. Zum Problem der historischen Urteilsbildung. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 192, n° 1.] — *Bernadotte E. Schmitt*. « ... With how little wisdom... ». [*A. H. R.*, janvier 1961.] — *Rüdiger Schott*. Der Entwicklungsgedanke in der modernen Ethnologie. [*Saeculum*, 1961, n° 1.] — *E. W. Strong*. Theories of history. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.]

Recueils périodiques

Albert Fenerwerke. China's history in marxian dress. [*A. H. R.*, janvier 1961.] — Iring Fetscher. Marxismus und Bürokratie. [*Int. rev. of social hist.*, 1960, n° 3.] — P. Vilar. Marxisme et histoire dans le développement des sciences humaines. Pour un débat méthodologique. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 5.]

Biographie. — I. Barta. István Széchenyi. (En anglais.) [*Acta historica*, 1960, nos 1-2.] — George Dykhuizen. John Dewey at Johns Hopkins (1882-1884). [*J. of the hist. of ideas*, 1961, n° 1.] — Sigurd Graf von Pfeil. Heinrich von Treitschke und das Judentum. [*Welt als Gesch.*, 1961, n° 1.] — Gennao Sasso. Federico Chabod. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — Theodor Schieder. Hans Rothfels zum 70 Geburtstag am 12 April 1961. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — John C. Weston. Edmund Burke's view of history. [*R. of politics*, avril 1961.]

Enseignement. — Hellmut Gutzwiller. Zum Basler Universitätsjubiläum. [*R. suisse d'hist.*, 1961, n° 1.] — Léon Pouliot, S. J. L'Institut canadien de Montréal et l'Institut national (1852). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1961.]

Mark H. Curtis. Hampton Court Conference and its aftermath. [*History*, février 1961.]

■ Pré- et protohistoire

A. Badawy. Une campagne de fouilles dans la nécropole d'Hermoupolis-Ouest. [*R. A.*, janvier-mars 1960.] — P. Biberson, G. Choubert, A. Faure-Muret, G. Leconte. Contribution à l'étude de la « Pebble Culture » du Maroc Atlantique. [*B. A. M.*, III, 1959.] — A. Brisson, A. Loppin, J. Fromas. Le sanctuaire celtique de Normée (Marne). [*R. A.*, juillet-septembre 1959, t. II.] — M. Cavalier. Les cultures préhistoriques des îles éoliennes et leur rapport avec le monde égéen. [*B. C. H.*, LXXXIV, 1960, I.] — E.-G. Gobert, L. Harson. Recherches de préhistoire tunisienne. [*Karthago*, IX, 1958.] — R. Grosjean. Torre (Corse) : monument mégalithique du Bronze moyen. [*R. A.*, juillet-septembre 1959, t. II.] — S. Hsing-Pang. Largest neolithic site in China unearthed. [*Ibid.*] — J. Malhomme. Le Bronze II dans le Grand Atlas : les sacrifices humains. [*B. A. M.*, 1959.] — G. Souville. La pêche et la vie maritime au Néolithique en Afrique du Nord. [*Ibid.*] — J. Tixier. Les industries lithiques d'Aïn Fritissa. [*Ibid.*]

J. Margat, A. Camus. La nécropole de Boula au Taflalt. (Série de tumulus sans doute berbères.) [*Ibid.*] — D. Jacques-Meunié et Jacques-Meunié. Abbar, cité royale du Taflalt. [*Hespéris*, XLVI, 1959, 1-2.]

■ Les peuples de l'ancien Orient

J.-Ph. Lauer. Le complexe funéraire de l'Horus Sekhem-Khet et la seconde pyramide à degrés de Saqqarah. [*R. A.*, juillet-septembre 1959.]

Pierre Amiet. Notes sur le répertoire iconographique de Mari à l'époque du Palais. [*Syria*, 1960, fasc. 3-4.] — Comte du Mesnil du Buisson. Le vrai nom de Bêl, prédécesseur de Bêl, à Palmyre. [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1960.] —

Recueils périodiques

Jean Nougayrol. Documents du Ḥabur : une nouvelle tablette du Hana. Le sceau de Daguna. [*Syria*, 1960, fasc. 3-4.] — Henri Seyrig. Antiquités syriennes, 78. Les dieux de Hiérapolis. [*Ibid.*]

M.-L. Chaumont. Recherches sur le clergé zoroastrien. Le Hērbad (2^e article). [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1960.]

Th. Frankfort. La date de l'Autobiographe de Flavius Josèphe et des œuvres de Justus de Tibériade. [*R. B. P. H.*, 1961, n° 1.] — P. Fronzaroli. Le origini dei semiti come problema storico. [*Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti*, S. VIII, mars-avril 1960.]

Denise Homes. A propos d'une statue « parthe ». (Serait à dater du milieu du II^e siècle.) [*Syria*, 1960, fasc. 3-4.]

Daniel Schlumberger. Descendants non méditerranéens de l'art grec (fin). [*Ibid.*]

■ Histoire de la Grèce antique et de Rome

Histoire de la Grèce. — Th. Wroncka. Pour un atlas archéologique de la Crète minoenne : Sitia I. [*B. C. H.*, LXXXIII, 1959.] — G. Schmiedt-R. Chevallier. Photo aérienne et urbanisme antique en Grande-Grèce : Caulonia, Métaponte. [*R. A.*, janvier-mars 1960.]

G. Bordenache-D.-M. Pippidi. Un temple du Θεὸς Μέγας à Istros. [*B. C. H.*, LXXXIII, 1959.] — Ch. Picard. Le « sanctuaire de Thésée » au centre de l'Agora d'Athènes. [*R. A.*, janvier-mars 1960.] — Id. Un monument rhodien du culte princier des Lagides. [*B. C. H.*, LXXXIII, 1959.] — P. Zancani-Montuoro. Il tempio di Persefone a Locri. [*Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti*, S. VIII, mai-juin 1959.]

Giorgio E. Ferrari. Nuovi studi sui oratori attici per la storiografia dell' antica Atene. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — J. Mogenet. La division des fractions chez les Grecs. [*R. B. P. H.*, 1961, n° 1.] — Ch. Picard. Comment traiter méthodiquement des arts hellénistiques. [*Ibid.*] — François Villard. La céramique grecque de Marseille. Compte rendu par F. Benoit. [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1960.]

J. Servais. Les suppliants dans la « Loi sacrée » de Cyrène. [*B. C. H.*, LXXXIV, 1960.] — R. Turcan. Un rite contourné de l'initiation dionysiaque. (A propos de Servius, *Ad. Aen.*, VI, 741.) [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1960.]

Histoire de Rome. — F. Vittinghoff. Die Bedeutung des Sklaven für den Niedergang von der Antike ins Abendländische Mittelalter. [*Hst. Zeitsch.*, Bd 192, Heft 2, avril 1961.]

Margherita Isnardi. Techne ed episteme delle classe dirigente nel pensiero politico del IV secolo. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — Thomas W. Africa. The opium addiction of Marcus Aurelius. [*J. of the hist. of ideas*, 1961, n° 1.]

Amable Audin et Jules Guey. Deux inscriptions lyonnaises de l'époque julio-claudienne. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 2.] — J. Ch. Balty. Une Minerve étrusque des Musées royaux d'art et d'histoire à Bruxelles. [*R. B. P. H.*, 1961, n° 1.] — J. Baradez. Nouvelles recherches sur les ports antiques de Carthage. [*Karthago*, IX, 1958.]

Recueils périodiques

— H. Bardon. Deux tableaux sur des thèmes antiques. (Ariane abandonnée, Triomphe d'Ovide.) [R. A., avril-juin 1960, I.] — L. Bertacchi. Elementi per una revisione della topografia ostiense. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, janvier-février 1960.] — Yves Burnand. L'épithaphe de la famille de Dafneianus à Lyon. [Cahiers d'hist., 1961, n° 1.] — G. Colonna. Urne peligne a forma di cofanetto : contributo allo studio dei rapporti etrusco-sabellici. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, mai juin 1959.] — Paul Cravayat. Le Jupiter de Saint-Christophe-le-Chaudry. [Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges, vol. VIII, 1959-1960.] — F. Grosso. L'épigraphie di Ippona e la vita di Suetonio con i fasti dei pontefici di vulcano a Ostia. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, mai-juin 1959.] — J. Guey-A. Pernet. Lépidé à Thabraca. [Karthago, IX, 1958.] — Henri Hours. Vingt ans d'histoire romaine à Lyon (1940-1960). [Cahiers d'hist., 1961, n° 2.] — F. Veyne. Deux inscriptions de Vina. (Pollicitatio pour un magister et Cursus municipal.) [Ibid.]

J.-P. Cèbe. La satura dramatique et le divertissement « fescennin ». [R. B. P. H., 1961, n° 1.] — Per Krarup. Zur Rekonstruktion des letzten Teiles von Ciceros De re publica II. [Classica et mediaevalia, XXI, 1960.] — A. Rostagni. Il « panegirico di Messala » e i componimenti a Messala dedicati nell'appendice virgiliana. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, juillet-décembre 1959.]

F. Benoit. La légende de Médée à Arles et à Marseille. [R. A., octobre-décembre 1959, t. II.]

■ Histoire ancienne du christianisme

P. Th. Camelot. « Quid intelligimus, debemus rationi. » Note sur la méthode théologique de saint Augustin. [Hist. Jahrb., 1958.] — J. Cintas, N. Duval. L'église du prêtre Félix. (Région de Kélibia.) [Karthago, IX, 1958.] — P. Courcelle. Trois récits de conversion au VI^e siècle dans la lignée des « Confessions » de saint Augustin. [Hist. Jahrb., 1958.] — J. Daniélou. L'état du Christ dans la mort d'après Grégoire de Nysse. [Ibid.] — N. Duval. Notes d'épigraphie chrétienne africaine. [Karthago, IX, 1958.] — M. Guarducci. Le indagini archeologiche ed epigrafiche sotto la basilica di S. Pietro. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, mai-juin 1959.] — B. Köting. Endzeitprognosen zwischen Lactantius und Augustinus. [Hist. Jahrb., 1958.] — C. Lambot. Le sermon CCXXIV de saint Augustin et ses recensions interpolées. [Ibid.] — H.-I. Marrou. La canonisation de Julien d'Éclane. [Ibid.] — E. Peterson. Kritische Analyse der V. Vision des Hermas. [Ibid.] — Jacqueline Rigoir. La céramique paléochrétienne sigillée grise. [Prov. hist., octobre-décembre 1960.] — P. G. Scardigni. Per una valutazione linguistica della versione armena dei Vangeli. [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, juillet-décembre 1959.] — R. Schnackenburg. Das vierte Evangelium und die Johannesjünger. [Hist. Jahrb., 1958.] — G. Stégen. L'« impiété » de Sutia Anthis. [R. B. P. H., 1961, n° 1.] — J. Ziegler. Jeremias-Zitate in Väter-Schriften. [Hist. Jahrb., 1958.]

■ Histoire byzantine depuis Justinien

H.-G. Beck. Reichsidee und nationale Politik im spätbyzantinischen Staat. [Byz.

Recueils périodiques

Zeitschrift, 53, 1960.] — *H. Bibicou*. Une page d'histoire diplomatique de Byzance au XI^e siècle : Michel VII Doukas, Robert Guiscard et la pension des dignitaires. [*Byzantion*, 29-30, 1959-1960.] — *J. Darrouzès*. Lettre inédite de Jean Cantacuzène relative à la controverse palamite. [*Rev. Ét. Byz.*, 17, 1959.] — *H. Glykatzis-Ahrweiler*. Recherches sur l'administration de l'empire byzantin aux IX^e-XI^e siècles. [*B. C. H.*, LXXXIV, 1960, I.] — *H. Grégoire*. Imperatoris Michaelis [VIII] Palaeologi « De vita sua ». (Édition du texte grec et traduction française.) [*Byzantion*, 29-30, 1959-1960.] — *R. Guillard*. A propos d'un texte de Michel Psellos. (Concerne d'une part les fiançailles, d'autre part la vénalité des charges et les titres nobiliaires à Byzance.) [*Byzantinoslavica*, 21, 1960.] — *Id.* Études sur l'histoire administrative de l'empire byzantin : les commandants de la garde impériale sous les Paléologues, l'épistatou et le juge de l'armée. [*Rev. Ét. Byz.*, 18, 1960.] — *Id.* Études sur l'histoire administrative de l'empire byzantin : le despote. [*Ibid.*, 17, 1959.] — *Id.* Un compte rendu de procès par Psellos. (Intéresse l'organisation de la justice à Byzance au XI^e siècle et le problème de la vénalité des charges.) [*Byzantinoslavica*, 20, 1959.] — *V. Grumel*. Les « douze chapitres contre les iconomaques » de saint Nicéphore de Constantinople. (Opuscule du patriarche Nicéphore I^{er}, important pour l'histoire du second iconoclisme.) [*Rev. Ét. Byz.*, 17, 1959.] — *Id.* Les relations politico-religieuses entre Byzance et Rome sous le règne de Léon V l'Arménien. (Contribution à l'histoire du second iconoclisme.) [*Ibid.*, 18, 1960.] — *Knud Hannestad*. Les forces militaires d'après la guerre gothique de Procope. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *R. Jonin*. Rôle des commissaires impériaux byzantins dans les conciles. (Un aspect du problème des relations de l'Église et de l'État à Byzance.) [*Rev. Ét. Byz.*, 18, 1960.] — *Jacques Jarry*. Hérésies et factions à Constantinople du V^e au VII^e siècle. [*Syria*, 1960, fasc. 3-4.] — *I. Kavar*. Byzantium and Kinda. (Un problème des relations byzantino-arabes au VI^e siècle.) [*Byz. Zeitschrift*, 53, 1960.] — *V. Laurent*. L'assaut avorté de la Horde d'Or contre l'empire byzantin, printemps-été 1341. [*Rev. Ét. Byz.*, 18, 1960.] — *B. Leib*. Quelques aspects de l'éducation à Byzance au XI^e siècle. (D'après l'Alexiade d'Anne Comnène.) [*Byzantinoslavica*, 21, 1960.] — *M. Manoussakas*. Recherches sur la vie de Jean Plousiadénos (Joseph de Méthone), 1429?-1500. (Religieux grec partisan de l'Union de Florence.) [*Rev. Ét. Byz.*, 17, 1959.] — *J. Scharf*. Quellenstudien zum Prooimion der Epanagoge. (Scharf y reconnaît l'esprit de Photius.) [*Byz. Zeitschrift*, 52, 1959.] — *M. Şesan*. La flotte byzantine à l'époque des Comnènes et des Anges (1081-1204). [*Byzantinoslavica*, 21, 1960.] — *L. Stiernon*. Les origines du Despotat d'Épire, à propos d'un livre récent. (Il s'agit du livre de D. M. Nicol, *The Despotate of Epiros*, Oxford, 1957.) [*Rev. Ét. Byz.*, 17, 1959.] — *J. Verpeaux*. Notes prosopographiques sur la famille Choumnos. [*Byzantinoslavica*, 20, 1959.] — *Id.* Notes chronologiques sur les livres II et III du *De Andronico Palaeologo* de Georges Pachymère. (La mort de Mouzalôn doit être datée du printemps 1294 et le couronnement de Michel IX du 21 mai 1294.) [*Rev. Ét. Byz.*, 17, 1959.] — *Peter Wirth*. Zu Nikolaos Kataphoros. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *Id.* Gehört die Ethopole Πόλεως ἐν εἰπε λόγους κατ. zum Briefcorpus des Erzbischofs Eustathios von Thessalonike? [*Ibid.*]

■ **Histoire du Moyen Age**

Wolfram von den Steinen. Zu Notkers Gesta Karoli Magni. [*R. suisse d'hist.*, 1961, n° 1.]

Histoire politique. — **H. Büttner.** Die Alpenpolitik der Franken im 6. und 7. Jahrhundert. (Importance du règne de Childebart II.) [*Hist. Jahrb.*, 1960.] — **André Joris et Georges Despy.** Étude sur une charte privée, rédigée à Huy en 866, pour l'abbaye de Cornelimünster. [*A. R. Belg. Bull. Comm. R. Histoire*, CXXVI, 3.] — **W. Ohnsorge.** Der Patricius-Titel Karls des Grossen. [*Byz. Zeitschrift*, 53, 1960.]

Heinrich Büttner. Markt und Stadt zwischen Waadtland und Bodensee bis zum Anfang des 12. Jahrhunderts. [*R. suisse d'hist.*, 1961, n° 1.] — **Alfonso Sánchez Candiera.** Las Cruzadas en la historiografía española de la época. Traducción castellana de una redacción desconocida de los « Anales de Tierra Santa ». [Ms. de la Bibl. nat. de Madrid 10046.] [*Hispania*, n° 80, 1960.] — **H. Dubled.** La justice au sein de la seigneurie foncière en Alsace du XI^e au XIII^e siècle. [*Le Moyen Age*, t. LXVI, 1960.] — **C. Warren Hollister.** The Norman conquest and the Genesis of english feudalism. [*A. H. R.*, avril 1961.] — **Maurice Kien.** Robin Hood. Peasant or Gentleman? (Suivi de Robin Hood, Some comments par J. C. Holt.) [*Past and present*, avril 1961.] — **Gaines Post.** Ratio publicae utilitatis, ratio status und Staatsrason (1100-1300). 1 Teil. [*Welt als Gesch.*, 1961, n° 1.] — **Szabolcs de Vajay.** Bourgogne, Lorraine et Espagne au XI^e siècle, Étienne, dite de Vienne, comtesse de Bourgogne. [*A. de Bourg.*, 1960, n° 4.]

Raymond Cazelles. La saisie de la Bourgogne en 1334. [*Ibid.*, n° 3.] — **Id.** La réglementation royale de la guerre privée de saint Louis à Charles V et la précarité des ordonnances. (De 1258-1260 à 1378 et spécialement au cours du deuxième tiers du XIV^e siècle, toute une série de mesures assez peu cohérentes marque les hésitations du pouvoir royal devant cette coutume fortement enracinée et les lents progrès de la constitution de l'État monarchique.) [*R. H. D. F. E.*, 1960, n° 4.] — **Juan Torres Fontes.** El Alcalde entre moros y cristianos del Reino de Murcia. (Fin du XIV^e et XV^e siècle.) [*Hispania*, n° 78, 1960.] — **Jacques Heers.** Partis politiques et clans familiaux dans l'Italie de la Renaissance. [*R. de la Médit.*, mai-août 1960.] — **A. Meynart.** Un gouverneur de Brabant sous le règne de Charles le Téméraire? [*A. R. Belg. Bull. Comm. R. Histoire*, CXXVI, 3.] — **Geo Pistarino.** Nella Romania genovese tra i Greci e i Turchi : l'isola di Chio. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — **M. R. Powicke.** The English Commons in Scotland in 1322 and the deposition of Edward II. [*Speculum*, t. XXXV, 1960.] — **Eloy Benito Ruano.** Granada o Constantinople. (Survivance de l'esprit de croisade en Espagne à la fin du XV^e siècle. Avec documents.) [*Hispania*, n° 79, 1960.] — **Pierre Vaillant.** L'émancipation des villes épiscopales en Dauphiné au Moyen Age. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n. 2.]

Juifs. — **Antonio Pons.** Los Judéos del reino de Mallorca durante los siglos XIII y XIV. [*Hispania*, n° 78, 79 et 80, 1960.]

Islam. — **R. Arnaldy.** L'œuvre de Fakhr al-Din al-Razi, commentateur du Goran et philosophe. [*Cahiers de civilis. mod.*, t. III, 1960.]

Recueils périodiques

Histoire économique et sociale. — *A. Bossuat.* Le servage en Nivernais au xv^e siècle, d'après les registres du Parlement. [*Bibl. Éc. des chartes*, t. CXVIII, 1959.] — *Cl. Bouhier.* Les travaux de voirie au Moyen Age. [*A. de Normandie*, 1960, n° 4.] — *R. Ignatius Burns, S. J.* Social riots on the christian-moslem frontier (thirteenth-century Valencia). [*A. H. R.*, janvier 1961.] — *R. Favreau.* Comptes de la sénéchaussée de Saintonge, 1360-1362. (Brève analyse et commentaire.) [*Bibl. Éc. des chartes*, t. CXVIII, 1959.] — *André Leguai.* Le problème des rançons du xv^e siècle : la captivité de Jean I^{er}, duc de Bourbon. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 1.] — *W. Metz.* Zum Stand der Erforschung des Karolingischen Reichsguts. [*Hist. Jahrb.*, 1959.] — *Jean Rougé.* Quelques aspects de la navigation en Méditerranée au v^e siècle et dans la première moitié du vi^e siècle. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 2.]

Histoire littéraire. — *P. Aebischer.* La Chanson de Roland dans le « désert littéraire » du xi^e siècle. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 3.] — *J. Horrent.* Sur les sources épiques du Pèlerinage de Charlemagne. [*Ibid.*] — *M. Holland.* Gautier et Margarit : deux épisodes de la Chanson de Roland. [*Cahiers de civilis. méd.*, t. III, 1960.] — *Nicolas López Martínez.* La biblioteca de Don Luis de Acuña en 1496. (Évêque de Burgos.) [*Hispania*, n° 78, 1960.] — *L. Olschki.* Tervagant. (A propos de la triade adorée par les Infidèles dans les chansons de geste.) [*Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti*, S. VIII, mai-juin 1959.] — *Id.* L'Etna nelle tradizioni orientali del Medio Evo. [*Ibid.*, juillet-décembre 1959.] — *Élisabeth Pellegrin.* Membra disiecta Floriacensia. (Manuscrits provenant de Fleury-sur-Loire, ix^e-x^e siècle.) [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CXVIII, 1959.] — *Friedrich Pfister.* Eine neue Handschrift des Alexanderromans des Archipresbyters Leo. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *A. Renoir.* Roland's lament : its meaning and function in the Chanson de Roland. [*Speculum*, t. XXXV, 1960.] — *A. Rossellini.* Étude comparative des manuscrits de Châteaurox et Venise VII de la Chanson de Roland. [*Le Moyen Age*, t. LXVI, 1960.] — *Hubert Silvestre.* Note sur la survie de Calpurnius Flaccus au Moyen Age. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *P. Zumthor.* Un problème d'esthétique médiévale : l'utilisation poétique du bilinguisme. [*Le Moyen Age*, t. LXVI, 1960.]

Hans Foerster. Zur Frage des Schreibunterrichtes an den mittelalterlichen Universitäten. [*R. suisse d'hist.*, 1961, n° 1.]

L'art. — *Paul Cravayot.* Le Château-lès-Bourges et ses sanctuaires. [*Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges*, t. VIII, 1959-1960.] — *Raymond Girard.* La crypte Saint-Laurent de Grenoble. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 2.] — *P. Héliot.* L'ordre colossal et les ordres superposés, de Saint-Étienne de Caen à Notre-Dame d'Amiens. [*R. A.*, avril-juin 1960, I.] — *R. Jullian.* Les persistances romanes dans la sculpture gothique italienne. [*Cahiers de civilis. méd.*, t. III, 1960.] — *J. Philippe.* Histoire, art mosan et iconographie. (Époque préromane-xvi^e siècle.) [*R. B. P. H.*, 1960, n° 4.] — *C. D. Sheppard.* An earlier dating for the transept of Saint-Sernin, Toulouse. (Dernier quart du xi^e siècle.) [*Speculum*, t. XXXV, 1960.]

Histoire de l'Église. — *G. J. Campbell.* The attitude of the Monarchy toward the use of ecclesiastical censures in the reign of Saint Louis. [*Ibid.*] — *Abbé Jacques Chauz.* Le synode diocésain de Toul à la fin du Moyen Age. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1959.] — *A. Dondaine.* Hugues Éthérien et le Concile de Constantinople de

Recueils périodiques

1166. [Hist. Jahrb., 1958.] — W. Düring. Der theologische Ausgangspunkt der mittelalterlichen Auffassung vom Herrscher als Vicarius Dei. [Ibid.] — W. Ensslin. Papst Agapet I und Kaiser Justinian I. [Ibid.] — E. Ewig. Die Kathedralpatrozinien im römischen und im fränkischen Gallien. (Intéressante hypothèse sur la haute antiquité du patronyme marial.) [Ibid., 1960.] — A. Grillmeier. Der Neu Chalkedonismus. [Ibid., 1958.] — Antonio Durán Gudiol. García de Gudal, obispo de Huesca y Jaca (1201-1240). [Hispania sacra, vol. 12, n° 24, 1959.] — A. Joris. Note sur la date du début de l'épiscopat de Théoduin, évêque de Liège. [R. B. P. H., 1960, n° 4.] — K. Juhász. Bischof Albert Hangácsi von Csanád (1457-1466). (Un évêque humaniste et diplomate.) [Hist. Jahrb., 1959.] — M. D. Kahl. Wie kam das Prinzip der Zehntndrittung in die Diözesen Brandenburg und Havelberg? (Sur le partage des dîmes entre évêques et curés selon le principe 2 : 1.) [Ibid., 1960.] — F. Kempf. Das Problem der Christianitas im 12. und 13. Jahrhundert. (Analyse historique et théologique du problème.) [Ibid.] — Armand Llinarès. Les séjours de Raymond Lulle à Tunis et les derniers moments de sa vie. [R. de la Médit., septembre-décembre 1960.] — Demetrio Mansilla. Orígenes de la organización metropolitana en la Iglesia española. [Hispania sacra, vol. 12, n° 24, 1959.] — W. Pjaff. Feststellungen zu den Urkunden und dem Itinerar Papst Coelestins III. [Hist. Jahrb., 1959.] — F. J. Schmale. Kanonic Seelsorge Eigenkirche. (Activité pastorale de l'ordre canonial dans l'archevêché de Salzbourg.) [Ibid.] — G. Schreiber. Die Zwölf Heiligen Nächte im französischen Eigenkirchenrecht. (Coutumes et liturgie entre Noël et l'Épiphanie en Ile-de-France et en Flandre.) [Ibid., 1958.] — W. von den Steinen. Menschendasein und Menschendeutung im frühen Mittelalter. [Ibid.]

L. Carolus-Barré. Consultation du cardinal Pietro Colonna sur le deuxième miracle de saint Louis. [Bibl. Éc. des chartes, t. CXVIII, 1959.] — R. P. Maurice Coens. Geneviève de Brabant, une sainte? Le terroir de sa légende. [A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol., 1960, 5.] — G. da Costa-Louillet. Saints de Sicile et d'Italie méridionale aux VIII^e, IX^e et X^e siècles. (Analyse critique de neuf Vies de saints.) [Byzantion, 29-30, 1959-1960.] — Marie-Madeleine Davy. Psychologie du XII^e siècle à l'égard de l'« Ecclesia Mater » et de « la Mater Dei ». [R. de la Médit., septembre-décembre 1960.] — M. Ditsche. Zur Herkunft und Bedeutung des Begriffes *Devotio moderna*. [Hist. Jahrb., 1960.] — Mario Esposito. On the new edition of the Opera Sancti Columbani. [Classica et mediaevalia, XXI, 1960.] — R. Foltz. Sur un texte controversé : le rituel du sacre impérial dit *Ceneius II* (XI^e-XII^e siècle). [Cahiers de civilis. méd., t. III, 1960.] — M. Guarducci. La misteriosa iscrizione medievale di Pisa, Barga, e Lucca. (Remarques sur la dévotion envers saint Michel et sur les relations avec l'Église d'Orient.) [Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti, S. VIII, mai-juin 1959.]

R. W. Emery. A note of the Friars of the Sack. (Liste des maisons de cet ordre éphémère au XIII^e siècle.) [Speculum, t. XXXV, 1960.]

Th. Venckeleer. Un recueil cathare : le manuscrit A, 6, 10 de la « Collection Vauchoise » de Dublin. [R. B. P. H., 1960, n° 3.]

■ Époque moderne

Nicolas Antonopoulos. L'influence de la Déclaration universelle des droits

Recueils périodiques

de l'homme sur les constitutions contemporaines. [*Politique*, janvier-mars 1961.]

Histoire par États : Allemagne. — *Josef Becker*. Zentrum und Ermächtigungsgesetz 1934. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *Waldemar Besson*. Zur Geschichte des nationalsozialistischen Führungsoffiziers. [*Ibid.*, janvier 1961.] — *Hermann Böschstein*. Bundesrat und General im ersten Weltkrieg. [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 4.] — *Martin Broszat*. Das Sudetendeutsches Freikorps. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1961.] — *F. L. Carsten*. Die Ursachen des Niedergangs der deutschen Landstände. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, Heft 2, avril 1961.] — *Klaus Epstein*. Shirer's history of Nazi Germany. [*R. of politics*, avril 1961.] — *Theodor Eschenburg*. Die Rolle der Persönlichkeit in der Krise der Weimarer Republik : Hindenburg, Brüning, Groener, Schleicher. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1961.] — *R. Goffin*. Gottfried Benn et le national-socialisme. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 3.] — *George P. Gooch*. Abschnitte über Deutschland aus « Under six reigns ». Eingeleitet und übersetzt von *Fritz Ernst*. [*Welt als Gesch.*, 1961, n° 1.] — *Theodore S. Hameron*. The elections to the Frankfurt Parliament. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.] — *O. Hauser*. Obrigkeitsstaat und demokratisches Prinzip im Nationalitätenkampf Preussen in Nordschleswig. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, Heft 2, avril 1961.] — *Helmut Heiber*. Joseph Goebbels und seine Redakteure. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1961.] — *Lewis Hertzman*. Gustav Stresemann : the problem of political leadership in the Weimar republic. [*Int. rev. of social hist.*, 1960, n° 3.] — *H. Hubatsch*. Protestantische Fürstentum in den Ostseeländern im 16 Jahrhundert. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, Heft 2, avril 1961.] — *Rudolf Morsey*. Hitlers Verhandlungen mit der Zentrumsführung am 31 Januar 1933. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *George L. Mosse*. The mystical origins of National Socialism. [*J. of the hist. of ideas*, 1961, n° 1.] — *Lucien Siorat*. Explication de la stabilité politique allemande. [*Politique*, janvier-mars 1961.]

Canada. — *Antonio Drolet*. La bibliothèque du Collège des Jésuites. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1961.] — *M. Gaucher*, *M. Delafosse* et *G. Debien*. Les engagés pour le Canada au XVIII^e siècle (fin). [*Ibid.*] — *Jean-Pierre Wallot*. La querelle des prisons (Bas-Canada, 1805-1807) (fin). [*Ibid.*]

Espagne. — *A. Krebs*. Die spanische Monarchie im 18 Jahrhundert und die Unabhängigkeit Hispanoamerikas. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, n° 1, février 1961.] — *Antonio Domínguez Ortiz*. Documentos para la historia de Sevilla y su antiguo Reino (1618-1636). [*Arch. hispalense*, n° 97, 1959.] — *E. Zudaire*. El « Discurso de la Corona » en las Cortes catalanas de 1623. (Édition.) [*Hispania*, n° 80, 1960.]

États autrichiens. — *A. Wandruszka*. Die Persönlichkeit Kaiser Leopolds II. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, Heft 2, avril 1961.] — *Gy. Ember*. Der österreichische Staatsrat und die ungarische Verfassung 1761-1768 (III). [*Acta historica*, 1960, nos 1-2.]

États-Unis. — *E. Fehrenbacher*. Lincoln, Douglas and the « Freeport question ». [*A. H. R.*, avril 1961.]

France. — *Maurice Baumont*. La personnalité et le rôle de Léon Gambetta. [*R. suisse d'hist.*, 1961, n° 1.] — Bugey et Bugistes sous la Révolution. [*Cahiers d'hist.*,

Recueils périodiques

1961, n° 1.] — *Marguerite Christol*. Odet de Coligny, cardinal de Châtillon. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, 1961, n° 1.] — *S. Deck*. Formation des communes en Haute-Normandie et communes éphémères. II : Les communes éphémères. [*A. de Normandie*, 1960, n° 4.] — *G. Désert*. Le corps électoral du Calvados : 1820-1847. II : Structure socio-professionnelle. [*Ibid.*] — *Michel Devèze*. Les confins champenois de la Lorraine en 1665. [*A. de l'Est*, 1960, n° 4.] — *J. Dupaquier*. Au pays d'Arnay en 1796. Le commissaire Cottin et les prêtres insermentés. [*A. de Bourg.*, 1960, n° 4.] — *H. Durost*. Un récit de l'émeute dijonnaise de 1775. [*Ibid.*, n° 3.] — *Peter Gay*. Rhetoric and politics in the French revolution. (Suivi de Comment on Gay par *Crane Brinton*.) [*A. H. R.*, avril 1961.] — *B. Gournay*. Technocratie et administration. [*R. fr. Sc. pol.*, décembre 1960.] — *Jean Merley*. Les élections de 1869 dans le département de la Loire. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 1.] — *Aaron Noland*. Individualism in Jean Jaurès' socialist thought. [*J. of the hist. of ideas*, 1961, n° 1.] — *Ernst Nolte*. Die Action Française, 1899-1944. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *Fernand Pelloille*. Le procès des Mariannes du département du Cher (1851-1852). [*Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges*, t. VIII, 1959-1960.] — *Pierre Petot*. Le droit commun en France selon les coutumiers. (Étude les progrès, assurés au XVI^e siècle avec ceux de l'unification du royaume, de l'idée du droit commun, apparue au Moyen Age, autour de laquelle s'opposèrent les tenants du droit romain et ceux des droits coutumiers.) [*R. H. D. F. E.*, 1960, n° 3.] — *Koenraad W. Swart*. The idea of decadence in the Second Empire. [*R. of politics*, janvier 1961.]

Grande-Bretagne. — *Terence Ranger*. Strafford in Ireland : a reevaluation. [*Past and present*, avril 1961.]

Hongrie. — *M. Lackó*. La naissance de la démocratie populaire hongroise, 1944-1946. [*Acta historica*, 1960, nos 1-2.]

Italie. — *G. Berti*. Nuove ricerche su Benedetto Mussolino. [*Studi storici*, 1961, n° 1.] — *Jean Besson*. La sociologie électorale en Italie. [*R. fr. Sc. pol.*, décembre 1960.] — *G. Manacorda*. Il primo ministero Giolitti (I). [*Studi storici*, 1961, n° 1.] — *Carlo Pischeda*. A proposito delle carte Rattazzi. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.]

U. R. S. S. — *George A. Brinkley*. The « Withering » of the state under Khrushchew. [*R. of politics*, janvier 1961.]

■ Histoire religieuse moderne

Généralités. — *H. Butterfield*. Religion and modern individualism. [*J. of the hist. of ideas*, 1961, n° 1.] — *J. S. Nurser*. The religious conscience in Lord Acton's political thought. [*Ibid.*] — *Edward D. O'Connor*. The theology of Reinhold Niebuhr. [*R. of politics*, avril 1961.]

Catholicisme. — *B. Bastgen*. Pius VII und Consalvi. Zur Geschichte des Konklaues in Venedig. [*Hist. Jahrb.*, 1960.] — *R. P. Bernard-Maitre*. Ignace de Loyola, étudiant en théologie. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1959.] — *Francesco Martin Fer-*

Recueils périodiques

nández. Los Seminarios españoles en la época de los primeros Borbones (1700-1808). [*Hispania sacra*, vol. 12, n° 24, 1959.] — **H. Jedin.** Das Konziliare Reformprogramm Friedrich Nauses. (Évêque de Vienne, 1541-1552.) [*Hist. Jahrb.*, 1958.] — **Alvaro Huela, O. P.** El proceso inquisitorial de « La Monja de Lisboa » y fray Luis de Granada. [*Hispania sacra*, vol. 12, n° 24, 1959.] — Chanoine **J. Lestocquoy.** Les évêques français au milieu du xvi^e siècle. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1959.] — **Antonio Hernández Parrales.** El Infante Don Felipe, primer arzobispo electo de Sevilla, después de la Reconquista (1229-1274). [*Arch. hispalense*, n° 97, 1959.] — **Luis Sierra.** La restitución de las reservas pontificias sobre impedimentos matrimoniales en la correspondencia Godoy-Azara (1796-1798). (Des motifs économiques sont à la base de ces négociations.) [*Hispania*, n° 78, 1960.] — **Mgr G. Schreiber.** Das päpstliche Staatssekretariat. [*Hist. Jahrb.*, 1960.]

Protestantisme. — **J. Richard.** Les quêtes de l'église Notre-Dame et la diffusion du protestantisme à Dijon vers 1562. [*A. de Bourg.*, 1960, n° 3.] — **Raoul Stéphan.** Les origines du Réveil au xx^e siècle. (En réalité au xix^e.) [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, 1961, n° 1.] — **René Toujas.** A propos d'un tricentenaire. Comment fut accordée aux protestants la permission de tenir un synode national en 1659 à Loudun. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1959.] — **J. Vinot-Préfontaine.** Sanctions prises dans l'ancien diocèse de Beauvais au xvi^e siècle contre les réfractaires du devoir pascal. [*Ibid.*]

Histoire de la culture intellectuelle à l'époque moderne

Enseignement. — **Georges Rioux.** Au sujet de Comenius. [*R. de la Médit.*, septembre-décembre 1960.]

Presse. — **Irene Collins.** Liberalism and the Newspaper press during the french Restoration. [*History*, février 1961.]

Littérature et philosophie. — **M. de Grève.** La légende de Gargantua en Angleterre au xvi^e siècle. [*R. B. P. H.*, 1960, n° 3.] — **Ambroise Jobert.** Érasme et la Pologne. [*Cahiers d'hist.*, 1961, n° 1.] — **F. Wasner.** Piccolominibriefe. Ein Beitrag zum italienischen Humanismus. (Lettres de membres de la famille du pape Pie II.) [*Hist. Jahrb.*, 1960.] — **Jean Lagny.** A propos d'une édition récente de Tallement des Réaux. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, 1961, n° 1.]

Furio Diaz. Punti di vista sulla storia dell' Illuminismo. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — **M. Alavoine.** L'Encyclopédie et le monde d'aujourd'hui. [*R. de la Médit.*, septembre-décembre 1960.]

Bernard Rosenberg et Dennis H. Wrong. La démocratie en Amérique à l'occasion du centenaire de la mort de Tocqueville. [*Diogène*, 1961, n° 33.] — **Cécile-R. Delhorbe.** Réflexions sur la Crise allemande de la pensée française. [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 4.]

Les arts. — Cities, courts and artist. Conference report. (Réunions tenues à

Recueils périodiques

Londres le 7 juillet 1960 ; se rapporte aux xv^e-xvii^e siècles.) [*Past and present*, avril 1961.] — *Gaetano Cozzi*. Intorno ad cardinale Ottavio Paravicino a Monsignor Paolo Gualdo e a Michelangelo da Caravaggio. [*Riv. st. it.*, 1961, n° 1.] — *Joaquín González Morenó*. San Juan de Ribera (1533-1611) y Sevilla. [*Arch. hispáense*, n° 99-100, 1960.] — *François-Georges Pariset*. Jean-Baptiste du Val en Italie (1608-1609). I : De Venise à Florence. II : Florence. [*R. de la Médit.*, mai-août 1960 et janvier-mars 1961.] — *P. Quarré*. Prud'hon et la Bourgogne. [*A. de Bourg.*, 1960, n° 4.]

■ Histoire économique et sociale de l'époque moderne

Économie politique. — *Guy Caire*. Bertin, ministre physiocrate. [*R. hist. écon. et soc.*, 1960, n° 3.] — *Jean-Pierre Faye*. Marx et la théorie du développement. [*Ibid.*] — *L. Iraci Fedeli*. La coerenza di Pareto. [*Studi storici*, 1961, n° 1.] — *B. Lasnerie-Duchêne*. Le contrôle du pouvoir de monopole dans la pensée économique contemporaine. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1960, n° 4.]

L'industrie. — *Étienne Baux*. Les draperies audoises sous le Premier Empire. [*Ibid.*] — *Jean-Paul Courthéoux*. Les pouvoirs économiques et sociaux dans un secteur industriel : la Sidérurgie. [*Ibid.*, n° 3.] — *R. Monteleone*. Problemi e condizioni economiche del Trentino durante l'annessione al Regno italico (1810-1813). [*Studi storici*, 1959-1960, n° 5.] — *Vicente Palacio Atard*. Primeras refineries de azúcar en España. (Privilegio acordado en 1782 al Francés François Lefèvre à Séville.) [*Hispania*, n° 80, 1960.]

Commerce. — *B. Apremont*. La politique pétrolière de l'U. R. S. S. [*Pol. étr.*, 1960, n° 6.] — *Albert W. Gendebien*. Sardinia and commercial reciprocity, 1819-1938. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.] — *Jean-Michel de Lattre*. Organisation africaine et malgache de coopération économique. [*Pol. étr.*, 1960, n° 6.] — *W. Markov*. La Compagnia asiatica di Trieste (1775-1785). [*Studi storici*, 1961, n° 1.]

Agriculture et problèmes agraires. — *Charles d'Eszlary*. La situation des serfs en Hongrie de 1514 à 1848. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1960, n° 4.] — *Guy Thuillier*. Les communautés de laboureurs en Nivernais du xviii^e au xx^e siècle. [*Ibid.*]

Finances. — *Jean de Goy*. La curieuse histoire d'une rente en grains du xv^e au xviii^e siècle. [*Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges*, t. VIII, 1959-1960.] — *Jean Jenny*. Le prix du blé à Bourges en 1766 : un tumulte populaire. [*Ibid.*] — *C. Spinosi*. Du droit du centième denier au droit d'enregistrement. (Apparu au début du xviii^e siècle, ce procédé fiscal portait sur « toutes les mutations... de propriété ou de jouissance de biens mobiliers... » ; les actes qui en constatent le paiement constituent une source précieuse de renseignements pour l'histoire économique.) [*R. H. D. F. É.*, 1960, n° 1 et 2.] — *J. Villain*. Le recouvrement de la capitation extraordinaire de 1722. (Lors de la liquidation du Système de Law, le gouvernement royal leva une « capitation extraordinaire » pour « faire supporter

Recueils périodiques

au plus grand nombre de ceux qui ont fait des fortunes subites... leur part de leur contribution personnelle aux dettes de l'État ». Certaines contestations, parmi bien d'autres, ne furent terminées qu'en 1770. Le résultat total fut décevant.) [*Ibid.*] — Roland Villeneuve. Le financement de l'industrie sucrière en France entre 1825 et 1850. [*R. hist. écon. et soc.*, 1960, n° 3.]

Démographie et urbanisme. — Jean Gottmann. L'urbanisation dans le monde contemporain et ses conséquences politiques. [*Pol. étr.*, 1960, n° 6.] — Georges Lefebvre. Urban society in the Orleanais in the late eighteenth century. (Publié par A. Soboul.) [*Past and present*, avril 1961.] — G. Mortara. Contributi alla conoscenza della demografia del Brasile. [*Atti Acc. naz. Lincei. Rendiconti*, S. VIII, juillet-décembre 1959.] — A. Nouschi. La crise économique de 1866 à 1869 dans le Constantinien. Aspect démographique. [*Hesperis*, XLVI, 1959, 1-2.] — Numéro consacré à l'émigration et aux migrations actuelles en Afrique occidentale. (Douze articles.) [*Bull. I. F. A. N.*, juillet-octobre 1960.] — Alfred Sauvy. Évolution générale de l'économie et de la population en France (1940-1960). [*Pop.*, 1961, n° 1.]

Société. — Asa Briggs. Cholera and society in the nineteenth century. [*Past and present*, avril 1961.] — P. Chaunu. En marge du Beauvaisis exemplaire. Problèmes de fait et de méthode. [*A. de Normandie*, 1960, n° 4.] — F.-G. Dreyfus. Économie et société en Allemagne du XVIII^e siècle. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1960, n° 4.] — W. K. Jordan. The english background of modern philanthropy. [*A. H. R.*, janvier 1961.] — F. Molvèze. Il brigantaggio meridionale post-unitario. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 5.]

Mouvement ouvrier et socialisme. — Samuel H. Barnes. Quebec catholicism and social change. [*R. of politics*, janvier 1961.] — Bi-Centenaire de la naissance de Babeuf (1760-1797). (Douze études par J. Godechot, V. Daline, K. Tönnesson, A. Saitta, A. Soboul, R. Legrand, R. Bonis, M. Dommanget, W. Markow, J. Dautry, A. Lehning.) [*A. hist. Rév. fr.*, octobre-décembre 1960.] — Werner Eickhorn. Zur Vorgeschichte der Chinesischen Arbeiterbewegung. [*Saeculum*, 1961, n° 1.] — Charles d'Eszlasy. Le premier centre contre-révolutionnaire antimarxiste : l'académie hongroise Ludovica. [*Politique*, janvier-mars 1961.] — Royden Harrison. The british working class and the general election of 1868 (I). [*Int. rev. of social hist.*, 1960, n° 3.] — Marcel Liebman. Fabianisme et communisme : les Webb et l'Union soviétique. I. [*Ibid.*] — Jean Maitron, Ernest Labrousse, Michelle Perrot, Jeanne Gaillard, Claude Willard. Le militant ouvrier français dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Colloque organisé par l'I. F. H. S., 15 février 1960. Hôtel de Rohan. (Texte des communications.) [*Mouv. soc.*, octobre 1960-mars 1961.] — Günther Plum. Widerstand und Antifaschismus in der marxistisch-leninistischen Geschichtsauffassung. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1961.] — E. Ragionieri, L. Valiani. Socialdemocrazia austriaca e socialisti italiani nell' agosto del 1914. [*Studi storici*, 1961, n° 1.] — André Tiano. L'action des syndicats ouvriers : état des travaux. [*R. fr. Sc. pol.*, décembre 1960.] — D. Zucaro. L'organizzazione di base del Partito comunista d'Italia avanti il Tribunale speciale (1926-1928). [*Studi storici*, 1959-1960, n° 5.]

Histoire des relations entre les États modernes

Histoire de la colonisation. — *Georg Franz-Willing.* Die indische Aufstand, 1857-1859. (1 Teil.) [*Welt als Gesch.*, 1961, n° 1.]

Les relations internationales. — *J. Caillé et Ch. de la Véronne.* Sur les recueils d'actes internationaux relatifs au Maroc. [*Hespérie*, XLVI, 1959.]

Herbert H. Rowen. The Peace of Westphalia revisited. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.]

A. d'Arbaumont. La carrière du vaisseau « Les États de Bourgogne ». [*A. de Bourg.*, 1960, n° 3.] — *Maria Esther Bertoli.* Il cardinale Giulio Alberoni e il principe Francesco L. II Rákóczi. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — *G.-E. de Falguerolles.* Un officier d'infanterie au début du XVIII^e siècle, d'après son carnet de notes. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, 1961, n° 1.] — *Jeanne Néguelle.* Espions fribourgeois (du XVI^e au XVIII^e siècle). [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 4.]

A. P. Campanella. Garibaldi and the First Peace Congress in Geneva in 1867. [*Int. rev. of social hist.*, 1960, n° 3.] — *S. William Halperin.* Bismarck and the Italian envoy in Berlin on the eve of the Franco-prussian war. [*J. of mod. hist.*, mars 1961.]

Fred Greene. The military view of American national policy 1904-1940. [*A. H. R.*, janvier 1961.] — *J. Stengers.* Aux origines de Fachoda. L'expédition Monteil (suite et fin). [*R. B. P. H.*, 1960, n° 4.] — *Brunello Vigezzi.* La politica estera di F. S. Nitti e la questione adriatica. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.]

Paolo Alatri. L'Italia nella prima guerra mondiale. [*Studi storici*, 1961, n° 1.] — *G. B. Gifuni.* Una conversazione di Salandra con Denys Cochin. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1960.] — *Hartmut Lehmann.* Graf Berchtold und die Weihnachtsanruf Papst Benedikts XV. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *Id.* Österreich-Ungarns Belgienpolitik im ersten Weltkrieg. Ein Beitrag zum deutsch-österreichisch-ungarischen Bündnis. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 192, n° 1, février 1961.] — *M. Mégret.* Les origines de la propagande de guerre française. [*R. d'hist. de la deuxième guerre mond.*, janvier 1961.] — *Saadia Weltmann.* Germany, Turkey and the Zionist movement, 1914-1918. [*R. of politics*, avril 1961.]

Werner Conze. Deutschlands weltpolitische Sonderstellung in den zwanziger Jahren. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1961.] — *Henri Le Masson.* Les contre-torpilleurs de l'Entre-deux-guerres. [*R. marit.*, février et mars 1961.] — *E. Liptai.* La lutte de l'armée rouge hongroise contre l'intervention impérialiste en 1919. (En russe.) [*Acta historica*, 1960, nos 1-2.] — *Thilo Vogelsang.* Deutschlands Aussenpolitik 1919-1939. Ein Bericht über die Literatur seit 1945. [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 4.]

M. Ferro. Une histoire russe de la deuxième guerre mondiale. [*R. d'hist. de la deuxième guerre mond.*, janvier 1961.] — *Edgar R. Rosen.* Viktor Emanuel III und die Schweiz während des zweiten Weltkrieges. [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 4.]

Bernard Brodie. Politique de dissuasion et guerre limitée. [*Pol. étr.*, 1960, n° 6.] — *M. A. Fitzsimons.* Fifteen Years of American foreign policy. [*R. of policy*, janvier 1961.] — Indépendance et relations internationales. (Articles de *Ph. Devillers*

Recueils périodiques

(Indonésie), *Marcel Colombe* (pays arabes du Moyen-Orient), *Georges Balandier* (regroupements politiques africains) et *Philippe Decraene* (indépendance en Afrique au Sud du Sahara.) [*R. fr. Sc. pol.*, décembre 1960.] — Général *P.-M. Gallois*. La paix par la dissuasion contrôlée. [*Pol. étr.*, 1960, n° 6.] — Général *Gazin*. Signification et limites de la stratégie nucléaire. [*Ibid.*]

Asie. — *J. Duncan M. Derrett*. The history of *Palladius on the races of India and the Brahmans*. [*Classica et mediaevalia*, XXI, 1960.] — *H. W. Gensichen*. Religion und Sozialethik im neuen Indien. [*Saeculum*, 1961, n° 1.] — *Ulrich Schneider*. Die altindische Lehre vom Kreislauf des Wassers. [*Ibid.*]

CHRONIQUE

■ Nécrologie

PIERRE DE SAINT-JACOB (1906-1960).

Le 20 novembre 1960, quelques jours avant d'être nommé professeur titulaire à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Dijon, Pierre de Saint-Jacob, veuf depuis moins de deux ans, disparaissait brutalement, laissant deux adolescents orphelins, son Université bourguignonne atterrée, en deuil l'école historique française et l'amitié internationale des historiens de la vie rurale.

Né dans un village de Bresse, Mervans, en 1906, ses études primaires le conduisent, dès l'âge de quinze ans, à l'École normale de Mâcon. A dix-huit ans, Pierre de Saint-Jacob est instituteur adjoint à Montceau-les-Mines, puis à Louhans, dans sa Bresse natale. Dans ses origines primaires, qu'il ne pensa jamais devoir cacher, il puisa sans doute cette solidité, cette fermeté d'âme et de convictions, ce goût de la précision et des textes, cette horreur du brio factice et du bavardage qui furent une des marques de sa puissante personnalité. Trente heures hebdomadaires de classe, agrémentées des suppléments habituels qu'aucun instituteur ne saurait refuser, n'empêchent pas le jeune Saint-Jacob d'entreprendre, à ses rares loisirs, une tâche que peuvent difficilement mesurer ceux à qui toutes les facilités ont été données dès l'enfance : il prépare le baccalauréat, puis la licence ès lettres. C'est dire qu'il apprend, seul, le latin, approfondit sa connaissance de l'anglais, en attendant mieux. A vingt-cinq ans, sans avoir jamais cessé de faire la classe, il est licencié, et surtout il a rencontré Roupnel. Cet intuitif de génie, ce maître en séduction ne pouvait manquer de remarquer, avant de le marquer fortement, le maître d'école bressan. Boursier de diplôme à Dijon en 1931-1932, Saint-Jacob publie aux *Annales de Bourgogne* son premier article, probable résumé de diplôme (« La Municipalité de Dijon sous le Consulat et l'Empire », t. IV, 1932). Une année lyonnaise comme boursier d'agrégation n'ayant rien donné — sinon de nouvelles amitiés et une estime unanime —, Saint-Jacob redevient instituteur. On le « délègue » tout de même professeur au lycée de Tournon, puis à Vesoul. Attiré déjà par l'histoire rurale, il poursuit ses lectures et ses recherches, à la suite de Roupnel, de Bloch, de Dion, des écoles françaises d'Histoire économique et de Géographie humaine, qu'il ne dissociait jamais. Deux articles en 1935, l'un sur l'Édit des clôtures en Bourgogne et les troubles agraires de 1770 à 1789 (*Bull. du Comité des Travaux historiques, Section de géographie*), l'autre sur l'Assolement, toujours en Bourgogne et au XVIII^e siècle (*Études rhodaniennes*) : un quart de siècle à l'avance, les grandes lignes de la thèse se dessinaient. Il se décide, enfin, à quitter les archives pour passer l'agrégation, en 1938. L'année suivante, il devient dijonnais, pour toujours : dix-sept années de lycée, interrompues par un court passage au C. N. R. S. (1946-1948), puis la Faculté, comme chargé d'enseignement (1956), en attendant la maîtrise de conférences, immédiatement après la thèse (24 juin 1959) et la titularisation comme professeur, qu'il devait manquer, hélas ! de quelques jours. Après Roupnel et Drouot, l'enseignement de l'histoire moderne allait être de nouveau confiée à un maître...

Chronique

Dès 1941 était parue cette sorte de méditation approfondie, « Le village et les conditions juridiques de l'habitat » (*Annales de Bourgogne*, t. XIII), la première de ses incomparables études sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne (t. XV, XVIII et XXV de la même revue). Un nouveau Saint-Jacob apparaissait, qui n'était plus seulement un bon historien du XVIII^e siècle, mais déjà, dans la ligne de Marc Bloch, un maître qu'une culture sans cesse approfondie autorisait à passer, sans effort apparent, du polyptyque d'Irminon aux grandes enquêtes statistiques du XIX^e siècle (car on lui doit aussi une analyse de « La situation des paysans de la Côte-d'Or en 1848 », parue dans le t. II des *Études d'Histoire moderne et contemporaine*). Désormais, il convenait de rechercher l'article, rarement les articles annuels que polissait lentement Saint-Jacob pour les revues bourguignonnes : *Annales de Bourgogne*, *Pays bourguignon*, *Mémoires* de la Société pour l'Histoire du Droit des anciens pays bourguignons, de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or, de l'Académie de Dijon, de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Chalon-sur-Saône, actes de Congrès régionaux (Association bourguignonne des Sociétés savantes en 1957 à Châtillon-sur-Seine, Colloque de Nancy sur la géographie et l'histoire agraire, même année, publication des *Annales de l'Est*, Colloque de Besançon sur l'artisanat en 1960...). Une trentaine de contributions, généralement brèves, portant sur un sujet fort précis, appuyées sur des textes neufs, longuement médités, souvent publiés avec amour ; non point des brouillures d'intérêt strictement local, mais, sur des exemples bourguignons, une analyse toujours serrée, presque exhaustive, de laquelle se dégage soudain, d'un coup d'aile étonnant, bien dans sa manière (et qui rappelle pourtant Rounpel, textes en plus), une hypothèse éclairante, hardie, voire téméraire, qui se prolongeait ensuite en de longues discussions serrées, insistantes, avec tels collègues, souvent d'autant plus chers qu'ils étaient moins proches. Qui pourra oublier Saint-Jacob parlant du manse, des labours, des cens, de la banlieue du village, du problème des communaux — qu'il avait « senti » mieux que personne — ou du bon vin de Volnay ?

Aux revues parisiennes étaient réservés les comptes rendus fondamentaux (la thèse de Délage, dès 1945, dans la *Revue historique*), de trop rares mises au point (*Information historique* de 1953, sur la Corvée royale ; de 1955, sur les Enclosures britanniques), et la présentation des sources d'archives négligées jusqu'à lui — toujours les moins faciles. Car ce fut lui qui révéla, dès 1946, dans *Annales*, l'intérêt du contrôle des actes et du centième denier, y revenant au Congrès des Sociétés savantes de 1959, à Dijon. Ce fut encore lui qui présenta à la Société d'Histoire moderne, en 1958, les richesses d'histoire sociale cachées dans les papiers des juridictions consulaires. En d'autres colloques, il suggéra une méthode d'exploitation sociale des archives fiscales du XVIII^e siècle. Et l'on pressentait que, déchargé du poids de sa thèse, il brûlait d'orienter l'histoire rurale vers des problèmes nouveaux : tel fut le sens de sa dernière intervention à la Société d'Histoire moderne, quelques jours avant sa disparition, après l'exposé de Jean Jacquart. Solidement appuyé sur son enquête bourguignonne — rurale, mais aussi urbaine ; économique et sociale, mais aussi juridique et politique —, il était prêt, sans doute, à s'élancer vers les archives vierges, vers les grands problèmes, les enquêtes nouvelles, le comparatisme enrichissant que sa vaste culture promettait de procurer. Sa collaboration régulière à l'*Economic History Review* prouvait le caractère inter-

Chronique

national de son audience, qui allait s'étendre encore... Il aura seulement corrigé les épreuves de sa thèse, déjà classique, sur *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien Régime* (Public. de l'Université de Dijon, t. XXI, Paris, Les Belles-Lettres, 1960), et songé à publier sa thèse complémentaire, bien dans sa manière : *Documents relatifs à la communauté villageoise en Bourgogne du milieu du XVII^e siècle à la Révolution*.

Le visage de l'homme se dégage presque aisément, d'une carrière sans égale et d'une exigence scientifique sans complaisance. Ce robuste Bourguignon qui, vingt-quatre années durant, mena de front deux tâches épuisantes d'enseignement et de recherche, n'était pas d'abord aisé. La vigueur de sa parole, la fermeté de toutes ses positions, sa rudesse inlassable de joueur forçaient immédiatement l'estime. On ne découvrait que plus tard, après l'orage des discussions, le charme en demi-teinte de sa personnalité, et la bonté d'un cœur qui se dissimulait trop. Ce pudique savait rendre des hommages délicats : qu'on relise l'Avant-propos qu'il donna à la réimpression de l'ouvrage majeur de son maître Roupnel, procurée chez Colin, en 1955, par la VI^e Section de l'École pratique des Hautes-Études...

Dédaigneux des vulgarisations et des facilités, exigeant pour les autres comme il le fut pour lui, Saint-Jacob, avec une sorte d'héroïsme, montre un exemple et donne une leçon. Une leçon qu'on hésite à proposer aux générations montantes, tant est cruelle sa conclusion, mais qu'on devrait soumettre à ceux qui ignorent trop notre Université. Il est bien certain que, pour tous ceux qui sur les traces de Roupnel et de Bloch, de la préhistoire à la Révolution, s'prendront d'histoire rurale et d'histoire sociale, les méditations précises de Pierre de Saint-Jacob demeureront vivantes et chères.

Pierre GOUBERT.

■ Soutenance de thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne

M. André CHASTAGNOL, *La préfecture urbaine à Rome sous le Bas-Empire* (thèse principale imprimée). — *Les fastes de la préfecture de Rome au Bas-Empire* (thèse complémentaire) : le 17 décembre 1960.

M. Chastagnol a présenté dans sa thèse complémentaire une suite de 129 notices classées dans l'ordre chronologique de 290 à 423. Ces fastes ont été rédigés avec une sobriété voulue et conservent un aspect purement technique ; en effet, les conclusions sont fournies dans la thèse principale. On a voulu cependant apporter un instrument de travail commode. C'est pourquoi chaque notice est suivie d'indications bibliographiques, et les indices ont été particulièrement soignés.

Pour l'établissement des fastes, le *Chronographe* fournit jusqu'en 354 une base solide. Ensuite, l'incertitude est plus grande, et M. Chastagnol a été amené à supprimer quelques noms portés sur les listes antérieures ou à rectifier des dates. Il refuse, par exemple, la seconde préfecture d'Andromachus en 401 et celle de Volusianus en 421. Il confirme la date de 362 pour la préfecture de Valerius Maximus d'après une inscription des catacombes qui donne aussi les consuls de l'année ; il prolonge la préfecture de Lampadius jusqu'en 366, en utilisant une loi sur le *cursus publicus* que O. Seeck rapportait arbitrairement au *vicarius Urbis* ; il pré-

Chronique

cise les dates de la préfecture de Symmaque l'Orateur en 384-385 ; il fixe en 391 la préfecture de Flavius Philippus qui restait jusque-là incertaine ; enfin, il a pu établir que Petronius Maximus est resté préfet pendant un an et six mois (de janvier-février 420 à juillet-août 421). Dans deux cas, M. Chastagnol a été amené à interpréter des documents épigraphiques de manière nouvelle. Il attribue d'abord à la première préfecture de Nicomaque Flavien junior sous Honorius (399-400) la dédicace trouvée au Forum de César qui était généralement datée de la seconde (408) : ainsi tombent les conclusions que l'on avait voulu en tirer sur la politique de Stilicon à la fin de sa vie. Par ailleurs, il date, par hypothèse, de 412 une inscription relative à une réparation de la curie.

Le bilan de ce travail de détail est présenté dans la liste chronologique des préfets qui figure en tête de la thèse principale et qui constitue, en fait, la table des matières de la thèse complémentaire.

M. H.-I. Marrou, qui est le rapporteur de cette dernière, ne s'interdit pas de souligner l'intérêt de la thèse principale pour les questions qui lui tiennent à cœur, notamment pour l'étude de la pénétration du christianisme dans le milieu sénatorial de Rome. Il constate que, même dans la thèse complémentaire, l'histoire du christianisme à Rome trouve des apports nouveaux. Ainsi, M. Chastagnol fixe l'arrestation du pape Libère à une date un peu plus tardive que la date habituellement admise en utilisant habilement le témoignage d'Ammien Marcellin sur le préfet Léontius (les élèves de M. Marrou sont arrivés indépendamment à la même conclusion). Sur Volusianus, M. Marrou signale en passant qu'on aurait pu encore mieux exploiter une belle lettre adressée par le personnage à saint Augustin.

M. Marrou fait cependant des réserves sur deux points. D'abord, la bibliographie qui suit chaque notice lui paraît inégale. Il y a un choix dans les références qui semble arbitraire. M. Chastagnol ne renvoie qu'aux travaux précis consacrés à ses personnages. Mais certaines études générales peuvent être aussi intéressantes et devraient être signalées. D'autre part, pourquoi les fastes s'arrêtent-ils en 423 ? Sur ce point, M. Chastagnol précise qu'il a des fiches jusqu'en 470 et que, en fait, il fournit une liste complète jusqu'en 437 puisque, entre 423 et 437, tous les préfets, sauf un, occupent leur fonction pour la deuxième ou la troisième fois et que ce dernier est étudié dans la notice consacrée à son oncle. Mais il n'a pas voulu s'engager plus avant, car à partir de 423 les listes deviennent trop lacunaires et les documents permettant de les compléter (notamment les inscriptions relevées sur les sièges du Colisée qui datent probablement d'une réfection faite en 472) sont partiellement inédits. Il a cependant l'intention de consacrer plus tard une étude particulière à cette période.

M. Marrou loue l'esprit critique dont a fait preuve l'auteur dans le détail, surtout pour les sources « impures » : *Actes des martyrs*, *Histoire Auguste*, etc. Il s'attache ensuite à souligner l'intérêt de son travail pour la prosopographie du Bas-Empire. On se divertit, en suivant M. Chastagnol, de voir des familles récentes se parer des traditions et même des noms de *gentes* disparues. On remarque au passage une série de mariages entre deux familles qui fréquentaient saint Jérôme et qui ont dû nouer des liens étroits dans son entourage. Mais la pénétration du christianisme dans les milieux aristocratiques au début du IV^e siècle ne doit pas être exagérée : il est sans doute dangereux de présenter sans preuve comme des chrétiennes la femme de Maximien, Eutropie, et Théodora, la deuxième femme de Constance

Chlore (bien que le prénom de la fille de cette dernière, Anastasia, ne soit évidemment pas païen). Dans le domaine de l'onomastique, M. Marrou constate une double évolution. D'une part, beaucoup de ces grands personnages portent une quantité de noms (et encore, précise M. Chastagnol, les textes n'en donnent souvent que quelques-uns, pas toujours les mêmes, ce qui complique les identifications). D'autre part, cette polyonymie rendant la nomenclature officielle inutilisable dans la vie courante, on a recours à des sobriquets, des *signa*, dont M. Marrou, après H. Wuilleumier, souligne le caractère religieux et auxquels il aurait voulu que l'auteur fasse un sort particulier. M. Chastagnol ajoute que l'onomastique de ses préfets intrigue par la fréquence de certains noms, indépendante des liens de parenté.

M. A. Aymard, président du jury, après avoir rappelé qu'il ne saurait porter sur l'ouvrage de M. Chastagnol un jugement de spécialiste, brosse à grands traits la carrière universitaire de l'impétrant et constate que ses thèses sont le résultat d'un travail prolongé, gage de leur densité et de leur solidité. La thèse complémentaire, malgré sa complexité et l'enchevêtrement des notices, témoigne d'une attention soutenue dans le détail et arrive même, par moments, à communiquer au lecteur la passion démonstratrice de l'auteur. C'est aussi un instrument pratique, sauf sur deux points : M. Aymard fait siennes les critiques du rapporteur concernant les bibliographies, et il aurait désiré en tête de chaque notice un *cursus* complet qui en résumerait les conclusions. Ce *cursus* a été fourni dans certains cas ; il aurait pu être généralisé.

Ces « fastes » constituent, en réalité, une étude prosopographique du milieu sénatorial romain. Il est intéressant de suivre le développement des alliances familiales, la fréquence de la préfecture dans les mêmes familles, le partage des préfets entre le paganisme et le christianisme et la victoire finale de ce dernier. La religion de ces grands personnages constitue un sujet original, des plus attirants.

Dans le détail, M. Aymard s'étonne que M. Chastagnol ne soit pas troublé par les divergences existant entre les documents traditionnels et les papyrus égyptiens qui, dans plusieurs cas, donnent aux préfets le nom *Flavius* qu'ils ne portent pas ailleurs. M. Chastagnol répond que, à son avis, le scribe qui ignorait la véritable nomenclature, a utilisé volontairement un gentile passe-partout. Dans deux occasions, on est sûr qu'il en est bien ainsi. Ailleurs, il s'agit évidemment d'une hypothèse, mais qui est vraisemblable. M. Aymard conteste ensuite les conclusions tirées du *cursus* d'Hannibalianus, préfet en 297-298 : Hannibalianus est le premier mari d'Eutropie qui a fini par épouser Maximien en 289 ; constatant que la carrière d'Hannibalianus s'accélère à cette date, M. Chastagnol suppose que la complaisance de l'ex-mari justifie la faveur de l'empereur. L'explication n'est pas indispensable et paraît quelque peu forcée au président du jury. Enfin, M. Aymard trouve arbitraire que les omissions de préfectures itérées chez le *Chronographe* puissent tantôt être considérées comme des erreurs matérielles, et tantôt recevoir une explication politique. M. Chastagnol invoque cependant l'exemple de *cursus* épigraphiques où, dans certains cas, on omet de la même façon les fonctions attribuées par des usurpateurs (surtout Maxence et Eugène).

La thèse principale de M. Chastagnol est issue d'un mémoire de diplôme d'études supérieures rédigé en 1941 sous la direction de M. Piganiol. Le sujet avait été choisi parce qu'il bénéficiait d'une documentation exceptionnelle : Ammien Mar-

Chronique

cellin, les *relationes* de Symmaque, Zosime et Rutilius Namatianus ; les *Codes*, la *Notitia Dignitatum* et la *Collectio Avellana* ; enfin, le *Chronographe de 354* et les inscriptions. On ne doit pas s'étonner de l'abondance des sources, puisque la littérature du Bas-Empire, qui a été conservée, est souvent d'inspiration sénatoriale. M. Chastagnol a pu ainsi établir une liste de préfets pratiquement complète, comportant 129 noms pour 133 années. Mais les sources ne fournissent pas seulement des noms ; elles nous font connaître aussi la carrière, la famille, la religion de chacun de ces personnages.

Le principal souci de l'auteur a été d'étudier l'évolution de la fonction, qui avait, sous le Haut-Empire, un caractère essentiellement judiciaire et policier et qui s'est beaucoup étendue au IV^e siècle, au point d'intéresser tous les aspects de la vie urbaine (cf. les *relationes* de Symmaque et la liste des subordonnés du préfet dans la *Notitia Dignitatum*). C'est, dans un secteur restreint, tout le problème du passage des institutions du Haut-Empire à celles du Bas-Empire. M. Chastagnol a cru retrouver les étapes de l'évolution en la situant dans le cadre de l'organisation administrative de l'Italie. Les dates principales sont : 290-291 (création des provinces italiennes) ; 297-298 (formation du diocèse italien et création du vicaire d'Italie et du vicaire de Rome) ; 326 probablement (apparition de la préfecture du prétoire d'Italie). De Dioclétien à Constance II, on discerne de nombreux tâtonnements ; ensuite les pouvoirs du préfet de la Ville se stabilisent. Jusqu'en 357, l'un des problèmes les plus irritants est celui du ressort du préfet de la Ville. La question est d'ailleurs liée à l'énigme posée par le vicariat de la préfecture urbaine. M. Chastagnol considère, pour sa part, qu'il a toujours existé à Rome un vicaire et un seul : mais son titre et son rôle changent. En effet, si l'Italie annoncière a toujours été administrée par un vicaire du préfet du prétoire, à partir de 297-298, l'Italie suburbicaine a été placée successivement sous la direction :

- jusqu'en 321, d'un vicaire du préfet de la Ville,
- de 321 à 326, d'un vicaire des préfets du prétoire,
- de 326 à 357, du préfet du prétoire directement,
- après 357, à nouveau d'un vicaire du préfet du prétoire.

Entre 326 et 357, le vicaire du préfet de la Ville, supprimé en 321, réapparaît, mais voit ses fonctions modifiées. — C'est la création de la préfecture du prétoire régionale qui provoque le principal bouleversement dans le rôle du préfet de la Ville. Il devient, en effet, vers 331, surintendant des travaux publics et du ravitaillement à la place du préfet de l'annone et des curateurs, qui passent sous sa direction. En même temps intervient une réorganisation des services urbains. Une autre étape importante doit être située en 357.

Sur le plan religieux, on constate une évolution parallèle et aussi complexe. Quelques exemples suffiront à le montrer. Sous Constantin, quatre préfets seulement sont chrétiens (tous entre 325 et 333). Sous Constance, on semble les prendre alternativement dans les deux religions (cette alternance dure de 352 à 361). De même sous Valentinien I^{er}, mais dans un esprit différent à coup sûr. Malgré ce double recrutement, le préfet de la ville garde jusqu'à la fin du règne de Valentinien I^{er} des fonctions sacerdotales. C'est seulement sous Gratien que l'État se sépare officiellement du paganisme. Avec cet empereur, du moins après 377, tous les préfets sont chrétiens. Mais, après lui, on retrouve des préfets païens jusqu'en 418.

La préfecture urbaine offre une physionomie originale parmi les hautes fonctions du Bas-Empire. Certes, Constance II a créé en 359 une préfecture urbaine à Constantinople. Mais ce n'est pas une copie exactement conforme. Le préfet de Rome, en raison de son éloignement des nouvelles capitales, a pu devenir un vice-empereur, ce qui était interdit à son homologue. Il était sous le Haut-Empire juge au civil et au criminel. Même dans ce domaine, sa compétence s'accroît sous Constantin. Il était et demeure responsable du maintien de l'ordre : c'est un rôle important dans une agglomération qui comprend peut-être 300 000 habitants. Sous Constantin, nous l'avons vu, on lui confie en outre les travaux publics et le ravitaillement. Il en résulte des attributions financières nouvelles. On aboutit donc à une véritable omnipotence locale qui s'explique par deux facteurs historiques : d'une part, le déplacement de la capitale qui oblige l'empereur à se décharger des tâches qui lui étaient propres ou qui étaient confiées à des fonctionnaires attachés à sa personne ; d'autre part, l'évolution générale du Bas-Empire vers la bureaucratie et le contrôle généralisé. D'ailleurs, le préfet de la Ville n'échappe pas lui-même à la surveillance : son *officium* comprend un *princeps* issu du corps des *agentes in rebus*, et d'autres hauts fonctionnaires, qui ne dépendent pas de lui, résident à Rome (le préfet du prétoire d'Italie et le vicaire de ce dernier après 357). La bureaucratisation demeure, dans ce cadre, l'un des traits les plus frappants de l'évolution de la préfecture urbaine.

Le rapporteur, M. W. Seston, rappelle qu'il n'a fait que succéder à M. Pignaniol dans la direction de cette thèse. Il a toutefois suggéré à M. Chastagnol le plan que celui-ci a adopté en définitive : 1^o histoire de la fonction ; 2^o contenu de la fonction ; 3^o sociologie du milieu sénatorial. Il loue d'abord les qualités affirmées par l'auteur : loyauté par rapport à ses prédécesseurs, courage et netteté dans les discussions, correction générale de la forme. Il déplore, par contre, un emploi abusif du langage juridique, quelques lacunes dans la bibliographie, et signale quelques erreurs dans les références aux *Codes*, en soulignant leur rareté.

M. Chastagnol a mis beaucoup de lui-même dans l'étude des sources et de la chronologie. Il a publié, par exemple, en 1955 dans *Historia* un article sur l'*Histoire Auguste* où il propose la date de 397-398 pour la publication de l'ouvrage. Son argument principal est une allusion dans la *Vie d'Aurélien* au *carpentum judiciale* du préfet de la Ville. Or, ce véhicule officiel n'était certainement pas encore en usage en 384, puisque Symmaque, à cette date, proteste contre son apparition. M. Seston ne pense pas cependant qu'on puisse à partir de ce détail assigner à l'ouvrage une date précise. Mais la période est vraisemblable. De même, dans le domaine chronologique, M. Chastagnol, tout en suivant généralement Seeck, n'a pas hésité à proposer ses solutions personnelles. M. Seston l'en félicite.

La partie historique contient des pages très fermes sur la réorganisation de l'Italie, qui utilisent habilement des documents nouveaux (par exemple, p. 28, la liste des signatures épiscopales au Concile d'Arles en 314 permet de prouver que la division de l'Italie entre diocèse annonaire et diocèse suburbicaire était acquise à cette date). A propos des attributions politiques du préfet, M. Chastagnol a exploité les recherches d'A. Maricq et montré de façon claire comment les supporters des écuries de course (*amatores*) se sont transformés très progressivement et assez tardivement en partis politiques (p. 81-83). Par contre, le chapitre IV sur les attributions judiciaires pêche quelque peu par une familiarité insuffisante avec le

Chronique

langage juridique et les institutions judiciaires du Haut-Empire (pour le rôle des *judices selecti* par exemple). Le dernier chapitre de cette première partie (intervention du préfet dans les affaires religieuses) présente un intérêt particulier pour l'histoire des relations de l'Église chrétienne et de l'État. On constate ainsi que pendant longtemps l'État n'est pas intervenu officiellement pour subventionner les constructions ecclésiastiques. Constantin et sa famille ont fait des donations privées, mais Saint-Pierre, par exemple, n'a pas été construit par l'État. C'est Gratien qui, en mettant fin à l'union du paganisme et de l'État, a placé les bâtiments du culte chrétien sous le contrôle de l'administration et a permis de leur consacrer ouvertement des fonds publics. De même, avant 356, le préfet n'a pas, en théorie, à s'occuper des cimetières chrétiens, malgré les difficultés et les troubles qui peuvent naître dans ce domaine (p. 140, cf. p. 293). Dans les faits, il semble que, quelles que soient les convictions personnelles du préfet, et dans le cadre des mesures prises par les empereurs, la préfecture urbaine ait appliqué pendant tout le IV^e siècle une politique de liberté de culte (cf. p. 145, 147, 149). Le rapporteur note la netteté des conclusions (mal regroupées malheureusement) de cette étude historique qui permet de retenir trois dates essentielles pour l'évolution des pouvoirs du préfet : 321, 326 et 331. La concentration finale des pouvoirs entre les mains du préfet (intervenue en 331) est certainement liée, comme M. Chastagnol l'a bien vu, au transfert de l'administration centrale dans la nouvelle capitale. M. Seston admet que la réforme de 321 doit être replacée dans le cadre du conflit latent avec Licinius : on s'explique à cette date une action contre l'aristocratie romaine. En 326, au contraire, Constantin, qui a besoin de cette élite païenne, doit faire marche arrière. C'est le début de la période arianisante, et peut-être l'empereur cherche-t-il des partisans à Rome avant d'entreprendre la lutte contre les orthodoxes.

Le rapporteur passe ensuite à la partie descriptive, sur les « services du préfet », qui présente, à son goût, un exposé trop généreux, nourri de faits extérieurs à l'activité propre des préfets de la Ville. A propos de la nomination du préfet (p. 191-193), M. Seston rappelle que l'envoi des codicilles par les bureaux impériaux n'est pas une nouveauté au Bas-Empire et qu'il est attesté par des inscriptions bien antérieures. Il ne pense pas que les applaudissements des sénateurs lors de l'entrée en charge des préfets puissent être considérés comme un reste d'un suffrage populaire. Pour la description des insignes du préfet (p. 196 et suiv.), M. Chastagnol a utilisé habilement la vignette de la *Notitia Dignitatum* et le diptyque du vicaire de Rome Probianus. M. Seston apprécie, en particulier, l'identification de la *theca* (porte-styles) sur l'image de la *Notitia* (p. 202). Par contre, il regrette que l'auteur n'ait pas posé le problème des insignes de souveraineté à propos des licteurs (p. 198). — Sur l'*officium* du préfet (chap. II), M. Chastagnol a pu ajouter au travail fondamental d'E. Stein. M. Seston est un peu surpris de l'avancement rapide du *commentariensis*, qui devient un chef de bureau alors que son rôle était secondaire sous le Haut-Empire. Le rapporteur se demande si l'importance nouvelle de ses fonctions n'est pas à mettre en relation avec la disparition de l'*a memoria* impérial. Il constate aussi une ressemblance entre l'uniforme des *officiales* (p. 221-222) et le costume porté par les *Augustiani* sur l'arc de Bénévent. Cette permanence pourrait être voulue et symbolique. M. Seston félicite encore l'auteur pour la restitution de l'inscription du préfet Bellicius au *secretarium tellurense* (p. 245-247). — A pro-

pos des services de police et d'incendie (chap. III), M. Seston conteste une hypothèse de M. Chastagnol qui, pour expliquer la réorganisation du corps des pompiers, suppose des progrès techniques en matière d'hydraulique (p. 262). Il signale aussi que le préfet des vigiles n'est pas un simple policier sous le Haut-Empire : le poste a été parfois occupé, dès le II^e siècle, par des juristes (p. 262-264). — Par contre, le rapporteur estime que le chapitre sur les affaires judiciaires, trop embrouillé, ne permet pas d'avoir une idée nette de la procédure suivie par les préfets. La tradition est-elle maintenue? Il semble que oui ; du moins, peut-on noter la permanence de certaines formes.

M. Seston regrette, pour terminer, le manque d'ampleur et d'audace des conclusions qui ne débouchent pas sur un tableau assez vaste et imagé. Le préfet de la Ville au Bas-Empire, c'est l'empereur délégué à Rome. On s'en rend compte difficilement en lisant M. Chastagnol.

M. Piganiol rappelle dans quelles conditions M. Chastagnol a commencé à travailler sous sa direction en 1941. Dans son esprit, le sujet qu'il lui avait proposé pour le diplôme d'études supérieures consistait plus dans l'exploitation du dossier Symmaque que dans l'analyse trop abstraite à laquelle ces recherches ont abouti. Il souligne aussi que, sur deux points précis, M. Chastagnol avait obtenu, dès avant sa thèse, des résultats de premier ordre. D'abord en évaluant la population de Rome au Bas-Empire à environ 300 000 âmes (l'article de la *Revue historique*, paru en 1953, a été malheureusement retardé, mais il était antérieur au livre de S. Mazzarino qui est arrivé à la même époque à des conclusions identiques). Ensuite, en proposant dans *Historia*, 1955, une date vraisemblable pour la rédaction définitive de l'*Histoire Auguste*.

Dans la bibliographie, M. Piganiol regrette que l'auteur n'ait pas cité les articles de Mispoulet, parus dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions* en 1904 et 1906. Ces études sont à l'origine de tous les travaux postérieurs sur les institutions du Bas-Empire. C'est Mispoulet qui, en particulier, a montré que la principale modification du *cursus* sénatorial intervenait sous Constantin avec le déplacement du consulat ordinaire situé désormais au sommet de la hiérarchie. L'étude des sources est excellente, mais elle montre l'importance exceptionnelle du dossier Symmaque, qui n'a pas été pleinement utilisé. Il y avait là en action un grand préfet, dont on connaît la biographie et l'œuvre, dans un milieu abondamment décrit. On attendait son portrait (dans la troisième partie) ; mais il est partout et nulle part. M. Piganiol pense aussi que le plan est discutable, car il manque un point de départ. Il aurait fallu analyser la préfecture du Haut-Empire dont les rapports avec celle du Bas-Empire sont plus étroits qu'on ne le croit : c'est le IV^e siècle qui éclaire l'évolution antérieure. Ce point de départ aurait pu être fourni par un simple commentaire de la lettre de Septime-Sévère à Fabius Cilo, qui est un document très complet.

Dans le détail, M. Piganiol conteste certaines conclusions de l'auteur. Ainsi, le vicarius du préfet de la Ville, rarement attesté, lui paraît être seulement un intérimaire. On sait par le *Chronographe* qu'il a pris la place du préfet absent en 318 et 340 ; il a sans doute été nommé pour l'occasion. D'autre part, l'évolution chronologique de la fonction préfectorale a été établie à partir de textes trop fragiles. Par exemple, M. Chastagnol considère que la politique religieuse des préfets a été radicalement modifiée à partir de 377 parce que, à cette date, un préfet se fait

Chronique

baptiser en costume officiel (p. 157). Mais cet épisode est insuffisant pour justifier une telle conclusion. Les textes utilisés ici sont soit surévalués, soit mal datés (pour le transfert des statues des temples au Forum). — P. 164, l'auteur fait allusion au deuxième voyage de Théodose à Rome : ce second séjour est contesté par Ensslin, mais M. Piganiol croit comme M. Chastagnol à son existence. — Autres détails d'ordre archéologique : la *paenula* n'est pas un vêtement à longues manches, comme il est dit p. 197, mais une sorte de capuchon. A propos du *secretarium tellurense* se pose le problème de l'orientation du plan de marbre de Rome (voir la nouvelle publication de la *Forma Urbis*). L'orientation supposée par Jordan et acceptée par M. Chastagnol, p. 249 (Nord en haut), rend impossible l'identification du monument représenté sur le fragment (pl. VI, fig. 1) avec le *secretarium*. Mais l'orientation opposée (Sud en haut) n'est pas exclue et permettrait à M. Chastagnol de mieux utiliser ce fragment. — P. 333, le texte de la *relatio* de Symmaque sur le change a été mal compris et le rôle prêté à l'*arca vinaria* n'est pas vraisemblable.

Pour terminer, M. Piganiol souligne que ce livre aboutit à des résultats remarquables. Par exemple, M. Chastagnol est parvenu à établir que les préfets avaient été alternativement chrétiens et païens sous Constance II et Valentinien. C'est un détail de grand intérêt pour comprendre la politique de ces empereurs. M. Chastagnol, par ailleurs, a prouvé l'existence de deux *cursus* distincts pour les futurs préfets de la Ville : un *cursus* sénatorial, aristocratique, pour les membres de la noblesse traditionnelle, et un *cursus* administratif pour les bureaucrates de la cour (cf. p. 435 et 455 notamment). Les indications sur l'âge des préfets (p. 426) sont également précieuses. Enfin, M. Piganiol souligne combien l'analyse de la politique religieuse des empereurs à Rome est importante pour l'histoire du Bas-Empire.

M. Lemerle constate d'abord que le livre de M. Chastagnol se révèle d'un grand profit, non seulement pour l'histoire des institutions romaines, mais aussi pour comprendre celles de l'empire d'Orient. Il signale ensuite les points de détail qui l'ont arrêté dans sa lecture. Il n'a pas aimé notamment l'emploi du terme féodal pour qualifier certains aspects de la société du Bas-Empire. Le mot a une signification précise qui exclut cette utilisation. — A propos de la population de Rome, M. Lemerle ne juge pas impossible le chiffre de 300 000 habitants, mais il ferait quelques réserves sur l'interprétation du mot *insula* proposée p. 182, n. 1. Pour Constantinople aussi, il est probable qu'il faut diminuer les chiffres communément admis. — Sur les factions du cirque, l'auteur a schématisé quelque peu en attribuant un rôle sportif aux factions de Rome et un rôle politique à celles de Constantinople. Mais, sur ce point, M. Chastagnol souligne qu'il a admis qu'en 440 les factions romaines avaient joué un rôle politique en relation avec la création de milices urbaines (p. 83). — En analysant le contrôle de l'administration préfectorale sur les écoles (p. 283-289), l'auteur a décrit les universités de Rome et de Constantinople ; mais il en a dit trop ou trop peu. Par exemple, l'*Auditorium Capitolii* de Constantinople (p. 284) n'a fonctionné que provisoirement sous Théodose II. Constantin avait certainement institué des établissements d'enseignement supérieur.

D'autre part, M. Lemerle aurait voulu que l'étude ne soit pas arrêtée brutalement en 423. Évidemment, comme M. Chastagnol l'a souligné, se pose la question des sources. Mais la date n'a pas de signification, et il reste un vide fâcheux pour le

v^e siècle. M. Lemerle signale, enfin, que le problème du préfet de la Ville de Constantinople n'est pas résolu. Quant à lui, il n'est pas sûr que l'archonte-proconsul attesté jusqu'en 359 soit l'ancien magistrat de Byzance et le futur préfet de la Ville. Un article de Jones avait suggéré d'identifier ce personnage avec le gouverneur de la province d'Europe-Rhodope. Un unique texte mentionne l'entrée en charge du premier préfet en 359 : est-il probant ? M. Chastagnol le pense, mais il paraît étrange que Constantin n'ait pas créé une préfecture de la Ville. On sait d'autre part que Salonique a eu aussi un préfet. La préfecture de la Ville en Orient reste encore à étudier.

M. Lemerle émet donc, pour terminer, le vœu que cet ouvrage important soit complété par un travail analogue pour l'Orient et que la lacune du v^e siècle soit bientôt comblée.

Après délibération, le jury proclame M. Chastagnol docteur ès lettres et lui décerne la mention très honorable.

Noël DUVAL.

■ Chronique des Archives nationales

I. FONDS DU PARLEMENT DE PARIS (SÉRIE X). — Depuis la publication du *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime*, dont il a été rendu compte dans cette *Revue*¹, les travaux d'inventaire des séries judiciaires ont été concentrés sur le fonds du Parlement de Paris, série X des Archives nationales. On sait que cette série offre une source historique à peu près continue depuis le milieu du xiii^e jusqu'à la fin du xviii^e siècle, mais presque dépourvue de moyens modernes d'investigation à partir de la seconde moitié du xiv^e siècle.

Deux sortes d'instruments de travail viennent d'être publiés ou sont en cours de réalisation : inventaires analytiques d'une part, fichiers de noms de parties d'autre part.

I. *Inventaires analytiques*. — Il faut mentionner d'abord la publication toute récente du second tome des *Actes du Parlement de Paris* d'Henri Furgeot, revu et publié par Madeleine Dillay, Suzanne Clémencet et Jean-Paul Laurent. Ce volume couvre la période 1343-1350² ; comme le précédent (1327-1343), il fournit au chercheur, selon un ordre chronologique, une courte analyse de chaque acte, lettre, arrêt ou jugé du parlement civil. La table alphabétique des noms propres et mots matière contenus dans les deux tomes est en cours d'exécution.

Pour cette même période 1327-1350, un inventaire analytique des registres d'arrêts criminels³ a été dressé, mais il est resté manuscrit, ainsi que la table (sur fiches) des noms propres qui l'accompagne.

M. le professeur Timbal et le groupe du C. N. R. S. qu'il dirige dressent une table juridique de ces registres parallèlement à celle qu'ils exécutent pour les arrêts civils. Notons que les dépouillements analytiques sur lesquels se fonde cette table complètent ceux des Archives nationales pour les registres X^{1a} 12, 13, 18 à 22.

1. *Revue historique*, avril-juin 1959, p. 425.

2. Correspond aux registres X^{1a} 8 (en partie) à 12.

3. X^{1a} 3, 4 et 5.

Chronique

Pour terminer cette rubrique des inventaires analytiques, il faut signaler que l'inventaire des lettres adressées par les rois de France et autres personnages au Parlement de Paris (1376-1529)¹, et celui des lettres adressées par le Parlement aux rois de France et à d'autres personnes (1462-1522)², va paraître prochainement. Cette publication est l'œuvre de Michel François et de Suzanne Clémencet.

II. *Fichiers de noms de parties.* — Un effort est tenté pour créer rapidement, à côté de ces inventaires analytiques, des instruments de travail qui rendent accessibles aux chercheurs le fonds du Parlement. Cet effort porte à la fois sur les registres d'arrêts du Moyen Age et sur ceux du XVIII^e siècle.

Le groupe du C. N. R. S., dirigé par M. le professeur Timbal, établit en collaboration avec les Archives nationales un fichier des noms de parties des arrêts civils et criminels de la seconde moitié du XIV^e siècle, en utilisant les listes des registres eux-mêmes. Chaque fiche comporte, outre les nom et prénom, la date et la cote. Notons au passage que les « lettres » qui ne sont pas munies de listes de parties, ne sont pas tabulées dans l'immédiat.

Un travail analogue a été entrepris depuis quelques mois pour les registres d'arrêts civils du XVIII^e siècle, en prenant comme base les tables chronologiques de parties qui se trouvent à la fin des registres. Pour des raisons de commodité, on a commencé le travail à la fin du XVIII^e siècle. Chaque fiche est faite d'après la table du registre et revue sur la minute de l'arrêt ; elle porte nom, prénoms, qualité, fonctions des personnages, date et cote de l'arrêt. Les premiers dépouillements effectués montrent le grand intérêt de cette source, notamment au point de vue économique et social.

Pour terminer, il faut signaler aux historiens que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale a déposé, il y a quelques mois, aux Archives nationales la partie de la collection Le Nain³ qui comprend à la fois les extraits des registres du Parlement et les tables originales de ces extraits. Les historiens se réjouiront de voir ainsi rapproché du fonds lui-même l'un des seuls instruments de travail qui existe actuellement pour le Parlement depuis le XV^e jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

Monique LANGLOIS,
Conservateur aux Archives nationales.

II. LES ARCHIVES PRIVÉES DE NOVEMBRE 1958 A NOVEMBRE 1960. — 34 AP. *Papiers Condé.* Acquis partie par don du baron de Surval en 1868, partie par achat en 1956 (3 cartons). [Inventaire rédigé par Geneviève GILLE.] Au don du baron de Surval, qui comprenait une correspondance échangée entre le prince de Condé (1736-1818), son fils le duc de Bourbon (1756-1830), son petit-fils le duc d'Enghien (1772-1804), la princesse Louise de Bourbon, la princesse Charlotte de Rohan, la famille royale et les souverains étrangers (2 dossiers) sont venus s'ajouter, grâce à l'achat de 1956, deux dossiers de lettres adressées par Louis XVIII et le comte d'Artois aux trois derniers Condé.

En appendice de son travail, M^{me} Gille a donné un inventaire des papiers Condé

1. X^{1a} 9317-9322.

2. X^{1a} 9323, 9324 et X^{1a} 9324 bis.

3. N^{os} 473 à 977 du *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de la Chambre des Députés*, par E. COYECQUE et H. DEBRAYE. Paris, 1907, in-4°.

conservés au musée Condé de Chantilly dans la série Z. Ces papiers proviennent du baron de Surval, les Archives nationales ne possèdent, en effet, qu'un fragment du fonds Surval.

Des biographies ou autres études contiennent certaines des lettres du fonds 34 AP, mais la publication est souvent incomplète et le lecteur devra se reporter aux originaux.

111 AP. *Archives des familles Noailles, Beaumont et Grossolles-Flamarens*. Acquis en 1956 par achat (71 cartons). [Inventaire par Suzanne d'HUART.] Ce fonds, qui comprend trois chartriers, est incomplet. Il s'agit en fait d'épaves.

1. *Chartrier de Noailles*. — Distinguons les documents familiaux et les papiers de terres.

Dans la première subdivision (documents familiaux) ont été classés les papiers relatifs à François de Noailles (1519-1585), ambassadeur en Angleterre, à Rome, Venise, Constantinople, puis évêque de Dax, à Gilles de Noailles (mort en 1597), abbé de l'Isle, évêque de Dax, ambassadeur, à Henri de Noailles (1554-1623), à Anne-Jules, duc de Noailles (1650-1708), maréchal de France, et à son frère, archevêque de Paris, à Alexis de Noailles (1783-1835) qui fut ministre plénipotentiaire au Congrès de Vienne. Font encore partie des documents familiaux les papiers ayant trait à divers procès (affaires Cosnac, Bouillon, Montaigut, Duras) et les archives de quelques familles alliées : Aubigné, Bournonville, Cossé-Brissac, Estrees, La Fayette, La Vieuville, Pierrebuffière.

Les plus anciens documents familiaux sont des copies.

Les papiers de terres (xiv^e-xviii^e siècle) concernent des biens en Limousin, Auvergne, Quercy, la capitainerie de Saint-Germain-en-Laye, des seigneuries en Périgord, des terres à Epèrnon et Maintenon, le comté de Nogent, des terres à Villiers-le-Mohrier (Eure-et-Loir) et à Septème (Isère).

Enfin, quelques actes (xvii^e-xix^e siècle) concernent les hôtels Noailles à Paris, Fontainebleau et Lyon.

2. *Papiers de la famille Beaumont*. — Les documents familiaux sur les membres de la branche Beaumont la Roque et du Repaire sont conservés ; ils permettent de préciser les activités d'Armand de Beaumont, comte de la Roque, seigneur du Repaire (1699-1775), de Christophe de Beaumont (1703-1781), archevêque de Paris, et de Louis, comte de Beaumont, commandant pour le roi en Périgord en 1789.

Quelques membres de la branche cadette, devenus en 1799 seigneurs de Buzet, apparaissent aussi dans l'inventaire.

On trouvera aussi dans ce fonds des papiers sur les familles alliées suivantes : Beynac, Faurie (notaires et magistrats de Cahors), Caumont, Gaillac, Fimarcon, Lostanges, Roquemaurel, et des papiers (xv^e-xix^e siècle) relatifs aux terres que possédaient les Beaumont en Dordogne, dans le Lot, Lot-et-Garonne, Gers et dans la région de Pau.

3. *Chartrier de la famille Grossolles-Flamarens*. — Les papiers concernent la famille Grossolles (xv^e-xviii^e siècle), la terre de Buzet (Lot-et-Garonne) et d'autres seigneuries du Lot-et-Garonne, du Gers et des Landes (xiii^e-xix^e siècle).

En annexe du fonds ont été classés des documents relatifs à des terres sises en Agenais, Quercy et Lomagne, provenant sans doute de la famille Faurie. On trouve entre autres de nombreux actes notariés relatifs à Cahors (xiii^e-xviii^e siècle) ;

Chronique

et, enfin, les archives des seigneuries de Vers et Saint-Géry dans le Lot (xv^e-xviii^e siècle).

120 AP. *Les papiers Sully*. Acquis par achat en 1954 (13 cartons). Pour connaître la composition et l'intérêt historique du fonds, le lecteur se reportera à l'introduction qui figure dans l'inventaire imprimé de ces papiers : R.-H. Bautier et A. Vallée-Karcher, *Les papiers de Sully aux Archives nationales*, Paris, 1959, in-8^o 1.

145 AP. *Papiers du cardinal Dubois, de sa famille et du janséniste Duguet*. Acquis par achat en 1958 (3 cartons). [Inventaire rédigé par Marc BRUNERYE.] Les papiers du cardinal Dubois ont été utilisés par le comte Victor de Seilhac, *L'abbé Dubois d'après les mémoires manuscrits de l'abbé d'Espagnac*, Paris, 1862, 2 vol. in-8^o. Mais ce fonds garde de l'intérêt, car bien des actes n'ont pas été étudiés par Seilhac. Beaucoup de lettres reçues par le cardinal précisent son activité.

L'histoire locale de Brive peut être enrichie par les pièces relatives à Joseph Dubois, frère du cardinal, qui fut maire et lieutenant général de police à Brive de 1693 à 1727. Joseph Dubois fut directeur général des ponts et chaussées de 1723 à 1736, eut la charge de secrétaire de la chambre et du cabinet du roi de 1721 à 1737. Il fut secrétaire du roi, maison, couronne de France et de ses finances de 1724 à 1740.

Le fonds Duguet contient tous les manuscrits de l'abbé Duguet qui ont été publiés. Par contre, les mémoires de M^{me} Mol, nièce de l'abbé Duguet, sont inédits.

147 AP. *Papiers Jacques-François Piou*. Acquis par achat en 1958 (7 cartons). [Inventaire rédigé par Marie-Antoinette HOSOTTE-REYNAUD.] Piou, né en 1777, mort après 1858, obtint son brevet d'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées en 1791.

Il s'installe à Vannes en 1811 comme ingénieur en chef du Morbihan et l'essentiel du fonds porte sur ses activités en tant qu'ingénieur en chef de ce département. On trouvera, en particulier, de nombreux documents sur les travaux de Napoléonville (Pontivy), tels que les plans d'urbanisme de la ville et les plans des édifices publics : sous-préfecture, mairie, palais de justice, etc...

148 AP. *Papiers Ernest Noirot (1851-19?)*. Acquis par achat en 1957 (5 cartons). [Inventaire rédigé par Françoise PATHIZ.] Le fonds peut servir à une étude sur l'installation française en A. O. F.

En 1881, Noirot participe à l'expédition du docteur Bayol au Sénégal. Celui-ci était chargé d'établir les droits de la France sur le Fouta-Djalon. Puis Noirot fut nommé administrateur du Fouta et particulièrement du cercle du Dagana. A ce titre, il organise le pavillon du Sénégal à l'exposition coloniale de 1887.

Ensuite, il est administrateur du Siné-Saloum (1891-1897), du Fouta-Djalon (1897-1900), enfin directeur des Affaires indigènes. De 1908 à 1910, il sera adjoint du gouverneur du Sénégal.

Ce fonds contient des cartes, de nombreuses études sur les douanes, chemins de fer, routes, cultures des régions administrées par Noirot.

Chantal DE TQURTIER,
Conservateur aux Archives nationales.

1. Ce fonds a été largement utilisé pour la préparation d'une thèse de l'École nationale des chartes : B. BARBICHE, *Étude sur l'œuvre de restauration financière de Sully, 1596-1610* ; résumé dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1960*, Paris, 1960, p. 11.

■ La Commission d'Histoire économique et sociale de la Révolution française

Cet organisme n'est autre que la « Commission nationale pour la recherche et la publication des documents inédits relatifs à la vie économique de la Révolution », dont l'activité rajeunie s'applique désormais à un champ plus large tant par son objet que par sa méthode. L'histoire sociale s'inscrit au côté de l'histoire économique, comme un domaine connexe, mais distinct, d'égale importance. La mise en œuvre des documents s'ajoute à leur recherche et à leur publication. Loin d'être une rupture, cette définition nouvelle élargie, constitue l'aboutissement d'une évolution accomplie en un demi-siècle. De Jean Jaurès à Georges Lefebvre, en passant par Louis Barthou et Édouard Herriot, la Commission n'avait jamais dédaigné l'histoire sociale non plus que l'élaboration des documents découverts et publiés. C'était en somme un centre national de recherche historique en un temps où il en existait bien peu. Les assemblées générales, spécialement celle de 1939, avaient révélé cette orientation, aussi bien que l'activité féconde de l'organisme.

Après la deuxième guerre mondiale, la sous-commission permanente, sous l'impulsion de Georges Lefebvre, renoua les liens avec des comités départementaux et reprit les publications. C'est ainsi que parurent, en 1952, le *Supplément au répertoire des cahiers de doléances*, par Miss Hyslop, en 1953 l'étude de M. Fauchaux sur *Le boisselage*, en 1955 l'étude de M. Chamboux sur *La propriété foncière et l'exploitation dans la Creuse*, en 1956 celle de J. Dupaquier sur *La propriété et l'exploitation foncières dans le Gâtinais*, sans oublier *La question agraire au temps de la Terreur*, dont Georges Lefebvre donna une édition revue et accrue en 1954.

Sur les instances des membres de la sous-commission, M. Julien Cain accepta la présidence en 1959 et poursuivit la réorganisation des comités départementaux. Ils s'étendent aujourd'hui sur une vingtaine de départements et ont repris le travail de recherche traditionnel auquel ils ajoutent parfois la préparation d'études et de monographies.

La Commission nationale s'est réunie en mai 1960, ce qui n'avait pas eu lieu depuis 1939. Le bureau était composé de MM. Julien Cain, président, E. Labrousse et M. Reinhard, vice-présidents, M. Bouloiseau, secrétaire. Parmi les membres les plus anciens figurait le président Paul-Boncour. Les diverses Facultés, les archives et les bibliothèques avaient repris leur place, avec MM. P. Bastid, M. Baudot, P. Caillet, M. Garaud, le chanoine Leflon, M. P. Lelièvre, H. Lévy-Bruhl, de Saint-Rémy, montrant ainsi la volonté de travail synthétique. Le ministre de l'Éducation nationale était représenté par le directeur de son cabinet, M. Escoubé. C'est alors que le champ et les méthodes d'activité furent à nouveau définis et élargis.

Les instructions, destinées à porter l'attention sur certaines catégories de documents et de problèmes, et à favoriser les recherches au moyen d'un répertoire critique des sources, furent reprises. Le premier fut incorporé au Bulletin qui parut en 1961 et apporta une instruction, un recueil de textes et de notes pour l'*Étude de la population pendant la Révolution et l'Empire*, établis par M. Reinhard.

Cependant, les publications se poursuivaient, notamment avec *Les Campagnes*

Chronique

montpelliéraines, étudiées par A. Soboul, et aussi avec une série de publications de cahiers de doléances : ceux du Tiers état du bailliage de Rouen, par M. Bouloiseau, ceux du Tiers état de la sénéchaussée de Château-du-Loir, par P. Bois, ceux du Pays et Juerie de Rivière-Verdun, par D. Ligou. Il ne s'agissait nullement de publier tous les cahiers encore inédits, mais de renouveler la méthode au profit de l'histoire économique et de l'histoire sociale.

Ces travaux ont efficacement contribué à développer notre connaissance de l'histoire économique et de l'histoire sociale d'une période dont l'importance se mesure de mieux en mieux avec le recul du temps. Encore ne les avons-nous pas tous cités, non plus que tous les projets.

Des instructions sont prévues sur *Les structures sociales*, sur *La répartition de la propriété*, sur *L'émigration*. Des études doivent paraître prochainement, notamment des *Contributions à l'histoire démographique de la Révolution*.

En somme, la Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution apparaît comme un rouage en pleine activité, toujours défini par la triple originalité d'unir des chercheurs appartenant à des disciplines diverses, d'articuler les efforts de comités départementaux et de combiner les travaux d'universitaires, d'archivistes, de bibliothécaires et de chercheurs bénévoles.

Marcel REINHARD.

— *Les Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1961 à l'École nationale des chartes* (Paris, École des chartes, 1961, in-8°, 110 p.) montrent que s'accroît la tendance, déjà manifeste depuis une génération, à l'élargissement du cadre temporel des recherches. Jadis réduites au champ clos du Moyen Âge, elles se consacrent maintenant, pour près de la moitié, à la période moderne, sans toutefois franchir encore le cap de la Révolution. En voici la liste, rangée par ordre chronologique des sujets abordés, où figurent encore les recherches d'archéologie, de paléographie, d'histoire littéraire, mais où l'histoire économique et sociale a pris une place de choix, à côté de celle des institutions :

Colette JEUDY. L'enseignement grammatical de Remi d'Auxerre (IX^e siècle). — Philippe CHAPU. Les châteaux du Berry du X^e au XIV^e siècle. — Simone ROSET. *Le Liber thesauri occulti* de Pascalius Romanus, traité d'interprétation des songes du XII^e siècle. — Françoise GASPARRI. L'écriture des actes de Louis VI, Louis VII et Philippe-Auguste. — Seydou SY. La tenure en parage dans les coutumes de l'Ouest (Normandie, Touraine, Maine-Anjou et Bretagne) aux XIII^e et XIV^e siècles. — Pierre-Yves PLAYOUST. La vie municipale à Colmar aux XIII^e et XIV^e siècles. — Marie-Antoinette LAFON. Évolution politique et sociale de la ville de Nîmes de la fin du XIII^e à la fin du XIV^e siècle (1270-1390). — Nicole SIMON. La vie économique et sociale à Caen de 1381 à 1416. — Françoise COTTON. La vie rurale en Revermont du milieu du XIV^e à la fin du XV^e siècle. — Madeleine ROUAULT. Les jubés des églises de Bretagne. — Charles HIEGEL. L'industrie du sel en Lorraine du IX^e au début du XVII^e siècle. — Marie-Edmée MICHEL-MULLIEZ. Le commerce du vin à Paris au XVI^e siècle (1515-1577). — Jacques PARICHET. Les éditions de Sophocle en Europe occidentale au XVI^e siècle. — Liliane CHAULEAU. L'histoire sociale de la Martinique de 1635 à 1715. — Ariane DUCNOT. Recherches sur Jean-Baptiste Lully (1632-1687) et sur les débuts de l'Académie royale de musique. — Élisabeth PAULY-CHARREYRE. La grande entreprise privilégiée sous Colbert. — Alix GAMBIER. L'industrie drapière en France au XVIII^e siècle ; étude économique d'après

Chronique

les archives du Contrôle général des finances et des Intendances. — Gillette TYL.
Le port et la ville de Cherbourg au XVIII^e siècle.

E. PERROY.

— Signalons l'activité du *Comité de documentation historique de la Marine pour la région Méditerranée-Côte d'Azur*, présidé par M. E. Hildesheimer, directeur du Service des Archives des Alpes-Maritimes à Nice. Ce Comité se propose de recenser les documents de la région qui intéressent toutes les activités maritimes, d'en tenir à jour un fichier, de les répertorier et de contribuer dans la plus large mesure du possible au sauvetage des archives privées que menace trop souvent une destruction inconsidérée par des propriétaires qui ignorent l'intérêt que présentent ces documents pour les historiens. Le n° 1 de ce *Bulletin* (janvier-mars 1961), que nous venons de recevoir, publie de brèves indications sur les fonds que possèdent les Archives des Alpes-Maritimes, ainsi que la première partie d'un devis d'armement concernant la galère la *Victoire* qui fut mise à l'eau en 1662 (adresse du Comité : avenue Edith-Cavell, Nice).

■ Canada

On annonce la prochaine publication, simultanément en français et en anglais, d'un *Dictionnaire biographique du Canada* par les Presses Universitaires Laval et la University of Toronto Press. La direction générale de l'entreprise, rendue possible par une donation généreuse de feu M. James Nicholson de Toronto, a été confiée à M. George Brown, professeur titulaire à l'Université de Toronto, directeur de la *Canadian historical review*, ancien directeur des éditions de la Société royale du Canada. Les instituts d'histoire de chacune des trois universités de Montréal, Ottawa et Laval sont représentés dans le comité consultatif français qui a été mis sur pied pour diriger l'édition française dont le contenu sera exactement identique à celui de l'édition anglaise ; à sa tête a été placé M. Marcel Trudel, professeur et directeur de l'Institut d'histoire de l'Université Laval. Les premiers volumes, qui porteront sur les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, auront naturellement surtout pour collaborateurs des historiens de langue française. On espère que la plus grande partie du *Dictionnaire* aura paru en 1967, date de la célébration du centenaire de la fondation de la Confédération.

■ Le XII^e Congrès international des Études byzantines

Le XII^e Congrès international des Études byzantines a tenu ses assises à Ochrid (Yougoslavie) du 10 au 16 septembre 1961. L'organisation en était assumée par M. G. Ostrogorsky, assisté du groupe très actif de savants yougoslaves dont il est l'animateur. Vingt-huit pays étaient représentés par cent soixante délégations d'instituts (dix-sept pour la France) et un total de six cents congressistes. Si l'ampleur de cette participation confirme la vitalité de la discipline, le programme du congrès illustre plus encore la place des études byzantines dans le cadre de l'histoire médiévale.

Chronique

Les séances plénières quotidiennes, qui donnent généralement le ton à ces sortes d'assemblées, concernaient pour la plupart des thèmes débordant l'aire strictement byzantine et intéressant presque tout le Moyen Âge européen. Ainsi le problème des rapports entre la ville et la campagne dans l'Empire du *iv^e* siècle au *xiii^e*, présenté par un collège de savants soviétiques et discuté par MM. P. Lemerle, P. Charanis et D. Angelov. La politique étrangère et les institutions étaient représentées par deux débats, l'un sur les méthodes et les principes de la diplomatie byzantine, l'autre sur la chancellerie impériale. Le reste des séances était réservé à des aspects de l'histoire de la civilisation. Sauf une discussion sur un épisode limité de l'histoire des idées : la position du palamisme face à l'humanisme, il s'agissait de sujets vastes qui touchaient chaque fois le rayonnement de Byzance chez les Slaves du Sud : pénétration du droit byzantin dans les États du Sud-Est européen ; dosage de l'élément grec et de l'apport slave dans les lettres, la musique et l'art des Balkans. Ce dernier chapitre fut certainement, avec celui de la ville et la campagne, l'un des deux morceaux de résistance du congrès. L'exposé très riche de V. N. Lazarev sur la dominante slave (style et artistes) de la peinture des *xi^e*-*xiii^e* siècles dans les Balkans suscita une adhésion fort nuancée de O. Demus et une critique plus négative de St. Pélékanidès. Les archéologues yougoslaves abordèrent enfin les rapports entre l'architecture de la basse antiquité et celle du Moyen Âge dans les Balkans, de part et d'autre du grand vide monumental des *vi^e*-*ix^e* siècles.

Il s'en faut que les deux confrontations les plus prometteuses aient toujours rapproché les positions. Mis à part des divergences d'interprétation amenées par les lacunes des sources, l'écart irréductible s'explique, entre autres causes, par tel attachement inconditionné à un schéma de l'évolution historique universelle (ainsi la « périodisation » chère aux historiens soviétiques, avec toutes les équivoques qu'elle implique, ne serait-ce qu'à propos de la féodalité), par une sensibilisation nationale, d'ailleurs fort heureusement en déclin. Ceci dit, le bilan n'en est pas moins positif, en ce que les séances plénières ont permis de faire le point des problèmes et des découvertes récentes, de suggérer des orientations, surtout de renforcer la collaboration internationale.

Les communications, extrêmement nombreuses (près de trois cents), reflétaient évidemment les recherches dispersées des byzantinistes. Beaucoup mériteraient d'être mentionnées. On pourra se faire une idée de l'éventail des sujets par les quelques exemples qui suivent et qui représentent généralement des contributions françaises. N. Oikonomidès a présenté sa découverte d'un « taktikon » inédit extrêmement important (objet d'une thèse soutenue en Sorbonne) ; H. Glykatzis-Ahrweiler a analysé la dévolution d'un revenu fiscal sous les Comnènes et les Paléologues ; N. Svoronos a annoncé du nouveau sur la tradition des grandes nouvelles des empereurs macédoniens ; J. Gouillard rejetait, de son côté, l'authenticité du décret de rétablissement des images en 843, et D. Stiennon proposait d'intéressantes conclusions sur les origines du despotat d'Épire.

Le prochain congrès se tiendra à Oxford en 1966. Le Comité international des Études byzantines a estimé, en effet, qu'un espacement un peu plus considérable (cinq ans au lieu de trois) des assemblées servirait mieux leur objet : présenter un bilan substantiel des acquisitions nouvelles, éprouver les projets, orientations et méthodes mis en avant au congrès précédent.

Chronique

Le congrès a renouvelé la composition du Comité international des Études byzantines : P. Lemerle (Paris) a été élu président, D. Zakythinos (Athènes), secrétaire général.

J. G.

■ Nouvelle revue

L'*Institute for Balkan Studies* de Salonique, qui consacre son activité à l'étude de l'histoire, de la littérature, de l'économie et de la vie sociale et politique des peuples balkaniques depuis les origines jusqu'à l'époque contemporaine, mais plus spécialement à la période de la domination turque, publie depuis la fin de 1960 un périodique qui paraîtra deux fois par an : *Balkan Studies*, où figureront des articles dans les langues anglaise, allemande, française, italienne (prix de l'abonnement : 8 dollars par an ; prix du numéro de 160 pages : 5 dollars). Adresse de la rédaction : Editor, *Balkan Studies*, 2, Vassilissis Sophias, Salonique. Abonnement à envoyer à *Balkan Studies*, National Bank of Greece, Salonique. Au sommaire du n° 1 figurent les articles suivants : D. DELIVANIS : *Balkan economic developments* — George G. ARNAKIS : *Turanism, an aspect of turkish nationalism* — Paul P. VOURAS : *Northern Greece in our times, Problems and achievements* — Dem. HEMMERDINGER-ILIADOU : *L'enkomion de saint Demetrius* par Jean, archevêque de Thessalonique — Stilpon P. KYRIAKIDES : *The Northern boundaries of Hellenism in the 7th and 8th centuries* — Stephen G. XYDES : *The 1945 crisis over the Turkish Straits* — Georg THEOCHARIDES : *Kurze geschichtliche Uebersicht des Heiligen Berges Athos* — Photios M. PETSAS : *Pella Literary tradition and archeological research* (avec 8 pl. h.-t.) — Michael G. PAPACONSTANTINOU : *The struggle of hellenism over Macedonia, a survey of recent bibliography* — N. P. ANDRIOTES : *History of the name Macedonia* — Paul G. MANOLIS : *The transformation of the Balkans since the Ottoman era*.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abadal y de Vinyals (Ramón de)*. Del reino de Tolosa al reino de Toledo, 526.
- Alatri (Paolo)*. Nitti, d'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920), 499.
- Allen (Thomas George)*. The Egyptian Book of the Dead Documents in the Oriental Institute Museum at the University of Chicago, 99.
- Annali (Napoli)*, vol. I, 296.
- Aquarone (Alberto)*. L'Unificazione legislativa e i codici del 1865, 496.
- Armstrong (Frances)*. The Free Port System in the British West Indies. A Study in Commercial Policy, 1766-1822, 485.
- Aron (Raymond)*. France steadfast and changing, 536.
- Artola (Miguel)*. Los orígenes de la España contemporánea, 489.
- Atti del XXXVI Congresso di Storia del Risorgimento italiano (Salerno, 19-23 ottobre 1957), 267.
- Balout (L.)*. Voir Musée d'Ethnographie et de Préhistoire du Bardo.
- Barker (T. C.) and Harris (J. R.)*. A Merseyside Town in the Industrial Revolution. St. Helens, 1750-1900, 486.
- Baron (Salo Wittmayer)*. A social and religious history of the Jews, 2d ed. Vol. III-VIII: High Middle Ages, 500-1200, 218.
- Bartel (Walter)*. Die Linken in der deutschen Sozialdemokratie im Kampf gegen Militarismus und Krieg, 498.
- Bartocchini (Fiorella)*. Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'Unità italiana, 239.
- Basas Fernández (Manuel)*. Breve historia de la Ría y noble villa de Bilbao, 527.
- La sección de genealogías del Archivo Municipal de Bilbao, 527.
- La estabilización monetaria bajo los Reyes Católicos, 528.
- Los libros mercantiles de la Compañía de García y Miguel de Salamanca, 528.
- Baulant (Micheline) et Meuwret (Jean)*. Prix des céréales extraits de la mercuriale de Paris (1520-1698). T. I: 1520-1620, 261.
- Beaglehole (J. C.)*. Voir Journals of Captain James Cook.
- Beaumont (Pierre de)*. La IV^e République: politique intérieure et européenne, 265.
- Bechtel (Heinrich)*. Wirtschaftsgeschichte Deutschlands im 19. und 20. Jahrhundert, 175.
- Bengtson (Hermann)*. Griechische Geschichte von den Anfängen bis in die römische Kaiserzeit, 2^e éd., 514.
- Bianchini (Ludovico)*. L'amministrazione finanziaria nel Regno delle Due Sicilie nell'ultima epoca borbonica. Ristampa a cura di Giovanni Raffiotta, 268.
- Biographie nationale*. T. XIII (fasc. 2 du suppl., t. II), 259.
- Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, X^e fasc., 260.
- Boberach (Heinz)*. Wahlrechtsfragen im Vormärz. Die Wahlrechtsanschauungen im Rheinland 1815-1849 und die Entstehung des Dreiklassenwahlrechts, 176.
- Bois (Paul)*. Les paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques, depuis l'époque révolutionnaire, dans la Sarthe, 482.
- Book of British Profiles (A)*. Compiled from "The Observer", by S. Haffner, 539.
- Born (Karl Erich)*. Staat und Sozialpolitik seit Bismarcks Sturz. Ein Beitrag zur Geschichte der innenpolitischen Entwicklung des deutschen Reiches 1890-1914, 196.
- Borsa (G.)*. L'Estremo-Oriente fra due mondi, 523.
- Bovill (E. W.)*. The Golden Trade of the Moors, 472.
- Boxer (C. R.)*. Voir Tregic History of the Sea.
- Braubach (M.)*. Von der französischen Revolution bis zum Wiener Kongress, 171.
- Briard (Jacques)*. L'Age du Bronze, 247.
- Brunel (Y.)*. La mère de Louis XVI, Marie-Joséphine de Saxe, dauphine de France, 532.
- Bussenius (Charlotte)*. Die preussische Verwaltung in Süd- und Neustpreussen 1733-1806, 181.
- Cambridge History of the British Empire (The)*. Vol. III: The Empire Commonwealth, 453.
- Candeloro (Giorgio)*. Storia dell'Italia moderna. Vol. III: La Rivoluzione nazionale. 1846-1849, 238.
- Caracciolo (Alberto)*. Il Parlamento nella formazione del Regno d'Italia, 496.
- Caraci (Giuseppe)*. Italiani e catalani nella primitiva cartografia nautica medievale, 250.
- Caralp-Landon (M^{me} R.)*. Les chemins de fer

Index bibliographique

- dans le Massif Central. Étude des voies ferrées régionales, 532.
- Gaselle (H. J.)*. Moïse, dans *Supplément au Dictionnaire de la Bible*, t. V, 112.
- Geyssens (Lucien)*, O. F. M. Sources relatives au début du jansénisme et de l'anti-jansénisme, 1640-1643, 479.
- Voir *Legrand (Chanoine A.)*.
- Chakrabongse (Prince Chulo)*. Lords of Life, the paternal monarchy of Bangkok 1782-1932, with the earlier and more recent history of Thailand, 526.
- Chambliss (W. J.)*. Voir *Ryosuke (Ishii)*.
- Charts and views drawn by Cook and his officers, ed. by *R. A. Skelton*, 250.
- Cheikh Anta Diop*. Apports et perspectives culturels de l'Afrique, 99.
- Chen (Theodore H. E.)*. Thought reform of the Chinese intellectuals, 522.
- Chmaj (L.)*. Voir *Studia nad arianizmem*.
- Clark (J. Desmond)*. The Prehistory of Southern Africa, 512.
- Colapietra (Raffaele)*. Il Novantotto. La crisi politica di fine secolo (1896-1900), 540.
- Coolkaas (W. Ph.)*. A critical survey of studies on Dutch colonial history, 516.
- Cornu (Auguste)*. Karl Marx et Friedrich Engels, t. I et II, 183.
- Couroyer (B.)*. L'Exode, 113.
- Court (W. H. B.)*. A Concise Economic History of Britain from 1750 to Recent Times, 537.
- Cusack (Dymphna)*. Chinese Women Speak, 521.
- Cuypers (J. F.)*. Alphonse Vangele (1848-1939), d'après des documents inédits, 212.
- Dauphin-Meunier (A.)*. Histoire du Camboodge, 524.
- Davidson (Basil)*. Old Africa Rediscovered, 222.
- Davis (H. W. C.)*. Medieval Europe, 507.
- Debenham (Frank)*. Antarctica, the story of a continent, 251.
- Demarco (Domenico)*. Il Banco delle Due Sicilie (1808-1863). Storia del Banco di Napoli, tome II, 492.
- Dermigny (Louis)*. Cargaisons indiennes. Solier et C^{ie} (1781-1793), 234.
- Derry (T. K.) et Williams (Trevor I.)*. A short History of technology, 463.
- Derwein (Herbert)*. Heidelberg im Vormärz und in der Revolution 1848-1849. Ein Stück Badischer Bürgergeschichte, 184.
- Dethan (Georges)*. Gaston d'Orléans, conspirateur et prince charmant, 476.
- Dictionnaire de biographie française, fasc. L (Colbas-Constantin), 246.
- Dictionnaire de biographie française, fasc. LI et LII (Constantin-Courteys), 530.
- Dictionnaire de la civilisation égyptienne, par *G. Posener, S. Sauneron et J. Yoyotte*, 95.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, tome XIV, fasc. 82 et 83 (Dumoulin-Eger), 245.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, tome XV, fasc. 84 (Égérie-Elne), 508.
- Dizionario biografico degli Italiani, t. I et II, 295.
- Documents diplomatiques français (1871-1914), 139.
- Drioton (E.)*. La date de l'Exode, 113.
- Duché (Jean)*. Histoire du monde; II : Le feu de Dieu, 245.
- Du Puy de Clinchamps (P.)*. La noblesse, 6.
- Dworaczek (W.)*. Généalogie, 541.
- Eckert (G.)*. Von Valmy bis Leipzig, 182.
- Egyptian Book of the Dead Documents (The)... Voir *Allen (T. G.)*.
- Ehrenberg (Victor)*. The Greek State, 216.
- Ellis (Hamilton)*. British Railway History. An Outline. From the Accession of William IV to the Nationalisation of Railways; t. I : 1830-1876; t. II : 1877-1947, 538.
- Engelberg (Ernst)*. Revolutionäre Politik und Rote Feldpost, 190.
- Ἐπιστημονικὴ ἐπεξεργασία τῆς φιλοσοφικῆς σχολῆς τοῦ πανεπιστημίου Ἀθηνῶν (dir. *Georges Zoras*), 2^e série, t. X, 254.
- Ethnographisch-Archaeologische Forschungen, 6, 248.
- Études présentées à la Commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États. Fasc. XX : 1957-1959, 508.
- Fanfani (Aminore)*. Poemi omerici ed economia antica, 515.
- Faulkner (H. U.)*. Histoire économique des États-Unis d'Amérique (adaptation française par *O. Merlet-Guitard*), 529.
- Fisk (Dorothy)*. Dr. Jenner of Berkeley, 512.
- Fistié (Pierre)*. Singapour et la Malaisie, 524.
- Foerder (Herwig)*. Marx und Engels am Vorabend der Revolution. Die Ausbreitung der politischen Richtlinien für die deutschen Kommunisten, 183.
- Forestier (Henri)*. L'Yonne au XIX^e siècle. Première partie : 1800-1830, 235.
- Foster (Paul)*. White to move. A portrait of East Africa Today, 519.
- Fulford (Roger)*. Glyn's, 1753-1953. Six generations in Lombard Street, 537.

Index bibliographique

- Fuller (J. F. C.). The Generalship of Alexander the Great, 255.
- Gagel (Walter). Die Wahlrechtsfrage in der Geschichte der deutschen liberalen Parteien 1848-1918, 176.
- García de Valdeavellano y Arcimis (Luis). Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval, 473.
- Gaulle (Charles de). Mémoires de guerre. III : Le salut (1944-1946), 501.
- Gelb (I. J.). Von der Keilschrift zum Alphabet, 213.
- Gembruch (Werner). Freiherr von Stein im Zeitalter der Restauration, 180.
- Génicot (L.). L'économie namuroise au bas Moyen Age. II : Les hommes, la noblesse, 1.
- Les lignes de faite du Moyen Age, 3^e éd., 507.
- Geuss (Herbert). Bismarck und Napoleon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preussisch-französischen Beziehungen 1851-1871, 185.
- Gilliard (Charles). Histoire de la Suisse, 509.
- Ginsburg (Norton). The pattern of Asia, 520.
- Göhring (Martin). Bismarcks Erben 1890-1945. Deutschlands Weg von Wilhelm II bis Adolf Hitler, 174.
- Graham (Gerald S.). Empire of the North Atlantic. The maritime struggle for North America, 441.
- Grassotti (Hilda). Apostillas a « El testimonio » de Valdeavellano. Notas para el estudio de las concesiones beneficiarias castellano-leonesas, 473.
- Green (Peter). Essays in Antiquity, 513.
- Haffner (S). Voir Book of British Profiles.
- Hamerow (Theodore S.). Restoration, Revolution, Reaction. Economics and Politics in Germany 1815-1871, 184.
- Handover (P. M.). Printing in London from 1476 to Modern Times, 225.
- Harlow (Vincent). The founding of the second British Empire 1763-1793. Vol. I : Discovery and Revolution, 444.
- et Madden (Frederik). British Colonial Developments, 1774-1834; Select documents, 445.
- Harris (J. R.). Voir Barker (T. G.).
- Hart (Cyril E.). The Free Miners of the Royal Forest of Dean and Hundred of St. Briavels, 538.
- Hauser (Oswald). Deutschland und der Englisch-Russische Gegensatz 1900-1914, 194.
- Hautecler (G.). Voir Rapport du général Leman sur la défense de Liège en août 1914.
- Heidorn (Gunter). Monopole, Presse, Krieg. Die Rolle der Presse bei der Vorbereitung des ersten Weltkrieges. Studien zur deutschen Aussenpolitik von 1902 bis 1912, 198.
- Henderson (W. O.). Voir Passant (E. J.).
- Henneaux-Depooter (Louise). Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869, 241.
- Historia Mundi. T. VIII : Die überseeische Welt und ihre Erschliessung, 475.
- Hochle (Thomas). Franz Mehring. Sein Weg zum Marxismus, 190.
- Holiday (Frederic B. M.). Bismarck's Rival. A political Biography of General and Admiral Albrecht von Stosch, 192.
- Hsüeh (Chün tu). The Chinese communist movement 1921-1937, a annotated bibliography of selected material in the Chinese collection of the Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 521.
- Hundert Jahre Historischer Zeitschrift. Beiträge zur Geschichte der Historiographie in den deutschsprachigen Ländern, hrsg. von Th. Schieder, 188.
- Hutchinson (T. W.). A Review of Economic Doctrines, 1870-1929, 509.
- Inscriptions grecques et latines de la Syrie. Voir Jalabert (Louis).
- Jackman (Sydney W.). Galloping Head. A biography of Sir Francis Bond Head 1793-1875, 450.
- Jadin (L.). Le rôle de la marine française au Congo, 1868-1886, 210.
- Jalabert (Louis) et Mousterde (René), avec la collab. de Mondésert (Claude). Inscriptions grecques et latines de la Syrie. T. V : Émésène (nos 1998-2710), 217.
- Jensen (Hans). Die Schrift in Vergangenheit und Gegenwart. 2^e éd., 213.
- Jeremy Bentham's economic Writings. Critical Edition based on his Printed Works and Unprinted Manuscripts, by W. Stark, vol. III, 536.
- Jizuka (Kōji). Some general remarks on attitudes in Asian studies, with special reference to Modern Japan, 257.
- Johansson (J. Viktor). Sur la correspondance littéraire secrète et son éditeur, 532.
- Journals of Captain James Cook on his voyages of discovery (The). I : The voyage of the Endeavour 1768-1771, ed. by J. C. Beaglehole, 250.
- Juretschke (Hans). Die Franzosenpartei im Spanischen Unabhängigkeitskrieg, 489.

Index bibliographique

- Kemp (P. K.) et Lloyd (Christopher).** The Brethren of the Coast. The British and French Buccaneers in the South Seas, 477.
- Kessel (Eberhard).** Moltke, 187.
- Kirwan (L.-P.).** The white road, a survey of Polar exploration, 251.
- Kiyō (« Memoirs of the Institute for Oriental Culture »),** vol. XVI, XVII, XVIII, XIX, 257.
- Knaplund (Paul).** James Stephen and the British colonial system 1813-1847, 449.
- Kot (Stanislas).** Georges Niemirycz et la lutte contre l'intolérance au XVIII^e siècle, 542.
- Krieger (Leonard).** The German Idea of Freedom. History of a political Tradition, 173.
- Kuczynski (Jurgen).** Der Ausbruch des ersten Weltkrieges und die deutsche Sozialdemokratie. Chronik und Analyse, 199.
- Kunster (Charles).** La vie quotidienne sous la Régence, 531.
- Labrousse (R.).** Introduction à la philosophie politique, 509.
- Landes (David S.).** Bankers and Pashas. International Finance and economic imperialism in Egypt, 493.
- La Rive (William de).** Il conte di Cavour (Le comte de Cavour. Récits et souvenirs). A cura di Eliada Rossetto e Carlo Pischedda, 267.
- Latham (Ronald E.).** The Travels of Marco Polo, 256.
- Ledré (Charles).** La presse à l'assaut de la monarchie (1815-1848), 534.
- Legrand (Chanoine Aimé) et Ceyssens (Lucien).** La correspondance antijanséniste de Fabio Chigi, nonce à Cologne, plus tard pape Alexandre VII, 479.
- Leidigkeit (Karl-Heinz).** Wilhelm Liebknecht und August Bebel in der deutschen Arbeiterbewegung 1862-1869, 189.
— Voir Leipziger Hochverratsprozess.
- Leipziger Hochverratsprozess vom Jahre 1872 (Der).** Neu herausgegeben von Karl-Heinz Leidigkeit, 189.
- Lemerle (Paul).** Prolégomènes à une édition critique et commentée des « Conseils et Récits » de Kékauménos, 470.
- Léon-Dufour (X.).** Passion (Récits de la), dans Supplément au Dictionnaire de la Bible, t. VI, 119.
- Lepointe (Gabriel).** L'Église et l'État en France, 264.
- Leuilliot (Paul).** L'Alsace au début du XIX^e siècle. Essais d'histoire politique, économique et religieuse (1815-1830). T. III : Religions et culture, 534.
- Levaillant (Maurice).** Chateaubriand, prince des songes, 264.
- Lévêque (Pierre).** Nous partons pour... la Grèce, 514.
- Le Yaouanc (M.).** Nosographie de l'humanité balzacienne, 236.
- Limet (Henri).** Le travail du métal au pays de Sumer au temps de la III^e dynastie d'Ur, 252.
- Little (Bryan).** Crusoe's Captain, 477.
- Lloyd (Christopher).** Voir Kemp (P. K.).
- Lorenzen (Paul).** Die Entstehung der exakten Wissenschaften, 510.
- Luwel (Marcel).** Otto Lindner 1852-1945. Een weinig bekend medewerker van Leopold II in Afrika, 207.
- Mc Burney (C. B. M.).** The Stone Age of Northern Africa, 512.
- Madden (Frederik).** Voir Harlow (Vincent).
- Malhomme (Jean).** Corpus des gravures rupestres du Grand Atlas (1^{re} partie), 247.
- Mansergh (Nicholas).** Survey of British Commonwealth Affairs. Problems of External Policy 1931-1939, 455.
- Martin (Bradford G.).** German Persian Diplomatic Relations 1873-1912, 195.
- Masson (André).** Histoire du Vietnam, 524.
- Mauzi (Robert).** L'idée du bonheur, dans la littérature et la pensée françaises, au XVIII^e siècle, 262.
- Mégrine (Bernard).** La question scolaire en France, 264.
- Méjan (Lucie).** Sous la III^e République. Le sénateur Louis Méjan, 536.
- Meilat-Guitard (Odette).** Voir Faulkner (H. V.).
- Messmer (Hans).** Hispania-idee und Gotenmythos, 260.
- Meworet (Jean).** Voir Baulant (Micheline).
- Michaelis (Herbert).** Die Einigung Italiens. Triumph und Verhängnis Napoleons III, 267.
- Miller (J. D. B.).** The Commonwealth in the World, 453.
- Miquel (Pierre).** Avec Victor Hugo. Du sacre au cabaret (1825-1829), 264.
- Momigliano (Arnaldo).** Secondo contributo alla storia degli studi classici, 214.
- Mommsen (Wilhelm).** Max Weber und die deutsche Politik 1890-1920, 196.
- Mondésert (Claude).** Voir Jalabert (Louis).
- Montet (Pierre).** L'Égypte et la Bible, 113.
- Moorehead (Alec).** Le Nil blanc, 519.
- Morison (S. E.).** Les grandes batailles navales du Pacifique (1941-1945). T. III : La bataille de la mer des Philippines, la bataille de Leyte, 520.
- Morpurgo (J. E.).** Voir Nye (R. B.).

Index bibliographique

- Mourin (Maxime)*. Ciano contre Mussolini, 541.
- Mousterde (René)*. Voir *Jalabert (Louis)*.
- Musée d'Ethnographie et de Préhistoire du Bardo. Collections ethnographiques publiées sous la dir. de *L. Balout*. Planches : Album n° 1. Touareg Ahaggar, 247.
- Musset (René)*. La Normandie, 261.
- Néré (Jacques)*. La guerre de Sécession, 530.
- Nettel (Reginald)*. Sing a Song of England. A Social History of Traditional Song, 539.
- Nöllenburg (Wilhelm auf der)*. Kulturgeschichte der Schrifttrager. Band I, 213.
- Nye (R. B.) et Morpurgo (J. E.)*. A History of the United States, 528.
- Oliver (James H.)*. Demokratia, The Gods, and the Free World, 253.
- (*Roland*). Sir Harry Johnston and the scramble for Africa, 458.
- Olaskhi (Leonardo)*. Marco Polo's Asia. Trad. par *John A. Scott*, 256.
- Opitz (Alfred)*. Voir *Stulz (Percy)*.
- Palmade (Guy P.)*. Voir *Vanier (Henriette)*.
- Pares (R.)*. The historian's business, 505.
- Parkinson (C. Northcote)*. War in the Eastern Seas, 1793-1815, 488.
- Passant (E. J.)*. A short History of Germany 1815-1945. Economic Sections by *W. O. Henderson*, 172.
- Pelling (Henry)*. America and the British left. From Bright to Bevan, 495.
- Perroy (E.)*. La noblesse forézienne et les ligues nobiliaires de 1314-1315, 21.
- Philipponeau (Michel)*. Géographie et Action. Introduction à la géographie appliquée, 510.
- Piceni e la civiltà etrusco-italica (I), 464.
- Pilkington (Roger)*. Robert Boyle, father of Chemistry, 512.
- Pirenne (Jacques)*. Le statut de la femme dans l'ancienne Égypte, 106.
- Les trois cycles de l'Histoire de l'Égypte ancienne, 107.
- Pischedda (Carlo)*. Voir *La Rive (William de)*.
- Plessner (Helmuth)*. Die verspätete Nation. Ueber die politische Verführbarkeit bürgerlichen Geistes, 173.
- Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.)*. Correspondance politique du colonel Carron, représentant d'Ille-et-Vilaine à l'Assemblée nationale (1872-1875), 535.
- Poels (Werner)*. Sozialistenfrage une Revolutionensfurcht in ihrem Zusammenhang mit der angeblichen Staatsreichplänen Bismarcks, 191.
- Ponteil (F.)*. La pensée politique depuis Montesquieu, 509.
- Portner (Ernst)*. Die Einigung Italiens im Urteil liberaler deutscher Zeitgenossen. Studie zur inneren Geschichte des klein-deutschen Liberalismus, 188.
- Posener (G.), Sauneron (S.), Yoyotte (J.)*. Dictionnaire de la civilisation égyptienne, 95.
- Puglisi (S. M.)*. La civiltà appenninica, origine delle comunità pastorali in Italia, 248.
- Quazza (Guido)*. L'Italia e l'Europa durante la Guerre di Successione (1700-1748); extrait du vol. *Storia d'Italia*, t. II, 266.
- Quennel (Peter)*. Memoirs of William Hickley, 518.
- et *Hodge (Alan)*. The Past we share : an illustrated history of the British and American Peoples, 265.
- Raffiotta (Giovanni)*. Voir *Bianchini (Lodovico)*.
- Ranieri (Liane)*. Les relations de l'État indépendant du Congo et de l'Italie, 206.
- Rapport du général Leman sur la défense de Liège en août 1914, publié par *G. Hauser*, 519.
- Raumer (Kurt von)*. Was bedeutet Stein heute?, 180.
- Reiners (Ludwig)*. Bismarcks Aufstieg. Bismarck gründet das Reich, 185.
- Rémond (René)*. Histoire des États-Unis, 528.
- Riencourt (Amaury de)*. L'âme de la Chine, 521.
- Ritter (Gerhard)*. Staatskunst und Kriegshandwerk. Das Problem des « Militarismus » in Deutschland. II : Die Hauptmächte Europas und das wilhelminische Reich 1890-1914, 192.
- *Stein*. Eine politische Biographie, 180.
- Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich, 197.
- Roeykens (A.)*. Léopold II et l'Afrique, 1855-1880. Essai de synthèse et de mise au point, 204.
- Léopold II et la conférence géographique de Bruxelles (1876), 201.
- La période initiale de l'œuvre africaine de Léopold II. Nouvelles recherches et documents inédits (1875-1883), 202.
- Roggier (Hans)*. National consciousness in Eighteenth Century Russia, 231.
- Rossetto (Eliada)*. Voir *La Rive (William de)*.

Index bibliographique

- Rousseau (Raymond). La population de la Savoie jusqu'en 1861, 237.
- Roussel (Pierre). Sparte, 2^e éd., 516.
- Rutten (Marguerite). La science des Chaldéens, 251.
- Ryosuke (Ishii). Japanese legislation in the Meiji era; Cultural History of the Meiji era, volume X adapté par W. J. Chambliss, 523.
- Sauneron (Serge). Voir Posener (G.).
- Schäperclaus (J.). David Livingstone. Family letters. I : 1841-1848; II : 1849-1856, 448.
- Schieder (Th.). Voir Hundert Jahre Historische Zeitschrift.
- Schleifstein (Josef). Franz Mehring. Sein marxistisches Schaffen 1891-1919, 191.
- Schmid (K.). Zur Problematik von Familie, Sippe und Geschlecht, Haus und Dynastie beim mittelalterlichen Adel. Vortragen zum Thema « Adel und Herrschaft im Mittelalter », 9.
- Science au xvi^e siècle (La) (Colloque international de Royaumont, 1957), 511.
- Siéon (Hugues). Frankreich stellt die Uhren um, 265.
- Silberner (E.). Moses Hess Briefwechsel, 184.
- Simon (A.). Lettres de Pecci (1843-1846), 259.
- Skelton (R. A.). Voir Charts and views drawn by Cook and his officers.
- Slade (Ruth M.). English-Speaking Missions in the Congo Independent State (1878-1908), 210.
- Sourdrel (Dominique). Le vizirat abbaside de 749 à 936, 466.
- Stark (W.). Voir Jeremy Bentham's economic Writings.
- Stengers (J.). Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique? 205.
- Stéphane (Marc). La passion de Jésus. Fait d'histoire ou objet de croyance, 461.
- Storme (R. P.). Rapports du Père Planque, de Mgr de Lavigerie et de Mgr Comboni sur l'Association Internationale Africaine, 209.
- Strauss (Rudolf). Die Lage und Bewegung der chemnitzer Arbeiter in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, 183.
- Streisand (Joachim). Deutschland 1789-1815, 179.
- Studi storici (Istituto Gramsci), n^o 2 à 6, 295.
- Studia nad arianizmem, sous la direction de L. Chmaj, 542.
- Stulz (Percy). Fremdherrschaft und Befreiungskampf. Die preussische Kabinettspolitik und die Rolle der Volksmassen in den Jahren 1811 bis 1813, 178.
- Stulz (Percy) et Opitz (Alfred). Volksbewegungen in Kursachsen zur Zeit der Französischen Revolution, 178.
- Talamo (Giuseppe). La Scuola, dalla legge Casati alla inchiesta del 1864, 496.
- Tavenaux (René). Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789, 480.
- Taylor (E. G. R.). Voir Troublesome voyage of Captain Edward Fenton.
- Tendances politiques dans la vie française depuis 1789, 535.
- Tenenti (Alberto). Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise, 1592-1609, 228.
- Theodor (Gertrud). Friedrich Naumann oder der Prophet des Profits. Ein biographischer Beitrag zur Geschichte des frühen deutschen Imperialismus, 198.
- Tourtier (Chantal de). Bibliographie des travaux et pages choisies de Georges Bourgin, 531.
- Tōyō bunka (« Oriental Culture »), n^o 26 (décembre 1958), 259.
- Tōyō bunka kenkyūjo. Publications, 257.
- Trager (Frank N.). Marxism in South-East Asia, a study of four countries, 503.
- Tragic History of the Sea 1589-1622 (The), ed. by C. R. Boxer, 227.
- Trauth (Sister Mary Philip). Italo-American diplomatic Relations, 1862-1882. The mission of George Perkins Marsh, first american minister to the Kingdom of Italy, 540.
- Trimborn (Hermann). Eldorado. Entdecker und Goldsucher in Amerika, 517.
- Troublesome voyage of Captain Edward Fenton 1582-1583 (The), ed. by E. G. R. Taylor, 227.
- Turin (Yvonne). L'éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902. Libéralisme et tradition, 243.
- Tyler (Royall). L'empereur Charles-Quint, 261.
- Vanier (Henriette), avec la collab. de Guy-P. Palmade. La mode et ses métiers; frivolités et luttes des classes (1830-1870), 263.
- Vaughan (Paul). Doctors' Commons. A short History of the British Medical Association, 511.
- Vaussard (Maurice). De Pétrarque à Mussolini. Évolution du sentiment nationaliste italien, 539.
- Verbeke (Auguste). La révolte des Bateles en 1895. Textes inédits, 209.
- Verriest (L.). Questions d'histoire des institutions médiévales. Noblesse, chevalerie,

Index bibliographique

- lignage. Condition des gens et des personnes. Seigneurie, ministérialité, bourgeoisie, échevinage, 6.
- Vignes (J.-M. Maurice)*. Histoire des doctrines sur l'impôt en France. Les causes de la Révolution française considérées par rapport aux principes de l'imposition. Réédition par *E. Morselli*, 262.
- Voegt (H.)*. Die deutsche jakobinische Literatur und Publizistik, 177.
- Vulliamy (C. E.)*. The Onslow Family, 1528-1874. With Some Account of their Times, 538.
- Walraet (M.)*. Bibliographie du Katanga, fasc. II : 1900-1924, 209.
- Watillon (Léon)*. The Knights of Labor in Belgium. Transl. by *Fred. Meyers*, 260.
- Wentake (P.)*. Entscheidende Jahre des Vormärz. Heinrich von Gagern auf dem Wege zur deutschen Politik 1836-1848, 182.
- Werner (K. F.)*. Untersuchungen zur Frühzeit des französischen Fürstentums (9-10 Jahrhundert), 13.
- Williams (Trevor I.)*. Voir *Derry (T. K.)*.
- Winter (Paul)*. On the Trial of Jesus, 119.
- Wrench (John Evelyn)*. Alfred Lord Milner, the man of no illusions, 459.
- Wurtsburg (O. E.)*. Raffles of the Eastern Isles, 447.
- Wynn Jones (H.)*. Africa in Perspective, 518.
- Young (Desmond)*. Fountain of the Elephants, 518.
- (*Harry F.*). Maximilian Harden, Censor Germaniae, 195.
- Yoyotte (Jean)*. Voir *Posener (G.)*.
- Zeitschrift für Geschichtswissenschaft Sonderheft*. Historische Forschungen in der D. D. R. Analysen und Berichte. Zum XI Internationalen Historikerkongress in Stockholm August 1960, 172.
- Zieburg (Gilbert)*. Die V. Republik Frankreichs neues Regierungssystem, 265.
- Zmarlik (Hans-Günther)*. Bethmann Hollweg als Reichskanzler 1909-1914. Studien zu Möglichkeiten und Grenzen seiner innerpolitischen Machtstellung, 196.
- Zoras (Georges)*. Voir 'Επιστημονική έπαιτηρίς τής φιλοσοφικής σχολής τού πανεπιστημίου Αθηνών.
- Zschietzschmann (Willy)*. Prométhée, Histoire illustrée de la civilisation grecque et romaine, 253.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CCXXVI

Articles de fond

	Pages
DUBY (Georges). Une enquête à poursuivre : la noblesse dans la France médiévale	1
GIRAUD (M.). La Compagnie d'Occident (1717-1718)	23
LYNN M. CASE. La France et l'affaire du « Trent »	57
MALLON (Jean). L'archéologie des monuments graphiques	297
DROZ (Jacques). La légende du complot illuministe et les origines du romantisme politique en Allemagne	313
TUDESQ (A.-J.). La Banque de France au milieu du XIX ^e siècle. Étude des structures sociales	339

Mélanges

SAINTÉ FARE GARNOT (Jean). État présent (1960) des études égyptologiques	87
ISAAC (Jules). Problèmes de la Passion d'après deux études récentes	119
RENOUVIN (Pierre). Les documents diplomatiques français, 1871-1914	139
GIEYSZTOR (Alexander). Aspects territoriaux du premier État polonais (IX ^e -XI ^e siècle)	357
POCQUET DU HAUT-JUSSÉ (B.-A.). Une idée politique de Louis XI : la sujétion éclipse la vassalité	383
DELUMEAU (Jean). Les progrès de la centralisation dans l'État pontifical au XVI ^e siècle	399
LAMONTAGNE (Roland). La politique indigène de La Galissonnière	411
KRIEGLER (A.). Le socialisme international en juillet 1914. A propos d'un débat récent	417
BUTTET (lieutenant-colonel DE). Les méthodes de travail du Dépôt de la Guerre	421

Les centres de recherches historiques

L'Institut d'Histoire de la Révolution française, par Marcel Reinhard	153
Le Centre régional d'Études historiques de Lille, par Louis Trénard	157
Le Centre d'Études supérieures de Civilisation médiévale de l'Université de Poitiers, par René Crozet et Edmond-René Labande	427

L'Orientation actuelle des études historiques

L'histoire en République Démocratique Allemande, par Georges Castellan	163
Les recherches italiennes d'histoire du Moyen Âge, par Jacques Heers	433

Bulletins historiques

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914, par Jacques Droz	171
Le Congo belge, par Henri Brunschwig	201
La politique coloniale de l'Angleterre du XVIII ^e siècle à la veille de la guerre de 1914, par Henri Brunschwig	441
CORRESPONDANCE	461

585

Table des matières

Comptes rendus critiques

ALATRI (Paolo). Nitti, d'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920) (Paul Guichonnet)	499
AQUARONE (Alberto). L'unificazione legislative e i codici del 1865 (Id.)	496
ARMYTAGE (Frances). The Free Port System in the British West Indies. A Study in Commercial Policy, 1766-1822 (François Crouzet)	485
ARTOLA (Miguel). Los orígenes de la España contemporánea (M. Defourneaux)	489
BARKER (T. C.) and HARRIS (J. R.). A Merseyside Town in the Industrial Revolution. St. Helens, 1750-1900 (François Crouzet)	486
BARON (Salo Wittmayer). A social and religious history of the Jews, 2d ed. Vols III-VIII : High Middle Ages, 500-1200 (Claude Cahen)	218
BARTOCCINI (Fiorella). Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'Unità italiana (Paul Guichonnet)	239
BOIS (Paul). Les paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques, depuis l'époque révolutionnaire, dans la Sarthe (Jacques Godechot)	482
BOVIL (E. W.). The Golden Trade of the Moors (Claude Cahen)	472
CANDELORO (Giorgio). Storia dell' Italia moderna. Vol. III : La Rivoluzione nazionale, 1846-1849 (Paul Guichonnet)	239
CARACCIOLLO (Alberto). Il Parlamento nelle formazioni del Regno d'Italia (Id.)	496
CEYSSENS (Lucien), O. F. M. Sources relatives au début du jansénisme et de l'antijansénisme, 1640-1643 (Victor-L. Tapié)	479
DAVIDSON (Basil). Old Africa rediscovered (Jean Leclant)	222
DEMARCO (Domenico). Il Banco delle Due Sicilie (1808-1863). Storia del Banco di Napoli, tome II (Paul Guichonnet)	492
DERMIGNY (Louis). Cargaisons indiennes. Solier et Cie (1781-1793) (Jean Égret)	234
DERRY (T. K.) and WILLIAMS (Trevor I.). A short History of technology (Maurice Daumas)	463
DETHAN (Georges). Gaston d'Orléans, conspirateur et prince charmant (Victor-L. Tapié)	476
EHRENBERG (Victor). The Greek State (Paul Cloché)	216
FORESTIER (Henri). L'Yonne au XIX ^e siècle. Première partie : 1800-1830 (Jean Vidalenc)	235
GARCIA DE VARDEAVELLANO Y ARCIMIS (Luis). Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval (M. Defourneaux)	473
GAULLE (Charles de). Mémoires de guerre. III : Le salut (1944-1946) (A. J. P. Taylor)	501
GELB (I. J.). Von der Keilschrift zum Alphabet (Ch. Higounet)	213
GRASSOTTI (Hilda). Apostillas a « El prestimonio » de Valdeavellano. Notas para el estudio de las concesiones beneficiarias castellano-leonesas (M. Defourneaux)	473
HANDOVER (P. M.). Printing in London from 1476 to Modern Times (Robert Schnerb)	225
HENNEAUX-DEPOOTER (Louise). Misères et luttes sociales dans le Hainaut. 1860-1869 (Id.)	241
Historia Mundi. T. VIII : Die überseeische Welt und ihre Erschliessung (Henri Brunschwig)	475
JALABERT (Louis), S. J. (†) et MOUTERDE (René), S. J., avec la collabora-	

Table des matières

	tion de Claude MONDÉSERT, S. J. Inscriptions grecques et latines de la Syrie. Tome V : Émésène (Paul Cloché)	217
499 496	JENSEN (Hans). Die Schrift in Vergangenheit und Gegenwart, 2 ^e édition (Ch. Higounet)	213
485 489	JURETSCHKE (Hans). Die Franzosenpartei im Spanischen Unabhängigkeitskrieg (M. Defourneaux)	489
486	KEMP (P. K.) et LLOYD (Christopher). The Brethren of the Coast. The British and French Buccaneers in the South Seas (Henri Brunschwig)	477
218	LANDES (David S.). Bankers and Pashas. International Finance and economic imperialism in Egypt (Id.)	493
239	LEGRAND (chanoine Aimé) et CEYSSENS (Lucien), O. F. M. La correspondance antijanséniste de Fabio Chigi, nonce à Cologne, plus tard pape Alexandre VII (Victor-L. Tapié)	479
482 472	LEMERLE (Paul). Prolégomènes à une édition critique et commentée des « Conseils et Récits » de Kékauménos (Jean Gouillard)	470
239	LE YAOUANG (M.). Nosographie de l'humanité balzacienne (Jean Vidalenc)	236
496	LITTLE (Bryan). Crusoe's Captain (Henri Brunschwig)	477
479 222	MOMIGLIANO (Arnaldo). Secondo contributo alla storia degli studi classici (Paul Cloché)	214
492	NÖLLENBURG (Wilhelm auf der). Kulturgeschichte der Schrifttrager (Ch. Higounet)	213
234	PARES (R.). The historian's business (Henri Brunschwig)	505
463	PARKINSON (C. Northcote). War in the Eastern Seas, 1793-1815 (François Crouzet)	488
476 216	PELLING (Henry). America and the British left. From Bright to Bevan (Id.)	495
235	Piceni e la civiltà etrusco-italica (I) (R. Chevalier)	464
473	ROGGIER (Hans). National consciousness in Eighteenth Century Russia (Alain Besançon)	231
501 213	ROUSSEAU (Raymond). La population de la Savoie jusqu'en 1861 (Jean Vidalenc)	237
73	SOURDEL (Dominique). Le vizirat abbaside de 749 à 936 (Claude Cahen)	466
25 41	TALAMO (Giuseppe). La Scuola dalla legge Casati alla inchiesta del 1864 (Paul Guichonnet)	496
75	TAVENEUX (René). Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789 (J. Oreibal)	480
	TENENTI (Alberto). Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise, 1592-1609 (Jean Delumeau)	228
	TRAGER (Frank N.). Marxism in South East Asia, a study of four countries (Jean Chesneaux)	503
	Tragic History of the Sea 1589-1622 (The), edited by C. R. BOXER (Henri Brunschwig)	227
	Troublesome voyage of Captain Edward Fenton 1582-1583 (The), edited by E. G. R. TAYLOR (Id.)	227
	TURIN (Yvonne). L'éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902. Libéralisme et tradition (Pierre Vilar)	243

■ Notes bibliographiques

Histoire générale, 245, 507; Histoire des sciences, 510; Préhistoire africaine, 512; Moyen-Orient ancien, 251; Grèce ancienne, 253; Antiquité classique, 513; Asie, 520; L'Asie centrale et orientale, 256, 523; Japon et Chine, 257, 521; Histoire coloniale, 516; Les deux guerres mondiales, 519; Sud-Est asiatique,

Table des matières

524 ; Belgique et Luxembourg, 259 ; Espagne, 260, 526 ; États-Unis, 528 ; France, 261, 530 ; Grande-Bretagne, 265, 536 ; Italie, 266, 539 ; Pologne, 541.

■ Recueils périodiques et sociétés savantes

Sciences auxiliaires de l'histoire, congrès, archives, fouilles, bibliographie, biographies, 269, 543.

Préhistoire, Orient ancien, Grèce et Rome, 270, 545.

Histoire ancienne du christianisme, 547.

Histoire byzantine depuis Justinien, 547.

Histoire du Moyen Age, 271, 549.

Époque moderne, 274, 551.

Histoire religieuse de l'époque moderne, 276, 553.

Histoire de la culture intellectuelle à l'époque moderne, 277, 554.

Histoire économique et sociale de l'époque moderne, 278, 555.

Histoire des relations internationales, 279, 557.

■ Chronique

Nécrologie : Inna LUBIMENKO (1879-1959), par Marianne Mahn-Lot, 281 ; Pierre DE SAINT-JACOB (1906-1960), par Pierre Goubert, 559.

Soutenance de thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne : André CHASTAGNOL : *La préfecture urbaine à Rome sous le Bas-Empire* (thèse principale) ; *Les fastes de la préfecture de Rome au Bas-Empire* (thèse complémentaire), par Noël Duval, 561.

Diplômes d'études supérieures présentés devant les Facultés des lettres en 1961, 283.

Histoire maritime, 290 ; Chronique des Archives nationales, 569 ; La Commission d'Histoire économique et sociale de la Révolution française, 573 ; Canada, 575 ; Le XI^e Congrès international des Études byzantines, 575 ; Italie, 295 ; Nouvelle revue, 577.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 578.

TABLE DES MATIÈRES, 585.

Le gérant : M. CROUZET.

NOGENT-LE-ROTRON, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3453 - 12 - 1961

ÉDIT. n° 26.157

Dépôt légal, 4^e trimestre 1961

IMP. n° 1065

IMPRIMÉ EN FRANCE

528;
541.

ogra-

ierre

sta-
ale);
par

961,

sion
ada,
295;